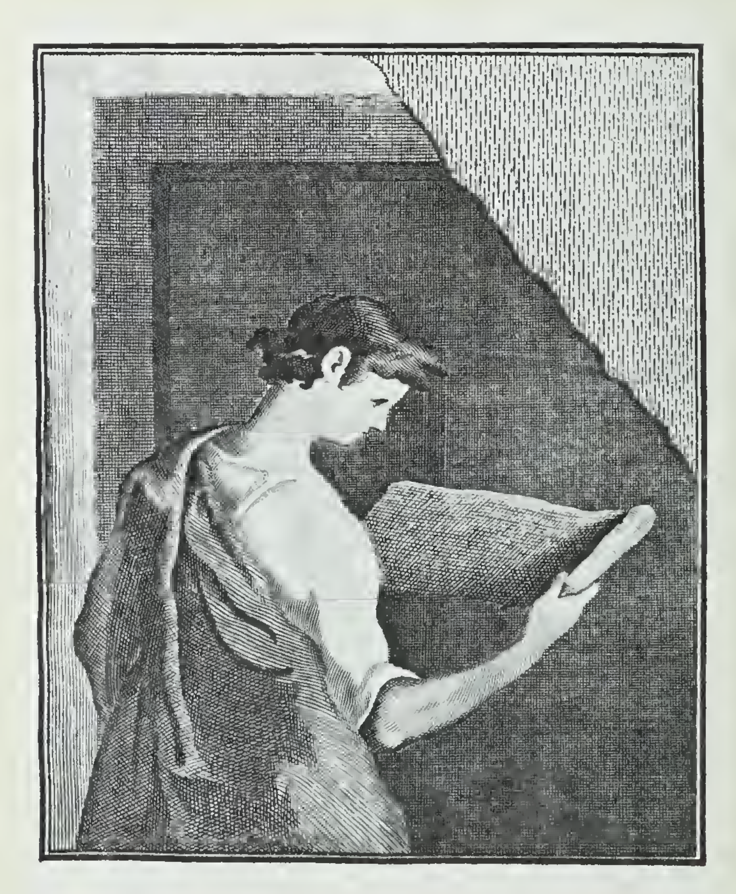


BIBLIOTHÈQUE

DES

ÉCOLES FRANÇAISES D'ATHÈNES ET DE ROME

FASCICULE SOIXANTE ET UNIÈME

DOCUMENTS INÉDITS POUR SERVIR A L'HISTOIRE DE LA DOMINATION VÉNITIENNE EN CRÈTE DE 1380 A 1485

PAR HIPPOLYTE NOIRET

TOULOUSE. — IMP. A. CHAUVIN ET FILS, RUE DES SALENQUES, 28.

DOCUMENTS INÉDITS

POUR SERVIR A L'HISTOIRE DE LA

DOMINATION VÉNITIENNE EN CRÈTE

DE 1380 A 1485

TIRÉS DES ARCHIVES DE VENISE

PUBLIÉS OU ANALYSÉS PAR

HIPPOLYTE NOIRET

ANCIEN MEMBRE DE L'ÉCOLE FRANÇAISE DE ROME

AVEC UNE CARTE DE L'ILE DE CRÈTE, UNE LISTE DES DUCS, ETC.





PARIS

THORIN & FILS, ÉDITEURS

LIBRAIRES DES ÉCOLES FRANÇAISES D'ATHÈNES ET DE ROME

DU COLLÈGE DE FRANCE ET DE L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE

DE LA SOCIÉTÉ DES ÉTUDES HISTORIQUES

7, RUE DE MÉDICIS, 7

1892

PRÉFACE

C'est à la fois, pour moi, un devoir de cœur et une douleur nouvelle, que de présenter aux érudits ce travail arrêté par le plus affreux malheur. Hippolyte Noiret voulait écrire l'histoire de la Crète. Un de ces voyages que nous lui avons vu entreprendre et mener à bien avec une si vive intelligence, devait lui faire connaître le pays même et lui permettre de retrouver sur place les vestiges et les souvenirs de ceux qui l'avaient autrefois possédé. Une première étape l'avait conduit à Venise ; il voulait avant tout relever, dans les registres du Sénat, les pièces relatives à l'administration de la grande île. Pour tout un siècle, c'est-à-dire de 1385 à 1485, il avait, en deux mois, recueilli, analysé, copié en grande partie de larges documents sur son gouvernement intérieur, sur ses rapports avec la République. Dans ces riches archives, dont aucune fatigue ne pouvait le détacher, il voyait de jour en jour revivre tout un monde oublié : l'organisation administrative, militaire, judiciaire de la Crète, les règlements concernant les gens du pays, les réfugiés venant des autres colonies vénitiennes, les catholiques, les schismatiques, les juifs plus importants par leurs richesses que par leur nombre. Il retrouvait le chiffre de la population, l'indication des industries et des produits du sol. De temps à autre, dans la masse des pièces officielles, se dégageaient

pour lui des traits de mœurs rappelant les coutumes antiques : tel était, pour n'en citer qu'un seul, l'usage tout oriental de lancer sur le passage des gouverneurs, à leur arrivée et à leur départ, du blé, du sel, des branches de myrte et de l'eau de rose. Ce qu'Hippolyte Noiret eût su tirer de ces documents et des mille recherches qui tentaient sa jeune ardeur, nous en avions pour garants son esprit si clairvoyant et si méthodique et ce qu'il avait écrit à Rome, pour les publications de notre Ecole française, sur deux Grecs érudits du quinzième siècle, Apostolis et Démétrius Chalcondyle.

C'est au début de ses nouvelles études que le mal est venu frapper, dans les salles glacées d'une bibliothèque de Venise, cette autre victime du climat de l'Italie. J'ai dit ailleurs de quels touchants hommages on avait, sur la terre étrangère, honoré les obsèques de ce jeune homme si simple et si digne, et j'ai pu voir, à Rethel, dans son pays même, les regrets qu'y avait laissés sa chère mémoire. Elle vivra par les œuvres de son esprit toujours en éveil et par les nobles fondations que multiplient, au nom de cet enfant unique, un père et une mère inconsolés.

Edmond Le Blant,
Membre de l'Institut.

INTRODUCTION

Si la Crète n'est plus aujourd'hui qu'une île pauvre et peu habitée, offrant partout le spectacle de la misère et de la désolation, elle eut pourtant un passé glorieux. L'antiquité lui avait donné le nom de « l'île aux Cent-Villes » et en avait fait le berceau de ses principaux dieux. Mille vicissitudes sous des dominations diverses, de nombreux malheurs, des guerres, des révoltes, des invasions l'ont réduite en l'état où nous la voyons. C'est ce qui explique pourquoi son sol est jonché de ruines, pourquoi de misérables villages ont remplacé des cités autrefois florissantes, pourquoi ont disparu tant de villes populeuses et pourquoi les noms géographiques eux-mêmes ont été plusieurs fois modifiés.

Ç'eût été un travail intéressant au plus haut degré que d'écrire l'histoire de cette île fameuse et de retracer les diverses péripéties de son passé, lié à la mythologie d'une part, et de l'autre aux annales de la Grèce, de Rome, de Byzance, de Venise et enfin de l'Empire Ottoman.

Tel était le but que se proposait le regretté Hippolyte Noiret. Sorti de l'Ecole normale supérieure, possédant une connaissance approfondie de l'Antiquité classique et doué d'une rare sagacité historique, il était plus apte que qui que ce fût à mener à bonne fin cette entreprise. Tout en réunissant et en analysant les ouvrages qui pouvaient l'éclairer sur les temps anciens, il fouillait les bibliothèques où il pensait trouver des documents originaux. Les archives de Venise l'attirèrent d'abord. Elles possèdent en effet sur l'histoire de la Crète des richesses aussi abondantes que

peu exploitées, pour une période d'environ cinq siècles, durée de la domination vénitienne sur cette île.

Malheureusement, une mort prématurée, résultat d'un travail excessif et de l'insalubrité du climat, vint enlever le jeune érudit au milieu de ses recherches. Comme il avait déjà recueilli de nombreuses notes et analysé les papiers vénitiens de 1385 à 1485, ses parents, ses anciens maîtres et ses amis ont voulu en faire profiter les savants et ceux qui s'occuperont dans la suite de l'histoire de la Crète.

Telle est la pensée qui a donné lieu à la présente publication.

I

Quand le 12 avril 1202, la ville de Constantinople tomba au pouvoir des Croisés, ayant pour chefs, Boniface, marquis de Montferrat, Beaudoin, comte de Flandre et Henri Dandolo, doge de Venise, on procéda au partage de l'Empire grec. Beaudoin reçut le titre d'empereur, et chaque seigneur eut une part de l'immense conquête. Le marquis de Montferrat obtint l'île de Candie et tout ce que l'Empire possédait au delà du Bosphore, mais il échangea le pays, situé sur la côte d'Asie, contre la province de Thessalie, et il vendit aux Vénitiens, qui avaient eux-mêmes reçu une large part dans le partage, l'île de Crète, pour une somme de 10,000 marcs d'argent.

Peu de temps après, la République envoya sa flotte prendre possession de cette île importante, qui ferme l'Archipel, et qui, par sa position transversale entre l'Asie, l'Europe et l'Afrique, devait être le principal entrepôt du commerce de ces parages, ainsi qu'Aristote le remarquait déjà, il y a plus de deux mille ans [1]. La prise de possession ne coûta que peu d'efforts et la soumission de tout le pays fut le résultat d'une campagne. La République donna le gouvernement de la Crète à Jacques Theupolo, avec le titre de duc. Mais bientôt les Candiotes, mécontents, exci-

1. *Politic.*, l. II, c. VIII.

tés d'ailleurs par les Génois et le comte de Malte, se révoltèrent. Les Vénitiens eurent à combattre longuement pour conserver cette colonie ; ce fut pendant plus d'un siècle et demi, de part et d'autre, une suite non interrompue d'efforts pour secouer le joug et pour l'appesantir. Sacrifices continuels d'hommes et d'argent, expéditions maritimes nombreuses, succès rapides, mais partiels et peu durables, suivis d'exécutions cruelles, voilà ce que nous présenterait, du côté de la République, cette guerre de cent soixante ans, qui compte quatorze grandes insurrections, pendant que nous aurions à enregistrer, de la part des Crétois, des meurtres, des incendies, des ruines et un désir ardent de liberté et d'indépendance.

Mais Hippolyte Noiret n'a pas eu le temps d'achever son œuvre. Comme il n'a commencé son travail que vers 1385, époque où la Crète fut définitivement soumise à la domination vénitienne, les documents que nous publions nous donnent une idée de la colonisation de la République en Crète et de l'administration qu'elle y établit.

Elle avait d'abord laissé aux Candiotes leurs terres et leurs possessions, se contentant de mettre des garnisons dans les principales forteresses ; mais après la première insurrection, elle changea de politique. Comprenant que les indigènes ne se soumettraient que difficilement, la République commença par confisquer tous les biens des révoltés ; ensuite, à l'imitation des Romains, elle forma en Crète des colonies militaires. Elle envoya pour cela des Vénitiens de la noblesse et du peuple, auxquels elle attribua des propriétés, *casalia*, en retour desquelles elle exigeait le service militaire pour la défense des intérêts vénitiens et le bon ordre de l'île. Il y eut ainsi environ 300 postes militaires en Crète, qui pouvaient fournir de 12 à 1500 combattants, car le propriétaire d'un lot, vassal de la République, devait amener avec lui un certain nombre d'hommes. C'était le régime féodal appliqué à la colonisation. Ces propriétés ou *casalia* passèrent aux mains des Vénitiens colons avec tout ce qu'elles contenaient de bétail et d'esclaves, car l'esclavage existait encore en Crète. Il

paraît que l'origine en remontait à Nicéphore Phocas, qui reprit l'île de Crète aux Sarrasins ; ceux qui survécurent à la guerre furent réduits en servitude, à la condition, qu'eux et leurs enfants cultiveraient à perpétuité la terre pour les Grecs. Ils étaient à peu près comme les serfs en France, attachés à la glèbe. Chaque colon vénitien en reçut vingt-cinq pour l'exploitation de ses terres ; il leur donnait la nourriture, le vêtement et un maigre salaire. Plus tard la République, dans un moment de pénurie, autorisa, moyennant finances, le rachat de ces esclaves ou *villani*, et leur nombre diminua sensiblement.

Malgré les avantages faits aux vassaux, nous avons eu bien souvent à enregistrer leurs doléances. C'est qu'en retour des propriétés qu'elle leur accordait, la République leur demandait un impôt considérable, qu'on appelait le *tiers du froment*. Les vassaux, en effet, devaient fournir au gouvernement de Crète le tiers de leur récolte en blé ; ce tiers était fixé d'avance, selon la quantité des champs ensemencés et la moyenne ordinaire. Quand l'année était mauvaise, ce tiers dû au gouvernement absorbait souvent la récolte tout entière et même plus ; c'est ce qui donna lieu à de nombreuses plaintes et qui, à certaines époques, fit absolument abandonner la culture des champs.

Les vassaux devaient aussi entretenir plusieurs chevaux pour leur service militaire, et comme, en Crète, les chevaux, par suite de la sécheresse du sol, étaient rares, cette obligation ne laissait pas que d'être onéreuse.

La République laissa aux Grecs, restés fidèles, la possession de leurs biens, mais elle ne les employa que très peu dans ses troupes, ordonnant presque toujours, quand on faisait une levée d'hommes, de ne prendre que des Latins. Toutes les charges de l'île étaient confiées uniquement à des Vénitiens nobles ; peu à peu l'élément grec diminua, et la Crète devint une colonie toute vénitienne.

II

Après la conquête, l'île de Crète fut divisée en quatre

territoires ou districts, savoir : Candie, qui fut le siège du gouvernement, La Canée, Réthimo et la Sithie.

Chaque district était gouverné par un recteur, assisté de deux conseillers. Il avait, de plus, sous ses ordres, un certain nombre de *castellans* ou capitaines de châteaux-forts.

Le gouvernement de Crète se composait du duc et de deux conseillers, nommés tous trois pour deux ans, par le grand conseil de Venise et choisis parmi les nobles Vénitiens. Ils devaient, à l'expiration de leurs fonctions, présenter un rapport sur leur administration ; ils étaient logés aux frais de l'Etat, qui votait souvent, au moment de leur élection, des crédits pour la réparation de leur palais ; ils recevaient un salaire assez considérable pour l'époque ; celui du duc était de 1,000 ducats. Leurs attributions étaient vastes, car ils étaient chargés de veiller à la justice, au bon ordre, au règlement des impôts, à l'exécution des ordres de la République et, en général, à tout ce qui regardait le bien du pays. Les recteurs de chaque district dépendaient du gouvernement de Crète, leurs attributions demeurant à peu près les mêmes.

Après le duc de Crète, par rang hiérarchique, venait le capitaine de Crète. Il était chargé du commandement des troupes et de tout ce qui regardait l'armée et la défense de l'île. Il était nommé, comme le duc et les conseillers, par le grand Conseil de Venise, et devait aussi appartenir à la noblesse. Son commandement durait deux années, et il recevait, au moment de son départ, un crédit de 350 à 400 ducats pour la levée de l'équipement de ses compagnies, qui se trouvaient ainsi changées tous les deux ans avec le capitaine de Crète. Celui-ci prenait part au Conseil du gouvernement, et remplaçait en son absence le duc de Crète. Son salaire était aussi fixé à 1,000 ducats. Il avait sous lui des « connétables » ou capitaines de compagnies.

Le Sénat de Venise avait fixé le nombre des chevaux que devaient avoir le duc et le capitaine de Crète ; il leur fallait une permission pour en posséder plus ou moins ; leur train de maison était aussi réglé, et même la dépense qu'ils devaient faire dans leurs chevauchées. Le Sénat en-

trait dans les plus minutieux détails, et nous avons reproduit un document qui règle la manière dont les hauts fonctionnaires devaient porter le deuil. Après le duc, le capitaine, les conseillers de Crète qui formaient proprement le gouvernement, venaient les officiers de la Chambre des comptes. Quand il y avait un désaccord dans le Conseil ou un membre absent, on appelait un de ces officiers pour remplacer l'absent ou pour former la majorité. Leurs attributions consistaient à faire rentrer les impôts et à administrer les finances de l'île. Ils étaient au moins trois, et avaient sous leurs ordres des officiers subalternes, *sansarii*, *missetarii*, *scribæ*, *cancellarii*, primitivement élus par le grand Conseil de Venise, mais plus tard choisis seulement par le gouvernement de Crète. La même hiérarchie existait dans les chefs-lieux de districts, sous le contrôle des recteurs ; mais la Chambre des comptes du district envoyait ses finances à la Chambre haute. Les trésoriers devaient tenir un état exact de leurs recettes et de leurs dépenses; cet état était visé chaque année par le gouvernement, et tous les cinq ans par les syndics. Il y eut même un temps où on obligeait le gouvernement d'envoyer tous ses comptes à Venise, pour y être revisés par une Cour qu'on appelait la Cour des anciens comptes.

Pour encourager les officiers de la Trésorerie à faire rentrer promptement les créances de l'Etat, on leur faisait une remise d'un sou ou deux par livre. Malgré ces avantages, il y a beaucoup de documents dans lesquels on presse les trésoriers de faire hâte pour la perception des impôts et le payement des dettes envers la République.

Le gouvernement à Candie et les recteurs dans leurs districts avaient pour la justice deux sortes de fonctionnaires : les avocats, *advocatores communis*, et les notaires, *notarii*. Les avocats ou juges siégeaient avec le duc ou l'un de ses conseillers pour l'administration de la justice. Ils étaient au nombre de douze, d'abord élus à Venise, parmi les membres de la noblesse, et ensuite choisis par le gouvernement local. Les notaires, au nombre de dix-sept, plus tard réduit au nombre de douze, étaient élus pareillement.

Leurs attributions étaient de consigner par écrit les dépositions et les enquêtes.

Dans les endroits trop éloignés de Candie ou des chefs-lieux de districts, on institua des sièges de justice, ou *judicats*, assez semblables à nos justices de paix.

Dans les causes civiles, la compétence de ces tribunaux n'était pas considérable; elle ne dépassait pas une somme de 100 ducats. Pour les affaires plus importantes, on devait avoir recours aux tribunaux de Venise. Comme cela nécessitait un voyage coûteux et beaucoup d'embarras, les vassaux crétois se plaignirent, et la compétence des tribunaux de l'île fut portée à une valeur de 300 ducats.

Dans les causes criminelles, les tribunaux de l'île de Crète étaient compétents jusqu'à la peine de mort.

La police était sous la main du capitaine de Crète ; il avait sous lui des officiers, *domini de die*, chargés de la police de jour ; *domini de nocte*, chargés de la surveillance de nuit, les capitaines des prisons, etc.

La garde des portes était faite par les bourgeois de chaque quartier.

Pour la réunion de l'impôt du blé, l'approvisionnement des places fortes, la vente de l'excédent et la surveillance des magasins, il y avait un officier qui portait le nom de proviseur des blés. Sous ses ordres étaient des peseurs et mesureurs des blés, anciens marins, auxquels la République, comme récompense, accordait une charge. Le proviseur des blés recevait un salaire de 100 hyperpères par an; il devait être noble et restait deux ans en charge, sans pouvoir être réélu.

Il y avait encore un certain nombre d'officiers se rattachant aux diverses branches de l'administration; les officiers du *cataver*, qui dressaient le cadastre et les listes pour la capitation; les proviseurs des causes criminelles, espèces de magistrats instructeurs chargés d'une enquête; les scribes des différentes chancelleries. Le sénat de Venise réglementait leur salaire, leurs attributions et leur élection, et il y a bon nombre de documents les concernant.

A côté de cette administration ordinaire, il y avait une

administration d'inspection. D'abord les *sages*, élus à Venise, tous les ans, parmi les membres de la noblesse. Ils étaient ordinairement au nombre de cinq et devaient surveiller le commerce, l'armement et le désarmement des vaisseaux et rendre compte au Sénat de ce qui regardait la navigation. Ensuite, tous les cinq ans, deux proviseurs ou *syndics* étaient envoyés en Crète avec les pouvoirs les plus amples. Ils devaient, pendant les dix-huit mois de leurs fonctions, vérifier les comptes, examiner si la justice était bien distribuée, si les recteurs, les conseillers et les ducs de Crète avaient administré sagement et honnêtement, si rien dans l'administration ne laissait à désirer. Ils annonçaient leur arrivée et faisaient savoir que si quelqu'un avait à se plaindre, il devait venir à eux, sous peine d'être exclu de sa charge, s'il en avait une, ou d'être inéligible à une charge, s'il n'en avait point. A leur retour, ils déposaient le compte rendu de leur visite auprès des avocats du commun et faisaient comparaître les coupables à Venise. Le salaire des syndics était de 400 ducats; leur suite se composait d'un notaire, d'un comptable et de deux domestiques.

Dans les temps calamiteux, dans les guerres ou les entreprises contre la Crète, le sénat de Venise envoyait un proviseur, avec un pouvoir dictatorial. Ses fonctions duraient une année; il avait le même train que le duc de Crète et un salaire de 1,000 ducats.

La marine était, en Crète, presque exclusivement marchande; cependant le gouvernement de l'île devait fournir au capitaine du Golfe, c'est-à-dire au commandant des forces navales dans la mer Adriatique, deux galères armées, qui faisaient le service pendant six mois. Ces galères étaient des galères du commerce, armées aux frais de l'arsenal et du gouvernement de Crète, et pour lesquelles on payait une somme à leur propriétaire. Les capitaines de ces galères armées étaient nommés par le duc et les conseillers de Crète; ils devaient être âgés de plus de vingt-cinq ans et connaître leur métier; ils étaient de plus inéligibles pour une année dans la même capacité. Nous

avons enregistré une foule de règlements sur ces fonctionnaires.

Une galère armée avait à bord, outre l'équipage ordinaire de marins, trois arbalétriers de la noblesse et de quinze à vingt-cinq arbalétriers du peuple. En cas d'absence ou de mort du capitaine, c'était le plus ancien des arbalétriers nobles qui le remplaçait.

Dans les besoins pressants de la République, elle exigea plus de deux galères du gouvernement de Crète et en fit souvent construire pour son service à Candie et à la Canée.

L'arsenal de Candie était sous la direction d'un patron de l'arsenal et d'un ingénieur nommés par le gouvernement de Crète.

Au moment de la conquête de la Crète, les Vénitiens trouvèrent organisée la hiérarchie du schisme grec. Ils ne tardèrent pas à lui substituer la hiérarchie catholique. Le métropolitain fut l'archevêque de Candie, auquel on donne aussi dans nos documents le titre d'archevêque de Crète. Les autres évêchés furent : La Canée ou Agia ou Cydonia, Kissamo ou Chisamo, Calamona ou Réthimo, Gerapetra, La Sithie, Archadia, Chiron, Melipotamo. Les Grecs n'eurent pas d'évêques : ils dépendaient du métropolitain de Constantinople et étaient sous la direction spirituelle de protopapes, qui avaient à peu près les mêmes attributions que nos archidiacres. Les évêques grecs de Coron et de Modon furent ensuite chargés des ordinations des papas, mais avec l'autorisation de la République, qui n'entendait pas favoriser les Grecs, et qui faisait, au contraire, tout pour les rendre de moins en moins nombreux.

Il y avait dans l'île de Crète un grand nombre de couvents habités par des religieux grecs basiliens. Ils n'avaient guère de religieux que le nom et l'habit, et on les voyait travailler la terre et s'occuper des soins temporels. La République s'efforça de faire venir des religieux latins, et nous avons cité plusieurs pétitions faites au pape dans ce sens. Des frères mineurs et des religieux d'autres ordres s'établirent dans l'île avec les encouragements et les faveurs du gouvernement. Il y avait aussi un certain nombre de pré-

bendes canoniales; elles furent, en une circonstance que nous avons enregistrée, la récompense de la conversion de prêtres du schisme grec au rite romain.

Tout en favorisant les évêques et les prêtres latins, la République savait s'en servir et ne leur permettait pas d'empiéter sur les droits de l'Etat. Elle savait aussi, par la séquestration de leurs bénéfices, les obliger à garder la résidence et à regagner leurs sièges quand ils en étaient absents sans de bonnes raisons.

III

Outre la population grecque restée en Crète, celle de la colonie vénitienne et des villani, il y avait un certain nombre de réfugiés de diverses colonies vénitiennes, car la République eut constamment la sage politique de bien accueillir les habitants de ses colonies, après leurs désastres, et de leur donner des lieux de refuge et des terres. Des marchands, des marins venaient aussi s'établir en Crète, et la République y envoya des esclaves ou prisonniers faits sur les Turcs. On s'en servait pour la culture des champs. Ils obtinrent la permission de contracter mariage dans l'île et devinrent peu à peu comme les villani.

A côté de cette population ordinaire, il y avait une classe d'hommes peu aimés et souvent mis à contribution; c'étaient les Juifs. Ils habitaient surtout les villes, et ils y avaient leur quartier, leurs règlements et jusque leur costume particulier. Ils devaient, en effet, porter sur leurs habits un signe, de la forme d'un O, de la grandeur d'un pain. Ils pratiquaient l'usure et le négoce, et souvent le sénat de Venise fit des décrets contre eux, réduisant le taux de l'argent, défendant les gains illicites, concordant des débiteurs, etc. Quand la République avait besoin d'argent, elle s'adressait souvent aux Juifs et les forçait bon gré mal gré à lui faire des avances. Les Juifs se montraient parfois hostiles aux chrétiens, et, dans une circonstance, ils crucifièrent des agneaux, n'ayant pas, dit le document, d'enfants chrétiens. Ils agissaient surtout d'une manière

très dure avec leurs débiteurs chrétiens, c'est pourquoi le gouvernement devait intervenir.

La population totale de la Crète subit de grandes variations. Après les insurrections, elle ne dépassait guère, y compris les Vénitiens, 50,000 âmes; elle fut aussi plusieurs fois ravagée par la peste et des tremblements de terre; mais sous l'influence d'une administration qui favorisait le développement de la population, le nombre des habitants s'éleva jusqu'à 192,725, ainsi répartis : Ville de Candie, 11,474; territoire de Candie, 71,177; ville de La Sithie, 1,537; territoire de La Sithie, 3,275; ville de Gerapetra, 2,687; ville de Réthimo, 7,993; territoire de Réthimo, 42,937; ville de La Canée, 4,340; territoire de La Canée, 46,905; Juifs,1,160. Il y avait environ 1,400 villages.

L'île de Crète est d'une grande fertilité; mais, du temps des Vénitiens, on ne reconnaissait plus déjà cette terre féconde, où Cérès donna naissance à Plutus sur un lit de gerbes. Elle produisait cependant beaucoup de vins fort renommés, entre autres la délicieuse « Malvoisie, » si appréciée des nobles de Venise, et qui faisait penser que Jupiter ne devait pas boire d'autre nectar, lorsqu'il régnait dans cette île. Galien la prisait aussi beaucoup, et, bien que ce vin soit plein de feu, il ne laissait pas que de le recommander à ceux qui avaient la fièvre. Les Crétois l'expédiaient soit à Venise, soit en Occident et en tiraient d'abondantes ressources. Malheureusement, la République venait souvent mettre des entraves à l'expédition des vins. Essentiellement protectionniste, elle voulait que tous les envois fussent faits par ses vaisseaux et mettait des droits exorbitants sur les vins emportés par des vaisseaux étrangers, et arrivait même jusqu'à empêcher tout commerce. Nous avons enregistré beaucoup de doléances des vassaux à ce sujet.

La Crète produisait aussi beaucoup de blé; quelques territoires étaient d'une prodigieuse fertilité, surtout ceux de Lassiti, d'Anopolis, de Lephternie; mais la République en avait défendu la culture, pour éviter d'une part l'agglomération des vilains et pour ôter les ressources d'approvision-

nement aux rebelles, en cas de révolte. Ce ne fut que lors de la croisade du duc de Bourgogne contre les Turcs, que la République ordonna de remettre ces localités en culture, pour l'approvisionnement des troupes chrétiennes.

Le gouvernement de Crète exigeait des vassaux l'impôt du tiers, *tertiaria*, fixait le prix de vente du reste, autorisait les producteurs à le présenter sur le marché. Ces mesures, ainsi que les différentes permissions qu'il fallait avoir pour exporter les grains, donnèrent lieu à beaucoup de réclamations des vassaux, et firent qu'à des époques difficiles, la culture des grains fut abandonnée. La République dut alors donner des récompenses à ceux qui ensemenceraient les terres et les dégrever d'impôts. Les vassaux demandèrent aussi l'ensemencement du millet, et le sénat envoya des graines pour l'effectuer.

La Crète produisait encore du miel, de la cire, des fromages, du coton, et en petite quantité de la soie. On y introduisit la culture de la canne à sucre, et nous avons cité les privilèges accordés au promoteur de l'entreprise. Il en fut de même de l'arbre à mastic. On exploita des carrières d'alumine, de sel de nitre, et on essaya aussi, sans que nous puissions fixer l'importance de l'entreprise, de tirer de l'argent et de l'or dans l'île ; on sait seulement que les montagnes du Stimboli contenaient de l'or.

La fabrication des tonneaux pour loger le vin était une industrie assez prospère; mais il fallait tirer le bois et les cercles d'autres colonies vénitiennes. La Crète en effet ne possédait guère d'autres essences de bois que celle du cyprès qui était, il est vrai, magnifique. La République en tira une grande quantité, les négociants en exportèrent beaucoup, de sorte qu'il fallut [que le sénat, craignant le déboisement complet des montagnes de Crète, s'opposât à toute exportation et à toute coupe nouvelle de cyprès. Il répondit par un refus au duc d'Egéopélage qui lui demandait de pouvoir se procurer en Crète des cyprès pour les fortifications de Naxos.

La Crète était pauvre en chevaux et en bétail. La sécheresse de son sol en était la principale cause. Elle importait

ses chevaux d'Occident, de Turquie ou des îles de la mer Egée. Il y a une foule de règlements sur les chevaux des vassaux, et les qualités qu'ils devaient avoir, car la valeur de ces chevaux, exigés pour le service militaire, était fixée, et il y avait une amende quand elle ne se trouvait pas réalisée. Le nombre des montures des fonctionnaires était réglé lui-même. Ce ne fut que bien tard (1480), que les feudataires demandèrent et obtinrent d'essayer l'élevage des chevaux, dans les prairies arrosées par le Jofiro, aux environs de Candie.

La Crète était l'entrepôt du commerce des épices. Elles venaient de Beyrouth, d'Alexandrie, de Syrie et d'Egypte. Ce commerce était réglementé par les décrets du sénat et grevé de forts impôts.

Nous n'avons pas trouvé de nombreux documents pour établir l'état de la marine crétoise. Il y avait cependant un certain nombre de marchands possédant des galères et faisant le trafic dans l'Archipel et même plus loin. Les règlements étouffaient là encore l'initiative privée, et la préférence donnée aux vaisseaux vénitiens devait faire une concurrence dangereuse à la marine de Crète. Arrivés à Venise, les bâtiments crétois devaient attendre du sénat la permission de partir; ils recevaient leur itinéraire qu'ils ne devaient pas changer, et leur cargaison était scrupuleusement examinée.

La République néanmoins s'efforça, autant dans son intérêt que dans celui de la Crète, de faire creuser les ports de Candie, de Réthimo et de La Canée, et dépensa dans ce but des sommes importantes.

Quand il y avait un frêt à prendre, soit en Syrie soit ailleurs, le sénat annonçait la chose et mettait en adjudication, *incantus*, le nombre de galères voulu. Les négociants armateurs soumissionnaient, et on accordait, à ceux qui offraient le plus à la République, l'adjudication du voyage, moyennant des conditions préalablement fixées.

La République de Venise établit en Crète des impôts considérables. Elle s'arrogea d'abord le monopole de la vente du sel; elle exigea une cote personnelle de chaque

individu, les *villani* eux-mêmes payaient une hyperpère par an ; elle demanda des droits pour les vaisseaux stationnant dans les ports de la Crète ; elle mit des octrois et fit payer des impôts sur les marchandises entrant dans l'île ou en sortant. Elle traitait sévèrement toute contravention aux tarifs, la confiscation des marchandises était chose commune. Pour s'éviter des soins nombreux, les impôts étaient affermés à des gens du peuple, qui devaient payer le prix de leur ferme à la chambre des Comptes ou Trésorerie de Crète. Plus tard, les nobles eurent le droit de devenir fermiers des impôts.

Dans les documents cités, il est souvent question d'une monnaie crétoise, d'un usage très commun, l'*hyperpère.* C'était une monnaie d'argent qui variait, suivant les temps, entre $1/4$ et $1/6$ de ducat. Le ducat valait de 90 à 96 soldi; un soldo valait 3 tournois, un grossetum valait 24 tournois et un grossonum 48 tournois. La République cherchait à établir, mais sans y réussir, dans ses colonies, l'unité de valeur de ses monnaies. Quand elle se préparait à une guerre, elle ordonnait de réunir les pièces d'or et de les mettre en caisse.

Quant aux mesures et aux poids, nous n'avons que de très vagues données ; nous citerons pourtant comme mesures la *sauma*, qui valait cinq quartes de Venise, et le *mistatus*, qui valait environ $1/5$ de notre boisseau. Nous pensons que le *milliarium* que nous avons rencontré comme poids est la tonne du temps. Nous devons aussi noter une monnaie de Constantinople, qui avait cours en Crète, le *byzantin*. Il valait suivant les lieux et les temps de 3 hyperpères $1/2$ à 4 hyperpères $1/2$.

IV

Le caractère général des actes du sénat de Venise que nous publions est la minutie des détails et l'exagération de la réglementation, qui ne laissait aucune liberté à l'initiative individuelle. La République de Venise était extrêmement autoritaire, et ce fut là une des causes de sa déca-

dence. Mais si elle demandait de ses sujets une obéissance absolue et leur traçait leur voie en toute chose, elle savait les protéger. S'ils étaient vexés dans les mers par des vaisseaux étrangers, si leur commerce avait été lésé en quelque chose, aussitôt un orateur était envoyé pour demander réparation. C'est ainsi que nous avons cité des demandes en réparation aux Rhodiens, aux Gênois, les éternels ennemis des Vénitiens, au roi d'Aragon, à l'empereur de Constantinople, au roi de Chypre, etc. Le ton en est toujours ferme et l'exposé net.

A côté de la protection accordée aux indigènes vis-à-vis des étrangers, il y avait encore les récompenses accordées aux bons services. Si elle exigeait beaucoup des citoyens, la République leur faisait dès avantages qui stimulaient leur zèle. Les vieux marins, les soldats invalides, les marchands victimes de quelque malheur recevaient une protection spéciale, et souvent des postes rétribués. Les fonctionnaires nommés pour la Crète, dans les temps difficiles, par le grand conseil, étaient soumis à une amende s'ils refusaient la charge. Ils ne pouvaient s'occuper de commerce, et nous avons cité un document qui défend au capitaine de Crète nommé d'expédier les marchandises qu'il a en magasin en Crète. Toute infraction aux règlements était sévèrement punie, et nous avons enregistré de nombreuses mises en accusation de fonctionnaires. On conçoit que la crainte les forçât d'agir honnêtement, car les plaintes contre eux suscitaient toujours une enquête, et souvent aboutissaient à une condamnation.

Naturellement nos documents sont les échos des préoccupations militaires des Vénitiens. Il y est question souvent des démêlés de la République avec les Gênois, avec les Castillans, avec les Turcs; on cite des ambassades à Tamerlan, à Bajazet, à Jean Castriot, au Grand turc, etc. Les guerres de Venise nécessitaient la levée en Crète de ces fameux arbalétriers, dont l'habileté était renommée, et l'armement de galères pour le Golfe. Scutari, Ténedos, l'île de Négrepont, Salonique, reçurent de Crète, lorsqu'elles furent attaquées par les Turcs, des secours nombreux.

On trouve mentionnés l'exil d'Ostasius de Polenta en Crète, lorsque les Vénitiens s'emparèrent de la principauté de Ravenne, la croisade contre les Turcs, de 1443, qui se termina par la bataille de Varna. De nombreuses galères crétoises furent requises par la République pour défendre les bouches du Pô contre le duc de Milan, François Sforce.

Lors de la prise de Constantinople, le sénat de Venise accorda des secours abondants aux Crétois et aux autres sujets de la République qui avaient souffert des dommages; il racheta aussi les captifs, et obtint de Mahomet II des conditions particulières pour les sujets vénitiens.

Nous avons trouvé mention faite de l'Examilion, cette construction gigantesque, et de la nouvelle croisade contre les Turcs, prêchée par Pie II, en 1463. Contrairement à ce qu'ont écrit certains historiens, la République de Venise contribua largement aux frais et aux préparatifs; c'est à cette occasion qu'elle ordonna de remettre en culture Lassiti, Anopolis, et les autres localités demeurées incultes, par ordre du Sénat, depuis les dernières insurrections.

La République avait des relations avec Scanderberg et Oussoun-Cassan, nos documents les mettent en lumière. Il y est aussi question des affaires de la reine de Chypre, qui se terminèrent par l'annexion de cette île aux possessions vénitiennes.

Les historiens pourront trouver dans nos documents un certain nombre de questions curieuses et peu connues qui jettent quelque lumière sur des points d'histoire restés obscurs. L'index que nous avons ajouté facilitera leurs recherches.

Quant à la chronologie, nous avons ramené la chronologie vénitienne à la chronologie vulgaire, de sorte que les documents datés, depuis le mois de janvier jusque vers la fin de mars, comme appartenant à l'année commençant au mois de janvier, appartiennent encore, dans les registres du sénat, à l'année précédente.

Disons maintenant un mot des manuscrits dont sont tirés nos documents : les *Misti del Senato*, et les douze premiers volumes des *Senato Mar*.

Les *Misti* comprenaient primitivement soixante volumes, et allaient de 1293 à 1440; mais sauf une partie du premier volume et une autre partie allant du 13 décembre 1300 au 23 février 1302, il ne reste rien des quatorze premiers volumes. Leur largeur est de 27 à 33 centimètres, et leur hauteur de 39 à 45 centimètres. Ils se composent chacun de 68 à 252 pages, et de 28 à 45 lignes par page. Hippolyte Noiret a analysé les vingt derniers volumes d'une façon complète, et a commencé l'analyse des *Senato Mar* jusqu'au douzième volume. Cette collection comprend deux cent quarante-sept registres touchant l'administration de l'Istrie, de la Dalmatie et des autres possessions maritimes de la République.

Le latin des actes contenus dans ces recueils est le latin des chancelleries de l'époque ; mais les chercheurs trouveront un certain nombre de mots non cités par Du Cange. Nous en avons relevé çà et là quelques-uns, mais ils sont plus nombreux, et nous aurions voulu en dresser une liste, si nous n'avions craint d'augmenter encore un volume déjà trop gros.

Nous adressons les remerciements de la famille et des savants à M. Desrousseaux, promoteur de cette publication dont il a donné le commencement, mais qu'il n'a pu continuer à cause de l'état de sa santé et de ses nombreuses occupations.

En finissant, nous ne pouvons nous empêcher d'exprimer nos regrets pour la mort du jeune érudit, qui avait déjà tant fait et qui promettait de faire tant encore. Nous aurions eu, dans peu de temps, une histoire de Crète sérieuse et riche de détails nouveaux. Mais puisque sa carrière a été brisée aussitôt que commencée, nous sommes heureux de mettre au jour les documents qu'il avait rassemblés, dans son infatigable activité, et de coopérer ainsi à faire vivre la mémoire d'un ami d'enfance sincèrement aimé.

A. Haudecoeur.

ERRATA

1° Page VII, introduction, ligne 28, au lieu de : pour la levée de l'équipement, lisez : pour la levée et l'équipement.

2° Page 91, année 1398, après :

11 février. f° 33 v°

Délai accordé à l'ancien gouverneur de Rétimo jusqu'à la fin de mars pour revenir à Venise ; ajoutez avant le document latin :

1er mars. f° 34 v°

Crédits alloués pour des travaux au port de Rétimo.

3° Page 161, année 1405,

4 avril. f° 172 v°

Au lieu de : ordre au duc de Crète de restituer une griparea prise à un nommé Enei, lisez : prise au Seigneur d'Enos.

4° Page 163, première ligne,

Au lieu de : Cinq arquebusiers, lisez : cinq arbalétriers.

5° Page 182,

25 juin. f° 121 r°

Au lieu de : Les commerçants grecs, sujets du sultan, lisez : sujets de l'empereur de Constantinople.

6° Page 247, au lieu de :

Les mesures prises seront étendues aux *calergi*, lisez : aux *Calergi*.

7° Page 289,

29 novembre. f° 196 r°

Au lieu de : Instructions pour l'élection du capitaine du Golfe, lisez : pour l'élection des capitaines envoyés dans le Golfe.

8° Page 394, note, au lieu de : ces cinq villages se trouvaient dans la plaine la plus fertile de Crète, lisez : les plaines les plus fertiles de Crète.

REGISTRES

DU

SÉNAT DE VENISE

MISTI DEL SENATO (Reg. 40-60)

SEN. MISTI R. 40 1385-1389.

2 octobre. f° 4 v° **1385**

Nomination extraordinaire de Sages chargés d'inspecter les bâtiments de guerre et de commerce.

Cum sit solitum elligi sapientes [1] Crete, Choroni [2], Mothoni [3] et Nigropontis, Vadit pars quod, super factis predictis insule Crete, Choroni, Mothoni et Nigropontis et super omnibus et singulis spectantibus et pertinentibus ad dicta negotia, elligantur tres sapientes per duas manus ellectionum in consilio rogatorum et additionis et unam per dominum, consiliarios et capita, secundum usum, qui possint accipi de officio, non accipiendo ultra unum pro officio, et cum eorum consilio et oppinionibus teneantur venire ad dominum, consiliarios et capita et facere eis legi ordinate et postea ad istud consilium, et quilibet possit ponere partem, et habeant terminum usque

1. Les fonctions des Sages se trouvent ainsi définies dans le document qui précède celui-ci : *Sapientes qui debeant examinare super facto navigiorum armatorum et disarmatorum et mercatorum et mercationum et super omnibus et singulis ad predicta et eorum quodlibet spectantibus et pertinentibus et dependentibus et connexis, et dare nobis suum consilium in scriptis.*

2. Coron (Karoni), à l'entrée occidentale du golfe du même nom, sur la côte E. de la presqu'île de Messénie.

3. Modon, l'ancienne Méthone, à l'angle S.-O. de la côte de Messénie, à 10 kil. S. de Navarin.

1385 sex menses proximos et vocetur omni vice consilium ad suam peticionem sub pena librarum trium pro quolibet et advocatores exigant penas habendo partem ut de aliis sui officii.

5 octobre. f° 5 r°

Libre entrée des grains venus de Candie.

... Quod grane que venerunt et venient cum navigiis disarmatis presentis mude [1] de partibus Candide dentur in bona gratia mercatoribus quorum sunt, sicut servatum fuit annis preteritis.

13 octobre. f° 5 v°

Ordre aux gouverneurs de Crète, aux castellans de Coron et Modon, de se réunir à Modon au sujet de la défense maritime.

17 novembre. f° 6 r°

Confirmation des privilèges accordés aux caloyers de S. Jean de Patmos, du monastère de S. Jean del Scillo.

Cum comparuerit coram nostro dominio quidam Johanichius Calogerius pro parte calogerorum S. Johannis de Pathmos, devotorum nostrorum, exponens quod ducalis benignitas amore Dei et reverentia S. Johannis Apostoli et Evangeliste a tempore quo habuimus insulam Crete concessit dictis Calogeriis monasterium S. Johannis del Scillo, positum in districtu nostro Canee, insula Crete, facientes ei plura privilegia immunitatum et in diversis temporibus et specialiter ad extrahendum annuatim mensuras mille frumenti de redditibus dicti monasterii del Scillo, pro conducendo illud ad insulam predictam de Pathmos pro sustentatione calogerorum in dicta insula commorantium ; et quod per rectores nostros non permittuntur dicti Calogeri extrahere totam quantitatem predictam, sed aliquando permittuntur extrahere partem et aliquando nichil ; asseruit etiam dictus Calogerius quod a pluribus annis citra dicti Calogeri del Scillo coguntur dare annuatim duche Crete falchionem [2] vini, et si non dant coguntur solvere ypp. viginti quinque, et rectori Canee pro catia annuatim in die festi catie unum taurum ; que omnia asserebat dictus Calogerius esse in damnum dicti monasterii et contra immunitates privilegiorum suorum et propterea requirebat quatenus placeat dominio mandare quod non compellerentur amplius ad dandum dictum falchionem et taurum et permittantur extrahere libere totam suprascriptam quantitatem frumenti pro sustentatione

1. Sur ce mot, qui semble signifier *arrivage de navires*, v. Du Cange au mot *muta* 7.

2. Du Cange ne donne pas au mot *falchio* d'autre sens que celui de *lance*. Il ne mentionne pas l'acception de *mesure de capacité* qu'il a ici.

calogerorum predictorum... Vadit pars, audita responsione et consilio sapientium Crete, quod in facto frumenti fiat et concedatur, sicut consulunt sapientes predicti, quod dicti calogeri S. Johannis del Scillo possint extrahere annuatim, accipiendo illud de redditibus dicti sui monasterii et non emendo illud ab aliquo ullo modo, mensuras mille frumenti et illud mittere predictis calogeris S. Johannis de Pathmos pro sustentatione sua et non aliis personis nec ad alias partes aliquo modo et hoc tempore ubertatis, quod ubertas intelligatur existente centenario mensurarum dicti frumenti valoris ypp. quadraginta et inde infra, remittentibus regaliis falchionis et tauri in statu solito. 1385

29 décembre. f° 10 v°

Armement de galères pour la défense du Golfe.

Quod in Christi nomine ad custodiam Culphi [1] deputentur decem galee quarum ad presens armentur quatuor, videlicet due in Venetiis et due in Creta; de ceteris autem providebitur suo loco et tempore sicut videbitur melius.

Et eligatur capitaneus generalis Culphi et omnium navigiorum nostrorum armatorum et disarmatorum in majori consilio per quatuor manus electionum secundum usum, et sit cum salario, familia, condicione et commissione anni elapsi, videlicet cum salario ducatorum L in mense capitaneo, et ducatorum XXV in mense supracomitis, et grossis duobus pro quolibet homine de pede in die pro mensa.

Et debeat capitaneus eligendus respondere infra terciam diem secundum morem solitum.

Supracomiti vero dictarum galearum eligantur etiam in majori consilio per duas manus electionum secundum usum, cum salario, familia, conditionibus et commissione anni elapsi.

Et ponat capitaneus et supracomiti banchum in Veneciis quando videbitur collegio domini consiliariorum, capitum et sapientum ordinum vel majori parti. Verum si videretur dicto collegio pro meliori agendorum nostrorum armare statim galeam supracomiti hic in Veneciis, tunc fiat sicut dicto collegio vel majori parti videbitur. Capitaneus vero postea ponet banchum et exeat quando videbitur dicto collegio vel majori parti.

Supracomiti autem galearum Crete recedant et vadant in Cretam quando videbitur dicto collegio vel majori parti, et livrent salarium cum recesserint de Venetiis, et mittatur pecunia in Cretam pro armamento dictarum galearum ibidem armandarum, sicut fuerit opportunum.

1. Le Golfe de Venise, c'est-à-dire la mer Adriatique.

1386 19 janvier. f° 12 v°

Emploi du produit de la vente de marchandises confisquées en Crète.

Cum alias de mandato dominii fuerint intromissi aliqui gothoni et alia bona egregii viri domini Nicole de Carceribus, olim duche Egeopellagi, per regimen Crete, Vadit pars quod scribatur duche et consiliariis Crete quod faciant de dictis bonis seu pecunia extracta de eis, que pecunia dicitur esse in camera Crete, id quod eis justum videbitur secundum deum, rationem et justitiam.

Prolongation de congé accordée au comte Nicolas de Vegla, envoyé en Crète.

Quod egregio viro Nicolao comiti Vegle, provisionato nostro in Creta, prorogetur terminus standi Veneciis per totum mensem Marcii proximi pro aliquibus negociis que habet expedire, etiam tangentibus, sicut dicit, nostrum dominium.

6 février. f° 17 r°

Ordre au gouvernement de Crète d'armer une galère pour sire Ranieri Acciajuoli.

Quod scribatur duche et consiliariis nostris Crete in hac forma videlicet :

Sicut per alias litteras nostras notificavimus vobis cum nostris consiliis rogatorum et additionis, nos ad requisitionem domini Raynerii de Azaiolis complacuimus sibi de una galea nostra quam posset armari facere ad suas expensas, ad damnum et destructionem Turchorum et pro securitate illarum partium. Et, sicut per nobilem virum Johannem Alberto, ambaxiatorem nostrum, de illis partibus redeuntem, nobis constat, predictus dominus Raynerius est multum contentus de complacentia nostra predicta; ob quam causam scribimus regimini nostro Nigropontis, quod est de modis et conventionibus factis plenissime informatum, quod quando predictus dominus Raynerius eidem regimini nostro Nigropontis denarios dederit opportunos, secundum condicionem et modum predictum, statim vobis scribat ut dictam galeam debeatis armare, mittendo vobis omnem informationem et avisamentum necessarium super hoc. Unde fidelitati vestre scribimus et mandamus cum nostris consiliis rogatorum et additionis quatenus debeatis statim facere parari unam de galeis nostris, de melioribus que sint in Creta, fulciendo eam coredis, armis et omnibus furnimentis suis, sed ita quod sit bene parata quando expediet, avisando vos quod dicta galea erit mansura extra per octo menses et ultra, et ideo teneatis modum quod sit bene aptata et bene in ordine pro omni bono respectu. Quando autem baiulus noster et capitaneus et consiliarii Nigropon-

tis vobis scribent recepisse pecuniam suprascriptam a domino Raynerio et quod debeatis armare ipsam galeam, in bona gratia armetis dictam galeam et faciatis sicut predicti baiulus et consiliarii vobis scribent. Quam quidem galeam volumus quod debeatis armare de pecunia nostri communis quam habetis, de inde fatiendo pagam de mensibus quatuor, quia scripsimus et mandavimus dicto regimini Nigropontis quod, quam securius et velocius fieri poterit, debeat dictam pecuniam vobis transmittere pro armamento galee suprascripte; de supracomito vero non fatiatis aliquid, quia de hinc providebimus de uno nostro nobili ad peticionem dicti domini Raynerii, quem mittemus sicut nobis videbitur. Insuper, debeatis dare dicte galee ad exitum suum panaticam pro quindecim diebus, quia scripsimus dicto nostro regimini Nigropontis quod faciat solvi per dictum dominum Raynerium dictam panaticam et mittat vobis pecuniam ordinate. 1386

27 février. f° 21 v°

Autorisation à Gaspard de Seravalle, *comestabilis equestris* à Candie, de venir pendant six mois à Venise, à charge de se faire remplacer par une personne agréée du capitaine de Crète.

13 mars. f° 22 r°

Permission au patron Pierre de Crète d'emmener des passagers pour le Saint-Sépulcre.

Quod concedatur Petro de Creta, fideli nostro, patrono unius navis iture ad partes Zaffi [1] sive Syrie, quod possit super dicta navi levare peregrinos centum et viginti vel circa, qui vadunt ad Sepulcrum Dominicum et conducere illos ad dictas partes, sicut in casu simili aliis factum est.

20 mars. f° 22 r°

Permission à Nicolas, comte de Vegla, d'attendre jusqu'au 31 juillet pour retourner en Crète, *cum sit graviter infirmus.*

13 juin. f° 33 v°

Election de Sages pour remédier au manque d'argent monnayé.

Quia de die in diem est major defectio monetarum, quod est cum onere et damno totius terre et nostri communis, Vadit pars quod eligantur in isto consilio tres sapientes per scruptinium inter dominum, consiliarios, capita et sapientes, et per duas manus electionum in rogatis et zonta, et possint accipi de omni loco et officio; qui

1. Jaffa, à 55 kil. N.-E. de Jérusalem, station obligée des pèlerins.

1386 sapientes debeant providere super facto monetarum per illum modum et sicut videbitur eis; et infra quindecim dies debeant venire ad istud consilium cum provisionibus suis, et quilibet possit ponere partem.

3 juillet. f° 35 r°

Recherches à faire à propos d'un trésor trouvé à Retimo.

Cum dicatur quod in districtu Rethimi[1] est reperta magna summa haveris in auro, argento et denariis, et bonum sit providere in habendo veritatem et in recuperando quicquid poterit, capta fuit pars quod auctoritate hujus consilii scribatur et committatur duche[2], consiliariis et capitaneo Crete et uni ex camerariis Crete, qui intret per texeras, quod inquirant diligenter de dicto facto, dando omnem operam et diligentiam ad recuperandum dictum havere et ad habendum veritatem, habendo libertatem per majorem partem eorum examinandi quamcumque personam et rectores nostros insule Crete, possendo retinere personas que sibi videbuntur et alia opportuna facere pro exequutione et effectu hujus rei, informando se cum ser Mapheo Kalergi et aliis qui sibi videbuntur. Nam ipse ser Mapheus fuit ille qui manifestavit hoc factum.

15 juillet. f° 37 v°

Ordre au gouvernement de Crète d'examiner les droits des prétendants à la possession de biens en Crète appartenant au monastère de S. Thomas *de Burgodiensi*, du diocèse de Torcello[3].

10 août. f° 39 r°

Instructions aux gouvernements de Négrepont et de Crète pour le paiement de la solde à l'équipage d'une galère confiée à sire Neri Acciajuoli.

Quod scribatur regimini nostre Crete qualiter recepimus litteras a regimine nostro Nigropontis, continentes quod ipsum regimen miserat dicto regimini nostro Crete per unum Brigantinum de Nigroponte ypp. sex milia pro armamento galee quam concedimus domino Nerio de Azaiolis[4], quodque de residuo pecunie, quando galea predicta foret Nigroponte, providerent taliter quod haberet complementum page quatuor mensium; et quia armamentum istius galee est valde nobis cordi, mandetur dicto regimini Crete quod, si

1. Retimo ou Rettimo, l'ancienne Réthymne, sur la côte N. de la Crète, à 80 kil. O. de Candie; siège d'un évêché.

2. Le duc de Crète était alors Donato Moro.

3. *S. Tomaso dei Borgognoni*, monastère de l'ordre de Citeaux, fondé vers 1190, sur la rive septentrionale de l'île de Torcello.

4. Voir p. 4, 6 février 1386.

receperit dictam quantitatem pecunie, debeat subito dare principium cum sollicitudine ad armandum dictam galeam pro bono status nostri. Verum, quia dicta pecunia non esset sufficiens ad faciendam pagam quatuor mensium dicte galee, volumus quod dictum regimen nostrum Crete debeat supplere et modum tenere de pecunia nostri communis, deinde quod fiat paga dicte galee trium mensium, dando firmiter ad intelligendum hominibus dicte galee quod infalibiliter habebunt pagam quarti mensis statim cum applicuerint Nigropontem; et ad hoc sollicitetis et faciatis quod adimpleatur intentio nostra predicta. Armata vero dicta galea et bene parata et posita in ordine, debeat dictum regimen transmittere eam ad nostrum regimen Nigropontis, secundum ordinem datum super hoc. 1386

12 août. f° 40 v°

Privilèges aux marchands vénitiens qui font le commerce en Crète.

Quod subveniatur mercatoribus nostris conversantibus in partibus Crete quod eorum granas, species et res alias quas presentaverint a die primo septembris usque diem VIII mensis octubris proximi, duche et consiliariis Crete, qui ipsas granas poni faciant sub suis clavibus et sigillo in bonis magazenis secundum usum, possint facere conduci Venetias cum navigiis disarmatis, recedendo inde per totum mensem Octubris proximum, solvendo nabula solita galearum que veniant in nostrum commune; verum debeant hujusmodi grane, speties et res, solvendo nabula suprascripta ut superius dictum est, esse absolute a quinque pro C° que solvuntur ad tabulam, et debeant predicte grane, species et res, quando applicuerint Venetias, poni sub bulla extraordinariorum et capitaneorum postarum secundum ordines pridie captos super hoc, reservatis rationibus galearum Alexandrie, in casu quo irent in Candidam et presentarent plazam.

12 août. f° 41 v°

Révocation d'un décret sur la ferme de l'impôt du sel à La Canée.

Cum nobilis vir ser Symon Dalmario, rector noster Canee, per suas litteras scribat et consulat ac persuadeat bonum et utile fore multis respectibus, sicut continetur in litteris ejusdem nostri rectoris, revocare deliberationem datii salis Canee factam ser Paulo Basilio per precessorem suum, et quod deinceps dictum datium incantari non debeat, sed exigi per commune, cum in nullo alio locorum insule nostre Crete incantetur, ymo exigatur per commune, Vadit pars quod consideratis predictis et multis aliis rationibus denotatis per dictum nostrum rectorem, quod scribatur et mandetur nostri rectori Canee predicto quod hoc nostro mandato recepto debeat revocare deliberationem dicti datii salis factam

1386 ser Paulo Basilio, et facere exigi dictum datium per commune ; et ex nunc ordinetur quod dictum datium amplius incantari non debeat sed exigatur per commune, prout fit in aliis locis insule Crete ; quod erit multum fructuosum et utile...

Même date. f° 41 v°

Envoi d'une galère à armer en Crète.

Fiant litere rectoribus Canee et Rethimi ut subveniant de hominibus ad requisitionem duche et consiliariorum Crete, et supracomitus teneatur ire cum dicta galea et respondeat die qua elligitur vel alia ad tercias.

28 août. f° 43 v°

Rétablissement de dîmes annuelles payées par la Chambre de Crète à l'archevêque et au chapitre de l'église de Crète.

Quod scribatur duche et consiliariis Crete ac successoribus in forma infrascripta :
Notificarunt nobis per suas litteras venerabiles viri decanus, cantor et canonici ac capitulum ecclesie Cretensis quod, jam longo tempore elapso, de mandato nostri ducalis dominii fuit observatum, nisi a duobus annis citra, quod archiepiscopi et capitulum recipiebant a camera Crete quibuslibet sex mensibus pro eorum sustentatione certas decimas consuetas, sine quibus vivere non possent et onera ecclesie sustinere, tum quia oportet quemlibet eorum tenere unum vicarium qui cotidianis officiis ipsius ecclesie serviat, tum quia solvunt decimas papales, tum pro aliis oneribus. Quare scribimus et mandamus vobis quatenus, si ita est quod de mandato nostri dominii dicte decime sunt solute solvi predictis domino archiepiscopo, decano, cantori, canonicis et capitulo, debeatis illas solvi facere, tam pro tempore preterito quam presenti et futuro, ut justum est, non obstante aliquo nostro mandato in contrarium loquente.

3 novembre. f° 48 v°

Délai accordé à Lucas Contarini, ancien gouverneur de Retimo, pour rendre ses comptes.

Quod prorogetur terminus nobili viro ser Luche Contareno, olim rectori Rethimi, ad ponendum in consilio rogatorum quasdam provisiones notatas per eum pro factis Rethimi, usque per totum mensem decembris proximi.

11 décembre. f° 51 r°

Rappel du décret du 28 août dont le duc de Crète n'a pas tenu compte.

11 décembre. f° 51 v° 1386

Défense de mettre des cavaliers à pied dans le district de Retimo.

Cum varnitiones cavallariarum que in Rethimo teneri et monstrari debent ad equum de tempore in tempus in aliqua parte reducte sint ad pedem..., unde posset maximum prejudicium generari... Vadit pars... quod de cetero aliquis rector non possit aliquo modo vel ingenio reducere aliquam varnitionem, cujuscumque conditionis existat, ad pedem, sed debeant omnes teneri et monstrari ad equum, ut est justum... *sous peine de payer une amende de 5,000 livres*, suis propriis bonis pro qualibet vice...

Délibération portant remède aux dangers de disette amenés par l'abandon des cultures dans le district de Retimo.

Item cum multum relicte sint et continue relinquantur seminationes bladorum in tota insula Crete, quod cedit in damnum maximum et sinistrum, ut plenissime notum est, in tantum quod defectu frumenti anno preterito et presenti major pars insule subjacuit periculo evidenti, et utilissimum sit providere super hoc omni modo possibili, pro honore et utili nostri communis, Vadit pars quod in Rethimo, Milipotimo [1] et judicatu de Lamara publice cridetur in locis solitis, quod omnes illi qui de cetero conducent seu conduci facient frumentum sive ordeum de districtu Rethimi in terra Rethimi et ipsum frumentum sive ordeum manifestabunt rectori et vendent in platea Rethimi, possint et libertatem habeant quartam partem illius quantitatis quam conduxerint et venderint ut dictum est, extrahere per mare ad suum beneplacitum, portando tamen seu mittendo ipsum frumentum et ordeum Venetias vel ad alias terras subditas comuni Venetiarum, ut justum est, et non alio per aliquem modum. Quod prohiberi vel vetari non possit per rectores Rethimi, sub pena librarum V^C in suis propriis bonis. Qui rectores teneantur servare in hoc tales modos quod possint bene videre et scire veritatem dictorum bladorum tali modo conductorum et venditorum ut superius dictum est, ut possint permittere tractam fieri secundum quod dictum est Que incipiant et locum habeant a die prima mensis Julii in antea de MCCCLXXXVII°, tamen debeant publicari recepto presenti mandato, ut omnibus nota sint.

Instructions aux gouverneurs de Retimo pour l'emploi des excédents de recettes.

Item committatur et mandetur omnibus rectoribus Rethimi qui

1. Milipotimo, Milopotamo ou Milopotomi, à l'embouchure (rive droite) du Milopotamo ou Arcadia (Oaxes), dans le territoire de Retimo et à l'E. de cette ville, sur la côte N. de Crète, était le siège d'un évêché.

1386 de cetero erunt, et hoc addatur in eorum commissionibus, quod omnino teneantur et debeant in fine suorum regiminum omnes illos denarios qui superabundabunt eis, dimissa illa munitione frumenti et salis que eis videbitur, mittere Venetias ducali dominio per cambium salvos in terra, ponendo mentem quod dentur bonis personis et cum bona plezaria, ita quod nostrum commune non reciperet damnum, ponendo ipsos ad publicum incantum pro bono facti; et si hoc in Rethimo facere non possent, debeant illos portare in Candidam, per illum meliorem modum qui eis videbitur, et ibi ipsos dare per cambium ad incantum, ut superius dictum est. Et ut commune nostrum melius habeat drictum suum, ordinetur quod omnes denarii qui exiguntur in Rethimo de daciis ibi spectantibus, et qui solent mitti in Candidam cum expensa et risico, de cetero remanere debeant in Rethimo et poni in nomine communis, quia tanto plures Venetias conducentur. Verum, quia utile est providere casibus qui possent occurrere, committatur rectoribus qui per tempora erunt, quod in casu quo per regimen Crete requirerentur de toto vel parte talis pecunie solummodo daciorum, quod ipsam in dicto casu dicto regimini mittere debeant. Sed scribatur ipsi regimini quod illam pecuniam non requirat, nisi pro necessitate quam portarent facta nostri communis et non aliqua alia causa.

Ordre aux débiteurs de la commune de se libérer entièrement sans délai.

Item mandetur rectori Rethimi quod debeat publice cridari facere quod omnes illi qui de cetero solvere debebunt nostro communi dacia, affictationes locorum, domorum vel terraticorum sive imprestita eis facta, teneantur et debeant fecisse integre solutiones suas ante terminos suos, sub pena unius grossi pro quolibet yppº quod non solverent, de qua pena non possit eis fieri gratia per aliquem modum, et ipsius medictas sit camerariorum qui eam exigent, et reliqua sit nostri communis; et similiter non possint ipsi termini alicui elongari per aliquem modum, ut commune habeat et recuperet quod recuperare debet.

Remise de dettes aux insolvables.

Insuper, cum sint multi et infiniti condemnati in maximis condemnationibus in districtu Rethimi, qui dictas condemnationes nullo modo solvere possent, et per hunc modum perditur pecunia cum hominibus, qui non audent stare et habitare in districtibus in quibus condemnati sunt, quod est cum magno damno locorum et territoriorum, cum insula tota magnum defectum ex hominum carentia patiatur, Vadit pars quod ordinetur quod omnes illi qui dare debent communi, pro condemnationibus pecuniariis que facte non fuerunt causa alicujus proditionis, robarie vel assassinarie, aliquam quantitatem pecunie et dabunt rectori nostro Rethimi, usque unum

annum postquam hec pars publicata fuerit, medietatem talium suarum condemnationum, libere absoluti sint a reliqua medictate, quod etiam servari debeat si forent ad carceres condemnati. Verum quod si stabunt medietatem temporis quo condemnati erunt in ipsis carceribus, a reliqua absolvantur. Et hec locum habeant in illos qui condemnati fuerunt usque ad MCCCLXXX et predicta publicari debeant per rectorem Rethimi in locis suprascriptis, recepto presenti mandato, ut omnibus nota sint. 1386

Réduction du nombre des sergents du district de Retimo; augmentation de la solde.

Preterea, cum in Rethimo sint serventes decem octo, quorum octo sunt ad equum cum salario ypp. viginti octo in anno pro quolibet, et decem pedestres cum salario ypp. viginti quatuor, qui stando in hunc modum male possunt attendere utilitati et bono communis, quia, propter magnitudinem districtus Rethimi, pedestres possunt facere parvum fructum, nam non possunt ire in omnem partem dicti districtus; ordinetur quod illi decem octo servientes reducantur in quindecim, qui sint omnes in equis, et sicut habebant de salario ypp. XXVIII in anno, ita habeant de cetero triginta quinque, ut habeant causam benefaciendi; et sint omnes latini [1], habitando omnino in castro ubi habitat rector et renovando semper plezarias suas in principio anni. Et in numero istorum esse debeat tubeta, qui est ad presens ser Georgius Abramo, cum semper fuerit et sit fidelissimus, qui teneatur tenere unum equum, habendo de salario ypp. L in anno cum dicto equo, ubi ad presens habeat ypp. XL sine equo. Et ultra dictos serventes XV equestres, debeat esse gastaldio cum condicionibus et salario presenti; possint etiam esse de aliis serventibus pedestribus posticiis sine salario quot rectoribus videbuntur, quia per hunc modum multo melius fient ea quæ fieri debebunt, et qui erunt secundum honorem nostri dominii.

Dans la place de Milipotomi, il y a dix-neuf sergents, payés 12 hyperpères par an, tandis qu'il n'y en a point dans le ressort (judicatus) de Lamari [2], *ubi occurrunt brige*. On détachera donc cinq des sergents de Milipotomi pour aller à Lamari.

La maison où se rend le juge à Lamari est en ruines. Il est forcé d'aller dans d'autres maisons *cum sinistro et incommodo bonarum personarum, etiam cum onere nostri dominii*. Ordre au *Rector Rethimi* de faire réparer cette maison et de faire bâtir à côté *carcerem omnino necessarium* pour 200 hyperpères au plus.

1. Partisans de l'Eglise latine.
2. Un peu plus haut (p. 9), le même document porte Lamara.

1386 Partage des droits de timbre entre les membres de la chancellerie de Retimo.

Item cum ipse cancellarius habeat medietatem utilitatis sigilli, qui pro majori parte percipitur ex literis scriptis in greco, que omnes scribuntur per alios notarios cancellarie, qui de ipsa utilitate nullam partem habent, et similiter de aliis operationibus quas faciunt, sed vivunt solum de salario communis, supportando multos labores, de quo ipsi valde conqueruntur, Vadit pars quod de cetero utilitas predicte sigilli dividi debeat equaliter inter cancellarios Rethimi et alios scribas cancellarie qui nunc sunt et per tempora erunt in cancellaria, ita quod in ista utilitate equales sint, ut est justum.

Simplification du paiement des frais de justice.

... persona que facit alios citari, quando facit scribi citationem et preceptum suum et similiter quolibet termino, dicit quot causis et rationibus vult petere et pro omnibus dictis rationibus et causis expedit ut faciat tot solutiones...

A l'avenir, on ne fera plus qu'un paiement.

On propose que les chanceliers de Retimo soient nommés pour cinq ans et rééligibles seulement après dix ans. — Cette motion est repoussée.

Défense aux *rectores Rethimi* d'annuler les actes de leurs prédécesseurs (*annichilare vel in aliquo actu contrafacere sententiis, terminationibus et preceptis datis vel factis per eorum precessores*) à peine de 500 livres d'amende.

Permission accordée aux Juifs de Retimo de rouvrir une synagogue fermée par Pietro Grimani [1], ancien gouverneur, à condition de contribuer aux travaux de construction du port pour la somme de 800 hyperpères.

1387 22 janvier. f° 58 v°

Règlement concernant les Juifs de Corfou [2].

Primo quod ipsi Judei non possint nec debeant per rectores nostros vel eorum officiales... gravari vel molestari in eorum sepulturis in

1. Pietro Grimani était baile à Constantinople en 1376, lors de l'usurpation d'Andronic.

2. Ce document ne se rapporte pas directement à la Crète, mais il donne une idée des règlements que l'on devait faire concernant les Juifs, et explique plusieurs détails des documents relatifs aux Juifs de Candie.

quibus sepeliuntur eorum corpora in faciendo in loco constituto ad sepulturas predictas affigi furcas et in illis suspendi latrones vel alios delinquentes; — *qu'on ne les force pas à jouer le rôle d'exécuteurs ni à garder les prisonniers ; — à comparaître en justice les jours de leurs fêtes, sauf en cas de nécessité; — qu'ils ne soient pas plus imposés que les autres* in facto armandi ipsa ligna, barchas vel alia navigia necessaria; — *qu'on ne les oblige pas* ad prestandum eorum lectos vel animalia aut alias res suas pro usu eorum seu sue familie; — *ils ne font que quatre gardes par an; qu'ils les fassent comme les chrétiens.* 1387

Item quod ipsi Judei in facto portandi aliqua signa in pectore vel alibi sint ad illam conditionem ad quam antiquitus fuerunt, que antiqua consuetudo per rectores nostros debeat observari.

Item cum dicti Judei ex antiquata consuetudine sint soliti lapidari aliquibus diebus anni a meniis vel turribus civitatis, maxime per officiales intendentes dicta causa ab ipsis pecuniam extorquere, quod est contra omnem humanitatem, quod de cetero ipsi Judei nullo modo lapidari possint ab aliquibus christianis, officialibus vel aliis, de nocte vel de die, nisi moderate per illos qui antiquitus facere soliti erant, et illis horis tantummodo quibus litanie transeunt per Judaicham suam, juxta morem et fidem Grecorum. — *Précautions prises pour que les Juifs ne soient pas trop victimes des usuriers chrétiens.*

Même date. f° 60 r°

Election de *supracomiti* pour les galères de Crète.

Quod supracomiti eligendi pro duabus galeis Crete debeant eligi, pro ista vice tantum, per ducham et consiliarios ac capitaneum et unum ex camerariis Crete...

25 février. f° 62 r°

Taxe de 2,500 hyperpères sur lés Juifs de Crète.

Quia utilissimum est pro bono agendorum nostrorum tenere omnem modum possibilem ad recuperandum pecuniam, et specialiter quando non fit cum magno incommodo aliorum; et sicut notum est in civitate nostra Candide et per insulam sunt quamplures Judei cum maximo havere et valde divites, qui consecuntur in illa civitate et in tota insula maximam utilitatem et commodum cum modico onere suo; Vadit pars pro regulando facta nostra quod de cetero Judei predicti teneantur et debeant solvere in nostrum commune annuatim ypp. duo milia quingenta ultra illud quod tenentur et debent ad presens.

Réforme des compagnies (*bandiere*) de fantassins et de cavaliers à Candie.

Cum in civitate nostra Candide sint banderie quatuor equestres,

1387 quarum quilibet comestabilis habet postas sex equestres et unam postam mortuam ad rationem duc. sex pro singula posta in mense, que sumant de denariis duc. XLII omni mense; habet etiam quilibet comestabilis unum roncenum cum soldo duc. duorum mensilium, qui denarii sunt in summa duc. XLIIII omni mense; item sunt ibi in Candida banderie octo peditum, quarum quilibet comestabilis habet pagas quatuor sive unam pro persona sua, unam mortuam, unum ragacinum et unum taburinum ad rationem lib. decem pro paga in mense, cum multis aliis honorificenciis, qui omnes comestabiles habent nimium excessivam utilitatem. Vadit pars quod regimini nostro Crete et capitaneo mandetur quod debeant reformare banderias predictas equestres et pedestres in hunc modum quod, sicut comestabiles equestres habent septem postas pro quolibet et unum roncenum, sic de cetero habeant postas sex in totum, solummodo computata in istis sex postis sua mortua, et uno ronceno. De banderiis autem peditum provideatur quod paga mortua comestabili auferatur, ita quod comestabiles pedites Candide amplius non habeant pagam mortuam, non augendo propterea aliquam pagam in ipsis banderiis propter detractionem istius page mortue. Item ordinetur quod non possint esse nisi quatuor tamburini inter omnes dictas octo banderias, sicut ad presens sunt octo tamburini, non augendo propterea aliquam pagam in dictis banderiis, sicut superius per ordinem dictum est.

On enlève aux scribes de Castro Novo [1], Lampédiade [2], Bonifacio [3], Milopotomi et Labicorne [4] la moitié des profits (*utilitates*) qu'ils ont en plus de leur salaire.

L'arsenal étant mal gardé et mal ordonné, on décide que les conseillers, *capita et sapientes consilii et sapientes Crete* choisiront un homme capable (*personam sufficientem*) à qui l'on donnera 200 hyperpères par an, *ad armamentum et custodiam*. Il s'occupera de tout ce qui a trait à l'arsenal, de concert avec l'amirauté. Le duc de Crète, après son arrivée à Venise, sera tenu, dans les trois mois, de venir rendre compte de leur gestion.

1. Castel Novo, sur la rive gauche d'un affluent de la Messara, non loin de l'antique Gortyne.

2. Lampédiade. Je ne sais où se trouve cette localité, à moins que ce ne soit Pediada, situé dans l'intérieur de l'île, à peu près à égale distance des deux côtes, entre les vallées de l'Anapodari et de l'Aposeleni.

3. Bonifazio, sur la rive droite du Lineo ou Mologniti, faisait partie, comme les deux endroits précédents, du territoire de Candie.

4. Labicorne, probablement Bicorna, sur le territoire de La Canée, située à l'entrée du golfe de la Suda, sur la rive méridionale.

26 avril. f° 68 v° 1387

Permission à Lodovico Morosini, capitaine de Crète, d'entretenir dix chevaux au lieu de huit.

Quod concedatur de gratia nobili viro ser Ludovico Mauroceno, ituro de nostro mandato capitaneo Crete, hoc suppliciter requirenti, quod pro consolatione sua possit, si ei videbitur, tenere decem equos, ubi non potest nisi octo per formam sue commissionis, sicut alias concessum fuit multis aliis in simili casu.

1er avril. f° 69 v°

Restitution d'une somme prêtée par Zaccaria Contarini à son fils Antonio, archevêque de Crète.

Quod scribatur duche et consiliariis Crete in hac forma :
Sicut placuit divine majestati, Reverende memorie dominus Anthonius Contareno, qui nuper [1] translatus fuerat ad Archiepiscopatum Cretensem, extitit de hac luce vocatus die XXIIII Marcii novissime elapsi ; de cujus obitu multipliciter condolemus. Nam ob eximiam virtutem et sapientiam ipsius prosequebamur eundem benivolentia singulari, etiam pro manifesto bono dicti Archiepiscopatus, quem ad honorem nostrum in spiritualibus et temporalibus optime gubernasset. Ceterum cum nobilis et sapiens vir ser Zacharias Contareno, quondam pater suus, nobis exposuerit quod ipse de propria pecunia mutuavit prefato domino Archiepiscopo nonnullas pecunie quantitates quas sibi restituere non valuit, quia de redditibus dicti Archiepiscopatus nichil vel quid minimum recepit, propter temporis brevitatem, scribimus et mandamus vobis per nos et nostra consilia, minus rogatorum XL et zonte, quatenus tenere omnino debeatis modum efficacem quod dicto quondam patri suo seu procura-

1. Antonio Contarini prononça en 1382, à l'église San Stefano, l'oraison funèbre du doge Andrea Contarini ; il était alors archevêque d'Ario, en Crète, et non archevêque de Candie, comme le dit Caroldo, qui nous a conservé son discours (Bibl. Saint-Marc, ms. CXXVIII, cl. VII), et comme Romanin (*Storia di Venezia*, t. III, p. 306) l'a répété d'après lui. Son transfert à l'archevêché de Candie ne date que de 1385, ainsi que l'indique Gams (*Series episcoporum*, p. 401). Le 3 janvier 1386, on le trouve ainsi désigné dans les registres parmi les candidats au siège de Grado : *Rev. Pater Dom. Anthonius Contareno s. Zachariæ, episcopus Ariensis nunc translatus ad archiepiscopatum Cretensem*. Quant à l'époque de sa mort, Corner (*Creta sacra*, II, p. 57), et, d'après lui, Gams, disent qu'elle est antérieure au 16 mars 1387, jour où l'on s'occupa d'élire son successeur. Cependant, le document publié ici indique expressément la date du 24 mars. Ajoutons que, quelques lignes plus bas, Corner dit que Leonardo Dolfin fut élu le 26 mars, ce qui pourrait faire croire que 16 est une faute d'impression. Mais même cette date est encore étrange.

1387 toribus suis respondeatur de omnibus redditibus et proventibus dicti Archiepiscopatus a die promotionis seu translationis dicti domini Archiepiscopi ad dictum Archiepiscopatum usque ad diem obitus sui. — *Le successeur d'Antonio Contarini sera obligé de restituer le montant des prêts qu'on lui rapportera.*

23 juin. f° 74 v°

Crédit de 100 hyperpères ouvert à Leonardo Donato, qui part comme conseiller de Crète, pour la réparation de sa maison.

31 juillet. f° 84 r°

Travaux à faire au port de La Canée.

Cum portus noster Canee sit ita in bono puncto reductus quod ponendo duas cochas, unam verum in capite alterius, dictus portus erit ita cinctus et in bono termino quod possent stare ibi omnes galee de mundo, et similiter starent navigia disarmata; ulterius, existente dicto portu ita aptato cum istis cochis, non erit expediens in casu novitatis, quod absit, facere aliquam custodiam a dicta parte portus, que pars est bene per passus V^c^LXII et erit clausa per positionem istarum cocharum, ubi, si dicta pars staret aperta, prout est ad presens, vix forent sufficientes homines VI^c^ ad custodiendam dictam partem. Vadit pars, considerato quantum est necessarium fieri istud opus, pro multis bonis respectibus, quod mittantur ad Caneam iste due coche, una verum ad istud primum tempus et altera ad aliud secundum tempus. Que coche debeant perfundari super bucha portus Canee, ubi erit expediens pro ampliatione portus et securitate civitatis, ut dictum est, fortificando cochas a parte interiori et exteriori, sicut erit opus. — 40—45.

Sapiens consilii.

Quod ut istud negotium habeat bonum effectum et ut possit procedi super hoc cum oculis apertis mandetur capitaneo nostro Crete, mittendo sibi informationem istius partis, quod, quando debebit visitare insulam Crete, debeat ducere secum rectorem Rethimi usque Caneam, et ibi isti tres nostri rectores, cum aliis bonis hominibus et expertis qui eis videbuntur, debeant diligenter et bene examinare conditionem dicti portus et si dicte coche sunt necessarie mitti illuc quomodo poterit poni prima et quomodo secunda et quantum poterunt constare ad implendum ipsas de lapidibus et ad ponendum illas subtus aquam et ad equandum ipsas de supra aquam, et omnes alias expensas quas ipsi videbunt esse necessarias ad ducendum dictum portum in bono termino. Et examinatis omnibus expensis et omnibus aliis provisionibus fiendis pro dicto portu, debeant nobis particulariter et plene scribere opinionem suam, et dare nobis omnem informationem quam poterunt, ut possimus sicut opus fuerit providere, non possendo propterea capitaneus noster Crete expendere

de pluri eo quod limitatum est tibi posse expendere in die quando vadit per insulam. 1387

30 août. f° 86 v°

Privilèges aux marchands vénitiens qui font le commerce en Crète [1].

Quod subveniatur mercatoribus nostris conversantibus Crete quod eorum granas, species et alias res quas presentaverint a die I septembris usque diem VIII mensis octubris proximi duche et consiliariis Crete, qui ipsas granas poni faciant sub suis clavibus et sigillo in bonis magazenis secundum usum, possint facere conduci Venetias cum navigiis disarmatis, recedendo inde per totum mensem Octubris proximum, solvendo nabula solita galearum que veniant in nostrum commune; verum debeant hujusmodi grane, species et res, solvendo nabula suprascripta, ut superius dictum est, esse absolute a quinque pro centenario que solvuntur ad tabulam, et debeant predicte grane, species et res, quando applicuerint Venetiis, poni sub bulla extraordinariorum et capitaneorum postarum, secundum ordines alias captos super hoc, reservatis rationibus galearum Alexandrie, in casu quo irent in Candidam et presentarent plazam.

30 août. f° 89 v°

Philippe Pizansano, père de huit enfants, a été mis en prison pour une dette de 3.000 hyperpères dus à la chambre de Crète pour solde de taxes et fermages. Comme il est un bon et fidèle sujet et que des Juifs lui doivent de l'argent, on le relâchera ; sa créance se trouvera diminuée de tout ce qu'il recevra desdits Juifs.

30 septembre. f° 92 v°

Election des trois Sages chargés tous les ans d'examiner les affaires de Crète, Coron, Modon et Négrepont.

6 octobre. f° 93 v°

On annonce la nomination de Leonardo Delfino comme archevêque de Crète et on le recommande pour les privilèges, bénéfices, etc.

17 novembre. f° 97 v°

Délai d'un mois accordé au gouverneur de La Canée pour se rendre à Venise.

1. Des documents semblables se retrouvent souvent dans les registres, les privilèges étant renouvelés chaque année. Voy. plus haut, 12 août 1386, et plus bas, 22 juin 1388.

1388 8 janvier. f° 100 v°

Armement en Crète de deux galères *ad custodiam Culphi.*

1387 13 décembre. f° 102 r°

Autorisation au *comestabilis pedestris* Albrico de Bologne de venir en congé de six mois à Venise, en laissant le commandement de sa *banderia* à son fils.

1388 30 janvier. f° 103 v°

Crédit de 300 hyperpères ouvert pour la réparation de la terrasse du palais du duc et des conseillers.

1er février. f° 104 r°

Décharge de droits accordée à Bulgaro Vetturi pour la réimportation temporaire de pièces de drap exportées en Crète.

Quod nobili viro Bulgaro Victuri [1], civi nostro, concedatur quod cum alias extrahi fecerit de Venetiis certam quantitatem panorum francigenum, solutis ordinate daciis nostri communis, quos panos conduci fecit in Cretam, et reperte sunt in eis petie sex ita devastate quod egent reparatione nec aliter possent expediri ; possit ipsas sex petias panni conduci facere Venetias et reparari et postea reportari in Cretam sine solutione alterius dacii, cum, sicut dictum est, alias plene soluta fuerint dacia nostri communis ; et sic consulunt officiales tabule maris, affirmante ipso per sacramentum quod illi sex pani sunt illimet quos extraxit de Venetiis et de quibus solvit dacium nostro communi.

3 mars. f° 107 r°

Précautions contre la propagation de lettres et bulles *falsificate et falsofacte* qui circulent en Crète ; peines contre les auteurs de ces documents et ceux qui en feront usage.

14 mars. f° 110 v°

Enrôlement de quarante arbalétriers à envoyer à Négrepont.

..... Quod scribatur duche et consiliariis Crete quod quam celerius poterunt debeant stipendiare ballistarios XL bonos et sufficientes pro mittendo Nigropontem, et faciant eis pagam et firmam quam melius poterunt pro bono nostri communis, tenendo modum quod

1. Il s'agit sans doute du sénateur Bulgaro Vetturi qui soutint la candidature de Francesco Foscari en 1423. Un membre de la même famille, qui portait les mêmes noms, obtint plus tard, en 1462, un privilège de l'évêque de Trente pour l'exploitation de l'alun.

de dictis ballistariis XL sint usque sex qui sciant in casu opportuno exercere naucleriam; quibus balistariis firmatis mittant eos Nigropontem quam celerius poterunt. 1388

Armement d'une galère en Crète pour l'envoyer dans le Golfe. Envoi de dix arbalétriers de Crète à Corfou, pour aller ensuite sur les galères de Corfou en Barbarie.

1er avril. f° 111 r°

Autorisation à deux citoyens de faire revenir à Venise sans payer de droits *certa capicia in una balla ... partim maculata ... partim turmata...* sur les trois cents pièces de drap qu'ils ont envoyées en Crète.

21 mai. f° 115 r°

Paiement des revenus de l'archevêché de Candie.

Quod scribatur duche et consiliariis Crete, auctoritate istius consilii, quod redditus et proventus Archiepiscopatus Ecclesie Cretensis debeant dare illis ad quos spectabunt usque ad diem obitus domini Antonii Contareno [1], et ab illo tempore citra... et pro tempore futuro, dare debeant domino Leonardo Delphino, nunc archiepiscopo, ut justum est.

2 juin. f° 115 r°

Décret concernant les difficultés qui peuvent être soulevées au sujet du duc et des conseillers d'une part et du capitaine de l'autre. Ce sont les Sages qui choisissent les capitaines. Les mesures qui regardent la défense de l'île, dans les cas douteux, peuvent être prises par le duc, les conseillers et le capitaine simultanément.

8 mai. f° 115 v°

Taxe de trois pour cent sur les marchandises du Levant transportées en Occident.

Cum, sicut notum est, multi nostri subditi et fideles extrahunt mercationes de partibus Levantis, quemadmodum sunt gotoni, lumen (*sic*) et alie similes mercationes, et ponunt eas in partibus Ponentis, videlicet in partibus Pisarum et aliis similibus locis Ponentis, quod redundat in maximum damnum et incomodum mercationum que conducuntur Venetias, quia illi de dictis partibus Ponentis habent res in domo sua et non expedit eis ire ad emendum de dictis rebus ad alias partes. Et ultra hoc ipsi vitantur ab expen-

1. Voy. plus haut, p. 15.

1388 sis quas facerent ad faciendum illas extrahi de Veneciis pro conducendo ipsas ad partes suas et non habent aliquod risicum, quod est maximum avantagium ementibus. Et similiter venditores possunt facere melius forum, quia non solvant datia nec alias expensas terre nostre nec tria pro centenario, sicut fatiunt illi qui conducunt suas mercationes Venetias, cum tanto comodo et proficuo terre nostre. Et alias, 1334, die XVIIII mensis decembris captum et ordinatum fuerit in consilio rogatorum et additione quod nullus noster subditus vel fidelis cum aliquo navigio posset transire Cavo Passero nec caput Borsani[1] cum aliqua speciaria vel havere subtili caricato in partibus Levantis, sub pena ducatorum L pro centenario, etc., que pars adhuc observatur, sed de gothonis, a amine et aliis rebus non prohibitis per dictam partem, que res cotidie portantur per nostros in partibus Ponentis, non est aliquid hucusque provisum, et necessario sit superinde salubriter providendum rationibus dictis superius, ut omnes sentiant et participent de oneribus et utilitatibus quam communiter esse possit, Vadit pars quod quilibet noster subditus vel fidelis qui de partibus Tane[2], Constantinopolis, Nigropontis, Coroni et Mothoni, Crete, Rodi, Alexandrie et Sirie et de quibuscunque aliis partibus Levantis caricabit vel caricari faciet aliquas de predictis mercationibus concessis, videlicet cotonum, alumen vel alias mercationes non prohibitas per partem predictam et mittet vel mitti faciet ad aliquas partes Ponentis, videlicet a capite Otranti inferius versus Ponentem, solvere debeat nostro communi tria pro centenario.

Les marchands seront tenus de donner la valeur exacte à peine d'une amende de deux sous par livre. — Les consuls, gouverneurs et autres magistrats seront tenus de faire de ces recettes un compte exact qu'ils enverront à Venise, sous peine de voir les deux sous par livre pris sur leurs propres biens.

22 juin. f° 121 v°

Le 7 juillet 1385 on a décidé que : *qui in partibus Crete emet de panis forensium conductis vel missis ad dictam insulam Crete quoquo modo*, *solvere debeat decem pro centenario nostro communi*. On décide que ces taxes *ne debeant ullo modo de cetero incantari*, *sed debeant ipsa datia pannorum predictorum remanere in nostro communi et exigantur per camerarios nostros locorum ad que pani predicti de cetero conducentur.*

1. Les caps de Passaro et Borsani sont, l'un à la pointe sud-est de la Sicile, l'autre à l'extrémité sud de l'Italie, un peu au nord du cap Spartivento.
2. La Tana, auj. Azov.

Privilèges accordés du 1er septembre au 8 octobre aux marchands vénitiens qui font le commerce en Crète [1]. 1388

20 juillet. f° 124 r°

L'ancien conseiller de Crète, Federico Giustinian, n'a dépensé que 50 hyperpères sur le crédit de 200 qu'il avait obtenu pour la réparation de sa maison, parce que la somme était insuffisante : on accorde à son successeur, Antonio Bembo [2], 150 hyperpères de plus.

24 juillet. f° 125 v°

Permission de transporter de Crète à Venise des marchandises venues d'Alexandrie.

Cum quamplures cives et mercatores nostri comparuerint exponentes quod jam bono tempore fecerunt conduci suas mercationes et bona de partibus Alexandrie in Cretam, unde petunt quod subveniatur sibi quod possint dictas suas mercationes facere conduci Venetias cum navigiis disarmatis, et bonum sit subvenire mercatoribus nostris, presertim in illis rebus que sint juste et rationabiles, Vadit pars quod subveniatur eis quod de mercationibus et bonis suis quas extraxerint de Alexandria ante applicationem coche in Alexandria et conduxerint illas in Cretam, quod dicte mercationes conducte in Cretam possint conduci Venetias cum navigiis disarmatis, solvendo medium nabulum galearum nostro communi, constando tamen Rectoribus nostris Crete quod predicte mercationes conducte in Cretam sint extracte de Alexandria ante applicationem dicte coche in Alexandria; et debeant dicte mercationes, quando erunt Veneciis, poni sub bulla secundum quod ordinatum est, donec prima armata galearum vel cocha Alexandrie applicuerit Venecias. Verum si galee Alexandrie ostenderent plazam in Alexandria et in reditum suum irent in Candidam, ordinetur quod illum nabulum mercationum predictarum extractarum de Creta debeat esse galearum predictarum. Si vero galee predicte Alexandrie, postquam recesserint de Alexandria, levarent aliquid in aliqua parte, quod nabulum omnium rerum predictarum extractarum de Creta debeat venire in nostro comune, sicut superius dictum est. Et si nabula dictarum mercationum extractarum de Creta deberent venire in galeis Alexandrie, ordinetur quod debeat de ipsis mercationibus exigi nabulum integrum, quod sit galearum predictarum, et sint absolute dicte mercationes, si venirent cum navigiis disarmatis, a V pro centenario, que solvuntur ad tabulam.

1. Pour les privilèges semblables, voir l'*Index*.
2. Antonio Bembo fut envoyé comme ambassadeur à Londres, en avril 1409.

1388 23 septembre. f° 132 r°

Sur la demande des Crétois, qui voudraient deux médecins, on leur en envoie un avec un salaire de 300 hyperpères par an.

30 septembre. f° 133 v°

Nomination des trois Sages pour l'examen des affaires de Crète, Coron, Modon et Négrepont.

2 novembre. f° 134 r°

Autorisation à Nicolò Zorzi de faire revenir ses velours de Candie à Venise.

Quod concedatur nobili viro Nicolao Georgio [1], civi et fideli nostro, quod possit facere reduci de Candida Venetias unam coblam veluti vermilei de fulicello; item circa brachia octo veluti nigri et blavi in duobus capitiis etiam de fulesello missa pro vendendo ipsa et hucusque expediri non potuerunt, que veluta fuerunt laborata in Venetiis et bullata bulla S. Marci, constando officialibus tabule quod ita sit ut superius continetur de gracia speciali.

4 novembre. f° 134 v°

Libre entrée des grains amenés de Candie [2].

22 novembre. f° 134 v°

Ordre aux castellans de Coron et de Modon et au gouvernement de Négrepont de renvoyer en Crète les arbalétriers crétois [3]; il ne s'agit pas de ceux destinés à la garde d'Argos et de Nauplie.

Ordre au capitaine de Corfou de licencier les galères de Crète pour qu'on les désarme.

24 octobre. f° 136 r°

Instructions au capitaine du Golfe pour pourvoir au remplacement d'une des galères de Candie licenciées.

Quod mandetur capitaneo nostro Culfi quod, quando licenciabit galeas Candide, debeat cambire unam de galeis Candide minus bonam cum una de galeis nostris, videlicet vel cum galea ipsius Capitanei vel cum galea ser Johannis Capello.

1. Nicolò Zorzi fut provéditeur avec Sante Venier en 1411, et envoyé en la même qualité à Salonique en 1424.

2. Voy. plus haut, 5 octobre 1385.

3. Voy. plus haut, 14 mars 1388.

Ordre au gouvernement de Crète de vendre une galiote. 1388

Item scribatur regimini Crete per illam galeotam de banchis viginti vel circa, que est in arsenatu nostro Crete et que est nimis grossa et non abilis pro factis nostris, debeat vendere per illum modum qui sibi melior videbitur, etiam quia ipsa galeota occupat unum voltum arsenatus, ubi stabit una bona galea completa.

25 novembre. f° 136 v°

Délai accordé aux Sages envoyés en Crète pour déposer leurs rapports.

Quod ellongetur terminus sapientibus Crete qui exiverunt veniendi ad consilium rogatorum et additionis cum partibus notatis per eos, quas propter agenda terre non potuerunt expedire, usque per totum mensem decembris proximum.

24 octobre. f° 137 r°

Décharge de droits accordée à Luca Michiel pour la réimportation temporaire de deux *pani divisati Mediolanensis* exportés en Crète.

24 décembre. f° 137 v°

Nomination de commissaires pour juger les litiges entre créanciers et débiteurs.

Quod scribatur duche et consiliariis Crete eorumque successoribus in forma infrascripta videlicet :

Intellectis literis vestris continentibus multos subditos et habitatores insule nostre Crete, resistere eorum debitis non valentes, quibus multipliciter sunt oppressi, de dicta insula cum ipsorum familiis absentasse, superinde requirentibus per nos provideri, etc., rescribimus quod vigilantes nos plurimum ad bonum statum et populacionem dicte insule cum nostris consiliis minori rogatorum de XL et zonte duximus ordinandum et sic per vos volumus effectualiter observari quod pars alias capta in dictis nostris consiliis et vestris precessoribus missa super hujusmodi debitoribus absentatis confirmetur et observetur in totum sicut jacet, cum hac additione videlicet quod si dicti debitores qui pro se concordando redierunt in insulam antedictam non potuerint se cum suis creditoribus concordare, prout in ipsa parte seriosius continetur, vos, duca et consiliarii Crete, statim recepto presenti mandato elligere debeatis quatuor bonas et sufficientes personas, videlicet duos nobiles feudatos de inde mature etatis et duos nobiles Venetos, et sibi cum sacramento committere quod debeant audire omnes debitores et creditores prefactos non concordes et facultates eorumdem et ipsorum differentias ad invicem et toto suo posse procurare concor-

1388 dium et compositionem debitam inter eos, ita quod ipsi debitores causam habeant in insula permanendi. Et si dicti ellecti predictos concordare non valuerint, debeant comparere coram regimini Crete, quod singula ebdomada, quando sibi videbitur, ista de causa debeat convenire et audire quecunque dicti electi invenerint super ipsos debitores et creditores non concordes, ac possibilitates et conditiones eorum et differentias in quibus erunt, quibus auditis debeat ipsum Regimen superinde diffinire et terminare sicut pro bono partium predictarum viderit esse rationabile atque justum. Verum quia in debitis posset committi sinus (*sic*), quia debitores possent se scribi facere pluribus personis debitores et in majori quantitate contra veritatem, debeatis vos duca et consiliarii poni facere mentem quod per dictos debitores non fiat deceptio in suis debitis ullo modo, et si aliquis contrafecerit, debeatis condemnare debitorem in penam quarti ejus quod de pluri scribi fecisset, et sic faciatis publice proclamari. De debitoribus autem qui de insula non recessissent, seu de loco ad locum se per insulam transportassent, debeatis terminum statuere comparendi et se concordandi cum suis creditoribus, a die quo fecerint se scribi usque ad unum mensem tunc proximum : et non valentibus predictis ellectis eos ad concordium deducere, debeant notificare dicto Regimini quidquid invenerint super eos, quod Regimen postea de ipsis faciat sicut de debitoribus extra insulam absentatis superius dictum est.

Et similiter committatis et scribatis Rectoribus aliis dicte insule, quod in suis Regiminibus debeant observare, ut superius dictum est, elligendo solum duos ad hujusmodi concordium faciendum, ita quod illos quos ipsi duo ellecti non potuerint concordare postea debeant, ipsi Rectores concordare, videlicet quilibet Rector in suo Regimine, sicut de illis de Candida superius dictum est.

De non 2 — non sinceri 20 — alii de parte.

31 décembre. f° 140 r°

Mesure prise pour assurer son bénéfice à Andreolo Civrano, prieur de S. Antonio de Burgo Candide.

A l'occasion de la nomination d'Andreolo Civrano comme prieur de l'église de S. Antonio de Burgo Candide, attendu que ses prédécesseurs ont toujours eu, à titre gracieux, du gouvernement vénitien, la possession du Casale Trifane, sis en l'île de Crète, mais que ledit casale est encore loué pour trois ans, on donnera pendant ces trois ans au prieur le revenu du casale se montant à quatre-vingt-cinq hyperpères environ, tenendo unum capelanum pro celebrando divina officia et, completis tribus annis predictis qui restant, habeat postea casale predictum..., cum ista conditione quod pro omni bono respectu ordinetur quod... teneatur continue ultra capelanum predictum tenere amore Dei et facere expensas quatuor pauperibus

marinariis qui sint pauperes et egeni ac impotentes de personis suis, faciendo fieri habitationem vel stantiam, ubi possint dicti quatuor pauperes habitare. *Le gouvernement de Crète est chargé de l'exécution du décret.* 1389

29 janvier. f° 146 r°

Permission à Marco Dandolo de faire passer des draps de Flandre de Venise en Crète.

Concedatur de gratia nobili viro Marco Dandulo, civi nostro, quod possit facere conduci in Candidam cum navigiis disarmatis sex dimidias pecias virgatorum que sibi conducte fuerunt cum galeis Flandrie, nec potest exire de eis, non obstante quod terminus sex mensium datus ad possendum extrahere dictos pannos elapsus sit, solvendo communi nostro nabulum quod solvisset galeis Alexandrie et solvendo etiam nostro communi alia dacia et introytus nostri communis; et sic consulunt provisores communis.

18 février. f° 153 v°

Ordre pour l'armement en Crète de deux galères destinées à Corfou.

23 mars. f° 165 r°

Commission nommée en Crète pour le renouvellement des baux de terrains.

Cum multa loca, terena et possessiones insule nostre Crete, et specialiter apud Candidam, in pulchrioribus, melioribus et plus avantazatis locis compleant in proximo et alique usque unum annum, et sic de anno in annum usque ad quinque annos proximos vel circa, et sunt de illis que alias date fuerunt ad viginti novem annos ad renovandum cartam; et, sicut est omnibus manifestum, dicta loca, terrena et possessiones sunt multum meliorate et in sic bona conditione quod est oppinio illorum qui sunt informati de factis istis, quod commune nostrum habebit ultra id quod habet ad presens omni anno ypp. XL milia in L milia et ultra, et utile, ymo necessarium, sit providere super hoc, ita quod commune nostrum habeat drictum suum, Vadit pars pro regulando istud factum, quod ad incantum et deliberandum dicta loca quando erit tempus, scilicet ad viginti novem annos ad renovandum cartam, secundum usum, esse debeant ducha et consiliarii Crete, capitaneus noster Candide, unus ex camerariis nostris Crete per texeras et unus de judicibus de inde, de illis qui mittuntur de Venetiis per ellectionem majoris consilii per texeras, qui veniunt esse sex; et debeant dare et deliberare dicta loca, terena et possessiones per quatuor ad minus eorum in concordio, cum illo majori avantagio quo poterunt pro

1389 bono nostri eommunis, deelarando etiam pro bono eommunis nostri quod, quando veniet tempus incantandi aliquem de ipsis loeis, ineantus fieri debeat per spatium unius mensis eontinue et ad finem mensis de festo solempni debeat dari et deliberari plus offerentibus ad ineantum, et ad istam eondieionem sint omnia alia loea, terena et possessiones que ineantantur per regimen Crete et que per tempora futura debebunt incantari, quando veniet tempus deliberandi eas, videlieet quod dentur, ineantentur et deliberentur eum solempnitate predieta pro bono nostri communis. Scribendo nobis eontinue de tempore in tempus illud quod solvebant loea, terena et possessiones et pro quanto fuerint deliberate per eos et quicquid feeerint in premissis ut dominatio nostra sit de omnibus semper plenissime informata.

27 avril. f° 170 v°

Le gouverneur de La Canée a acheté pour la commune de Venise environ dix mille mesures de froment qui sont en magasin et demande des vaisseaux pour charger ce blé. Ordre est donné de l'envoyer à Nauplie, où il y a une disette, à toute réquisition venant de Coron et Modon.

27 avril. f° 170 v°

Ordre de mettre aux enchères des fiefs et terres du district de Retimo.

Quod seribatur duche et consiliariis Crete quod aliquas eavallarias et loca, que in districtu Rethimi remanserunt in nostro communi, debeant incantare et deliberare eum quam majori avantagio poterunt pro nostro eommuni.

SEN. MISTI R. 41 1389-91.

25 mai. f° 2 r°

Réduction des impositions payées par les Juifs de Crète.

Quod scribatur duehe et consiliariis Crete...

Intelleximus petitionem eoram nobis porreetam pro parte Sabbatoi Retu, Melchioris Cassani et Justof Missini, Judeorum de Candida, pro se et nomine totius universitatis Judeorum Crete, fidelium nostrorum, qui nobis eum instantia et humilitate maxima supplicarunt sibi misericorditer subveniri et gratiam per nos fieri de impo-

sitione MMD ypp. de novo facta super eos [1] per nostra consilia rogatorum XL et addictione, que impositio cum impositione antiqua de M ypp. ascendit annuatim ypp. III milia quingenta, allegantes multa laudabilia opera que fecerunt in guerris nostris et aliis occurrentibus, scilicet in laborerio portus et aliis necessitatibus in insula nostra Crete, gratis et liberaliter ac per modum mutui in multa pecunie quantitate, cum ipsorum incommodo non modico et jactura; insuper notificantes condicionem et statum suum ad debilitatem maximam variis de causis pervenisse ac diminutionem personarum suarum et facultatis, tam propter epidemiam sepius in insula sevientem, quam ob multorum fugam Judeorum de Creta alio se transferentium, ita quod in numero pauco remanserunt et propterea tanta pecunie impositio importabilis est; eisdem, sicut de predictis omnibus, testificati fuerunt viri nobiles ser Petrus Mocenigo [2], ser Andreas Dandulo [3] et ser Marcus Geno, quondam duche Crete [4], asserentes exposita per Judeos prefactos veritatem continere, ortando esse pium sibi gratiam impertiri quia onus dictarum impositionum difficilimum eis valde est. Quare, considerantes nos fidelia portamenta Judeorum predictorum in serviciis nostris gesta temporibus opportunis, sueque tenui conditioni compacientes, cum nostris consiliis minori rogatorum XL et addictioni duximus terminandum quod dicte impositiones tria millia et quingenta ypp. remittantur et deducantur in ypp. duo milia tantum, ita quod tota ipsa universitas Judeorum predictorum solvere de cetero teneantur annuatim ypp. duo milia solum et non ultra. 1389

10 mai. f° 3 v°

Remise des impôts à un Crétois pour services rendus et pour le bon exemple.

Remise des impôts à un homme dont le père, après avoir combattu pour la République, est mort dans les prisons de Padoue.

31 mai. f° 5 v°

Sursis accordé aux syndics qui doivent aller en Crète, à cause de l'épidémie qui règne en ce pays.

1. Voy. plus haut, 25 février 1387.

2. Pietro Mocenigo fut un des provéditeurs envoyés à Candie pour réprimer le soulèvement de 1365 et joua un rôle important dans la guerre contre les Génois en 1379.

3. Un Andrea Dandolo, fils de Jacopo di S. Maria Zobenigo, fut témoin dans le procès de Jacopo Foscari en 1445.

4. Marco Zeno fut envoyé comme ambassadeur de la République au duc de Savoie, en 1431, lors de la guerre contre le duc Jean Galéas Visconti. Il fut remplacé comme duc de Candie par Donato Moro, en 1387.

1389 18 juin. f° 15 v°

Une galère envoyée à Candie pour les travaux du port a souffert de graves avaries. On donne ordre de la vendre ou de la mettre sous l'eau pour l'utilité du port.

28 juin. f° 18 r°

Privilèges aux marchands vénitiens qui font le commerce en Crète.

9 juillet. f° 19 v°

Même ordonnance pour les provenances d'Alexandrie par la Crète, avec cette différence qu'elles ne payeront que la moitié du *nabulum* (droit de stationnement).

2 juillet. f° 20 r°

Giovanni Musa, *comestabilis equestris in Candida*, est remplacé dans son commandement pour raisons de santé.

2 juillet. f° 20 v°

Permission à Bonporto, *comestabilis pedestris in Candida*, de venir à Venise *pro recuperando multa bona.*

20 juillet. f° 23 r°

Les habitants d'Ortona [1] ont retenu et pillé un bâtiment vénitien qui revenait de Crète chargé de grains. Décret pour l'envoi d'un ambassadeur à Ortona chargé de faire une enquête préalable sur l'incident, puis de demander des indemnités au gouvernement d'Ortona ; faute de quoi ordre sera donné à tous les *provisores* de Venise de mettre sous séquestre tous les biens qu'on pourra trouver aux habitants d'Ortona. Le capitaine de Corfou est chargé d'aller, le 23 juillet, avec ses galères, demander la restitution ou le paiement de deux ducats et demi par setier vénitien. En cas de refus, il fera *intromissionem bonorum suorum usque integram satisfactionem.*

On renouvelle, comme tous les ans, les trois Sages chargés d'examiner les affaires de Crète, Coron, Modon, Négrepont et Corfou.

1. Ortona a Mare (Hortona, l'*Ortona* des Romains), port de l'Abruzze citérieure, au N. de l'Embouchure du Moro, à 14 kil. N. de Chieti.

12 novembre. f° 43 r° 1389

Demande de confirmation d'un évêque de Hiérapétra.

Cum venerabilis vir frater Johannes Quirino, ordinis minorum, civis noster, sit postulatus ad episcopatum Gerapetre insule Crete, Vadit pars quod possint scribi litere domino pape et cardinalibus et aliis pro confirmatione sua, in forma que videbitur dominio.

9 décembre. f° 45 r°

Envoi d'un ambassadeur à Tunis, pour racheter les captifs qui y sont traités « comme des chiens. »

12 novembre. f° 46 v°

Décret contre ceux qui *tonsant, strongant et maliciant* les monnaies (*soldini*) de la République.

4 janvier. f° 49 r° 1390

Mesures à prendre pour la défense de Corfou. Armement de deux galères en Crète et de quatorze galères à Venise.

18 janvier. f° 53 v°

Le gouvernement de Crète a annoncé que dans l'arsenal de Candie il n'y a plus que deux *corpora galearum sufficientia et apta ad navigandum.* On décide d'y envoyer, *fulciti omnibus opportunis*, les deux *falchoni* [1] *qui in nostro arsenatu aptantur.*

Même date. f° 53 v°

Règlement de la paie pour les galères armées à Candie.

Cum fatiat pro honore et bono status nostri ac secundum deum et omnem equitatem tractari facere subditos et fideles nostros de Candida, quando galee armantur in Candida, in dando eis pagas equaliter cum nostris. Vadit pars quod scribatur Duche et consiliariis Crete et successoribus suis quod juxta solitum debeant dare hominibus galearum, quas armabunt pro presenti et que de cetero armabuntur, pagam trium mensium, dando eisdem etiam pagam quarti mensis quando erunt in galea, prout fit nostris hic in Venetiis.

17 janvier. f° 56 r°

Délai de deux mois accordé à l'ancien duc de Candie, Donato Moro, pour rendre ses comptes, *provisiones quas ponere intendit in consilio rogatorum.*

1. Ce mot n'est pas dans Du Cange. V. sur le mot *falchio* la note 2 de la page 2.

1390 10 mars. f° 61 r°

Mesures prises pour réprimer les scandales causés en Crète par un certain nombre de religieux.

Cum in insula Crete multe magne confusiones sint super facto clericorum prime tonsure et quatuor ordinum minorum, qui nec habitu nec moribus clericalibus vivunt, sed in habitu, vita et moribus secularibus in omnibus se nutriunt, in tantum quod ipsi se gerunt uti seculares, et quando committunt aliquid delictum evadunt impuniti et non fit de eis ut debetur, quia expediuntur pro clericis et sic justia (*sic*) non habet drictum suum, et super hoc sit omnino providendum et specialiter in his locis Crete cum illis stricturis et ordinibus qui observantur in hac terra; Vadit pars quod pars capta in MCCCLXIIII die 14 marcii in majori consilio et quedam alia pars capta MCCCLXXXVIII die 11 octobris, loquentes super factis dictorum clericorum et in totum singulariter et per ordinem [1], in illis parti-

1. Voici les deux documents dont il est question :

1364, die predicto 14 marcii.

Capta. — Cum multe et varie oppiniones reperiantur super facto clericorum prime tonsure qui vadunt in habitu seculari et se gerunt sicut seculares, et si aliquo tempore committunt aliquod delictum ob quod incurrant penam criminalem, fatiunt et dicunt se clericos et procurant et fatiunt se peti a domino spirituali per eorum prelatos, et isto modo justitia non habet directum suum, nec servatur honor noster, unde omnino providendum est taliter quod isti tales vel aliqui alii non possint se facere clericos et laycos ad sui libitum, sed potius fiat quod sit secundum deum et justitiam et honorem nostrum, Vadit pars quod omnes clerici prime tonsure qui non ibunt cum clerica et aliis habitibus spectantibus clericatui et casus occurreret quod committerent rem propter quam incurrant penam realem vel personalem, si tunc dicent se esse clericos, et hoc cognitum erit per dominacionem secularem vel officiales ab ipsa deputatos quibus hoc spectabit, ita quod dicti tales dentur judici ecclesiastico, tunc si erunt de majori consilio sint perpetuo privati omnibus nostris consiliis, offitiis et benefitiis inter et extra. Verum si erunt cives nostri aut habitatores Veneciarum et non erunt nobiles, isti tales sint privati omnibus soldis, offitiis, benefitiis, provisionibus et gratiis communis nostri. Et non possit eis fieri jus civile vel criminale, nisi in casu quo sequeretur mors vel ommissio membri. Si vero fuerint forenses vel vagabundi, sint privati omnibus suprascriptis. Et ultra hoc sint in banno Veneciarum et ejus districtus. Et si ullo tempore se permiserint reperiri in Veneciis et ejus districtu, possit de eis fieri tamquam de hominibus bannitis per officiales V a pace pro solidis C parvorum supra. Et officiales qui istos tales mittent aut dabunt Judici ecclesiastico debeant hoc facere proclamari et dari in scriptis dominationi, advocatoribus communis, dominis de nocte, qui teneantur istos tales notificare nostris Rectoribus, ut hec intentio in omnibus observetur, Capitibus sexteriorum,

bus observetur et tam de nobilibus, popularibus et viandantibus, 1390
sicut in ipsis partibus particularius continetur, cum hac tamen

et officialibus quinque a pace qui illum vel illos notari fatiant ad perpetuam rei memoriam.

Si vero ibunt in habitu clericali et numquam habuerint agere coram aliquo judice ecclesiastico de aliquo jure et vellent renuntiare, teneantur renuntiare coram Judice ecclesiastico. Et ille vel illi qui renuntiaverint per modum predictum teneantur facere fieri manifestum dominationi seculari per suos presides et prelatos vel eorum vicarios infra dies XV qualiter renuntiaverint clericatui; et ut predicti teneantur melius observare predicta, debeant facere quod dicta renuntiatio facta sit dominationi seculari infra dictum terminum, quod si non fecerint ut supra dictum est, tractentur ab inde in antea cum ordinibus suprascriptis. Et predictus sive predicti qui sic renuntiaverint scribantur in quaternis dominorum de nocte, Capitum sexteriorum et officialium quinque de pace, ut postea possint cognosci et tractari pro mundanis.

Et omnia predicta teneantur domini de nocte omni anno publice facere cridari et debeant denuntiare per V annos et tantum plus, donec fuerint revocata. (Maggior Consiglio. — Registro (12) *Novella*, f° 89 v°.)

1388, die suprascripto, XI octobris.

Ser Daniel Bragadino, ser Johannes Miani, ser Dominicus Bono, ser Antonius Mauro, ser Franciscus Cornario quondam domini ducis, Consiliarii.

Capta. — Cum in MCCCLXIIII, die XIIII mensis marcii fuerit capta quedam pars in majori consilio super facto clericorum prime tonsure qui nec in habitu nec in moribus clericalibus vivunt, sed in habitu, vita et moribus secularibus in omnibus se nutriunt, in tantum quod ipsi non verecundantur venire in nostris consiliis et omnia alia facere tanquam seculares, que vita et mores non solum sunt abominabiles Deo sed etiam dominationi nostre et omnibus illis qui desiderant bene vivere. Et licet predicta pars loquatur clarissime de pena vel penis quas habere debent contrafacientes, tamen pena vel pene in illa parte contente non timentur quia sunt nimium leves. Et ut per tempora futura majora mala vel scandala ob causam predictam non occurrant.

Vadit pars in bona gratia quod de cetero omnes clerici prime tonsure et eciam quator ordinum minorum teneantur et debeant ire induti cum habitu clericali, et cum una clerica in capite. Et si per nostros dominos de nocte, vel per alios nostros officiales, fuerint intromissi aliqui de dictis clericis non utendo habitu clericali et sine clerica propter aliquod delictum, propter quod incurrant ad aliquam penam realem vel personalem, et, intromissis illis clericis, ipsi volent se reducere sub judicio ecclesiastico et volent evitare judicium nostrum seculare, et per dominationem nostram, vel per nostros judices vel officiales, fuerit cognitum et terminatum quod ille vel illi clerici de jure spectent judicio ecclesiastico et illi juditio fuerint restituti, ipso facto, ille talis clericus vel clerici perpetuo sint banniti de civitate Venetiarum et totius ejus districtus, et tales banniti cridentur in Sancto Marco et Rivoalto, legendo tunc istam partem pro bono exemplo aliorum. Et si aliquo tempore fuerint inventi in Veneciis vel in suo districtu, debeant stare uno anno in carceribus inferioribus et iterum ban-

1390 declaratione quod, ubi contenta in illis partibus commissa sunt officialibus de hinc, ita ibi commissa sint et committantur rectoribus de inde; et ubi in partibus illis continetur quod isti tales clerici contrafacientes sint privati omnibus consiliis, officiis et beneficiis comunis Venetiarum, intelligatur quod contrafacientes de inde non possint esse feudati nec recepti in varnitionibus, castellanariis, officiis nec beneficiis; et ubi dicunt quod isti tales contrafacientes sint privati de Venetiis et ejus districtu, intelligatur quod ipsi contra-

niantur, et tociens servetur quociens fuerit contrafactum. Verum si, intromissis illis talibus clericis per nostros dominos de nocte, vel per alios nostros officiales ut dictum est, ipsi volent renuntiare et renuntiabunt suo clericatui et volent stare juditio et correctioni nostrorum judicum vel officialium, in omnibus et per omnia debeant tractari per nostros dominos de nocte, judices vel officiales nostros, sicut tractarentur alii cives nostri, sicut justum est.

Et pars predicta placibilis Deo, honesta mundo et fortificatio status nostri non possit revocari ullo modo, sub pena ducatorum mille auri pro quolibet ponente vel consentiente partem de revocando eam; de qua pena non possit fieri gratia sub pena aliorum ducatorum mille auri, et sic procedat usque in infinitum. Item de penis contentis in dicta parte vel de aliqua earum non possit fieri aliqua gratia contumacibus, nec declaratio, nec suspensio temporis, nec aliqua recompensatio, sub pena ducatorum mille auri pro quolibet ponente vel consentiente partem in contrarium; eciam illis talibus cadutis non possit fieri gratia sub pena ducatorum mille auri pro quolibet ponente vel consentiente partem in contrarium, et sic observetur usque in infinitum. Et notetur pars ista in totum prout jacet ad officium nostrorum advocatorum comunis, quibus advocatoribus committatur quod debeant ipsam partem inviolabiliter observare et facere observari. Et de omnibus penis pecuniariis contentis in ea debeant advocatores habere partem a contrafacientibus, sicut habent de aliis penis sui officii. Et ut nemo sub specie ignorantie se tueri possit, debeat cridari hec pars in locis solitis. Remanente parte predicta alias capta in majori consilio MCCCLXIIII die XIIII martii, in sua firmitate in omnibus, sicut jacet, ut possit procedi contra illos qui contrafecissent. Et si consilium, etc.

202

Ser Jacobus Delphyno milles consiliarius.

Quod super istis factis istorum clericorum prime tonsure et quatuor ordinum minorum eligantur quinque sapientes per quatuor manus electionum in Majori Consilio, qui possint accipi de omni loco et offitio, non accipiendo ultra unum pro offitio. Et teneantur examinare partem alias captam in majori consilio, 1364 14 marcii, et omnia alia dependentia et connexa istis factis, ita quod justitia et terra nostra habeant drictum suum. Et cum eorum consilio et opinionibus teneantur venire ad majus consilium, et quilibet possit ponere partem, et habeant terminum usque unum mensem proximum pro dando expeditionem huic facto.

116, de non 7, non sinceri 36.

(Maggior Consiglio. — Registro (16) *Leona*, f° 21).

facientes sint baniti de insula Crete. Et quod omnes rectores statim 1390
teneantur facere publicari et postea in introitu suorum regiminum etiam ea facere publicari teneantur sub debito sacramenti, cum omnibus aliis penis, stricturis et clausulis in illis partibus contentis.

Même date. f° 61 r°

Renouvellement des baux de louage des terres et possessions en cas de non paiement ou en cas de mort du loueur.

Cum possessiones, territoria et alia loca que sunt in Candida et ejus districtu affictentur ad annos XXVIIII, renovando cartam ad alios XXVIIII annos, et mutationes occurrant quando loca illa vadunt ad malum propter mortem personarum vel aliam causam, taliter quod commune male potest habere affictum suum in maximum damnum et prejudicium communis nostri, Vadit pars quod omnes possessiones, territoria et loca que deinceps affictabuntur dentur ad affictum et affictentur in hunc modum et cum hac condicione quod illi qui ea accipient teneantur et debeant solvere affictum suum sub illa pena quam nunc incurrunt, et si aliquis dimittet discurrere III annos quibus non solvat affictum, quod duca et consiliarii, transactis dictis III annis cum ordinibus incantorum faciant reincantari et affictari dictum locum vel loca per illud tempus quod [1] restabit, cum illa condicione qua primo erant affictata ad damnum et utilitatem illorum qui ante habebant ipsa. Et si predicta loca ivissent ad malum propter mortem illorum qui illa territoria accepissent ad affictum, vel per aliam causam, vel quia transactum esset magnum tempus illius affictationis, sic quod male affictari possent, sit in arbitrium duche et consiliariorum de reaffictando talia loca ad annos XXVIIII, renovando cartam ad alios XXVIIII, intelligendo quod, si pluri precio affictarentur eo quo primo affictata erant, illud plus, ut est justum, sit et devenire debeat ad utilitatem communis.

Même date. f° 61 v°

Partage, entre les membres de la chambre de Crète et les greffiers et servants, du tiers des amendes.

Cum in quadam parte posita in commissione camerariorum Crete inter alia contineatur quod camerarii presentes et futuri de cetero habere debeant suam reservationem eis factam per sindicos nostros, videlicet tercium penarum falitorum galearum, tercium penarum affictuum teraticorum, possessionum, domorum et comerclorum communis et omnium aliarum penarum que per dictos camerarios exacte forent convicte cum capitalibus, et de scribanis et famulis

1. Le ms. porte *quo*.

1390 non fiat aliqua mentio, et tamen de illo tercio aliqui camerarii eis dant partem et aliqui non, et super hoc utile sit providere, Vadit pars quod de cetero dictum tercium dividatur in IV partes, quarum partium camerarii habeant tres partes et aliud quartum dividatur inter scribanos et famulos, ut fit de aliis penis sui officii, et hoc erit cum dextro communis et camerariorum ipsorum.

29 avril. f° 72 v°

Délai d'un mois accordé à Donato Moro, ancien duc de Crète, pour rendre ses comptes.

Quod prorogetur terminus nobili viro ser Donato Mauro, olim duche Crete, veniendi ad consilia Rogatorum cum suis provisionibus, usque per totum mensem maii proximi.

13 mai. f° 76 r°

Demande à adresser au pape pour obtenir un canonicat en faveur de Jacopo Dal Mario.

Quod possit scribi Sanctissimo Domino Pape et aliis qui videbuntur, in favorem venerabilis viri Jacobi Dalmario, civis nostri, pro canonicatu Canee vacante per obitum Rizardi canonici.

30 mai. f° 77 r°

La cité d'Ortona a envoyé des ambassadeurs [1] pour s'excuser humblement et offrir des indemnités.

20 mai. f° 77 v°

On désarme une galère de Crète, envoyée à la garde de Corfou et, pendant qu'elle retournera à Candie, son *supracomitus* est autorisé à venir à Venise pour ses affaires personnelles.

26 mai. f° 78 v°

Envoi de *sindici* en Crète, à Négrepont, Coron et Modon. Comme à Coron et à La Canée l'air est malsain, il leur sera permis d'aller exercer leurs fonctions, non dans ces villes mêmes, mais dans un endroit voisin à leur choix.

Les *rectores* devront se mettre à leur disposition.

3 juin. f° 79 r°

Décharge de droits accordée à Giovanni Foscarini pour la réimportation temporaire de draps (*panni*) exportés en Crète [2].

1. Voy. plus haut, 20 juillet 1389.

2. On a déjà lu plus haut plusieurs décrets semblables; il s'en retrouve un très grand nombre par la suite.

6 juin. f° 79 v° **1390**

On écrit au pape pour demander la confirmation de Donato de Candie dans le canonicat qui lui a été donné par l'archevêque de Candie.

14 juin. f° 85 r°

Ceux qui vont à Alexandrie ou à Beyrouth et veulent charger des marchandises pour la Crète doivent *solvere nabulum galearum Alexandrie et Baruti.*

10 juin. f° 85 v°

Envoi à Corfou, par Messine, de deux galères de Candie, qui se trouvent actuellement dans le Golfe.

17 juin. f° 86 v°

Envoi de cent cavaliers pour la garde de La Canée. Le gouvernement de Crète a carte blanche pour augmenter, s'il le juge nécessaire, l'effectif de ces renforts.

... Insuper [1] quia locus noster Canee est magni circuitus et oportet necessario habere bonam provisionem de dicta terra ob multos respectus, Vadit pars quod mandetur regimini nostro Crete quod, persenciendo per galeam nostram quod armata Januensium vadat ad partes Levantis, debeat mittere ad custodiam Canee homines equestres C de pheudatis nostris Crete. Verum si rectori nostro Canee videretur quod dicti C homines non forent sufficientes ad custodiendum bene ipsam terram, ex nunc mandetur regimini nostro Crete quod ad omnem requisitionem predicti nostri rectoris Canee mittat balistarios C ad Caneam pro custodia ipsius, ultra equestres C predictos, ne sinistrum possit ocurrere factis nostris; et ultra hoc, si videbitur duche et consiliariis Crete quod sit necessarium majus subsidium, provideat de mittendo ad Caneam de aliis gentibus, sicut sibi utilius et securius apparebit.

17 juin. f° 87 r°

On propose un ordre pour l'armement de six galères légères à Venise et de deux à Candie, avec une paie de trois mois, pour défendre le Golfe. Le gouvernement de Crète élira deux *supracomiti* avec une solde de trente ducats par mois.

Repoussé par 72 voix contre 28.

1. La première partie du décret est relative aux mesures à prendre à Corfou contre une attaque possible des Génois.

1390 13 juin. f° 89 r°

Ordre à la Chambre de Crète de rendre aux frères mineurs, pour la construction de leur église, les 300 hyperpères qu'ils avaient déposés à ladite Chambre.

28 juin. f° 89 v°

Proposition d'un tarif nouveau sur les céréales, pour encourager la culture en Crète.

Cum, habito respectu ad tempus presens, quod est in caritudine et est pro essendo multum plus, tam occasione istius Baysit [1] quam filii Morati qui non permittit extrahi frumentum, ymo tenet tractas clausas, et tam propter novitates que esse videntur in partibus Romanie, quam etiam de partibus Lombardie modicum sperari potest, de partibus etiam Sicilie male poterit fulciri hic et alibi; quibus omnibus consideratis, sapiens est et recommendatum providere et specialiter in terris et locis nostris, ut per illas terras et loca nostra civitas nostra possit habere subventionem frumenti et alterius bladi, et quia insula nostra Crete eget aliquibus provisionibus, sine quibus frumentum haberi non posset, ymo iret insula ipsa de malo in pejus. Et ut ipsa insula possit reduci ita quod det subventionem frumenti terre nostre, Vadit pars in bona gratia primo quod, ubi datur per collegium ordo frumenti de anno in annum, aliquando plus et aliquando minus, secundum quod videtur quod insula fructificare debeat, quod precium non dat, propter eam causam quod fiat plus frumentum, et istud est satis notum propter experientiam manifestam visam per tempora preterita, et ut quilibet habeat causam faciendi seminare et non solum loca que seminantur ad presens sed etiam de aliis que non seminantur, non intelligendo Lassiti [2], Lanopoli [3] et alia loca prohybita [4] et quod

1. Il s'agit de Bajazet I, qui avait suceédé, l'année préeédente, à son père Mourad.

2. Lasiti, au N. des montagnes du même nom, dans la région orientale de l'île, non loin de la baie de Mirabella.

3. Anopoli, plaee forte détruite en 1364, à la suite d'une révolte.

4. La défense dont il est iei question remontait à l'année 1364 et faisait partie des mesures prises par les commissaires envoyés en Crète pour empêcher les soulèvements fréquents dans le pays de Lasiti. Corner (*Creta sacra*, II, p. 349) reproduit le texte de la proelamation : *quod de Kalendis Januarii proxime venturi in eo loco* (contrata voeata Lasiti) *non audeat aliqua persona aliquo modo habitare, laborare, vel seminare intus planum Lasiti, nec in cacumine montis quod respicit dictum planum infra vel ultra in partibus interioribus unde aque labuntur in dictum planum, sub pena perdendi unum pedem pro quolibet contrafaciente... Item quod aliqua persona non audeat pasculari facere equum vel equos vel alia animalia in dicto plano Lasiti, sub pena perdendi omnia animalia reperta*

detur causa domesticandi de locis salvaticis, que optime et in maxima quantitate poterunt domestichari, ordinetur quod quilibet qui de cetero dabit nostro communi ab isto anno in antea frumentum, quod commune nostrum teneatur illud accipere, ad rationem trium mensurarum ad ypp. Et si nolent dare et volent ipsimet navigare vel facere navigari Venetias et ad alia loca nostra, sicut sunt Mothonum, Coronum, Neapolis [1] et Corphu, quod istud sit in eorum libertitate (*sic*). Et istud observetur et duret usque X annos proximos, ut adimpleatur intentio terre. 1390

Repoussé par 49 voix contre 28. 20 abstentions.

On propose que les *sindici* de Romanie aient, en matière de perception d'impôt, les mêmes droits que la Chambre de Crète.

Cum in insula nostra Crete sint multe persone que, a multo tempore citra, tenentur nostro communi in quam pluribus pecuniarum quantitatibus, pluribus de causis. Et ut exigerentur tales persone quantitates multociens sit provisum, quod tamen non observatum est in maximum damnum nostri communis, Vadit pars quod, pro bono et utilitate nostri communis, provisores et sindici nostri Romanie in exigendo et recuperando tales denarios habeant illam libertatem plenariam quam habent camerarii nostri insule Crete, habendo partem de eo quod exigerent quam habent camerarii antedicti, non dilatando propterea dictos sindacos tempus suum nec impediendo facta principalia sibi commissa.

Repoussé par 56 voix contre 30. 4 abstentions.

8 juillet. f° 92 r°

Privilèges aux marchands vénitiens qui font le commerce en Crète [2].

30 septembre. f° 108 r°

Election des trois Sages chargés d'examiner les affaires de Crète, Coron, Négrepont, Corfou, etc.

28 septembre. f° 111 v°

Poursuites contre Luca Contarini, ancien gouverneur de La Canée.

Si videtur vobis per ea que dicta et lecta sunt quod procedatur

pasculari in partibus antedictis... Cette interdiction ne fut levée que le 30 novembre 1463. Cf. *Creta Sacra*, II, p. 392, et Noiret, *Lettres inédites de Michel Apostolis*, p. 20, n. 3.

1. Napoli de Romanie ou Nauplie, au fond du golfe d'Argos, à 44 kilom. S.-S.-O. de Corinthe.

2. Voy. plus haut, 12 août 1386.

1390 contra nob. virum ser Lucham Contareno, olim rectorem Canee, qui in septem capitulis sibi oppositis contrafecit regimini suo, contra honorem dominationis, contra sacramentum suum et contra formam sue commissionis, et in vituperium et infamiam regiminis antedicti. Et ultra hoc, circha suum recessum recusante nob. viro ser Marco Marcello, rectore Canee et successore dicti ser Luce, de dando eidem ser Luce licentiam de extrahendo frumentum de dicto regimine. Idem ser Luchas cum turpibus et inhonestis verbis in magnum dedecus, infamiam et vituperium dicti regiminis, opprobriose injuriatus fuit eidem ser Marco successori suo, ut est dictum.

Adopté par 72 voix contre 29. 10 abstentions.

On annule ses actes, on le condamne à une indemnité envers le nouveau gouverneur et on entame son procès.

6 octobre. f° 112 v°

Instructions au capitaine du Golfe. S'il estime que l'état de la mer est assez sûr pour que les galères de Beyrouth puissent, sans danger, rentrer à Venise, qu'il renvoie en Crète les deux galères de Crète pour les désarmer. Dans le cas contraire, il devrait se rendre à Venise avec ces dernières galères, après avoir envoyé celles de Beyrouth en Crète.

13 octobre. f° 114 r°

Privilège accordé aux marchands vénitiens venant d'Alexandrie ou de Beyrouth, qui ont relâché en route par crainte des Gênois.

Capta. — Cum multi mercatores, dubitantes de armata Janue, que dicebatur esse itura ad partes Alexandrie, fecerint conduci de suo pipe et aliis mercationibus suis ad partes Crete, Coroni et Mothoni et alio pro sua securitate, Vadit pars in favorem ipsorum, quod omnes mercationes et havere subtile, que fuerint conducte de partibus Alexandrie et Baruti in Candidam, Coronum et Mothonum, que mercationes et havere fuerint caricate in partibus Alexandrie et Baruti, usque per totum mensem augusti proximi elapsi pro conducendo Venetias, et istud constet Rectoribus nostris, quod dicte mercationes et havere sint extracte de Alexandria et Baruto, et conducte in Cretam sive Mothonum vel Coronum usque per totum mensem augusti, ut dictum est, possint conduci Venetias cum navigio disarmato, solvendo medium nabulum galearum, quod veniat in nostrum comune. Et teneantur illi quorum erunt dicte mercationes et havere extrassisse illas de Candida et Mothono et Corono, usque per totum mensem Martii proximi pro conducendo Venetias. Et sint absoluti a V pro C° que solvuntur ad tabulam. Si vero galee nostre viagiorum Alexandrie et Baruti ostenderent plazam, tunc

dicte mercationes et havere solvant nabulum integrum, quod deveniat in galeam sicut justum et rationabile. 1390

Omnes alii — de non 6 — non sinceri 4.

4 novembre. f° 116 v°

Ordre aux gouverneurs de Retimo de protéger l'église, l'hospice et la maison de refuge de la Sainte-Trinité, fondées en cette ville par Egidio Morosini.

Cum nobilis vir ser Egidius Mauroceno, olim rector Rethimi, in tempore sui regiminis fecerit fieri et construi de bonis suis et elemosinis bonarum personarum in burgo Rethimi unam ecclesiam et hospitale cum domibus ad honorem S. Trinitatis, pro habitatione et reductu pauperum infirmorum et bonarum personarum et peregrinorum et viandantium, que loca sunt magne devotionis et multum dextra, utilia et necessaria, quia in dicto loco similia non erant, et pro honore nostri dominii faciat tenere in culmine dicta loca, ne vadant ad malum nec in dispersione, et quod non occupentur pro alia causa nec pro aliquo alio misterio, Vadit pars quod scribatur et committatur rectori Rethimi et successoribus suis, et sic addatur in commissionibus suis, quod omnino debeant ipsam ecclesiam et hospitale ac domos et habitationes suas habere recommissas et tenere modum et facere quod dicta ecclesia, hospitale, domus et habitationes sue non occupentur ullo modo, nisi per pauperes infirmos et bonos homines vel peregrinos viandantes, quia facta sunt solum pro causa predicta. Insuper teneant modum rectores Rethimi qui erunt per tempora quod de intratis suis que sunt et erunt catasticate in catasticho curie Rethimi vel que per alium modum eis dimisse fuerint vel eis spectarent quoquo modo, faciant plenum jus suis procuratoribus qui sunt et erunt per tempora; hortando ipsos procuratores quod debeant ipsas intratas ponere in vita pauperum et in bono et augmento ecclesie, hospitalis et domorum et habitationum predictarum et aliorum laboreriorum necessariorum, ita quod possit, mediante gratia divina, augere de bono in melius.

10 janvier. f° 121 v° 1391

Pour la défense du Golfe, armement de dix galères, dont cinq immédiatement, trois à Venise, deux en Crète; les *supracomiti* de celles-ci seront nommés par le gouvernement de Crète parmi les *personas sufficientes*.

Dispositions pour les dépenses nécessaires.

Item ordinetur... regimini nostro Crete quod debeat, elapsis duobus mensibus post recessum dictarum duarum galearum de Creta, mittere pagam unius mensis pro subventione dictarum galearum Crete ad manus castellanorum nostrorum Mothoni et Coroni qui, subito cum

1391 capitaneus Culfi illuc applicuerit, debeant eidem assignare dictam pagam, qui capitaneus debeat simul et quando de pecunia missa de Venetiis faciet pagam sive subventionem galeis nostris armatis in Venetiis, facere subventionem sive pagam dictis galeis nostris armatis in Creta de denariis predictis missis de Creta, et non possit nec debeat ullo modo capitaneus distribuere nec expendere in alia re vel negotio dictam pecuniam missam de Candida, nisi in subventionem galearum armatarum in Creta.

21 février. f° 126 v°

Instructions au nouveau capitaine de Crète, Giovanni Barbadico, concernant les troupes à emmener à Candie.

Cum capitaneus Crete per formam sue commissionis posset secum ducere unam banderiam equestrem cum uno comestabili, et ad presens in Candida de quatuor banderiis ibi existentibus, tres sunt date per graciam; quarte vero est comestabilis unus qui per omnes de bonitate et fidelitate erga dominium nostrum maxime laudatur; et nob. vir ser Johannes Barbadico miles iturus capitaneus in Cretam sit contentus bonos et fideles nostri dominii in beneficiis conservari, sed potius quod procedatur ad alias salutiferas provisiones ut infra, Vadit pars quod, sicut potest secum ducere unam banderiam, ita debeat ducere secum viginti homines equestres et triginta pedestres qui soldizentur per solutores nostros armamenti cum stipendio consueto, possendo accipere denarios ad cambium et mittendo eos ad solvendum in Candidam. Qui capitaneus cum erit in Candida debeat cassare tot de Grecis et insufficientioribus banderiis in Candida existentibus tam equestribus quam pedestribus quot de Venetiis illuc secum ducet, ipsos eorum loco ponendo, non augendo nullum stipendium ullo modo.

21 février. f° 127 r°

Précautions contre les incursions des Turcs à Nauplie, Coron et Modon.

2 mars. f° 129 r°

Envoi de galères de Crète pour débarrasser la mer Egée des navires turcs.

Quod scribatur regimini Crete in hac forma videlicet :

Quemadmodum notum est nobis quam plura ligna Turchorum exiverunt in mari, et fertur quod de aliis sunt imposterum exitura ad damnum fidelium et locorum nostrorum, propterea cum nostris consiliis rogatorum et addictionis scribimus mandantes quatenus in recessu duarum galearum nostrarum de Candida committere debeatis supracomitis earum quod faciant viam suam per partes Pala-

tie [1] et illarum partium Turchie, et postea se presentent ad partes et loca Egropelagi ad destructionem lignorum Turchorum, si illa vel de illis poterunt reperire pro bono et conforto fidelium nostrorum de inde; hoc autem facto, debeant persequi iter suum versus Mothonum ad reperiendum capitaneum nostrum Culfi. Verum si supracomiti predicti, dum existerent cum galeis suis predictis in partibus Egropelagi, sentirent quod ligna Turchorum forent in mari in partibus illis vel circa partes illas, ita quod esset necesse pro securitate et bono dictarum partium quod una de dictis galeis remaneret in partibus illis, tunc volumus et placet nobis quod una dictarum galearum per texeram debeat se unire cum galea nostra Nigropontis ad procurandum securitatem partium predictarum et fidelium nostrorum et exterminium Turcorum. Altera vero galea veniat versus Mothonum, ut dictum est. Illa autem galea nostra que remanebit in partibus Egropelagi debeat stare deinde, donec sentietur mare esse securum a Turchis, salvo si interim aliud a nobis reciperet in mandatis seu a capitaneo nostro Culfi. 1391

Instructions sur un traité à signer avec le seigneur de Palatia.

Ceterum significamus vobis quod tam per literas nobilis viri Anthonii Quirino, quem in ambaxiatorem ad partes Palatie destinastis, quam per nobilem virum Johannem Michaelem et alios cives nostros qui fuerunt in partibus Turchie, sensimus quod destitit concordium inter dominum Palatie et vos, quia imposueratis ser Anthonio Quirino predicto quod non firmaret dictum concordium, nisi apponeretur quod illud concordium firmabatur cum benivolentia et amore Baysit bey, propter quod dominus Palatie, non contentus de hoc, noluit assentire concordio predicto, et propterea scribimus fidelitati vestre quod, si vobis videbitur pro meliori, debeatis mittere per illum abiliorem modum quem noveritis ad partes Palatie nuntium sive ambaxiatorem vestrum ad procurandum, tractandum et firmandum pacem et concordium cum predicto domino Palatie, non ponendo illud verbum quod dicta pax et concordium fiat cum benivolentia et amore dicti Baysit bey, postquam non placet dicto domino Palatie. Et in hoc operimini et faciatis, prout vobis utilius et melius apparebit pro bono istorum agendorum, ut pax sequatur et fiat inter nos et ipsum dominum pro omni bono respectu. Et si videretur vobis pro votiva conclusione predictorum mittere nuntium vel ambaxiatorem vestrum cum duabus galeis predictis [2] ad deponendum illum solummodo ad partes Palatie, in hoc faciatis prout vobis utilius et melius apparebit, prout de vestra fidelitate plene speramus.

1. Palatia, sur la rive gauche du Menderes (Méandre), a remplacé Milet.
2. Voy. à la page précédente.

1391 12 mars. f° 129 v°

Délai accordé aux marchands vénitiens pour faire revenir leurs marchandises.

Cum per partem captam in hoc consilio de mense octubris elapsi [1], illi quorum sunt mercantie extracte de partibus Alexandrie et Baruti et conducte in Cretam, Coronum sive Mothonum per totum mensem augusti pretheriti, teneantur extrassisse illas de Candida, Corono et Mothono pro conducendo Venetias usque per totum mensem martii presentis, si volunt habere beneficium possendi eas conducere Venetias cum navigiis disarmatis, et propter mala temporalia ac defectu navigiorum aliqua pars earum non possit extrahi ad dictum terminum, Vadit pars quod, constando rectoribus sic esse rei veritatem, elongetur dictus terminus usque per totum mensem aprilis proximi, et scribatur rectoribus quod adhibeant diligentem mentem et curam quod fraus non fiat in hoc facto, remanentibus omnibus aliis conditionibus contentis in aliis partibus super hoc firmis.

3 avril. f° 131 v°

Election des trois Sages chargés des affaires de Crète, Modon, Coron et Négrepont.

11 avril. f° 132 r°

Mise en interdit des terres du duc de Leucade.

Quia facit pro honore nostri dominii ultra responsionem factam per nos oretenus ambaxiatori istius domini Karoli ducis Luchate, ad certa sua capitula nobis data, que satis facit pro responsione istius sue litere nobis misse, facere aliam provisionem, per quam ipse clare cognoscat nobis displicuisse et displicere id quod fecit et scripsit, Vadit pars quod nunc et de cetero mandetur capitaneo nostro Culphy et supracomitis, et similiter quibuscumque aliis capitaneis et patronis navigiorum nostrorum armatorum, quod toto suo posse debeant abstinere ab eundo vel declinando cum galeis sibi commissis pro aliqua causa ad aliquam insularum et locorum ipsius comitis Cefalonie. Et si casu aliquo foret eis necesse ire ad ipsas insulas et loca, quod teneant modum de non accipiendo de rebus suis et de non dando ei vel suis subditis aliquam utilitatem. Et insuper si contingeret quod in parte aliqua, aliquo casu, ipsi domino Carolo vel suis subditis possent dare aliquam subventionem, auxilium vel favorem, quod hoc nullo modo facere debeant, sed debeant eos permittere facere facta sua et non impedire se cum eis. Item scribatur baiulo et capitaneo nostro Corphoy, castellano Coroni et Mothoni et omnibus nostris rectoribus Crete, qualiter ipse dominus

1. Voy. plus haut, 13 octobre 1390.

Karolus cum locis suis, ut sciunt, refutavit civilitatem nostram, et quod propterea in locis sibi commissis debeant omnia predicta observare et facere observari, ac eos et subditos suos de cetero tractare et tractari facere tamquam forenses, et facere quod solvant dacia, introitus et impositiones in omnibus quas solvunt forenses et illi qui non tractantur pro Venetis nostris, ut melius cognoscant errorem suum. 1391

21 avril. f° 135 r°

Au sujet des bénéfices d'un canonicat vacant en Crète, on recommande au pape Antonio Venier, *clericus ad primam tonsuram, cum ipse ser Antonius sit gravatus maxima familia et specialiter de undecim inter filios et filias.*

9 mai. f° 137 v°

Remontrances et instructions au gouvernement de Crète au sujet d'un trésor découvert dans l'île [1].

Quod respondeatur regimini nostro Crete ad illa que nobis scripserunt super facto istius thesauri reperti et eorum que secuta sunt et dependent ab eo, quod nos recepimus magnam displicentiam de his que secuta sunt in hoc facto propter causas et rationes quas ipsi bene considerare possunt, et valde miramur quod, existentibus ipsis trium opinionum in tanto facto, non habuerunt consilium et collationem cum capitaneo nostro, qui est tantum membrum nostri dominii in insula illa. Et licet nobis pro presenti placeret opinio ipsius duche, que est quod ser Marcus Dandulo, in cujus manibus pervenisse videtur thesaurum supradictum, affidaretur pro possendo venire in lucem et veritatem facti; tamen quia multa interim occurrisse possunt propter que omnis deliberatio que per nos fieret foret sine illa claritate que foret expediens, volumus et mandamus eis et successoribus suis cum nostris consiliis rogatorum et addictionis quatenus in omnibus illis quibus non foret positus finis per eos in dicto facto et dependentibus ab eo, debeant convocare secum capitaneum nostrum Crete et unum ex camerariis per texeram, et quicquid per eos qui presentes sunt factis vel majorem partem eorum, in ipso facto et dependentibus ab eo que finem non habuissent, fuerit terminatum sit firmum et debeat mitti executioni.

Marco Dandolo sera cité à comparaître dans un délai fixé.

30 mai. f° 140 r°

Grâce accordée à dix descendants de nobles condamnés comme traîtres par les *provisores* de Crète.

Cum in millesimo trecentesimo sexagesimo quarto, mense Julii,

1. V. plus haut, 3 juillet 1386.

1391 die 27, indict. secunda [1], per nobiles viros ser Petrum Trivisano [2], Nicolaum Justiniano [3] procuratorem S. Marci et Marcum Quirino Boecio [4], tunc provisores Crete, tanquam executores ducalis mandati et partium captarum in consilio rogatorum et additionis, terminatum et ordinatum fuerit quod omnes filii proditorum comunis Venetiarum, tam eorum qui decapitati et suspensi fuerunt [5] quam etiam aliorum qui positi fuerunt ad taleas, sint perpetuo forbanniti de tota insula Crete et non possint ire vel stare in aliquo loco vel terra communis Venetiarum de extra Culphum nec in aliqua terra vel loco subdito imperatori Constantinopolis nec Magistro Hospitalis nec duche Egeopelagi, nec in partibus Turchie, que pars est ligata sicut fuit ligata pars illorum de cha Gradonico et de cha Venerio, videlicet quod predicta non possint revocari nec ullo tempore fieri contra id quod dictum est modo aliquo nec ingenio, nec poni ad aliquod consilium vel consilia declaratio aliqua alicujus dubii vel dubiorum super predictis, sub pena duc. M pro quolibet ponente vel consentiente partem in contrarium et perpetue privationis illorum de omnibus officiis, beneficiis et consiliis communis Venetiarum intus et extra, et concludit etiam ipsa pars quod omnes nobiles proditores contra quos procedetur vel foret processum per nostros provisores nullo modo, forma vel ingenio possint esse de consilio vel consiliis Venetiarum, sub pena et strictura predicta. Et sicut notum est alias, in 1373, die ultimo mensis decembris, per partem captam in maxima unitate in consilio rogatorum et additionis, fuit facta gracia multum benigne et graciose illis de ca Venerio et de ca Gradonico et revocata pars que capta fuerat contra eos, ita quod restant solum isti filii predictorum decapitatorum et suspensorum ac positorum ad taleas, qui sunt decem numero, quorum nómina sunt scripta inferius. Et sicut est satis manifestum, primo quando fuerunt missi Venecias in totum fuerunt XL vel circa, de quibus aliqui mortui sunt ad guerram Padue, aliqui in partibus Pole [6] super galeis contra

1. *Commemoriali*, VII f° 41.

2. Pietro Trevisan fut ambassadeur à Milan auprès de Charles IV en 1355, et à Zara, auprès du roi Louis de Hongrie, en 1357.

3. Nicolò Giustinian fut celui qui, en 1366, termina la répression du soulèvement, en enlevant la forteresse d'Anopoli, dernier refuge des Calergi.

4. Corner (*Creta sacra*, II, 331 et 334) fait deux personnages différents de Marco et Boezio Quirini, et cite ainsi le document condamnant à la pendaison trois chefs rebelles (15 mai 1364) : *per Dom. Petrum Trivisano, Marcum Quirino et Boetium Quirino Provisores in partibus Cretæ.*

5. Les dix qui avaient été condamnés à mort étaient : Marco Gradenigo, Bajardo Gradenigo, Gabriel del Abbado, Tito Venier, Bartolomeo Grimaldi, Tito Gradenigo, Marco Fradelo, Giorgio Barbo, Teodoreto Venier, Zanachi Rizo (Décret du 14 janv. 1363, cité *Creta sacra*, II, 331).

6. Pola d'Istrie.

inimicos, et aliqui in carceribus Jadre[1], gerendo se fidelissime ad honorem et statum hujus benedicti dominii, et aliqui in maxima miseria ad hospitalia mortui sunt. Et sicut constat isti decem fidelissimi cives nostri tempore quo fuerunt missi Venecias et sententiati erant parvissimi et aliqui eorum incunabulis et penitus sine aliqua culpa, ita quod est maxima pietas et secundum deum et honorem nostri dominii compati eis et conditioni sue. Et ab illo tempore citra multi ex eis semper fuerunt in serviciis, guerris et laboribus nostris, optime et fidelissime se gerendo sicut plenissime notum est ita quod sunt digni gratia et subventione pro bono exemplo aliorum per futura tempora, Vadit pars pro reverentia Dei, consideratis omnibus supradictis, quod pars vel executio predicta alias facta per nostros provisores Crete predictos revocetur in tantum quod predicti X qui restant et quorum nomina hic inferius scripta sunt possint ire, navigare, stare et redire ad omnes terras et loca eis prohibita pro sustentando vitam suam et pauperrimas familias suas, salvo ad insulam Crete, ad quam nullo modo ire possint sub penis, ligaminibus et stricturis alias captis et contentis in dicta parte, que pars semper, quanto in hoc puncto de non possendo ire ullo modo ad insulam Crete in sua permaneat firmitate. Insuper elargetur et benigne concedatur quod illi ex decem predictis quibus fuit acceptum majus consilium et alia consilia tenere de cetero possint esse de majori consilio et de aliis consiliis nostris, sicut esse poterant ante partem et stricturam predictam. Et si consilium etc. 1391

Nomina predictorum decem quibus fit ista gratia et subventio sunt :

Jacobellus Quirino condam ser Pauli.

Marcus Gradonico et Andreas Gradonico fratres condam Titi.

Petrus Gradonico condam Antonii.

Manoli Gradonico condam Leonardi Bajardo.

Nicolaus Barbadico condam Laurentii.

Georgius de Molino condam Zanachi.

Franciscinus Mudazo condam prefati.

Marcus de Firmo et Paulus ejus frater populares.

Petrus Bono qui est in Cipro (iste fuit additus quando ponebatur pars et propterea sunt undecim).

Non sinceri 7 — de non 14 — de parte 88.

1. Zara.

1391

SEN. MISTI R. 42 1391-1394.

16 juin. f° 9 v°

Avis aux habitants de la Crète, de Coron, Modon, Vénitiens, fidèles ou sujets, qu'au mois de décembre, à Venise, il sera fait, au plus offrant, vente des îles de Thina et Myçone; le prix sera payable en dix ans.

16 juin. f° 13 v°

Jacopo Loredan est privé de toutes ses charges et en particulier de la fonction de *camerlengo*, en Crète.

Ser Fantinus Quirino, Ser Andreas Caucho, Ser Johanes de Chanali, Sindici ad partes Romanie.

Si videtur vobis, per ea que dicta et lecta sunt, quod procedatur contra nobilem Virum ser Jacobum Lauredano, olim camerarium Corphoy, qui in quatuor capitulis sibi oppositis contrafecit offitio suo camerlengarie contra honorem dominationis, contra suum sacramentum et formam sue commissionis, et vituperium et infamiam sui offitii antedicti.

De parte 76, — de non 1, — non sinceri 9.

Dominus [1]...

Quod iste ser Jacobus Lauredano privetur perpetuo omnibus offitiis et regiminibus insule Corphoy, et quatuor annis omnibus offitiis Venetiarum de extra, et ultra hoc camerlengaria Crete, ad quam nuper factus fuit et solvat libras CC. Et de predictis ei fieri gratia donum, remissio, nec aliqua declaratio, nisi per sex consiliarios, tria capita de XL^ta, XXXVIII de XL et tres partes majoris consilii — 11.

Ser Johannes Storlado consiliarius.

Quod iste Jacobus Lauredano perpetuo privatus sit omnibus offitiis et regiminibus insule Corphoy, et duobus annis omnibus officiis Venetiarum de extra, et Camerlengaria Crete et solvat libras CC, et non possit ei fieri gratia nisi per modum contentum in parte Domini — 26 — 42.

Ser Johannes Contareno consiliarius.

Vult partem ser Johannis Storlado, salvo quod ultra hoc vult quod privetur perpetuo omnibus Camerlengariis comunis Venetiarum de extra — 26 — 40.

Ser Petrus Pisani [2], Ser Marinus Charavello [3], Ser Nicolaus Fos-

1. Le doge était Antonio Venier depuis 1383.

2. Pietro Pisani fut condamné en 1406, pour entente avec des partisans de Francesco da Carrara.

3. Marin Caravello fut chargé en 1414 de négociations avec l'empereur

chari, consiliarii; Ser Filipus de Pessaro, Ser Fantinus Michael [1], capita de XL^ta^. 1391

Volunt quod prefatus ser Jacobus Lauredano privetur perpetuo solummodo camerlengaria Crete, ad quam nuper factus fuerat, et solvat libras CC, et non possit ei fieri gratia, nisi per modum contentum in parte domini — 18.

Ser Fantinus Quirino, Ser Andrea Chaucho, Ser Johannes de Canali, Sindici Romanie.

Quod iste ser Jacobellus Lauredano privetur perpetuo camerlengaria Corphoy, et duobus annis omnibus officiis et regiminibus comunis Venetiarum de extra, et ultra hoc solvat libras V^C^ parvorum.

De parte 6 — non sinceri 3.

30 juillet. f° 15 r°

Privilèges aux marchands vénitiens qui font le commerce en Crète.

2 octobre. f° 27 v°

Election de cinq Sages pour examiner les faits relatifs à la navigation, aux armements, désarmements de vaisseaux, marchands et marchandises, et faits connexes.

Election des trois Sages chargés des affaires de Crète, Coron, Modon et Négrepont.

4 janvier. f° 38 r° 1392

Armement annuel de deux galères en Crète, pour la défense du Golfe.

12 mars. f° 48 v°

En présence des attaques des Turcs contre Négrepont, ordre est donné au gouvernement de Crète d'armer tous les ans une galère qu'il enverra selon les instructions données par le gouvernement de Négrepont. Le *supracomitus* devra être nommé en Crète, selon la manière ordinaire, et âgé d'au moins trente ans; il deviendra capitaine en chef quand sa galère sera réunie à celles de Négrepont. Il ne devra causer aucun dommage aux ports turcs.

Sigismond, et envoyé comme ambassadeur à Florence en 1415, au pape Martin V en 1417. En 1423, il était procurateur de Saint-Marc, et l'un des concurrents de Francesco Foscari pour la dignité de doge.

1. Fantin Michiel, l'un de ceux que l'on députa à Zara, en 1409, pour reprendre possession de la ville, fut envoyé comme ambassadeur auprès de Martin V en 1417, à Passau en 1418, pour traiter avec l'empereur Sigismond, en 1426 à Milan, en 1432 à Ferrare; il était alors devenu procurateur de Saint-Marc.

1392 21 mars. f° 50 v°

Secours à Hermolaüs de Candie, qui a pris part aux guerres depuis 1350, *et fuit missus per regimen Crete in Turchiam pro ambaxiatore et factore pro facto bladorum.*

Même date.

Délai de deux mois accordé aux *sindici* pour aller en Crète, *quia multa restant expediri.*

29 mars. f° 51 v°

On recommande au pape et aux cardinaux, pour l'évêché de Castello, Léonardo Delfino [1], archevêque de Crète, docteur en droit canon.

1er avril. f° 52 v°

Recommandation semblable pour l'abbaye de S. Tommaso de' Borgnoni en faveur d'Andrea Civrano, prieur de S. Antonio de Candie.

26 avril. f° 53 v°

Décharge de droits pour la réimportation temporaire de draps exportés en Crète.

26 avril. f° 54 r°

Envoi d'une galère de Crète pour exterminer les Turcs à Négrepont, pour la défense du Golfe et pour empêcher la piraterie. Armements considérables contre les Turcs [2].

30 avril. f° 56 r°

Décharge de droits pour la réimportation temporaire de draps exportés en Crète.

16 mai. f° 58 r°

Réduction du train de maison obligatoire des ducs de Crète.

Cum super omnia utilissima provisio debeat judicari quod ad

1. Leonardo Delfino ou Dolfin, d'abord évêque de Cività Nova, nommé archevêque de Crète en 1387 (voy. plus haut, p. 15, n. 1), ensuite élevé au siège de Castello, le 29 avril 1392, reçut plus tard (1401) le titre de patriarche d'Alexandrie, et cessa d'administrer aucun diocèse jusqu'au 4 septembre 1408, où il fut nommé de nouveau archevêque de Crète.

2. Le 30 avril, on écrit que l'empereur de Constantinople *est semper paratus ad omnia mandata Baysit*, et qu'on ne peut compter sur lui (R. 42, fol. 56 r°).

ducatum Crete eligantur de melioribus et plus avantagiatis civibus terre nostre et ad presens ipsum regimen sit tantum gravatum expensis, quod illi qui vadunt ad illud cum salario et regaliis quas habent non possunt se salvare, sed est necesse, si volunt facere illud quod debent, quod expendant multum de suo, Vadit pars pro dando bonam causam omnibus nostris nobilibus disponendi se de eundo ad ipsum regimen magis libenter, quod de cetero duche Crete, sicut habere tenebantur et tenere sexdecim famulos et duos socios, ita tenere teneantur solum domicellos sive famulos octo, tres ragacios et unum coquum, ita quod sint in totum XII. Similiter etiam defalchetur eis unus socius, sine quo bene fieri poterunt ea que sibi spectant. 1392

Adopté par 36 voix contre 28. 4 abstentions.

Défense au gouvernement de Crète de nommer aux châtellenies, dans les districts de La Canée et de Retimo, des feudataires autres que des membres du conseil de Venise ou de Crète.

Insuper cum vigore duarum literarum ducalium regimen Crete adstrictum sit de non conferendo castellanias districtus Canee et Rethimi aliis quam feudatis locorum predictorum et istud sit rationabile et justum mandatum, sed quia declaratum non est cujus conditionis debent esse pheudati predicti et tales intelligantur esse quilibet qui ement feudum magnum vel parvum. Ex quo sequitur quod familiares rectorum locorum predictorum seu persone forenses et peregrinarum nationum, acquirentes unum pheudum minimum, reputantur in numero pheudatorum predictorum et per consequens eliguntur et fiunt in castellaniis predictis, quod est causa magne indignationis et contra omnem humanitatem et in magnum onus nobilium Venetiarum et insule nostre Crete, quibus tales multotiens preponuntur, Vadit pars quod aliquis qui de cetero emet aliquod pheudum in locis predictis qui non sit de nostro consilio Venetiarum vel de consilio quod solebat esse de pheudatis Crete, non possit eligi per aliquem modum in castellaniis predictis.....

Ordre est donné au gouvernement de Crète de prendre des informations en conséquence. La violation de cette loi sera punie d'une amende de 100 hyperpères, dont un tiers pour l'accusateur, un tiers pour les *advocatores* de Crète, et un tiers pour la République.

Adopté par 42 voix contre 23. 12 abstentions.

Règlement concernant les offices des scribes, nommés jusqu'alors de diverses façons, et souvent indignes. A l'avenir, tous les candidats devront se présenter au duc et aux conseillers *et*

1392 *collegio solito in quo fiunt castellani*, et subir un examen portant sur la copie et la lecture des actes de chancellerie.

Adopté par 69 voix contre 1. 3 abstentions.

Du temps où la ville de Candie était partagée en quatre quartiers, il y avait quatre surveillants (*domini de nocte*). Ce nombre sera réduit à trois; leur solde sera de 48 hyperpères par an.

Adopté par 54 voix contre 15. 3 abstentions.

Au lieu de porter le soir les clefs de la prison du Ponent au palais du duc et celles de la prison du Castel chez les conseillers, on décide que les deux clefs seront portées chez le duc, à charge par lui de faire faire les rondes pendant la nuit et rendre les clefs le matin pour l'exécution des travaux nécessaires.

Règlement pour la garde des prisons.

... Scribatur et mandetur Regimini Crete quod, recepto presenti nostro mandato, ipsi debeant facere publicari quod omnes qui volunt facere se scribi ad capitanerias dictorum carcerum debeant inde ad octo dies facere se scribi ad cancellariam Candide, quibus transactis probari debeant omnes illi qui scripti erunt in collegio in quo probantur castellani et alii officiales qui fiunt per regimen Crete, et illi duo qui habuerint plures ballotas transeundo medietatem dicti collegii sint capitanei unus carcerum Castri, alter carceris Ponentis...

Adopté par 54 voix contre 12. 5 abstentions.

Le duc et les conseillers ne peuvent donner une châtellenie ou une charge quelconque qu'à ceux qui habitent la Crète avec leur famille depuis au moins cinq ans, sous peine de 100 livres d'amende. En présence des nombreuses dérogations à cette loi, on élève l'amende à 1,000 livres pour le créateur, à 500 pour l'obtenteur des bénéfices, dont un tiers sera donné à l'accusateur, un tiers aux *advocati*, le reste à la République.

Adopté par 53 voix contre 14. 5 abstentions.

Les citoyens de Candie à qui est accordée la jouissance de quelques-unes des tours de la ville, aux uns par grâce, aux autres par contrat à l'enchère, ne les entretiennent pas suffisamment. Elles restent pleines d'immondices *et sunt ita destructa solaria, teracie et scale quod in causa necessitatis operari non possent, et si deberent mundari et reparari per nostrum commune expenderentur ultra yperperorum* III *milia*. Ordre est donné au gouvernement de

conclure avec le plus offrant, pour celles de ces tours qui ne sont 1392
pas nécessaires, des baux de vingt-neuf ans renouvelables, à condition de les nettoyer, de les munir d'escaliers et de terrasses, *per talem modum quod in causa necessitatis operari possint.* L'adjudication se fera publiquement, en ayant égard à la qualité des personnages qui se porteront acquéreurs desdites tours, *ut vadant ad manus bonorum hominum et confidentium.*

Adopté par 50 voix contre 16. 8 abstentions.

Dispositions à prendre contre les condamnés transfuges qui passent dans un autre district.

Insuper cum per rectores insule Crete continue fiant infinite condemnationes per officium quinque a pace pro rixis que sepe occurrunt, et multociens accidat quod condemnati dicta causa multociens se transferunt de uno regimine ad aliud, causa non solvendi suas condemnationes. Et rectores insule non habent aliquod mandatum debendi cogere condemnatos ad solvendum dictas condemnationes, ymo cum requiruntur a Rectoribus qui condemnationes fecerunt quod illos cogant, recusant hoc facere et tansant condemnatos, quod est causa faciendi multiplicare rixas et perdendi pecuniam nostri communis, Vadit pars quod scribatur et mandetur omnibus Rectoribus insule Crete quod de cetero, si aliquis condemnatus fuerit per aliquem eorum yperperorum L vel inde supra et se reducet sub alio regimine pro non solvendo suam condemnationem, quod talis Rector sub cujus Regimine se reducet, teneatur et debeat, ad requisitionem illius Rectoris qui condemnationem fecerit, constringere realiter et personaliter tales condemnatos usque ad integram solutionem suarum condemnationum.

Item scribatur et mandetur omnibus rectoribus suprascriptis quod si propter aliquod enorme delictum aliquis de ipsa insula se transferet de uno regimine ad aliud in ipsa insula, quod rector illius loci ubi se reperiet malefactor teneatur et debeat ad requisitionem rectoris ubi delictum commissum fuerit capi facere et dari in fortia sua illum malefactorem. Verum debeant dicti rectores quando requirent ipsos malefactores explicare in suis literis, quas scribent pro requisitione ipsa, causam et formam delicti pro quo ipsos requirunt.

Repoussé par 34 voix contre 32. 3 abstentions.

Décret concernant les erreurs dans les *solutiones* des chancelleries; on s'en remet au duc, aux conseillers et au capitaine.

Les Juifs ont prêté de l'argent au gouvernement de Crète, lors de la guerre avec les Gênois. Il a été restitué en partie, mais il reste 20,000 hyperpères que le gouvernement de Crète est incapa-

1392 ble de payer. La Seigneurie prendra des mesures pour les payer.

Adopté par 43 voix contre 18. 7 abstentions.

Les Juifs doivent toutes les nuits, au nombre de douze, monter la garde sur la partie des remparts appartenant à leur quartier. Ordre au gouvernement de prendre des mesures pour que la garde soit faite également par tous les habitants des autres quartiers, en cas d'urgence.

Adopté par 42 voix contre 24. 8 abstentions.

Libre entrée des grains venus de Candie.

4 juillet. f° 68 v°

Décret pour la restitution d'un dépôt confié à la chambre de Crète.

20 juillet. f° 70 v°

Nouvelles précautions à prendre pour la défense de Négrepont. Ordre aux galères crétoises de se tenir prêtes à marcher.

9 août. f° 72 v°

Autorisation au gouverneur de Retimo de dépenser pour les travaux du port, outre la réserve venant de ses prédécesseurs, 1,000 hyperpères fournis par la République.

30 septembre. f° 79 v°

Nomination des trois Sages chargés des affaires de Crète, Coron, Modon et Négrepont.

3 septembre. f° 80 r°

Proposition de donner, après l'expiration de son bail de trois ans, à Andrea Civrano, prieur de S. Antonio *de Burgo Candide*, la jouissance du château Casale Triphane, et d'annuler les contrats antérieurement passés.

Repoussé par 39 voix contre 27. 41 abstentions.

Adopté le 23 septembre par 43 voix contre 20. 24 abstentions.

7 octobre. f° 81 v°

Crédit de 800 hyperpères pour la réparation de la maison de Vittore Morosini, conseiller de Crète.

6 décembre. f° 85 v°

Décharge de droits accordée à Bulgaro Vetturi pour la réimportation temporaire de draps exportés en Crète.

16 janvier. f° 93 v° 1393

Ordre au gouvernement de Crète d'envoyer dans les deux mois aux castellans de Coron et de Modon la solde d'un mois pour les deux galères de Crète qui défendent le Golfe [1].

27 février. f° 98 v°

Ordre au gouvernement de Crète, pour la protection des possessions vénitiennes de Crète, Négrepont, Nauplie, etc., *et confortamento fidelium nostrorum commorantium in dictis locis*, *quod galee nostre Candide presto exeant et visitent partes illas pro terrore Turchorum, ut ipsi nostri fideles possint facere facta sua.* Ordres sont donnés en conséquence aux capitaines des vaisseaux qui se rendent dans le Golfe.

Ordre de faire armer la galère qui doit se rendre à Négrepont et dans l'Archipel. Ordre au capitaine de faire escale à Nauplie pour rassurer les habitants.

11 mars. f° 99 v°

Peines contre les esclaves fugitifs et ceux qui les reçoivent.

Cum alias provisum et ordinatum fuerit per regimen nostrum Crete quod, quando aliquis sclavus vel villanus, tam masculus quam femina, alicujus recederet absque voluntate sui domini et iret ad aliquod aliud casale et dominus illius casalis reciperet ipsum vel ipsos, incurreret penam ypp. C et presbyter de ypp. L et curatora de aliis L et quilibet alius habitator de ypp. XXV. Et si dicta pars observaretur, redundaret ad magnum comodum fidelium nostrorum, et bonum, ymo utile, sit taliter providere quod dicti villani seu sclavi non aufugiant et quod nullus audeat ipsos recipere. Vadit pars quod ordinetur quod, si quis sclavus vel villanus, tam masculus quam femina, alicujus recedat a casale domini sui se reducendo ad aliquod aliud casale aliquo modo, quod statim ille cujus fuerit dictum casale ubi se reduxerit dictus villanus vel sclavus, tam masculus quam femina, cadat de yperperis centum et presbiter dicti casalis de yperperis quinquaginta et curatora ipsius casalis de yperperis quinquaginta, et quelibet alia persona, que ipsos acceptaret, cadat de yperperis XXV pro quolibet et qualibet vice, qua eos receptarent, et quod ultra hoc teneatur dictos sclavos sive villanos, tam masculos quam feminas, restituere illi vel illis cujus vel quorum fuerint ipsi sclavi sive villani, tam masculi quam femine. Et si non poterunt reperiri illi sclavi sive villani, tam masculi quam femine, quos vel quas ipsi receptassent, teneantur ipsos emendare

1. Au mois d'octobre, les Turcs menaçaient Durazzo (R. 42, f° 83 r°).

1393 dominis quorum erunt vel fuerunt, quarum penarum, si fuerit accusator per quem sciatur veritas, habeat tercium et teneatur de credentia, officiales seu Rectores quibus primo facta fuerit accusa tercium, et comune reliquum. Et si non fuerit accusator, due partes veniant in commune. Et predicta committantur inquirenda Regimini nostro Crete, advocatoribus comunis Candide et omnibus aliis rectoribus et officialibus dicte insule, quod debeant observare et facere inviolabiliter observari, sub pena librarum mille parvorum pro quolibet Rectore vel alio non observante ut est dictum, in suis propriis bonis exigenda per advocatores nostri comunis Venetiarum; et si fuerit accusator per quem habeatur veritas, habeat tercium et teneatur de credencia, advocatores tercium et comune reliquum, et si non fuerit accusator, due partes veniant in comune. Et non possit alicui contrafacienti fieri aliqua gratia, donum, remissio, vel suspensio, sub pena librarum V^{C} parvorum, nisi per sex consiliarios, tria capita de XL, XXXV de XL, et duas partes majoris consilii. Et teneantur dicti nostri Rectores dictam partem semel ad minus tempore sui regiminis publice facere proclamari, ut omnibus sit manifesta. Et si consilium, etc.

De parte alii — de non 9 — non sinceri XI.

Même date. f° 99 v°

Remèdes à la dépopulation. — Encouragements à ceux qui augmentent le nombre de leurs esclaves.

Cum, sicut est omnibus manifestum, insula nostra Crete est male habitata hoc deffectu hominum, et ob hoc nonnulla casalia remanent incultivata, cum magno damno et incomodo nostri comunis et fidelium nostrorum, et bonum, ymo utile, sit taliter providere quod dicta casalia et alia loca possint laborari et quod non remaneant incultivata, et alias provisum fuerit quod quicumque se offerebat conducere vel conduci facere majorem quantitatem equorum in dicta nostra insula, eidem muttuarentur ypp. III^{M} de bonis pheudatorum nostrorum etc., que pars a bono tempore citra non observatur; Vadit pars quod committatur regimini nostro Crete pro populando dictam nostram insulam quod, sicut dicta ypp. III^{M} mutuebantur pro dictis equis, quod sic debeat facere proclamari quod quilibet qui se obtulerit ad publicum incantum de conducendo ad dictam nostram insulam Crete majorem quantitatem sclavorum masculorum qui sint ab annis quinquaginta infra, habere debeat mutuo dicta ypp. tria millia et ipsa tenere et gaudere ipsis duobus annis, et de eis facere ad suum libitum, habendo terminum ad conducendum dictos sclavos usque terminum duorum annorum, incipiendo die quo habuit dicta ypp. III millia, intelligendo quod non possit conducere vel conduci facere aliquem Turchum vel Christianum qui se regeret secundum fidem catolicam, et quod teneatur dare

bonam et sufficientem plezariam, secundum usum, quod ipse conducit vel conduci faciet dictos sclavos et restituet dicta ypp. IIIM ad dictum terminum; et si contrafaceret, cadat de duc. XV pro quolibet sclavo quem non conduceret ut est dictum. Et si consilium, etc. 1393

Adopté à l'unanimité moins 5 voix. 5 abstentions.

Même date. f° 100 v°

Défense de passer des contrats à l'avance au sujet de la fabrication des fromages.

Quia in insula nostra Crete sunt multi qui faciunt mercatum cum habitatoribus et villanis dicte insule de caseo, et mutuant eis ante terminum pecuniam, et dicti habitatores et villani faciunt tale forum, quod, quando est tempus faciendi caseum, ipsi non possunt attendere pacta sua, ita quod aliqui coacti recedunt et aufugiunt et per istum modum dicta nostra insula disabitatur, et bonum sit obviare predictis, Vadit pars quod a modo in antea nullus possit nec audeat modo aliquo facere aliquid mercatum casei cum aliquo villano seu alio tenente et habente talia animalia in dicta insula, nec mutuare aliquam pecuniam ob dictam causam antequam sit factum, sub pena amittendi dictum caseum vel valorem ipsius et ultra hoc ypp. quinquaginta pro quolibet contrafaciente et qualibet vice; et si fuerit accusator, habeat tercium, comune tercium et rectores sive officiales quibus primo facta fuerit causa aliud tercium... — *Ordre de publier partout ce décret.*

Adopté par 55 voix contre 34. 18 abstentions.

Défense aux magistrats de Crète d'employer à leur profit les prisonniers turcs.

Cum alias provisum et commissum fuerit capitaneo nostro Culphy quod omnes Turchos quos caperet mittere deberet regimini nostro Crete, cui commissum fuit quod deberet ipsos deputare solum pro factis et aliis angariis nostri comunis, et eisdem facere expensas, reperiantur ibi L in LX vel circa qui omni die accipiuntur per rectores et officiales nostros ut faciant facta sua et sic intentio nostra non adimpletur, Vadit pars quod mandetur regimini nostro Crete quod modo aliquo vel ingenio nec debeat nec audeat pro factis suis accipere seu angarizare aliquem de dictis Turchis sub pena ypp. V pro quolibet Turcho et qualibet vice qua fuerit contrafactum.

Adopté par 87 voix contre 10. 7 abstentions.

Défense de léguer par testament aux pauvres, aux monastères ou aux hospices, les revenus et loyers des tenures (*caballarie*) de l'Etat de Venise.

Cum sint in insula nostra Crete multi qui habent et tenent a nostro comuni caballarias et aliquando aliqui eorum in obitu suo

1393 dimittunt dictas caballarias, videlicet quod affictus et proventus earum dispensari et dari debeat per suos commissarios monasteriis, hospitalibus et aliis pauperibus personis pro anima dicti deffuncti in perpetuum, quod reddundat in magnum damnum et incommodum nostri comunis, et etiam est causa damnacionis animarum tam dicti deffuncti quam commissariorum suorum, et etiam dicte caballarie vadunt in totalem desolationem et ruinam pro multis et infinitis rationibus et causis que dici possent, et pro bono et honore nostri dominii faciat obviare predictis, Vadit pars et sic addatur in capitulari notariorum nostrorum insule Crete, quod aliquis notarius a modo in antea aliquo modo, forma vel ingenio non audeat vel presumat accipere preces alicujus testamenti per quod dimittatur talis dimissoria alicujus caballarie, ut est dictum, ad pias causas, sub pena ypp. L; notum et quod nichilominus illud punctum sit nullius efficacie vel valoris de dictis caballariis solum, ut est dictum, sed possit bene ordinare quod ipse vendantur et precium quod extrahetur de eis distribui debeat pro anima sua.

Adopté par 35 voix contre 31. 32 abstentions.

18 mars. f° 100 v°

Décharge de droits accordée à Luca Michiel pour la réimportation temporaire de draps exportés en Crète.

1er avril. f° 101 v°

Election des trois Sages chargés des affaires de Crète, Coron, Modon et Négrepont.

22 mai. f° 111 v°

Décharge de droits accordée à Daniele Bragadino pour la réimportation temporaire de draps exportés en Crète.

29 mai. f° 114 v°

Privilèges aux marchands vénitiens qui font le commerce en Crète.

17 juin. f° 116 r°

Ordre au *supracomitus* de la galère de Crète de veiller à la sûreté de Napoli de Romanie.

3 juillet. f° 117 v°

Crédit de 100 hyperpères ouvert au futur duc de Crète, Pantaleone Barbo [1], *pro aptatione cisterne et reparatione palatii sue habitationis.*

1. Pantaleone Barbo succédait à Matteo Giustinian. Chargé en 1370 de la

6 juillet. f° 117 v° 1393

Faveur accordée au marchand Gaspar de Gajana, pour une contravention involontaire.

Quia pium et humanum est subvenire incidentibus in inconvenientias sive errores, non pro volendo errare vel fraudem committere, sed improvise et ignoranter, ut fecit providus vir Gaspar de Gaiana de Pisis, mercator, habitans Venetiis, qui dum naulizaverit quoddam navigium Aluysii de Ricobono ad eundum in Candidam et ibi caricandum monovaxia et conducendum ipsa vina Pisas, credendo posse sine contraventione ordinum nostrorum ponere in Candida II^M ducatorum vel circa, quos causa dicti naulizati ipsum omnino opportet ponere in Candida, scivit, volendo exequi dictam suam intromissionem, hoc non posse facere quia forensis est, nec ab executione dicte intromissionis desistere potest absque notabilissimo damno suo, Vadit pars, considerata bona fama et innocentia dicti Gaspari, quod eidem subveniatur in tantum quod possit ponere per cambium dictam pecunie quantitatem in Candida, et quicumque civis noster possit facere secum dictum cambium dicta de causa, non obstante aliquo ordine, parte sive strictura hoc vetantibus, qui, pro ista vice tantum, quantum in hoc sint revocati.

5 août. f° 121 v°

Ordre au gouverneur de La Canée de suivre, pour le recouvrement des amendes, l'usage adopté à Candie.

Cum alias MCCCLXXXIIII, die XVII Maii, captum fuerit in consilio Rogatorum et additionis, et datus ordo et regula de modo servando per camerarios nostros Crete in exigendo condemnaciones comunis ad eos spectantes [1], in quo ordine etiam continetur de parte quam

négociation avec les ducs Léopold et Albert d'Autriche au sujet de Trieste, il fut ensuite plusieurs fois ambassadeur en Autriche et en Hongrie.

1. Voici ce document :

Capta. — Cum Sindici nostri, qui nuper fuerunt ad insulam nostram Crete, vigore libertatis eis attribute per istud consilium, cogerint Camerarios presentes et etiam precessores suos ad restituendum et refundendum comuni totum id quod habuerunt de penis infrascriptis quod accipiebant per quandam consuetudinem introductam per eos, videlicet de penis impositis per officiales quinque de pace, item de penis armorum tractorum super rixis, item de penis impositis per judices cujuscumque Curie, item de penis impositis per Regimen Candide, ac de penis quocumque modo et causa impositis per officium ipsorum Camerariorum. Et pars istarum penarum eis oblatarum sit tanta quod ipsi camerarii sunt ibi cum tanto onere expensarum quod male possunt vivere et propterea necessarium sit eis subvenire, ita quod possint vivere et quod habeant causam faciendi bene et legaliter officium suum. Vadit pars quod camerarii presentes et futuri de cetero

1393 debent habere dicti Camerarii de condemnationibus suprascriptis, et nobilis vir ser Marinus Storlado, Rector noster Canee, nobis scripserit quod in Canea observatur alius modus in exigendo condemnationes factas per Rectores Canee, cui ser Marino videtur quod pars predicta, capta in Rogatis et commissa camerariis Crete, magis humane loquatur et per eam cicius et melius exigerentur condemnationes predicte, et superinde petat declarationem, Vadit pars quod scribatur dicto nostro Rectori Canee et successoribus suis quod placet nobis quod debeat observare in suo Regimine ordinem predictum, captum in Rogatis et positum in commissione Camerariorum Crete, pro condemnationibus suprascriptis exigendis, ita quod observetur in Canea sicut observatur in Candida, qui est rationabilis et honestus.

Non sinceri 12 — de non 3 — de parte alii.

Même date. f° 121 v°

Procédure à suivre en cas de mort d'un condamné à une amende.

Insuper, quia predictus ser Marinus Storlado scribit quod per presens Regimen nostrum Crete missus est sibi quidam ordo antiquus faciens mentionem quod commissum fuit camerariis Crete quod de omnibus condemnationibus factis per officium quinque de pace servare debeant hunc modum, videlicet quod, quandocumque plene et sufficienter probatum fuerit aliquem condemnatum fore

habere debeant secundum reservationem eis factam per dictos nostros sindicos, videlicet tercium penarum fallitorum galearum, tercium penarum affictuum terraticorum, possessionum, domorum et comerclorum comunis, ac omnium aliarum penarum, que per dictos camerarios exacte forent conjuncte cum capitalibus. Et ut sint magis solliciti ad exigendum bona nostri comunis, et ut eligantur persone meliores et sufficientiores, sicut requirit dictum officium, habeant ipsi camerarii, de omnibus condemnationibus officialium, refusuris disvarnitionum, bonis rebellium et daciis villanorum comunis, que excusserint et recuperaverint, grossum unum pro quolibet yperpero, de quo quidem grosso cancellarius et scribe camere comunis habeant parvos quatuor et famuli dicte camere habeant parvos quatuor, et reliqui parvi XXIIII sint camerariorum, quos dividere debeant per tercium equaliter inter eos. Item de aliis debitis veteribus non specificatis, que debentur comuni quo modo cumque ab inicio usque kalendas mensis Martii nuper preteriti de MCCCLXXXIII habeant grossum unum cum dimidio pro quolibet yperpero, de tota pecunia quam excusserint de predictis; de quibus Cancellarius et scribe ac famuli camere habeant partem ut supra, et reliquum sit camerariorum, dividendum inter eos ut supra. Et hec etiam locum habeant et ad istam conditionem sint camerarii presentes de omnibus penis et pecunia exactis per ipsos per modum predictum a festo sancti Michaelis proxime preterito citra.

De parte 75 — de non 4 — non sinceri 7 (Senato Misti — R. 38, f° 121 v°).

mortuum post condemnationem factam contra eum, non debeant amplius facere ullam novitatem vel molestiam in bonis dicti defuncti vel in bonis sui fidejussoris, occaxione hujusmodi condemnationis, sed cancellare debeant ipsam condemnationem, faciendo scribi diem cancellationis et causam ordinate. Quem ordinem ipse ser Marinus facit observare in Canea, non obstante consuetudine hactenus observata in Canea, videlicet quod, mortuo condemnato exiguntur de bonis suis condemnationes sue, vel coguntur fidejussores mortuorum ad solvendum. Etiam super hoc Rector noster predictus petit declarationem, ordinetur ut per ipsum Rectorem nostrum observetur, quod justum est et sicut ubique observatur, quod in facto dictorum condemnatorum observet et faciat secundum ordinem suprascriptum, commissum Camerariis nostris Crete, videlicet quod post mortem condemnati non exigatur amplius pro condemnationibus contra eos factis. 1393

De non 1 — non sinceri 6 — de parte omnes alii.

25 août. f° 126 r°

Différend entre le gouvernement de Retimo et celui de Candie : *utrum dacium vini et aliarum mercationum que extrahuntur solvi debeat in loco primo ubi nascuntur et levantur cum animo et intentione extra insulam navigandi, vel in loco secundo unde ad viagium tendit navigium super quo dicte mercationes fuerint caricate.* On décide que lorsque les denrées doivent rester dans l'île, la taxe sera due au pays d'arrivée ; lorsqu'elles doivent être exportées ailleurs qu'à Venise, *solvere debeant dacium in illa civitate sive loco de quo primitus extracte sunt.* Les marchandises importées avec intention de les consommer sur place payeront les droits au pays où elles auront été déchargées tout d'abord. En cas de fraude, les droits sont doublés et partagés par moitié entre la République et les agents des douanes.

20 août. f° 127 v°

Désarmement des galères de Crète qui sont dans le Golfe.

22 août. f° 128 r°

Une galère de Crète est chargée de garder Négrepont.

26 septembre. f° 133 r°

Mesures à prendre à propos des contrats faits d'avance pour la fabrication des fromages.

A propos du décret du 11 mars sur les fromages, le gouverneur de La Canée écrit :

Quod, facta dicta proclamatione, nonnulli habentes et tenentes

1393 pecudes lacrimose coram eo comparuerunt, exponentes quod animalia que ipsi habent et tenent sunt empta de denariis mercatorum ementium dictum caseum, et, facta dicta publicatione, mercatores fecerunt eos citari, petentes ab eis suos denarios, qui pauperes homines si venderent eorum animalia non sufficerent ad satisfactionem debitorum in quibus tenentur, ita quod opportet eos auffugere de dicta insula, et utile sit taliter providere quod dicta insula non disabitetur... — *On donne au gouverneur le droit d'examiner les conditions de chacun* et concordare per tempora prout eis vel cuilibet ipsorum videbitur.

30 septembre. f° 136 r°

Election des trois Sages pour les affaires de Crète, Coron, Modon et Négrepont.

26 octobre. f° 137 r°

Le gouvernement de Crète demande *quod pro reparatione portus et moli nostre civitatis predicte* (Candie) *dignemur eis destinare unum maranum et unum pontonum et alia contenta in una cedula per ipsum Regimen nobis missa.* Ordre aux patrons de l'Arsenal [1] d'envoyer immédiatement *captias et alia feramenta ac lignamina torta laborata necessaria pro uno pontono... et ultra hoc ematur unus maranus portate milliarum CCLX.* Le gouvernement remboursera à Venise la dépense faite.

26 octobre. f° 137 v°

Crédit de 700 hyperpères ouvert au gouvernement de Retimo, pour les travaux du port.

Crédit de 250 hyperpères pour la réparation de la maison de Nicolò Polani.

12 décembre. f° 143 r°

Décharge de droits accordée à Benedetto Trevisan pour la réimportation temporaire de draps exportés en Crète.

29 décembre. f° 144 v°

Paiement par le gouvernement de Crète d'une des galères du Golfe.

18 décembre. f° 148 r°

Marco Dandolo, ex-gouverneur de Retimo, est condamné à

1. Les *provveditori* ou *patroni all'Arsenale* étaient un collège de trois patriciens (*Eccellentissima Banca*), chargé de la surveillance des travaux.

payer 100 ducats et à restituer à la République tout l'argent qu'il a reçu par les amendes et par la vente des surplus de récolte. La tour qu'il a fait construire sera confisquée au profit de l'Etat. 1394

22 janvier. f° 148 r°

Le décret du 7 juillet 1385 sur les grains [1] étant presque annulé de fait par suite de toutes les exemptions qu'accorde le conseil des Quarante, on décide qu'à l'avenir il ne sera accordé d'exemptions que sur avis conforme de six conseillers, trois *Capi Quaranta*, trente-huit des Quarante et quatre *partes majoris consilii.*

3 février. f° 148 v°

Décharge de droits accordée à Stefano Contarini pour la réimportation temporaire de draps exportés en Crète.

Même date. f° 149 r°

Décharge de droits accordée à Bulgaro Vetturi pour la réimportation temporaire de draps exportés en Crète.

Même date. f° 149 v°

Les décrets des 14 juillet 1385 [2] et 22 juin 1388 [3] sur les droits à payer pour l'entrée des draps en Crète, à Coron, Modon, Corfou et Négrepont, n'ayant fait que favoriser la concurrence des draps étrangers, on élève à 20 % le droit de 10 % dont ces derniers sont frappés.

5 mars. f° 155 v°

Envoi de blé de Crète pour l'approvisionnement de Coron et Modon.

Quod scribatur et mandetur Rectoribus nostris Crete quod de fru-

1. Les décrets du 7 juillet 1385 que l'on trouve dans les Registres ne contiennent aucune disposition concernant les grains.

2. Voici ce décret :

Ser Donatus Truno olim ducha.

Capta. — Quod pro bono nostri comunis ordinetur quod quelibet persona, cujuscumque conditionis existat, que in partibus Crete emet de pannis forensium conductis vel missis ad dictam insulam Crete, quoquo modo, solvere debeat decem pro C nostro comuni. Et istud incipiant observare die qua fuerint deliberata dacia de mense, pro non fatiendo tortum alicui. Et nihilominus scribatur regimini Crete quod interim teneant modum quod cives nostri non sentiant ista dampna, quia nullo modo possunt costizare cum forensibus. Remanente firmo datio de decem pro C, quod solvitur per forenses ad presens de pannis predictis. Et si consilium, etc.

(Senato Misti — R. 39, f° 108 r°).

3. Voir ce décret p. 20.

1394 mento novo recollectionis que fiet anno presenti ad omnem requisitionem castellanorum nostrorum Coroni et Mothoni debeant sine sinistro insule nostre Crete permittere extrahi de terris et locis dicte nostre insule, pro subventione munitionis dictorum locorum nostrorum Coroni et Mothoni, staria II^{M} videlicet mille pro unoquoque dictorum duorum locorum, pro hac vice tantum. Et mittantur litere nostre de dicto precepto mentionem agentes ad manus dictorum castellanorum, prout requirunt, ut possint, quando tempus eis videbitur, mittere acceptum dictum frumentum, ab illo rectore vel rectoribus dicte nostre Insule a quibus sibi videbitur melius habere posse dictum frumentum.

19 mars. f° 156 v°

Afin de pourvoir à la sécurité de Coron, Nauplie, Modon, menacés par Bajazet, on ordonne au gouvernement de Crète d'armer cent arbalétriers sous deux chefs, de leur donner une solde, et de les tenir prêts à être envoyés aux endroits susdits au premier signal.

2 avril. f° 158 r°

Election des trois Sages pour les affaires de la Crète, Coron, Modon et Négrepont.

19 mars. f° 160 r°

Droits d'entrée sur les tonneaux importés en Crète.

Cum in insula nostra Crete anno elapso conducta fuerit magna quantitas dogarum et fondorum rupperis novorum de partibus Romanie, ad summam botarum VIII milia et ultra, de quibus usque nunc conductores vendiderunt mercatoribus et habitatoribus dicte insule circa dictam quantitatem ad rationem ypp. VIII centum de mistatis, et debent predictas dare aptatas et stagnas ad aquam, sicut fuerit opportunum, quod precium est tale forum, quod aliquis non poterat conducere in dicta insula aliquid botamen sive dogas de aliqua alia parte quam de partibus antedictis, quod erit etiam ad noctabile damnum et jacturam tam comunis nostri Veneciarum quam botariorum et navigiorum navigantium ad insulam predictam, quia nullo modo cum eis poterunt costizare, et utile ac necessarium sit taliter providere quod omnes habeant drictum suum et maxime comune nostrum..., *On décide que les* dogæ, fundi *ou* bote nove, *envoyés en Crète d'un autre lieu que de Venise*, *payeront* 25 °/₀ *de droits d'entrée à dater du* 1er *mars 1395.*

34 voix contre 38. 13 abstentions.

13 avril. f° 160 r° 1394

L'archevêque de Crète, Marco Giustinian [1], a écrit pour se plaindre que le gouvernement de Crète ait institué des *protopape* et *protosalti*, empiétant ainsi sur les droits de l'archevêque. D'un autre côté, le gouvernement a écrit qu'un *protopapa* des Grecs de Candie avait remis sa démission entre les mains de l'archevêque et avait été ensuite rétabli par lui dans ses fonctions. On ordonne à l'archevêque d'annuler cet acte dont on s'étonne, et on écrit au gouvernement de faire une enquête pour savoir quelle est sur ce point l'habitude [2].

SEN. MISTI R. 43 1394-1397.

21 mai. f° 6 r°

On a envoyé à Candie *quatuor galee subtiles*, dont trois en état de naviguer; deux sont destinées à la garde du Golfe, une à celle de Négrepont que les Turcs menacent. Si la Crète était attaquée, elle ne pourrait se défendre, ni rien faire pour Négrepont si Négrepont était plus en danger. Envoi en Crète de deux galères *subtiles*, qui seront tirées à terre et mises à l'arsenal pendant l'hiver, à moins qu'on n'en ait besoin. On ne les mettra à la mer que si les autres sont reconnues insuffisantes.

11 juin. f° 10 v°

Remise d'une dette à la veuve de Nicolò del Lago.

Capta. — Cum, sicut humiliter nostro dominio exposuit Banchina relicta et commissaria ser Nicolai de Lacu, olim civis et fidelis nostri, quedam cavalarie et serventarie, quas acceperunt in Venetiis ad incantum dictus ser Nicolaus et ser Johannes frater suus, fuerunt vendite pro debito in quo ipsi fratres tenebantur comuni pro suo capitali, de quibus solutum fuit comuni dictum debitum usque ad annum quo predicte cavalarie et serventarie vendite fuerunt, et residuum remansit in camera Camerariorum nostrorum Crete. Et hoc fuit quia ser Johannes de Lacu obierat et frater suus ser Nicolaus tunc erat Veneciis. Interim vero scriptum fuit per domina-

1. C'était le fils de Nicolò Giustinian, procurateur de Saint-Marc (voy. plus haut, p. 44, n. 3). Il était précédemment évêque de Coron.
2. Voy. la suite de l'affaire au 28 juillet 1394.

1394 tionem nostram Regimini nostro Candide quod redditus illius anni retinerentur quo ipse cavalarie et serventarie vendite fuerant, et sic redditus predicti interdicti fuerunt in manibus rusticorum per Castellanos nostros, juxta mandatum Regiminis Candide. Reperitur autem quod de intrata anni predicti, exacta et posita fuit in nostro comuni certa pars, sed modica, et de residuo non reperitur quid factum fuerit. Postmodum ser Nicolaus de Lacu reversus in Candidam petiit suos denarios, fuit sibi responsum quod ipse erat debitor comuni de paga illius anni quo jamdicte cavalarie et serventarie vendite fuerunt. Ex quo prefatus ser Nicolaus se reduxit ad nostrum ducale dominium, dicens qualiter intrata illius anni fuerat interdicta nomine nostri comunis, et quod illam non exegerat nec potuisset exigere, si voluisset, quia rustici non respondissent sibi de aliquo, postquam illa intrata fuerat interdicta. Unde dominatio nostra ducalis scripsit Regimini Candide quod deberet ei solidare rationes suas, si dicta intrata posita fuerat in comuni et non molestare predictum Nicolaum de paga illius anni; postea quia istud mandatum non fuerat adimpletum, nostro ducali dominio placuit scribere Regimini predicto quod sibi mitteret ordinate in scriptis qualiter stabant dicte rationes, tam ser Nicolai quam ser Johannis, et sic factum fuit, quia misse fuerunt, et dominatio nostra misit eas Sapientibus Crete et sic hucusque res expeditionem non habuit. Unde predicta Banchina notificavit nostro dominio quod ad obitum dicti ser Nicolai ipsa remansit cum tribus filiis et tribus filiabus, et quia ipsa sperabat habere illud quod sibi restabat in Camera Candide, quod dicebatur esse circa mille ducatos, concordavit se cum ser Geronimo Fradello de quodam debito, in quo sibi tenebatur dictus condam ser Nicolaus de Lacu, et obligavit se ipsam in propriis bonis suis ad dandum sibi pro dicto debito ducatos quingentos et novem usque duos annos, qui complebuntur ad mensem octobris proximi venturi, sicut apparet per cartam factam manu Cancellarii Candide. Et hoc fecit ne illud modicum quod sibi remanserat distribueretur et daretur pro pauco vel nichilo. Et tunc maritavit de tribus filiabus majorem et remanserunt alie due, quarum una est annorum XVII, cum tribus masculis, quorum duo sunt parvuli, nec audet reverti in Candidam propter suprascriptum debitum ad quod se obligavit, ut dictum est superius, timens, quia non habet unde solvere, ne ponatur in carcere. Et propterea ad pedes nostri dominii recurrit, humiliter suplicando quatenus, habito respectu ad conditionem suam et in quo termino ipsa se reperit, dignaretur mandare Regimini Crete quod faciat solidari rationes commissariarum dictorum fratrum et dare sibi illud quod eis spectat de jure, non obstante quadam parte capta in consilio Rogatorum, de certis modis tenendis in solvenda debita camere, sicut factum fuit in simili casu ser Petro Gradonico de Candida et Helene, filie sue. Nam si deberet expectare ad habendum solutionem suam, secundum

formam illius partis, tardi perveniret ad solutionem, in desolationem suam et filiorum suorum et filiarum, qui remanserunt in egestate magna. Ad quam peticionem responderunt nobiles viri ser Alexander Bono et ser Paulus Zane, sapientes Crete, non volente se impedire nobile viro ser Albano Contareno alio sotio, propter parentelam, quod considerato quod dicta supplicans venit Venecias solum hac de causa cum maximis expensis et incomodis suis et domus sue, et considerata etiam paupertate sua et maximo onere filiorum et filiarum, et de qua conditione est dicta pecunia quam petit dicta supplicans, nomine dictarum commissariarum, videtur eis et sic consulunt quod justum et pium sit quod eidem seu dictis commissariis vel heredibus fieri et solidari debeant rationes sue, aliquo alio ordine seu parte in aliquo non obstante, sicut aliis factum fuit. Vadit pars, consideratis predictis, quod fiat sicut consulunt Sapientes Crete predicti, de gratia speciali. 1394

De parte omnes alii — de non 1 — non sinceri 5.

21 juin. f° 11 v°

Délai d'un mois accordé au gouverneur de Crète Michele Giustinian, pour rentrer à Venise.

9 juillet. f° 14 v°

Augmentation du prix d'achat du sel vendu au magasin de l'Etat.

Quia rector noster Canee scripsit nostro dominio per suas literas quod salinarii Canee qui faciunt salem tenentur conducere ad magazenum nostrum Canee et dare nostro comuni quamlibet mensuram salis culmam pro soldis 3 parvorum, ex qua mensura commune nostrum habet de avantagio viginti mensuras pro quolibet centenario mensurarum, ad quod precium dicti salinarii non possent se substinere, propter magnas expensas in quibus incurrunt, quia portus est longe a civitate per miliaria quatuor, et quod, nisi provideatur, dicte saline leviter devastari poterunt cum non modico damno nostri comunis et specialium personarum habentium salinas.

Et quod eidem Rectori videretur quod, sicut dicti salinarii habent de cetero soldos quatuor parvorum, etc. Vadit pars quod mandetur dicto nostro Rectori Canee et successoribus suis quod de cetero dare debeant dictis salinariis de qualibet mensura culma salis conducti ad dictum magazenum soldos quatuor parvorum, ut scripsit per suas literas nostro dominio.

De parte alii — de non 10 — non sinceri 6.

On renouvelle le décret du 25 août 1393 concernant les droits

1394 sur les vins, etc., objet de différends entre Retimo et Candie, et on l'envoie aussi aux gouverneurs de Sythia [1] et de La Canée.

Mesures à prendre pour la surveillance de la fabrication des tonneaux.

Cum alias in MCCCLXXXVII°, die X mensis Januarii [2], captum et provisum fuerit super magistris botariis Venetiarum in faciendo buttas, etc., que pars est utilis et fructuosa pro nostro comuni et navigiis nostris, et quia in ea non fit mentio de botis fiendis in insula nostra Crete, et utile sit pro bono et utilitate nostri comunis et navigiorum nostrorum quod magistri dicte nostre insule faciant buttas suas equaliter cum illis que fiunt hic in Venetiis. Vadit pars et sic mandetur Regimini nostro Crete, quod similiter dictam partem ut jacet debeat observare et facere inviolabiliter observari, possendo imponere et limitare penam et penas contrafacientibus ut dicto Regimini melius apparebit, et dictam inquisitionem committere officialibus nostris de nocte, qui officiales teneantur diligenter inquirere de contrafacientibus, habentes partem ut de aliis sui officii, faciendo et tenendo modum quod mensura mistatorum Crete se concordet cum mensuris Venetiarum, secundum consuetudinem. Et predicta committantur etiam omnibus aliis nostris Rectoribus dicte insule Crete, quod debeant observare et facere observari.

De parte alii — De non 1 — non sinceri 0.

12 juillet. f° 15 r°

Privilèges aux marchands vénitiens qui font le commerce en Crète.

16 juillet. f° 17 r°

Décharge de droits accordée à Luca Contarini pour la réimportation temporaire de draps exportés en Crète.

24 juillet. f° 19 r°

Négrepont étant en sûreté, on donne ordre au gouverneur de réduire ses dépenses, notamment en ce qui concerne les arbalétriers amenés de Crète.

1. Sythia, Scithia ou Sitia, sur la baie du même nom, à une trentaine de kil. S.-O. du cap Sidero, extrémité orientale de la Crète.

2. Ce décret ne se trouve pas dans les registres du Sénat.

11 août. f° 22 r° **1394**

Demande d'autorisation de poursuites contre Pietro Conte, chancelier de La Canée.

Si videtur vobis [1] per ea que dicta et lecta sunt, quod procedatur contra ser Petrum Conte, cancellarium Canee, qui scribi fecit dolose et contra veritatem quandam literam per ipsum inique fabricatam, existentem Candide, et per ipsum missam et directam Venecias, nobili viro ser Petro Pisani, sub nomine nobilium virorum ser Andree [2], ser Hermolai et ser Michaleti Pisani, ipsis existentibus insciis, neque de eorum scientia, velle, seu consensu, continentem onus nobilium virorum ser Andree Cauco, et dicti ser Petri Pisani, ac infamiam, vituperium et dedecus providi viri ser Laurentii de Monacis [3], Cancellarii Crete, asserendo per dictam literam prefatum ser Laurentium protulisse verba oneris predictorum duorum dominorum contra omnem veritatem, ut est dictum.

De parte 51. Capta. De non 54, non sinceri 19.

18 août. f° 22 r°

Les gouverneurs de La Canée ont jusqu'ici entretenu dix à douze chevaux, ce qui occasionne des inconvénients, surtout en ce qui touche les *varnitiones;* on décide qu'ils n'en auront plus que six ou sept, avec le droit de les vendre dans le dernier mois de leur charge.

L'archevêque de Crète et le doyen des chanoines ont écrit que la *collatio* ou *provisio* du *prothopatis*, du *prothosaltus* et de douze chanoines de la cité et du bourg de Candie leur appartenait d'après une vieille coutume. L'archevêque demande qu'on lui paye, selon l'usage, les *sex decimas miliciarum monasteriorum.* Accordé.

25 août. f° 23 r°

Ordre au capitaine du Golfe, lorsqu'il reviendra de Romanie, d'envoyer les galères crétoises en Crète pour y être désarmées.

1er octobre. f° 30 v°

Election des trois Sages pour les affaires de Crète, Coron, Modon et Négrepont.

1. En marge : *Advocatores communis.*
Et fuit tertium consilium in quo non sinceri non computantur.
2. Andrea Pisani fut banni pour cinq ans, en 1433, comme conspirateur.
3. Lorenzo de Monacis, auteur d'une précieuse chronique, ambassadeur auprès du roi de Hongrie avec Pantaleone Barbo, en 1386.

1394 23 décembre. f° 37 v°

On décide d'envoyer en Crète les objets demandés par le Gouverneur pour l'armement tant des galères de Candie que des galères du Golfe et la défense de l'Archipel.

Ser Franciscus Pisani et Ser Nicolaus Lombardo, sapientes Crete.

Cum Regimen nostrum Crete per suas literas supplicaverit quatenus dignemur res inferius annotatas emi et mitti facere eisdem pro armamento nostre Candide, et quod accipi debeant denarii necessarii ad cambium solvendum per dictum Regimen de inde — Vadit pars pro bono nostri comunis et sic ordinetur quod emi et mitti debeant res infrascripte requisite per dictum Regimen, et pecunia necessaria pro solutione earum accipiatur ad cambium solvendum per dictum nostrum Regimen Crete, secundum quod dictum Regimen requirit per suas literas, per quem meliorem modum fieri poterit.

Res requisite pro armamento Candide sunt hec, videlicet :

Prima balla 1 de canevaza grossa per vesta de curace.

Item chiodi mataci miera 200.

Item chiodi per armar pavesi miera 500.

Item stoparoli per armar pavesi 4.

Item lanze de posta, fassi 50.

Item lanze de pedoni, fassi 50.

Item spade de taio 60.

Item ronchoni 50.

Item barili de vernise 2.

Item muole da molar 2.

Item barila 1 de ferri de veretoni.

Item lumiera d'asta 40.

Item squarza velle 40.

Sapientes Crete predicti.

Et similiter ordinetur quod emi et mitti debeant dicto Regimini Crete res infrascripte pro galeis armandis et preparandis ad Culphum et ad custodiam Egeopelagi omnino necessarie, accipiendo pecuniam necessariam ad cambium solvendum per dictum nostrum Regimen de inde, secundum quod dictum Regimen requirit per suas literas, per quem meliorem modum fieri poterit.

Copia dictarum rerum requisitarum per dictum regimen :

Prima canevi de galie sotil 9.

Item gripie de galie sotil 9.

Item corcome de sartia nuova per far menadori de prodavi, de passa 60 l'una, de galie sotil 3.

Item corcome de sartia per far soste si e de galie sotil, de passa 74 l'una, 3.

Item corcoma de sartia per far manti a 3 galie sotil, de passa 70, 1.

Item corcoma de sartia per far orze pope a 3 galie sotil, de passa 60 l'una, 2. 1394

Item tolle de nogera che sia grande per far pale de timoni baoneschi, 8.

Item corcome de sartia per gomene de 3 galie, de passa 72 l'una, 3.

Item corcome de sartia per far brace de nize, de passa 60, 1ª.

Item corcome de sartia per far menali de nize a 3 galie, de passa 100, 1ª.

17 janvier. f° 41 v° 1395

Décharge de droits accordée à Daniele Delfino pour la réimportation temporaire de *laboreria peltre*, d'une valeur de seize livres, exportés en Crète.

23 mars. f° 51 v°

Levée d'arbalétriers, avec une solde de 12 hyperpères par mois, en Crète, à Coron, Modon et Négrepont, pour la défense d'Athènes.

6 mai. f° 57 v°

Décharge de droits accordée à Scipione Bon pour la réimportation temporaire de draps écarlates de Florence exportés en Crète.

Il faut un homme expérimenté pour présider aux travaux et au creusement du port de Candie ; un ingénieur Gênois ayant refusé, on envoie au capitaine de Crète un nommé Marc, de Venise, qui s'est offert. Le capitaine verra ce qu'il sait faire ; s'il est capable, on conviendra avec lui d'un salaire. En tous cas, on lui prêtera 50 ducats avant son départ. S'il convient au capitaine, le gouvernement de Crète prélèvera le remboursement de ce prêt sur le montant de son salaire ; s'il ne lui convient pas, il aura une indemnité pour son déplacement [1].

2 juillet. f° 66 v°

Privilèges aux marchands vénitiens qui font le commerce en Crète.

6 juillet. f° 69 v°

Autorisation aux sujets vénitiens de Crète, Coron, Modon, Négrepont, Corfou et Durazzo, de faire le trafic dans les pays soumis au Sultan.

Cum concessum sit nostro dominio per Sanctissimum Dominum Pa-

1. Voy. plu bas, 30 décembre 1395.

1395 pam, ut apparet litteris apostolicis, quod omnes cives, subditi et fideles Venetiarum possint cum eorum navigiis, mercimoniis et bonis ad partes et loca Soldano subjectas ire et traficare, non intelligendo tamen in hac concessione quod possint portare de rebus vetitis per Ecclesiam et, sicut notum est, fideles nostri insule Crete, Coroni et Mothoni, Nigropontis, Corphoy et Durachij [1] quasi in omnibus tractantur ut cives Venetiarum, et tamen non gaudent beneficio predicto; Vadit pars, pro bono et comodo dictorum fidelium nostrorum, quod concedatur eis quod, vigore dicte gratie, possint navigare et traficare in dictis partibus et locis Soldano subjectis, non intelligendo quod possint portare de rebus prohibitis per Ecclesiam, prout non possunt cives et subditi nostri Vencciarum, solventibus ipsis, pro dicta concessione, Rectoribus nostris predictis totum id quod solvunt cives nostri Venetiarum in Veneciis, quod venire debeat in nostrum comune, videlicet pro quolibet centenario buttarum ducatos decem auri, et pro clarificatione sua eisdem mittatur copia dictarum literarum papalium [2].

Adopté à l'unanimité moins 3 voix. 2 abstentions.

6 juillet. f° 69 v°

On autorise le nouveau duc de Crète [3] à utiliser le restant des sommes affectées à son prédécesseur par décret du 3 juillet 1393 [4].

27 juillet. f° 72 v°

Les terres de l'Etat de Venise en Crète peuvent être vendues également aux Grecs et aux Latins.

Cum inter illos de collegio nostro deputatos in Creta super locis et territoriis nostri comunis deliberandis per incantum plus offerentibus dubium ortum sit utrum dicta loca et territoria possint deliberari tam Grecis quam Latinis an solummodo Latinis, prout illi de dicto collegio nobis suis litteris denotarunt, vigore cujusdam partis capte in nostro consilio minori rogatorum et addictionis in MCCCLXXXI, die XI mensis marcii, indict. nona [5] et misse regimini nostro Crete, tempore nobilis viri ser Petri Cornario, duche Crete, et vigore cujusdam alterius partis capte in suprascriptis nostris consiliis in MCCCLXXXVIIII indic. XII die XXIII mensis marcii [6] similiter misse regimini nostro predicto, tempore viri nobilis ser Donati Mauro, tunc duche Crete, super quo dubio petunt

1. Durazzo, sur la côte d'Albanie, en face de Bari.
2. En marge : *Missa omnibus Rectoribus.*
3. Donato Moro, duc de Crète pour la seconde fois.
4. Voy. plus haut, p. 56.
5. Ce document ne se trouve pas dans les registres du Sénat.
6. Voy. plus haut, p. 25.

declarari per dominium nostrum ; quibus partibus visis et diligenter examinatis et considerato quod dicta loca et territoria semper deliberata fuerunt omnibus indifferenter plus offerentibus, tam Grecis quam Latinis, et nunc non esset justum nec conveniens ipsos exceptare a beneficio predicto, considerato etiam quod dicta loca et territoria non sunt in fortificatione nec in tali condicione quod possint generare nec redundare in damnum nostri dominii, et quod, si dicta loca et territoria deberent deliberari Latinis solummodo et non Grecis, comune nostrum quasi nullam acciperet utilitatem, sed possendo deliberari tam Grecis quam Latinis comune nostrum recipiet utilitatem ypp. XX^{M} et ultra in anno, propter multa loca, termini quorum finiunt in proximo, Vadit pars quod dicta loca et territoria possint deliberari tam Grecis quam Latinis et indifferenter plus offerentibus, per modum consuetum, ut comune nostrum habeat drictum suum, non intelligendo in hoc de pheudis, de quibus servetur sicut hucusque servatum est, et sic stricte scribatur et mandetur Regimini nostro Crete. **1395**

Adopté par 40 voix contre 14. 17 abstentions.

27 juillet. f° 76 v°

Levée de vingt arbalétriers pour la défense d'Athènes, en Crète, à Coron, Modon et Négrepont.

26 août. f° 79 v°

Ordre au Gouverneur du Golfe, lorsque la dernière galère armée *a mercato* sera entrée dans le Golfe, de licencier les galères de Crète, que l'on désarmera.

10 septembre. f° 83 v°

Le 25 février 1386, on a décrété que tous les Juifs de Crète payeraient 2,500 hyperpères en plus de ce qu'ils payaient jusque là; le 25 mai 1389, sur leur réclamation, on a réduit à 2,000 hyperpères la somme totale, qui se montait à 3,500 avec l'impôt nouveau; étant donné les difficultés nouvelles, la richesse des Juifs, leur exemption des gardes nocturnes, l'immigration de nouveaux Juifs riches [1], on établit un nouvel impôt de 3,000 hyperpères.

Adopté par 16 voix contre 3. 8 abstentions.

1. Peu de temps auparavant, le 27 août 1394, un décret adopté par 76 voix contre 22 (les abstentions étaient au nombre de 4) expulsait les Juifs de Venise à partir de 1396, leur interdisant, sous peine d'une amende de 25 livres, de revenir dans la ville pour plus d'une quinzaine et sans porter un costume spécial.

1395 1er octobre. f° 87 r°

Election des trois Sages chargés d'examiner les affaires de Crète, Coron, Modon et Négrepont.

12 octobre. f° 89 v°

L'archevêque de Candie s'étant servi, dans des mandements, des formules *civitas nostra*, *provincia nostra*, on écrit au Gouvernement de Crète de le rappeler à l'ordre et de lui recommander d'écrire *diligentius et honestius,* comme ont fait ses prédécesseurs.

12 octobre. f° 90 r°

Libre entrée des grains venus de Candie.

9 décembre. f° 95 r°

Armement de galères pour la défense du Golfe, à Venise et en Crète.

Quia una de utilioribus provisionibus que fieri possint pro assecurando statum domini Imperatoris Constantinopolis cum Basaito, et etiam pro aptando facta nostra cum eo, est quod ostendamus nos potentes et fortes in illis partibus de magno numero galearum, quia, faciendo per istum modum, ipse cognoscet evidenter quod nos nolumus derelinquere imperium illud, nec etiam consentire violentiis et novitatibus quas in Galipoli et alibi quotidie nobis infert. Faciendo istud, fieri etiam poterunt facta nostra in partibus Tane et Trapesunde[1] et ubicumque ac qualitercumque necessarium videretur, Vadit pars quod in bona gratia pro anno futuro deputentur ad custodiam Culphy galee decem, quarum quatuor pro nunc armari debeant hic in Venetiis et tres in Creta; de aliis vero suo loco et tempore providebitur, sicut melius apparebit. Verum in quatuor galeis que ad presens armari debent in Venetiis sint duo corpora de illa mensura que videbitur collegio domini, consiliariorum, capitum et sapientum utriusque manus pro possendo mittere executioni ea que fuerint ordinata pro viagiis Tane et Trapesunde et pro comodo mercatorum et mercationum.

Et eligatur capitaneus dictarum galearum et omnium navigiorum nostrorum armatorum et disarmatorum per scrutinium in consilio rogatorum et additione, et per duas manus electionum in majori consilio, cum salario ducatorum LXX in mense et ratione mensis, probando postea singulariter electos in dicto majori consilio, et cum familia et aliis conditionibus anni elapsi. Supracomiti vero fiant per quatuor manus electionum in dicto majori consilio cum sa-

1. Trébizonde, sur la mer Noire.

lario ducatorum XXV in mense et ratione mensis pro quolibet, habentibus predictis grossos duos de mensura pro quolibet homine de pede in die. Verum illi duo ex dictis tribus supracomitis qui, probatis ipsis in consilio rogatorum, remanserint pro intrando mare majus, habeant ducatos XXX in mense. Et teneantur respondere ea die qua fuerint electi tam capitanei quam supracomiti, vel altera ad tercias, ponendo de presenti banchum et solicitando armamentum suum quantum poterunt, ita quod prestissime possint exire et ire ad exequendum nostra mandata. Supracomiti autem galearum armandarum in Creta eligantur per collegium de inde, ut consuetum est, cum salario, familia et conditionibus anni elapsi. Scribendo dicto collegio quod si unquam eligerunt personas sufficientes, eligant anno isto pro honore nostri dominii, et quod, recepto presenti mandato, quod eis mittatur, per plures manus, debeant solicite et diligenter, sine temporis amissione, attendere ad armamentum et expeditionem dictarum trium galearum, et quod subito cum armate fuerint, mittant illas extra versus partes Cammalii [1] et Nigropontis ad inveniendum capitaneum nostrum Culphy, attendendo interim donec ipsum invenerint in illis partibus ad fatiendum nostrum honorem et ad assecurandum nostra navigia et ad conservationem locorum nostrorum. 1395

Item ordinetur quod Regimen nostrum Candide, elapsis duobus mensibus post recessum dictarum galearum, mittere debeat pagam unius mensis ad manus castellanorum nostrorum Coroni et Mothoni, pro subventione sua, qui de ipsa pecunia faciant et observent ut consuetum est.

Modus autem servandus per ipsas galeas contra cursarios sit in omnibus et per omnia ut alias in hoc consilio captum est.

Scribatur etiam duche Egeopelagi quod debeat poni facere in ordine et sufficienter armari galeam suam, quam bene armatam mittere debeat versus predictas partes Cammalii et Nigropontis ad uniendum se cum galeis nostris Crete, que debent esse in dictis partibus, ut possit ire cum capitaneo nostro Culphy. Et similiter mandetur Regimini Nigropontis quod parare debeat et armare galeam suam ut, adveniente ipso capitaneo, possit illam habere ad beneplacitum suum sine temporis intervallo et ire ad exequendum mandata nostra.

Et omnes alii ordines alias capti et soliti observari pro armamento dictarum galearum, qui non sunt revocati et super facto deputandi corpora galearum, et probandi supracomitos quis eorum debet exercere capitaneriam in casu quo capitaneus illam exercere non possit, observentur etiam in viagio presenti.

Interim autem donec predicte galee armabuntur providebitur et

1. Ne peut être que le Cap Malée, désigné sur les portulans par *C. Malio* ou *C. Mallo*.

1395 dabitur ordo tam de factis Constantinopolis et Basaiti quam de viagio Tane et Trapesunde et de facto mercatorum et mercationum, eligendo et mittendo ambassiatores vel alios ad illas partes et quamlibet earum aut aliter, secundum quod isti consilio utilius et melius apparebit.

De parte 97.

30 décembre. f° 97 r°

La galère qui porte les pierres au môle du port est si avariée et disloquée qu'elle ne peut plus rendre aucun service. On décide de faire construire un bateau de seize pas de long, qui coûtera environ 1,000 ducats, pour servir aux travaux du port.

Même date. f° 97 v°

Sur le rapport du capitaine de Crète, on charge Marco de Bocholis de tous les travaux relatifs aux ports de Crète, moyennant un salaire annuel de 450 hyperpères à dater du 1er juillet écoulé.

1396 17 février. f° 109 r°

Instructions aux ambassadeurs auprès de Bajazet :

... Quia fideles nostri insule Crete cum suis navigiis multum conversantur in partibus Theologi [1] et Palatie, ubi, seu cum dominis quorum, erant soliti habere certa pacta et certas conventiones, que postquam ipse Basitus fuit dominus dictorum locorum non observantur eisdem, quod vertitur eis in magnum incommodum et sinistrum, committimus vobis quod suo et loco et tempore, quando vobis videbitur, dicere debeatis et facere mentionem ipsi Basito de hoc facto et rogare Suam Excellentiam quatenus placeat facere tale mandatum suis dictorum locorum quod nostri subditi dicte insule tractentur in locis illis cum modis et condicionibus quibus soliti erant tractari, et quod renoventur ei lissana [2] seu precepta sua, sicut est justum.

3 mars. f° 113 r°

Levée d'une contribution imposée aux habitants du faubourg de Candie.

Cum ab aliquo tempore citra burgus Candide de tempore in tempus depopuletur et dehabitetur ob parvum inviamentum quod habent habitantes in dicto burgo, quam etiam propter certam angariam X in XII grossorum, quos quilibet habitator dicti burgi solvit annuatim nostro comuni deinde, que solutio est importabilis displicentie et

1. Theologus est Ephèse (auj. Ajasluk).
2. Ce mot n'est pas dans Du Cange.

odii dictis de dicto burgo, tam propter sinistrum modum qui tenetur per squaraguaitas in exigendo dictam pecuniam, in tantum quod omnes permittunt accipi pocius sibi pignus quando debent solvere et videtur eis quod sint semel sclavi, quam etiam quia dicta angaria non est communis, eo quod melius potentes ad solvendum excusantur, et tamen de eo quod exigitur mala ratio fit nostro communi, quia nullo modo rationes videri possunt; et utile, ymo necessarium sit vigilare ad tenendum ipsum burgum in culmine, quia est de rebus que in insula Crete sunt majoris utilitatis et honoris nostri dominii, quia in ipso habitant illi a quibus habentur omnes introytus et datia[1] dicte terre et qui armant galeas nostras et semper, in guerris et pace, sunt ad omnem obedientiam et servitia nostra, Vadit pars, consideratis predictis et quod dicta angaria solummodo est deputata ad solvendum squaraguaitas burgi predicti, in qua custodia, diffalcato eo quod exigitur per predictos, de punctaturis et armis, quod venit in commune, non expenduntur ypp. D vel circa in anno, et totum residuum vadit per malum modum, quod habitatores dicti burgi sint et esse debeant exempti et absoluti a dicta angaria et quod de cetero non teneantur solvere aliquid pro dicta angaria, de qua provisione comune non recipiet aliquid damnum sed utile, quia ad presens debent incantari domus dicti burgi, de quo incantu, propter exemptionem et remotionem dicte angarie, commune habebit ypp. mille de pluri, ultra alias res que redundabunt in comodum civitatis. 1396

Adopté par 67 voix contre 34. 12 abstentions.

3 mars. f° 114 v°

Défense de faire grâce de la prison à un condamné, à condition de payer un homme qui le remplace sur les galères.

Quia a modico tempore citra incepta est quedam non bona consuetudo, videlicet quod, si per Regimen condemnatur aliquis in carceribus, qui petat gratiam ponendi unum super galeis, mansurum tanto tempore quanto debebat condemnatus stare in carceribus, suis salario et expensis, dicta gratia sibi fit, quod cedit ad maximam displicentiam illorum qui receperunt injuriam et, quod pejus est, justitia non habet drictum suum, quia leve quid est uni diviti facere talem expensam, nec servatur equalitas in incaricum dominationis, et bonum sit quod dicta consuetudo non perseveret, quia posset cedere ad damnum nostri dominii, Vadit pars quod Regimen Crete de condemnationibus carceratorum quas fecerint sui precessores nec de condemnationibus carceratorum quas faceret, post-

1. Le ms. porte *data*.

1396 quam fecerit ipsas non possit se impedire, nec ullam gratiam facere ullo modo vel ingenio, sicut non possunt alii Rectores nostri.

Adopté par 87 voix contre 13. 8 abstentions.

Ordre de ne donner à ceux qui obtiennent *officium, scribaniam vel aliquid aliud*, que le salaire que recevaient leurs prédécesseurs, pour mettre fin aux abus qui se sont produits.

Adopté par 95 voix contre 7. 7 abstentions.

Aucun *supracomitus* de galère ne pourra être prorogé au bout d'un an ni réélu avant un laps de trois ans.

Adopté par 85 voix contre 17. 7 abstentions.

Défense aux gouverneurs de Crète d'avoir leur fils avec eux.

Cum antiqui nostri providerint, et non sine optima causa, quod aliquis rector non possit ducere secum aliquem suum filium, qui secum moraretur in domo, et ab aliquo tempore citra concessa est gratia multis Rectoribus, quod posset cedere ad incaricum nostri dominii, Vadit pars quod aliquis ducha, capitaneus vel consiliarius, vel alius Rector noster insule Crete non possit ducere secum aliquem suum filium, nec tenere in domo donec steterit in dicto regimine ipsum, qui transiverit etatem annorum XVI. Et hoc non possit revocari ullo modo vel ingenio, nec fieri gratia alicui, sub pena ducatorum C pro quolibet consiliario, capite, sapiente, vel alio ponente vel consentiente partem in contrarium. Et ut predicta melius observetur committatur Advocatoribus comunis, qui teneantur inquirere de predictis et exigere dictam penam, habentes partem ut habent de aliis penis sui officii.

Repoussé par 62 voix contre 37. 6 abstentions.

6 avril. f° 122 r°

Election de *Sindici* chargés d'une mission dans les possessions de l'Archipel et de la mer Egée.

Ser Filippus Pizamano, sapiens Crete. — Capta.

Cum ducale dominium pro bono et ortamine suorum fidelium partium Levantis a nonnullis temporibus citra, secundum formam partis in consilio rogatorum super hoc capte, consueverit mittere suos solemnes sindicos et provisores de quatuor in quatuor annos ad ipsas partes, quod cessit et cedit ad honorem et famam multiplicem hujus dominii et ad comodum et utilitatem fidelium predictorum, et nunc tempus instet quod tales provisores et sindici ad dictas partes destinentur, quia sunt anni quinque transacti quod non fuerunt missi, Vadit pars quod in bona gratia ad dictas partes, videlicet Durachii, Corphoy, Coroni et Mothoni, Crete, Nigropontis et Neapolis Romanie, fieri debeant et mitti quatuor solemnes sindici et provisores, qui

eligi debeant per scruptinium in isto consilio Rogatorum et addicione, quorum duo, aut per concordium aut per texeram, pro celeri expeditione agendorum sibi commissorum, teneantur et debeant ire ad partes Crete et per totam insulam, et alii duo ad partes Durachii, Corphoy, Coroni et Mothoni, Nigropontis et Neapolis Romanie, intelligendo quod omnes quatuor sint ad unum denarium de hiis de quibus concurrent in una opinione. 1396

Verum si Sindici ituri in Cretam essent expediti de factis sibi commissis et in reditu suo se reperirent in partibus Coroni et Mothoni, vel in aliis partibus in quibus alii Sindici non sindicassent, possint etiam et debeant pro celeri expeditione inquirere, examinare et sindicare, ut possunt de aliis sibi commissis. Et si omnes quatuor se reperirent in simul, debeant facere et exercere insimul officium suum.

Et ut habeantur persone sufficientes, quod dicti Sindici et provisores habere debeant de salario ducatos centum quinquaginta auri pro quolibet pro primis tribus mensibus, et abinde in antea libras centum parvorum in mense pro quolibet, et de toto eo quod intromittent, condemnationem et sententiam facient, habere debeant medietatem, sic alii provisores et Sindici habuerunt solum tercium. Et possint illi duo Sindici ituri in Cretam expendere ducatos duos auri in die, inter eos, ducendo secum duos famulos pro quolibet, unum notarium, cum uno famulo et unum coquum. Et similiter alii duo Sindici ituri ad dictas alias partes possint expendere alios duos ducatos in die, ducendo secum similem familiam, non computatis in hiis nabulis navigiorum et agoziis equorum, et cum aliis omnibus conditionibus, libertatibus et commissione quibus ultimo facti et missi fuerunt sindici et provisores ad ipsas partes, declarando ex nunc quod in casu quo essent differentes, quilibet ipsorum habeat plenam libertatem inquirendi et intromittendi, prout possent si essent concordes.

Et teneantur recedere pro eundo ad partes predictas ad beneplacitum dominii, et habeant plenam libertatem inquirendi contra omnes generaliter qui essent vel fuissent in ipsis partibus, videlicet ab annis decem citra, et quod aliquis qui fuerit a dictis annis decem citra Rector vel officialis in dictis partibus, ullo modo ad dictum Sindicatum eligi non possit pro ista muda. Et non possint refutare sub pena librarum centum pro quolibet.

Insuper quia in locis nostris Crete, Coroni et Mothoni et omnium aliorum locorum nostrorum a bono et magno tempore citra non nulle rationes frumenti et aliorum bladorum ac quamplurium aliarum diversarum rerum nostri comunis, non fuerunt vise nec examinate, et utile sit pro bono et utilitate nostri comunis quod generaliter omnes rationes nostri comunis, non specificando aliquod tempus, per dictos nostros sindicos, videantur et examinentur, ordinetur et sic ex nunc sit captum, quod dicti sindici et provisores

1396 teneantur et debeant generaliter videre et diligenter examinare omnes rationes frumenti et aliorum bladorum ac omnium aliarum rerum spectantium nostro comuni cujuscumque condicionis existant, et de quocumque tempore, ut eis videbitur fore necesse, habendo super hoc illammet libertatem et condicionem quam habent de aliis sibi commissis.

Et quod postquam redierint Venecias Consiliarii teneantur eisdem dare ad omnem suam requisitionem illud consilium quod voluerint sub pena soldorum C pro quolibet consiliario, qui eis denegaret et qualibet vice.

De parte 87.

Sapientes Crete, ser Nicolaus Lombardo et ser Franciscus Superantio.

Volunt suprascriptam partem in totum, salvo quod, ubi dicitur quod habeant plenam libertatem inquirendi generaliter ab annis decem citra, volunt quod sit generalis, non specificando aliquod tempus, et ubi dicitur quod aliquis qui fuerit Rector vel officialis in dictis partibus a decem annis citra non possit eligi ad dictum sindicatum, volunt solum quod qui fuerit Rector vel officialis in ipsis partibus videlicet a tempore citra quo alii nostri sindici ultimo missi fuerunt, non possit ullo modo eligi ad hunc sindicatum.

De parte 18. — De non 5. — Non sinceri 1.

Capta — dicta die. — Ser Philippus Pizamano.

Quod dicti sindici et provisores accipi possint de omni loco et officio et judicatu peticionum.

11 avril. f° 122 v°

Décharge de droits accordée à Leonardo Trevisan pour la réimportation temporaire de draps exportés en Crète.

27 avril. f° 125 v°

Les syndics dont il est parlé au décret du 6 avril sont tenus de rendre compte de leur gestion dans le délai d'un mois après leur retour. Ils ne peuvent être élus à aucune fonction en dehors de Venise, pendant les dix-huit mois qui suivent l'expiration de leur charge. Cinq membres, ayant refusé la charge, seront punis d'une amende de 100 ducats.

25 mai. f° 130 v°

Itinéraire et règlement de la *cocha* d'Alexandrie.

COCHA ALEXANDRIE.

Sapientes ordinum predicti. — Capta.

Quod in buona gratia ad viagium Alexandrie ponatur una cocha portate botarum IIII^C vel inde supra, et cridetur publice in locis

solitis, quod quilibet volens ponere suam cocham de dicta portata 1396
ad dictum viagium fatiat ipsam scribi ad curiam majorem usque diem XV mensis Junii proximi. Et ille coche que scripte erunt probentur cum suis patronis in consilio Rogatorum et additionis congregato a LXXX supra. Et illa que habebit plures balotas transeundo medietatem consilii sit firma. Et illa cocha que remanebit cum suo patrono têneatur sequi viagium sub pena ducatorum mille, quam exigant officiales Levantis, habentes partem ut de aliis sui officii.

Et debeat dicta cocha esse bene et optime fulcita marinariis, armis, corredis et aliis opportunis secundum quod taxata et extimata fuerit per nostros consules mercatorum. Et debeat caricavisse mercationes suas usque diem XV mensis Julii, et recessisse usque diem XXII dicti mensis, sub pena librarum C pro quolibet die quo staret ultra dictum terminum, de qua pena non possit fieri gratia, sub dicta pena pro quolibet ponente vel consentiente partem in contrarium, vel gratiam, nec possint dicti termini amplius elongari, sub pena librarum centum pro quolibet ponente vel consentiente partem in contrarium, de qua pena non possit similiter alicui fieri gratia, sub dicta pena.

Possitque dicta cocha levare in Veneciis omnia milliaria, et omnes alias res que possunt extrahi cum navigiis disarmatis, possit etiam levare havere capselle, non levando aliquid contra Ecclesiam, de quibus milliariis solvatur nabulum, videlicet de rame, laborerio rami et stagno, ducatos duos pro milliario, de plumbo vero solvatur unus pro milliario, cujus nabuli due partes sint coche et tercia pars galee Alexandrie, de aliis autem rebus grossis et havere capselle solvatur secundum usum, et nabulum sit totum coche. Patronus autem coche debeat omnino dare in Alexandria partem galee tangentem, de nabulis suis, sub pena soldorum duorum pro libra, que pena veniat in patronos galee; de rebus autem subtilibus, quas dicta cocha caricaret in Veneciis, habeant illammet conditionem quam habent navigia disarmata, secundum partem captam in ordinibus galee super hoc.

Recedendo autem de Veneciis, debeat dicta cocha directe ire Mothonum et Coronum et in quolibet dictorum locorum stare duobus diebus caricatorum, et non ultra ullo modo, et levare omnes mercantias per Alexandriam, non levando aliquid contra Ecclesiam. Et inde postea ire directe in Candidam et ibi stare diebus quatuor caricatorum, levando res pro Alexandria, ut fecerit in Mothono et Corono, non possendo aliquid aliud levare in aliqua parte, sub pena contraordinis. Et nihilominus nabula rerum que contra hoc levarentur, veniant in comune, quarum omnium mercationum caricatarum extra Venetias cum ordine, nabula sint libere coche predicte.

Et ad abundantem cautelam, pro comodo et utilitate galee Alexandrie et coche, ordinetur quod, transacto mense Junii proximi,

1396 non possit extrahi de Veneciis cum aliquo alio navigio milliare pro conducendo in Alexandriam, nec in aliquam aliam partem, pro portando in Alexandriam, sub pena contraordinis, declarando quod si forent aliqui qui acciperent bulletas per totum mensem predictum Junii, quod non possit tamen aliquid caricare, extrahere nec mittere ad dictas partes de rebus predictis, sub pena predicta contraordinis.

Verum ut omnia ordinate caricentur, non possit patronus aliquid recipere in Veneciis sine bulleta extraordinariorum, et in Mothono, Corono et in Candida sine bulleta Rectorum nostrorum dictorum locorum, sub pena contraordinis, et de omnibus que in Veneciis caricabuntur super ipsa cocha Extraordinarii exigant nabula secundum usum. Nabula vero mercationum que caricabuntur in Mothono, Corono et in Candida, exigantur per Rectores nostros dictorum locorum, et in casu quo non solverent dicta nabula in Mothono et Corono, solvant in Alexandria pro singulis quatuor yperperis cum dimidio unum bisantium, sub pena soldorum duorum pro libra. Et si non solvent in Candida, solvant in Alexandria pro singulis yperperis tribus unum bisantium sub dicta pena, que pene esse debeant dicte coche.

Et postquam ipsa cocha applicuerit in Alexandria, non debeat inde recedere donec galee nostre recesserint, ut illa rata que superhabundabit ab illis galeis possit conduci Venecias cum dicta cocha; sed, ut possit se substinere, possit levare ante recessum galee gothonos et alias mercationes que possunt venire cum navibus, habendo de nabulo in totum de dictis rebus pro milliario gothonorum et lini ducatos sex, pro milliario zilfloris, datalorum et canafistulle, ducatos quatuor, et pro qualibet buta limonorum ducatos tres, et pro quolibet milliario alumnis et rixiorum solvantur ducati tres, etc., prout observatum est annis elapsis, declarando ex nunc quod gothoni et omnes alie res que caricabuntur super dicta cocha in Alexandria, transacto termino mude, intelligantur venisse cum ordine Venecias. Sed teneatur patronus dicte coche dimittere tantam plazam in ipsa cocha, quod possit recipere ratam galee que remanebit, solvendo nabulum sicut si venirent cum galea. Cujus nabuli medietas sit coche predicte et alia medietas sit nostri comunis. Merchationes autem subtilles que venirent cum cocha predicta sint absolute a quinque pro C° que solvuntur ad tabulam. Et teneatur patronus levare omnes ratas que sibi presentabuntur, donec galee nostre erunt ibi, intelligendo ratas presentatas per capitaneum galee vel consulem nostrum Alexandrie. Et similiter teneatur ipse patronus recedere, omni causa remota, statim cum galea Alexandrie et redire Venecias. Et si remaneret post galeam per tempus, vel pro levando ratam, non possit nec debeat levare aliquid post recessum galee ultra ratam designatam per capitaneum vel consulem, sub pena contraordinis patrono et mercatoribus qui caricarent contra id quod dictum est. Intelligendo quod omnes pre-

dicte merchationes sint absolute a varea ballistariorum et libamonti. **1396**

Et possit ista cocha pro subventione sua conducere Venecias salem de Alexandria, quem comune nostrum accipere teneatur, pro pretio ordinato, per collegium, secundum usum Camere, non possendo tamen dictam cocham esse caricatam ullo modo ad unum pedem et quartam apud catenas, si erit de duabus cohopertis, et ad tres quartas pedis, existente cocha de una cohoperta. Et in casu quo dicta cocha in Alexandria haberet de carico a mille collis speciarum supra, non possit levare salem ullo modo, et committatur consuli nostro Alexandrie quod, sub pena ducatorum ducentorum in suis propriis bonis, debeat ponere mentem et non permittere quod dicta cocha caricetur ultra ordines suprascriptos ullo modo, salvo quod si dicte coche non remaneret rata, ita quod non haberet ultra collos C, quod ei tunc liceat caricare ad signa ordinata per consules.

Ante recessum vero dicte coche si fuerit opportunum providere tam pro securitate coche quam aliter, venietur ad istud consilium et fiet sicut videbitur. Et alii ordines soliti observari annis elapsis in cocha Alexandrie, qui non sunt revocati, serventur etiam in cocha presenti.

29 mai. f° 132 v°

Délai de deux mois accordé au gouverneur de Sythia, Ermolao Contarini, pour se rendre à Venise.

8 juin. f° 135 r°

Autorisation au *supracomitus* d'une des galères du Golfe armées en Crète de venir à Venise; il devra confier sa galère à un homme sûr, qui l'emmènera en Crète pour être désarmée.

22 juin. f° 137 v°

Dispositions pour le payement de la solde des troupes de défense de Napoli de Romanie.

Capta. — Cum potestas et capitaneus noster Neapolis Romanie scribat quod requisivit subventionem pecunie a potestate et capitaneo nostro Argos pro pagis stipendiariorum, et quod rescripsit sibi quod non speret aliquam habere tempore suo, et simili modo sibi scripsit Regimen nostrum Crete, ita quod necessarium nobis est subvenire sibi de aliqua pecunia ut possit facere pagas fidelibus nostris ad custodiam locorum nostrorum existentibus. Vadit pars quod per potestatem et capitaneum Argolicensem de proximo iturum vel per aliam prestiorem viam que habeatur, mitti debeant ipsi potestati et capitaneo nostro yperpera IIII^{M} in tornesellis, ut de illis possit facere suas solutiones stipendiariis antedictis.

1396 30 juin. f° 138 v°

Décharge de droits accordée à Agostino Querini pour la réimportation temporaire de draps exportés en Crète.

16 juillet. f° 141 v°

Envois de blé à Candie, à Coron et à Modon.

Quia nos sumus debitores subveniendi nostris fidelibus insule Crete, Coroni et Mothoni in ista maxima necessitate sua de aliqua bladi quantitate, et presto, quia stricta sua conditio hoc requirit, nam interim postea poterunt sibi de aliis partibus providere, Vadit pars quod per provisores nostros bladi mitti debeant, quanto prestius fieri poterit, ad civitatem nostram Candide staria III^M V^C frumenti et staria III^M V^C millei, de illis sortibus que collegio bladi videbuntur, cum conditione quod de dicta quantitate subvenire debeant nostri Rectores Crete Rectori Sithie in illa parte que justa et rationabilis erit, secundum suam necessitatem. Mitti etiam debeant ad dictam civitatem pro loco nostro Rethimi, per ipsos provisores, staria mille frumenti et staria totidem millei, que ducha et consilium Crete dare teneantur ipsi Rectori Rethimi ad omnem suam requisitionem. Mittantur etiam per eosdem provisores castellanis Coroni et Mothoni staria V^C frumenti, et V^C millei pro sua subventione. Verum per collegium bladi provideri debeat de precio ponendo dictis bladis, de navigiis nabulizandis et de omnibus aliis necessariis ad exequendum istam nostram intentionem. Similiter etiam provideri debeat, si fieri poterit, quod tota pecunia ipsorum bladorum recuperetur hic et mittatur ad solvendum per cambium nostris Rectoribus antedictis; et si tota recuperari non posset per dictum modum, provideri debeat per dominium quod ipsi nostri provisores habeant restum in manibus suis, ut possint providere de recuperando pro nostro comuni de aliis bladis loco predictorum.

Et ultra istam subventionem provideri debeat per dictum collegium bladi de dando ordinem et precium bladis que conducerentur ad ipsa loca nostra, secundum quod ipsi collegio, vel majori parti, utile et necessarium apparebit, consideratis conditionibus locorum predictorum.

Adopté par 54 voix contre 11. 25 abstentions.

20 juillet. f° 143 v°

Décharge de droits accordée à Giovanni de Garzoni pour la réimportation temporaire de velours exportés en Crète.

8 août. f° 144 r°

Libre entrée des grains venus de Candie.

11 août. f° 144 v° **1396**

Le gouvernement de Crète demande deux galères *pro terrore Turchorum et conforto fidelium nostrorum dicte insule Crete* et annonce qu'il a ordonné de détruire deux galères *veteres et marcidas* pour qu'on puisse leur substituer deux bonnes galères. Considérant que cela peut être utile, vu les affaires de Romanie, ordre de faire armer et mettre en état deux galères qu'on enverra en Crète.

17 août. f° 145 r°

Recommandation en faveur de l'archevêque de Crète.

Quod possit scribi Sanctissimo Domino Pape, Reverendissimis dominis Cardinalibus et aliis qui videbuntur in curia, in favorem reverendi Patris domini Archiepiscopi Crete [1], in forma generali, prout videbitur dominio. Et est capta per quinque consiliarios.

30 septembre. f° 154 v°

Election des trois Sages chargés d'examiner les affaires de Candie, Coron, Modon et Négrepont.

28 octobre. f° 156 v°

Libre entrée des grains venus de Candie.

14 novembre. f° 160 r°

On recommande au pape l'archevêque de Crète.

Consiliario excepto ser Lodovico Justiniano.
Quod in recomendationem Reverendi Patris domini Archiepiscopi Cretensis, qui ad presens personaliter accedit ad curiam romanam, possit scribi Sanctissimo domino Pape in forma generali, prout videbitur dominio. Et est capta per quinque consiliarios.

5 décembre. f° 161 v°

Un crédit de 25 hyperpères est ouvert à Fantin Dandolo [2], conseiller de Crète, pour la réparation de sa maison.

1. L'archevêque de Crète était alors Marco Giustinian, successeur de Leonardo Dolfin.
2. Il s'agit probablement de celui qui fut plus tard appelé comme podestat par les Bolonais, et qui, en 1426, prit part comme plénipotentiaire à la signature de la paix entre la Ligue et le duc Visconti. D'ailleurs le nom de Fantino est très fréquent dans la famille Dandolo.

1397 12 janvier. f° 166 v°

Cette année, on décide de n'armer plus que huit galères [1] pour la défense du Golfe, cinq à Venise et trois en Crète.

16 janvier. f° 168 v°

Procès contre Ermolao Contarini, ancien gouverneur de Sythia.

Quod dictus ser Hermolaus Contareno privetur perpetuo de regimine Sythie et quod solvat libras centum, et quod donationes facte per ipsum contra ser Zanathi Geno, olim castellanum Jerapetre [2], et serventes dicti castri, pro facto sclavorum missorum in Candidam, et quod condenatio, sive sententia, facta contra ser Georgium de Arbe de yperperis C, quia intromisit duos eidem suspectos, transeuntes per suum casalem, cassentur, cancellentur et anullentur cum omnibus suis dependentiis. Et quod scribatur Rectori Sythie, mittendo eidem copiam dictorum debitorum rerum per ipsum venditarum, quos designavit pro debitoribus comuni, quod videat et examinet si exacta sunt omnia suprascripta debita a predictis, et postea de predictis per suas literas informet ducale dominium, et in casu quo inveniretur quod predicta non fuissent exacta, quod dictus ser Hermolaus teneatur reffundere comuni et facere ipsa bona, remanendo dicto ser Hermolao jus contra dictos debitores; de quibus omnibus non possit fieri gratia, donum aut remissio, sub pena ducatorum centum pro quolibet ponente, vel consentiente partem in contrarium.

De parte 65.

Ser Petrus Arimundo consiliarius, ser Bernardus Quirino caput de XL.

Volunt quod dictus ser Hermolaus sit privatus perpetuo de Regimine Sythie, et quod solvat libras ducentas, cum omnibus aliis conditionibus. — De parte 25.

Sindici Romanie.

Volunt quod dictus ser Hermolaus privetur perpetuo de regimine Sythie et quod solvat libras IIII^{C}, cum omnibus conditionibus et modis in partibus suprascriptis contentis.

De parte 1 — non sinceri 1.

8 février. f° 170 v°

Aide à accorder à Jacopo, chanoine de l'Eglise de Crète, pour recouvrer sa prébende indûment perdue.

Quia venerabilis vir Jacobus de XL, filius sapientis viri ser Petri

1. Au lieu de dix qu'on armait habituellement.
2. Hierapetra ou Gerapetra (Hierapytna), sur la côte méridionale de la Crète.

de XL, cancellarii olim nostri, jam annis XXI vel circha fuerit in pacifica possessione canonicatus et prebende ecclesie Cretensis sibi collati per Apostolicam Sanctitatem, et modo de novo quidam Antonius de Prandis, qui est in banno Venetiarum per mortem hominis, cum quibusdam litteris expectantibus, quas de novo obtinuit in curia Romana, absente dicto Jacobo, cive nostro, qui venerat ad istam civitatem propter mortem patris sui, cum licentia domini Archiepiscopi Cretensis, fuerit ad dictam insulam et subdole ac malo modo obtinuerit a vicariis dicti domini Archiepiscopi quod positus fuit in possessionem dicti sui canonicatus et prebende, cum manifestissimo damno et incommodo suo, propter quam causam se appellavit ad curiam Romanam et dispositus est ire personaliter illuc et prosequi appellationem suam. Sed requirit humiliter et supplicat quod, consideratis meritis paternis et maxima injusticia, que sibi facta est, ac condicione predicti Antonii, possit habere litteras nostras in suum favorem tam domino pape quam cardinalibus, ut non privetur indebite juribus suis, Vadit pars, predictis consideratis, quod possint scribi dicte littere domino pape et cardinalibus, in illa forma que dominio videbitur, ut dictus civis noster remaneat in pacifica possessione sui canonicatus, quodque non molestetur nec gravetur indebite laboribus nec expensis. 1397

22 février. f° 172 v°

Délai accordé jusqu'à la fin de mars aux *sindici et provisores* de Crète pour déposer leurs rapports au Conseil.

11 mars. f° 175 v°

Défense d'exporter des monnaies en Flandre.

Cum pro bono et comodo mercatorum nostrorum conversantium in partibus Levantis, Romanie Basse et insule Crete, bonum sit providere quod habeant copiam argenti et grossorum ac monetarum, et per gratiam Dei, ut omnibus est manifestum, in isto tempore, post redditum nostrarum galearum usque presentem diem, fuit et est optimum mercatum argenti, grossorum et soldorum, de quo omnes debent esse contenti. Et cum nuper alique persone forinsece et terrigene velint tenere modum quod argentum et monete ac grossi extrahantur de Veneciis ad presens cum galeis Flandrie, in damnum maximum omnium mercatorum suprascriptorum et terre nostre, pro multis casibus qui possent occurrere ; ac, ut manifestum est, isto mense decembris proximi preteriti captum fuerit in hoc consilio quod aliquis forensis non possit mittere cum nostris galeis Flandrie petias argenti de bulla nec soldos, et ista provisio non sit sufficiens in totum pro presenti. Vadit pars in bona gratia quod, sicut vetitum est per illam partem forinsecis, ita etiam vetitum sit civibus nostris. Et insuper quod aliquis civis noster nec forensis

1397 possit per aliquem modum, nec per se nec per alium, mittere nec extrahere de Veneciis nec de intra Culphum cum predictis galcis aliquod argentum nec bullatum nec disbullatum, nec aliquam monetam terrigenam nec forinsecam, sub penis et stricturis contentis in dicta parte capta isto mense decembris proximi preteriti, salvo quod patronis nostrarum galearum concessum sit possendi portare illas monetas, que essent necessarie pro suis expensis. Et hoc sit pro ista muda galearum tantum.

De parte 44. — De non 17. — Non sinceri 15.

29 mars. f° 181 r°

Délai accordé jusqu'à la fin de mai aux *sindici et provisores* de Crète pour déposer leurs rapports au Conseil.

24 mai. f° 186 v°

Le délai est prolongé jusqu'à la fin de juin.

SEN. MISTI R. 44 1397-1399.

14 juin. f° 3 v°

Arbalétriers nobles montés sur les galères marchandes.

Cum sit quedam pars continens quod patronis nostrarum galearum a mercato possint super qualibet galea habere ballistarios quatuor, nobiles nostros de majori consilio, in numero aliorum ballistariorum, et sicut est manifestum, ad presens sint multi nostri nobiles non habentes aliquod inviamentum, probi et apti ad navigandum, quibus est bonum et utile subvenire. Vadit pars quod de cetero patroni omnium galearum nostrarum a mercato teneantur habere super qualibet galea ballistarios tres, nobiles de majori consilio, a XX annis supra et quadraginta infra, in numero aliorum ballistariorum, non possendo accipere aliquem pro quo exirent de consilio, quibus dare debeant soldum quod habent alii ballistarii et tabulam, et ipsi ballistarii nobiles teneantur habere ballistas et omnia alia arma necessaria, sicut habent alii ballistarii, et illa ostendere ad circam sicut est consuetum. Sit tamen in libertate patronorum habere unum alium ballistarium nobilem ultra illos tres quos omnino teneantur habere, ut est dictum. Insuper teneantur dicti patroni, quando collegium deputatum ad accipiendum ballistarios volet ballistarios accipere, presentare capitaneo nomina illorum trium nobilium quos acceperint, ut capitaneus sit de illis informatus. Si vero patroni illos non accepissent nec dedissent nomina eorum in

scriptis eapitaneo, ut dietum est, teneatur capitaneus et collegium 1397
deputatum, quando accipient alios, accipere etiam istos tres, si invenient volentes ire, quos videre debeant caricare et prohieere in illo loco qui dicto collegio videbitur. De parte 38.

Capta. — Ser Leonardus Bembo, sapiens consilii.

Vult partem sapientium ordinum, excepto quod vult quod dieti patroni possint etiam aeeipere de illis per quos exirent de consilio. De parte 61 — non 9 — non sineeri 4.

5 juillet[1]. f° 9 v°

Autorisation au capitaine de Crète de posséder deux chevaux de plus que le nombre légal.

Capta. — Quod vir nobilis ser Andreas Bembo, iturus de nostro mandato capitaneus Crete possit, ultra numerum suorum equorum quos tenere debet per suam commissionem, tenere duos alios equos, qui sint ad condieionem aliorum suorum equorum, prout aliis in simili casu factum est.

Crédit accordé au capitaine de Crète pour les réparations de son palais.

Capta. — Quia palacium nostri capitanei Crete eget magna reparatione et, nisi modo reparetur, expendetur in duplum, Vadit pars quod committatur Duche ac Capitaneo ituro et eonsiliariis, quod dietum palacium reparari faciant, per illum modum et eum illis expensis que eis vel majori parti eorum videbuntur neeessarie, non possendo expendere pro dicta causa ultra yperpera V^C^.

Autorisation au nouveau gouverneur de Retimo, Francesco Cocco, d'augmenter son train de maison.

Capta. — Quod vir nobilis ser Francus Caueho, iturus de nostro mandato rector Rethimi, cum teneatur per formam sue eommissionis tenere quatuor equos et octo famulos, et equi predicti non sint sufficientes pro familia sua, et ipse optet facere honorem dominationis nostre in Regimine predicto et alibi ubi se esse contingat, ultra equos sibi limitatos possit tenere duos equos et unum ragatium, qui erunt semper in serviciis et honoribus nostris, quos tenere debeat cum illa condieione qua tenetur tenere alios.

1er juillet. f° 11 v°

Autorisation à des Crétois d'acheter des terres de la République pour les récompenser de services rendus.

Cum, sicut nostro ducali dominio humiliter et reverenter exposue-

1. Le document est daté par erreur de 1390 (MCCCLXXXX), comme le montre le chiffre de l'indiction V, qui est celui de l'an 1397.

1397 runt Hemanuel Capsodassi, calogerius, et Leo, ejus filius, ac Jani Mirochiafaliti de Rethymmo, fidelissimi servitores nostri ducalis dominii, ipsi semper fideliter et legaliter se gesserunt in omnibus guerris et servitiis nostri dominii et specialiter in rebellione Crete et postea contra aliquos malefactores qui fuerunt in casali Stimboli[1] et in caxali de larmiro[2] positis in districtu Rethimi pro subvertendo ut consentirent sue perfide intentioni. Deinde personaliter venerunt ad servicium dominii in guerra Padue ubi missi fuerunt ad bastitas et continue steterunt absque soldo, et quando redierunt in Candidam persenserunt quod societas de Gavaladis fecerat conspirationem contra dominium, Et tunc predicti supplicantes cum multis suis attinentibus et amicis iverunt contra dictam societatem et ceperunt multos ex illis, ducendo eos in forciam dominii ac accipiendo predam quam abstulerant a subditis et fidelibus nostri ducalis dominii. Item in guerra Januensium et suorum colligatorum fuerunt cum galeis nobilium virorum ser Frangie Quirino, ser Jacobuci Vicemano de Canea et ser Marci Pasqualigo et in multis aliis locis nostre Ducalis Excelsie, pro quibus suis bonis portamentis alias nostrum dominium benigne providit dictis supplicantibus in dando sibi provisionem annuatim et quod possint incantare et accipere ad affictum quoddam territorium sive caxale, vocatum Mirochiofala de Rethimo, sicut potest, et posset quelibet alia persona, quod caxale postea fuit incantatum et deliberatum nobili viro ser Andree Baroci pro ypp. ducentis octo, supplicantes quod dignemur dictum territorium eisdem et cuilibet eorum et suis heredibus concedere et dare, considerato quod dictum caxale habitatur per suos attinentes et quod alias ipsum territorium habuerunt, aut adminus eisdem et cuilibet eorum et suis heredibus concedere quod possint incantare et ad incantum accipere de territoriis nostri communis Rethimi, ut potest et posset quilibet pheudatus et quelibet alia specialis persona, Vadit pars, consideratis predictis et pro bono exemplo aliorum se bene gerendi, quod concedatur eisdem et cuilibet et suis heredibus quod possint incantare de aliis territoriis et possessionibus nostri communis Rethimi ad tantam quantitatem quantam continet gracia alias facta eis de incantando alia territoria.

De parte omnes alii — de non 3 — non sinceri 2.

5 juillet. f° 12 r°

Remise à Giovanni Michiel d'une amende de 64 hyperpères pour une erreur dans les écritures du gouvernement de Candie.

Décharge de droits accordée à Marco Giustinian pour la réimportation temporaire de draps exportés en Crète.

1. Stimboli, où il y avait des mines d'or.

2. Casale dell' Armiro ou Larmiro, au fond de la baie du même nom, sur la côte nord de la Crète.

19 juillet. f° 12 v° **1397**

Autorisation à Giovanni Bon, patron d'une des galères qui gardent le Golfe, de venir à Venise lors du retour des galères vénitiennes.

31 juillet. f° 15 r°

Instructions pour les achats de blés.

Cum utile et bonum sit pro bono et commodo nostri communis ac ubertate insule nostre Crete dare omnem bonam causam et largitatem pheudatis nostris et aliis habitantibus in dicta insula seminandi ut dicta insula tempore futuro non substineat incommodum bladis, et quod non occurat in penuria, Vadit pars quod ordinetur quod quilibet pheudatus vel alius qui de cetero seminabit vel seminari faciet cum donegalibus [1] et de dicto frumento, novo, bono et mercadante dare voluerit communi ad rationem ypp. 35 centenarium mensurarum, quod regimen Crete seu alii nostri rectores quibus presentabitur, si voluerint de ipso frumento, debeant ipsum frumentum accipere et dictis venditoribus facere solutionem suam nomine nostri communis, dummodo dictis nostris rectoribus clare constet quod dicta blada recollecta sint de dictis donegalibus, et in casu quo dictum regimen seu alii nostri rectores non vellent accipere dictum frumentum nomine nostri communis, quod tunc dicti pheudati, seu alii nostri subditi qui recoligissent dicta blada donegalium, sint in libertate sua navigandi et conducendi ipsum ad loca nostro dominio subjecta, et hec observare teneantur dicti nostri rectores insule Crete sub pena ypp. C pro quolibet ducha, consiliario, capitaneo vel alio rectore qui contrafaceret predictis vel alicui predictorum et qualibet vice, in suis propriis bonis, de quibus penis non possit fieri gratia sub dicta pena. Et committatur advocatoribus communis quod teneantur inquirere contra contrafacientes, habentes partem ut de aliis penis sui officii, facientes etiam ipsam in locis solitis nostri regiminis publice proclamari.

Renouvellement d'un crédit pour amener des chevaux en Crète.

Cum alias provisum fuerit quod incantarentur ypp. III^M pro conducendo in hanc insulam equos, videlicet ypp. duo milia pro equis partium Ponentis et ypp. mille partium Turchie, etc., que pars est expirata quia post modum provisum fuit per consilium rogatorum quod dicta yperpera tria milia incantarentur et deputarentur pro conducendo sclavos, etc., et utile sit providere quod equi conducantur in bona quantitate quia dicta insula valde eget eis. Vadit pars quod Regimen nostrum Crete teneatur et debeat

1. Ce mot n'est pas dans Du Cange.

1397 deputare alia yperpera tria millia de pecunia nostri comunis deinde, que incantentur ut alias solitum erat incantari, et cum omnibus conditionibus solitis, videlicet duomillia pro equis partium Ponentis et mille pro equis partium Turchie, que yperpera triamillia nunc de novo depositanda non possint unquam aliquo tempore tangi vel moveri pro aliqua alia re, sub pena yperperorum quingentorum pro quolibet ponente, vel consentiente partem in contrarium, et pro quolibet contrafaciente ad predicta.

De parte 64 — de non 2 — non sinceri 4.

Autorisation d'établir des débits de boissons dans le faubourg de La Canée.

Cum alias, pro bono loci nostri Canee, et ut castrum Canee habitaretur, provisum fuerit quod nullus modo aliquo posset tenere nec habere canipam vel tabernam extra castrum et ab aliquo tempore citra dicto ordini sit contrafactum quia per rectores nostros aliquibus concessum est quod possint tenere in burgo tabernam sive canipam et quod vendi facere possint vinum ad spinam et aliquibus non, quod cessit et cedit in damnum pauperum personarum et etiam equalitas non servatur. Vadit pars pro bono nostri comunis et pauperum personarum dicti loci quod ordinetur quod de cetero quilibet possit et valeat habere et tenere ac vendi facere vinum ad minutum, tam in burgo, quam extra burgum, solventibus ipsis dacia solita et ordinata, ita quod servetur ille modus in Canea qui servatur in Candida, in Rethimo et aliis locis insule Crete. — De parte 66.

On renvoie à une commission d'examen un rapport des provéditeurs de Romanie sur les meurtres commis en Crète.

Cum per nobiles viros... sindicos et provisores nostros Romanie nuper redeuntes de insula nostra Crete notata sit quedam pars sive provisio, super facto homicidarum dicte insule, et utile sit, antequam ulterius procedatur, quod dicta pars sive provisio diligenter et mature examinetur tam per regimen nostrum Crete, quam per rectores nostros qui fuerunt in illis partibus, — Vadit pars quod dicta pars sive provisio notata per dictos nostros provisores mittatur in scriptis regimini nostro Crete, mandantes eisdem quod simul cum capitaneo nostro Crete, et illis rectoribus qui exivissent de regimine qui se repperirent ibidem, et aliis qui sibi videbuntur, debeant diligenter et bene dictam partem examinare, remittendo eamdem cum suo consilio et parere superinde ac parere aliorum suis litteris introclusam...

Un délai est accordé aux provéditeurs pour leur retour.

12 septembre. f° 20 r°

Privilèges aux marchands vénitiens qui font le commerce en Crète.

13 septembre. f° 20 r° 1397

Comme il faut que les galères d'Alexandrie soient bien équipées et bien montées, on autorise leur capitaine, en touchant à Candie, avec l'aide et la subvention du gouvernement de Crète, à qui l'on écrit en ce sens, de prendre et d'enrôler autant d'hommes qu'il sera nécessaire pour compléter les équipages.

30 septembre. f° 22 r°

Election des trois Sages chargés d'examiner les affaires de Candie, Coron, Modon et Négrepont.

23 octobre. f° 22 v°

Libre entrée des grains venus de Candie.

5 janvier. f° 26 r° 1398

On renouvelle le décret [1] contre l'exportation au delà du Golfe des monnaies vénitiennes.

12 janvier. f° 27 r°

Attendu qu'il est resté beaucoup d'épices et marchandises à Beyrouth, qu'il est impossible de rapporter, ordre est donné au capitaine de Crète de choisir un *supracomitus* avec 30 ducats de solde par mois, d'armer deux galères avec paie d'un mois et demi, de les faire partir dans le délai de quinze jours pour Beyrhout, afin d'enlever toutes les épices et marchandises et de les conduire à Venise. Si le *supracomitus* n'a pas d'argent à son départ de Crète, il fera une lettre de change sur Venise.

11 février. f° 33 v°

Délai accordé à l'ancien gouverneur de Rétimo jusqu'à la fin de mars pour revenir à Venise.

Ser Johannes Cornario et ser Zacharia Victuri, sapientes Crete.

Capta. — Cum alias provisum et captum fuerit per hoc consilium Rogatorum quod scriberetur et manderetur Rectori nostro Rethimi quod pro reparatione moli et portus ipsius terre expendere posset iperpera septingenta de denariis illius loci nostro comuni spectantibus, sed videtur quod Rector cui scriptum fuit nihil de predictis expendiderit, quia habuit informationem a multis probis viris decentibus eidem Rectori quod aliquo modo dicta iperpera non

1. Voy. plus haut, 11 mars 1397.

1398 sufficiebant ad aptandum portûm, et ad faciendum laboreria opportuna, nunc vero istis diebus Nobilis vir ser Franchus Cauco, nunc Rector Rethimi, nobis suis literis intimavit, asserens quod vidit et examinavit portum et molum illius loci [1], cum multis expertis hominibus loci sepedicti, cui videtur et sic scripsit dominationi quod omnino esset necessarium providere, ne irent de malo in pejus, et etiam scripsit quod de illis iperperis VII^{C} data fuit licentia solum nobili viro ser Petro Nani, et non aliis ejus successoribus, et supplicat quod placeat nostre dominationi eidem licentiam concedere quod dicta iperpera septingenta possit expendere in predictis portu et molo, providendo etiam de aliis denariis ultra predictos prout videbitur dominationi, quia dicta pecunia non esset sufficiens ad faciendum opus predictum, et hoc redundabit ad magnum comodum dominationis. Vadit pars quod scribatur et mandetur Rectori nostro Rethimi presenti et futuris quod possint expendere de denariis nostro comuni spectantibus illa iperpera septingenta alias dicto ser Petro Nani concessa, et ultra illa possint expendere iperpera mille de denariis nostri comunis. Ac etiam ordinetur quod omnes condemnationes que fient per Rectores illius loci spectantes nostro comuni, debeant poni de per se denarii quarum sint pro raptando et edifficando portum et molos predictos donec opus illud portus et moli fuerit percompletum [2].

De parte 69 — non 21 — non sinceri 10.

14 mars. f° 35 v°

Délai jusqu'à la fin d'avril accordé à l'ancien duc de Crète, Guglielmo Quirino, pour se rendre à Venise.

27 mars. f° 35 v°

Le délai accordé à l'ancien gouverneur de Rétimo [3] est prolongé jusqu'à la fin de mai.

28 avril. f° 38 v°

Prolongation jusqu'à la fin de juin des deux délais accordés plus haut.

Envoi de renforts au capitaine de Crète, pour remédier aux pertes causées par la peste.

Cum propter maximam partem epipedimie (*sic*) que regnavit et presentialiter regnat in civitate nostra Candide et tota insula nostra

1. Le ms. porte *locis*.
2. En marge : *Missa fuit Rectori Rethimi ser Francisco Cauco et successoribus.*
3. Voy. plus haut, 11 février 1398.

Crete multi et multi mortui sint inter quos multi stipendiarii nostrorum peditum mortui sunt et creditum [1] sit quod in futurum durante ista peste, ut videtur, multi plures morientur; unde providentum est inconvenientibus et periculis que sequi possent remanentibus dicta civitate nostra Crete et aliis locis dicte insule nostro, defulcitis stipendiariis. Et sicut etiam scribit noster capitaneus Crete per suas literas, dominationi nostre instantissime supplicando ut dignetur providere quod sibi mittantur alique poste quas possit ponere loco deficientium. Vadit pars, omnibus consideratis, quod subito fiant quatuor banderie peditum, sub quatuor bonis capitibus, que scribi et soldari debeant per pagatores nostros armamenti, secundum consuetudinem, et cum illo salario, condicione et pacto quod videbitur collegio domini, consiliariorum, capitum de XLto, sapientum consilii et sapientum Crete, que mitti debeant cum primis navigiis euntibus Candidam Regimini et Capitaneo nostro Crete, mandantes sibi quod debeant disponere et ordinare de ipsis, tam in retinendo apud se, quam in mittendo Caneam et ad alios locos ubi foret necessarium, pro securitate dicte insule, prout sue sapientie videbitur. 1398

Non sinceri 1 — de non 0 — de parte omnes alii.

Réparation à faire à la citadelle de Cérigo.

Sapientes Crete. — Capta. — Quia castellanus noster Cederici [2] scripsit nostro dominio per suas literas possendi expendere yperpera VC in reparando dictum castrum Cederici quod in pluribus locis minatur ruinam et in aliquibus aliis necessitatibus dicti castri, et similiter possendi accipere unum murarium cum salario yperperorum XLIIII et mensurarum XLVIII frumenti in anno et domus pro habitatione sua, et unum marangonum cum salario yperperorum XXXIIII et mensurarum XLVIII in anno et domus pro habitatione sua, ad expensas comunis, qui possint et debeant laborare et abtare dictum castrum, et hoc erit cum utilitate et avantagio comunis. Vadit pars quod scribatur et mandetur Regimini nostro Crete quod debeat accipere plenariam informationem de omnibus necessariis dicto castro, et habita plenaria informatione possit concedere et ordinare dicto nostro castellano Cederici, ut sibi videbitur, quod possit et debeat expendere illud quod erit necessarium in reparatione dicti castri, et mittatur sibi copia litterarum missarum nostre dominationi per castellanum nostrum predictum ad suam clariorem informationem.

Non sinceri 1 — de non 0 — de parte omnes alii.

1. Le ms. porte *credum*.
2. Cerigo, île située au S.-O. du cap Malée, à 70 kilomètres environ au N.-O. de Candie, appartenait aux Vénitiens depuis 1269 (avant les Venier).

1398 Mesures prises pour la défense de Cérigo contre les Turcs.

Sapientes Crete — Capta. — Cum castellanus noster Cederici propter novitates Turchorum et ea que dicuntur ordinaverit, ponere pro custodia et securitate dicti castri et totius illius insule ac securitate habitantium in ipsa et suorum animalium et bonorum omnium in VII locis custodias. Videlicet homines tres pro quolibet loco et intendat quod dictis custodiis solvatur per homines et habitatores dicti castri ac dicte insule, qui recusant solvere, dicentes quod nunquam consueverunt talia facere, ideo petit declarari a dominatione nostra si debet facere quod dicti homines et habitatores dicti castri et insule solvant dictis custodiis an [1] debeat solvere ipsis de pecunia nostri comunis. Vadit pars quod scribatur et mandetur dicto nostro castellano Cederici quod, considerato quod dicte custodie solum redundant ad comodum et utilitatem ac securitatem omnium habitantium dicte insule et suorum bonorum, debeat facere et ordinare quod homines et habitatores dicte insule et castri per texeram, per diem, per edomadam vel per alium terminum et modum, prout sibi videbitur fore necessarium per ratam, ut quilibet habeat portionem suam, et si aliquis recusaret ire [2] ad dictas custodias aliquo modo vel causa, teneatur mittere alium loco sui, prout est justum et equum, avisando dictos cives et habitatores quod hec custodie durature erunt donec durabunt iste novitates Turchorum.

Non sinceri 7 — de non 0. — De parte omnes alii.

Réduction du taux de l'intérêt à La Canée.

Cum in civitate nostra Canee sint multi Judei dantes ad usuram XXV pro centenario et triginta, et in aliis terris et locis insule Crete Judei illorum locorum dant solummodo XII pro centenario ad usuram, et bonum sit talibus obviare. Vadit pars quod Judei habitantes in Canea et etiam in omnibus aliis terris et locis nostris insule Crete non audeant dare ad usuram, nisi ad usque XII pro centenario secundum usum solitam et non ultra ullo modo vel ingenio, et si quis contra fecerit, cadat ad penam pedendi *prodem* et capitale; et si erit accusator per quem veritas sciatur habeat tercium, rector tercium *et* commune reliquum et teneatur dictus accusator de credentia.

Même date. f° 43 r°

Nicolas Comita, prêtre catholique de l'église de Saint-Georges du Bourg de Rétimo, et *prothopapa* des Grecs de Rétimo, suspendu par son évêque à cause de calomnies lancées par lui, est allé à Rome et a obtenu l'absolution ; il demande à être réintégré

1. Le ms. porte *am.*
2. Le ms. porte *iret.*

dans ses charges, d'autant plus qu'aux termes d'une constitution du gouverneur de Rétimo, en date du 3 juillet 1352, le prêtre de Saint-Georges doit être Latin, si faire se peut. On lui a accordé sa demande en faisant des réserves touchant la charge de *prothopapa* : ce point est laissé à la décision du gouverneur de Rétimo. 1398

13 juin. f° 43

Grâce accordée à Giovanni Moro.

Capta. — Quod revocentur in tantum consilia et ordines existentes super graciis officiorum et beneficiorum Crete, quod possit fieri gratia nobili viro ser Johanni Mauro quondam ser Hermolai de castellania Castri Pediade siti in insula Crete, per illud tempus quod videbitur.

20 juin. f° 46 v°

En cas de mort, par suite de l'épidémie, du duc ou du capitaine de Crète, le survivant prendra la fonction du mort.

17 juin. f° 46 v°

On prolonge jusqu'à la fin de juillet le délai accordé à l'ancien duc de Crète.

22 juin. f° 47 r°

Dispositions concernant les galères de Beyrouth qui portent des marchandises à Candie.

... ceterum qui a clargatum est quod havere subtile possit extrahi cum navigiis disarmatis et multociens occurrat quod illi qui extrahunt de dicto havere per Candidam et per alia loca accipiunt bulletas ab officio nostrorum extraordinariorum et non solvunt nabula gallarum, ordinetur quod nostri extraordinarii teneantur accipere ydoneam plezariam ab illis qui extrahent de dicto havere, quod solvant nabula infra dies XV postquam dictum havere fuerit de Venetiis extractum, ut patroni galearum habeant suum drictum.

Même date. f° 48 r°

Même décret en ce qui touche la *cocha* d'Alexandrie.

9 juillet. f° 52 v°

Le capitaine de Rétimo étant mort, on fait une exception au décret du 20 juin pour donner sa place à Marin Venici, à cause de ses excellents mérites.

Adopté par 53 voix contre 37. Abstentions 6.

1398 2 août. f° 56 v°

Privilèges aux marchands vénitiens qui font le commerce en Crète.

13 août. f° 58 v°

A cause de l'épidémie de Candie, le capitaine de la galère d'Alexandrie pourra relâcher soit au port de Candie, soit à Standia [1], soit à Fraschia [2].

Jean Condachiti [3] avait été privé, pour cause de maladie, de son office de scribe de la chambre de Crète; étant donné les bons rapports qu'on a eus sur lui, et les services qu'il a rendus, on ordonne au duc et aux conseillers de le rétablir dans sa charge ou de lui en donner une équivalente.

7 septembre. f° 62 r°

Le capitaine de Crète ayant écrit qu'il n'a pas besoin des renforts qu'on lui a envoyés [4] et demandé ce qu'il faut en faire, ordre de les envoyer à Négrepont qui est menacé.

30 septembre. f° 65 r°

Election des trois sages chargés des affaires de Candie, Choron, Modon et Négrepont.

19 octobre. f° 67 v°

Envoi de renforts à Négrepont, menacé par Bajazet; on y envoie notamment la galère *Guirini* de Crète.

29 octobre. f° 69 r°

Libre entrée des grains venus de Candie.

7 novembre. f° 70 r°

Marchandises vénitiennes séquestrées à Chypre par le capitaine de Famagouste.

28 novembre. f° 72 r°

On fait don à deux nobles crétois de Castel Bonifazio.

1. Standia, aujourd'hui Dia, île située en face de Candie, à trois lieues environ de la côte, et dont le port principal était Saint-Zorzi (Saint-Georges).
2. Fraschia, sur le promontoire du même nom en face de S. Zorzi.
3. Candachiti est la transcription du grec Χανδακίτης, le Candiot.
4. Voy. plus haut, 10 juin 1398.

6 décembre. f° 72 v° **1398**

Don exceptionnel de Castel Belveder à Leonardo de Canali, pour les services rendus à Venise.

Capta. — Cum ducalis dominatio nostra, ultra omnia alia dominia, sit solita suis fidelibus civibus et servitoribus, his presertim qui temporibus necessariis exposuerunt personas et havere in honoribus et serviciis suis, ample de suis gratiis et beneficiis providere tam in retributionem bonorum operum suorum, quam in bonum exemplum aliorum. Et, sicut est notum, providus vir Leonardus de Canali, pheudatus noster in Creta, sequendo suorum progenitorum vestigia, semper fuerit fidelissimus nostro dominio et libenter laboraverit et exercuerit personam suam in guerris nostris, et specialiter in guerra Padue, in qua juxta oblationem suam suis expensis personaliter servivit, ut omnibus notum est, successive postea ipse et frater suus in guerra Janue, exponendo personas suas omnibus dubiis et periculis, ut possent honorem nostrum civiliter procurare in tantum quod dictus ejus frater, qui erat bone conditionis, pugnando apud Sibinichum [1] mortuus fuit cum notabili damno domus sue, et ipse Leonardus fuit similiter letaliter vulneratus, propter quam vulnerationem fuit per capitaneum galearum licentiatus, ut posset de sua liberatione melius providere. Reducto eo autem ad liberationem et non sine magnis expensis reversus est in Candidam et immediate per Rectores qui tunc erant fuit constitutus [2] capitaneus XXV ballistariorum ad custodiam carceratorum de Janua qui in Creta erant. Ipse autem volens facere honorem nostri dominii, sicut semper facerat, de suo proprio induit dictos ballistarios ad armam suam, secundum quod est infinitis nobilibus et aliis manifestum, plura que alia fecerat que non expedit recitare, propter que ample meretur gratiam nostri dominii; Vadit pars, predictis consideratis, quod strictura officiorum et beneficiorum Crete, non dandorum per gratiam, revocetur in tantum quod possit dicto Leonardo de Canali per consilia ordinata fieri gratia de castellania Castri Belveder [3] insule Crete, per illud tempus quod videbitur ducali dominio, remanentibus aliis stricturis per terram ordinatis de responsionibus super peticione sua fiendis et de mittendo illam in Cretam in sua firmitate sicut jacent, ut ipse fidelis noster possit se et familiam suam tuam, de qua gravatus est, mediante favore dicte gratie sustinere, et ut alii capiant exemplum disponendi se ad honores et beneplacita nostra temporibus futuris.

1. Sibinico.
2. Le ms. porte *constutus*.
3. Castel Belveder, au sud-est de la plaine de Mésarée, sur la rive droite de l'Anapodari, faisait partie du territoire de Candie.

1398 29 novembre f° 74 v°

Autorisation à un conseiller de Crète de dépenser dix ducats pour la réparation de sa maison, outre les trente qu'on avait accordés à son prédécesseur, et que celui-ci n'a pas dépensés.

1399 9 janvier. f° 81 r°

Mesures à prendre pour la défense de Négrepont.

Capta. — Cum per ea que undique divulgantur et senciuntur, spiritus et intentiones Baysiti Imperatoris Turchorum videntur esse multum intentus et vigilare ad damna nostre insule Nigropontis, sentimus etiam quod ipse mittit magnum exercitum gentium ad partes Amoree [1], propter quas causas debemus habere cordi custodiam et conservationem tam dicte insule quam locorum nostrorum Coroni et Mothoni, quia sunt tantum utilia nobis et necessaria quantum esse possent. Vadit pars, considerato quantum tam civitas ipsa Nigropontis quam loca predicta sunt male fulcita gentibus aptis ad defensionem, quod collegium domini, consiliariorum, capitum et sapientum consilii et ordinum, habeat libertatem solidari faciendi, quanto prestius fieri poterit, sub quatuor capitibus usque ad numerum ballistariorum centum de insula Crete et aliunde, unde videbitur, per illud tempus et cum illo soldo cum quibus melius haberi poterunt, mittendo postea de ipsis ad ipsa loca et dividendo ipsos, videlicet quinquaginta Nigrapontem, vigintiquinque Mothonum et vigintiquinque Coronum.

De parte 68 — non 5 — non sinceri 4.

27 janvier. f° 81 r°

Ser Lo. Mauroceno, ser Justus Contareno.
Ser Lo. Mauroceno.

Die XXVII° Januarii in collegio.

Quod L ballistarii qui mitti debent Nigropontem fiant in Candida et de Candida transmittantur — 8 — 8 — 8 — 8 — 8.

Quod fiant de forinsecis et mittantur de Veneciis — 8 — 8 — 8 — 8 — 8. non — 0. non sinceri — 0 0 0 0 0.

Capta. — Quod, de illis C ballistariis qui fieri debent, L fiant in Veneciis, sub duobus comestabilibus qui probentur in collegio, dando illis libras XVIII pro quolibet, et comestabilibus duas pagas cum dimidia, tenendo unum ragacium, paga trium mensium et firma sex, et accipiantur ad bersaium ubi intersit unus caput de XL et unus sapiens ordinum. Quinquaginta autem fiant in Creta et mittantur Nigropontem cum paga trium mensium et firma sex. — De parte 9.

Ser Justus Contareno.

1. La Morée.

Quod tam illi qui mitti debent Coronum et Mothonum, quam illi qui debent mitti Nigropontem fiant de forinsecis — 7. **1399**

7 janvier. f° 82 r°

Crédit accordé à Leonardo Aymo, conseiller de Crète, pour la réparation de sa maison.

Capta. — Quod concedatur viro nobili ser Leonardo Aymo, consiliario nostro Crete, quod pro reparatione hospicii magni de salario sue habitationis, quod est omnino ruiturum nisi presto reparetur, possit expendere iperpera ducenta et septuaginta de pecunia nostri comunis deinde.

7 février. f° 87 r°

Délai accordé à l'ancien conseiller de Crète jusqu'à la fin de mars pour se rendre à Venise.

20 février. f° 88 v°

Deux galères de Crète se trouvent en Romanie; ordre au gouvernement de Crète de choisir deux capitaines capables d'armer deux galères nouvelles pour aller les remplacer.

2 mars. f° 90 r°

Autorisation au Gênois Manea Alberici de transporter des tonneaux sur des vaisseaux vénitiens.

Cum penhibeatur testimonium laudabile de quodam Januense, vorato Manea Alberici, qui jam pluribus annis in partibus Crete moram traxit, gerendo se notabiliter ad honores et commoda nostri dominii in illis partibus et fecerit fieri circa capita trecenta bottarum pro mittendo in Cretam et Mothonum... et quia reperitur prohibitum quod forenses non possint navigare per mare cum navigiis nostris aliquas res suas, et petat de gracia quod possit naulizare de nostris navigiis et mittere dicta capita bottarum Mothonum et in Cretam. Vadit pars quod considerato quod iste res sunt res de ministerio et manualiter laborate, etiam hoc est cum inviamento artis et bono et utilitate nostri comunis et subditorum nostrorum. Quod dictus Manea possit naulizare de nostris navigiis et mittere in Cretam et Mothonum dicta capita buttarum, solvendo nostra datia consueta. Et si consilium, etc.

11 mars. f° 91 v°

Armement extraordinaire de galères à Venise et en Crète pour la défense du Golfe.

Capta. — Quod pro anno presenti in bona gratia deputentur ad

1399 custodiam Culphi et ad faciendum alia facta nostra galee decem, quarum pro nunc armari debeant in Venetiis galee due, ultra galeam Molinam, que jam armata exivit ad custodiam Culphi. In Creta vero armetur galea una ultra illas duas, quas alias captum et scriptum fuit debere armari et mitti ad partes Romanie [1], et remanendo pro nunc de armando galeam solitam armari in Creta, pro custodia insule Nigropontis et i larum partium. Et si in processu temporis videretur expediens de armando plures galeas, istud fieri poterit secundum nova et casus qui de tempore in tempus occurrerent.

Verum pro non habendo expensas tot galearum armatarum, ex nunc ordinetur quod per istas naves ituras ad partes Tane, scribatur et mandetur Regimini Nigropontis quod in quantum galea Quirina de Candida amplius non sit eis neccessaria debeant licentiare ipsam, ut redeat ad disarmandum.

Et elligatur capitaneus dictarum galearum et omnium navigiorum nostrorum armatorum et disarmatorum, pro habendo ipsum sufficientem, per quatuor manus electionum in majori consilio, probando electos ad unum ad unum, et ille qui plures ballotas habuerit transeundo medietatem dicti majoris consilii, sit firmus; qui capitaneus possit accipi de omni loco et officio, et de judicatu petitionum, excepto quam de officio continuo, et redeat infra terciam diem, et habeat de salario ducatos sexaginta in mense et ratione mensis, tenendo familiam et alia onera capitanei qui nunc rediit, et sit cum conditionibus ejus tam de mensa quam de aliis rebus; notarius vero suus, ut habeat unum sufficientem, habere debeat ducatos sex in mense, ut habuit notarius ser Johannis Capello, et hoc pro ista vice tantum.

Insuper, quia salarium duorum tubetarum et duorum zaramellarum et unius nacharini, deputatorum capitaneo predicto quibus solvitur per nostrum comune est ita pronum. Videlicet libras centum vigintiocto in mense inter omnes predictos, quod non inveniretur aliquis sonator qui iret pro dicto precio, nisi capitanei supplerent de suo proprio, quod non est rationabile, ordinetur quod solutores nostri armamenti, ut capitaneus non habeat dictum onus et expensas, possint expendere et dare de salario in mense et ratione mensis dictis tubetis, zaramelis et nacharino usque ad quantitam (*sic*) ducatorum XL auri, inter omnes predictos, faciendo prout melius poterunt.

Supracomiti vero galearum que armabuntur in Venetiis fieri debeant per quatuor manus electionum in dicto majori consilio, cum salario ducatorum triginta in mense, pro ista vice tantum, et similiter habeant supracomiti galee Crete et mandetur regimini Crete quod elligant istum tercium supra comitum per modum quo elligerunt alios duos, et quod faciant talem electionem quod nos habea-

1. Voy. plus haut, p. 83.

mus expertam et sufficientem personam, et quod solicitet armamentum dicte galee, ita quod, recepto hoc nostro mandato, dicta galea exeat quam prestius esse poterit et venire debeat ad culphum nostrum, ad inveniendum capitaneum nostrum Culphi. 1399

Et debeat dictus capitaneus et supracomitus ponere banchum et armare quando ordinabitur per collegium domini, consiliariorum, capitum et sapientum utriusque manus, cum soldo et precio quod per ipsum collegium fuerit limitatum. Sed ex nunc ordinetur quod tam galee que hic armabuntur quam galee que armabuntur in Creta, habere debeant ballistarios XXV pro qualibet, ut sint bene armate pro faciendo honorem nostrum.

Modus vero servandus contra cursarios sit in omnibus et per omnia ut alias captum fuit in hoc consilio.

Et omnes alii ordines alias capti et soliti servari in armamento istarum galearum, qui revocati non sint, et in facto deputandi corpora galearum et in aliis, observentur etiam in viagio presenti.

4 avril. f° 95 r°

Une épidémie règne à Coron et Modon : les habitants du faubourg de Coron établissent des quarantaines, ce qui peut aider les Turcs à s'emparer des sujets vénitiens; ordre leur est donné de recevoir dans le faubourg tous ceux qui se présenteront.

30 mai. f° 104 r°

Girolamo de Benedetto obtient pour cinq ans la charge de secrétaire (*scribania*) à Pediada.

31 mai. f° 104

On accorde par exception les châtellenies de Castel Novo et Castel Pediada à Andrea de Medio pour services rendus.

Capta. — Cum dominium nostrum ex sua clementia et benignitate semper compassionem habuerit nobilibus et fidelibus nostris qui in serviciis et honoribus ducalibus exposuerint personas et havere, nullis parcendo periculis in subveniendo eis in necessitatibus suis, et nobilis vir Andreas de Medio, filius ser Petri, habitator Candide, motus fidelitate dum esset in Constantinopoli, sunt anni tres vel circa, ascenderit super galea nobiiis viri ser Nicolai Cornario supracomiti galee armate in Candida, quando apparuerunt ligna vigintiseptem Turchorum, et hoc pro substinendo honorem ducalis dominii, nam erat ibi pro mercatore, et casus dederit quod una bombarda sive lapis bombarde inimicorum percussit eum in cossia, taliter quod se juvare non potest, sicut primo faciebat, et nisi subveniatur a nostro dominio, sit miserabiliter periturus. Vadit pars, considerato quod ipse ser Andreas ex ardore fidelitatis pro substi-

1399 nendo honorem nostrum incurrit tantum damnum, cum erat valens nobilis, et bonus ballistarius, revocentur consilia in tantum quod possit ei fieri gratia, et sit castellanus Castri Novi et postea Castri Pediade, per illud tempus et sicut videbitur dominio, servatis ordinibus debitis et consuetis. Et de hoc plene est informatus nobilis vir ser Paulus Zane, qui erat tunc baiulus Constantinopolis.

9 juin. f° 105 r°

On donne à Francesco Dandolo la châtellenie de Chisano [1].

12 juin. f° 105 r°

Grâce accordée à Antonio Barbadico.

16 juin. f° 107 v°

On accorde pour cinq ans à Jean de Candie [2], fidèle à la République comme ses ancêtres, la charge de scribe de Castel Novo, de Pediada ou de Bonifazio afin de pourvoir aux besoins de lui et de sa famille.

8 juillet. f° 114 v°

Pour encourager en Crète l'ensemencement des terres, on décide que tout propriétaire pourra vendre du froment à la République au prix de trente cinq hyperpères les cent mesures, à charge par lui de notifier le lieu et la quantité de ses semailles. Jusqu'au mois d'octobre le gouvernement de Crète et tous les gouverneurs seront tenus d'accepter ce blé et d'en payer le prix aux propriétaires. Les propriétaires pourront aussi le faire transporter en toute liberté et sans droits dans les pays soumis à la domination vénitienne, sauf le cas où il y aurait menace de disette en Crète. Ce décret sera exécutoire jusqu'à nouvel ordre. Les gouverneurs sont tenus de faire proclamer le présent édit dans le courant de mai, de poursuivre les contrevenants, et de le faire exécuter sous peine d'être privés de leurs charges à perpétuité. Si l'argent leur manque pour payer le blé, ils auront recours aux lettres de change.

28 juillet. f° 118 v°

Ordre au capitaine du Golfe de veiller à ce que la galère de

1. Chisano, Chisamo ou, plus souvent, Chissamo, sur le territoire de La Canée, au fond de la baie, entre les caps Busa et Spada.

2. Sans doute le même qui est appelé plus haut (13 août 1398) Jean Candachiti.

Crète ait trente arbalétriers, autant que les galères vénitiennes qui vont défendre le Golfe. 1399

17 août. f° 120 r°

Privilèges aux marchands vénitiens qui font le commerce en Crète.

1er septembre. f° 124 r°

Ordre d'armer, pour la défense de Corfou, vingt bons arbalétriers vénitiens ou crétois.

20 septembre. f° 126 v°

Election de cinq Sages chargés d'examiner les faits relatifs aux armements, désarmements, marchands et marchandises et faits connexes.

Même date. f° 127 r°

Elections de trois Sages chargés d'examiner les affaires de Candie, Coron, Modon et Négrepont.

20 octobre. f° 128 r°

Ouverture d'un crédit de quarante ducats d'or au duc de Crète, Albano Badoer [1], pour la réparation de sa maison et l'arrangement de ses terrasses.

20 octobre. f° 128 v°

Libre entrée des grains venus de Candie.

7 novembre. f° 128 v°

Autorisation au capitaine de Crète d'entretenir, outre les chevaux auxquels il a droit, *unum roncinum ad portandum aquam et pro aliis necessitatibus domus sue.*

27 novembre. f° 128 v°

Envoi d'un vaisseau à Corfou pour protéger le commerce dans le golfe de Patras.

Capta. — Quia nobilis vir ser Marinus Karavello nuper per suas literas nobis scripsit quod tres barche Turchorum armate in culpho

1. Albano Badoer succédait à Guglielmo Quirini; il devint plus tard, en 1423, procurateur de Saint-Marc.

1399 Patraxii, videlicet in partibus de la Suola [1], de remis XX vel circa pro qualibet, exiverunt, multa damna inferentes barchis et aliis navigiis exeuntibus de Patraxio a Gustitia [2] et aliis locis circumstantibus, et requirit ut dignemur sibi mittere unum lignum, mensure lignorum Istrie, Vadit pars quod mitti debeat Corphoy unum lignum novum mensure Istrie ad navarescham vel per alium modum, prout videbitur collegio domini, consiliariorum, capitum et sapientium consilii et ordinum ac Crete. Et ex nunc committatur patronis nostris arsenatus quod poni faciant in ordine unum ex dictis lignis, quanto prestius fieri potest, et illud fulcire omnibus necessariis.

Même date. f° 130 r°

Le môle du port de Candie menaçant ruine, ordre aux Patrons de l'Arsenal d'y envoyer un vaisseau pour porter les pierres nécessaires à sa réparation.

Capta. — Cum regimen et capitaneus noster Crete per suas literas nobis instanter denotaverint conditionem portus et moli Candide, qui molus est omnino ruiturus, nisi mittatur illuc unum maranum pro conducendo lapides ad dictum molum, sicut est consuetum, cum maranum quod ibi erat sit summersum, et necessarium sit omnino providere super hoc, Vadit pars quod committatur nostris patronis arsenatus quod debeant facere resegare unam ex galeis nostris mensure Alexandrie, ex illis que eis videbuntur bone ad hoc, et illam aptari facere et adestrare per illum modum qui videbitur protomagistris nostris arsenatus, que galea aptata et in ordine posita ac fulcita omnibus necessariis, mitti debeat in Candidam ad navarescham, per illum modum qui collegio domini consiliariorum et capitum et sapientum consilii ordinum et Crete videbitur opportunus.

4 décembre. f° 130 v°

La charge de scribe de Castel Bonifazio est accordée à Franchus Paulopulus de Crète, pour le temps que la Seigneurie jugera convenable.

1400 15 janvier. f° 139 r°

Frère Victor, évêque de Milipotamos [3], a été calomnié près de la curie romaine par un autre évêque qui veut l'éloigner de son siège; mais comme il a fait maintes bonnes œuvres dans son évêché et qu'il a su gagner l'affection de ses administrés, on écrira en sa faveur au pape et aux cardinaux.

1. La Suola, Salona ou Sole, située dans l'intérieur des terres, au fond d'une grande baie, sur la côte nord du golfe de Patras.
2. Vostitza, La Voustice, port à 25 kil. à l'est de Patras.
3. Milopotami, dont nous avons déjà vu le nom sous plusieurs formes.

12 février. f° 143 v° 1400

Beaucoup des arbalétriers de Corfou ont femmes et enfants, ce qui présente de graves inconvénients pour les réquisitions. On écrit au baile d'en faire équiper deux cents à Venise ou en Crète pour remplacer ceux qui seraient inutiles ou insuffisants.

19 février. f° 144 v°

Pour la sécurité des galères de La Tana, le gouvernement de Crète fera escorter chacune d'elles par quinze arbalétriers, auxquels il donnera la solde de quatre mois, soit vingt ducats garantis par les marchandises. Le départ des *coche* de Corfou et Candie est retardé jusqu'au 3 mars à peine d'une amende de deux cents livres, garantie par les marchandises.

27 février. f° 145

L'empereur de Constantinople demande que, dans le cas où les Turcs deviendraient trop menaçants, son frère, le despote de Misistra [1], avec sa famille et l'impératrice qui est à Malvasia [2], puissent être conduits sur des galères vénitiennes à Coron, à Modon ou en Crète. Il lui est répondu qu'ils devront se faire transporter à Venise, où ils auront plus de sécurité. Défense aux gouvernements de Crète, Coron, Modon, Négrepont de les faire conduire ailleurs qu'à Venise. L'impératrice ne pourra avoir une suite de plus de cinq hommes. Le voyage se fera à ses frais.

SEN. MISTI R. 45 1400-1401.

23 mars. f° 4 v°

Mesures prises pour permettre aux capitaines des vaisseaux qui vont à La Tana, de licencier à Modon les arbalétriers candiots.

Capta. — Cum contineatur quod capitaneus noster cocharum iturarum Tanam debeat dimittere in Mothono illos ballistarios de Candida pro scansando expensam eorum pro utilitate mercantiarum et mercatorum, cum conditione quod in reditu solvere debeat dictis ballistariis refusuram suam, et dubium sit si habebit denarios pro dicta refusura vel non, et propterea necessarium sit super hoc pro-

1. Misistra ou Mistra, à 4 kilom. O. de Lacédémone.
2. Malvasia ou Malvoisie, ville de la Morée.

1400 videre, Vadit pars quod committatur capitaneo predicto quod, in casu quo non haberet denarios pro dicta refusura de illa una et dimidia pro centenario, quam exigere debet extra Venetias de mercationibus que discaricabuntur de loco in locum, possit denarios necessarios pro hujusmodi refusura accipere in Mothono vel Corono ad cambium, solvendos per nostrum comune hic in Venetiis, qui postea exigantur per nostros extraordinarios de mercationibus que conducentur Venetias, sicut est captum.

26 avril. f° 9 r°

Envoi de deux galiotes et d'effets d'équipement à Candie.

Cum regimen nostrum Candide per litteras plures suas replicatas cum non parva instantia nobis scripserit quod, armatis tribus galeis que quolibet anno armantur, et postea aliis que mittuntur in cambium earum, remanent sine fusto aliquo quod possint armare ad obviandum alicui ligno Turchorum, et propterca petunt duas galeotas, ultra hoc remigium et corida galearum, de quibus habent omnino necessitatem; insuper petunt arma quia populus ille est sine armis et male in ordine in casu necessitatum, Vadit pars quod ultra illam galeotam, de duabus que sunt in Corono, ordinatam per dominium mitti debere in Candidam, debeat mitti in Candidam de nostro arsenatu una galeota nova, fulcita omnibus necessariis per illum modum qui videbitur collegio, et mitti debeant ducenti remi a galeota pro respectu. Insuper debeant mitti pro galeota deinde remi sexcenti tercaroli III, sarcia, talee, ferra, arma et alia fulcimenta in totum pro una galea, non ponendo in hoc vella. Item lanceo a galea ducente; et ultra predicta emantur de pecunia nostri communis dehinc curacie C ab hominibus de pede que mittantur in Candidam, committendo dicto Regimini quod dispenset et vendat ipsas curatias pro precio quo hic constiterit, ponendo ducatum ad precium quo tunc valebit, et pecuniam in nostro communi deinde. Et committatur patronis nostri arsenatus quod ponant predicta in ordine et emant predictas curatias et habeant laborem mittendi predictas res in Candidam secundum ordinem supradictum.

6 avril. f° 9 v°

Election des trois Sages chargés d'examiner les affaires de Candie, Coron, Modon et Négrepont.

14 mai. f° 11 v°

Décharge de droits accordée à Giovanni Contarini pour la réimportation temporaire de huit balles de toiles exportées en Crète, et qui se trouvent entre les mains du gouverneur de La Canée.

Même date. f° 12 v° 1400

L'armée des Turcs a quitté Gallipoli : on craint qu'elle ne se dirige vers Négrepont ou la Crète. Ordre à trois galères du Golfe de prendre leurs dispositions en conséquence [1].

2 juin. f° 15 r°

On accorde à Giovanni Renaldi de Borderis, pour ses services pendant la guerre avec les Gênois, deux *poste equestres* en Crète.

5 juin. f° 16 r°

Le décret du 4 janvier 1361 [2], limitant l'importation à Venise de la cire et de l'alun de Crète, n'a fait que favoriser la concurrence des étrangers, qui importent les cires et aluns en tout temps. On pourra désormais les amener, quelle que soit l'époque, sur des vaisseaux désarmés en payant les taxes habituelles ; exception est faite pour les cires de Mételin [3] et de Folia [4], dont l'exportation sera autorisée du 1er mars au 15 avril, et du 1er septembre au 15 octobre. Amendes et poursuites contre les contrevenants.

5 juin. f° 16 v°

Nomination d'Ordelafo Falier à la direction de l'arsenal de Candie.

Cum rectores nostri Crete, ducha scilicet et consiliarii, scribant quod res nostri arsenatus Candide sunt male custodite et sine aliqua regula, in maximum damnum nostri comunis et sinistrum agen-

1. On renouvelle les mêmes ordres le 18 mai (f° 14 v° du registre), mais Négrepont seul est mentionné comme pouvant être menacé.
2. Voici ce décret :
Capta. — Quod pro bono mercatorum et nostri comunis ordinetur quod decetero Cera et Lumen de partibus Crete et Nigropontis et a Creta et Nigroponte intra et a Bucha Avidi * intra habeant terminum veniendi Venecias cum navigiis disarmatis, recedendo a locis a Kallendis mensis marcii usque per totum mensem aprilis, a Kallendis septembris usque per totum mensem octubris. Et contrafacientes predictis vel alicui eorum incurrant ad penas contraordinis, et predicta committantur omnibus officialibus contrabannorum et aliis officialibus quibus spectant, qui inquirere teneantur de contrafacientibus et penas exigant, habendo partem ut de aliis sui officii. Et si accusator fuerit, pena dividatur per tercium et sit de credentia. Et si consilium, etc. (Sen. Misti, R. 30, f° 48.)
3. Mételin est le nom de l'île de Lesbos ou Mitylène.
4. Folia, non loin de Phocée.

* La *Buca Avidi* est l'entrée du détroit d'Abydos ou Hellespont.

1400 dorum nostri dominii, et propterea dicunt quod esset expediens providere superinde, reducendo nobis ad memoriam quamdam partem [1] captam 1386 mensis februarii die vicesima quinta, que continet de modo qui servari debet in eligendo unam personam sufficientem cum certa provisione superinde. Et sit hic providus vir Ordelafus Falletro [2] de Candida, homo sufficiens et probus, qui, sequendo vestigia suorum progenitorum, a juventute sua citra nunquam destitit laborare et exercere personam suam pro honore et statu nostro, et maxime eundo cum suis navigiis in extremitatibus Crete pro frumentis et bladis cum sua propria pecunia emptis, sine aliqua provisione, et amittendo ipsa sua navigia cum damno yperperorum XIII^M^, et hoc, tempore ser Dominici Bono et ser Michaelis Justimano [3]. Similiter postea tempore ser Donati Mauro [4], non obstante amissione sue substantie et facultatis, non cessavit ab operibus suis, nam fuit missus cum una barcha ad partes Turchie et latenter, et in illo itinere fuit bis captus et bis aufugit. Item postea, tempore quo Argos captus fuit [5], ipse ivit cum duabus galeis que in Candida armate fuerunt cum ballistariis quatuor ad suas expensas, in quo viagio exercuit personam suam, eundo ad loquendum cum Turchis pro tractando concordium. Deinde postea, dum foret expediens mittere literas regimini Crete, ipse postergatis omnibus periculis, portavit dictas literas in Cretam cum una barcha ad sex remos et responsivas reportavit. Item postea fuit cum ser Leonardo Aymo cum duabus galeis contra Turchos et cum tribus ballistariis ad suas expensas et cum illis duabus galeis que fuerunt in Romania sine soldo, ita quod vere dici potest quod ipse personam et facultates semper posuit in nostrum honorem, in tantum quod, adversante sibi fortuna, de magna et notabili condicione, in qua remansit a patre, venit ad paupertatem et miseriam, unde necesse est quod ipse habeat nostram subventionem. Et cum ad istud officium arsenatus ipse foret multum utilis et sufficiens, et ad illud recomendetur per regimen Crete predictum, Vadit pars, cum illa pars de qua faciunt mentionem regimina nostra Crete, capta 1386, que vult quod officium arsenatus cum officio armamenti cojungi debeat, non fuerit

1. Ce décret ne se trouve pas dans les registres du Sénat.

2. A propos de l'Ordelafo Falier (*Ordelaf Faledro*) qui fut doge de Venise en 1102, Romanin (*Storia di Venezia*, II, p. 21) remarque : « Il faut noter la singularité de ce prénom, qui n'est que l'anagramme du second nom. L'authenticité pourtant en est attestée par les documents. » Il est probable que ce prénom s'était maintenu dans la famille des Falieri, à laquelle il était spécial.

3. Domenico Bon fut duc de Crète en 1389, et Michele (Matteo suivant Corner, *Creta sacra*, II, p. 355) Giustinian lui succéda en 1391.

4. Donà Moro fut deux fois duc de Crète, en 1387 et en 1395. C'est de sa seconde administration qu'il s'agit évidemment.

5. En l'année 1397.

usque nunc missa executioni, nec honeste ad presens mitti possit, cum in illo officio armamente sit Bertus de la Porta, filius Leonardi, qui ambo semper fuerunt fidelissimi nostri dominii, et personas eorum in Turchia et in omnibus partibus et locis in mari et in terra utiliter et fideliter exercuerint, et qui Bertus fuit nobis recomendatus de bono portamento, et propterea in illo, propter merita patris et sua, per nostrum dominium confirmatus, quod, pro utilitate nostri comunis et etiam in subventione dicti fidelis nostri Ordelafi Faletro, qui est reductus ad extremitatem, ut dictum est, et requirit hoc plus propter honorem suum quam alia causa, ipse poni debeat in dicto officio arsenatus Candide, ad custodiendum et gubernandum cum admirato nostro Candide res nostri arsenatus, cum salario yperperorum ducentorum in anno, et cum conditionibus in illa parte contentis de proba que de eo et admirato fieri debet in consilio Rogatorum et de modis quos servare debet in tenendo computum verum nostri comunis, remanente in dicto officio armamenti ipso Berto de la Porta, cum salario quod ad presens habet, donec vixerit, ut possit sub umbra alarum nostrarum ducere vitam suam. Verum, casu occurrente quod deficeret et vacaret ipsum officium armamenti per mortem dicti Berti de la Porta vel aliter, dictus Ordelafus exercere debeat utrumque officium cum salario predicto yperperorum ducentorum in anno, ita quod tunc ipsa duo officia sint unita simul, secundum formam dicte partis. 1400

De parte 64 — non 4 — non sinceri 6.

21 juin. f° 19 r°

Loi somptuaire interdisant tant aux hommes qu'aux femmes dans les Etats vénitiens, de porter des *soche* à manches larges et à collets ne montant pas jusqu'au menton, sous peine de confiscation et de dix ducats d'amende.

Adopté par 61 voix contre 16. Abstentions, 6.

13 juillet. f° 23 v°

Les vaisseaux marchands n'ayant pas suffisamment d'hommes d'équipages, on décide qu'il faudra cinq hommes et deux mousses (*pueri*) pour cent tonnes (*botæ*), de deux cents à quatre cents; de quatre cents à six cents, il faudra six hommes et trois mousses pour cent *botæ*; au-dessus de six cents, sept hommes et trois *famuli*.

16 juillet. f° 24 r°

Andrea de Lisbona, *comestabilis pedestris* à Candie depuis douze ans, est, par exception spéciale, vu sa fidélité et ses services, maintenu dans le commandement de sa compagnie (*banderia*).

1400 16 août. f° 26 r°

Ordre aux patrons de l'arsenal de mettre de suite en état deux *corpora galearum subtilium*, de les munir d'armes et de les équiper pour les envoyer en Crète *ad navarescham* le plus tôt possible avec les hommes nécessaires pour les conduire.

16 août. f° 26 r°

Négociations entre la Crète et Zalap, fils de Bajazet, pour signer un traité d'alliance.

Cum regimen nostrum Crete scribat quod dominus Zalapi, dominus Theologi, filius Baisiti, misit ad eos unum suum ambaxiatorem qui eis dici fecit quod ipse dominus reputabat se amicum nostri dominii et illius regiminis ac ita esse intendebat, et quia erat contentus habere bonam pacem nobiscum et quod navigia irent ad partes suas, quia habebat libertatem a patre suo quod posset omnia extrahere preter blada, lignamina et equos, subjungendo postea unam aliam partem quod, adveniente usu quo post mortem patris sui fratres vellent movere sibi novitatem, quia unus quereret fieri major aliis et vincere alios pro habendo solus dominium, et subventio ipsius insule foret sibi necessaria, vellet quod daretur sibi, promittendo quod in hoc casu si haberet victoriam, semper esset noster bonus amicus; si vero casus daret quod aliquis aliorum fratrum esset potentior eo et expelleret eum de locis suis, requirebat quod posset secure ire ad insulam vel ad terram dominationis nostre, non dandoipsum fratribus suis in casu quo eum requirerent sed potius defendi et custodiri, super qua ambassiata dictum regimen nostrum Crete petit cire nostram intentionem et quod ipsi domino habeant respondere. Vadit pars quod rescribatur eidem quod sumus contenti et placet nobis quod quanto prestius poterunt mittant ad ipsum dominum unum suum oratorem, personam intelligentem et praticam, que possit et sciat bene se de omnibus novis et conditionibus deinde plenarie informare et per illum sibi faciant responderi quod dominium nostrum gratanter audivit et intellexit bonam intencionem et dispositionem quam habet versus eum et de hoc sibi regraciatur, intendens similem disposicionem et bonam amicitiam habere versus eum et statum suum. Et ita videbit in processu temporis operam per effectum, et propterea in signum hujus amicitie et principium contenta est habere pacem et quod ipsi cum tota insula et aliis locis nostris habeant bonam pacem secum, tractando et procurando illam in terra secundum que soliti sunt et notantur, instando et solicitando habere quod possint extrahere de locis suis blada, lignamina et equos vel partem eorum totum suo posse, et quum facta omni experientia non posset de dictus tribus rebus obtinere vel partem earum, non stent finaliter de concludendo secum in pace

et de contrahende simul benevolentiam et amorem. Ad autem alteram partem requisitionis quam fieri fecit de habendo nostram subventionem in casu narrato et de possendo secure venire ad loca nostra dominationis..., faciant ubi fieri responsionem quod quia non potuerunt nobis distincte denotare quam subventionem et qualem in dicto casu a nobis vellet habere nos non fecimus aliam responsam nisi quod postquam deliberavimus velle secure vivere in bono amore et bona fraternitate, Magnitudo sua debet esse certissima quod si casus ille accideret, nos complaceremus sibi in his que honeste et rationabiliter possemus sed hoc constanter promittimus, quod si casus daret, quod absit, quod se reduceret ad aliquem locum nostrum nos haberemus ipsum salvum et securum et comitivam suam cum personis et bonis suis, tanquam singularem amicum, nec ullo modo haberet de aliquo dubitare quia conservaremus ipsam semper ab omnibus toto nostro posse. 1400

19 août. f° 27 r°

Les Turcs ont enlevé deux galères de Crète. Précautions à prendre en cas d'attaque contre Négrepont.

26 août. f° 28 r°

Instructions aux capitaines des galères qui partent en course.

Sapientes Consilii et sapientes Ordinum.

Capta. — Quia propter illa que senciuntur de illis tribus galeis que vadunt ad cursum, respectu etiam aliarum, que similiter esse possent non bene disposite, bonum est vigilare ad securitatem galearum nostrarum a mercato.

Vadit pars quod committatur et mandetur capitaneis earum quod in bona gratia uniti ad terminum suum recedere debeant, et faciendo Capitanariam ad zornatam, cum bono ordine, regula et provisione, tam de die quam de nocte, uniti cum omnibus galeis sibi commissis vadant usque Mothonum, in via nihilominus dando omnem operam possibilem de senciendo de dictis galeis et de progressibus suis. Et cum fuerint in partibus Mothoni esse debeant ad collegium cum Castellano nostro novo et veteri dicti loci, et cum Consiliariis deinde, et ibi inter eos diligenter videre et examinare, omnia nova que sencientur, et habebuntur, de dictis tribus galeis et de aliis galeis dicte conditionis. Et si per nova que tunc temporis ibi habebuntur sencietur quod ipse galee non sint ab inde supra versus partes Levantis, sed sint infra versus partes Ponentis, tunc in bona gratia vadant et sequantur sua viagia divise secundum usum. Si vero sentiretur et haberetur quod ipse galee forent abinde supra versus partes Levantis, et sint in quibus partibus velint, tunc deliberare debeant quod ambe armate vadant unite usque in Candidam, eundo cum bono ordine et regula, ita quod sinistrum eis non occurreret.

1400 Cum autem fuerint in Candidam, tunc fiat ibi unum aliud collegium Duche scilicet, Capitanei ac Consiliariorum Candide ac capitaneorum predictorum, quod collegium habeat libertatem per majorem partem eorum, secundum nova et terminos in quibus se reperient, terminandi et providendi de securitate, via et ordine armatarum predictarum, in omnibus que quomodocumque eis, vel majori parti, utilior et melior ac securior apparebit, pro bono galearum et mercatorum. Et si per terminationem que fieret per dictum collegium caderet aliqua expensa, cujuscumque conditionis sit, illa ire debeat in vaream omnium mercationum que conduucntur et reconducentur cum galeis, ut justum est.

De parte alii — non 4 — non sinceri 2.

24 août. f° 30 r°

Election d'un *supracomitus* pour la galère qu'on envoie en Crète.

30 août. f° 30 r°

Envoi d'une galère à Candie.

Sapientes Consilii et Ordinum.

Capta. — Cum Regimen Crete scribat quod habent deinde tres bonas galeas subtiles, et non requirant nisi unam galeam.

Vadit pars quod pars capta pridie de mittendo duas galeas de hinc in Cretam revocetur et provideatur in hunc modum, videlicet quod illa galea Culphi cujus Zurma ascendet in Mothono super galea grossa itura Nigropontem, debeat mitti in Candidam et committatur Castellanis Coroni et Mothoni quod mittant dictam galeam subtilem cum suis fulcimentis ad navavescham in Candidam, per illum meliorem modum quem poterunt et presto.

Même date. f° 31 r°

A cause des évènements de Syrie annoncés par le gouvernement de Crète, on décide que les vaisseaux allant en Syrie et à Beyrouth s'arrêteront en Crète, où le conseil décidera de la suite de leur itinéraire.

10 septembre. f° 33 v°

Précautions à prendre contre les insultes de Bajazet.

30 septembre. f° 35 v°

Election de trois Sages chargés d'examiner les affaires de Candie, Coron, Modon et Négrepont.

9 novembre. f° 39 r°

Solution d'un litige pour la possession d'un canonicat en Crète.

Capta. — Cum Summus Pontifex ex benignitate sua alias provi-

derit Sapienti viro domino Candiano Marcello, nato viri nobilis ser 1400
Nicolai Marcello, de canonicatu Eghien [1], sub episcopatu Canee [2], et plene habuit liberas apostolicas ipsius beneficii; de novo autem quidam presbiter, Nicolaus Avonal, habitator Canee fuerit Rome et procuraverit per indirectum et cum cautella habere alias literas apostolicas, per quas ostendit sibi pertinere dictum canonicatum, et quia hoc est inhonestum quantum esse posset, et contra omnem equitatem, ymo est causa dandi materiam et audatiam multis procurandi et aufferendi beneficia de manibus nostrorum civium per hunc modum, Vadit pars quod auctoritate istius consilii, observetur id quod alias ordinatum fuit per Dominum videlicet quod scribatur Rectori Canee quod de dictu canonicatu et redditibus ejus fatiat respondere suprascripto domino Candiano Marcello et non ulli alii persone cum predictus presbiter Nicolaus refutaverit coram dominio alias illud beneficium, et presentaverit literas suas papales ad presentiam ducalis dominii, ita quod in manibus nostris sunt.

De parte 52 — de non 4 — non sinceri 11.

13 janvier. f° 46 r° 1401

Ser Nicolaus Mudazo consiliarius.

Quia de mercationibus conductis in Candidam de illis que erant caricate super galeis quatuor naufragatis ad Sanctam Herinim, petite sunt per quamplures attinentes illorum quorum sunt dicte mercationes, pro gubernando et fatiendo de dictis mercationibus, specialiter de balneatis, sicut bonum videretur eis, pro bono attinentium suorum, sed Regimen Crete hoc facere non potuit, vigore ordinis dati per consilium de XII ad Sanctam Herinim, per quem prohibetur quod dicte mercationes non dentur nisi principalibus, patribus, filiis et fratribus, quod profecto inducere potest prejudicium maximum illis quorum sunt dicte mercationes, et sit bonum dare ordinum super hoc; Vadit pars quod scribatur et mandetur Regimini nostro Crete quod de mercationibus suprascriptis debeat dari facere et assignari in Candida illis quibus scriptum fuerit per principales dictarum rerum pro succando et aptando eas sicuti principales duxerint imponendum, tenendo modum predictum Regimen quod, pro dictis mercationibus que consignabuntur ut dictum est, solvatur pro provisione et aliis expensis factis tangentibus dictas mercationes, sicuti erit rationabile atque justum, et hoc intelligatur solummodo de mercantiis balneatis que consignabuntur ut dictum est, et non de aliis. — 20.

Capta — de non 64 — non sinceri 5.

1. Ce nom paraît inconnu.

2. L'évêché de La Canée est le plus souvent désigné sous le nom d'*Episcopatus Agiensis* (quelquefois Cydoniensis).

1401 Même date. f° 46 r°

Les épices et marchandises qu'on a pu sauver du désastre des galères de Beyrouth naufragées ont été transportées en Crète. On arme trois galères pour aller les chercher, avec permission d'embarquer toutes les marchandises pour Coron, Modon et Candie, sauf les draps étrangers.

14 janvier. f° 49 r°

Instructions au gouvernement de Candie pour envoyer à Venise des informations sur Tamerlan.

Capta. — Quia necessarium est providere per omnem modum de habendo et seneiendo, prestissime et de tempore in tempus, nova de partibus Sirie et Alexandrie, Vadit pars quod, per istas naves de proximo recessuras, per plures manus literarum. Scribatur et mandetur Regimini nostro Candide quod omnia nova que senciunt et senserint de tempore in tempus de eonditionibus partium Alexandrie et Sirie et progressibus Timerbey, illa videlieet de quibus dieto regimini videretur necessarium esse quod habeamus informationem, debeant nobis per omnem viam et modum quam celerius esse poterit signifieare. Et ut presto dictum Regimen possit sentire novas et conditiones dictarum partium, mandetur ei quod presto et subito mittat per unum brigantinum vel aliud navigium armatum prout sibi melius videbitur ad partes Alexandrie, ad perseneiendum nova illarum partium, et possit etiam dietum regimen, si sibi videbitur, mittere etiam similiter ad partes Sirie, que omnia nova que sibi videantur habere importantiam nobis signifieare debeant pressissime pro nostra informatione, avisando dictum Regimen quod scripsimus baiulo Cipri quod mittat ad partes Sirie ad perseneiendum de novis et subito ac de tempore in tempus, seribat Regimini predieto, ut possit nos informare. Et sie seribatur et mandetur baiulo Cipri quod debeat faeere, possendo baiulus predietus expendere ad expensas nostri communis illud quod sibi videbitur neeessarium, pro mittendo ad persentiendum de novis et eonditionibus partium Sirie et progressibus Timerbei et pro notificando presto dieta nova Regimini nostro Crete, ut possimus habere prestam informationem, et providere prout nobis videbitur opus esse.

31 janvier. f° 52 v°

Le consul d'Alexandrie est autorisé à se retirer en Crète, en cas d'arrivée de Tamerlan.

11 février. f° 55 v°

Le gouvernement de Crète, ayant fait des dépenses pour sauver

les marchandises des vaisseaux naufragés [1], doit en envoyer le compte pour être remboursé. 1401

1er mars. f° 60 r°

Les gouverneurs de Crète devront, à l'avenir, tenir des registres de leur administration.

Quod auctoritate istius consilii scribatur et mandetur omnibus rectoribus nostre insule Crete... quod addatur in commissione futurorum, pro evidenti bono nostri communis, quod debeant in fine suorum regiminum ducere secum Venetias vel mittere quaternos omnium rationum suarum occursarum tempore sui regimini quoquo modo, et quod non misceant rationes alicujus aliorum rectorum cum illis... Quaterni autem dictarum rationum mittantur nostris officialibus rationum veterum, ut videant et examinent illas secondum usum et consuetudinem sui officii. Et teneatur quilibet Rectorum nostrorum predictorum observare predicta et mittere, in casu quo non veniat Venetias, dictos quaternos Venetias, infra duos menses postquam compleverit seu exierit de Regimine, sub pena ducatorum ducentorum auri in suis propriis bonis, de quibus non possit fieri aliqua gratia alicui cadenti ad dictam penam, sub omnibus penis, ligaminibus et stricturis contentis in parte nova contrabannorum. Et committantur hec inquirenda et pene exigende nostris officialibus rationum veterum, habentibus partem ut de aliis penis sui officii.

Scripte fuerunt litere continentes partem predictam.
ser Albano Baduario, duche Crete et consiliariis suis.
ser Antonio Bembo militi [2], Rectori Canee.
ser Nicolao Polo, Rectori Rethimi.
ser Michaeli Duodo, Rectori Sithie et successoribus suis.

18 mars. f° 63 r°

Ordre au gouvernement de Crète de faire en sorte que les galères, qui sont armées dans l'île, en partent au plus tard le 1er mai. Elles doivent venir à Coron, Modon ou dans le Golfe pour prendre les ordres du capitaine du Golfe.

7 avril. f° 67 v°

Quatre députés ayant été nommés pour le chargement, et l'envoi de marchandises naufragées, par les trois galères de Crète, un des députés, Nicolo Delfino ne s'est pas présenté, lors du premier

1. Voir le document du 13 janvier 1401.
2. Antonio Bembo fut ambassadeur à Londres en 1409.

1401 chargement; on lui prescrit d'y aller à l'avenir, sous peine d'une amende de 1000 livres.

15 avril. f° 69 r°

Don de la châtellenie de Castel Belvedere et de Castro Novo en Crète à Giorgio et Francesco de Porto, en récompense de leurs services.

Même date. f° 70 v°

Don de la châtellenie de Mélipotamo en Crète, à Marino de Molin.

18 avril. f° 71 r°

Augmentation de la solde des équipages des galères armées à Candie.

Capta. — Cum hominibus galearum que armantur in Candida dentur de soldo in mense, videlicet : hominibus de pede yperpera VII cum dimidio, et hominibus a remo yperpera V cum dimidio, quod est nimis modicum, et propter hoc non vadunt libenter in dictis galeis, ymo est causa quod, antequam permittant se cogi ire cum ipsis, multi fugiunt et dispenduntur per loca Turchie in depopulationem dicte nostre insule, ac etiam dedignantur ire cum dictis galeis, scientes et videntes quod, si essent Venetiani, haberent illud soldum quod datur dehinc, et bonum sit providere ut detur causa quod dicti homines et de aliis reducant se ad habitandum in locis nostris Crete, Vadit pars, consideratis predictis, et quod etiam galee Corphoy aliàs auctum fuit soldum hominibus, quod precipiatur Regimini Crete quod de cetero debeat dare hominibus galearum que armabuntur ibi de cetero, de soldo in mense, videlicet : hominibus de pede yperpera octo cum dimidio et hominibus a remo yperpera sex cum dimidio.

19 avril. f° 71 v°

Comme les marchands n'ont pas eu le temps de décharger les épices, venues de Candie, assez tôt pour les recharger sur les galères de Flandre; un délai leur est accordé jusqu'au 22 avril.

Même date. f° 72 r°

Renouvellement d'une ordonnance concernant les débiteurs de l'Etat.

23 avril. f° 76 v°

Ordre au gouvernement de Crète de mettre à la disposition du

capitaine du Golfe une des galères de Crète pour ses transports à Négrepont et à Gallipoli. 1401

26 avril. f° 77 r°

Délai de six mois accordé, à dater de son arrivée à Venise, à Bernard de Florence, *comestabilis pedestris* de Crète, pour faire un pélerinage à Saint-Jacques de Compostelle, à charge par lui de se faire remplacer en Crète.

26 mai. f° 81 v°

La même faveur est accordée à Antoine de Pesaro, *comestabilis pedestris*.

7 juin. f° 85 r°

On donne une place à la monnaie de Candie à Michaleto de Francischis, en récompense de ses services et eu égard à sa nombreuse famille.

Même date. f° 85 v°

On accorde l'office de *superstantarii communis* ou préfet de la république, à Manuel Manglavitus de Candie.

Même date. f° 85 v°

Eustachio Mudacio, pauvre et chargé de famille, est nommé *caput mensuratorum frumenti*, ou chef des mesureurs de blé.

21 juin. f° 89 v°

Concordat de deux ans entre les débiteurs de l'Etat ou des parculiers et leurs créanciers.

Consiliarii. — Capta. — Cum die primo junii anni elapsi provisum et captum fuerit de affidando et concordando debitores et fugitivos insule nostre Crete ne disperderentur, et commissum fuerit Regimini nostro Crete et aliis Rectoribus insule, in suis Regiminibus, quod deberent illos cum suis creditoribus concordare, prout in ordine, super hoc capto distinctius continetur, qui durare debebat per annum iam expiratum. Et dicta provisio fuerit sancta et bona si habere potuisset effectum, nam propter occupationes regiminum rectores nostri de inde non potuerunt neque possent vacare ad concordandum illos tales secundum intentionem terre. Et propterea sit de necessitate providere ut illi nostri fideles qui sunt extra insulam debitis aggravati, et qui sunt in insula vagantes et non ausi comparere possint vivere et morari in domibus suis; Vadit pars quod scribatur et mandetur Duche et Consiliariis nostris Crete et Rectoribus nostris Canee et Rethimi, quod debeant facere publice

1401 proclamari in locis solitis suorum regiminum quod omnes fideles et habitatores nostri insule Crete debitores, tam communis quam specialium personarum usque diem presentis partis capte, qui fuerint extra insulam occasione debitorum suorum, vel erunt in insula vagantes et non ausi comparere per terras, propter debita, sint et esse debeant affidati ab omnibus debitis suis tam communis quam specialium personarum, usque ad duos annos proximos sequentes, a die presentis partis capte in antea, qui teneantur et debeant se presentare coram Regimine nostro Crete et coram aliis Rectoribus predictis, sub quorum regiminibus fuerit contractum debitum, infra unum mensem postquam applicuerint ad loca dictorum regiminum, quod velint se concordare cum creditoribus suis. Et ut Regimen loci non habeat occupationem ex hoc, ordinetur quod Ducha et Consiliarii in Candida et Rectores Canee et Rethimi, in suis regiminibus debeant eligere tres nobiles pro quolibet regimine, qui videantur eis sufficientes et apti ad hoc, quibus committatur quod cum diligentia debeant examinare causam, quantitatem et qualitatem debiti et conditionem debitorum et similiter creditorum et audire illos ad quos factum tangit, experimentando de reducendo ipsos in simul de voluntate ad concordium. Si vero creditor cum debitore non poterunt esse de voluntate in concordio quia per creditorem deficeret tunc debeant dicti tres eligendi ire ad regimen et proponere casum et sicut per maiorem partem regiminis seu rectoris et illorum trium fuerit terminatum de concordando illos creditores cum debitoribus debeat firmum manere et inviolabiliter observari ut fideles nostri dicte insule revertantur ad habitandum in insulam nostram predictam. Si vero dicto Regimini, seu rectori et dictis tribus, vel maiori parti videbitur quod pro debitore deficiat concordium, quod predictis videretur rationabile et honestum, tunc debeant assignare terminum illi debitori duorum mensium, infra quos debitor habeat spatium aut exeundi de insula nostra aut satisfatiendi et solvendi ut tenetur, vel assentiendi et contratandi concordio quod dicto regimini seu rectori et dictis tribus vel maiori parti videbitur rationabile, exceptando a predicto beneficio debitores pro datiis nostri communis. Et ut predicti tres nobiles eligendi habeant causam attendendi ad exequendum istam nostram intentionem, debeant regimen Crete in tribus eligendis in Candida et rectores Canee et Rethimi in locis sibi commissis providere dictis tribus eligendis de aliquo salario a nostro communi cum quam minori gravitate poterunt nostri communis, ut faciant et sollicitent quod debitores cum creditoribus concordentur et non disperdantur ut superius dictum est. Pro loco autem Sithie ordinetur quod debitores Sithie cum suis creditoribus debeant concordari per regimen nostrum Crete cum dictis tribus eligendis per illud cum omnibus illis conditionibus et modis, quibus eis committitur pro illis de Candida.

4 juillet. f° 90 v° 1401

Instruction pour l'itinéraire de deux galères de Candie et de Négrepont.

Deux galères doivent partir de Venise, l'une pour Candie, l'autre plus petite pour Négrepont. Elles devront être armées comme celles de Romanie, charger le 8 septembre et partir le 12. Elles iront ensemble jusqu'au cap Malée. La galère de Candie pourra et devra *levare in Candida omnes speties et collos illuc conductos de partibus Syrie vel Egypti, que speties et colli esse debeant obligate dicte Galeae, nec de predictis spetiebus et collis habeant se impedire galee Alexandriae, possint etiam levare in Candida setas et granas illarum partium, sed non possit dicta galea stare in Candida ultra dies VII.* Elle ira ensuite à Modon attendre le retour de celle de Négrepont et pourra y charger des marchandises. Les marchandises payeront les mêmes droits que celles de Romanie. Cependant les épices de Crète payeront les quatre cinquièmes du droit qu'elles auraient payé si elles étaient arrivées d'Alexandrie à Venise. Le capitaine, choisi dans le grand conseil, touchera à Négrepont 12 livres de gros deniers, et si son voyage se prolonge au delà de deux mois, 60 ducats par mois. Il emmènera avec lui deux domestiques, un prêtre, un médecin chirurgien et un amiral.

8 juillet. f° 91 v°

On accorde vingt pas carrés du territoire de l'Etat dans le bourg de Candie à Jean Suriano, fidèle Crétois, pour y bâtir une maison.

26 juillet. f° 92 r°

Délai jusqu'à la fin de mars accordé à Jean de Quartarici, *comestabilis equestris* de Candie, pour se rendre en Crète, à cause de la mort de son père, qui lui cause des embarras de famille.

19 août. f° 99 r°

La galère de Négrepont ne devait porter que quinze arbalétriers dont quatre nobles; les Turcs occupant la mer, à partir du cap Malée, on renforce ce nombre de cinq.

23 août. f° 99 v°

Instructions pour la galère de Crète.

Sapientes Ordinum.

Ser Bartholameus Contareno.

1401 Ser Bartholameus Lauredano.
Ser Georgius Capello.
Ser Hermolaus Barbaro.
Ser Sanctucius Venerio.

Capta. — Cum senciatur quod in Mothono sit remansura rata a galeis Alexandrie, Nigropontis et Crete et bonum sit subvenire mercatoribus quod habeant suas mercantias, Vadit pars quod committatur patronis nostri Arsenatus quod debeant facere poni, in puncto et in ordine, omnibus necessariis unam galeam de mensuris Romanie, que per illum modum qui videbitur Collegio mittatur ad navarescha Mothonum. Et committatur et scribatur Capitaneo nostro Culphi, informando eum de dicta galea, et recessu ipsius, quod quando senserit dictam galeam transivisse pro eundo Mothonum debeat licentiare galeam Lauredanam ad tale tempus quod possit esse Mothoni ad tempus applicationis dicte galee grosse et committere patrono dicte galee subtilis quod debeat quam citius poterit facere caricare super dicta galea grossa mercationes que remanserint a rata galearum Alexandrie Candide et Nigropontis, et super ipsam ascendere cum hominibus et zurma sue galee et quam citius poterit venire Venecias. Mercationes vero predicte que conducentur cum dicta galea solvant nostro Communi de nabulo sicut solvissent predictis galeis a mercato. Et debeat expediri dicta galea grossa de Veneciis quando videbitur Collegio. Et similiter debeat levare in Corphou mercantias que remansissent a rata galearum predictarum.

Verum in casu quo ante recessum suum ab hinc sentiretur quod remansisset in Candida rata a galea Alexandrie, possit provideri per Collegium quod dicta galea vadat in Candidam ad levandum etiam dictam ratam. Si vero non sentiretur ante suum recessum et quando erit in Mothono, Castellani deinde sentirent quod in Candida remansisset rata habeant libertatem, convocato consilio de XII et considerata quantitate dicte rate, mittendi dictam galeam in Candidam ad levandum dictam ratam si dicto Collegio videbitur, vel maiori parti. Et si erit in Arsenatu galea de mensura grossa, que mitti possit, debeat mitti ad factum predictum.

4 août. f° 100 r°

Don de trois postes équestres en Crète à Nicclas de Cataniis, s'il y en a de vacants ou avec des titulaires insuffisants.

Capta. — Quod attenta fidelitate maxima et laudabili portamento probi viri Nicolai de Cataniis de Spineta, fidelis nostri Dominii, qui et sui progenitores, qui in honoribus et serviciis nostre dominationis laudabiliter et viriliter se gesserunt, prout per experientiam manifestam apparet, et de omnibus operibus suis in parte viri nobiles Philippus Corrario et Remigius Superamio, qui fuerunt capitanei nostri in Creta, fidem plenissimam exhibent, quoniam idem

Nicolaus erat tunc stipendiarius noster equester in Creta, fiat sibi gratia quod habeat tres postas equestres in Candida, hoc modo : Videlicet quod ipsas habeat in casu, quo alique vacent, vel quando vacabunt, vel si essent aliqui qui non forent sufficientes, cassentur, et loco eorum dictus Nicolaus debeat surrogari non augendo propterea numerum stipendiariorum nostrorum deinde. 1401

4 septembre. f° 101 v°

Prolongation jusqu'au 17 octobre du délai de chargement, et jusqu'au 21 du même mois, du délai pour le départ des galères de Négrepont et de Crète.

Ser Bartholameus Contareno.
Ser Bartholameus Lauredano.
Ser Georgius Capello.
Sapientes ordinum.

Capta. — Quod terminus caricandi galeas Nigripontis et Cretei prorogetur usque diem XVII mensis instantis, et terminus accedendi prorogetur usque diem XXI mensis instantis. Ad quem terminum Capitanei et Patroni teneantur recedere sub pena ducatorum quingentorum Capitaneis et ducentorum cuilibet patronorum contrafacientium in suis propriis bonis, quam exigant officiales levantis habentes partem ut de aliis sui officii.

Et non possit elongari aliquis de dictis terminis, nec fieri gratia de penis nec revocari presens pars nisi per sex consiliarios, tria capita de quadraginta et tres partes.Consilii rogatorum.

16 septembre. f° 106 v°

Instruction au sujet de l'arrivée de la galère de Candie et de l'ordre de chargement des marchandises se trouvant dans la ville.

Sapientes ordinum.

Et quia bonum et utile est dare talem ordinem mercationibus que sunt in Candida quod nemo habeat causam querele, ymo quod omnes equaliter tractentur, ut iustum est et rationabile. Vadit pars quod quando galea cuius est Supracomitus ser Marinus Pisani applicuerit in Candida, Regimen et Capitaneus Crete teneantur facere sibi dari in scriptis et nota omnes mercationes existentes in Candida et nomina mercatorum et de ratione quorum sunt, et in casu quo mercationes essent tot quod galea Pisana non posset eas levare, ita quod ab ipsa remaneret rata, debeat ipsum regimen et capitaneus, habita ipsa noticia, una cum dicto ser Marino Pisani patrono predicto dividere et facere caricari ipsas mercationes per modum quo onerantur in Alexandria, et incipiendo a pipere et postea a zinzibere, et sic successive de aliis, faciendo postea scribi in uno qua-

1401 terno ordinate omnes ipsas mercationes que remansissent a rata, seu quantitate ipsarum, et poni in magazeno, ut postea de aliis in eis non adderetur, et dictum quaternum mittere bene bullatum nostris extraordinariis, pro sua informatione.

Même date. f° 107 v°

Le capitaine des galères de Crète et les patrons devront être rendus à bord le 19 septembre à tierce et ne plus descendre à terre sans permission, sous peine d'une amende de 100 ducats pour le capitaine et de 50 pour chaque patron.

20 septembre. f° 107 v°

Ordre au gouvernement de Crète d'armer deux galères qui joindront le capitaine du Golfe pour prendre ses ordres, à la fin de mars.

26 septembre. f° 112 v°

Décret de bannissement contre les Simoniaques.

Consiliarii :
Ser Antonius Michael.
Ser Michael Maripetro.
Ser Jacobus Civrano.
Ser Fantinus Marcello.
Ser Bernardus Bembo.
Et capita de XL^ta^.
Capta. — Contra Simoniaticos.

Quia multe inconvenientie, errores et scandala possent occurrere propter modos qui tenentur in procurando privationem nostrorum prelatorum et beneficiatorum in ducatu nostro, et in aliis locis nostris et terris existentium. Et necessarium sit providere superinde. Vadit pars quod aliquis noster civis, vel fidelis, aut forensis, clericus, cujuscumque conditionis existat non audeat, presumat, nec debeat, per se vel alium, aliquo modo vel ingenio procurare vel impetrare aliquod beneficium vel prelaturam constitutam in nostro ducatu, nec in aliis terris et locis nostris, que non vacet, et in qua sit prelatus suus, nec procurare privationem, vel amotionem, seu translationem alicujus dictorum prelatorum et beneficiatorum directe et indirecte, sub pena perpetui banni de Veneciis et omnibus terris et locis communis Venetiarum, de quibus penis non possit fieri gratia, donum, remissio, vel recompensatio, sub pena ducatorum mille pro quolibet ponente vel consentiente partem in contrarium. Et si aliquis committeret et facere[t] contra hanc nostram intentionem et obtineret aliquod ex dictis beneficiis et prelaturis, non gaudeat aliquo modo, dicto beneficio et prelatura, quam

acquireret, nec redditibus, provisionibus, vel utilitatibus eius. Sed convertantur omnia in reparatione et utilitate dicti beneficii, vel prelature, per eum modum qui Dominio videbitur. Et predicta habeant locum etiam contra illos qui a duobus mensibus citra, procurassent vel obtinuissent aliquid contra predicta. Videlicet quod propter ea non sint banniti sed non gaudeant beneficiis que acquirerent, vel acquisivissent. Sed fiat ut superius dictum est. 1401

De parte 61 — de non 17 — Non sinceri 32.

13 octobre. f° 115 v°

Libre entrée de grains venus de Candie.

6 décembre. f° 120 r°

Octroi de la châtellenie de S° Bonifazio à Jacopo Moro, de Candie.

17 décembre. f° 121 r°

Une des galères armées par le gouvernement de Crète restera pour la défense de l'île contre les Turcs; l'autre devra quitter la Crète pour se rendre dans le golfe, dans le courant de mars, ayant à bord trente arbalétriers. La solde du capitaine sera de 25 ducats par mois.

5 janvier 1402. f° 122 r° 1402

Dispositions relatives à l'armement et aux manœuvres de deux galères pour la défense de la Crète contre les Turcs.

Ser Leonardus Victuri, sapiens ordinum.

Capta. — Quia omninò necessarium est providere et non differre plus ad securitatem et deffensionem insule nostre Crete contra Turchos, vadit pars quod ad deffensionem et securitatem dicte insule Crete et ad offensionem et exterminium Turchorum et quorumcumque aliorum volentium damnificare dictam insulam, deputentur et deputate sint due galee, quorum una armetur et teneatur in puncto et in ordine, corpus ipsius, correda et alia necessaria ad omnes expensàs nostri communis, et ista sit, pro hac vice, una ex illis galeis quas scriptum fuerit regimini Crete, hoc mense Septembris proximè preterito, debere armari pro Culfo. Altera vero galea pro securitate et deffensione dicte insule armari debeat et teneri in puncto et in ordine, corpus, correda et alia necessaria per dictum nostrum regimen, sed ad expensas in totum infrascriptorum, videlicet quod commune nostrum ponatur et tausetur pro caratis sex, cavallarie totius insule que tenentur ad varnitionem pro caratis IX, Judei totius insule pro caratis VI, et omnes domus territorii et possessiones omnium clericorum latinorum totius insule et monasterii

1402 S. Johannis de Scillo de Canea et Calvierorum Sinaitorum pro caratis III. Et committatur dicto regimini et cuilibet ex rectoribus insule supradicte quod debeant solicite exigere a predictis secundum quod tanget eos pro sua portione et rata, et mittere pecuniam ad camerarios nostros Crete. Et eligantur supracomiti dictarum duarum galearum per collegium, deinde secundum usum, qui sint annorum triginta, vel inde supra, cum salario ducatorum viginti quinque in mense et ratione mensis, et cum aliis conditionibus solitis, et habeant ballistarios triginta pro quolibet, et procuret dictum Regimen quod in numero hominum a remo sint ad minus triginta cum suis archis, pro qualibet galea. Verum si ante receptionem huius nostri mandati dictum Regimen elegisset illos duos supracomitos illarum duarum galearum, sicut scriptum sibi fuit, isto mense septembris, non debeant eligere nisi tercium supracomitum cum salario et condicionibus suprascriptis. Que quidem due galee debeant esse in puncto et in ordine, ac exire armate in medio mense Marcii et stare extra ad defensionem Insule et ad damnum et exterminium Turchorum, usque per totum mensem Septembris et tantum plus quantum dicto Regimini videbitur necessarium. Et cum illa commissione et mandato. Quod sibi dabitur per dictum nostrum regimen solicite et diligenter attendere ad securitatem et defensionem insule et ad damnum et offensionem Turcorum et quorumcumque volentium damnificare dictam insulam Crete. Et quia omnino videtur nobis necessarium quod dicte galee aliquando vadant ad partes Turchie, ad damnum et terrorem Turcorum, et ad minus una vice in mense si fieri poterit dictum regimen Crete habeat libertatem mittendi dictas duas galeas, ambas et unam solam, ad partes Turchie et ad alias partes que sibi videbuntur ad damnum et terrorem Turchorum et subjectorum ipsis Turchis, una vice et pluribus, secundum quod dicto Regimini videbitur necessarium... Insuper pro meliori custodia et securitate dicte insule debeant mitti ad Navarescam per illum modum qui videbitur collegio due galeote, una Rethimnum et altera Caneam, ut eas possint armare pro bono et defensione insule quando erit necesse

De parte 46 — ex 48.

Sapientes ordinum.

Ser Bartholomeus Cantareno.

Ser Barbonus Mauroceno.

Ser Johannes Georgio.

Volunt partem predictam salvo quod volunt quod dicte cavallarie tassentur et ponantur pro Caratis X, Burgesie pro Carato I, Judei pro Caratis VII, et commune nostrum pro Caratis VI, de clericis et illis monasteriis nolunt se impedire.

12 janvier. f° 123 v°

Les gouverneurs de Crète font travailler, soit pour eux, soit au

nom de tierces personnes, les galères armées en Crète ; on met fin 1402
à cet abus en déclarant que ceux qui s'y livreront seront à l'avenir inéligibles, pendant dix ans, et passibles d'une amende de 200 ducats pour chaque *supracomitus* ou capitaine, à partager entre le gouvernement et l'accusateur.

26 février. f° 130 v°

Octroi du Judicatus de Syvertes[1] à Michaelo Enzo.

Ser Franciscus Vallerio consiliarius.

Capta. — Quod consideratis meritis providi viri Michalesi Enzo habitatoris Candide... revocentur consilia in tantum de officiis et beneficiis Crete quod possit sibi fieri gratia de Judicatu Syvertes per illud tempus et sicut videbitur dominio...

17 février. f° 139 r°

Octroi de la châtellenie de Castel Finicheta à Agostino Lombardo de Retimo.

16 février. f° 139 v°

Ordre au gouvernement de Crète de s'entendre avec les frères de Rhodes pour que leurs deux galères se réunissent aux deux galères de Crète avant d'aller joindre les deux galères de Négrepont, celle de Chio et celle de la mer Egée, pour marcher de concert contre les Turcs.

23 février. f° 140 v°

Délai accordé au *comestabilis equestris* de Candie, Jean de Quartariis, pour se rendre à son poste, *usque ad mudam navium vindemiarum*.

SEN. MISTI R. 46 1402-1405.

3 mars. f° 1 v°

Ordre au supracomitus du golfe d'aller immédiatement à Négrepont, sans attendre, au besoin, la galère de Crète.

Même date. f° 2 r°

L'entrée de l'île de Crète est interdite à Gaspar de Summa Ripa, coupable d'avoir proféré des calomnies contre la république. L'au-

1. L'ancienne *Subrita* ou Sybertus, aujourd'hui Casale Siaritos ; autrefois siège d'un évêché.

1402 torité devra de plus s'informer de la qualité des personnes débarquant à Négrepont.

16 mars. f° 6 r°

Demande en autorisation de poursuites contre Pietro Nani, ancien gouverneur de La Canée.

Advocatores comunis.

Capta. — Si videtur vobis per ea que dicta et lecta sunt quod procedatur contra virum Nobilem Petrum Nani olim Rectorem Canee, qui in XI capitulis sibi oppositis contrafecit Regimini suo, contra honorem Dominationis, contra suum sacramentum et formam sue commissionis expresse, in dedecus, vituperium et infamiam Regiminis antedicti, ut est dictum.

De parte — 61.

De non — 10, Non sinceri — 26.

Dominus

Ser Philippus Corrario,
Ser Franciscus Juliano, } Consiliarii.
Ser Nicolaus Mudazo,

Capta. — Quod iste ser Petrus Nani primo et ante omnia solvat et restituat de propria bursa sua, totum id quod per indirectum, occasione dimidii grossi, accepit, et accipi fecit ab illis personis quas astrinxit ad solvendum, tam ratione Indicatuum quam sententiarum et aliarum venditionum caballariarum, que pecunia detur et restituatur illis personis, ad quas spectabit, prout cognitum fuerit per Advocatores communis, aut maiorem partem eorum. Et quod committatur sindicis ituris ad partes Crete quod esse debeant cum Rectore Canee, et diligenter inquirere et examinare omnia et singula hedificia facta et concessa per dictum P. Nani, tam in Burgo castri Bicorne et ejus districtu quam in Canea et ejus districtu et illa que viderent fore damnosa et cognoscerent periculosa dictis locis et fortiliciis habeant libertatem pro majore parte eorum faciendi ruinare et per terram Sternere. De illis vero hedificiis que terminarent quod deberent remanere, et de aliis gratiis factis per dictum ser Petrum, de et super territoriis et locis communis debeant facere et terminare quod possidentes recognoscant ipsa a communi pro illo censu et precio rationabili prout eis videbitur esse justum et conveniens, facientes dictas taxationes catasticari in catasticis communis ità quo semper videri possit quod teneant ipsa loca a communi. Et quod dictus ser Petrus Nani solvat libras sexcentas et ultra hoc privetur perpetuo omnibus Regiminibus Insule Crete. Et de predictis seu aliquo predictorum non possit fieri gratia, donum, remissio recompensatio, vel aliqua declaratio, nisi per sex consiliarios, tria capita de quadraginta, et XL de XL, et tres partes maioris consilii. — De parte 37, 56.

Consiliarii. 1402

Ser Petrus Zanchani.

Ser Franciscus Valerio.

Ser Carolus de Pisaro.

Ser Joannes Navaierio caput de Quadraginta.

Volunt partem Domini et eorum qui sunt cum eo, salvo quod volunt quod banniatur solummodo de Regimine Canee et solvat libras quingentas cum stricturis in ipsa contentis.

De parte 31-38.

Capita de Quadraginta.

Ser Petrus Arimondo.

Ser Petrus Miani.

Volunt partem Domini et eorum qui sunt cum eo, salvo quod volunt quod banniatur perpetuo Regimine Canee, et per decem annos omnibus Regiminibus insule Crete, et solvat ducatos centum cum omnibus aliis stricturis.

De parte 13.

Advocatores communis.

Volunt partem et eorum qui sunt cum eo per totum, cum ista conditione quod de dicto medio grosso, volunt quod cognoscatur per ipsos Advocatores communis, cum parere domini et consiliariorum suorum, vel maioris partis. Et quod banniatur perpetuo omnibus regiminibus insule Crete et per decem annos omnibus regiminibus communis Venetiarum intus et extra et solvat ducatas quingentas auri, cum omnibus aliis stricturis.

De parte 13 — non sinceri 4-5.

18 mars. f° 6 v°

Octroi des charges de scribe de Castel Pediaste et de Castel Bonifazio à Manolo Maglarato, de Candie.

Même date. f° 7 v°

Crédit de 1,000 ducats pour indemniser les sujets crétois qui ont supporté des dommages en 1398 de la part des infidèles, de Sios Rhodes, Enos et Mételin.

Sapientes ordinum excepto ser Barbono Manroceno.

Capta. — Cum in MCCCLXXXXVIII per asapos Sii, Rodi, Eni et Metelini fuerint illata multa damna aliquibus civibus et fidelibus nostris. Et iuxta informationem habitam videatur quod per regimen Crete, tempore quo erat Viceducha nobilis vir ser Antonius Bollani fuerit facta certa provisio per dictos asapos, per quam data fuit in Candida dicto nostro Regimini plezaria de ducatis mille pro refectione dictorum damnorum. Et nuper comparuerit vir nobilis ser Bernardus Mauroceno condam ser Marci damnificatus per dictos asapos prout constat per examinationem et taxationem ordinate

1402 factam per nostros officiales extraordinariorum in ducatis VI^c^XIIII auri, comparuerit etiam Thomas Ghandvopolo fidelis noster de Candida damnificatus per dictos asapos suprascripto tempore, prout de suo damno et de damno quamplurium aliorum fidelium nostrorum nobis constat per literas nobis scriptas per Regimen Crete, tempore quo erat ducha nobilis vir ser Albanus Baduario [1]. Et predicti damnificati supplicent subveniri contra dictam plezariam, reservatis iuribus suis in residuo. Et dicta peticio sit honesta et rationabilis.

Vadit pars quod scribatur dicto Regimini nostro Crete supradicta et mandetur ei quod debeat cogere et compelli facere dictam plezariam ad solvendum dictos mille ducatos, quam pecuniam dictum regimen debeat dividere per ratam quantitatis valoris damnorum inter supranominatos damnificatos, et omnes alios qui constarent dicto regimini fuisse damnificati per dictos asapos tempore supradicto. Verum quia dicti mille ducati non sunt sufficientes ad satisfationem totius quantitatis valoris damnorum reserventur damnificatis iura sua in residuo. Verum committatur dicto regimini quod recepto presenti mandato debeat facere publice proclamari quod a die proclamationis facte usque duos menses, quilibet alius qui esset damnificatus per dictos asapos [2] dicto tempore possit comparere coram dicto regimine, et si probabit legitime damnum suum ponatur ad ratam dictorum mille ducatorum, de societate cum aliis.

20 mars. f° 7 v°

Les *sindici* et *provisores* qui iront en Crète et en Romanie devront, en toute liberté, *conferre cum rectoribus ipsorum locorum et secum inquirere et diligenter examinare de omnibus que videbuntur sibi esse utilia et necessaria pro bono ét conservatione dictorum locorum.* Leurs rapports seront envoyés à Venise.

Même date. f° 9 v°.

On ne conférera les bénéfices de Candie qu'à des gens méritants, et les châtellenies seront données pour quatre ou cinq ans, selon les règlements de 1385 et 1393, sous peine de 1,000 livres d'amende pour tout contrevenant, car l'octroi de châtellenies pour trois ans est nuisible à l'état général de l'île. Pour toute infraction qui ne sera pas admise par trente-huit sur les quarante capita, il y aura amende de 200 ducats.

1. En 1399. Cet Albanus Baduarius devint, en 1423, procurateur de Saint-Marc.

2. Ce mot n'est pas dans Du Cange, il paraît venir de ἀσεβής, impie, infidèle.

23 mai. f° 19 v° **1402**

Autorisation à Marinus de Durazzo, *scriminatori caporali equestri* à Candie, de venir à Venise pendant six mois, en se faisant remplacer dans sa charge.

20 mai. f° 20 v°

Instructions au capitaine de la flotte pour se rendre devant Gallipoli pour prendre l'offensive contre les Turcs, les empêcher de passer de Turquie en Grèce, et se procurer ce dont il aura besoin.

Capta. — Cum secundum conditiones temporum et qualitates occurrentium sint faciende provisiones et per multas litteras et vias sentiatur quod gentes Timerbei intraverunt territoria Turchorum propter quod Turchi non poterunt habere nimiam potentiam in mari nec in locis maritimis. Et secundum quod capitaneus noster Culfi scribit eciam Culfum est securum et sine piratis ita quod de galeis nostris Culfi et aliis galeis nostris armatis que sunt ad presens numero decem bonum est experiri si potest fieri aliquid boni contra Turchos in bonum Christianitatis et honorem nostrum. Vadit pars quod scribatur et comittatur Capitaneo nostro Culfi quod recepto presenti mandato cum omnibus galeis sibi comissis debeat se conferre ad partes Mothoni visitando et confortando Rectores et fideles nostros Coroni et Mothoni et non faciendo minimam moram in dictis partibus debeat in illo loco qui abilior et melior sibi videbitur mittere galeam secum existentem ad partes Crete cum litteris nostris quibus committatur dicto Regimini Crete quod quam prestius esse potest debeat tenere modum quod due galee nostre armate ad defensionem insule vadant simul cum galea predicta de Veneciis ad uniendum se et ad inveniendum Capitaneum nostrum Culfi ad partes Nigropontis qui quidem Capitaneus Culfi missa dicta galea vadat ad partes Nigropontis et presentet litteras nostras Regimini Nigropontis quibus eidem mandetur quod presto et sine mora debeat tenere modum quod due galee nostre deputate ad custodiam insule Nigropontis bene in puncto et in ordine se uniat cum Capitaneo predicto ad eius obedientiam et debeat dictus Capitaneus per omnem modum et viam ei possibilem dare sibi operam defentiendo firmiter; Timerbei cum gentibus et exercitu suo intravit et ivit et sit super territoriis Baiseti Turchi et si firmiter sentiet quod dictus Timerbei potenter sit super territorio Baiseti debeat in bona gratia cum sex galeis nostris vel cum illis pluribus quas secum habuisse poterit quia forte aliqua de dictis sex galeis defficeret aliquo casu necessario occurso ire quam velociter poterit ad partes Tenedi adherendo se quam minus poterit in dicta via sua locis a quibus illi de Galipoli possint habere aliquam noticiam de accessu suo nichilominus accipiendo

1402 informationem necessariam et remittendo duas de galeis ad Culfum videlicet unam de Veneciis et unam de Creta. Et postea quam caute et secrete et presto poterit debeat se presentare super locum Galipolis et si videbit quia asseritur quod armata Turcorum non est in ordine et cum pauca custodia quod possint sine expresso risico et periculo galearum et hominum nostrorum facere aliquid mali vel damni galeis et navigiis Turcorum sit in libertate dicti Capitanei experiendi si poterit comburcre vel comburi facere galeas et navigia existentes in Galipoli et facto circa hoc quicquid boni poterit tam si in dictis galeis et navigiis Galipolis aliquid damni fecerit quam non, debeat capitaneus subito licentiare galeam Nigropontis ut redeat ad custodiam suam et ipse cum aliis galeis debeat ire ad partes Constantinopolis visitando et confortando parte nostra dominum Imperatorem illos Francigenas illos de Pera et de galeis Januensium cum illis amicabilibus et pertinentibus verbis que sue sapientie videbuntur attendendo et vigilando simul cum eis donec ibi steterit ad damnum exterminium et confusionem Turcorum et locorum et subiectorum suorum et specialiter ad vetandum quod Turchi non transeant de Turchia in Greciam. Insuper volumus etiam quod dictus Capitaneus noster tam in accessu suo sursum quando se presentabit supra Galipolim quam postquam fuerit in Constantinopoli si videbit quod possit per tractatum vel per pecuniam habere dictum locum Galipolis tunc in nomine Jesu Christi debeat nomine nostri dominii accipere tenere et custodire illum et pro hoc habeat libertatem expendendi et promittendi et accipiendi ad cambium pro Veneciis et aliis locis nostris usque ad quantitatem ducatorum XXV milium et mittendi Nigropontem et in Cretam ad recuperandum per omnem modum pecuniam necessariam et etiam subsidium quod foret ei necessarium pro custodia dicti loci et sic scribatur dictis Regiminibus quod debeant dicto Capitaneo subvenire et subveniri facere de pecunia et alio subsidio que et quod forent necessaria dicto capitaneo pro dicto loco Galipolis. Et si placeret Deo quod dictus locus Galipolis perveniret ad manus nostras debeat fulcire dictum locum munitionibus et victualiis ad sufficientiam habendo libertatem expendendi et accipiendi pecuniam ad cambium pro ut esset necessarium dimittendo ad custodiam ipsius de galeis nostris illas que sibi videbuntur necessarie et cum reliquis debeat inde discedere accepto amicabili comeatu a domino Imperatore et a Francigenis et a Januensibus et si secum ducet aliquam de galeis deputatis ad custodiam insularum Nigropontis vel Crete illas mittat ad custodiam suam, et ipse veniat ad custodiam suam Culfi. Si vero per totum mensem julii non obtinuerit nostram intentionem de dicto facto Galipolis volumus quod dimittat ad custodiam Constantinopolis pro cambio duarum nostrarum galearum que sunt ibi alias duas galeas videlicet illam de Veneciis quam secum duxerit de istis que sunt nunc ad Culfum et illam de Creta que

fuit armata pro Culfo et postea deputata ad custodiam insule Crete. 1402
Ipse vero Capitaneus cum omnibus aliis inde debeat discedere et in illis locis qui sibi abiliores videbuntur licenciet galeas deputatas ad custodiam insularum Crete et Nigropontis ut revertantur ad custodiam suam et illam aliam de Creta que steterit hoc anno in Constantinopoli mittat ad disarmandum et cum aliis veniat ad Culfum licentiando cum erit in Culfo ser Bertucium Diedo quod veniat Venecias ad disarmandum. Et habeat menti dictus capitaneus noster de informando nos quam sepius poterit per suas litteras de omnibus novis et conditionibus locorum in quibus se reperiet et de omnibus que fecerint et sequentur in hac via sua.

Verum quando dictus Capitaneus erit in Nigroponte et illis partibus circumstantibus si non sentiret firmiter quod exercitus Timerbei esset potenter super territoriis Baiseti tunc eo casu volumus quod vadat sursum in Romaniam sed volumus quod cum omnibus nostris galeis quas secum habebit et cum aliis illarum partium, si quam habere poterit videlicet de Chio, de Egeo pelago et de Rodo debeat ire et discurere et cursizare partes et loca maritima Turchorum et subiectorum Turchis inferendo eis et galeis et locis atque navigiis et rebus suis quam plura damna poterit pro terrore et exterminio suo et conforto et asecuratione locorum et navigiorum christianorum. Discursis vero et circumdatis partibus et locis maritimis Turcorum predictis debeat licentiare galeas deputatas ad custodiam Nigropontis et galeam Crete armatam per nostrum commune et Cretenses per ratam ut redeant ad custodias suas illam vero de Veneciis que erit secum et illam aliam de Creta debeat mittere ad partes Chii que due cum erunt ibidem si poterunt sole ire sursum secure ire debeant in bona gratia, sin autem debeant se unire vel cum galeis Januensibus vel cum navibus que per mudam septembris vadunt sursum et ire ad dandum cambium aliis duabus galeis nostris que sunt in Constantinopoli ut redeant ad disarmandum secumdum usum. Capitaneus vero Culfi dato ordine predicto revertatur ad custodiam Culfi. Verum si dicta die nostre galee misse ad partes Chii usque per totum mensem octobris non invenient societatem — vel non sentient quod possint ire cum securitate ad partes Constantinopolis tunc debeant redire ad disarmandum videlicet illa in Cretam et altera Venecias.

De parte 39-41. — Capta de non 60-70 — non finc. 26-18.

30 mai. f° 23 r°

Règlement pour empêcher que les biens des habitants de Négrepont ne continuent à passer aux mains des Juifs.

Capta. — Cum possessiones et bona stabilia ac villani insule nostre Nigropontis nisi provideatur sint pro maiori parte perventure ad manus Judeorum que res certe esse deberent abhominabiles omnibus

1402 christianis et ultra hoc cederet in damnum nostri communis propter bona feudalia que in multis casibus qui possent occurre possent devenire in nostrum commune. Vadit pars quod de cetero aliquis Judeus vel Judea civitatis vel insule Nigropontis vel de aliqua alia terra vel loco cuiuscumque conditionis existat non audeat vel presumat emere vel emi facere per se vel alium nec nomine pignoris nec affictus accipere habere vel tenere aliquo modo vel ingenio seu aliqua ratione vel causa aliquam possessionem territorium vel aliquod aliud bonum stabile cuiuscumque conditionis existat in dicta insula Nigropontis intus vel extra civitatem nisi in loco deputato pro iudaica veteri intra civitatem Nigropontis. Nec similiter possit nec debeat emere vel emi facere in dicta terra vel insula per se vel alium nec nomine pignoris nec afflictus habere accipere vel tenere aliquem villanum vel villanam ullo modo ratione vel causa. Et si aliquis judeus vel iudea contrafaceret predictis vel alicui predictorum per viam et modum emptionis illa possessio vel territorium vel aliud bonum stabile aut villanus vel villana empte vel in pignus accepte debeant ipso facto in totum confiscari in nostrum commune salvo quod si exinde fuerit accusator per quem sciatur veritas habeat medietatem et teneatur de credentia. Et Judeus vel Judea qui contrafecerit si non soluisset venditori cogi debeat per regimen ad solvendum integraliter venditori, et si solverit, amittat omne — jus — quod habere posset contra venditorem. Si vero aliquis Judeus vel Judea contrafaciet predictis vel alicui predictorum per viam et modum pignoris tunc illa possessio vel territorium vel aliud bonum stabile aut villanus vel villana accepte in pignus debeant accipi per commune de manibus et arbitrio Judei vel Judee contrafacientis. Et ipse Judeus vel Judea debeat amittere pecuniam mutuatam et omne ius quod haberet contra debitorem que quidem pecunia mutuata videlicet capitale solum debeat postea exigi per commune nostrum a debitore restituendo debitori pignus et confiscando pecuniam in communi totam, salvo si exinde fuerit accusator per quem sciatur veritas habeat medietatem dicte pecunie et teneatur de credentia. Si vero aliquis Judeus vel Judea contrafaciet predictis vel alicui predictorum per viam vel modum affictus vel alia quacumque ratione vel causa illa possessio territorium vel aliud bonum stabile vel villanus vel villana pro quibus contrafactum fuerit restituatur illi cuius erit. Et si affictus vel alia pecunia sub alio nomine vel colore vel modo soluta vel data fuerit alicui dicta de causa perveniat et confischetur in communi et ultra hoc dictus Judeus vel Judea qui contrafecerit solvat aliam tantam pecuniam pro pena que sit nostri communis et si exinde — fuerit accusator per quem sciatur veritas habeat medietatem dicte pene et teneatur de credentia. Insuper si aliquis Judeus vel Judea usque diem publicationis presentis partis emisset vel emi fecisset per se vel alium aut nomine pignoris vel affictus vel alio quocumque nomine vel

causa haberet vel teneret aliquam possessionem territorium vel aliud bonum stabile in insula predicta intus vel extra civitatem in alio loco quam in judaica veteri ut est dictum aut aliquem villanum vel villanam, teneatur et debeat infra unum annum tunc proxime sequentem exivisse de dictis talibus possessionibus territoriis vel aliis bonis stabilibus et similiter de villanis sub penis suprascriptis in totum per modum suprascriptum. Preterea sit omnino vetitum cuilibet Judeo et Judee emere vel emi facere per se vel alium aut nomine pignoris vel affictus vel alio modo vel causa habere vel tenere aliquem sclavum vel sclavam christianos. Et si usque diem publicationis presentis partis haberent aliquem vel aliquam de dictis sclavis christianis, dictus talis sclavus vel sclava christiani statim sint liberi et franchi ac liberi a servitute. De quibus omnibus penis supradictis vel aliqua earum non possit fieri contrafacientibus aliqua gratia donum remissio suspensio reconpensatio nec aliqua declaratio sub pena librarum mille pro quolibet ponente vel consentiente partem in contrarium. Insuper quia locus in quo habitant judei in civitate Nigropontis habent multas portas domorum per quas dicti Judei possunt intrare et exire et ob hanc causam committuntur et possunt committi multe inhonestates et mala, scribatur et mandetur dicto regimini Nigropontis quod debeat omnino facere murari et claudi et teneri clausas omnes dictas portas et non dimittere appertas nisi tres portas principales dicte Judeche per quas dicti Judei possint intrare et exire de dicta judecha ut obvietur malis et inhonestatibus predictis. Item quod habitatio dicte Judeche non possit augeri nec coniungi dicte Judeche de domibus ei contiguis nec concedi per reginem vel aliquem alium quod hoc fiat ullo modo vel forma nisi de gratia concessa per dominium et consilia ordinata Venetiarum Regimen vero predictum Nigropontis teneatur et debeat subito recepto presenti mandato facere publicari omnia supradicta in locis solitis civitatis et insule et observare et facere observari predicta in quantum ad ipsum spectat. Et predicta pars et quodlibet contentorum in ipsa non possit revocari nisi per — sex — consiliarios tria capita de quadraginta, trigenti octo — de quadraginta et tres partes maioris consilii — 50. 1402

De non 22 — non sinc. 20.

30 mai. f° 24 v°

Règlements au sujet de la chambre des comptes de Candie. Tous les comptes doivent être réglés dans ladite chambre; instructions sur les objets en gage, les deniers perçus, les soldes, les voyages des capitaines de châtellenies, la caisse des impôts, les salaires de la chancellerie, l'âge des *supra comiti* du Golfe, l'élection des avoués du gouvernement.

Capta. — Quia, sicut notum est et ordinatum, Camera nostra

1402 Candide sicut est in Venetis, deputata est ad recipiendum et dispensandum pecuniam et hoc fit ut res ordine recto procedant et quod quaterni et libri Camere regulariter teneantur, sed ab aliquo tempore citra teneantur non licitis nec honestis, sicut deberentur, nam alicui sunt recipientes pecuniam et facientes solutiones alibi quam in Camera, quod est male factum, quia committi possent multi errores. Vadit pars quod aliquis Camerariorum nostrorum Crete, presentium et futurorum, non audeat ullo modo vel ingenio recipere pecuniam nec facere seu fieri facere solutionem aliquam extrà Cameram deputatam ad hoc, ut res procedant regulariter. Et similiter intelligatur de daciariis [1] Crete qui nullo modo possint facere nec fieri facere solutionem aliquam alibi quam in Camera Camerariorum, sub pena 25 hyperperorum. — Item, quia sepe quaterni et libri Camerlengarie Crete portantur per aliquos de Camera ad domos eorum, et hoc quia dicunt velle scribere et videre rationes communis, quod est male factum, et bonum sit evitare multos errores qui committi possent, ordinetur quod anno in antea quaterni et libri ipsius Camere non possint portari aliquo modo vel ingenio extrà ipsam Cameram, sub pena ypp. 50...

Insuper pro bono et commodo nostri communis ordinetur quod camerarii nostri Crete non possint nec debeant aliquo modo vel ingenio seu forma, vel alii officiales facere imprestitum aliquod, nec dare seu solvere salarium suum nisi de sex in sex menses, secundum consuetudinem observatam, et hoc sub pena yperp. duorum pro quolibet contrafaciente et qualibet vice; quam penam exigere teneantur advocatores communis Crete habentes partem ut de aliis sui officii et de hoc regimine, deinde nullo modo possit fieri facere cedulas nisi per modum suprascriptum. Item quia in Camera predicta communis Crete conservantur multa pignora que tenet massarius officii secundum consuetudinem pro denariis qui exigi debent; de quibus pignoribus sepe nihil fit, itaque res vadunt in longum et non datur expeditio factis, ordinetur quod Camerarii predicti teneantur quibuslibet 4 mensibus ad longius videre cum massario suo omnia pignora que habebunt in Camera pro denariis quos habere debebit commune nostrum, et specialibus personis, et illis facere imponi finem per modum quo commune nostrum habeat drictum suum, et habentes agere ad officium non ducantur in longum, taliter quam pignora predicta ad longius non teneantur ultra sex menses, sed expediantur infrà ipsum terminum, et simili modo teneantur predicti camerarii videre raciones totius ejus quod exigeret massarius pro dictis pignoribus, ut tam commune nostrum quam speciales persone habeant drictum suum, ut est justum et conveniens.

Cum per castellanos nostros castrorum insule Crete exigantur

1. Receveurs des contributions.

multi denarii spectantes et pertinentes communi nostro, quos conservant in manibus suis et ipsos portant in Candidam ad beneplacitum eorum, et utile sit providere de conservatione ipsorum et rationibus videndis, nobis placet ut ordinetur quod omnes denarios quos predicti nostri castellani exegerint spectantes communi nostro, de tempore in tempus subito debeant ponere in capsa communis quam habent dicta occasione; et si capsam non haberent, quod regimen teneatur mittere unam pro quolibet castro; quos denarios teneantur ipsi castellani portare in Candidam ad cameram communis de sex in sex menses, et facere ac ordinare rationes suas, et hoc sub pena ypp. 25 pro quolibet contrafaciente. 1402

Insuper, quia prefati castellani nostri, in faciendo pagas suis servientibus, accipiunt pecuniam ipsimet et disponunt prout sibi placet, quod non est bene factum multis respectibus, ordinetur quod de cetero, nullo modo vel ingenio possint accipere pagas servientium suorum predictorum, sed quando dicti servientes debebunt habere solutiones suas, prefati castellani mittere debeant unum ipsorum servientium qui ipsis servientibus placebit, seu alias personas sufficientes, ac accipiendum ipsas pagas cum literis ipsorum castellanorum, ut est conveniens atque justum.

Quia castellani nostri insule Crete adeorum beneplacitum vadunt et veniunt sicut eis videtur per insulam, quod est male factum pro securitate castrorum et locorum nostrorum, nam sibi conferuntur et debeant illa custodire et ipsi nimium late relinquunt per modum predictum, et vadunt agendo facta sua; nobis placet quod castellani nostri predicti nullo modo vel ingenio possint nec debeant venire ad civitatem, nec adhuc ire alio per modum quo dormiant extra castrum, sed pro dextro factorum suorum ducha et consil. Crete possint, eis dare licentiam veniendi ad civitatem, vel ire per insulam quatuor vicibus in anno et non pluribus, non possendo stare pro qualibet vice sibi concessa ultra dies octo, et aliter nec pluri tempore possit eis concedi de eundo per insulam aliquo modo vel ingenio, pro securitate et bono locorum; et si contrafacerent et reperirentur civisse contrà predictam partem, cadat quilibet ipsorum, et pro qualibet vice, de ypp. 25.

Quia catastica [1] nostra insule Crete non tenentur prout teneri debent, nam videri possunt quasi per omnes volentes, quod non est bene factum; ordinetur de cetero quod catastica ipsa teneri debeant in camerlengaria Crete sub tribus clavibus, quarum unam teneat ducha, alteram unus ex consiliariis, et tertiam camerarius communis...

Cum cancellaria insule nostre Crete sit multum gravata maximis salariis, in tantum quod ipsa salaria ascendunt summam ypp. undecim millia in anno, et quasi continuo ex notariis et aliis sunt

1. Registres des impôts.

1402 aliqui ipsorum extrà in factis suis, taliter quod commune nostrum perdit homines et pecuniam que tunc temporis solvitur frustra, et bonum sit providere ad hoc pro bono communi, nobis placet, quod quum cancellarius seu aliquis predictorum cancellarie nostre Crete volet recedere et ibit extra insulam in aliquod servitium suum, eo tempore quo steterit extra in servitium quod non sit communis, non debeat aliquo modo vel ingenio livrare soldum seu salarium quousque reversus fuerit, salvo quod concessum sit eis posse stare XV dies et non ultrà, in quo tempore livrare debent soldum, et predicta revocari non possint nisi per VI consiliarios, III capita de quadragenta, XXXVIII de XL, et tres partes majoris consilii.

Les *supra comiti* du Golfe, nommés en Crète, devront avoir trente ans au moins, sous peine, pour ceux qui les nommeront, d'une amende de 200 hyperpères.

Cum per commissionem duche et consiliariorum Crete ducha et consiliarii eligunt in Candida XII advocatos, videlicet 4 pro quolibet de sex in sex menses et introducta sit una consuetudo quod dicti tales electi et deputati advocati stant in dicto officio quasi continuo propter continuationem cujus officii per illos solos sequuntur de rebus non bene honestis... *on décide que ceux qui y seront pendant six mois*, *ne pourront l'être les six mois suivants; ainsi l'on pourra donner plus de places aux fidèles pauvres.*

8 juin. f° 26 v°

Délibération concernant l'élection d'un prothopapa[1] des Grecs, en remplacement du prothopapa défunt.

Capta. — Quod respondeatur regimini Crete in hac forma. Videlicet. Intellectis litteris vestris super facto prothopape grecorum defuncti et super declaratione petita an per vos — an — per dominum Archiepiscopum Cretensem alius creandus sit, visis — particulariter et distincte scripturis nobis missis per vos, visa etiam copia litterarum per quondam bone memorie Illustrem dominum Andream Contareno predecessorem nostrum predicto regimini missarum Inclusa vestris litteris predictis; respondemus vobis quod habito respectu quod fideles nostri quanto magis per nostrum dominium sublimantur tanto vehemencius et fervencius ad nostros honores et comoda se disponunt. Considerato quoque quod non videmus quod dominus Archiepiscopus Cretensis ullam jurisdicionem habeat in constituendo prothopapam predictum sed per contenta in litteris et copiis nobis missis per vos videmus fuisse oppositum hactenus

1. Le protopape des Grecs avait à peu près les mêmes fonctions et les mêmes attributions que l'archiprêtre des Latins; il était élu à vie par le duc de Crète.

preteritis temporibus observatum videlicet quod dictus protho- 1402
papa et etiam prothosalti per regimina Crete preterita fuerunt retroactis temporibus constituti iuxta mandata nostrorum consiliorum Rogatorum et zonte videlicet tempore virorum nobilium ser Andree Dandulo [1] et ser Petri Mocenigo [2] olim duchum Crete, placet nobis et similiter cum Dictis Nostris consiliis vobis scribimus et mandamus quatenus per vos vel maiorem partem vestrum eligere debeatis prothopapam predictum. Cum non videamus ut est dictum quod dominus Archiepiscopus possit ostendere aliquam jurisdicionem habere in electionibus antedictis. Cum ista additione quod prothopapa et prothosalti predicti qui fient nunc et in posterum non fiant de numero CXXX — suppositorum domino Archiepiscopo. Sed si forte videretur per futura tempora nostro regimini predicto de faciendo aliquem vel aliquos de dicto numero quia viderentur sufficientes sibi, debeat dictum regimen illum vel illos tales eximere de illo numero CXXX — et surrogare alios loco eorum.

De parte 74 — de non 6 — non sine 24.

29 juin. f° 30 v°

Autorisation donnée à Cecho de l'Aquila *caporalis equestris*, de se rendre à Venise pour six mois.

3 juillet. f° 32 v°

Autorisation donnée à la galère d'Alexandrie s'en allant à Coron, de s'arrêter à Modon et, pendant quatre jours, à Candie, pour y charger des marchandises, *sed non levando aliquid contra ecclesiam.*

28 août. f° 39 r°

Ordre au capitaine du Golfe d'envoyer, bien armée, la galère de Crète à Négrepont, par Modon, Coron et Napoli.

29 août. f° 39 v°

Ordre aux galères de Beyrouth et d'Alexandrie de se rendre ensemble en Crète, après avoir quitté le capitaine du Golfe.

29 août. f° 40 r°.

Unification de la solde des hommes de la galère « *Cornaria* » de Candie.

1. André Dandulo fut duc de Crète en 1378.

2. Pierre Mocenigo fut duc de Crète en 1381 et fut remplacé, en 1383, par Donat Thronus.

1402 Même date. f° 40 r°.

Un navire crétois ayant été pillé par deux pinasses de Sicile, qui lui ont pris cent barils d'huile, un sac de safran et beaucoup d'autres choses de valeur, les habitants de Crète se sont plaints, et une enquête, faite à Syracuse, a prouvé que deux vaisseaux de cette ville étaient partis pour la course ; ordre est, en conséquence, donné aux capitaines du Golfe, d'Alexandrie, de Beyrouth et au gouvernement de Crète, de leur donner la chasse, sans cependant s'exposer à un péril certain. Si ces vaisseaux avaient été se défaire de leurs marchandises à Rhodes, s'en informer, et agir en conséquence.

22 septembre. f° 43 v°

Ordre au capitaine du Golfe d'enjoindre au gouvernement de Crète d'amener une galère pour aller à Constantinople, après avoir rejoint les autres galères de la flotte à Négrepont [1].

Cum propter nova que habita sunt de conflictu dato Baiseto et pro exercitu per Tamberlanum de mense Julii proxime preterito non sit ulterius differendum quin provideatur quod sint prestissime in Constantinopoli plures galee quam ad presens sint specialiter quod facto Galipolis et honore et conservatione jurisdictionum nostrarum et pro aliis casibus qui possunt occurrere in dictis partibus. Et licet ad presens considerare aliis negotiis in quibus sunt nobis necessarie nostre galee non possit mitti ille numerus galearum qui esset forte necessarius tamen si non possumus facere sicut vellemus bonum et laudabile est facere id quod possumus. Et propterea vadit pars quod subito per istum grippum de Corfoy committatur Capitaneo Culfi quod sine mora debeat mittere litteras nostras Regimini nostro Crete per unam ex galeis nostris Culfi sibi commissis que galea assignatis litteris nostris dicto regimini revertatur ad Culfum.

Dicto vero Regimini Crete scribatur et committatur quod recepto presenti mandato debeat facere poni sine aliqua mora bene in puncto et in ordine de omnibus necessariis galeam alias armatam pro custodia Culfi que remanet ad custodiam insule et committere supracomito ipsius quod debeat quam prestius esse potest ire Nigropontem et portare litteras nostras per quas precipiatur similiter Regimini Nigropontis et similiter Ser Marco Grimani quod provideant quod etiam dicta galea ponatur bene in puncto et in ordine omnibus necessariis que quidem due galee videlicet Grimana et illa de Candida sub capitaneria dicti Ser Marci Grimani debeant

1. Voir l'acte du 20 mai 1402, fol. 20 v°.

omni mora posposita et tantum prestissime quantum esse poterit 1402
per illam breviorem et securiorem viam qua poterunt se transferre ad partes Constantinopolis et presentare litteras nostras per quas scribatur et mandetur Vicebaiulo nostro Constantinopolis et Ser Bertucio Diedo et Ser Marco Grimani predicto et illis duobus supracomitis de Candida qui erunt ibi quod debeant convenire se insimul et secundum nova et conditionem dictarum partium deliberare et determinare per maiorem partem ipsorum si erit aliquis modus vel via per quem vel quam possit tractari et duci ad effectum quod locus Galipolis perveniat sub dominio et fortia nostra per tractatum vel per aliquam quantitatem pecunie et si deliberabitur per dictum collegium vel maiorem partem ipsius quod hoc possit habere aliquem bonum effectum tunc sumus contenti quod habeant libertatem per maiorem partem ipsorum determinandi viam et modum per quem et quam hec nostra intentio posset obtineri videlicet per tractatum vel per pecuniam possendo promittere et expendere pro habendo dictum locum usque ad quantitatem ducatorum viginti milium solvendorum presto et subito per nostrum commune quando hoc nobis fuerit notificatum et habita fuerit possessio et dominium dicti loci et ultra hoc possendo promittere uni soli vel pluribus qui videbuntur dicto collegio vel maiori parti ipsius usque ad quantitatem ducatorum sexcentorum in totum et non ultra quolibet anno de provisione a nostro communi in vita illius vel illorum qui essent causa quod haberemus dictum locum in manibus et potentia nostra, non possendo promittere de provisione annuali in totum inter omnes ultra dictam quantitatem ducatorum sexcentorum in anno. Et ad exequendum cum dictis quatuor galeis id quod determinatum fuerit per dictum collegium circa dictum factum Galipolis et ad faciendum alia necessaria de inde debeant dicte galee esse omnes quatuor sub gubernatione et Capitanaria Ser Bertucii Diedo vicecapitanei nostri de inde salvo si per dictum collegium vel maiorem partem , pars eorum deputaretur ad tractandum vel faciendum aliquid pro habendo locum Galipolis vel pro custodia ipsius si posset haberi sub dominio et fortia nostra quod tunc dictum collegium possit deputare ad regimen illius galee vel galearum que mitterentur illum capitaneum qui dicto collegio videretur pro bono facti. Et si placeret Deo quod possit haberi dictus locus Galipolis vel speraretur per dictum collegium vel maiorem partem ipsius quod haberi posset, habeat dictum collegium libertatem retinendi dictas quatuor galeas quantum erit necesse et si haberetur providendi pro custodia ipsius et conservatione tam de ipsis galeis quam aliter prout dicto collegio vel maiori parti videretur. Et pecuniam quam promisissent dare dicta de causa mittere ad solvendum in Veneciis per Cambium vel per alium meliorem modum quo possent quia subito fiet solutio promissa. Et etiam si erit necesse mittere unam galeam Venecias pro factis predictis hoc facere possit tenendo modum quod

1402 de tempore in tempus per omnem modum et viam quibus poterunt scribant et informent nos de omnibus que fecerint et sequentur in factis predictis ut possimus providere prout nobis videbitur opus esse.

Verum si dicto collegio vel maiori parti Videretur quod non esset habenda spes de habendo dictum locum Galipolis sub dominio et fortia nostra, tunc sine aliqua mora debeant licentiare Ser Bertucium Diedo et galeam Cornariam ut redeant ad disarmandum, et galea Grimana et alia de Candida remaneant in dictis partibus secundum usum significando nobis omnia ordinate. Verum quia posset occurere quod nichilominus esset necesse quod galea grossa in reditu suo a Nigroponte Mothonum egeret securitate scribatur Regimini Nigropontis quod si videbitur esse necesse, habeat libertatem mittendi galeam Nigropontis in societate dicte galee grosse usque Mothonum.

23 septembre. f° 44 r°

Révocation de la mesure précédente, et son ajournement à un temps plus opportun.

30 septembre. f° 45 r°

Election de cinq sages de Crète.

Quod eligantur Quinque sapientes ordinum Crete et Romanie per duas manus electionum in isto consilio, Et unam per dominum consiliarios et capita de quadraginta qui debeant examinare super factis navigiorum armatorum et disarmatorum mercatorum et mercationum et super factis insule Crete Coroni et Mothoni, Nigropontis, Corfoy, Durachii et aliarum terrarum et locorum nostrorum partium Romanie. Et super omnibus et singulis ad predicta — et eorum quodlibet spectantibus et pertinentibus et dependentibus et connexis. Et cum eorum consilio et opinionibus ire teneantur ad dominum, conpliarios et capita et facere eis legi secundum usum. Et postea veniatur ad istud consilium et quilibet possit ponere partem et habeant terminum usque ad Sanctum Michaelem proxime venturum Intelligendo quod non possint consulere nec ponere partem de eundo ad loca prohibita nisi habeatur licentia a domino papa. Et vocetur omni vice consilium ad suam petitionem sub pena soldorum viginti pro quolibet non accipiendo ultra unum pro domo. Et aliquis iudex officialis nec advocator procuratiarum non possit esse nec eligi ad istum sensum ullo modo. Et teneatur quilibet dictorum sapientium venire singulis diebus deputatis in mane ad palatium sub debito juramenti et stare usque ad tercias et tantum plus quantum erit necessarium ad consulendum et providendum super factis eis commissis. Et non possint refutare sub pena librarum quinquaginta. Et si aliquis dictorum sapientium non veniret ad sensum suum mo-

dis predictis per octo dies ita quod veniret esse extra sensum secundum ordines nostros cadat nichilominus ad dictam penam librarum quinquaginta ac si refutasset non valeat ei excusatio aliqua nisi de persona sua pro infirmitate quam haberet pro qua staret in domo, jurante tamen quod non stet in domo alia occasione quam pro dicta infirmitate persone sue. Et si remaneret ad istum sensum — aliquis qui recessisset — de Veneciis — a diebus octo citra et data sibi noticia de electione sua non venerit ad terminum octo dierum ad intrandum suum sensum cadat ad dictam penam librarum quinquaginta ac si refutasset et non possit elegi ad istum sensum aliquis qui non sit etatis annorum triginta vel inde supra. 1402

Sapientes suprascripte partis sunt.
Ser Bernabonus Mauroceno.
Ser Santucius Venerio.
Ser Bernardus Justiniano.
Ser Petrus Mudacio refutavit cum pena.

9 octobre. f° 46 r°

Crédit de 240 ducats pour la réparation de la maison de deux conseillers crétois.

Même date. f° 47 v°

A la suite de mauvaises nouvelles reçues directement du gouvernement de Négrepont, le gouvernement de Crète décide l'envoi de deux galères, d'une bandiera de fantassins et de cent arbalétriers.

17 octobre. f° 49 v°

Pouvoir concédé au duc et aux conseillers de Crète de faire la paix avec Tamerlan.

Capta. — Cum ducha et consiliarii Crete per suas litteras datas 12 sept. inter cetera scribant quod ille quem Timerbei constituit dominum Theologi, requisivit eos de pace, et propterea dignemur significare eis voluntatem nostram, si volumus quod ipsi possint tractare et facere dictam pacem, nam pax illarum partium Palatii et Theologi est salus et vita insule Crete; vadit pars, considerato quod semper in libertate rectorum dicte insule fuit facere dictam pacem, quod rescribatur eis quod, non obstante quod nos fuerimus in guerra generali cum Turchis, ut scribunt, placet nobis quod possint tractare et ponere se in pace cum dominis dictorum locorum per illas vias et modos qui eis pro statu insule utiliores videbuntur, procurando avantagiare se quantum poterunt, pro comodo et utilitate locorum sibi commissorum et subditorum nostrorum.

1402 Même date. f° 50 r°

Mesures pour le commerce des grains, privilèges aux marchands.

17 novembre. f° 55 v°

Autorisation aux Juifs de transporter de l'argent de Venise à Corfou, Coron, Modon et la Crète, moyennant droit de deux ducats *pro centenario et accipiendo bulletas ordinatas ab extraordinariis.*

Même date. f° 56 r°

Envoi d'une ambassade en Sicile pour demander satisfaction pour un fait de piraterie [1].

Même date. f° 56 r°

Décret retenant une galère de Crète au lieu de la licencier.

12 décembre. f° 58 r°

Ordonnance ayant pour objet l'armement de quinze galères pour occuper le Golfe : dont dix à Venise, quatre en Crète, et une à Négrepont.

1403 30 janvier. f° 62 v°

Envoi en Crète de *corpora galearum* pour la plus prompte exécution des ordres de la seigneurie. On envoie notamment celle du capitaine du Golfe, récemment rentrée.

3 février. f° 63 r°

Augmentation de solde : pour les hommes de *pede galearum*, de 8 $^1/_2$ à 9 hyperpères par mois ; pour les rameurs, de 6 à 7 ; les patrons recevront 2 hyperpères, et les capitaines 3 de plus par mois.

12 février. f° 64 v°

Faveurs accordées à André Panthaléon, scribe à la chancellerie de Crète, qui a rendu de nombreux services, entre autres fait la paix avec le gouverneur de Palati, et délivré beaucoup de prisonniers retenus par les Turcs. En considération de quoi, sur ses instances, et sur l'avis conforme de l'ex-duc de Crète, on lui accorde, comme il est *feudatus*, les mêmes avantages qu'aux

1. Voir, plus haut, fol. 40 r°, p. 138.

feudati de Crète, sauf : *quod ex ipsis officiis in futurum peteret se admitti ad dignitatem majoris Consilii Venetiarum.* 1403

13 mars. f° 65 r°

Les marchands de Crète auront, jusqu'au 1er avril, les mêmes droits et privilèges que ceux de Modon et de Coron pour le transport des *gothoni.*

22 mars. f° 68 v°

Ordre au gouvernement de Crète de se saisir de la personne et des biens de Zanachius Cornario, ancien capitaine d'une des galères de Crète en Romanie, et vote d'une enquête contre lui pour quelque vol : *aliquam raubariam.*

Le 24 mars, il est ordonné d'interroger ceux qui peuvent être informés « de raubariis, extorsionibus, et enormibus actibus factis et commissis per dictum Zanachium... in trajectando Turchos et alias gentes super Greciam... de pecuniis et alii rebus acceptis a dictis gentibus tam pro transitu facto ipsis gentibus quam per alium quemcumque modum, volontarie ac violenter. » — Toutefois Cornario sera relâché sur une caution de 6,000 ducats, à la condition de s'engager d'honneur à se présenter à Venise devant les *advocati communis* sous peine de 2,000 ducats, ses biens restant néanmoins sequestrés et en interdit.

Le décret ci-dessus est accepté, et il est enjoint au gouvernement de Crète de se borner, comme cela se fait en Crète, de citer le coupable sous huit jours, si on ne peut pas s'en emparer.

26 mars. f° 70 v°

Grains à conduire par vaisseaux désarmés [1].

28 mars. f° 71 r°

Le gouvernement de Crète est autorisé à réparer la partie du mur qui s'était effondrée ; la moitié des dépenses devant être à la charge des juifs, qui profiteront tout particulièrement de cette réparation.

Capta. — Cum regimen nostrum Candide, per litteras datas 2 Jan. presenter elapsi scripserit quod passus viginti vel circa de muro circum Candidam a parte ponentis ubi est Judaicha ceciderunt et ruerunt in mare, ità quod a dicta parte civitas predicta est nudata et quod expedit quod dictus murus reparetur quia differendo expensa esset

1. Voir l'Index.

1403 multo major et quod licet camera sit stricta pecunia, et alias multas expensas sit habiturum dictum Regimen, tamen providebit ad reparationem ipsius prout meliùs fieri poterit; scribit etiam dictum Regimen de multis aliis reparationibus necessariis, et quum scribunt predicta ut nostra Dominatio provideat prout placet et bonum sit super facto reparationis dicti muri presto scribere nostram intentionem, vadit pars, quod scribatur regimini nostro Crete predicte quod recipimus dictas suas litteras datas 2 Jan. super dicta materia et quia plures alias litteras suas super diversis materiis, ad quas pro presenti respondimus super facto reparationis muri minati, quod sumus certissimi quod ante receptionem hujus nostri mandati, dictum regimen processerit ad reparationem dicti muri, et si aliquid non factum esset, quod non credimus, pro securitate civitatis debeat dictum Regimen sine mora persequi ad reparationem et fortificationem ipsius, sicut est expediens; verum, volumus respectu quod Camera de inde est stricta pecunia et si mandetur dicto regimini quod faciat solvi expensam dicti muri per hunc modum, videlicet, considerato quantam utilitatem percipiunt Judei in dicta terra, et quum habitationes sue sunt site ab illa parte muri minati, quod omnes Judei civitatis nostre Candide solvant medietatem expensarum predictarum, alteram verò medietatem expensarum debet dictum regimen facere solvi per modum et consuetudinem alias observatam in simili casu. Et avisetur dictum Regimen quod si sibi bonum videbitur, possit facere in dicta parte muri alias turres, et per illum modum qui sibi melior et securior videbitur, ad expensas predictorum, faciendo et providendo in omni Casu quod aliqua domus non sit conjuncta cum dicto muro.

Pro 73 — contrà 18 — non sinceri 15.

5 avril. f° 72 r°

Victor Bragachino avec son brigantin doit se rendre seulement à Modon et à Candie : on défend au gouvernement Candiote de l'autoriser à armer quelque navire que ce soit en Crète, sous peine de 2000 ducats d'amende.

9 avril. f° 73 v°

Ambassade aux fils de Bajazet.

29 avril. f° 79 v°

A cause de troubles survenus dans l'île de Chypre « *per Januensem et per dominum Regem* [1], » et pour éviter tout incident avec les Génois, le gouvernement de Crète avait défendu à tous

1. Il s'agit du roi de France, sous la protection duquel s'étaient mis les Génois, et qui leur avait donné pour gouverneur le Maréchal de Boucicault.

ses vaisseaux et à ses gouverneurs de châteaux d'avoir des rap- 1403
ports avec l'île de Chypre pour des vivres ou autres choses; on approuve cette conduite, et on demande l'extension de ces mesures à tous les établissements vénitiens; et les marchandises conduites à Chypre seront regardées comme contrebande.

2 mai. f° 79 v°

On a fait la paix avec les deux fils de Bajazet.

14 mai. f° 83 v°

L'empereur Emmanuel [1], l'impératrice et leur suite, en tout cinquante-huit personnes, ont pris de Modon à Vasilipotamum une galère de Crète. Comme ils n'ont rien donné pour leur dépense, pendant trois jours, ordre est donné au capitaine du Golfe d'indemniser le capitaine de la galère, comme il le jugera convenable.

21 mai. f° 84 v°

Congé de deux mois à un *comestabilis* d'une *bandieria*, avant de se rendre en Crète.

31 mai. f° 85 r°

Marcus Blanco, patron d'un navire crétois allant à Venise, a laissé échapper Zanachius Cornario; on charge les avocats du commun d'examiner sa conduite, par cinquante-neuf voix pour, trente-deux contre et vingt et une abstentions.

2 juin. f° 88 r°

Ordonnance par laquelle on rend aux héritiers d'une dame Sophia de Miriochiefalitus, ses biens sis audit lieu, parce que le mari de cette dame étant mort avant la rébellion de Crète, ses biens ne doivent pas avoir le même sort que ceux des rebelles.

20 juillet. f° 91 r°

Carolus de Camino avait reçu le commandement d'une bandière équestre, au mois de mars; Gherardus de Camino a été nommé à sa place, disant que Carolus ne voulait plus du commandement; mais sur les protestations de Carolus que tel n'était pas son sentiment, on lui rend sa charge; cependant comme Gherard a déjà ses soldats, caporaux et chevaux prêts à partir, on l'autorise à aller

1. Manuel Paléologue.

1403 en Crète, à charge au gouvernement du pays de lui trouver une place.

Même date. f° 92 r°

Pour que les Crétois aient toujours de bons *corpora galearum*, on décide qu'au moment du licenciement, dans le cas où les galères devant retourner en Crète ne seraient pas en bon état, on les changera avec celles devant revenir à Venise. Par ce moyen, on réalisera des économies pour le gouvernement de Crète, et on aura toujours de bons vaisseaux sous la main. Le capitaine du golfe examinera aussi les *correda et arma*.

6 septembre. 99 v°

Poursuites contre Zanachius Cornario, qui, par soixante-dix-sept voix contre trente-deux et neuf abstentions, est condamné à payer 3300 hyperpères de Crète et 1400 aspres de bons deniers à la chambre de Crète et 100 ducats d'or. On déduira des 3300 hyperpères le prix de cent esclaves vendus, et Cornario devra être privé du supracomitat des galères pendant cinq ans.

10 septembre. 100 v°

Ordre de faire arranger la citerne du palais de Candie, *que multum est necessaria pro alimento domus et familie duche nostri Crete et multarum aliarum personarum, cum nulla alia sit*, et d'expédier tout ce qu'il faudra jusqu'à la concurrence de 300 hyperpères.

5 octobre. f° 105 v°

Election des cinq sages de Crète.

4 octobre. f° 106 v°

Condamnation de Barthélemy Contareno, ancien gouverneur de Sithie, à une amende de 200 ducats, à la privation à perpétuité de tout gouvernement en Crète, et à une année de prison dans la prison inférieure.

18 novembre. f° 113 v°

Ordre de payer la solde de deux mois aux hommes pauvres des galères de Crète, venus à Venise et y séjournant à cause du rechargement des autres galères.

Même date. f° 113 v°

Demande du gouvernement de Crète pour l'armement des ga-

lères, la fortification du territoire et de l'arsenal, un crédit de 2358 ducats. Cette demande est agréée, et l'on ordonne au chef de l'arsenal d'envoyer l'argent par le premier vaisseau qui ira en Crète. 1403

22 novembre. f° 114 v°

Le rechargement des galères de Crète étant terminé, on ordonne aux capitaines de s'y trouver le lendemain et d'attendre les ordres.

Même date, f° 114 v°

Crédit de 500 ducats à Thomas Mocenigo [1] pour la réparation des *albergi* et autres lieux de son palais.

24 novembre. f° 115 v°

Défense aux capitaines des galères, sous peine de 1000 ducats d'amende de s'en aller sans en avoir reçu l'ordre.

Même date. f° 116 r°

Par les galères qui vont désarmer à Candie, on ordonne au gouvernement de l'île d'élire immédiatement trois capitaines honnêtes et expérimentés pour les trois galères qu'il y a à armer, et de pourvoir ces galères d'arbalétriers, à raison de 2 gros 1/2 par jour, ensuite de les envoyer dans l'Archipel avec les instructions que les circonstances leur inspireront.

15 décembre. f° 121 r°

Décision par laquelle on pourvoit à l'armement de la Crète, par l'achat, aux frais du commun, de *centum armature fulcite a ballistario*, que le gouvernement de Crète partagera, à son gré, entre les divers lieux, à condition que ceux qui les recevront les payeront à Venise, au prix coûtant. On enverra aussi des arbalètes aux mêmes conditions.

14 février. f° 124 r° 1404

Autorisation de transporter de Crète à Venise, jusqu'à la fin de décembre, les grains, épices et soies qui n'ont pu trouver place dans les différents passages précédents, moyennant un tiers du *nabullum* [2].

1. Nommé duc de Crète en 1403, il fut, en 1413, élu *Dux Venetiarum*.
2. Tribut perçu sur les marchandises venues par mer.

1404 10 mars. f° 120 v°

Défense d'élire les syndics de Crète et de Romanie, à aucun poste, en dehors de Venise, pendant l'année qui suivra leur retour.

4 avril. f° 126 v°

Autorisation à Jean Maripetro d'amener de Licie en Crète quinze cents staros de blé et de le vendre sur le marché ce qu'il voudra. Le gouvernement de Crète lui offrira de son côté 5 livres par staro vénitien de froment [1].

22 mars. f° 129 r°

On prolonge, du mois d'avril à la fin de mai, le terme pour le transport à Venise des *gothoni*, originaires de Crète.

3 juin. f° 134 v°

Règlement sur la monnaie.

Quod omnes nostri rectores, officiales et provisionati partium Levantis, a quarnario ultrà... debeant recipere solutionem ad tornesios, ad rationem 86 soldorum pro ducato.

22 mai. f° 140 v°

Ordre au capitaine du Golfe d'envoyer désarmer à Candie la troisième galère de Crète, qu'il a avec lui, et de le faire à temps pour que les hommes de cette galère : *livrent soldum suum et non debeant habere reffusuras.* Les deux autres galères de Crète, dès leur arrivée, devront être envoyées à Venise pour leur désarmement.

23 mai. f° 150

Ordonnance pour la réglementation des salaires.

11 juillet. f° 104 r°

Règlement pour le passage en Crète de la *cocha* d'Alexandrie.

Capta. — Quod in bona gratia ad viagium Alexandrie ponatur una cocha portate botarum V^C^, vel inde supra et cridetur publice in locis solitis quod quilibet volens ponere cocham suam de dicta portata ad dictum viagium faciat ipsam scribi ad curiam maiorem usque dies quatuor proximos. Et ille coche que scripte erunt probentur

1. Le staro de Venise valait environ 84 litres 96 et pesait en froment environ 63 kilos 90.

cum suis patronis in consilio Rogatorum et additionis congregatis a LXXX supra, et illa que habebit plures ballotas transeundo medietatem eonsilii sit firma, et illa cocha que remanebit cum suo patrono teneatur sequi viagium sub pena ducatorum mille quam exigant officiales levantis habendo partem ut de aliis penis sui offieii. 1404

Et debeat dicta coeha esse bene et optime fuleita marinariis, armis, eoredis et aliis opportunis secundum quod taxata et extimata fuerit per nostros consules mercatorum. Et debeat earicavisse et recessisse usque per totum mensem presentem sub pena librarum eentum pro quolibet die quo staret ultra dictum terminum. Et habeat dicta cocha ultra marinarios, ballistarios deeem ad expensas navis.

Possitque dicta coeha levare in Veneciis omnia milliaria et omnes alias res que possunt extrahi cum navigiis disarmatis, possit etiam levare havere capselle, non possendo levare aliquid contra ecclesiam. — De quibus milliariis solvatur nabulum videlicet de rame et laborerio rami et stagno ducatos duos pro milliari, plumbi vero solvatur dueatus unus pro milliari, cuius nabulli due partes sint coche et tereia pars galearum Alexandrie, de aliis autem rebus grossis et havere capselle solvatur secundum usum et nabullum sit totum eoche predicte. Patronus autem predictus debeat omnino dare in Alexandria partem tangentem galeis de suis nabullis sub pena soldorum duorum pro libra que veniant in patronos galearum, de rebus autem subtilibus quas dicta cocha carricaret in Veneciis habeat illammet condicionem quam habent navigia disarmata secundum partem captam in ordinibus galearum.

Reeedendo autem dieta cocha de Veneciis debeat dirrecte ire Mothonum et Coronum, et in quolibet dictorum locorum stare duobus diebus carieatoriis et non ultra ullo modo et levare omnes mercationes per Alexandriam non levando aliquid contra ecelesiam. Et inde ire postea direete in Candidam et ibi stare diebus quatuor earricatoriis levando res pro Alexandria ut fecerit in Mothono et Corono, non possendo aliquid aliud levare in aliqua alia parte sub pena contraordinis. Et nichilominus nabulla rerum que eontra hoc levaretur veniat in comune, quarum omnium mercationum caricatarum extra Venecias cum ordine nabulla sint libere predicte eoche.

Et ad habundantem eautellam pro comodo et utilitate galearum Alexandrie et eoche predicte ordinetur quod a die presenti in antea non possit extrahi de Veneciis cum aliquo alio navigio milliaria pro eonducendo in Alexandriam nec in aliquam aliam partem sub pena contraordinis. Exceptis oleo et saponis sicut continetur in ineantu galearum Alexandrie.

Verum ut omnia ordinate earicentur, non possit patronus aliquid recipere in Veneciis sine bulleta nostrorum extraordinariorum. Et in Mothono Corono et in Candida sine bulleta nostrorum rectorum dietorum loeorum sub pena eontraordinis. Et de omnibus que in

1404 Veneciis caricarentur super ipsa cocha, Extraordinarii exigant nabulla secundum usum. Nabulla vero mercationum que carricabuntur in Mothono Corono et in Candida exigantur per Rectores nostros dictorum locorum. Et in casu quo non solverent dicta nabulla in Mothono et Corono solvant in Alexandria singulis quatuor ypperperis cum dimidio unum bissantium sub pena soldorum duorum pro libra. Et si non solvent in Candida solvant in Alexandria pro singulis tribus ypperperis unum bissantium sub dicta pena que pene esse debeant dicte coche.

Sed postquam dicta cocha applicuerit in Alexandria non debeat deinde recedere, donec galee nostre recesserint ut illa rata que superhabundabit ab illis galeis possit conduci cum cocha predicta, sed ut possit substinere se, possit levare ante recessum galearum, gothonos et alias res mercationes que possunt venire cum navigiis, habendo de nabulo in totum de dictis rebus, pro milliare gothonorum et lini, ducatos sex, pro milliari zisforis, datalorum et canefistule ducatos quatuor, et pro qualibet butta limonorum ducatos tres, et pro qualibet butta limonorum ducatos tres et pro quolibet milliari aluminis et rixorum ducatos tres, et cetera prout est observatum annis elapsis, declarando ex nunc quod gothoni et omnes ille res que caricabuntur super dicta cocha in Alexandria transacto termino mude, intelligantur venisse cum ordine Venecias. Sed teneatur patronus dicte coche dimittere tantam plaçam in ipsa cocha quod possit recipere ratam galearum que remanebit, solvendo nabullum sicut si veniret cum galeis, cuius nabuli tria quinta sint coche predicte, quintum sit nostri communis et ab alio quinto mercationes dicte rate libere absolvantur. Mercationes autem subtiles que venirent cum cocha predicta sint absolute a quinque pro cento que solvuntur ad tabullam. Et teneatur patronus levare omnes ratas que sibi presentabuntur donec galee nostre erunt ibi, intelligendo ratas presentatas per capitaneum galearum vel consulem nostrum Alexandrie. Et similiter teneatur ipse patronus recedere omni causa remota statim cum galeis Alexandrie et redire Venecias. Et si remaneret post galeas per tempus vel pro levando ratam, non possit nec debeat levare aliquid post recessum galearum ultra ratam designatam per capitaneum vel per consulem sub pena contraordinis patrono et mercatoribus qui caricarent contra id quod dictum est. Intelligendo quod omnes predicte mercationes sint absolute a varea ballistariorum et libamenti.

Et possit ista cocha pro subventione sua conducere salem Venecias de partibus Alexandrie quem comune nostrum accipere teneatur pro precio ordinato per collegium secundum usum camere, possendo caricare ad signa ordinata per consules.

Et non possit dicta cocha eundo et redeundo caricare equos pro conducendo ipsos in aliquam partem sub pena patrono librarum centum pro quolibet equo quem caricaret, de qua pena non possit

fieri gratia nisi per sex consiliarios, tria capita de Quadraginta et quatuor partes maioris consilii. **1404**

Et teneatur dicta cocha recipere quicquid quilibet mercator deinde volet ponere in dicta cocha, pro magazeno nihil solvendo dicta de causa, donec galee Alexandrie illuc applicabunt.

Ante vero recessum dicte coche si fuerit opportunum venietur ad istud consilium et providebitur sicut fuerit necesse. — Et omnes alii ordines soliti servari annis elapsis in cocha Alexandrie qui non sunt revocati, serventur etiam in cocha presenti. — Remansit cocha cuius est patronus Marcus de Benedicto.

18 juillet. f° 154 v°

Ordre de licenciement de deux compagnies.

Capta. — Quia in loco nostro Canee sunt due banderie pagarum XV vel circa pro banderia, quae fuerunt misse propter novitates quas habebamus cum Januensibus et ob dubium Turchorum, et sicut notum est ista cessant, propter quod bonum est quod etiam cesset expensa. Vadit pars quod scribatur rectori nostro Canee quod, recepto presenti mandato, cessare debeat dictas duas banderias, ità quod non habeamus amplius ipsam expensam.

19 juillet. f° 155 r°

Ambassade à Constantinople.

Quod fiat Commissio nobili viro Ser Paulo Zane ituro ambassiatori Constantinopolim in hac forma videlicet :

Nos Michael Steno dei gratia Dux Venetiarum, etc. Committimus tibi nobili viro Paulo Zane dilecto civi et fideli nostro, Quod ire debeas noster ambassiator ad Serenissimum dominum Emanuelem Imperatorem Constantinopolis et comparere ad presentiam suam cum litteris nostris credentialibus quas tibi fecimus exhiberi. Et facta Maiestati Sue reverentia et salutatione solita ac oblatione generali, cum illis amicabilibus verbis que tue sapientie videbuntur, exponere debeas quod retrahere suo sancto Imperio amorem benivolentiam et caritatem quam semper habuimus ad excellentissimos progenitores suos et totam domum suam ac notanter ad Suam Serenitatem videtur nobis res superflua et e converso amorem et caritatem quam ipsi omnes gesserunt ad nos et comune nostrum quia intervenerunt utrinque tante rerum experientie que clarissime demonstrant quod non est opus sermonibus declarare ; similiter etiam declarare consolationem quam habemus quod Maiestas Sua sit reducta et remaneat in imperio et sede sua cum honore suo et bono Sue Maiestatis et totius Christianitatis expediens non putamus quia non dubitamus quod Maiestas Sua de hoc certissima satis sit. Et quia intentio nostra est quod iste sincerus amor et ista intrinseca caritas que inter nos est a parte nostra non solum conservari possit

1404 sed de bono in melius augeri, quod certissimi sumus modo simili fore in mente et dispositione sua et quod removeatur omnis materia que posset esse causa contrarii. Pro tanto volentes secum vivere in treuguis sicut vixerunt antecessores utriusque partis, Commisimus tibi quod tu debeas de hoc requirere Maiestatem Suam quia si dicte treugue inter nos fuerint confirmate sicut clare videre et comprehendere potest, hoc cedet ad magnam fortificationem et securitatem status sui, quia per istud erit omnibus manifestum quod amor solitus esse inter Imperium suum et nostrum Dominium confirmatus et roboratus est ut semper fuit. Et cum hoc et aliis verbis et rationibus que tue sapientie videbuntur, procurabis inducere dictum dominum Imperatorem ad confirmandum dictas treuguas, ut superius dictum est.

Et si dictus dominus Imperator erit contentus velle renovare et confirmare treuguas ipsas, sumus contenti quod illas firmare debeas in forma quam tibi fecimus exhiberi, que est ultima que facta fuit per Ser Franciscum Fusculo. Et quia est unum capitulum per quod dominus Imperator est nobis debitor in ypperperis XVII^mCLXXIII que ipse debebat dare nobis per tempus quinque annorum, quo ipse treugue durare debebant, et de ipsa quantitate nescimus si aliquid exactum est per nostros baiulos vel vicebailos qui fuerunt, deinde volumus quod te informes deinde si aliquid exactum est, ut si aliquid exactum est illud defalchetur de quantitate predicta. Quando autem nil habitum esset ut credimus, volumus quod tu procures cum illa instantia que tue sapientie videbitur quod dominus Imperator det tibi presentialiter aliquam partem quantitatis pecunie suprascripte, et quod reliquam solvere promittat per terminos sicut in dictis treuguis continetur. Et quando istud obtinere non posses quia ipse allegaret tibi paupertatem et impossibilitatem suam presentem, que satis nobis est nota; tunc in isto casu sumus contenti ut non restet quin concludi et firmari possint dicte treugue, quod tu condescendas ad suam intentionem, dummodo nil defalchetur de quantitate debiti et quod illam promittat solvere per tempus annorum quinque quibus treugue durabunt. Si vero dictus dominus Imperator recusare facere treuguas pro facto quantum spectat ad dominium Thenedos sicut alias fecit quando illuc misimus virum nobilem Ser Jacobum Suriano militem, volumus quod facta per te omni experientia possibili cum illis verbis et rationibus que tue prudentie videbuntur pro inducendo ipsum dominum Imperatorem ad firmandum treuguas in totum, prout superius dictum est quia de omnibus es informatus, habeas libertatem condescendendi ad firmandum dictas treuguas cum hac reservatione : videlicet quod capitulum dictarum treuguarum quantum spectat ad dominium Tenedos, pro quo est differentia inter suum Imperium et nostrum dominium, remaneat ita in suspenso sine aliqua affirmatione fienda per aliquam partium super contentis in dicto capitulo quantum spectat solummodo ad dominium Tenedos, usque

per totum tempus quinque annorum [1]. In aliis autem omnibus, treugue sint firme. Et super hoc modo volumus quod non possendo facere treuguas in totum prout iacent debeas condescendere et instare de obtinendo per modum predictum, quantum scies et poteris cum illis rationibus et verbis qui tibi videbuntur posse esse proficua et utilia intentioni nostre. 1404

Et affirmando treuguas predictas per aliquem modorum predictorum debeas remanere baiulus noster in Constantinopoli, et non affirmando dictas treuguas, debeas remanere vicebaiulus cum salario et condictionibus contentis et specificatis in tua commissione in quolibet dictorum modorum.

Insuper committimus tibi quod super damno illato in millesimo trecentesimo nonagesimo, vel circa, in Constantinopoli, navi Hermolai Bonvenetia de frumento, secundum informationem quam tibi dabunt participes dicte navis, debeas in procurando satisfationem dicti damni facere et operari quicquid boni poteris.

De parte omnes alii — de non 2 — non sinc. 1.

2 août. f° 157 r°

Ordre au gouverneur de Crète de lever de cent à deux cents arbalétriers et deux cents archers, et fixation de la solde qui leur sera allouée.

Vadit Pars. — Quod pro bono agendorum nostrorum scribatur et mandetur regimini nostro Crete, quod quam citius esse poterit debeat facere soldare ad servicium nostrum a centum usque ducentos bonos ballistarios et usque ducentos bonos arcerios de subditis et fidelibus nostris de inde, dando cuilibet dictorum ballistariorum ad rationem yperperarum 12 in mense et pagam trium mensium, qui veniant cum suis armis et ballistis; arceriis autem dare debeat similiter pagam trium mensium, ad rationem yperperarum novem pro quolibet in mense, qui sint cum bonis archis et ficciis et spata, solicitando et faciendo toto posse suo quod sint de melioribus et plus avantagiatis esse poterunt, tam ballistarii quam arcerii. Insuper volumus quod dicti arcerii et ballistarii incipiant livrare soldum die quo intrabunt navigia pro veniendo Venetiam, et mandetur dicto nostro regimini quod teneat modum omnino quod dicti ballistarii et arcerii omnino veniant Venetiam cum navibus a vindemiis et si casus daret quod omnes non possent levare super dictis navibus, quod regimen provideat de una galeota vel alio navigio cum quam minori expensa esse poterit nostri communis. Informetur etiam nostrum regimen quod quando dicti ballistarii et arcerii erunt Venetiae, nos faciemus eis dare pagam quarti mensis, recipientur in navibus sine aliquo nabulo; et insuper constituatur pro quibuslibet

1. Voyez plus bas, p. 160, au 31 janvier.

1404 viginti quinque ballistariis, unum caput cum soldo yperperarum sexdecem pro quolibet capite ballistariorum, et yperperarum duodecem pro capite arceriorum. Item quod non possit accipi in numero dictorum ballistariorum et arceriorum aliquis villanus de feudo, neque communis neque ecclesie. Verum, venientibus dictis ballistariis et arceriis ad nostrum servicium, ordinetur quod completo suo stipendio, et quando cum licentia et voluntate nostre dominionis, voluerint redire in Cretam, quam ut habeant terminum revertendi, provideatur iis de passagio, dando eis panem de nostro communi et quod applicantibus ipsis in Cretam nostrum regimen debeat eis dare duas yperperas pro quolibet.

30 septembre. f° 159 r°

Election des cinq sages de Crète.

9 novembre. f° 159 v°

Ordre au capitaine du Golfe de licencier les galères de Crète et de les renvoyer, avec ou sans marchandises, pour procéder à leur désarmement.

12 janvier. f° 165 v°

1405 Mesures ordonnées pour la reprise de Scutari [1].

Quia est penitus providendum ad recuperationem civitatis nostre Scutari in quantum sit possibile. Vadit pars quod scribatur et mandetur capitaneo nostro Padi, quod, receptis presentibus, subito et sine mora debeat precipere ser Donato de Porto quod cum galea sibi commissa statim debeat se reducere Clugiam, in quo loco debeat expectare nostrum mandatum et nobis ordinate scribere qualiter erit in ordine hominum de remo, ballistariorum et aliorum necessariorum.

Et ex nunc mandetur solutoribus armamenti quod debeant solidare decem homines a remo et plures sicut erit necesse ac ballistarios quinque ut habeat suum numerum ballistariorum et hominum a remo si aliquis ei defficeret. Et similiter debeant dicti solutores precipere illis quadraginta ballistariis, qui facti sunt de novo, quod debeant ponere se ita in ordine quod possint ire cum dicta galea et similiter debeat dicta galea levare Antonium Sclavo, Andream Spano et alios qui videbuntur dominio preterea, ut fiat omnis modus possibilis quod rehabeamus civitatem nostram predictam; eligi debeant duo nostri solemnes oratores per scruptinium in hoc consilio, qui possint accipi de omni loco et officio et judicatu petitionum, non possendo reffutare, sub pena ducatorum ducentorum, et teneantur respondere die qua fuerit electus vel altera ad tertias. Debeant ha-

1. Scutari était passé, en 1386, sous la domination des Vénitiens moyennant une pension viagère de 1,000 ducats, payée à George Strasimiero, seigneur du lieu.

bere pro ista ambaxiata ducatos sexaginta, possendo expendere in die in quibuscumque expensis occurrentibus, non intelligendo nabulla navigiorum et agatia equorum duorum, quatuor inter ambos, ducendo ad dictam expensam unum notarium cum uno famulo et tres famulos pro quolibet, qui quidem ambaxiatores debeant ire ad dominam Hellenam Straçimir [1] et alio, cum illa commissione que videbitur collegio. De parte 34. 1405

Ser Nicolaus Barbo consiliarius, Ser Marcus Justiniano et Ser Silvester Mauroceno sapientes ordinum.

Capta. — Volunt partem suprascriptam per totum, excepto ubi dicitur de mittendo Ser Donatum de Porto Clugiam, dicatur quod capitaneus predictus mittat Clugiam patronum qui est super galea *Caravella* que fuit Karavella. De parte 52 — de non 1 — non sinc. 3.

23 janvier. f° 163 v°

Instructions à un notaire envoyé à Gênes.

Quod fiat commissio circonspecto viro Francisco Bevazano, notario nostro, destinato ad partes Janue.

Francisce. Mandamus tibi quod ire debeas quam prestius esse potest ad partes Janue ; et ibi debeas comparere coram Magnificis consilio Ancianorum et officio provisionis, quibus presentatis nostris litteris credentialibus et factis amicabilibus et fraternis salutationibus et oblationibus sicut tue prudentie videbitur convenire honori utriusque partis, exponere debeas parte nostra : Quod sicut est notorium Magnitudini Sue pro conclusione, affirmatione et roboratione pacis et concordii nuper cellebrati inter excelsas comunitates Janue et nostram, misimus ad partes prefatas in nostrum sindicum et oratorem Nobilem Virum Robertum Mauroceno, civem nostrum dilectum, qui dum ibidem foret audivit et intellexit quosdam dicentes et propalantes qualiter armabatur quedam cocha magna cuius erat caput et patronus Nicolaus de Moniglia Januensis, qui quidem Nicolaus armata et posita optime in puncto et in ordine cocha prefata tam pugnatorum, ballistariorum quam quorumcumque necessariorum, tamquam prave dispositus, debebat proficisci ad quecumque damna nostrarum et eorum bonorum ; quod audiens et intelligens prefactus ambaxiator noster nedum semel et bis comparuit coram officialibus provisionis Janue, dicens et propalans omnia ea que sciverat et intellexerat de cocha predicta et qualiter idem Nicolaus erat male dispositus contra nostrates et bona eorum. Cui nostro ambaxatori per predictos officiales provisionis data extitit finalis responsio, videlicet : quod verbis consimilibus que audiverat et intellexerat non deberet dare fidem aliquam, nam erant dispositi

1. Straçimir ou Strasimicro, veuve ou fille de George Strasimicro, ancien seigneur de Scutari.

1405 penitus pacem et concordium cellebratum nuperime hincinde, ex parte sua fraternaliter observare. Sed ea que divulgabantur et propalabantur ab extra erat pro parte cujusdam fratris nuntii Paduani qui tunc ibidem moram trahebat et non modo aliquo ex parte illius regiminis et ipsius comunitatis. Asserentes prenominati officiales provisionis quod noster orator predictus propalare deberet illos talles qui consimilia verba inhonesta fuerant allocuti et divulgabant quia eis facerent linguam ymaniter a faucibus evelli, de quibus omnibus idem noster orator contentus remansit et sic nostrum dominium suis litteris distincte informavit. Quibus habitis et intellectis tamquam illi qui pacem et fraternum concordium peroptabant, fidi ymo fidissimi remansimus in verbis suis, tenentes a certo quod nulla novitas fieret nostratibus a parte sua, ob quod non fecimus de illis provisionibus pro securitate nostrorum navigiorum et bonorum nostratum que fieri potuissent ex parte nostra. Sed qualitercumque sit, nuper ad aures nostras displicibile novum pervenit, qualiter dum quedam nostra cocha, cuius erat patronus Basilius Tirapelle civis noster, reddiens de partibus Tane et Romanie et esset in bona conserva cum quadam cocha Januensium, cuius erat patronus Darmanus de Campion de Savona, ad invicem fidelitate iurata, et essent in aquis Mayne, occurit eis quedam alia cocha Juanuensis, cuius est patronus supradictus Nicolaus de Moniglia, qui statim ut cognovit naves predictas, misit schiffum suum ad navim Januensem cum uno efficaci mandato ex parte domini gubernatoris quod, sub pena proditionis, dicte nostre coche non deberet porigere aliquod subsidium vel iuramen, quia dictam nostram locham intercipere intendebat, qui patronus Januensis hoc intelligens, rupta fide, secessit et dictam nostram cocham reliquit, ipsis existentibus insimul alligatis. Et sic idem Nicolaus de Moniglia non advertens ad concordium nuperime cellebratum inter Januenses et nos, hostiliter dictam nostram cocham invasit et cepit, eamque cum omnibus bonis in ipsa existentibus, vias asportando ac nonnullos cives nostros qui tunc erant in cocha predicta captivos adducendo. Post hec quamdam aliam navim nostram patronizatam per Georgium Mongavaro similiter cepit et intromisit, predictum Georgium captivum rettinendo, quod quidem simili modo observavit de quadam griparia nostra que recesserat de Cerigo pro eundo in Candidam, in qua erat quidam noster nobilis nominatus Frangias Venerio. Preterea quedam alia nostra navis patronizata per Martinum de Laurentio, que erat onerata cinere et aliis, dum esset in aquis Sii capta et arestata fuit per regimen dicti loci, sive per gentes Magnitudinis Sue. Quas quidem iniurias et novitates nobis et fidelibus nostris illatas quantum nobis sint displicibiles, considerato dilectionis affectu vigenti inter magnificam communitatem suam et nostram, Excellentia Sua satis comprehendere potest, et potissime considerato quod, dum mensibus his prope elapsis, quedam navis Biscayno-

rum reperiret apud caput Malei quamdam nostram navim, cuius 1405
erat patronus Marcus Blancho, amicabiliter tractavit navim predictam cum omnibus bonis in ipsa tunc existentibus, et similiter alia nostra navigia nullum eis inferendo damnum vel iniuriam, ymo asserendo habere et tenere Venetos in caros et singulares amicos. Occurrit postea quod dum suprascripta navis Biscaynorum reperisset in aquis loci nostri Mothoni unam suam navim Januensem et vellet ipsam agredi, damnificare et capere, quam sine dubio cepisset nisi fuisset Rector loci nostri habens in mandatis a nobis tractandi Januenses et eorum navigia tamquam fratres karos, qui providit de tali auxilio dicte navi quod illa navis Biscaynorum non valuit consequi suam pravam dispositionem. Ex quo auxilio et favore prestito per nostrates, dicta navis Biscaycorum multum indignata iterato a casu reperiens suprascriptam nostram navim patroniçatam per suprascriptum Marcum Blancho, cui primo nullum damnum intullerat, illam omnibus bonis suis derobavit, ita quod pro suis de amicis nostris fecimus inimicos, putantes quod erga nos simili modo facere procurarent. Et propterea Suam Excellentiam rogamus considerato sinceritatis affectu vigente inter Magnificentiam suam et nos, et ut amor qui est inter partes conservari possit et augeri, quod sibi placeat taliter providere quod nobis restituantur quecumque navigia et bona nostratum que forent arestata et intercepta per predictum Nicolaum de Moniglia Januensem; et contra eumdem invasorem sic accerbe procedendo quod sit terror aliis et perpetuum in exemplum, ita et taliter quod valeamus merito contentari, ut sui et nostri in futurum sibi caveant consimilia perpetrare quemadmodum in Magnitudine sua speramus, et circa hoc cum illis bonis honestis et utilibus verbis que tue sapientie videbuntur, debeas instare et procurare intentionem nostram predictam penitus adimplendum. — Preterea mandamus tibi quod cum applicueris Petram Sanctam, subito mittere debeas cursorem, quem tecum mittimus, cum litteris tuis ad presentiam prefatorum, dominorum Antianorum et officialium provisionis civitatis Janue, quibus scribere debeas secundum quod tibi videbitur fore necesse, quod sibi placeat tibi exhibere et mittere suum salvum conductum ut ad eorum presentiam possis te conferre; si vero officiales provisionis predicti predictum salvum conductum tibi mittet benequidem, quando autem tibi rescriberent quod sunt in bona pace nobiscum et quod non expedit quod tibi fiat salvus conductus, tunc volumus quod Januam debeas proficisci et coram prefatis dominis comparere et effectualiter exponere et procurare uti superius tibi committimus. Quando vero predicti domini tibi scriberent quod non videtur eis tibi facere salvum conductum vel aliud per quod comprehenderes quod cum securitate non posses ire ad partes predictas, tunc debeas eis mittere litteram nostram quam tibi fecimus exhiberi per dictum cursorem, in qua continetur omne id quod tibi commit-

1405 timus, ut sciant nostram intentionem predictam, procurando ab eis dominis habere responsionem, eis scribendo quod quia non potuisti habere salvum conductum, non potuisti ad eorum presentiam te conferre. Rescribendo nobis quidquid feceris et occurrerit in factis predictis pro nostra informatione, non recedendo inde absque nostro speciali mandato.

Ceterum avisamus te quod forte posset occurrere quod prefati domini officiales provisionis dicerent et allegarent quod sunt mestissimi de his que occursa sunt et quod non possent circa hoc providere, quia una vice se subicierunt Serenissimo Regi Francorum, cum aliis similibus verbis circa hoc, et quod in Janua est gubernator regius cui posses dicta damna nostratibus illata per suprascriptum Nicolaum Moniglia postulare, tunc volumus quod debeas respondere quod de hoc capis admirationem, considerato quod existente nostro ambaxatore ad predictas partes, nunquam potuit loqui prelibato dòmino regio gubernatori, tamquam ambaxiator, sed semper auditus fuit per eos et data sibi, responsio ad omnia que agere habebat, et non per aliquem alium. Et circa hoc debeas instare quantum plus poteris de non eundo ad presentiam ipsius domini gubernatoris. Si vero pure dicerent non posse aliter facere, tunc respondere debeas quoniam quod videtur Magnificentie Sue quod debeas ire ad presentiam prefati dominii regii gubernatoris eris paratus ad eius presentiam te conferre. Et cum ad eum perveneris debeas sibi presentare litteras nostras credentiales quas tibi assignari fecimus, et sibi facta decenti salutatione ut supra tibi committimus, debeas procurare refectionem et restitutionem nostram predictam. Quando vero dicti officiales tibi de hoc non facerent aliquam mentionem sed attenderent ad factum predictum exequendum, absentia eiusdem domini gubernatoris non obstante, est nostre intentionis quod dictam litteram que dirigitur gubernatori predicto nullatenus debeas propalare.

Insuper si dicti domini officiales provisionis dicerent quod id quod fecit dictus Nicolaus de Moniglia fecit tamquam iniquus homo et prave dispositus et nichil sciverunt de hoc, nam omnia fecit preter mentem et scientiam suam, cum similibus verbis, tunc eis debeas respondere quod de tali responsione miraris quia existente predicto nostro ambaxiatore Juanue dixit et propalavit pravam intentionem eiusdem Nicolai, ita quod de hoc se nescivisse non possunt alliquatenus excusare. Verum si dicti officiales dicerent quod damna possunt esse ista illata per predictum Nicolaum nostratibus, quod sibi debeas respondere prout per scripturas quas tibi dari fecimus eris plene informatus. Si vero predicti domini officiales dicerent quod eis displicet id quod fecit idem Nicolaus sed pro observatione pacis et concordii nuper cellebrati sunt dispositi nobis restituere sive restitui facere navigia et alia bona nostratum intercepta per prefatum Nicolaum, tunc respondere debeas quod dominatio nostra que dictam communitatem diligit tamquam fratres, indubitanter sperabat habere

talem et tantam responsionem ab eis, procurando cum omni studio 1405
et diligentia cum dominis predictis quod tibi restituantur omnia bona nostra predicta intercepta. Quando autem dicti officiales dicerent et allegarent quod de hoc non possunt se impedire nec aliter providere, cum consimilibus verbis, per que comprehenderes non posse pervenire ad restitutionem nostrorum bonorum predictorum, tunc dicere et respondere sibi debeas quod de tali responsione dominatio nostra valde mirabitur, considerato quantum a parte nostra humane et fraterne observavimus pacem et concordium nuper cellebratum inter eos et nos. Sed nichilominus habes in mandatis a nobis rescribendi suam responsionem et expectandi nostrum mandatum et sic facere et observare debeas.

Preterea exponere debeas quod quemadmodum Magnitudo Sua scit secundum formam concordii nuper cellebrati hinc inde, utraque pars tenetur et debet usque terminum sex mensium, restituere omnia navigia et bona queque que forent arestata sive intercepta hinc inde, et sicut potest esse notorium Magnificentie Sue nondum habere potuimus emendam et debitam satisfactionem coche quam patroniçabat Marcus a Cloderiis, prout tenentur secundum formam concordii predicti, propterea instare et procurare debeas cum dominis predictis quod sibi libeat mandare tibi restitui cocham, res et bona predicta que nundum restituta forent sicut est justum, et tenentur et similiter cuncta bona coche Rosse de quibus tibi dari fecimus instrumentum publicum de rebus defficientibus, et etiam lanarum defficientium sicut intueri poteris per instrumenta et scripturas tibi exhibitas, et similiter de quibuscumque aliis rebus que defficerent.

Subsequenter expones quod sicut est manifestum Excellentie Sue, pridie scripsimus eis qualiter una nostra navis cuius erat patronus Franciscus Pesiato, onerata oleo, que ibat in Alexandriam, intromissa et capta fuit per quamdam navim Biscaynorum, cuius erat patronus Nicolaus Cimino, propter auxilium prestitum per nostrum castellanum Mothoni navi sue, post cuius navis captionem quedam alia sua navis Januensis, patroniçata per Bonellum Larchario, veniens ad pugnam cum dicto Nicolao Cimino ipsum cepit, propter cuius Nicolai captionem pervenit ad manus dicti Bonelli predicta nostra navis Veneta cum toto carico, quamquidem navim firmiter sensimus Januam cum toto carico appulisse. Idcirco debeas dictam communitatem requirere et rogare, considerato quantum Veneti in qualibet parte amicabiliter tranctant et adiuvant Juanuenses et eorum navigia, et quod predictus Nicolaus Cimino ex indignatione concepta pro favore dato per nostrates dicte sue navi, predictam nostram intromisit et cepit, quatenus sibi placeat mandare tibi sive procuratori participum navis predicte, restitui navim nostram predictam cum toto carico, ut est iustum et a Magnitudine sua speramus. Avisantes te quod ivit Januam pro recuperatione dicte navis Nobilis Vir Andreas Quirino cum quo poteris loqui et accipere omnem illam in-

1405 formationem quam poteris et cum eo procurare quod sibi dicta navis restituatur. Et cum hiis et aliis verbis que tibi videbuntur debeas procurare intentionem nostram predictam adimplendam.

Insuper exponere debeas eisdem qualiter intelleximus providum Virum Catharinum de Rosa, civem nostrum, mercatorem jocalium fuisse captum et detentum in Albenga et positum in rocha sua vocata Vintimillia et sic ad presens stat in dicta rocha miserabiliter mancipatus, ablatis omnibus bonis ipsius civis nostri. Quare mandamus tibi quod cum illa instantia qua poteris debeas instare et procurare liberationem eiusdem Catarini et restitutionem bonorum suorum. Et similiter relaxationem Petri de Valle et sui socii cum omnibus bonis suis, qui capti fuerunt intra Gulphum Lelexe et in quodam castro captivi detenti, reminiscendo Sue Magnitudini quantum dulciter et fraterne sui per terras et loca nostra transeuntes alacriter videntur pariter et vident nos.

31 janvier. f° 166 r°

Négociations avec l'empereur de Constantinople pour une trêve à propos des difficultés survenues après la fortification de Ténédos par les Vénitiens [1]. On convient entre autres choses *quod Greci Imperii tractentur in Creta prout tractari debent per conventiones*, et on écrit au gouverneur de Crète *quod non debeat aliquid innovare contra Grecos mercatores et marinarios venientes in Cretam, sed eos tractare amicabiliter et benigne et secundum quod fieri debet per formam conventionum.*

2 février. f° 167 v°

Ordre d'armer, pour la défense du Golfe, trois galères à Venise, et deux en Crète.

31 janvier. f° 170 r°

Prolongation du délai de l'introduction des affaires au Conseil, par les syndics, à cause de l'absence de Nicolas Foscolo.

Quod Elongetur terminus sindicis nostris, qui fuerunt in partibus Romanie et Crete, ducendi ad consilia res intromissas per eos usque duos menses post reditum Venetias nobilis viri Nicolai Foscolo, qui fuit sindicus in dictis partibus et nunc legatione fungitur Scutari.

1. D'après les conditions de la paix, signée à Turin le 8 août 1381, il avait été stipulé que les Génois et les Vénitiens renonceraient au commerce de l'embouchure du Tanais et que l'île de Ténédos serait évacuée par les Vénitiens et ses fortifications démolies. Mais l'exécution de cette clause souffrit beaucoup de difficultés.

4 avril. f° 172 v° **1405**

Ordre au duc de Crète de restituer une griparea prise à un nommé Enei.

Quod scribatur duche et consiliariis et capitibus Crete in hâc forma : scripsistis nobis qualiter Dominus Enei, qui gubernat filios Domini Methelini, laudabiliter et multùm amicabiliter se gessit, et portat in substinendo nostros subditos et fideles in locis ex partibus quibuscumque. Sed videtur quod sit occursus quidam casus displicibilis, nobis videtur quod dum una nostra griparia de Candida veniens de Palatia reperisset unam gripaream de Enee oneratam ficuum in certo loco Egropelagi, cepit eam cum parte hominum, conducens illam in Cretam prout vos, Ducha, denotastis nobis viro Sen. Johanni Mocigeno fratri nostro, et quia carum habemus amorem et benevolentiam domini suprascripti nec volumus dare sibi materiam aliquam dedignationis fidelitati vestre, cum nostris consiliis rogat. et ad dictum scribimus et mandamus quatenùs facere et observare debeatis, videlicet quod consideratis terminis in quibus vos reperietis usque tempus receptionis nostri presentis mandati, in partibus illis, si videretur vobis fore pro meliori restituere dictam gripaream cum carro et hominibus sicut reperta fuit seu capta; damus vobis libertatem plenissimam restituendi et faciendi sicut vestre Sapientie melius et securius apparebit. Et si deliberabitis dictam gripaream restituendam, volumus quod per vestras amicabiles litteras... scribatis ex parte nostra domino suprascripto excusando rem pro casu occurso per illum abiliorem modum et convenientiorem qui vobis apparebit pro conservatione amoris hinc indè. Ceterum quum plures litteras vestras heri suscepimus per gripaream Venetias profectam, quas plene intelleximus et super eis per unam navim de brevi venturam in Cretam dabimus responsuram, cum quâ mittemus vobis usque panos IX quos inde facietis vendi pro subventione camere nostre Crete.

SEN. MISTI R. 47 1405-1408.

17 mars. f° 1 r°

Prolongation, jusqu'à la fin d'avril, du terme pour amener les gothoni de Crète à Venise.

19 mai. f° 4 v°

Prescriptions relatives aux créances de la République. Les offi-

1405 ciers de la Chambre des comptes de Crète percevront le quart des créances qu'ils recouvreront, sauf ce qui concerne certaines créances particulières.

Capta. — Cum ducha et consiliarii nostri Crete, alias, et nunc scripserint nostro Dominio, quod volentibus ipsis examinare debitores Camere nostre Crete, invenerunt multos antiquos debitores, qui tenentur in non modica pecunie quantitate camere nostre predicte, quando quidem pecuniam Camerarii Crete non curant exigere propter minimam utilitatem quam exinde percipiunt, in tantum quod quotidie multiplicantur debitores in maximum damnum nostri Communis, et quia scribunt quod bene inveniretur modus exigendi dictos denarios quum placeret, nostro dominio sit nedum utile ymo necessarium providere superinde pro bono nostri Communis, vadit Pars, secundum consilium predictum nostrorum Duche et consiliariorum Crete quod amodo in antea quocienscumque Camerarii nostri Crete, tam presentes quam futuri exegerint aliquod creditum Communis, quod sit creatum a quinque annis preteritis usque ad annos decem, debeant habere quartam partem illius quod exegerint pro suâ utilitate et propter magnam utilitatem quam percipient predicti Camerarii, exigentur multi et multi denarii qui disperduntur in maximum commodum nostri Communis, non intelligendo in hoc illi qui tenentur Camerarie predicte, pro soldo galearum quod volumus remanere in libertate regiminis Crete faciendi prout sibi justum et equum videbitur, et similiter non intelligantur illa credita Communis pro quibus facte fuissent gracie, quod solvantur per terminas et ad pagas, et quod dicta talis utilitas creditorum exigendorum debeat partiri inter Camerarios et scribas dicte Camerarie per illum modum et sicut fit de aliis utilitatibus quas habent Camerarii predicti.

31 juillet. f° 14 r°

Prescriptions relatives au transport à Venise des grains de Candie.

Capta. — Quia consultum est elargiri omni anno quod omnes grane que sunt in partibus Crete pro commodo terre nostre et mercatorum nostrorum conducantur Venetias, Vadit Pars, quod grane predicte et similiter havere subtile de Candida possint conduci Venetias per totam mudam spartem solvendo in quod sunt solite solvere per ordines nostras, que ponantur in magacenis donec prima armata galea applicuerit Venetias, sicut observatum fuit anno elapso.

28 août. f° 16 r°

Les patrons des galères d'Alexandrie devront donner aux capitaines desdits navires l'argent nécessaire pour entretenir, pendant

deux mois, cinq arquebusiers qu'ils prendront en Crète. Les *extraordinarii* devront exiger cette somme au moment de *l'incantus*. 1405

31 août. f° 16 v°

La *muda gothonorum* de Crète n'étant pas suffisante pour faire conduire les dits gothoni à Venise, on proroge jusqu'à la fin d'octobre le terme de leur envoi.

9 août. f° 16 v°

Délibération, sur la demande faite par Jean Giorgio, capitaine de Crète, à l'effet d'emporter deux chevaux de plus que les huit auxquels il a droit. Sa demande est repoussée par 45 contre 39 et 1 abstention.

30 septembre. f° 18 v°

Election des cinq sages de Crète.

10 décembre. f° 23 r°

Autorisation aux deux conseillers de Crète d'acheter un navire et de venir à Venise.

Capta. — Cum nobiles viri Ser Andreas Mauroceno et Ser Antonius Diedo, consiliarii nostri Crete, quamplurimum affectent venire Venetias, suis successoribus applicatis illuc, cum navigio tuto et sufficienti, multis de causis, et bonum sit eorum requisitionibus annuere. Vadit pars quod concedatur dictis consiliariis quod deinde possint emere unum navigium armatum cum quo possint venire Venetias, non obstante aliqua parte vel ordine loquente contra hoc in contrarium, quemadmodum in simili casu aliis concessum est, non possendo emere aliquod navigium nostri communis.

15 décembre. f° 23 r°

Ordre au gouvernement de Négrepont d'envoyer à Candie vingt-cinq Turcs pour y travailler, dans les intérêts de l'île, en remplacement des Turcs enfuis ou morts.

Capta. — Cum regimen nostrum Crete scripsit Dominio nostro quod Turchi qui erant in insula facientes facta diurna et nocturna nostri communis inceperint defficere, nam aliqui ex eis fugerunt extra insulam, aliqui etiam mortui sunt, propter quod negocia nostri communis fieri non possunt; scripserunt etiam quod dignemur scribere et mandare regimini Nigripontis quod statim mittat Cretam Turchos XXV; causis predictis, vadit pars quod scribatur et mandetur regimini Nigripontis quod debeat quantò prestius poterit mittere in Candidam dictos XXV Turchos pro faciendo et exercendo facta nostra predicta.

1406 9 janvier. f° 24 r°

Armement, pour la défense du Golfe, de quatre galères à Venise et de deux en Crète.

11 janvier. f° 26 r°

Spécifications pour l'armement des galères du Golfe.

Coche Culphy.

Capta. — Cum viagium Syrie inter alia viagia ad que navigent nostra navigia sit manutenendum in culmine, et notate sint multe provisiones pro mittendo ad partes predictas de cochis nostris, ad quarum securitatem, totis spiritibus multis rationibus et causis vigilare debemus. Vadit pars in bona gratia quod proclametur publice in locis solitis quod quicumque voluerit ponere, ad earum securitatem, suam cocham faciat illam scribi ad curiam maiorem infra tres dies, et ille que erunt scripte debeant approbari in isto consilio, et ille due que habuerint plures ballotas aliis transeundo medictatem consilii sint firme et teneantur sequi viagium, sub pena ducatorum mille pro quolibet patrono sive navi contrafaciente, quam exigant officiales Levantis, habendo partem ut de aliis sui officii.

Quequidem coche debeant imberteschari et imbataiari per nostrum commune sicut fuerit necesse et habere marinarios taxatos per ordines nostros, et ultra hoc, tot alios bonos ballistarios, qui accipiantur secundum quod accipiuntur ballistarii a mercato, quod sint inter marinarios et ballistarios homines centum cum suis armis et ballistis, quos ballistarios solident solutores armamenti. Item habere debeant ultra arma et alia fulcimenta solita portari secundum ordines terre : bombardas quatuor, ballistas decem a mulinello cum totidem capsis veretonorum pro dictis ballistis, lanceas centum, dardos duocentos et capsas veretonorum pro aliis ballistis que omnia dentur dictis cochis per nostrum commune. Et ex nunc capta presenti parte hic solum armari debeant galee tres ad Culphum nostrum sicut pridie captum fuit de quatuor, ne commune nostrum patiatur maiorem expensam. Mandetur insuper patronis nostri arsenatus quod debeant poni facere bene in puncto et in ordine duas ex galeis grossis de mensura Flandrie ut ipse mitti possint ad navarescham Mothonum, ut si opporteret super ipsas possint ascendere due de çurmis galearum nostrarum Culfi et ire cum dictis cochis ad faciendum nostrum honorem.

Et ut inveniantur patroni qui libenter faciant scribi suas cochas ad dictum viagium, ordinetur quod dari debeant cuilibet dictarum cocharum ducati trecenti quinquaginta in mense et ratione mensis pro corpore navis, armorum, corredorum et aliarum rerum necessariarum ac pro patrono et aliis qui solvuntur ad annum currentem sicut alias factum fuit, et debeant habere pagam quatuor mensium.

Naves autem predicte debeant se nutrire in aquis Cederici et alibi

sicut collegio videbitur pro securitate nostrorum navigiorum euntium ad dictas partes, sit etiam in libertate dominii mittendi dictas cochas ad lucrandum ad utilitatem nostri communis sicut dominio videbitur. 1406

Ante vero recessum earum providebitur de capitaneo dictarum duarum cocharum et de sua commissione uti collegio dominii, consiliariorum capitum et sapientum consilii et ordinum videbitur, quequidem coche teneantur recedere de Veneciis die octavo mensis februarii prossimi et ire ad iter suum in bona gratia.

Infrascripte coche remanserunt.

Cocha nobilis viri Bernardi Pasqualigo.

Cocha patronizata per Nicolaum Rosso.

11 février. f° 32 r°

La trêve entre l'empereur de Constantinople et la République de Venise est toujours en question; mais la République refuse de faire mention de Ténédos.

3 mars. f° 35 r°

On décide d'écrire au gouverneur d'Ancône d'ordonner au patron d'un bâtiment, qui devait apporter des marchandises à Venise, de remplir ses engagements.

Capta. — Cum per regimen et officiales nostros Crete fuerit nauliçata quedam navis Anchonitanorum pro conducendo certas res et mercationes dictorum nostrorum rectorum Venetias, secundum formam nauliçati, et dicta navis iverit cum dictis rebus in Anchonam cum maximo sinistro rectorum predictorum, ob quod fuit previsum per dominium nostrum in scribendo communitati Anchone superinde, a qua nondum habita est responsio, et utilissimum sit providere, pro omni bona causa quod dicta navis attendat ea que promisit. Vadit pars quod scribatur regimini predicto Anchone quod sibi libeat mandare patrono navis predicte quod dictas res apportet Venetias, sicut tenetur; alioquin providebimus ad indepnitatem nostrorum subditorum predictorum prout cognoverimus fore justum.

4 mars. f° 35 v°

Terme pour le transport des gothoni prolongé jusqu'à la fin de mai, à cause des troubles et du manque de vaisseaux.

Capta — Cum solitum sit omni anno elongari terminus gothonis ortis in districtibus Crete, Coroni, Mothoni, Nigropontis, Corfoy Sancte Herinis et Salonichi possendi conduci Veneccias per totum mensem maii, et propter novitates preteritas, et etiam quia non fuerunt navigia in illis partibus non poterint conduci Venecias. Vadit pars quod prorogetur terminus dictis gothonis usque per totum

1406 mensem maii proximi, secundum usum. Et ad istam conditionem sint gothoni Constantinopolis, Galipolis et aliarum partium Turchie et Romanie Basse.

22 avril. f° 37 v°

Ordre au gouvernement de Crète de prélever sur les biens des Rhodiens, qui pourraient se trouver en Crète, ce qui serait suffisant pour indemniser Stamati Rosso de la perte des marchandises qui lui ont été prises par les Rhodiens.

Capta. — Cum Regimen nostrum Crete scripserit nostro Dominio quod per Rodenses accepta est, tempore clapso, quedam balla tepctorum Stamati Rosso civi nostro, pro qua rehabenda dictum regimen scripsit pluries dictis Rodensibus, sed ipsam minimc valuit rehabere, unde etiam Stamati personalitcr vencrit Venetias pro implorando nostrum subsidium, cui justum est subvenire. Vadit Pars quod subveniatur ei in tantum quod auctorcs hujus consilii scribant et mandent regimini nostro Crete quod si invenire potcrit ad presens vcl in futurum aliquod de bonis dictorum Rodiorum in insula nostra Crete, debeat tot de dictis bonis intromittere quot sint sufficientia, usque ad satisfactionem et valorem balle tapetorum predictc.

4 mai. f° 46 v°

Le roi d'Aragon a mis une *leuda sive gabella* sur tous les navires vénitiens passant et naviguant dans son pays, *quod est contra omnem humanitatem e equitatem*, alors que les navires d'Aragon naviguent en franchise à Candie, Négrepont, Coron, Modon et Corfou, et *in ipsis locis fulciuntur victualiis ipsis necessariis et permittuntur habere transire sine aliqua solutione.* On prie le roi d'Aragon de revenir sur ce décret, sous peinc de représailles.

1er avril. f° 47 r°

Comme on a accordé trop facilement à des Crétois la permission de faire des emprunts, on ordonne aux officiers du gouvernement de faire préalablement unc enquête sur la condition des individus demandant cette faveur.

23 juillet. f° 61 r°

Autorisation d'amener les blés de Crète sur des vaisseaux armés ou désarmés, en payant :

Dacium galeis Alexandrie, ita tamen quod omncs ipse grane remaneant carcerate in magazeno cxtraordinariorum usquc adventum prime armate galec a mcrcato prcsentis mude.

30 juillet. f° 63 v° 1406

Autorisation de transporter à Venise, du commencement de septembre à la fin d'octobre, les *gothoni ad mudam* sur n'importe quel navire de Crète, Coron et Négrepont.

26 août. f° 65 r°

Autorisation à Georges Bolani, capitaine d'une des galères de Crète, dans le Golfe, de venir à Venise, en laissant le commandement à l'un des deux nobles Vénitiens qui sont sur cette galère.

Même date. f° 65 r°

Ordre au capitaine du Golfe de renvoyer à Candie, pour y désarmer, une des galères de Crète, et de conduire l'autre avec lui jusqu'à Modon d'où il la licenciera.

31 août. f° 67 r°

Ambassade au roi de Chypre pour l'arrangement de plusieurs affaires et pour demander la restitution d'une *griparea* de Candie.

Commissio Viri Nobilis Andree Zane ambaxiatoris ad Regiam Maiestatem Cipri.

Nos Michiel Steno, Dei gratia dux Venetiarum, etc. Committimus tibi nobili viro Andree Zane, dilecto civi et fideli nostro, quod de nostro mandato ire debeas ambaxiator solemnis ad partes Cipri et comparere ad presentiam Serenissimi domini Regis, cui presentatis litteris nostris credentialibus et facta salutatione amicabili et decenti cum illis bonis et amicabilibus verbis que tue sapientie videbuntur, debeas exponere nostra parte quod istis diebus, nuper preteritis, literas Sue Maiestatis continentes ordinem dictum de solutione pecunie nobis et nostro communi pro tempore preterito et consimiliter aliquibus nostris civibus debende et ultra hoc de pecuniis nobis et nostro communi in futurum debendis, per Suam Regiam Maiestatem et congratulationem nobiscum factam de victoriis nostro dominio ab Altissimo collatis gratanter suscepimus et vidimus leto corde, tenentes a certo quod tum ob veterem amicitiam et amorem qui semper viguit inter serenissimos suos progenitores et nos, tum ob eius innatam sapientiam et virtutem omnes successus nostros suos reputet speciales. Ceterum cum in ipsis litteris contineatur quod nostrum dominium non miretur si ad presens Sua Serenitas propter onera que tempore guerre substinuit non valuit plenius solutionem communis nostri et nostrorum civium exequi, debeas eidem exponere quod considerantes omnia suprascripta, et tenentes a certo quod Sua Serenitas adimplebit promissa nobis per

1406 dictas suas litteras sicut continetur distinctius in litteris viri nobilis Bernardi Mauroceno vicebaiuli nostrorum Venetarum in Cipro, sumus contenti complacere eidem Sue Serenitati, precantes quod pro conservatione sinceri amoris hinc inde vigentis, placeat effectualiter observari facere quod promisit, videlicet de solutionibus pecuniarum nobis et nostris civibus pro preteritis temporibus debendarum, et similiter quod deinceps denarii communis nostri solvantur quolibet anno in terminis et locis ad hoc deputatis specialiter, ut speramus.

Et quia comune nostrum debet habere a domino Rege Cipri, de tempore elapso, secundum formam pactorum inter ipsum et nos, bisantios quinquaginta quinque millia et ultra, pro solutione quorum dictus dominus Rex promisit nobili viro Bernarde Mauroceno vicebaiulo nostro Cipri dare K. quinquaginta pulverum del morfo pro bisantiis XII m^bus^, et de casali de lapido seu de primo casali quod faciet appaltari bisantios quatuor M^a^, — Item de venditionibus bladorum, gothonorum aut vinorum suorum anni presentis bisantios XII M^a^, in summa bisantios XXVIII M^a^ pro presenti, pro parte dictorum bisantiorum quinquaginta quinque millium et pro anno futuro pro resto dicte quantitatis quinquaginta quinque millium bisantiorum obligavit eidem nostro vicebaiulo K. quinquaginta pulverum casalis de la chielia, pro precio quo vendentur pulveres bonitatis eiusdem, existendo in libertate nostri dominii accipiendi dictos pulveres vel pecunias; et ultra predicta ipse dominus Rex obligavit omnes suos redditus dicti anni venturi, videlicet millesimi quadringentesimi septimi usque integram quantitatem debiti suprascripti. Et vertitur dominio nostro in dubium si ipse dominus Rex observabit predicta vel non, eo quod sepe per antea fecit similes promissiones quas minime observavit. Propterea nos dispositi et volentes ex toto scire quo modo vivere debeamus cum ipso Rege, fidelitate tue efficaciter tradimus in mandatis quatenus facta salutatione et oblatione decentibus, sicut in primo capitulo, continetur, debeas subsequenter dicto domino Regi exponere istud capitulum requirendo ab ipso de promissionibus factis talem claritatem, videlicet : Quod tibi consignentur tot de redditibus suis quod clare comprehendere possis quod tam de solutionibus restantibus fieri de anno presenti usque summam bisantiorum viginti octo millium, quam de solutionibus anno futuro fiendis, videlicet bisantios viginti septem millia, vel circa, sicut videre poteris per calcullum factum per virum nobilem Bernardum Mauroceno vicebaiulum in Regno Cipri, cum quo super his omnibus conferre debeas pro habendo informationem, quod clare possis comprehendere et videre quod tempore debito possis habere pecunias suprascriptas seu valorem et non protraheris in longum, quia nullo modo est nostre dispositionis, procurando hoc cum illis bonis et sapientibus modis et verbis qui tue sapientie videbuntur, ut possis pervenire ad hanc nostram intentionem. Et si facta per te omni experientia possibili poteris obti-

nere nostram predictam intentionem sicut speramus, tunc in bona gratia debeas exequi ad alias partes tibi commissas, et debeas remanere Baiulus nostrorum Venetorum in Regno, dicendo dicto domino Regi quod in complacenciam suam et pro conservatione amoris hinc inde vigentis sumus contenti et placet nobis complacere eidem secundum pactum presuprascriptum, quod nomine nostri dominii debeas confirmare, procurando quod de tempore in tempus fiant solutiones annuales, videlicet : XIIII M^um bisantiorum pro quibus idem dominus Rex assignavit dicto Ser Bernardo ad portas et gabellas ad rationem dictorum XIIII M^um bisantiorum, et accipiendo semper id quod tibi consignabitur per dictum dominum Regem usque ad summam dictorum bisantiorum quinquaginta quinque millium, cum reservatione nostrorum iurium, vendendo de tempore in tempus omnes pulveres et alias res que tibi dessignarentur per dominum Regem predictum pro solutionibus suprascriptis quinquaginta quinque millium bisantiorum cum quam maiori avantagio et prerogativa communis nostri poteris, non dando dictas res pro minori precio quam pro capitali et mittendo denarios per cambium nostris officialibus rationum veterum, secundum usum, salvos in terra dando ipsos ad incantum, non possendo preterire terminum quatuor mensium ad solvendum postquam litere fuerint presentate. Quando vero obtinere non posses quod dominus Rex tibi firmiter designaret tot de redditibus suis quot essent sufficientes ad satisfacendum nobis de summa dictorum quinquaginta quinque millium bisantiorum, facta per te omni experientia possibili, dicere sibi debeas quod nostrum dominium certe de hoc multo gravabitur et non poterit tollerare dicendo sibi quod debeat bene et mature considerare et advertere, ad hoc ac observare promissiones suas. Et si cum istis verbis obtinere poteris sicut dictum est superius benequidem. Quando vero pro ipsa die qua talia sibi exponeres obtinere non posses nostram intentionem, tunc quando ibis alia vice ad suam presentiam, debeas sibi dicere quod tu reddis eum previsum quod ipse cecidit ad penas que continentur per pacta, que sunt inter ipsum et nos, et debeas sibi protestari de omni damno expensis et interesse que possent evenire nostro dominio et redeas ad nostram presentiam de omnibus informatus, faciendo ea que supra dicimus tali tempore quod in casu quo obtinere non posses intentionem nostram predictam possis redire Venetias cum galeis presentis viagii Baruti, sicut est de nostra dispositione et proposito. 1406

Et quia obtinendo dictum nostrum ambaxiatorem et remanendo Baiulum, una de melioribus rebus que fieri potest pro observatione predictorum est quod nullus noster Venetus possit emere de pulveribus et aliis rebus que dessignarentur dicto nostro baiulo per dominum Regem, ex nunc sit captum quod nullus noster Venetus per se vel alium, aliquo modo vel forma, possit emere de dictis rebus, sub pena ducatorum mille, et amittendi illud quod emerent, de qua pena

1406 non possit fieri gratia, sub eadem pena usque ad infinitum. Sit tamen licitum dictis nostratibus de dictis rebus emere a nostro baiulo suprascripto, nomine nostris communis vendente.

Preterea cum viri nobiles Barbonus et Bernardus Mauroceno habere debeant a dicto domino Rege et a domina Regina aliquas quantitates pecunie sicut seriose informari poteris per dictum Ser Bernardum existentem, deinde debeas procurare tam apud dictum Serenissimum Regem quam apud Serenissimam Reginam predictam quod ipsi satisfaciant dictis nostris civibus sicut justum est, ita quod ipsi habeant illud quod ipsi habere debent de jure, substinendo jura sua quantum cum honore nostri dominii tibi possibile fuerit. Et quia informati sumus quod in recompensationem partis dicte pecunie consignate sunt dicto Ser Bernardo alique pulveres et alie res, ex nunc sit captum quod omnes dicte res consignate per regalem Cipri dicto Ser Bernardo sint et esse debeant ad conditionem rerum dessignatarum et dessignandarum nomine nostri communis.

Insuper cum vir nobilis Ser Victor Bragadino, nomine viri nobilis Ser Hermolai Bragadino et suo nomine proprio, emerit a Serenissima domina Regina certam quantitatem frumenti videlicet mozetos $VII^{M}VIII^{C}LXXVIII$ chafex V ÷ ad valorem bisantiorum XI^{M}-CCCCLVIIII — K — XXI veterum, que quantitas frumenti fuit sibi integraliter dessignata per factores dicte Regine in magazenum ad Casalia, de mandato dicte Regine, et fuerunt clausi et bullati dicti magazeni per dictum Ser Victorem seu per suos factores, tunc ibi extantes, bulla dicti Ser Victoris, et postmodum dictus Ser Victor inde recessit pro veniendo Venetias, occurrit quod blada non bene corresponderunt illo anno, ob quod frumentum et alia blada ad valde maius precium adscenderunt, unde dicta domina Regina misit ad dicta casalia et fecit arripi seraturas et bullas magazenorum predictorum Ser Hermolai et Victoris et accipi totum dictum frumentum ipsumque vendi ad sui beneplacitum, non habito respectu et consideratione quod iam receperat a dicto Ser Victore totam pecuniam suprascriptam, in grave damnum nobilium predictorum requirentium subventionem condignam. Quocirca committimus tibi quod coram Serenissimo domino Rege predicto debeas narrare ordinate omnia suprascripta, sicut distinctius informatus eris per Jacobum Erizo eorum negociorum gestorem in Regno, seu per Virum nobilem Ser Silvestrum Mauroceno, procurando apud dictum dominum Regem quod sibi placet taliter providere quod per Serenissimam dominam Reginam dicti nostri cives preserverentur indennes et eisdem satisfiat per ipsam, secundum justiciam et equitatem de his que ipsi seu eorum alter iuste habere deberet, tam de ista ratione quam de quacumque alia ratione. Et istud idem mandamus tibi quod debeas cum effectu procurare apud Serenissimam dominam Reginam predictam cum ad presentiam suam fueris, captato tempore condecenti

Subsequenter expones eidem quod nobilis vir Ser Johanes Cornario, quondam Ser Frederici, conquestus est pluries coram nobis, et sic habuimus a Baiulis nostris qui ibi fuerunt quod die XIIIº mensis Januarii de MCCCC fuit pronunciata sententia de quadam aqua in favorem fratrum sancti Johanis de Rodo et sui Casalis de Coloso in contrarium et maximum damnum Casalis Episcopie dicti Ser Johanis Cornario, non citato Ser Nicolao Delfino suo procuratore nec auditis suis rationibus nec habito respectu quod nobiles de cha Cornario possederunt dictam aquam annis XXVII et ultra vigore sententiarum et determinationum factarum, per consilia notabilium militum dicti Regni maxime temporibus dominorum Regum Petri et Perini et confirmatorum per dictos Regales ut apparet in privilegiis suis, et preterea dictus Ser Nicolaus Delphino procuratorio nomine suprascripto et similiter Baiulus noster numquam potuerunt habere copiam dicte sententie nec super dicto facto habere audientiam a sua Serenitate, quod quantum sit contra Deum, justiciam et honorem regium Maiestas Sua sapientissima potest considerare, Propterea Serenitatem Suam requirimus et rogamus instanter quatenus placeat revocari et annullari facere dictam sententiam et quod dictus Ser Johannes reducatur ad pristinum statum et ponanatur in possessionem dicte aque, sicut erat ante prolationem dicte sententie et quod Excellentia Sua predicta promittat conservare et manutenere in futurum dictum Ser Johannem Cornario in juribus suis secundum formam sententiarum et privilegiorum Regum Petri et Perini que habet dictus Ser Johannes in ampla forma. 1406

Insuper cum annis iam quinquaginta et ultra observatum fuerit de decima de Limisso secundum modum quem obtinuit vir nobilis Ser Franciscus Quirino sicut idem Ser Johannes Cornario informavit nostrum dominium, et nunc nuper innovatum sit dicto Ser Johanni quod ipse debeat solvere de dicta decima ultra solitum in eius grave damnum, mandetur dicto nostro Ambaxiatori et Baiulo quod debeat hoc requirere et procurare obtinere a domino Rege predicto cum illis bonis verbis et instantia que sibi videbuntur pro obtinendo quod dicto Ser Johanni Bornario non innovetur aliquid ultra consuetum.

Insuper etiam filii quondam Ser Nicolai Michael heredes quondam fratris sui qui fuit archiepiscopus Nicosie numquam potuerunt habere aliquid a sua Serenitate de eo quod dictus olim archiepiscopus habere debebat a dicta Regali, nullo habito respectu nedum quod dicti nobiles iuste habere debent, sed nec etiam ad paupertatem ipsorum de quo facto tu habebis plenam informationem per copiam litterarum quas alias scripsimus dicto domino Regi super dicta materia, quam copiam tibi fecimus exhiberi

Preterea cum viri nobiles Ser Robertus et Silvester Mauroceno habere debeant a dicto domino Rege in una parte : ducatos MCXVI grossos tres ÷ argenti de Nicoxia, et in alia parte : C bisantios XVIII^{M}VIIII

1406 LII — K — III, et fecerit etiam idem Ser Silvester aliqua mercata pulverum zuchari cum dicto domino Rege in recompensationem certe partis dicte quantitatis pecunie. Et similiter Nicolaus de Puteo eius negociorum gestor fecerit suo nomine unum mercatum de frumento cum dicto domino Rege ad valorem ducatorum III^{M}VI^{C}LXVI que, ut asseruit idem Ser Silvester, non fuerunt sibi observata sicut de his et de omnibus aliis que dicti fratres habent agere cum dicto domino Rege, informari poterit dictus noster Baiulus per virum nobilem Ser Silvestrum Mauroceno predictum qui ad partes illas personaliter accedit. Mandetur dicto nostro Ambaxiatori et Baiulo quod, habita informatione a dicto Ser Silvestro et acceptis illis claritatibus que sibi videbuntur superinde, debeat secundum que sibi videbitur consideratis informationibus quas habuit et conditionibus ac qualitatibus rerum, procurare apud dominum Regem prefatum quod dicti fratres preserventur in juribus suis et habeant id quod eis spectat de jure.

Insuper cum providus vir Marcus Beloxelo civis noster existendo in partibus Apulee de anno domini MCCCLXXXIII, ad requisitionem et preces quondam principis Gallilee, domini Ugonis de Lusignano mutuaverit eidem pro possendo armare unum lignum pro eundo in Ciprum cum uxore et familia sua, ducatos V^{C}III auri. Et subsequenter eodem tempore ut ipse dominus princeps posset se expedire de partibus Apulee, ipse Marcus eidem mutuaverit ducatos V^{C}L quos ducatos V^{C}L ipse dominus princeps promisit, per publicum instrumentum, quod dictus Marcus habet penes se eidem manualiter et numeratos reddere si in Ciprum applicaret. In recompensationem vero primorum ducatorum V^{C}III promisit dictus dominus princeps eidem Marco duo sua casalia que habebat de proprio patrimonio super insula Cipri nominata Arnetha et Leordachi, de quibus ipse fecit fieri sibi publicum instrumentum et similiter quoddam privillegium sigillo suo sigillatum, qui dictus Marcus habet penes se. Ultra hec autem apparet unum scriptum Phylipi de Morfis, olim cognati dicti domini principis, quod habet dictus Marcus, quod ipse sibi mutuaverit ducatos XXV. Et cum omnia bona dicti quondam domini principis pervenerint in Serenissimum dominum Regem, supplicat idem Marcus quod subveniatur sibi in tantum quod procuretur quod ipse ponatur in possessionem dictorum duorum casalium et quod sibi restituantur illi ducati V^{C}L et illi XXV quos ipse mutuavit dictis domino principi et cognato suo, cum, ut supra dicitur, omnia bona eorum pervenerint in Regalem Cipri; propterea mandetur dicto Ambaxiatori et Baiulo quod coram domino Rege suprascripto debeat, visis instrumentis dicti Marci, procurare cum omni dulcedine et honestate qua poterit quod dictus civis noster habeat intentionem suam, favendo ei quantum poterit cum honore nostri dominii.

Preterea cum vir nobilis Marcus Mauroceno Ser Roberti vendiderit

in MCCCLXXXXVIIII° domino Regi Cipri, ad terminum unius anni, 1406
aliqua jocalia commissariarum nobilium virorum quondam Ser Johannis de Canali et Ser Peratii Maripetro, ad valorem ducatorum V^C^IIII, de quibus denariis apparet scriptum manus dicti Serenissimi Regis in personam dicti Ser Marci Mauroceno, et de ipsis pecuniis nunquam habitum fuerit aliquid a dicto domino Rege, procuret et instet dictus ambaxiator et baiulus cum omni instantia et solicitudine quod dicti denarii solvantur, ut justum est.

Preterea in facto commissarie quondam Ser Constantini Zucholo, secundum formam litterarum nostrarum alias scriptarum domino Regi, quarum copiam tecum portas, debeas procurare et facere quicquid boni poteris ante tuum recessum de inde.

Insuper cum de MCCCCII° die XVII° aprilis, quedam griparia de Candida, super qua erant ribebe CCC frumenti de ratione virorum nobilium Marci Venerio et Christofori Marcelo capta fuerit per unam galeotam atsaporum patronizatam per Michali Mauroiani, et conducta ad campum Regis, ubi per dictos Asapos venditum fuit dictum frumentum, et postea remansit dicta galeota ad servitia dicti Regis, et dictus Ser Christoforus iverit ad campum dicti Regis cum salvo conductu et non potuerit obtinere restitutionem nec emendam dicti frumenti, procurabis quod suis procuratoribus videlicet Ser Silvestro Mauroceno et Jacobo Combresia fiat jus de dicto frumento et ipsos habebis apud dictum dominum Regem in justicia recommissos, secundum quod honori nostro videris convenire.

Preterea cum vir nobilis Ser Nicolaus Delphino seu providus vir Jacobus Gombresia eius factor pro R° ducatorum V^M^ per dictum Ser Nicolaum mutuatorum domino Regi, receperit bisantios XI^M^ de moneta sexinorum, que immediate fuit bannita de Regno in grave damnum dicti Ser Nicolai, ob quod ipse petit refectionem condignam, eris propicius dicto Ser Nicolao in quantum de iure sibi spectare noveris, semper cum honore nostri dominii, quod ipsi refficiatur de dicto damno.

Preterea cum navis patronizata per Johannem de Pelestrina in MCCCCIII existendo supra caput Otranti fuerit capta per egregium virum Perinum de Juvenibus, pro faciendo facta dicti domini Regis et conducta Otrantum, ubi per vim ipse Perinus fecit eam discarricare lanis et aliis rebus quibus ipsa erat onerata et conduxit eam in Ciprum ad servitia dicti Regis, ob quod opportuit mercatores dicte navis naulizare unam aliam navim, cuius fuit patronus Bartholomeus Soler, pro libris CXXXXIIII, soldis I, grossis II, parvulis XXVI, pro faciendo conduci dictas lanas et alias res Venetias et solverunt dicti mercatores de suis propriis pecuniis quantitatem suprascriptam dicte coche solere que venissent in participes dicte coche Johannis de Pelestrina si ipsa venisset directe Venetias, nec habuerit pro nabulo dicte Coche Johannis de Pelestrina nisi solummodo ducatos VI^C^ quos idem pannis dispensavit inter marinarios dicte Coche ob

1406 quod dicti partieipes sibi requirunt secundum Deum et iusticiam subveniri. Eapropter proeurabis apud dietum Serenissimum dominum regem et requires ipsum cum instantia, sicut iustum est, quod saltem illas libras CXLIIII soldos 1 grossos II, quos dicti nostri eives participes diete navis ob hoc amiserunt eis reddi faciat, seu pro procuratori faeiendo in hoe quicquid boni poteris cum honore nostri dominii.

Insuper eum per duas galeas et unam galeotam Cathelanorum, erat eapitaneus dominus Bernardus de Gansernii et erant ad stipendia dieti Regis, fuerit capta una navis nostrorum Venetorum, super qua erant multe mereationes et peeunie Andree Amizo speetantes et pertinentes creditoribus suis, et similiter multe mereantie aliorum nostrorum fidelium, volumus et sic tibi mandamus quod sumpta de hoe informatione plenaria a commissis dictorum creditorum et ab aliis quibus hoe speetaret, debeas procurare apud dominum Serenissimum Regem eum illis modis qui tibi convenientes et rationabiles videantur quod dieti Creditores et alii rehabeant ea que de dieto navigio fuerunt ablata vel iustum valorem ipsorum, habendo ipsos in ratione recommissos secundum quod honori nostro videris convenire. Reseribendo nobis, in casu quo remaneas baiulus, quiequid obtinueris super factis nostrorum civium particulariter et distinete, ut informati providere possimus sieut honori nostro et indemnitati nostrorum civium videbimus convenire.

Et quia forte posset occurrere quod ante rceessum presentium galearum venirent de aliis nostris fidelibus ad requirendum subventionem que non posset sibi dari nisi cum eonsilio Rogatorum ; ex nune sit eaptum quod collegium dominii. Consiliariorum, Capitum et Sapientium utriusque manus possit ei subvenire sicut eis videbitur secundum Deum et iustitiam, consideratis conditionibus rerum et personarum.

30 juillet. f° 74 r°

Décret prolongeant jusqu'à la fin de septembre le terme fixé pour le transport des *gothoni.*

30 septembre. f° 75 v°

Election des cinq sages de Crète.

1407 20 janvier. f° 90 v°

Armement, pour le Golfe, de deux galères, en Crète, et de trois, à Venise.

24 janvier. f° 90 v°

Demande de réparation à la princesse de Tarente, pour avoir

fait arrêter deux vaisseaux crétois, se rendant à Venise chargés de blé. 1407

17 février. f° 92 v°

Terme pour la *muda gothonorum* prolongé jusqu'à la fin de mai.

4 mars. f° 97 r°

Ordre au gouvernement de Crète relativement à l'enlèvement des immondices déposés par les particuliers ou se trouvant sur les voies publiques. On devra désigner des emplacements pour le dépôt provisoire des immondices qui, de temps en temps, seront transportés hors de la ville.

Capta. — Cum regimen nostrum Crete nobis scripserit noviter per litteras suas super facto immunditiarum exeuntium et que projiciuntur per civitatem nostram candidam, quc in tantum de tempore in tempus crcverunt in magnos montes vocatos *Copreas*, que nisi provideretur illa civitas nostra in brevi tempore habitari non posset, et tam propter occupationcm multarum et magnarum coprcarum, tàm propter fctorcm et aeris corruptionem et immunditiarum, et tam propter alterationem portus, et ob hanc causam, quolibet bono respectu, illud regimen, habita bona deliberatione super hoc facto dcterminavit recuperare pecuniam necessariam pro istis expensis, et per hunc modum, videlicet, quod quilibet habcns coprcam, solveret quintam partem expensarum que fiercnt in tollendo dictam copream; quintam partem solverent Judei; quintam partcm Cameraria Crcte; quintam partem feudati; quintam partem aliam, universitas cum clcricis, exceptis monasteriis. Et hoc habeat locum quantum ad copreas spccialium personarum, copree videlicet que sunt in stratis publicis et vici communis tollerentur per tales expensas quod cameraria Crete solveret quartam partem; Judei quartam partem; feudati quartam partem; universitas cum clericis suprascriptis quartam partem; que deliberatio et terminatio etiam secundum consilium rectorum qui magis noviter venerunt, deinde est tantum utilis et neccssaria quantum esse potcst. Vadit pars quod, secundum deliberationem prefatam et consilia rectorum nostrorum scribi debeat et mandari Regimini nostro Crete et successoribus suis omnibus quatenùs executioni mittere debeant factum predictum et facere inviolabiliter observari, de cetero, modos quos per suas litteras nobis scribunt, tencndo modum quod ipsc copree seu immunditie auferantur omninò et asportcntur extrà civitatem, per supradictum modum, et quod in locis ubi sunt copree specialium pcrsonarum, quando asportata fuerint, hedificetur aliquod opus aut habitatio per illos quorum sunt loca, aut fiat talis clausura quod ibidcm non projiciantur ampliùs immunditie. Et insuper quod fiat talis provisio ct detur talis ordo per regimen, quod deputentur loci

1407 habiles in civitate pro projiciendo et portando immunditias que de cetero occurrent, de quibus locis de tempore in tempus, secundum quod erit opus, debeant exportari extrà civitatem, ut terra remaneat sine istis turpitudinibus.

Pro 72 — contra 1 — non sinceri 2.

6 mars. f° 97 r°

Prescriptions relatives aux devoirs des capitaines de Crète, qui pourront dépenser, dans leurs chevauchées, 15 hyperpères par jour au lieu de 10.

Capta. — Cum in commissione capitanei nostri Crete, inter cetera contineatur quod quilibet capitaneus, in tempore sui regiminis duorum annorum, debeat ire per insulam ad visitandum terras et castra insule predicte, videlicet uno anno ad partem levantis et alio anno ad partem ponentis, pro quo accessu quisque capitaneus possit expendere yperperas X in die, de pecuniâ nostri communis ; et cum ipso capitaneo vadat in societate pars major notabilium personarum Crete, et ulterius accedunt multi soldati nostri Candide cum maximo eorum sinistro et cum expensa magna capitanei, nec non adhuc cum dubio capitanei et eorum qui cum illo vadunt, sed specialiter cum periculo status illius insule occasione Grecorum... Vadit pars quod... (capitaneus) non possit ullo modo conducere nec habere secum ultrà homines 50 equestres, non computata familia sua domus et ultra somas 20, in quo numero non possent esse ultra soldatos 5 de banderiis Candide, et soldati pedestres a sex in octo, et insuper non possit capitaneus dicta de causa angarizare aliquem equum seu mulum alicujus feudati pro prestando alicui eunti secum, excepto quod pro persona sua ipse capitaneus possit accipere ad imprestitum sex aut octo equitaturas, a quibus sibi videbitur, et propterea sicut ipse capitaneus poterat in dictis cavalcatis expendere yperperas X in die, sic possit expendere yperperas XV ultra agozia dictarum somarum quas conducit secum, et predicta omnia quilibet capitaneus de cetero teneatur et debeat observare sub pena yperperarum V^c, quam exigant advocatores communis Venetiarum.

Même date. f° 97 v°

Règlements pour le remplacement, par intérim, du duc de Crète, en cas de mort.

Capta. — Cum secundum commissionem duche nostri Crete et consiliariorum quando aliquid accideret de ipso ducha, per mortem ipsius, maior consiliarius debet intrare Viceducha, et loco consiliarii, intrat unus ex Camerariis, quod non est bene factum, considerato quanti ponderis est illud regimen et quantum vertitur ad damnum communis accipere aliquem ex Camerariis a suis officiis, et utile et

bonum sit providere ad hoc multis respectibus. Vadit pars revocando capitulum commissionis loquentis super hoc quod quando casus daret quod ducha cum consiliariis simul, per illum modum et cum commissione quem et quam faciebat ducha et habendo etiam regalias sicut ducha, et nichilominus capitaneus ipse debeat facere capitaneriam suam sicut facere tenetur; defficiente vero capitaneo, in quolibet casu ducha solus debeat facere regimen capitanei et tenere claves terre et dare nomen sicut faciebat capitaneus; et tamen faciat etiam regimen duche, sicut tenetur et debet. 1407

Même date. f° 97 v°

Ordre est donné au capitaine de Crète de veiller à ce que les garnisons des vassaux (feudati) soient pourvues de chevaux et non de mulets, toute infraction à cette prescription devant être punie d'une amende de 500 livres.

Capta. — Cum capitaneus noster Crete, per formam sue commissionis, teneatur facere quod varnitiones pheudatorum sint fulcite equis sufficientibus propter pheuda que habent, et ab aliquo tempore citra, dicte varnitiones sint pessime fulcite, et de die in diem vadant de malo in pejus, taliter quod ubi in dictis varnitionibus debent esse equi, loco equorum ponuntur mulli, quod est contra illud quod pheudati tenentur facere, nam in dictis varnitionibus sunt ultra mulli II^C qui non debent recipi seu poni in varnitionibus, quia in factis armorum mulli non sunt utiles nec apti ad bellum, et utile ac necessarium sit providere tam occasione grecorum quam si foret opus occasione gentium, que per viam maris seu a marina vellent offendere insulæ illi nostre; vadit pars quod committatur capitaneo nostro Crete presenti et futuris, quatenus debeant tenere modum et esse solliciti quod varnitiones pheudatorum sint fulcite bonis equis secundum pheuda que habent. Et quia mulli, ut predicitur, in facto armorum sunt inutiles quod in posterum capitaneus noster quilibet nullo modo debeat recipere de novo in varnitionibus aliquem mullum, sed loco mullorum qui de novo defficient debeat tenere modum et facere quod pheudati ponant equos, et hoc sub pena librarum V^C pro quolibet mullo quem ipse capitaneus faceret scribi de novo, que pena committatur exigenda advocatoribus communis Venetiarum, de qua dicti advocatores habeant medietatem et alterius medietatis dimidia sit accusatoris et reliqua dimidia sit communis nostri. Et quia sepissime in varnitionibus defficit socius, familiaris seu equus pheudatis et tunc capitaneus sepe vadit dissimulando in faciendo remitti socios, familiares et equos defficientes, quod est pessime factum, et utilissimum sit providere ad hoc, multis de causis, ordinetur et sic scribatur et mandetur capitaneo presenti et successoribus suis, quatenus sub dicta pena librarum V^C cum defficerent pheudatis socii, familiares

1407 seu equi non possint ullo modo dare maiorem terminum ad remittendum eos de uno mense, a die qua deffecerit eis aliquis predictorum. In casu vero quo non remisisset ille cui defecisset socius, familiaris vel equus ad dictum terminum, tunc capitaneus debeat illum vel illos mittere pro cadutis ad camerarios nostri communis in Candida. Et similiter pro omni bono respectu committatur hoc Rectoribus nostris Canee et Rethimi et successoribus suis, qui hec sub pena predicta debeant inviolabiliter observare.

De parte 36-63 — de non 16-8 — non sinc. 23-5.

Même date. f° 98 r°

Ordre au duc et aux conseillers de Crète de fournir, comme ils y sont tenus, 3,000 hyperpères sur les sommes prélevées pour les armements, aux personnes se chargeant d'amener en Crète des chevaux d'Occident et de Turquie.

Capta. — Quia multociens per tempora retroacta commissum est duche et Consiliariis Crete quatenus de pecunia exacta de disvarnitionibus deberent prestare per incantum yperperos III^M personis que se offerrent de conducendo equos de partibus Ponentis et Turchie ad insulam nostram Crete; et a certo tempore citra hoc non sit factum taliter quod equi veniunt ad defficiendum et pheudati et alii qui habent necessitatem equorum non possunt se fulcire et utile sit facere provisionem ad hoc ut sint de equis ad suffitientiam in Insula nostra predicta. Vadit pars quod mandetur duche et consiliariis nostris Crete et successoribus quatenus recepto presenti nostro mandato debeant dare per incantum yperperos III^M de pecunia camere nostre Crete persone seu personis que offerant se de conducendo equos in Candidam, cum illis modis et conditionibus quibus alias dicto Regimini nostro est exhibitum in mandatis.

De parte omnes.

Même date. f° 99 r°

Délibération pour l'armement de deux galères que devrait fournir Candie au capitaine du Golfe, parce que des deux galères de Crète l'une s'est échouée en Romanie et l'autre à Négrepont. La demande est repoussée par 50 contre 19 et 1 abstention.

28 avril. f° 110 r°

Règlement pour les registres des comptes du duc de Crète.

Capta. — Cum in commissione duche Crete contineatur quod ipse teneatur et debeat portare secum Venetias quaternos rationum suarum seu mittere ipsas rationes Venetias infra duos menses postquam exiverit de Regimine suo, in casu quo Venetias non veniret, et hoc sub pena ducatorum ducentorum auri pro quolibet contrafa-

ciente, prout in sua commissione continetur, et cum scripture rationum duche Crete adeo multiplicaverint quod ad volendum scripturas acopiare et assumere de quaterno duche exeuntis de regimine et illas scribere et reducere super quaterno duche intrantis in regimine, que scriptura incipi non potest nisi postquam ducha applicuerit in Candidam, et istud fieri non possit nisi in magno temporis spatio et posset occurrere quod debente dicto ducha qui exibit de regimine expectare quod dicte rationes sue scriberentur et acopiarentur muda navium preteriret, ita quod ipsum ducham qui exivisset pro non veniendo Venetias absque suis scripturis oporteret invernare in Candida cum magno suo incomodo et communis, quia ille ducha qui hiemaret ibi pro exportando dictas scripturas, haberet medium salarium, et bonum sit providere super hoc. Vadit pars quod scribatur et mandetur duche et consiliariis Crete et successoribus suis quod de cetero quando ducha de novo applicuerit Candidam, debeat sollicitare quod rationes duche qui exiverit compleantur, ita quod sibi dari possint, ut possit illas conducere secum Venetias. Et si casus daret quod dicte scripture compleri non possent ante recessum suum de Candida, ita quod sibi dari non possent, tunc dicto duche qui exiverit de regimine liceat discedere de Candida sine dictis scripturis suarum rationum, nec incurrat ob hoc ad aliquam penam. Et ducha et consiliarii remanentes in dicto Regimini teneantur et debeant mittere dictas scripturas Venetias per primam sequentem mudam, sub pena ducatorum ducentorum auri quam exigant advocatores communis in Venetiis, habentes partem ut de aliis sui officii. 1407

De parte alii — de non 4 — non sinc. 3.

29 avril. f° 110 v°

Négociations avec les Génois à propos d'une affaire arrivée pendant le gouvernement de Thomas Mocigeno, duc de Crète.

Capta. — Cum tempore quo nobilis vir Ser Thomas Mocenigo, procurator ecclesie sancti Marci, erat ducha Crete, fuerit repertus apud muros Candide unus homo, in uno sacho necatus, cognitus fuisse de una navi Januensi ibidem existente cuius erat patronus Lanzarotus de Draperiis Janunensis, et dictus patronus habitus suspectus de dicto delicto captus et detentus fuerit per Regimen Crete pro sciendo veritatem et fatiendo justiciam, et volente dicto Regimine procedere ad examinationem predictam dictus patronus dixit se esse clericum. Cui assignato termino probandi se esse clericum, ante termini complementum aufugit de carceribus et ivit in Peyram. In quo loco deposuit querelam fatiens damnum suum trecentorum ducatorum quos dixit expendisse pro possendo fugere de carceribus et obtinuit ibidem in Pera represaliam contra dictum Ser Thomam Mozenigo de dicta quantitate pecunie, qui Ser Thomas informatus de hoc dum

1407 esset Janue fecit conscientiam domino gubernatori et Regimini Janue, quibus hoc multum displicuit et ob hoc scripserunt litteras Regimini Pere quod suspenderent hanc represaliam et deberent processum mittere Januam, ut super eo dictum Regimen Janue posset cognoscere et ministrare justiciam. Videtur autem quod Regimen Pere, secundum quod proscribit nostro dominio Vicebaiulus Constantinopolis, nedum non observaverit mandatum sibi factum de Janua sed intromitti fecerit ad instantiam dicti Lanzaroti butas viginti tres vinorum cuiusdam Judei de Candida pro dicta represalia, nec profuit aliquid quod dixerit vel allegaverit noster Vicebaiulus in predictis. Vadit pars quod mittatur oratori nostro Juanue existenti copia littere dicti nostri Vicebaiuli et informatio necessaria de predictis. Cui nostro oratori committatur quod debeat coram Regimine Janue deponere querelam et procurare cum illis verbis et rationibus necessariis et pertinentibus que prudentie dicti nostri Oratoris videbuntur opportuna, quod dominus gubernator et Regimen Janue debeat scribere et precipere Regimini Pere et alibi ubi foret necesse, quod dicta represalia tamquam iniusta, inhonesta et indebita revocetur et annuletur ac nullius sit efficatie vel vigoris; et quod dictum Regimen Pere debeat restituere butas vini et alia que intromissa forent, causa predicta, tenendo modum de habendo literas predicti mandati in plena forma et per plures manus ut per diversa navigia Peyram mitti possent.

Même date. f° 110 v°

Plaintes d'un citoyen de la Canée contre une saisie faite à Chypre, et demande aux chevaliers de Rhodes de s'occuper de cette affaire.

Quod scribatur Reverendissimo domino Magno Magistro Rodi in hac forma videlicet :

Comparuit ad presentiam nostram Zanachius de la Cecha civis et fidelis noster Canee, exponens quod dum venisset cum una grippa-rea de longo et haberet certam quantitatem lane Zangali, videlicet unum cantarum et rotulos X vel circa quam conducebat in Ziprum, draganonus Reverendissime Paternitatis Vestre habens noticiam de dicta lana fecit illam exonerari et dixit quod volebat illam accipere pro Reverenda Paternitate Vestra quoniam valde pulcra esset pro faciendo fieri zambelatos pro largiendo illos, et quod illam bene sibi solverat quod inde non fecit; dumque per capitaneum galearum nostrarum Baruti, habita bona informatione, de hoc facto, destinati fuissent eius nuncii ad presentiam Vestre Paternitatis rogantes illam ut placeret mandare quod eidem Zanachio fieret ius in facto dicte lane, tandem post longam praticam habitam super inde pro parte Reverendissime Paternitatis Vestre, seu

per dictum draganonum promissum fuit sicut liquide nobis constat **1407**
quod eidem Zanachio restitueretur dicta lana vel provideretur taliter de solutione ipsius lane quod haberet merito contentari. Et cum de hoc nihil fuerit observatum et per fide dignos testes nobis constiterit dictum draganonum accepisse ipsi Zanachio dictam lanam et non solvisse illam, non possimus aliqualiter arbitrari quod procedat de mente et intentione Reverendissime Paternitatis Vestre quod cives et mercatores nostri conversantes in terris vestris tractentur nisi favorabiliter et benigne, prefatam Reverendissimam Paternitatem Vestram affectuose precamur quatenus nostri amoris intuitu placeat mandare dicto draganono quod debeat dare et solvere Ser Pifanio de Acre consuli Venetorum qui comparebit nomine dicti Zunachii verum et justum valorem et precium cum integritate quod habuit et percepit de dicta lana, quam informati sumus ipsum draganonum misisse ad vendendum in Ciprum, ubi de lana similis conditionis tunc valebat quilibet rotulus bisantiis XXV. Unde precium dicte lane veniret ascendere ad summam ducatorum quingentorum et ultra. Et quia dictus draganonus per litteras missas nobili viro Leonardo Mocenigo olim capitaneo dictarum galearum se excusat dicens voluisse solvere dictam lanam eidem Zanachio si jurasset quanto precio sibi constiterat, quod iurare noluerat, ad istud nos dicimus quod non fuit nec est rationabile neque justum quod solvere debuisset seu deberet dictam lanam precio quo illam emerat dictus Zanachius, cum miserit ad vendendum illam in Ciprum ubi vendebantur bisantiis XXV Rotulus, ut est dictum. Et propterea placeat Reverende Paternitati vestre, consideratis omnibus supradictis, providere quod idem Ser Piffanius, nomine dicti Zanachii, habeat verum et iustum precium extractum ex ipsa lana cum integritate ut est conveniens et honestum, quod profecto erit nostro dominio valde gratum. Similiter scriptum fuit Ser Piffanio de Acre consuli Venetorum in Rodo quod cum predictis et aliis pertinentibus verbis procurare habere dictum precium et valorem cum integritate extractum ex ipsa lana, ut apparet in registro pro mare.

14 mai. f° 110 r°

Défense de conduire en Crète, à Coron et à Moron *dogas alicujus conditionis de extra Culphum extractas*, sous peine de payer, outre les autres droits, 5 ducats par *milliaria de doge.*

17 mai. f° 116 r°

Ordre au capitaine du Golfe de défendre Népante contre les Turcs avec les galères de Venise et de Crète, et permission de dépenser, à cette fin, 1,500 ducats.

1407 9 juin. f° 120 r°

Prêt fait à la république, sous le nom de Bernard Georges, pour équiper une *bandièra* de cavaliers [1].

Capta. — Cum consiliarii Venetiarum perquisiverint et experimentati fuerint de inveniendo mille ducatos qui sunt necessarii pro expediendo banderiam equitum ituram in Cretam, cuius est comestabilis probus vir Laurentius Croco et non potuerint nec possint invenire dictos mille ducatos nisi per viam cambii, sed illi qui volunt dare dictos denarios ad cambium nolunt, habere agere cum communi, sed solum volunt habere agere cum aliqua speciali persona que sit secura. Vadit pars quod nobilis vir Ser Bernardus Georgio, qui est consiliarius mensis habeat libertatem possendi accipere dictos mille ducatos ad cambium, pro possendo expedire dictam banderiam et mittere illos ad solvendum in Candidam. Verum ex nunc intelligatur quod Comune nostrum sit et intelligatur debitor dictorum mille ducatorum in casu quo occurreret quod deinde non solverentur; ita quod idem Ser Bernardus in sua spetialitate non teneatur ad aliquod onus dictorum mille ducatorum. Et scribatur et mandetur Regimini Crete auctoritate huius consilii quod solvat deinde dictum Cambium mille ducatorum de pecunia nostri comunis.

De parte omnes alii — de non 9 — non sinc. 1.

14 juin. f° 120 r°

A cause du naufrage d'une des galères de l'Archipel, le gouvernement de Crète a ordre de fournir une de ses galères à toute réquisition du gourverneur de Négrepont, et de la lui vendre au besoin.

25 juin. f° 121 r°

Les commerçants grecs, sujets du Sultan, doivent, dans les ports Crétois, être soumis au même régime que les Vénitiens.

Capta. — Cum alias in 1324, die ultimo julii, captum fuerit per istud consilium quod scriberetur Duche Crete, Baiulo Nigropontis et castellanis Coroni et Mothoni quod ipsi deberent habere grecos domini Imperatoris Constantinopolis liberos et franchos a commercio, ut habent Venetos in suis mercationibus secundum formam treuguarum, etc. Et cum Regimen Crete scribat quod a 1370 usque 1382, quo inceptum fuit dacia incantari et vendi, greci prefati domini Imperatoris in suis mercationibus, fuerunt tractati et expediti tam-

1. La guerre contre Carrare, seigneur de Padoue, avait coûté aux Vénitiens de grandes sommes d'argent pour solder leurs troupes mercenaires. On évalue la dépense à 2,000,000 de ducats d'or.

quam Veneti; sed a 1382 citra per commerciarios [1] servatus fuit alius modus. Nam omnes greci de Constantinopoli qui dicunt se esse VENETOS ALBOS, expediti fuerunt tamquam Veneti; alii vero greci tamquam forenses, et scribat etiam dictum Regimen quod omnes forenses solvunt impositiones daciorum et dimietatem de pluri, propter quod modo nuper ipsum Regimen fecit aliquos grecos de Constantinopoli dare PLEZARIAM de dicta medietate de pluri que sibi petebatur a commerciariis de inde, quousque per dominationem nostram sibi mandaretur, quid deberet servari super inde, et cum prefatus Dominus Imperator ob istam causam scripserit nostro dominio et miserit suum nuncium ad procurandum quod scribatur et mandetur dicto Regimini Crete quod non debeat innovare aliqua gravamina suis grecis, etc. Vadit pars consideratis omnibus suprascriptis, quod scribatur et mandetur dicto Regimini Crete et successoribus suis quod de cetero ipsum Regimen debeat habere et tractare omnes grecos prefati domini Imperatoris in suis mercationibus sicut habentur et tractantur per ipsum Regimen Crete Veneti nostri, fatiendo incantari dacia de inde, de cetero cum ista conditione ut commerciarii qui ement dicta dacia tractent et habeant dictos grecos prefati domini Imperatoris sicut habebunt et tractabunt Venetos, mandando etiam dicto Regimini Crete quod fatiat cancellari suprascriptas plezarias datas per dictos grecos de Constantinopoli pro illa medietate de pluri ut superius dictum est. Et intelligendo quod omnibus grecis prefati domini Imperatoris qui accedunt in Candida, de cetero dare debeant sacramentum quod mercationes quas habebunt erunt sue nec taxabunt havere aliorum. 1407

De parte omnes alii — de non 2 — non sinceri 13.

8 juillet. f° 122 r°

Connétable équestre de Crète, autorisé pour six mois à venir à Venise, en se faisant remplacer.

12 juillet. f° 124 v°

Autorisation accordée aux ordres de Crète d'accepter, à titre de prêt, 186 gros [2], que deux citoyens ont offerts pour le payement des soldats, dans la pénurie du trésor.

23 juillet. f° 125 v°

Ordre au capitaine du Golfe d'aller jusqu'à la mer Egée avec deux galères, l'une de Venise et l'autre de Candie, puis de revenir à Modon, pour assurer la sécurité du commerce et des galères allant à Tana.

1. *Commerciarii*, receveurs des impositions.
2. Probablement livre de gros d'or, qui valait 10 ducats.

1407 Même date. f° 126 v°

Ordre pour le transport des draps à Venise.

2 août. f° 128 r°

Ordre pour le transport des grains, par navires désarmés.

12 août. f° 132 r°

Autorisation accordée au gouvernement de Crète, de faire une enquête et de terminer une dispute, entre Marin Barozi et Alexio Christian.

Conzosiache una medema cossa sia catasticada a do persone, zoe alquni terreni messi in lo destreto de Rethemo, sia catasticadi al nobel homo Marin Barozi, citadin nostro, e queli proprii terreni sia etiamdio catasticadi per uno altro nome Alexio Christian, e questo non fo mai cognosudo per algun Rector, a chi de raxon aspeta i diti terreni, et de qua non se po cognoscer, domentre che de la non sia cognosudo, ne etiamdio per algun modo de qua se po cognoscer pero chel se convien andar chon le scripture et confini e catastichi de intrambe le parte, la chelo luogo e messo, andera parte che sovra de zo, el Rezimento nostro de Crede debia et possa aldir, terminar et senteneiar, sicomo aluy parera zusto e raxonevole, reservando ampuo le raxon de la appellation. Est al dito rezimento de Crede paresse meio cometer questa fazenda al Retor nostro de Rethemo, chel habia libertade de far e proveder como parera meio e plu utele per spazamento de tal fato.

22 août. f° 135 r°

Mesures au sujet des débiteurs [1].

Cum post partem captam in consilio de XL de concordandis debitoribus Crete, illis videlicet qui usque ad diem partis capte, quod fuit die vigesimonono mensis aprilis 1407 absentaverant se de insula, sive non audebant comparere debitis agravati, prout in dicta parte distinctius continetur, comparuerint coram nobis aliqui fideles nostri Cretenses et habitatores Crete, inter quos fuit Thomas Pantaleo, dicentes quod ante eorum recessum de Creta non extiterant presentate littere concessionis et gratie per nostrum dominium elargite, ut superius continetur, nec de tali benignitate conscii erant, sed tantummodo recesserant, quia propter debita videbant se ibi morari non posse, supplicantes quod dignaremur concedere quod non obstante quod non se absentassent ab insula antequam pars capta

1. Voyez plus haut, p. 117, au 21 juin 1401.

fuisset in consilio de XL, quod possint gaudere benefitio dicte partis. Undе cupientes dictis nostris fidelibus subvenire, volumus et sic mandetur Regimini nostro Crete et aliis nostris Rectoribus Insule quod dictam partem de concordandis debitoribus antedictis, debeant observare eam in omnibus aliis, qui usque ad diem presentem partis capte de insula recessissent debitis onerati. 1407

24 août. f° 135 v°

Bulgarus Victuri avait amené en Crète du blé pour le conduire à Négrepont, où il pensait le vendre mieux; le gouvernement crétois a fait débarquer ce blé pour l'utilité des habitants; comme Bulgarus proteste, on ordonne au gouverneur ou de rendre le blé à Bulgarus ou de le lui payer au prix du marché de Crète.

14 septembre. f° 137 r°

Recommandation au capitaine du Golfe d'avoir soin, lors du licenciement de la galère de Crète, de lui faire terminer, s'ils ne l'étaient pas, les trois mois pour lesquels elle a été payée, et de l'envoyer dans l'archipel, *ad damnum et exterminium Turchorum*.

30 septembre. f° 142 v°

Election des sages de Crète.

15 octobre. f° 146 v°

On pourra recommander au pape des candidats pour l'archevêché de Crète.

Quod in favorem illius qui habuerit plures balotas in isto consilio, possint scribi litere summo Pontifici et aliis qui videbuntur pro archiepiscopatu Cretensi, in illa forma et sicut videbitur dominio.

30 octobre. f° 149 r°

Ordre aux gouvernements de Crète, de Modon et de Coron de n'accepter que les futailles à la mesure de Venise, parce qu'on en a fait à Candie qui étaient trop grandes.

7 février. f° 166 r° 1408

Ordre au gouvernement de Crète de nommer deux capitaines pour la garde du Golfe et de les bien choisir. Les deux galères devront quitter la Crète le 25 avril.

1408 13 mars. f° 178 r°

Election de 4 syndics pour la Crète et la Romanie, et fixation de leur salaire à raison de 160 ducats pour les quatre premiers mois, et de 20 ducats par mois dans la suite.

18 avril. f°s 182-183

Commission des syndics envoyés en Crète, où sont contenues les prescriptions relatives à la vente des blés et autres marchandises, ainsi qu'à la surveillance de l'administration des biens de la République.

Commissio sindicorum transmissorum ad partes Crete. Sindici et Provisores Romanie.

Nos Michael Steno, dei gratia dux Venetiarum, etc. Committimus vobis nobilibus viris. . . . .

Insuper quia in locis nostris Crete, Coroni et Mothoni, ac aliorum locorum nostrorum predictorum, a bono tempore citra alique rationes frumenti et aliorum bladorum ac quam plurimum aliarum rerum et diversarum nostri comunis, non fuerint vise et examinate, et sit utile pro bono et utilitate nostri comunis quod generaliter omnes rationes nostri comunis, non specificando aliquod tempus, per vos videantur et examinent(ur), committimus vobis quod debeatis generaliter videre et diligenter examinare omnes rationes frumenti et aliorum bladorum ac omnium aliarum rerum spectantium nostro comuni, cuiuscumque conditionis existant, et de quocumque tempore ut vobis videbitur fore necesse, habendo super hœc illammet libertatem quam habetis de aliis vobis commissis. . . . .

Insuper quia fertur quod in Insula Crete et aliis partibus Romanie facta fuit et fit mala administratio bonorum et pecunie nostri comunis, habeatis libertatem plenariam inquirendi et examinandi ac diligenter investigandi, tam per viam inquisitionis quam per testificationes, querelas et scripturas contra omnes qui viderentur vobis suspecti et male administrasse bona et pecuniam nostri comunis, videlicet ab annis decem citra, et omnes tales quos culpabiles inveniretis condemnare et compellere possitis ad restituendum totum illud quod cognoveritis illos indebite administrasse et male accepisse, per illum modum et cum illa libertate plenaria quam habent et servant officiales rationum veterum in Venetiis, contra male administrantes bona et havere comunis; ita quod in isto casu sitis officiales Rationum. Et de toto eo quod exegeritis habere debeatis medietatem et scribatis et mandetis Regiminibus Crete et aliorum locorum predictorum quod dare debeant vobis auxilium et favorem, tam de notariis quam de omnibus aliis, quociens ab eis requisiveritis illud pro dicta executione, contra quoslibet per vos condemnatos, facienda, quam executionem si complere non poteritis ante disses-

sum vestrum de partibus in quibus fueritis committere debeatis 1408 illam fatiendum Rectoribus locorum ubi illam complere non poteritis. Quibus Rectoribus commisimus et efficaciter mandavimus... [1] sibi commiseritis. Verum si condemnati per vos, de condemnationibus quas feceritis contra eos conqueri voluerint, habeant libertatem recurendi ad nostrum ducale dominium vel ad alia loca, ad que recurere possunt illi qui volunt conqueri de offitialibus rationum et prosequi jus suum contra vos provisores et sindicos. Et si fueritis male condemnasse convincti et a condemnatis exegisse, debeatis totum quod exigeritis et habueritis restituere et medietatem plus pro pena.

Item habere debeatis de salario pro primis quatuor mensibus ducatos CLX auri pro quolibet, et abinde in antea ducatis viginti auri pro quolibet in mense, de quibus ducatis CLX vos duo sindici qui estis ituri in Cretam habere debetis, hic in Venetiis, ante recessum vestrum, ducatos centum auri et alios ducatos sexaginta habere debetis a Camera nostra Crete, et similiter alios ducatos viginti in mense pro illo tempore quo steteritis extra in dicto sindicatu, ultra dictos quatuor menses. Et sic scribimus et mandamus Regimini Crete quod deinde vobis faciat solutionem predictam. . . . . .

. . . .

Quia per suprascriptam partem de inquirendo contra illos qui male administrassent pecuniam comunis non videtur vos provisores et sindicos habere libertatem in aliquo casu inquirendi contra aliquam specialem personam, et sicut fertur publice aliqui cives et habitatores ipsorum locorum Romanie pro necessitatibus arduis et magnis nostri comunis in partibus illis mutuaverint multam pecunie quantitatem Rectoribus nostris, nomine nostri comunis pro furniendo et solvendo ubi extiterat opportunum, quam pecuniam non valentes rehabere aliquo modo, in totum nec in partem, fecerunt venditionem de ipsa pecunia vel denariis forte pro medietate vel minori quantitate aliquibus ementibus, quibus emptoribus statim fuit solutum cum bonis denariis integraliter pro tota quantitate dictorum denariorum seu pecunie nostro comuni mutuate, quod fuit cum damno maximo nostri comunis, quia dicti emptores nihil de bursa sua solverunt, nec aliquid mutuaverunt, et tamen lucrati fuerunt medietatem propter quod solvi non potuit neque dari ubi magis necessarium erat dari et solvi, sicut erant soldati qui compleverant pagas suas per longum tempus et alie res multum opportune cum maximo periculo status nostri. — Capta fuit pars quod committatur vobis provisoribus et sindicis quod quando eritis in partibus Romanie debeatis diligenter inquirere et examinare contra omnem personam quam senseritis talia fecisse mercata per modum predictum, et quos inveneritis emisse de talibus denariis et

1. Quelques mots illisibles.

1408 pecunia ac lucratos fuisse ut supra dicitur, faciatis totum illud lucrum, quod ex inde percepissent, restitui et poni in nostrum comune. Verum ut vos provisores et sindici sitis magis solliciti ad inquirendum de predictis mercatis et lucris habere, debeatis de toto eo quod inveneritis et poni fueritis in comune, soldos duos pro libra. Et si vobis sindicis et provisoribus constiterit aliquem Rectorem vel officialem nostrum fuisse participem talis emptionis vel lucri, procedere debeatis contra eum vel eos sicut in parte de male administrantibus pecuniam comunis plenius continetur, vobis commissa in illa parte, videlicet que tetigisset illum Rectorem vel officialem de dicta emptione vel lucro solum. Et si de predictis vel aliquo predictorum fuerit accusator per quem veritas habeatur, habere debeat soldos duos pro libra de parte tangente comuni, et teneatur de credencia, quam partem, ut dictum est, superius debeatis inviolabiliter observare. . . . . Data in nostro Ducali palatio die XVIIII mensis aprilis, indicione pª 1408.

29 mars. f° 184 r°

Les syndics s'en iront sur la galiote qu'on envoie à Candie.

SEN. MISTI R. 48 1408-1411.

17 avril. f° 1 v°

Le gouvernement de Crète devra, à toute demande des syndics, leur octroyer, de l'argent de la République, ce qui leur est nécessaire, pour eux et pour leurs familles.

12 juin. f°ˢ 15-16

Ordre aux divers gouverneurs des provinces Vénitiennes d'examiner la conduite de Georges de Razo de la Canée et de ses fils.

Capta. — Quia habetur quod ille nequam Georgius de Razo de la Canea, qui malo modo recesserit de Veniciis contra mandata nostra dominii sibi facta per nostros advocatores comunis, tendens pro mala causa ad partes Janue, ivit cum quadam navi ad partes levantis, et faciliter posset declinare ad insulam nostram Crete contra honorem et statum nostrum. Vadit pars quod mandetur omnibus Rectoribus nostris insule Crete et aliis Rectoribus nostris terrarum partium levantis, quod faciant publice proclamari ut sit omnibus manifes-

tum, quod quicumque dederit dictum Georgium vivum in fortiam nostre dominacionis, seu alicuius rectorum nostrorum predictorum, habebit a nostra Camera Crete iperpera duomillia, et mortuum iperpera mille. Insuper de filiis suis ordinetur quod duplicentur talee sibi date, secundum formam partis capte pridie in isto consilio, que quidem talee modo sunt de iperperis mille pro quolibet ipsorum qui dabitur in fortiam alicuius rectorum nostrorum. Si vero predictus Georgius veniet in fortiam alicuius rectorum nostrorum predictorum, ut est dictum, debeat de eo observari, videlicet quod rector noster ad manus eius (cujus) pervenerit idem Georgius debeat diligenter et subtiliter examinare eundem et cum tortura et aliter ut sibi videbitur et scire ab eo quando recessit de Veneciis, quo fuit et ad quid faciendum, et cum quo vel quibus praticavit et quales tractatus fecit et omnem aliam examinacionem facere debeant nostri rectores, pro veniendo in lucem et veritatem de praticatis et factis per eum contra honorem nostri dominii. Et si invenient illum culpabilem faciant de eo fieri justiciam, sicut sibi videbitur pro honore et bono statu nostri dominii. Si autem non haberent tantum contra eum quantum creditur et quod non vendicaverit mortem, non debeant propterea eum relaxare sed teneant eum sub fida et bona custodia in carceribus et nobis scribant singulariter et distincte quecumque habuerint et spectent nostrum mandatum. De filiis autem illius Georgii dicatur quod si rectores nostri reperient ipsos vel aliquem ipsorum culpabiles de aliquo contra statum nostrum per examinationem fiendam cum tortura et aliter, ut rectoribus nostris videbitur similiter procedant et puniant eos, uti eis videbitur iustum esse. Si vero non reperirent eos, seu aliquem eorum culpabiles, nihilominus retineant eos, ipsosque postea mittant Venecias ad manus nostri dominii per prima navigia huc ventura, et ne quidem omnia, ut superius dictum est, volumus quod vos, in quantum ad vos spectabit, debeatis penitus observare, et sic vobis cum dictis nostris consiliis damus strictius in mandatis. 1408

16 juin. f° 16 v°

Renouvellement de l'interdiction faite de concéder un fief en Crète à un Grec.

Capta. — Cum sit quedam pars capta in nostris consiliis rogatorum et addicione, et posita in commissione duche et consiliariorum Crete continens quod aliquis grecus non possit habere pheudum in insula nostra Crete, et quod non possit alicui fieri gratia contra hoc, nisi per *sex consiliarios*, *tria capita de XL*[ta] *XXX*[ta] *de XL*[ta] et duas partes maioris Consilii; et reperiatur quod facta est gratia cuidam contra partem predictam, licet transierit cum consiliis et ordinibus suprascriptis. Vadit pars, ad removendum quam plures errores qui

1408 ex tali concessione orti sunt, quod de cetero non possit fieri similis gratia alicui greco, cum aliqua solemnitate consilii, sub pena ducatorum mille pro quolibet ponente vel consentiente seu revocante partem in contrarium, de qua pena non possit fieri gratia sub eadem pena usque in infinitum pro quolibet ponente vel consentiente seu revocante partem in contrarium, sed observetur pars suprascripta posita in commissionibus duche et consiliariorum nostrorum Crete, cum strictura ducatorum mille predictorum, ut superius per ordinem continetur.

Même date. f° 17 r°

Ordre au gouvernement de Crète d'armer immédiatement une galère, de lui donner la solde de trois mois et le nombre ordinaire d'arbalétriers, et de l'envoyer de suite au capitaine du Golfe, en lui confiant, suivant l'usage, la paye des deux autres galères de Crète qu'elle portera à Modon.

29 juin. f° 19 r°

Le gouvernement se plaint que les compagnies de fantassins allant à Candie ne sont pas assez pourvues d'arbalétriers; il en demande quarante, et pour que le Commun n'en ait pas la dépense, on empruntera, à Venise, l'argent nécessaire, par le moyen des proviseurs du Commun, et on le remettra aux payeurs de l'armement, puis on choisira quarante arbalétriers qui ne soient ni Vénitiens, ni Crétois, en leur donnant quatre mois de solde.

24 juillet. f° 23 r°

Ambassade envoyée au Grand Turc.

4 août. f° 26 v°

Prescriptions relatives aux mesures à prendre contre les bâtiments Turcs qui inquiètent la Crète.

Capta. — Quia pridie vir Nobilis Ser Petrus Geno, dum fuit Veneciis, fecit conscientiam ducali dominio de non bonis terminis, ymo potius malis, in quo se reperiunt subditi nostri et fideles nostri Nigropontis, Crete, et partium Egeopelagi propter ligna Turchorum que cotidie reperiuntur armata in illis maribus et que vadunt damnificando dicta loca, dicendo quod si fieret provisio per rectores nostros, et per eos quod una galea armata staret et iret continuo per illas partes, visitando omnia dicta loca, sine dubio Turchi predicti nunquam auderent in illis partibus comparere, quod esset cum maximo comodo et emolumento fidelium nostrorum et subditorum suorum. Vadit pars habendo respectum quod ista provisio et ista deliberatio

sanius et melius fieri poterit per nostros rectores Crete quam per alios, quod auctoritate istius consilii scribatur et mandetur Duche et consiliariis nostris Crete, ac capitaneo similiter, quod ipsi debeant per illam bonam viam et bonos modos qui sue sapientie videbuntur, videre et examinare factum predictum, et si eis vel maiori parti videbitur utile, secundum quod recordatur dictus Ser Petrus, scilicet quod se simul intelligant, tunc debeant se intelligere cum predictis, intelligendo se etiam cum regimine Nigropontis, nam tam ipse dominus Duca, quam dictus Ser Petrus debent ad eos mittere, causa antedicta, et deliberare tempora quibus quilibet eorum debebit tenere extra galeam suam et ligna sua, et modos et vias ac ordines necessarios superinde. Ita quod omnes se intelligant in simul, reducendo eis ad memoriam quod expensa galee Crete quando stabit extra solvatur per burgesios et alios pheudatos nostros, secundum quod alio deliberatum fuit quando armabatur galea pro factis Turchorum. Et si casus foret quod dicti nostri rectores non essent concordes, tunc intrare debeat unus ex camerariis nostris Crete per concordium vel texeram, ut possit deliberari secundum quod fuerit oportunum. 1408

Même date. f° 27 r°

Le pape ne voulant pas nommer un archevêque de Crète agréable à la République, on dispose des revenus de l'archevêché.

Capta. — Cum non semel sed pluries Dominatio nostra, pro utilitate et bono statu insule nostre Crete nostrorumque fidelium, supplicari fecerit Summo Pontifici quod Sanctitas Sua dignetur providere ecclesie cretensi de uno Archiepiscopo grato et accepto nostro dominio, ut illa ecclesia et subditi nostri gubernarentur sub suo pastore et perseverarent in obedientia eius, ita quod non declinarent a fide catolica, quod ipse Summus Pontifex hucusque facere recusarit et recusat, et hoc, quia omnes fructus et redditus dicti Archiepiscopatus ad cameram convertantur, quod nullo modo est ulterius tolerandum, ut cessent querelle et murmurationes dictorum nostrorum fidelium utque illa ecclesia et alie illi dedite non vadant in ruinam et ad malum. Vadit pars quod auctoritate istius consilii mandetur rectoribus nostris Crete, scilicet : duche et consiliariis nostris Crete presentibus et futuris, quod cum bono ordine et regula debeant providere et tenere omnino modum quod omnes fructus, redditus et proventus quomodocumque spectantes et pertinentes ecclesie cretensi et Archiepiscopo si viveret et si haberetur, perveniant ad manus suas, et quod de illis extrahatur pecunia et vendantur, ac teneatur nota et inventarium ordinate per personam sufficientem et bene praticam, non dando nec dispensando de illis vel parte ipsorum modo aliquo vel ingenio, sine licentia et mandato nostro et consilii rogatorum. Verum si in processu temporis eccle-

1408 sia cretensis seu palatium egeret aliqua reparatione vel si forent alique alie expense oportune sine quibus dicti nostri rectores cognoscerent illam ecclesiam pati detrimentum, in dictis casibus possint illam expensam et reparationes facere, fatiendo ordinate omnia notari per illum qui tenebit computum antedictum, ut omni tempore possint introytus et exitus dicte ecclesie et Archiepiscopatus ordinate videri et monstrari.

De parte 48 — non 21 — non sinc. 8.

24 août. f° 28 v°

Ordonnance sur les grains à ramener par navires désarmés.

Même date. f° 28 v°

Le duc de Crète, ayant répondu à l'ordre reçu le 16 juin précédent, qu'il armerait la galère, mais qu'il n'a pas d'argent pour la solde des hommes, on s'étonne, et on lui répond d'en exiger du commun et de s'arranger avec la chambre de Crète. On accuse le registre des comptes de l'ancien duc d'être très embrouillé, et on ordonne de faire reviser les calculs de façon à ce que le gouvernement vénitien sache exactement ce qu'il y a encore à percevoir sur les sommes de ce compte.

10 septembre. f° 32 r°

Ordonnance pour l'inscription des candidats à l'archevêché de Crète.

Capta. — Quia pro bono status nostri in insula Crete nullo modo est tollerandum quod Maior ecclesia Cretensis stet sine archiepiscopo ac etiam quod non prefitiatur dicte ecclesie prelatus qui nobis non sit gratus et fidus; Vadit pars quod dici debeat hodie in hoc consilio quod quilibet qui velit facere se scribi ad probam archiepiscopatus cretensis, debeat facere se scribi usque diem Jovis ad tercias, ad curiam maiorem, quo termino elapso, debeat veniri ad hoc consilium et probari omnes scripti, et ille qui habuerit plures balotas transeundo medietatem consilii, pro ipso scribi debeat et supplicari domino Pape pro dicto archiepiscopatu. Verum ex nunc ad cautelam scribatur et supplicetur Summo Pontifici quod, considerato quantum importat statui nostro Insula nostra crete, dignetur nulli conferre dictum Archiepiscopatum nisi illi persone pro qua cum nostris consiliis de brevi supplicabimus Sanctitati Sue, quod habebimus ad gratiam singularem.

30 septembre. f° 35 r°

Election des cinq Sages de Crète.

5 novembre. f° 42 v° 1408

Envoi d'un orateur au Saint-Père [1] pour traiter de l'Union.

Capta. — Quia nobilis vir Ser Rossus Marino, orator noster ad Summum Pontificem, pro tractatibus unionis, fecit et facturus est aliquas expensas in cursoribus et nuntiis, pro mittendo litteras ad nostrum dominium et ad alias partes, secundum res occurrentes; vadit pars quod expense quas fecit et faciet pro nuntiis, cursoribus et similibus casis acceptentur et computentur in rationibus suis ad expensas nostri communis, sicut est iustum.

14 novembre. f° 44 r°

Acceptation de l'offre faite par un juif de Candie, de prêter 500 ducats pour l'expédition de la galère de Crète.

23 novembre. f° 45 r°

Défense faite au chancelier, au scribe et au trésorier de la Chambre des comptes d'exiger l'argent à percevoir, à moins d'en être spécialement chargé par la Chambre, qui est assez puissante pour le faire elle-même.

20 novembre. f° 46 r°

Vote de 200 ducats d'or pour la réparation du palais du duc de Crète.

6 décembre. f° 46 v°

Ordre au duc et aux conseillers de Crète de pourvoir, toutes les fois qu'il y aura lieu, à l'absence du capitaine et du greffier de Candie et à celle de tous les officiers chargés de l'entretien du port.

Capta. — Cum ab aliquo tempore citra, capitanei Crete conati sint apropriare sibi quod ad ipsos pertineat quando deficiunt capitaneus et scriba burgi Candide, capitaneus turris moli et alii officiales deputati ad cavandum et aptandum molum et portum Candide, quod ad ipsos facere, et simul modo quod ad ipsos spectet facere rationem et iusticiam inter eos, propter quam causam occurrerunt et possent occurrere multe divisiones et differentie inter ipsos et Regimen Crete, quibus est non tantum utile sed necessarium providere pro multis bonis respectibus. Vadit pars quod autoritate huius consilii mandetur Duche, et Consiliariis ac Capitaneo Crete presentibus et futu-

1. Grégoire XII, pape vénitien, de son nom de famille Ange Corrario. L'union dont il s'agissait était la fin du grand schisme d'Occident.

1408 ris quod si a die receptionis presentis nostri mandati in antea defecerit aliquis Capitaneus vel scriba burgi, Capitaneus turris moli, vel aliquis alius ex officialibus deputatis ad aptationem portus et moli predicti, illi tales deficientes fieri debeant per Ducham, consiliarios et capitaneum Crete per illum modum et sicut eligunt Judices, castellanos et alios officiales qui fuerint per eos et non aliter per aliquem modum. Verum non possit dari licentia alicui de superius nominatis, videlicet capitaneo, scriba burgi, capitaneo turris moli, et aliis officialibus portus et moli Candide, possendi recedere ab eorum officiis pro eundo in aliquam partem sine licentia maioris partis dicti Collegii. Et si aliquis eorum deffìceret vel non posset sedere ad dandum talem licentiam, intrare debeat unus ex camerariis Crete, et de quanto stabunt extra non debeant habere salarium pro illo tempore sicut est iustum, declarando quod in dictis electionibus captum sit de electoribus, declarando contra ad tollendum omne dubium, quod in fatiendo rationem et justitiam predictis et cuilibet predictorum, Capitanei Crete se nullatenus debeant impedire, sed solum mittere soldatos suos equestres et pedestres scriptos in nostris banderiis, et in familia eis deputata. Et si consilium vel capitulare est contra, etc. Et per similem modum, et conditionem dentur omnia alia beneficia insule Crete, que dabuntur per Capitaneum solum, videlicet, quod dentur per regimen ut supra dictum est.

Même date. f° 47 r°

Réglement des différents entre le duc et les conseillers de Crète d'une part, et le capitaine de l'île, Gabriel Aymo, d'autre part. Ce dernier est débouté de ses prétentions.

Capta. — Quia pluries litteris nostrorum duche et consiliariorum Crete fuimus avisati quod inter ipsos et Nobilem Virum Ser Gabrielem Aymo militem capitaneum Crete infrascripte differentie sunt exorte, Videlicet primo quod idem Capitaneus non vult quod capitanei, scribe et squaraguayte burge Candide, qui sunt debitores quam pluribus personis ad solvendum cogantur per regimen antedictum. Secundo, quod idem capitaneus vult esse iudex ad procedendum contra Rogerium Georgio intromissum per Advocatores comunis, pro aliquibus capitulis sibi Rogerio oppositis; in quibus quidem capitulis idem capitaneus fuit iniuriose nominatus. Tercio, quod idem capitaneus dicit quod regimen antedictum non valet, suo arbitrio, non acceptare renuntiationem, quam fecit Ser Thomas Mauro facto bladorum. Quarto quod regimen solum non potuit eligere Georgium Lauredano vice armiratum Candide, quodque de predictis petit declarari regimen antedictum. Ideo consideratis qualitatibus predictarum differentiarum, ac visa commissione dicto tradicta capitaneo per quam non apparet, quod in similibus aliquam habeat libertatem, nec non habito respectu ad consuetudines antiquo observatas super

predictis, pro bono et expeditione iurium nostrorum fidelium deinde, 1408
ac pro obviando ne in futurum inter predictos Regimen et Capitaneum similes differentie possint de cetero pullullari. — Vadit pars, quod per istud Consilium declaretur et definiatur, quod predictus Capitaneus noster Crete et successores sui, non possint neque debeant se in predictis neque his similibus aliquater impedire; sed solum spectent et pertineant duche et consiliariis nostris Crete et non aliis. Et si per aliquem predictorum duche, consiliariorum et Capitanei vel successorum suorum contrafieret huic parti seu aliquibus contentis in ipsa, cadat quilibet contrafaciens de ducatis quingentis auri, medietas quorum sit accusatoris, per quem habeatur veritas, et alia medietas nostrorum advocatorum comunis Venetorum. Et non possit presens pars revocari, nisi per sex Consiliarios, tria capita de XL[ta], quadraginta de quadraginta, et quatuor partes maioris Consilii, sub pena ducatorum mille pro quolibet ponente vel conscientiente partem in contrarium. Et addantur predicta in commissionibus Duche consiliariorum et capitanei Crete.

Même date. f° 47 v°

Reconnaissance des droits de juridiction du capitaine de Candie; droits qui lui étaient contestés par le gouvernement de Crète.

Capta. — Cum iam diu tam per legem quam per consuetudinem Capitaneus et scriba burgi Candide et capitaneus turris moli, sint suppositi iurisdicioni Capitanei Candide, et hoc appareat, et cognoscatur clare, quia ad capitaneos solum spectat custodia et guardia burgi predicti, sicut observatum est et observatur, sed noviter occursa sit et orta certa differentia inter Regimen et Capitaneum appropriantes sibi diversimode, Videlicet quod ad Regimen spectant per se solum dicte iurisdictiones, et Capitaneus alegat et ostendat aliter; et bonum et honor nostri dominii sit dare et contribuere officia pertinentia Regiminibus deinde, secundum quod condecens est, ita quod condecens est, quod sequantur ordines et modi observati, tam in Regimine de per se, quam in Capitaneum de per se, ut nulla differentia possit oriri per tempora futura. — Vadit pars quod autoritate istius consilii mandetur Capitaneis Crete presentibus et futuris, quod si a die receptionis presentis nostri mandati in antea, deffecerit aliquis Capitaneus vel scriba burgi et capitaneus turris moli, isti tales deficientes fieri debeant et remaneant in auctoritate et libertate capitanei faciendi et constituendi illos per illum modum qui debeat observari.

17 janvier. f° 50 v° 1409

On exile à perpétuité, en Crète, un moine de Drivaste, pour son attitude à l'égard de la république de Venise.

1409 5 février. f° 52 r°

Ordonnance pour le transport des draps.

9 février. f° 53 r°

Précautions à prendre pour la sécurité des vaisseaux de la République, menacés par le turc Zalabi [1].

6 février. f° 54 v°

Le pape ayant nommé Léonard Delphin archevêque de Crète [2], ordre est donné de remettre à son collecteur apostolique, les profits de l'archevêché, séquestrés pendant la vacance du siège, avec les intérêts.

26 mars. f° 60 r°

Ambassade envoyée à Zalabi, grand amiral des Turcs.

1. Grand amiral des Turcs.

2. Après la décision du 15 octobre 1407, les candidats suivants se firent inscrire pour l'archevêché de Crète :

Ven. Vir Fr. Nicolaus Cornario, ord. Minorum, Minister Provincia Romania, seu Terrae Sanctae;

Rev. Pater Dom. Vitus Memmo, Episcop. Polensis, Decretorum doctor;

Rev. Pater Dom. Leonardus Delphino, patriarcha Alexandrinus;

Rev. Pater Dom. Joannes Lombardo, episc. Parentinus;

Ven. Vir frater Joannes Benedicto, ord. Praedicatorum.

Nicolas Cornario fut élu, mais soit que son élection ne fût pas confirmée, soit qu'il mourût sur les entrefaites, on dut inviter de nouveau, en avril 1408, les candidats à se faire inscrire. Nous trouvons :

Rev. Pat. Dom. Leonardus Delphino, pratriarcha Alexandrinus;

Fr. Joannes Benedicto, ord. Praedicatorum;

D. Petrus Corrario ord. Frat. Minorum, episc. Coroni;

Magister Ludovicus Bollani, ord. Servorum B. M. V.;

Rev. P. D. Guidus Memmo, episc. Polae;

Rev. P. D. Joannes de Putheo, episcop. civitatis Castelli;

Ven. Vir Dom. Ludovicus Barbo, prior Sancti Georgii de Alga.

On ne sait pas qui fut élu; l'auteur de la *Creta sacra* croit que ce fut Marcus Marinus, d'après une épitaphe qui se trouve dans l'église de Saint-Etienne de Muriano, et d'après les archives de la famille Marina. Toujours est-il que le siège de Crète était encore vacant le 10 septembre 1408, voir p. 192. Le 14 septembre, une nouvelle élection eut lieu. Les candidats étaient :

Rev. Pat. Dom. Antonius Corrario qu. f. Patri episcop. Almoniensis;

Fr. Clemens de Renerio, qu. f. Nicolai prior S. Crucis de Padua;

Rev. Pater Dom. Leonardus Delphinus, patriarcha Alexandrinus.

Ce fut ce dernier que le Sénat choisit; son élection fut approuvée par Grégoire XII. Il retourna ainsi à son ancienne église, car il avait été archevêque de Crète en 1387, et avait quitté ce siège en 1392 pour celui de Castellana. qu'il changea, en 1401, pour celui d'Alexandrie.

Même date. f° 63 v° **1409**

Les galères de Tana se feront accompagner par celles de Crète.

19 avril. f° 73 r°

Autorisation accordée au gouverneur de la Canée de faire armer, à ses frais, pour se faire conduire à Modon, avec sa famille, la galère qui est à La Canée.

21 mai. f° 77 r°

Crédit de 50 ducats, de l'argent du commun, pour réparations au palais du duc de Crète, et de 30 ducats pour des travaux au palais des conseillers.

8 juin. f° 83 v°

Ordre à la galère d'Alexandrie de s'arrêter en Crète.

3 août. f° 95 r°

L'ancien gouverneur de Rethimo n'ayant pas mis à exécution les ordres envoyés par le Sénat, on renvoie les mêmes ordres à son successeur.

27 août. f° 96

Ordre au gouverneur de Rethimo de mettre à exécution les conventions conclues entre Marcus Barbadico, au nom de sa femme, et Bartholomeus Olivato.

Copia litterarum missarum Rectori Rethimi et successoribus suis.

Alias de mense augusti anni elapsi scripsimus vobis Rectori presenti per litteras nostras et recomendavimus quandam cartam manifesti, factam per Marcum de Rafanellis Venetiarum et imperiali auctoritate notarium, in millesimo, indicione, et die notatis in aliis literis nostris, per quam nobilis vir ser Marcus Barbadico vice et nomine uxoris sue domine Marie, filie quondam ser Jacobi Pasqualigo manifestum fecit provido viro Bartolomeo Olivato et cum certis pactis et conventionibus promisit cum suis heredibus facere et curare cum effectu quod dicta domina Maria eius uxor, completo anno XVIII, renunciaret omni juri appellationis facte de quadam sententia lata per judices procuratorum, et cum solemnitate daret, cederet et transferret in Bartolomeum predictum omnia et singula iura et actiones sibi spectantes ex tenore et vigore testamentorum quondam patris et fratrum ipsius domine Marie, tam hic Venetiis quam de tota cavalaria de Stimboli insule Crete, sub regimine Rethimi que tenebat et possidebat ser Jacobus Pasqualigo. Et ab alia

1409 parte idem Bartolomeus Olivato manifestum fecit et promisit dare et solvere hic Venetiis aut in insula Crete nobili viro Ser Marco Barbadico, seu nuncio, ducatus duo millia nongentos auri per terminos specificatos in carta suprascripta manifesti, alioquin liceret dicto ser Marco vendere seu vendi facere dictam cavalariam et de precio retinere sibi summam pecunie suprascripte, etc., prout in carta manifesti vobis scripta diffusius continetur; et insuper recomendavimus quoddam instrumentum pacti et promissionis, per quod magister Johannes Natalis procurator et procuratorio nomine venerabilis domini Episcopi Calamoniensis[1], convenerat et promiserat nobili viro ser Marco Barbadico suprascripto pro se et domina Maria eius consorte dare et solvere ducatos II^{M} VIIII^{C} auri hic Venetiis aut Rethimi in certis terminis, et ultra hec, ducatos LIIII auri, etc., prout in ipso instrumento latius continetur. In conclusione autem vobis mandavimus quatenus quia in carta manifesti et promissionis continetur quod in casu quo non attenderetur solutio pecunie suprascripte, liceret ser Marco Barbadico vendere seu vendi facere cavalariam suprascriptam et devenire ad conventiones et pacta simul inita et firmata, id circo debeatis, iuxta continentiam, pactorum contentorum in instrumentis, exequi et observare, prebendo auxilium et favorem vestrum sibi, ita quod mediante iusticia fieret id quod esset debitum et conveniens. Et quia relatione ser Marci predicti informati sumus quod idem non habuit adhuc satisfacionem eius, quod sibi de iure spectat, fidelitati vestre mandamus quatenus si executio sit data in feuto predicto ad terminum et tempus debitum et contentum, in pactis bene quidem et hoc placet nobis, quando autem aliter foret quod esset in detrimentum Ser Marci predicti debeatis omnino tenere modum de observando et mittendo executioni omnia que in ipsis pactis et conventionibus continentur, et tam pro inobservantia per adversam partem, quam pro aliis actibus non secutis per eam iuxta predictas conventiones, ita quod semotis longitudine et cavilationibus quibuscumque, aut per vendicionem cavalarie predicte aut alio modo observentur pacta et instrumenta inita per eos, et ulterius quod interea redditus, fructus et proventus sequestrentur et intromittantur nomine prefati Ser Marci, qui occasionibus suprascriptis mittit fratrem suum nobilem virum Ser Gabrielem Barbadico cum commissione ad plenum ut exequetur et faciat nomine suo secundum quod ad facta predicta cognoverit pertinere, etc.

2 septembre. f° 96 v°

Ordre de licencier les galères de Crète.

1. Calamona ou Rethimo : « Rhitymmam et Calamonam unicam urbem esse, que variato nomine pro temporum varietate appellata fuerit. » *Creta sacra*, II, p. 138.

Même date. f° 98 r° 1409

Le bruit courant que deux vaisseaux de Biscaye vont à la course dans le Levant, on donne au gouvernement de Crète l'ordre de s'en assurer, et si ces navires troublent la sécurité, de lever dix arbalétriers pour chaque vaisseau se rendant en Syrie, et de les solder.

11 octobre. f° 110 v°

Nouveau crédit de 50 ducats pour les réparations du palais du duc de Crète.

11 janvier. f° 120 v° 1410

Ambassade à Jean Castriot [1].

Même date. f° 120 v°

Arrangements pour le transport des draps.

Même date. f° 121 r°

Ordre au gouvernement de Crète d'armer cinquante arbalétriers, et de les envoyer à Jadra [2] ou à l'endroit le plus utile, avec une paye de trois mois.

18 avril. f° 134 r°

Ordre aux archevêques de Crète et de Corfou, ainsi qu'aux évêques du Levant, de regagner leurs sièges [3].

Cum dominus Archiepiscopus Crete et Archiepiscopus Corphoy,

1. Prince d'Albanie, père du fameux Georges Castriot, dit Scanderberg.

2. La même que Zara, capitale de la Dalmatie; elle s'appelait, anciennement, *Iadera* ou *Jadra*.

3. L'archevêque de Crète n'obéit pas encore de suite au décret du Sénat. C'est pourquoi on fit de nouveau contre lui ce décret : « Preterea quia requiritur ut Dom. archiepiscopus, cui jam dictum est vigore partis capte in Rogatis, quod debeat recedere, et in Candia ad suum archiepiscopatum ire, alioquin quod scriberetur Domino Pape, ut dignetur providere de alio Prelato, committi debeat eidem quatenus ad dictum tempus, quod est per totum mensem Junii debeat etiam recessisse de Venetiis pro eundo ad archiepiscopatum suum, alioquin ex nunc captum sit quod per Regimen nostrum Candide cui hoc committatur debeant sequestrari et intromitti omnes redditus et proventus archiepiscopatus predicti, et nihil dare, vel dari facere archiepiscopo, sed debeant teneri, quousque Dom. Papa cui scribi debeat et supplicari super promotione archiepiscopi, providerit de alio novo Archiepiscopo in civitate predicta, et ad eandem stricturam sit etiam factum Dom. Archiepiscopi, sicut de Rectoribus dictum est » (*Creta sacra*, II, p. 63-64).

1410 iam longis annis steterint in istis partibus non curantes ire ad archiepiscopatus suos, cum desolatione ecclesiarum, et detrimento maximo animarum. Vadit pars quod dicatur dictis Archiepiscopis quod debeant ire ad ecclesias suas et facere residentiam, et recedere de Venetiis et ire ad terminum galearum nostrarum viagii Alexandrie. Et si non iverint, ex nunc sit captum : quod scribatur Summo Pontifici quod dignetur Sua Sanctitas prefatis Ecclesiis de aliis prelatis providere, et scribere cum illo ordine et modo quod dominio utilior et melior apparebit. Et similiter ordinetur et observetur in omnibus aliis Episcopis et prelatis partium Levantis quod debeant recedere et ire ad Ecclesias suas ad terminum galearum predictarum et residentiam facere, cum omnibus modis et ordinibus suprascriptis, excludendo ab ista parte dominum Patriarcam Constantinopolis et dominum Archiepiscopum Patracensem.

3 mai. f° 136 v°

Ordre d'amener sous bonne garde, à Venise, un des conseillers de Crète, pour y rendre compte de ses procédés. Un des avogadors a été commissionné pour cela.

5 mai. f° 139 v°

Crédit de 20 ducats pour l'achèvement de la citerne d'un des conseillers.

7 juin. f° 143 v°

Ordre au gouvernement de Crète d'armer une galère et de l'envoyer à Négrepont où elle devra attendre les galères de Romanie.

Quia propter nova que sentiuntur, bonum est ut reperiamus nos fortes in mari, et, ad cautelam, iam scripserimus Regimini nostro Crete quod faceret preparari et poni in ordine duas galeas. Vadit pars quod scribatur quam citius esse potest Regimini nostro predicto quod, recepto presenti mandato, debeat armare unam galeam sufficienter et bene ; quam cum armata fuerit debeat mittere ad partes Nigropontis et ibi debeat expectare galeas nostras viagii Romanie per quas ordinem et mandatum nostrum mittemus.

19 juin. f° 149 r°

Nicolas Marcello, conseiller, ne pouvant partir pour la Crète par le premier bateau, on lui permet d'attendre, mais en lui recommandant de s'y rendre au plus tôt.

L'archevêque se décida enfin à se rendre en Crète, où il resta jusqu'à sa mort, en 1415.

8 juillet. f° 152 r° **1410**

Ordre au gouvernement de Crète de remettre aux frères du mont Sinaï [1], les sommes à eux léguées par un juif converti, nommé André Bono.

Capta. — Cum regimen nostrum Crete alias scripserit nostro dominio casum cuiusdam Andree Bono, qui fuit judeus, et postea effectus christianus, eo quod ad mortem suam certa bona reliquit, faciens testamentum ac ordinans sicut sibi visum fuit. Et quia propter illam conversionem de Judeo in Christianum multi querebant diversimode bona illa, deliberatum fuit per nostrum dominium quod bona illa omnia per cambium vel aliter, quia erant in manibus nostrorum Camerariorum Crete, deberent ad manus nostri domini destinari cum omnibus scripturis ad hoc facientibus, ut si quis allegaret vel diceret jus habere in eis, possent in Veneciis dari cui spectarent de jure. Et sic factum fuit quia, ut apparet apud nostros offitiales super rationibus veteribus, fuerunt destinate Venete Libre XLIII grossorum vel circa et posite pro tunc in nostrum comune. Nunc autem comparentes quidam ex fratribus Sinaytis, nomine Uconomi fratrum Sinaitorum montis Sinay, petunt quod dicta bona tanquam sibi spectantia et pertinentia, per formam testamenti dicti Andree debeant sibi dari; et offitiales nostri rationum veterum, quibus hec commissa fuerunt, diligente rexaminaverint et repererint quod, per formam testamenti, bona illa debent dictis fratribus Sinaytis restitui atque dari in illa conditione et forma que in testamento continetur. Vadit pars, ad laudem dei et beatissime Caterine, quod secundum examinationem factam et deliberationem per dictos nostros Offitiales super rationibus veteribus, qui sunt solemnes et prudentissimi nobiles, scribatur Regimini nostro Crete quod in tanta quantitate quanta Venetiis destinavit de ratione dicti Andree, debeat dictis Sinaytis, secundum formam testamenti, dare de pecunia nostre camere Crete, quia propter subitum recessum dicti fratris Sinaytici, qui ad presens est Venetiis, poterit dicta quantitas pecunie habilius sibi dari in Candida quam in Venetiis.

Même date. f° 152 v°

Un conseiller de Crète, emportant avec lui son mobilier, a été molesté par les officiers de la Chambre des comptes qui lui demandaient 48 ducats ; on blâme lesdits officiers.

10 juillet. f° 153 r°

Règlement pour amener des grains à Venise.

1. Monastère très célèbre, sous l'invocation de sainte Catherine. Il avait, en Crète, des possessions et des couvents affiliés, et en particulier, à Candie, un couvent de Basiliens.

1410 Même date. f° 155 r°

Ordre d'envoyer un avogador en Crète pour se saisir de Cha Victuri, frère du conseiller, et l'amener sous bonne escorte à Venise; l'avogador devra examiner les faits et gestes de Cha Victuri en Crète, de concert avec de Cha Maripetro, conseiller.

Même date. f° 157 r°

On écrit dans ce sens au duc et au capitaine de Crète, et on ordonne à de Cha Victuri de venir à Venise, où devront être envoyées toutes les pièces de l'affaire.

28 juin. f° 157 r°

Instruction relative à l'emprunt d'une somme de 2,000 écus, pour l'expédition de troupes à Négrepont et pour quelques autres dépenses.

Capta. — Cum omnino sit necessarium nobis reperire vias et modos de habendo pecuniam et tam pro expeditione banderiarum et peditum qui mittuntur Nigropontem, quam multis aliis expensis necessariis et opportunis, sine quibus fieri potest. Vadit pars quod per aliquem nostrum nobilem, vel aliam specialem personam, qui vel que videbitur collegio accipi debeant ad cambium ducatos duo millia, hic Venetiis, ab aliqua persona volente ipsam pecuniam hic dare numeratam, quam sibi dabitur in Candida. Committendo et scribendo ob hanc causam per nostras literas, auctoritate huius Consilii, Regimini Crete, quatenus infra octo dies debeat omnino solvisse pecuniam suprascriptam illi persone que dederit in hac terra. Et si Regimen deinde videretur non posse ita presto reperire dictam pecuniam pro termino suprascripto, debeat omnino tenere modum de accipiendo tantam suprascriptam pecuniam ad imprestitum a Judeis, deinde per illum quam meliorem modum poterit fieri, declarando regimini predicto quod hic in Venetiis et adhuc in partibus Sibinici[1] dari fecimus galee bone de Candida, pro pagis et subventione hominum ipsius galee, tantam pecuniam que quasi ascendere venit ad ipsam summam, ita quod hoc facere debent presto, et causa adhuc suprascripta. Et habita dicta pecunia debeat postmodum dispensari et fieri de illa secundum quod videbitur melius collegio dominii, consiliariorum, capitum et sapientum utriusque manus.

1. Sebenigo, place forte de Dalmatie, dans le golfe Scardonique, à 100 lieues de Venise; cette ville ne tomba entre les mains des Vénitiens que deux ans plus tard, en 1412.

24 juillet. f° 159 r° 1410

Mesures prises contre les Turcs qui accablaient les habitants de Crète, de Coron et de Modon.

Cum a magno tempore citra, sicut est manifestum, per Turchos data fuerint quamplurima damna in havere et personis fidelium nostrorum locorum nostrorum Insule Crete, Mothoni et Coroni, et aliorum locorum nostrorum, interficiendo illos capiendo et asportando cum familiis et bonis quod, quantum sit inhumanum, omnes clare considerant; sed hucusque non fuerit modus providendi per modum quod dicta mala amplius non committerentur; et nunc recordetur una sancta et utilissima provisio ad obviandum malis predictis; et bonum sit ac utilissimum reverentia Creatoris nostri et pro honore nostri dominii et bono locorum nostrorum predictorum ac securitate fidelium nostrorum illorum locorum, a parte nostra facere quantum possibile nobis est ut dicta mala amplius non occurrant...

4 septembre. f° 162 v°

Autorisation donnée à un capitaine de galère de venir à Venise, en confiant à une personne capable, le désarmement de sa galère.

8 août. f° 165 v°

Itinéraire d'une galère de Crète pour aller jusqu'à l'Archipel avec une galère du Golfe, et pour en revenir.

13 septembre. f° 172 v°

Don à dame Isabeta, femme de Jovius de Caballis, de 100 écus d'or par an, à prendre sur la rente de 480 ducats, faite à son mari, à Candie.

Cum in processu facto in consilio Rogatorum contra dominum Jovium de Caballis, ut confinetur in Candidam, contineatur quod per dominium tanxetur et limitetur tantum quod possit ipse, cum sex personis secum vivere et illud quod erit limitatum pro vita sua detur et solvatur de bonis nostri comunis; et postea in millesimo quadringentesimo sexto, die vigesimo sexto mensis augusti, deliberatum fuerit et captum in collegio, vigore dicte libertatis quod provideretur de expensis dicti domini Jovii, videlicet quod deberent sibi dari ducati quadraginta in mense pro expensis eius uxoris et nepotum suorum de pecunia nostri comunis; et nuper comparuerit ad presentiam nostri dominii domina Isabeta, uxor dicti domini Jovii, allegans maximam necessitatem et paupertatem suam ac etiam gravitatem debitorum, quia multum aliis tenetur, supplicans quod cum secum sit una ex neptibus suis et secundum decentiam suam

1410 imo minimam conditionem suam vivere non possit, dignaretur dominium de benignitate sua quod provideretur de ea et nepte sua, ut vivere possent cum reliqua familia sua. Quibus omnibus intellectis deliberatum fuit per collegium consiliariorum, capitum et sapientum consilii quod dicta domina, uxor dicti domini Jovii habere debeat ducatos centum auri singulis annis de bonis nostri comunis, detrahendos de summa ducatorum CCCCLXXX quos dictus dominus Jovius recepit in Candida singulis annis; et sic scribatur duche et consiliariis nostris Crete, quod a die presenti XIII septembris debeant dare dicto domino Jovo solummodo ducatos trecentos octoginta in anno et racione anni.

2 octobre. f° 174 r°

Election des cinq sages de Crète.

5 octobre. f° 174 v°

Congé de six mois à un *Comestabilis banderie equestris* en Crète, pour venir à Venise.

30 octobre. f° 179 r°

Réglement d'un différend de juridiction entre le gouverneur de La Canée et le gouverneur de Crète, au sujet de l'appel d'une sentence prononcée par les répartiteurs de La Canée.

Capta. — Cum per literas regiminis nostri Crete fuerimus informati de certa differentia que est inter ipsum regimen nostrum Crete et rectorem nostrum Canee, pro decisione appellationis facte per Ser Philippum Viaro et Ser Gratianum Georgio a quadam sententia lata contra ipsos per partitores Canee in favorem Camerariorum Crete, pro quibusdam vineis et territoriis spectantibus locis Sancti Johannis Argastiri; quam quidem decisionem appellationis idem noster rector Canee dicit ad se spectare, et regimen nostrum Crete ad se, cum loca et territoria Sancti Johannis predicti sint jurisdicionis regiminis Crete; et superinde necessarium sit providere, eo maxime quia dictum regimen scribit non procedere ulterius nisi nostra dominatio aliud eidem dederit in mandatis. Vadit pars consideratis his que scripsit idem regimen nostrum Crete quod decisio huius appellationis spectet et pertineat ipsi nostro Regimini Crete. Cui mandetur quod, auditis partibus, videlicet camerariis nostris Crete et appellantibus suprascriptis, decident et terminent prout eisdem justum et debitum videbitur; et propterea informetur idem noster rector Canee de hac nostra determinatione, mandando ei quod scripturas omnes et quecumque alia que fovent circa predicta ad requisitionem ipsius regiminis nostri Crete, eidem regimini debeat destinare ut fieri possit quid sit debitum, et ne comune nostrum contra jus defraudetur et jura sua amittat.

7 novembre. f° 179 v° 1410

Vu le mauvais état d'une galère de Crète, on la change contre une neuve.

Même date. f° 179 v°

Vergati arrivés en mauvais état en Crète.

19 novembre. f° 180 r°

Ordre au capitaine d'une galère de Crète, à destination du Golfe, de monter à bord le samedi suivant, à trois heures, et de ne pas s'en éloigner, sous peine d'une amende de 200 ducats.

Même date. f° 183 r°

Autorisation accordée au duc de Crète d'aller avec sa famille, sur une galère de l'Etat, de Crète à Modon, et de la renvoyer ensuite; le tout à ses frais.

30 décembre. f° 200 r°

Arrêté en vertu duquel tous les évêques et prélats des possessions vénitiennes de l'Orient, devront avoir quitté Venise pour se rendre à leur poste à la fin d'avril, sous peine de confiscation de leurs rentes et revenus, au profit des monastères, des clercs et des prêtres de leurs diocèses, ou au profit d'autres bonnes œuvres [1].

12 janvier. f° 190 r° 1411

Envoi de 2,000 ducats, par la galère Morexina, aux deux galères de Crète qui sont *in partibus Sibinici*, pour leur entretien et celui de leur équipage.

22 janvier. f° 189 v°

Augmentation des remises faites aux fonctionnaires chargés du recouvrement des amendes, des dettes et des impôts, en vue d'en accélérer le recouvrement.

Capta. — Cognitum est experientia manifesta quantum utilitatis attulerit nostro comuni solicitationes et provisiones necessarie per nostros progenitores edite, de tempore in tempus pro recuperandis et exigendis pecuniis nostro Comuni spectantibus diversimode, et nuper nobis extiterit intimatum per regimen nostrum Crete quod a 1387 hucusque facte fuerunt condempnationes ad summam yperperorum 161296, quorum non sunt exacta nisi yperpera 77125, itaque restant

1. Voir plus haut, au 18 avril 1410, p. 199.

1411 exigi ex ratione predictarum condempnationum yperpera 84171, que quidem yperpera restantia non sunt exacta nisi defectu parve utilitatis quam exinde consequuntur nostri Camerarii Crethe et allii officiales ad talia deputati, qui attendunt ad exigendum debita condempnationum novarum et alias pecunias que veniunt de novo exigendo quotidie, et nollunt etiam assumere tot labores et acquirere tot malivolentias pro illa minima utilitate quam consequuntur pro exigendis pecuniis antedictis, nam non habent de quolibet yperpero ex dictis condempnationibus exacto nisi unum grossum et parvos octo divisos in hunc modum, videlicet : Camerarii inter se omnes habent parvos 24, Cancellarius et scribe Camere parvos 4, massarius parvos 8, et famuli parvos 4. Et superinde sit utilimum, ymo necessarium providere ut sequatur tanta utilitas nostro comuni quantam scribit ipsum fore sequuturam nostrum regimen Crete prefatum. — Vadit pars sicut etiam consulit regimen antedictum quod dictis camerariis nostris Crethe, Cancellario, scribis, massario et famulis eorum predictis et futuris dupliectur utilitas suprascripta, videlicet ubi habent unum grossum et parvos octo, ita de cetero habeant grossos duos, parvos 16, dividendos duplicando ut antea soliti erant dividere grossum predictum et parvos 8. Et hoc declaretur et intelligatur solummodo de condempnationibus suprascriptis veteribus, et factis usque mensem septembris proxime preteritum. De fiendis vero de cetero servetur id quod solitum est servari pro comodo et utilitate nostri comunis.

Insuper cum Regimen nostrum predictum similiter nobis scripserit defectu et occasione predictis restare exigi de ratione falitorum camere nostre Chrete a 1401 usque 1410 de mense septembris, yperpera 25630 et nisi fiat aliqua provisio de novo superinde, paucissima quantitas, ymo quasi nihil, exigetur de debitis suprascriptis, tum quia nova debita occurrunt de die in diem, circa que camerarii sunt occupati, tum propter labores reperiendi huiusmodi debitores qui sunt partim dispersi per insulam, partim vagabundi, tum propter parvam utilitatem quam habent dicti camerarii respectu laborum. — Vadit pars ut dicti Camerarii et alii officiales predicti sint soliciti ad exigendum pecunias nostri comunis de ratione dictorum falitorum, quod ubi habent tertium penarum ipsi Camerarii et alii officiales dicte camere qui sunt soliti habere partem de dicto tertio penarum habeant totam penam integram dictorum falitorum, dividendam per soldum et libram prout dividebant dictum tertium penarum; et massarius dicte camere ubi habebat parvos 8, habeat de cetere parvos 16. Et hoc intelligatur et declaretur solummodo de falitis veteribus, sicut etiam consulunt Rectores nostri Crethe predicti pro maxima utilitate exinde consequenda nostro comuni. Et hoc modo nostrum comune habebit et exiget suum capitale, quod potest dici esse amissum, nisi provideatur ut supra.

Ceterum cum, sicut scribit Regimen nostrum Crethe suprascriptum,

debita terraticorum, datiorum et frumentorum, licet non sint in tanta quantitate sicut sunt debita suprascripta condempnationum et falitorum, tamen multiplicant quotidie et hac multiplicatione sepissime amittuntur pecunie et homines multis respectibus ut est cognitum liquidissime, et hoc procedat respectu odii quod sequuntur nostri Camerarii et officiales de inde, nam datia, terratica et pecunie frumentorum sunt debita notabilium personarum de inde, et cum respectu minime utilitatis quam consequuntur, quum de denariis suprascriptis que solvuntur, ad terminos limitatos, ipsi nostri officiales nullam consequuntur utilitatem, et de hiis que non solvuntur ad terminum, non exigunt nisi unum grossum pro pena, cuius grossi duo tercia ponuntur in comuni et aliud tertium est ipsorum camerariorum nostrorum, cancellarii et aliorum scribarum et famulorum suorum, quod est quid minimum respectu maxime utilitatis quam consequetur nostrum comune de provisione huiusmodi; Vadit pars quod auctoritate huius consilii concedatur Camerariis nostris et aliis officialibus predictis quod sicut habent tercium dicti grossi, ita de cetero habeant totum grossum integrum, quod accipietur pro pena predicta, dividendum inter eos camerarios, cancellarium, scribas, et famulos suos et sicut faciebant tercium dicti grossi, ut sint magis soliciti ad exigendum bona nostri comunis suprascripta, tam pro bono ipsius comunis quam specialium personarum et subditorum nostrorum deinde. 1411

Et ut predicta fieri possint cum quam maiori utilitate et avantagio fieri poterit nostri comunis, scribatur et mandetur auctoritate huius consilii Regimini nostro antedicto quod videat, consideret et examinet diligenter si poterunt fieri dicte exationes bonorum nostri comunis, cum maiori avantagio nostri comunis illud faciat usque ad limitationem contentam in partibus suprascriptis.

De parte 39 — non 8 — non sinceri 0.

SEN. MISTI R. 49 1411-1413.

13 mars. f° 2 r°

Ordre au duc et aux conseillers de Crète d'assigner un terme à certains débiteurs de la République, pour le payement de leurs dettes.

Capta. — Quia captum fuit pridie in hoc Consilio [1] quod, ut came-

1. Voir aussi le décret du 22 janvier précédent.

1411 rarii nostri Crete forent ferventiores et magis soliciti ad exigendum a debitoribus nostri comunis pro condemnationibus et falitis camere nostre Crete, ipsi camerari haberent certam maiorem utilitatem solito de eo quod ipsi exigerent pro causis predictis, prout distincte in dicta parte continetur; et vigore dicte partis scriptum fuerit et mandatum regimini nostro Crete et camerariis ut intentio terre exequeretur; sed quia credendum est quod de debitoribus predictis pro ipsis condemnationibus et pro falitis camere, sint multi, qui cum sint impotentes, si deberent compelli ad complectam solutionem eius quod tenentur, potius eligerent velle se absentare ab insula, quam subiacere periculo carcerandi; et per istum modum provisio facta circa hoc pro bono nostri comunis potius foret inutilis et damnosa; nam ubi prius habebantur homines sine pecunia, si dicta provisio observaretur, sine presenti reformatione, non haberentur homines neque pecunia, quod non debemus velle pati. Vadit pars quod ultra id quod captum est, ordinetur et sic mandetur duche et consiliariis Crete, quod si de dictis debitoribus nostri comunis pro causis predictis, videlicet pro condemnationibus et falitis camere, erunt aliqui qui sint impotentes ad solvendum integraliter condemnationes suas, seu id quod tenentur camere pro falitis, ut non disperdantur, debeant ipsi tres seu maior pars eorum, videlicet dux et consiliarii, dictis talibus impotentibus assignare terminum et terminos ad solvendum id quod quilibet eorum tenetur occasionibus suprascriptis, per illos terminos qui eis vel maiori parti eorum iusti et rationabiles videbuntur, attentis conditione et facultate debitorum predictorum, sicut observatur Venetiis in debitoribus camere armamenti. Et in hoc casu habeant ipsi camerarii partem seu utilitatem solummodo de eo quod de tempore in tempus ipsi exigent, ut est iustum. Et per istum modum comune nostrum cicius et melius drictum suum percipiet, et dicti pauperes non astringentur se absentare. In omnibus autem aliis dicta pars remaneat firma et etiam in facto debitorum terraticorum et datiorum ac frumentorum, prout in illa continetur et captum est.

5 mars. f° 3 r°

La Crète ne produisant pas de chevaux, les garnisons en manquent; ordre est donné aux *feudati* de remplacer les chevaux perdus dans le délai d'un mois, sous peine d'une amende de 500 livres.

24 mars. f° 7 v°

Confirmation du décret du 16 mai 1384, concernant les profits accordés aux officiers de la Chambre des comptes, qui seront les mêmes que ceux que touchaient leurs prédécesseurs.

31 mars. f° 11 r° 1411

Mesures prises contre les vols et les falsifications du sel.

Cum sentiatur a certo quod in sale, qui fit in insula nostra Crete, qui debet esse totus nostri comunis cum certis pactis et conditionibus, prout nunc nuper fuit lectum in hoc consilio, committuntur multe falsitates et ribaldarie [1] in furando illum et tam sal qui fit in salinis quam qui colligitur per grebanos [2]. Et quamquam per elapsum facte fuerint quamplures provisiones, videtur tamen quod parum profuerint nec sit ullus melior modus in hoc quam facere haberi bonam curam et advertentiam in locis, ubi fit dictus sal, tempore debito, ita quod quantum possibile est exequatur, prout fuit et est intentio terre...

1er avril. f° 12 r°

Election des cinq sages de Crète.

Même date. f° 12 r°

Ordre à deux galères de Crète, qui sont en Dalmatie, d'aller à Jadra pour embarquer Mauroceno et sa famille et le conduire à son gouvernement de Corfou ; ensuite d'aller désarmer en Crète. On loue leur bonne tenue et leurs bons services.

2 mai. f° 19 v°

Ordre à la galère de Crète, qui est à Sebenigo, de rentrer en Crète.

10 mai. f° 22 v°

Instruction pour le remplacement des arbalétriers de Candie au moyen d'une levée de cent soldats.

Capta. — Cum illi ballistarii, qui stipendiati fuerunt in Candida de nostro mandato, et missi ad partes Dalmatie pro stando in illis nostris fortilitiis et ubi foret opus, steterint tota ista hyeme et longo tempore in servitiis nostris, ita quod conveniens est et rationabile quod amodo revertantur domum et quod loco eorum mittantur de aliis, quia sunt fideles et legales nostro dominio, et ex eis habemus bonum et optimum servitium. Vadit pars quod scribatur et mandetur Regimini nostro Crete quatenus debeat tantum presto quantum facere possunt stipendiare usque. C. stipendiarios ex illis nostris fidelibus insule, cum soldo, modis et conditionibus qui missi fuerunt alias, fatiendo eos poni in ordine, ballistis, armis et aliis

1. *Ribaldaria :* « vol, excès. »
2. *Grebani.* Ce mot n'est pas dans Du Cange.

1411 necessariis et dando eis similem firmam et pagam, pro illo tempore, sicut alias data fuit aliis ballistariis suprascriptis, nec non mittendo illos cum primis navigiis securis profecturis ad has partes, quorum patronis debeat regimen committere ut debeant prefatos ballistarios deponere in terram in Jadra, ut rectores nostri exequantur de illis, secundum quod eis dabimus in mandatis.

4 juin. f° 25 r°

L'abbé du monastère de Sainte-Marie de Zerbin, de Gênes, dans le traité fait par lui, a oublié des territoires en Crète appelés Apanoechatotrifana [1], avec leurs dépendances ; aujourd'hui, les héritiers de l'acquéreur Léonard Trivisan, feu duc de Crète [2], réclament, et leurs réclamations sont acceptées.

Même date. f° 27 r°

Ambassade au Sultan. On demande de comprendre la Crète dans la paix.

26 juin. f° 29 v°

Crédit de 30 ducats, accordé à un conseiller de Crète, pour la réparation de sa maison.

Même date. f° 34 v°

Autorisation au gouvernement de Crète de faire construire un *maranum* [3] pour les travaux du port.

Même date. f° 34 v°

Défense faite au capitaine de Crète d'avoir dix chevaux au lieu de huit, nombre réglementaire.

3 juillet. f° 37 r°

Autorisation au gouverneur de Rhetimo de n'emmener avec lui que quatre chevaux au lieu de cinq.

12 août. f° 46 v°

Ordre au gouvernement de Crète d'envoyer à Venise quatre mille staros de farine de froment, par le premier navire disponible.

1. Nous n'avons pu fixer l'emplacement de ces territoires.
2. Quatre-vingt-dix-neuvième duc de Crète. Il mourut de la peste, en 1409.
3. Sorte de grand bateau.

13 août. f° 47 r° **1411**

Un juif de Candie a éprouvé des dommages de la part d'un Sicilien dans les eaux de Rhodes ; on charge l'ambassadeur, en Sicile, de s'informer du fait.

22 août. f° 49 v°

Mandement au gouvernement de Crète, au sujet d'un emprunt de 4,000 ducats à employer à certains travaux.

Cum non inveniatur aliquis qui velit dare aliquid ad cambium nostro comuni, propter mala pagamenta que *eis fuerint*, et necesse sit presto invenire ducatos quatuor Milia, pro mittendo capitaneo nostro Culphi et pro faciendo alia necessaria pro nostro comuni; sed inveniuntur aliqui qui dictos denarios darent ad combium pro Candida sed volunt habere plezariam [1] sufficientem et personas que promittant quod, si in Candida dicti denarii non solverentur, quod dicti plezii teneantur illos hic solvere; et viri nobiles Ser Nicolaus Vituri, Ser Franciscus Cornario, et Ser Antonius Contareno constituerint se plezios pro dictis quatuor millibus ducatis accipiendis hic et mittendis ad solvendum in Creta per Regimen nostrum deinde. Vadit pars quod auctoritate huius Consilii scribatur et mandetur Regimini nostro Crete, quod dictos quatuor milia ducatos, qui sibi mittuntur ad solvendum nomine nostri comunis, acceptare debeant et deinde, ad terminos ordinatos, pagamenta facere secundum usum. Si vero aliqua causa, quod tamen non est opinandum, Regimen nostrum Crete non solveret denarios predictos ut plezii predicti non substineant damnum, ordinetur quod de primis denariis qui exigentur de tribus pro centenario per nostros extraordinarios, tam per reditum galearum nostrarum, quam navium, dicti quatuor milia ducati solvi debeant et restitui illis qui illos mutuaverunt, vel civibus nostris suprascriptis si illos solverint et omne damnum et interesse quod exinde sequentur. Et non possit presens pars revocari sub pena contenta in parte nova contrabanorum.

Nota quod die quinto septembris, per literas publicatas vigore partis suprascripte, scriptum fuit Regimini Crete quod solveret pro ducatis III^M^VII^C^ hic habitis nobilibus infrascriptis iperpera infrascripta.

Nobili viro Ludovico Michael iperpera 1450.
Nobili viro Sandro Barbo iperpera 1812 cum dimidio.
Nobili viro Luce Michael iperpera 3725.
Nobili viro Luce Michael predicto iperpera 3728, soldi viginti.
Nobili viro Sandro Barbo predicto iperpera 2900.
Que summant iperpera 13415, soldi 4.

1. *Plezaria*, *plecaria*, *plegiaria* : « caution, garantie. »

1411 7 septembre. f° 51 r°

Ordre au gouverneur de La Canée, qui se rend à son poste, d'envoyer au plus tôt quatre mille staros de blé à Venise.

30 septembre. f° 56 v°

Election des cinq sages de Crète.

13 octobre. f° 59 v°

Grains à envoyer par navires désarmés.

24 octobre. f° 62 r°

Ordre au gouvernement de Crète d'élire deux capitaines et d'armer deux galères, pour le Golfe, et de les faire partir, dans le courant de février prochain, pour Modon, puis de là pour Corfou et la Dalmatie, si d'autres ordres ne leur sont pas envoyés.

13 novembre. f° 67 r°

Ordre aux débiteurs insolvables de rentrer en Crète ; création d'une Chambre pour les concorder avec leurs créanciers. On fait une mention spéciale des matelots comme étant très pauvres.

1412 15 mars. f° 99 r°

Nicolas Victuri a été poursuivi par le gouvernement de Crète, avant que celui-ci n'ait reçu l'ordre de le faire, de la part du Sénat. On remet Victuri en liberté, en ordonnant toutefois de continuer l'instruction du procès.

29 mars. f° 101 r°

Deux galères de Crète sont à Sebenigo en Dalmatie ; les Crétois ont armé une troisième galère qui est allé à Jadra retrouver le capitaine du Golfe. Ordre est donné aux deux premières de surveiller les Turcs.

15 mai. f° 108 r°

Autorisation à la trésorerie de Crète de dépenser une partie des 3,000 hyperpères qu'elle a perçus des revenus de l'archevêché, pendant sa vacance, pour l'achat d'ornements et de linges d'église décents.

22 juillet. f° 128 r°

Ordre à une galère de Crète d'accompagner jusqu'à Constantinople les galères de Romanie, à cause des armements des Turcs.

14 septembre. f° 133 v° 1412

Ordre au gouvernement de Rethimo d'accepter les offres de Dimitri de Maxos, qui se charge de réparer le port; mais on ne veut pas que la dépense dépasse 300 hyperpères.

30 septembre. f° 137 r°

Election des cinq sages de Crète.

27 octobre. f° 137 v°

Interdiction faite aux Juifs de posséder des boutiques ou des magasins, en dehors des quartiers juifs.

Capta. — Cum sicut habuimus per literas nobilis viri Ser Laurentii Donato Rectoris nostri Rethimi, aliqui nobiles cives et feudati terre nostre Rethimi coram eo querelantur; exposuerunt quod Judei dicte terre, non contenti de utilitatibus et inextimabilibus lucris que consequunt(ur) ex usuris et collegantiis, capiunt totum lucrum et conviamen quod consequitur, in illa terra, ex arte et exercicio mercantie, in tantum quod dici potest quod ipsi Judei sint domini denariorum et hominum illius terre et districtus, et ulterius quod ipsi Judei occupant quasi omnes stationes, appothecas et magaccna, tam posita super platea Rethimi, quam circa et prope ipsam plateam, quod est cum notabilissimo damno ipsorum nostrorum fidelium et totali dissertatione sua, quia soli ipsi Judei vendunt et expediunt mercantias suas et ipsi cives nostri cum de dictis appothechis habere non possint, aliquid vendere non possunt, nec habere aliquid conviamen. Cumque dictus noster Rector considerans quod nec ubi per civitates et terras nostras insule observatur quod dicti Judei habeant stationes extra Judaicam eis deputatas; cognoscens etiam damna et sinistra que dicti nostri subditi substinent occasione prefata, voluisset circa hoc providere, reperit quoddam privilegium concessionis facte per condam Ser Marcum Marcello dum esset Rector Rethimi cuidam Salomoni, condam Lazzari de Meir, Judeo et filiis, heredibus, proheredibus, descendentibus suis, per quod conceditur eis et cuilibet eorum, posse tenere stationes et appothecas in platea et locis Rethimi extra confinia Judaice, et licet ipse noster Rector amplissime cognoscat damna maxima que paciuntur omnes fideles nostri Rethimi et quod istud est contra bonas et laudabiles consuetudines, que observantur in aliis terris insule et contra formam commissionum Rectorum, qui non debent permittere dictos Judeos stare nec habere locum aliquem extra Judaicam, eis deputatam, tamen quod non potest se impedire de terminationibus factis per precessores suos, predicta per suas literas nostro dominio fecerit distincte manifesta, ut providere possimus prout est consonum atque iustum; et propterea, attentis omnibus suprascriptis. Vadit

1412 pars, revocando dictam concessionèm et privilegium factum per dictum condam ser Marcum Marcello, tamquam factum contra ordines nostros. Quod mandetur ipsi Rectori nostro Rethimi et successoribus suis quod nullo modo debeant permittere aliquem Judeum, de cetero, habere neque tenere aliquam stationem, appothecam vel magacena, super dicta platea Rethimi, nec circa, nec prope ipsam plateam, ullo modo vel ingenio, sed illas appothecas et stationes teneant et habeant intra Judaicam eis deputatam, sicut observatur in Candida et in Canea. Verum si pro collocando caseum et vina et alias mercationes erunt necessaria ipsis Judeis aliqua magacena ultro ea que habent intra Judaicam dictam, possint accipere et tenere de magacenis existentibus in burgis dicte terre Rethimi et non alibi, ullo modo. Et circa factum exercendi mercantiam, dicti Judei sint et reducantur ad illammet condicionem in totum, ad quam sunt et habent ceteri Judei habitatores Candide et Canee, sicut est conveniens et honestum.

De partes omnes alii — de non 2 — non sinceri 10.

Même date. f° 138 v°

Autorisation, accordée au duc de Crète [1], d'armer une galiote, à ses frais, pour revenir à Venise, et de la renvoyer ensuite en Crète.

1413 3 janvier. f° 146 v°

Ordre aux trois galères de Crète de partir pour le Golfe, avant le 15 mars.

14 janvier. f° 145 r°

Ordre au gouvernement de Napoli d'envoyer son excédent de 14,000 hyperpères en Crète, où le gouvernement les gardera en attendant des ordres de Venise.

29 janvier. f° 151 v°

Permission, accordée au gouverneur de La Canée, d'armer une galère, à ses frais, pour revenir à Venise.

1. Probablement Léon Dandolo, car la chronologie des ducs de Crète, de 1412 à 1415, est peu claire. Voici ce que dit l'auteur de la *Creta sacra* : « Leo Dandulus, ut refert in suo Chronico Andreas Cornelius, Cretam anno 1412 appulit. Del 1412 (haec sunt Chronologi verba) venne Duca in Candia Leo Dandalo, al qual successe il medesimo anno Francesco Foscari, e del 1413, li dette cambio, e arrivo Duca in Candia Francesco Bembo » (II, p. 368).

8 février. f° 152 v° **1413**

Prescriptions au sujet de l'importation de mules et de chevaux à Candie.

Capta. — Cum captum fuerit alias quod, per quinque annos tunc sequentes, complaceretur domino Duche Egeopelagi quod posset mittere et facere conduci, de suis insulis, ad vendendum et vendere in nostra civitate Candide, omni singulo anno, inter equos et mulos XXV in triginta et dictus terminus dicte concessionis expiraverit; et ipse dominus Ducha iterato cum instantia supplicari fecerit quod iterato concedamus eidem posse facere conduci, ad dictam insulam, de dictis suis equis et mulis usque octoginta. Vadit pars quod similiter mittere et conduci facere possit de suis insulis ad vendendum in Candidam omni anno XL inter roncenos et mulos — qui sint ronceni silvestres et muli a sauma, observando in dicta venditione modos ordines deinde. Et staret hec concessio per annos quinque proximos. Et similiter mandetur Regimini nostro Crete quod non possit recipere nec scribi facere dictos equos nec aliquem eorum in aliqua varnitione.

13 avril. f° 173 v°

L'envoi de 16,000 hyperpères, à Candie, a été fait par le gouvernement de Napoli [1].

29 avril. f° 176 r°

Garantie accordée à ceux qui payent les impositions qui incombent à l'archevêque de Crète.

Capta. — Quia per impositiones sive reffusuras, ad quas positus fuit dominus Archiepiscopus Cretensis, ipse dominus Archiepiscopus, sive conditio sua missa est inferius ut solvat ad terminos ordinatos et captos, iuxta formam partis, et, sicut omnibus est manifestum, ipse dominus Archiepiscopus est in Candida et non potest habere notitiam termini brevis solutionis; sui aut(em) attinentes, qui non habent commissionem ab eo, vellent libenter providere ut dominus Archiepiscopus non incurreret penam, sed ipsi non vellent remanere perditores, pro casibus occurrentibus. — Vadit pars quod solventibus ipsis suis attinentibus id quod tangit pro refusuris domino Archiepiscopo iuxta formam partis, quia accipient denarios ad cambium, si acciderit interim aliquid de persona domini Archiepiscopi, ipsi sui attinentes qui solverint aut se constituerint plecios vel fideiussores possint habere et habent regressum in bonis Archiepiscopatus, in tanta summa pecunie quanta soluta fuerit ac in damnis et

1. Voir au 14 janvier précédent.

1413 interesse que occurrerent. Et similiter intelligatur si ipse dominus Archiepiscopus non vellet solvere quod ipsi sui attinentes habent regressum, etc., ut supradictum est.

Et similiter ad eamdem conditionem sint omnes Episcopi, prelati et beneficiati locorum nostrorum existentium extra Culfum.

18 mai. f° 180 v°

Le gouvernement de Crète ayant informé le Sénat que Zanachius Quirino, gouverneur de Tine et de Micone [1], est allé habiter Staupalia [2], on lui ordonne de revenir à son poste dans le délai d'un mois, et l'on recommande au gouvernement de Crète de le surveiller.

Même date. f° 181 r°

Ordre au gouvernement de Crète de renvoyer à Modon, après avoir remboursé les 1,300 ducats qu'il a empruntés à Venise, le reste des 16,000 hyperpères reçus de Napoli, que le capitaine du Golfe employera pour payer ses hommes.

4 mai. f° 184 r°

Ordre à la galère de Crète, qui a hiverné en Dalmatie, d'aller à Modon avec une autre galère, pour être plus en sûreté, puis de se rendre en Crète, pour procéder à son désarmement.

19 juin. f° 191 v°

Envoi de syndics extraordinaires dans le Levant; ceux de Crète s'y rendront par les bateaux des vendanges.

Même date. f° 192-193

Instructions relatives aux affaires des syndics et à leur traitement, ainsi qu'à un emprunt destiné à y subvenir.

Sindici Romanie. — . . . .

Et quia est omnino providendum quod intromissiones que fient per ipsos sindicos producantur ad finem, nam sine dubio maius esset onus nostro dominio et nostris subditis, similiter esset maior disconfortatio, investigatio, ac cognitio debitorum et enormitatum ac extorsionum Rectorum et offitialium nostrorum, si, illis notis, dimitterentur impuniti, quam si restaretur mittere sindicos ad partes predictas, ordinetur et captum sit quod quilibet ipsorum sindicorum habere debeat salarium suprascriptum, videlicet : Libras XXV gros-

1. Iles de l'Archipel, au sud d'Andros.
2. Staupalia ou Staupalie, île de l'Archipel : l'ancienne Astypalaia.

sorum, pro quolibet, ante suum recessum de Venetiis, et si infra **1413** menses XVIII, incohandos die quo Venetiis applicuerint, dederint finalem expeditionem omnibus intromissionibus per eos factis, tunc et eo casu habere debeant id quod intrabit in tempore quo stabunt ultra menses quatuor, ad rationem ducatorum XX in mense, et tot denarios de pecunia nostri comunis quot ascendent ad summam medietatis omnium et singularum condemnationum pecuniarum, per eos factarum per placitare suum ad rationem solitam exigi per sindicos et, per elapsum, fuerunt ad partes prefatas, et condemnationes predicte pecuniarie, subito postquam facte fuerint per eos et placitare suum, sint nostri comunis, que exigantur per camerarios nostri comunis, ad rationem et computum solitum exigi per sindicos locorum prefatorum. Et illi qui dictas condemnationes solvere tenerentur subiaceant partibus et ordinibus nostris, non possendo eligi in officiis et beneficiis nostris et omnibus aliis stricturis quibus subiacent debitores nostri comunis, uti in partibus superinde captis diffusius continetur, possendo etiam ultra hoc intromittere et pignorare debitores predictos. Verum si transactis dictis mensibus XVIII, una seu plures de intromissionibus factis, per sindicos prefatos vel de capitulatis per eos, restaret expediri tunc, et eo casu, dicte libre decem grossorum, quas habuerint, teneantur restituere nostro comuni et ulterius id quod habere deberent pro tempore quo stetissent ultra menses quatuor, sicut superius dictum est, remaneant in nostro comuni; et dicta medietas condemnationum pecuniariarum quas habere debeant, sicut superius dictum est, sit nostrorum advocatorum comunis, si ipsi advocatores infra spatium seu terminum mensium quatuor, post complementum mensium XVIII prefatorum, dederint et posuerint complementum et expeditionem omnibus intromissionibus que remansissent ab expeditione sindicorum prefatorum, et aliter non; verum ut impedimentum seu difficultas cadere non possit, ita quod dicti sindici infra dictum spatium dictorum XVIII mensium et successive nostri Advocatores infra terminum mensium quatuor, sicut superius continetur, dare possint integraliter finem intromissionibus suprascriptis, ordinetur quod similiter post suum reditum Venetias, usque ad menses XVIII quilibet dies lune, de mane, et post prandium, sit datus et deputatus ipsis sindicis et cuilibet eorum, ita quod ipso die habeant consilium de XL[ta] pro expeditione eorum que expedire et placitare habebunt. Et nihil aliud fieri seu poni possit in dicto consilio de XL[ta] ipso die, sub pena ducatorum V[C] in bonis propriis illius, vel illorum, qui poneret partem seu partes in dicto consilio, seu legeret gratiam aliquam, seu aliquid aliud, sicut superius dictum est; quam penam exigant Advocatores comunis, salvo si dicti Sindici omnes assentirent quod ipso die, in dicto consilio, secundum casus occurrentes posset poni et praticari aliquid, quo casu, tunc sine aliqua pena possint fieri in dicto consilio ea que videbuntur, secundum necessi-

1413 tates et casus requirentes, et aliter sine consensu ipsorum sindicorum, quicquid fieret et poneretur in dicto consilio, sit nullius efficacie vel vigoris, salvo etiam et reservato quod si per dictum consilium de XLta, per XXXta de dicto consilio, captum fuerit de attendendo ipso die ad aliud quod videretur maioris importantie, propter casus qui occurrere possent, quo casu non obstante consensu dictorum sindicorum possit in dicto consilio fieri et poni prout nunc videbitur opportunum. Et in isto casu dictus terminus mensium XVIII, impositus ipsis sindicis, tot diebus prorogetur ipsis sindicis, ultra dictos menses XVIII, quot vicibus sive diebus fuerit ipsis acceptus per modum predictum. Et similiter observetur infra terminum mensium quatuor, deputatum nostris Advocatoribus comunis, sicut superius dictum est; et si ipse dies lune erit festivus, seu consilium rogatorum deputatum sit etiam pro causa suprascripta, dies martis tunc sequentis, cum conditionibus omnibus suprascriptis. Possint insuper ipsi sindici requirere omne aliud consilium et similiter consilium de XLta, omnibus aliis diebus, prout fuerit necesse. Et consiliarii iuxta solitum teneantur dare eis et cuilibet eorum illud consilium quod requirent, ultra dictum diem lune, sub debito sacramenti. Verum si dicti sindici ante terminum mensium XVIII, posuerint finem intromissionibus prefatis, tunc dictum consilium de XLta, ipso die lune, expeditis omnibus intromissionibus sindicorum prefatorum, non intelligatur habere stricturam suprascriptam, sed remaneat et sit sicut est ad presens. Ceterum ordinetur quod si aliquis eorum qui per ipsos sindicos fuerint condemnati, non habuerint unde solvere possint condemnationem pecuniarum, ne comune nostrum habeat istud damnum, quod in isto casu ipsi sindici nichil habeant e nostro comuni pro condemnationibus predictis.

Et, ut habeantur persone sufficientes, ordinetur quod dicti sindici et provisores habere debeant de salario libras XXXta grossorum hic Venetiis, ante suum recessum, pro quolibet, pro primis quatuor mensibus, et ab inde in antea, ducatos XXX in mense pro quolibet, Sed quia de hinc cum difficultate reperiretur pecunia prefata, et etiam id quod erit necesse pro suis expensis, ordinetur quod hic Venetiis accipiantur ad cambium libre CLXXX grossorum, causis suprascriptis, et mittantur ad solvendum in Candidam per regimen nostrum deinde, et dictum regimen teneatur solvere cambium predictum ad terminum qui deputabitur per dominium, sub pena librarum VC in suis propriis bonis, quam in hoc casu exigere debeant sindici nostri prefati a dicto regimine, sub debito sacramenti, et illam ponere in comune. Et pro executione huius nostri mandati, ordinetur quod sapientes ordinum, seu alii qui dominio placebunt, debeant accipere, seu facere dictum cambium, cum illis modis, conditionibus et pactis, que dominio videbuntur, faciendo etiam illis talibus qui facient seu accipient dictos denarios, nomine nostri do-

minii omnem promissionem et cautelam, ita quod sint securi et quod non habebunt per hoc aliquod damnum seu interesse. Et ut Regimen nostrum Crete non recipiat aliquod damnum propter non esse previsum de ista nostra deliberatione, ordinetur quod per presentem navem Nicolai Foravante ituram ad partes Crete seu aliam que de proximo recederet, debeat scribi dicto Regimini de deliberatione suprascripta et de pena quam incurreret si non observaret mandatum dominii, ut sit previsum et possit invenire et parare pecuniam necessariam pro solutione cambii suprascripti. Et etiam si illam parare non posset, possit et debeat illam accipere mutuo a Judeis ut omnino observetur intentio suprascripta, et in hoc casu dictam pecuniam restituere debeant ipsis Judeis infra duos menses sub pena librarum CCC, in suis propriis bonis, que exigatur per modum suprascriptum et ponatur in comune, dando de hoc notitiam dictis Judeis, ut ipsi libentius ipsam pecuniam mutuare condescendant, habeant etiam ipsi sindici de toto eo quod intromittent et condemnationem et sententiam facient medietatem sicut alii provisores et sindici soliti sunt habere. Et possint illi duo sindici ituri in Cretam expendere ducatos duos auri in die inter eos, ducendo familiam contentam in parte sapientum ordinum, et similiter possint expendere alii sindici ituri Negropontem et ad alia loca, etc., cum aliis libertatibus et conditionibus contentis in capitulo sapientum ordinum, sicut distincte continetur. 1413

SEN. MISTI R. 50 1413-1414.

7 juillet. f° 4 r°

Arrêté par lequel il est stipulé que les galères d'Alexandrie devront conduire à Candie les choses que la république a à y envoyer, et fournir le passage aux gouverneurs et aux autres officiers auxquels la République doit le passage.

17 juillet. f°s 8-9

Commission aux syndics qui doivent aller en Romanie et en Crète, pour recevoir les plaintes qui seraient faites contre les gouverneurs et les officiers envoyés par la République.

Quod fiat Commissio Sindicis ituris ad partes Romanie et Crete.

Nos Michael Steno dei gratia dux Venetiarum, etc. Committimus vobis nobilibus viris Andree Gisi, Nicolao Erizo, Jacobo Michael et

1413 Francisco de Garzonibus, dilectis civibus et fidelibus nostris, quod pro bono ortamine, salute, et conservatione locorum nostrorum Corphoy, Coroni, Mothoni, Insule Crete, Neapolis Romanie et Nigropontis, Albanie et aliorum locorum nostrorum; et ut subditi et fideles nostri illarum partium sentiant et videant dulcedinem et benignitatem nostram et ad ipsorum statum pacificum et tranquillum nos plurimum vigilare, in nolendo aut permittendo quod aliquis subditus noster oblique vel indirecte tractetur et contra debitum rationis, de nostro mandato vos Jacobus Michael et Franciscus de Garzonibus ire debeatis in nostros solemnes provisores et sindicos ad partes antedictas, eundo solummodo per totam insulam Crete et conferendo cum Duca, Consiliariis et Capitaneis nostris Crete, et aliis nostris Rectoribus insule Crete, cum quibus habita collatione insimul, quando vobis utile apparebit, faciatis publice proclamari quod omnes volentes conqueri et gravare se de extorsionibus aliquibus, gravaminibus, violenciis, vel aliis insolenciis, seu malis que quomodolibet recepissent a Rectoribus vel offitialibus nostris, qui in partibus illis extitissent a decem annis citra, debeant comparere coram vobis ad deponendum querelas suas ordinate, et ad dandum et producendum testificationes probationes et oppositiones suas, in assignando eis illum terminum vel terminos super hoc, quos videbitis competentes. Vos autem Andrea Gisi et Nicolaus Erizo ire debeatis in nostros solemnes provisores et sindicos ad dictas partes, eundo ad partes Corphoy, Mothoni, Coroni, Neapolis Romanie, Nigropontis et Albanie ac aliorum locorum secundum formam partis electionis vestre.

Omnes autem querellas, cuiuscumque conditionis existant, testificationes et probationes per modum predictum, quas conquerentes ipsi volent producere, faciatis ordinate poni in scriptis, si vobis videbitur, observando modum in inquisitionibus et querelis quem faciunt et observant nostri advocatores comunis in Veneciis. Et omnia que examinaveritis et feceritis, tenemini ordinate in reditu vestro Venetias portare. Et cum applicueritis Venetias omnes vos tenemini omnino infra menses XVIII expedivisse et placitasse in nostris consiliis ordinatis, cum illa libertate et auctoritate, sicut faciunt et facere possunt nostri advocatores comunis omnia intromissa per vos Que consilia debeant vobis dari, secundum formam creationis vestre. Et teneantur esse consiliarii in dictis consiliis, ita quod bancha sit in ordine, sub pena librarum C. pro quolibet et qualibet vice, quarum medietas sit vestrum sindicorum et alia medietas nostri comunis, de qua pena non possit etiam fieri aliqua gratia sub dicta pena, que dividatur ut supra. Et ut Rectores et offitiales quos reperietis in culpa, qui forent in illis partibus non possint se excusare, tenemini dictis Rectoribus et offitialibus, vestris litteris significare et committere ac sibi imponere penam et penas, quod debeant mittere Venetias suum procuratorem legiti-

mum ad defendendum jura sua, aut directe Venetias venire; alioquin procedetis contra eos, sua absentia non obstante. Et non possit dictis Rectoribus et officialibus ultra terminum per vos primo sibi datum amplius ellongari, nisi per tres vestrum, in probando quid volent ad sui defensionem, denotando eis capitula super quibus debent fieri procuratores et commissiones ad respondendum. 1413

Insuper quod per ultimos sindicos ct provisores nostros destinatos ad dictas partes Levantis, formati fuerunt aliqui processus et accepte nonnulle testificationes quas omnes assignarunt nostris Advocatoribus comunis et sic remanent suspense, et utile sit quod omnes tractentur equaliter; committimus vobis quod accipere debeatis a dictis nostris Advocatoribus comunis omnes scripturas eis presentatas per ipsos Sindicos et ipsas portare vobiscum, ut si vobis videbitur super ipsis de novo accipere alias testificationes et formare alios actus, possitis facere ut potestis de aliis vobis commissis. Et sic teneantur dicti Advocatores comunis eas vobis dare et assignare.

Insuper quod in locis nostris Crete, Coroni et Mothoni et aliorum locorum nostrorum predictorum, a bono tempore citra alique rationes frumenti ac aliorum bladorum et quamplurium aliarum rerum et diversarum nostri comunis non fuerint vise et examinate, et sit bonum et utile pro bono et utilitate nostri comunis quod generaliter omnes rationes nostri comunis per vos videantur et examinentur, committimus vobis quod debeatis diligenter videre et examinare omnes rationes frumenti et aliorum bladorum ac omnium aliarum rerum spectantium nostro comuni, cuiuscumque conditionis existant et de quocumque tempore, ut vobis videbitur fore necesse, habendo super hoc illammet libertatem quam habetis de aliis vobis commissis.

Insuper debeatis inquirere si damna et extorsiones facte sunt per dictos Rectores et officiales ac alias personas, contra nostrum comune, cum illa libertate et modis omnibus quos habetis de aliis vobis commissis.

Verum si quis Rector, officialis vel alius commisisset tale quid et sic enorme quod suspicaremini quod non venirent Venetias, juxta preceptum sibi factum per vos propter gravitatem delicti, tunc in isto casu vos Provisores et Rector loci, existente ipso Rectore de hac opinione vobiscum, possitis ipsum officialem vel alium personaliter facere detineri et mitti Venetias sicut vestre discretioni videbitur, considerata eius culpa.

Insuper quia fertur, quod in Insula Crete, Nigropontis, et omnibus aliis locis facta fuit et fit mala administratio bonorum et pecunie nostri comunis, habeatis libertatem plenariam inquirendi, et examinandi ac diligenter investigandi, tam per viam inquisitionis, quam per testificationes, querellas, et scripturas contra omnes qui videntur vobis suspecti, et male administrasse vel occupasse bona et pecuniam nostri comunis. Et omnes tales quos culpabiles inveneritis

1413 condemnare et compellere possitis ad restituendum totum illud, quod cognoveritis illos indebite administrasse, et male accepisse, per illum modum, et cum illa libertate, quam habent et observant Officiales nostri Rationum veterum in Venetiis, contra male administrantes bona et havere comunis, ita quod in isto casu sitis Officiales rationum, possendo etiam illos, in casu quo vobis videretur esse enorme quidam, placitare pro parte furantium. Et de toto eo quod exigeritis, habere debeatis medietatem, et si esset accusator, habeat tertium et teneatur de credentia, vos sindici tertium et comune reliquum. Et scribatis et mandatis Regiminibus Crete et aliorum dictorum locorum, quod dare vobis debeant auxilium et favorem, tam de notariis, quam de omnibus aliis, quociens ab eis requisiveritis illud, pro dicta executione, contra quoslibet per vos condemnatos, facienda, quam exequucionem si complere non poteritis ante discessum vestrum de portibus in quibus fueritis, committere debeatis illam faciendam Rectoribus locorum, ubi illam complere non poteritis. Quibus Rectoribus commisimus, et efficaciter mandavimus, ut que sibi commiseritis debeant observare. Verum si condemnati per vos de condemnationibus quas feceritis per sententiam contra eos, conqueri voluerint, habeant libertatem recurrendi ad nostrum ducale dominium vel ad alia loca, ad que recurrere possunt illi qui conqueri volunt de officialibus rationum, et prosequi ius suum contra vos Provisores et Sindicos. Et si fueritis male condemnasse convincti et a condemnatis exigisse, debeatis totum quod exigeritis et habueritis restituere, et quartum plus pro pena.

Insuper licet per suprascripta capitula, sit vobis data libertas inquirendi contra omnes generaliter, qui fuissent in partibus et locis supra nominatis a decem annis citra, tamen vos advisamus, quod non potestis vos impedire de illis processibus qui iam forent abinati[1] et intromissi per advocatores comunis nostri, qui advocatores teneantur dictos tales processus et intromissiones dare vobis in scriptis, ut sciatis quid debeatis observare, intelligendo quod potestis sindicare omnes Rectores et officiales qui habuissent et haberent regimina vel offitia per gratiam.

Insuper tenemini et debetis, pro possendo melius habere informationem et veritatem rerum que non forent bene facte per offitiales et Rectores nostros illarum partium, convocare et interrogare separatim de nostris fidelibus dictorum locorum, usque ad numerum XII ad minus pro quolibet locorum, tam grecis quam latinis, et plures si vobis videbuntur, et illas personas que vobis videbuntur, et dare eis et cuilibet eorum sacramentum quod dicant et propalent omnia que sciverint vel audiverint esse acta per aliquem Rectorem vel officialem loci unde erunt, contra honorem nostrum et contra jus et justitiam vel in damnum nostri comunis, vel alicuius persone

1. Ce mot ne se trouve pas dans Ducange.

indebite et injuste, ut vos clarius possitis procedere et facere officium vestrum, secundum formam vestre commissionis. Et simile sacramentum dent, si sciunt per aliquem bona nostri comunis fuisse male administrata seu occupata. Insuper possitis facere fieri omnes alias proclamationes solitas fieri pro inveniendo furta que ibi committuntur, ut veritatem habere de omnibus possitis. **1413**

Item sciatis quod de aliqua condemnatione vel sententia que fiet per placitare vestrum vel alicuius vestrum non potest fieri aliqua gratia, donum, remissio, recompensatio, termini ellongatio, nec aliqua declaratio, nisi per sex consiliarios, tria capita de XL[ta], XXXV de XL[ta] et tres partes maioris consilii.

Insuper pro transitu vestro de uno loco ad alium scribimus per nostras literas et Bailo et capitaneo Nigropontis et consiliariis suis, quod ad omnem vestram requisitionem, mittere debeant galeam Nigropontis vel aliud sufficiens et tutum navigium, in omnem partem ubi fueritis, ad levandum et conducendum vos Nigropontem, et similiter existentibus vobis in Nigroponte, dictam galeam existentem armatam vel aliud sufficiens et tutum navigium vobis consignare faciat dictum Regimen pro passagio vestro, intelligendo quod dicta galea Nigropontis sit solum pro sindicis Nigropontis et aliorum locorum Romanie, et non pro sindicis Crete, et insuper scribimus dicto Regimini Nigropontis, ac aliis Rectoribus partium Romanie, quod debeant vobis de pecuniis necessariis, pro expensis vestris et familie vestre, vobis subvenire sicut ab eis duxeritis requirendum.

Et similiter scribimus capitaneo et supracomitis nostris Culphi et aliis capitaneis nostrorum navigiorum armatorum, quod in casu quo se reperirent in illis partibus Insule Crete, vel Romanie vel aliis ibi prope, et fuerint requisiti tam a vobis sindicis Crete, quam a vobis sindicis Romanie et Nigropontis, et tam oretenus quam per literas, quod cum una ex dictis galeis, vel navigiis, vos levare et conducere debeant ad aliquas partes ipsi debeant vos levare et conducere prout duxeritis ordinandum pro celeri expeditione agendorum vobis commissorum, dummodo non essent aliis nostris maioribus agendis occupati. Et tunc quum non possetis per dictum modum habere passagium vos providere debeatis de transitu vestro prout vobis melius videbitur, et cum quam minori expensa poteritis nostri comunis.

Insuper observare debeatis partem alias captam in Rogatis, videlicet : cum sint multa loca, territoria et possessiones nostri comunis que debeant incantari et deliberari in insula Crete et Nigropontis et aliis locis nostris, de quibus est utile providere, ita quod non decipiatur comune nostrum, capta fuit pars quod stringatur et prohibeatur quod Cancellarii, Scribe, vel Notarii Camerarum Crete, vel aliorum locorum, vel alii pro eis, vel eorum nomine non possint de cetero accipere ad incantum ullo modo de illis territoriis et locis

1413 vel possessionibus nostri comunis sub pena perdendi totum quod acciperent, et sic scriptum fuit Duche et Consiliariis Crete et aliorum locorum, et sic iniunctum fuit in suis commissionibus quod sic teneantur et debeant observare et facere observari.

Item ordinetur quod supracomitus generalis Nigropontis presens et futuri, non possint accipere ad incantum de illis territoriis, locis et possessionibus nostri comunis, sub omnibus penis et stricturis contentis in capitulo suprascripto.

Item commissum est predictis Duche et Consiliariis Crete quod debeant facere solvi de presenti totum et quidquid predicti cancellarii, Notarii aut Scribe tenentur solvere nostro comuni, occasione terrenorum, locorum et possessionum, quas habuissent a nostro comuni, intromittendo et vendendo de bonis illorum, si non solverent, ut dictum est; quam partem vos, provisores et sindici, similiter observari facere debeatis.

28 juillet. f° 14 v°

Les syndics emportent 700 ducats comme prêt que le gouvernement de Crète devra accepter pour ses payements ; et s'il ne peut rendre cette somme avant l'arrivée des galères d'Alexandrie, les syndics auront le droit de l'emprunter aux Juifs ou à d'autres personnes.

24 juillet. f° 16 r°

Ordre à une galère de Crète d'accompagner les galères de Romanie.

26 août. f° 23 v°

Grains, cire, épices à transporter par navires désarmés.

30 septembre. f° 35 v°

Election des cinq sages de Crète.

21 novembre. f° 50 v°

Ordre au gouvernement de Crète d'armer deux galères, l'une pour la Dalmatie, l'autre pour Négrepont et l'Archipel.

Même date. f° 50 v°

Crédit de 1000 ducats d'or à un conseiller, pour la réparation de sa citerne et la construction d'une cuisine.

23 février. f° 73 r° **1414**

Amende de 1000 ducats d'or prononcée pour changement de galères.

Cum senciatur quod in Candida observatur quod postquam deputata sunt corpora galearum, que armantur deinde ad Culphum, de nostro mandato, et etiam postquam dicte galee palmizate sunt, dicte galee sic palmizate et deputate permutantur seu cambiantur, quod est cum sinistro et damno nostri comunis, propter expensas iam factas et positas in aptatione ipsarum galearum et palmizatura earum, sitque propterea super hoc necessarium providere.

10 février. f° 75 v°

Abraynus Antéron Arminus demande à venir de Trébizonde avec 880 familles pour habiter la Crète et échapper aux Turcs; on lui offre la Crète ou Négrepont et on lui promet de le traiter comme les autres fidèles : *cum faciat pro nostro dominio quod loca nostra repleantur gentibus et specialiter personis que querunt vivere pacifice, juste et ex sudore suo.*

27 mars. f° 87 v°

Le lieutenant du grand maître de Rhodes a demandé en Crète, à cause de la grande disette où se trouve l'île de Rhodes, l'achat de 12,000 mesures de froment. Le gouvernement de Crète ayant demandé des instructions : *considerans gravitatem et periculum ad quod subjacet ipsa civitas et insula Rhodi, et quia habet in nostro communi magnam quantitatem frumenti pizati de quo multum perderetur*..., il est autorisé à vendre aux Rhodiens le blé nécessaire.

29 mars. f° 88 v°

Délibération pour défendre le transport de marchandises au Caire, à l'exception des Crétois qui pourront toujours y porter leur vin et leur fromage et y acheter des *Jocalia*. La motion est repoussée par 46 voix contre 18 et 10 abstentions.

31 mars. f° 89 r°

Election des cinq sages de Crète.

2 avril. f° 93 r°

Vu l'indigence où se trouvent Coron et Modon pour payer les troupes, on ordonne au gouvernement de Crète d'y envoyer 6,000 hyperpères en ducats ou torneselli.

1414 16 avril. f° 101 v°

Arrêté pour le transport des draps.

18 juin. f° 122 v°

Ordre au capitaine du Golfe d'aller, avec ses galères, défendre Coron, Modon et Négrepont; il devra recevoir du gouvernement de Crète de l'argent pour payer ses hommes, et on lui recommande: *ut etiam pauperes homines de Creta tractentur humaniter et equaliter.*

19 juillet. f° 130 r°

Ambassade au Grand Turc.

Même date. f° 131 v°

Interdiction de l'exportation, hors de Crète, des bois de Cyprès.

Capta. — Cum lignamina cupressi insule Crete de die in diem consumentur et veniant ad minus, propter magnam quantitatem que continue extrahitur extra Insulam et conducitur ad diversas partes et loca, ac etiam propter ignes qui ponuntur per villanos in nemoribus et montibus ubi sunt omnes cupressus; et dicti cupressus iam venerint ad talem conditionem quod muli qui vadunt ad onerandum dicta talia lignamina, pro conducendo illa ad civitatem, male possunt ire ad loca, sive ad montes in quibus reperiuntur, quia omnia illa que erant in locis habilibus consumpta sunt et incisa, et nisi presto provideatur, usque breve tempus venient tantum ad minus quod nullo modo animalia poterunt ire ad onerandum lignamina predicta, que sunt talis nature quod, ustis vel incisis arboribus, radices eorum vel truncus non pullulant, ac etiam illa que nascuntur de novo, multo tempore tardant cressere; ex quo manifeste sequitur quod, nisi provideatur, insula Crete habebit magnum incomodum et sinistrum de dicto lignamine cupressino, tam pro edificandis domibus, quam pro navigiis construendis et aliis laboreriis necessariis, et utile et necessarium sit providere pro bono et comodo insule nostre Crete et fidelium nostrorum deinde, quod dicta lignamina cupressi non extrahuntur de insula, sed remaneant in insula, ut fideles nostri possint eorum navigia, domos et alia laboreria facere, et ne conducantur, per diversa media ad loca et terras prohibitas. Vadit pars quod de cetero ordinetur quod lignamina cupressi non possint ullo modo, forma, vel ingenio extrahi de insula nostra Crete pro conducendo ad aliquas partes extra insulam, sub pena amittendi lignamen quod extraheretur, et pro pena tantum quantum valerent dicta lignamina, cuius pene tertium sit accusatoris, et teneatur de credentia, tertium sit Rectoris, cui facta fuerit accusatio, et aliud tertium comunis; et non possit aliquis Rector noster insule Crete,

concedere alicui, cuiuscumque conditionis existat, extrahendi dicta lignamina cupressina de insula Crete, pro conducendo extra insulam, sub pena ducatorum quingentorum in suis propriis bonis, quam exigant Advocatores comunis Venetiarum, habentes partem ut de aliis sui officii, non intelligendo in hoc capsas, coffanos, tabulas a mensa et alia laboreria facta de dicto lignamine que extrahi possunt, secundum usum. Verum si fideles nostri vellent de dictis lignaminibus conducere per Insulam de una terra ad aliam, teneantur recipere contra literam a Rectoribus nostris et illam presentare Rectori nostro illius terre insule nostre Crete, ad quam portabunt lignamen predictum, et portare literam dicti Rectoris quod illuc portaverit lignamen predictum, qui Rectores faciant videre quantitatem conductam ne fraus committi possit, et si hoc non observarent, cadant ad penam suprascriptam, et teneantur omnes Rectores nostri presentem partem in locis sui regiminis facere publicari, ut omnibus nota sit. 1414

19 juillet. f° 132 r°

Envoi de la galère de Candie à Négrepont pour la sécurité de l'île.

21 juillet. f° 136 r°

Un vaisseau Crétois ayant été capturé par les Turcs, on ordonne au gouvernement de Crète de le faire restituer à son propriétaire si l'on parvient à le ressaisir, et, dans le cas contraire, de lui donner un vaisseau qu'on a pris sur les Turcs.

20 août. f° 143 r°

On redoute une attaque des Turcs contre Négrepont.

4 septembre. f° 150 v°

Grains à amener par navires désarmés.

6 septembre. f° 150 v°

Mesures pour le transport des draps.

11 septembre. f° 154 r°

Autorisation générale pour l'exportation des blés de Crète sur Venise et les villes de la République.

Capta. — Cum senciatur quod insula nostra Crete *gratia Jesu Christi* est copiosa et fertilis bladis, ita quod de illis bona quantitas extrahi poterit, sed, pro observando equalitatem, sit necessarium providere quod licentia extrahendi de dictis bladis sit generalis et non particularis, Vadit pars quod scribatur et mandetur Regimini nos-

1414 tro Crete et aliis Rectoribus insule quod debeant sine ulla resistentia, concedere licentiam omnibus nostris fidelibus illam requirentibus extrahendi de insula predicta, de bladis predictis pro conducendo Venecias et ad alia loca nostra, prout fuerint requisiti, habendo tamen advertentiam quod, propter hoc, loca nostra deinde recipere non possint aliquod sinistrum, faciendo fieri contraliteras de huiusmodi bladis que extrahentur, ac accipiendo idoneas plezarias ab extrahentibus de bladis predictis, quod illa conducent ad loca pro quibus licentiam habuerint, sicut est solitum observari.

14 septembre. f°s 156-157

Instructions au duc et aux conseillers de Crète pour la visite et, au besoin, pour l'achat des blés récoltés en Crète.

Quod scribatur et mandetur, Duche et consiliariis Crete et successoribus suis in hac forma.

Cum multum faciat pro statu nostro quod insula nostra Crete, sit copiosa frumento pro ubertate ipsius insule, et ut in casu necessitatis possimus de illo habere pro ubertate terre nostre, et etiam pro subventione locorum nostrorum si esset necesse. — Vadit pars quod omnes qui de cetero seminabunt in dicta nostra insula, sive recolligent fromentum seminatum, ad donegale, in insula prefata teneantur usque per totum mensem augusti cuiuslibet anni successive offerre illud Regimini nostro Candide, seu aliis Rectoribus nostris insule, sub districtu et iurisdictione quorum recolletum fuerit frumentum predictum, qui quidem Rectores teneantur de presentationibus sibi factis avisare Regimen nostrum Crete. Quodque Regimen et rectores prefati, dare debeant sacramentum dictis presentantibus quod ipso anno recollegerint tantam quantitatem frumenti cum donegalibus quantam obtulerint. Et ipsum Regimen Crete usque per totum mensem septembris proximum tam de frumento ei presentato quam de illo quod presentabitur aliis Rectoribus insule, teneatur respondere, utrum illud sive partem eius voluerit pro nostro comuni vel non. Et acceptando ipsum sive partem eius debeat solvere eum usque ad unum mensem proximum post acceptationem factam ad rationem iperperorum XXXVIII pro quolibet centenario mensurarum ante ipso frumento illius anni bono et mercadante. Et acceptando partem ipsius frumenti accipiant ipsam partem per ratam a presentantibus sicut est iustum, et non acceptando debeat illud sive partem quam non acceptaret permittere extrahi pro portando Venetias et ad alia loca nostra et non alio ullo modo, dando subito ipsis quorum erit frumentum non acceptatum, bulletam pro extrahendo illud de insula, pro portando Venetias et ad alia loca nostra, et accipiendo ab extrahentibus plezariam sufficientem quod apportabunt contraliteras ab illo nostro Rectore illius loci ad quem dictum frumentum fuerit delatum

ut alio non portetur. Non possendo dictum Regimen et alios Rectores insule denegare dictam licentiam extrahendi pro conducendo Venetias et ad loca nostra, nollendo illud, sive partem eius, sub pena ducatorum V^C, pro quolibet in suis propriis bonis quam exigant advocatores comunis, habentes partem, ut de aliis sui officii. Verum si aliquis presentabit frumentum non recolletum illo anno, seu non recolligisset tantam quantitatem frumenti, cum donegalibus, quantum presentaverit, perdat illud frumentum in quo contrafecisset, de quo medictas sit comunis Crete, seu aliorum rectorum ipsius Insule, quilibet presentaretur et alia medietas sit nostri comunis. Et si de hoc fuerit accusator per quem sciatur veritas, habeat medictatem et teneatur de credentia, et alia medietas dividatur ut superius dictum est. Ulterius si aliquis predictorum extraheret de dicta insula, in casu predicto, ultra quantitatem recolletam cum donegalibus, sive illud portaret alio quam Venetias, vel ad alia loca nostra, cadat ad valorem dicti bladi, que pena dividatur ut supra; ceterum ordinetur quod totum frumentum predictum quod infra annum extractum non fuerit de dicta insula, non possit ab inde in antea extrahi ullo modo, sub pena predicta. Et duret presens pars per quinque annos proximos et tantum plus donec fuerit revocata. 1414

Insuper remaneat in libertate Regiminis nostri Crete providendi in Candida in corpore civitatis et aliis terris insule de faciendo construi granaria pro conservatione bladorum prefatorum, prout ipsi Regimini necessarium apparebit. Declarando quod omnia suprascripta que commissa sunt Regimini Crete exequantur et executioni mittantur per Ducham et consiliarios ac capitaneos Crete, sive maiorem partem eorum. Mandando dicto Regimini quod de tempore in tempus avisent nostrum dominium de his que fecerint super commissis. Et debeat hec pars in solitis locis insule publice proclamari ut omnibus sit nota.

De parte — omnes alii — de non 3 — non sinceri 2.

20 septembre. f° 158 v°

François Bembo[1], duc de Crète, demande à faire un pèlerinage au saint sépulchre avant de rentrer à Venise, et pour cela il lui faudrait acheter un navire à rames qui le ramènerait ensuite à Venise; autorisation lui est donnée de l'acheter ou de le faire faire, à condition que ce ne soit pas dans le district de Candie.

25 septembre. f° 160 v°

Ordre au gouvernement de Crète de louer désormais à perpétuité les biens de l'Etat, loués jusqu'alors pour 29 ans.

Capta. — Cum omni studio vigilandum sit quod burgus noster

1. Cent deuxième duc de Crète. Le document dont il est question ici est aussi cité dans la *Creta sacra*, II, p. 369-370.

1414 Candide bene habitetur et quod habitationes dicti burgi fiant pulcre et fortes; et sicut est notum, totum territorium dicti burgi est nostri comunis; et quando aliquis vult edificare in dicto burgo, per Regimen nostrum Crete, datur et consignatur dicto tali edificare volenti illam quantitatem territorii ad incantum que videtur dicto Regimini, quod territorium datur ad livellum [1], ad viginti novem annos ad renovandum et in capite quinquaginta octo annorum dictum territorium revertitur in comune, propter quod illi qui edificant faciunt edificationes per talem modum, quod in capite sui livelli, domus et edificationes ruunt, quod est cum deformitate dicti burgi et cum damno comunis. Et ut dictus burgus bene habitetur et fabricentur domus et habitationes fortes et pulcre, necessarium est quod dicta territoria alivellentur in perpetuum. Vadit pars quod ordinetur et committatur Regimini nostro Crete quod de cetero territoria burgi Candide que Regimen Crete dabit et concedet alicui, vel aliquibus pro edificando, dictum Regimen dare et concedere debeat secundum usum ad incantum jure livelli in perpetuum cum solutione annuali, plus offerenti, ut accipientes territoria predicta habeant causam faciendi et edificandi domos et alias habitationes pulcras et fortes et non timeant ammittere fabricas suas. Insuper ordinetur quod completo termino livellorum territoriorum comunis que ad presens sunt livellata, teneatur Regimen Crete dicta livella ponere ad incantum et livellare in perpetuum cum solutione annuali plus offerenti sicut superius continetur. Exigendo affictus, sive livella, prout exigunt ad presens cum penis et conditionibus solitis; et pro informatione fidelium nostrorum deinde teneatur Regimen nostrum Crete presentem partem in locis publicis sui regiminis facere publicari secundum usum et ipsam in actis sui Regiminis ad futurorum memoriam registrari.

Et ut omnes habeant causam solvendi affictus sive livella sua ad terminos ordinatos, ordinetur quod de affictibus sive livellis, qui non solverentur ad terminos ordinatos, non possit alicui fieri gratia, donum, remissio, recompensatio, suspensio, termini elongatio, nec aliqua declaratio, nisi per sex consiliarios, tria capita de XL^ta^, XXXV de XL^ta^ et duas partes maioris consilii.

1er octobre. f° 164 v°

Election des cinq sages de Crète.

11 octobre. f° 165 r°

Un brigantin de Crète allant à Rhodes avec du fromage et d'autres marchandises fut saisi par un vaisseau de Methelin exerçant la piraterie. Le gouvernement de Crète réclame, mais Methelin

1. *Livellum* ou *libellum* : « bail emphytéotique. »

ne lui donne que des paroles. Nudatio, un des lésés, apprenant que les Metheliniens sont à Candie avec des marchandises demande au gouvernement de les sequestrer. Le gouvernement en réfère à Venise, d'où l'on répond d'adresser une nouvelle réclamation à Methelin, et si on n'obtient pas réparation, de mettre la main sur toutes les marchandises de Methelin qu'on pourra trouver en Crète. **1414**

Même date. f° 165 v°

On donne 1,000 ducats pour les deux galères rapides de Crète, à charge au gouvernement de Crète de rembourser cette somme.

Même date. f° 166 v°

Ordre aux galères de Crète qui sont en Dalmatie d'aller à Modon pour veiller à la sécurité de Négrepont, et au gouvernement de Crète d'armer une autre galère, pour envoyer à Négrepont.

5 novembre. f° 171 r°

Ordre au gouvernement de Crète de faire examiner par un ingénieur le port de Rétimo et d'autoriser ensuite, s'il y a lieu, la réparation de ce port.

Capta. — Cum Rector noster Rethimi cum maxima instantia nobis scripserit quod portus illius loci nostri est in malo termino, nam est quasi totus amonitus [1] ita quod in illo aliqua navigia stare non possunt et quod, nisi provideatur infra breve tempus, erit totus amonitus, ex quo sequeretur maximum damnum ipsi loco nostro, quia omnes habitatores ipsius loci sunt quasi marinarii, et de alio non vivunt quam de exercitio maritimo, et propterea efficaciter requisiverit ut supra hoc provideatur ne tantum malum et tale damnum sequatur, subiungens, quod si haberet libertatem expendendi iperpera mille in anno ultra illa iperpera quingenta condemnationum que expendere potest, vigore certe partis capte alias in isto consilio, quorum pars aliqua adhuc expendita non est, nec etiam reperitur in capsa, quia assignata fuit Regimini Crete per Rectores preteritos, speraret cum dicta quantita(te) dictum opus perficere vel ad bonum terminum reducere. Et consideratis predictis et quantum facit pro statu nostro quod marinaritia non disperdatur de dicta terra, etiam pro augumento ipsius terre nostre sit omnino necessarium providere. — Vadit pars quod scribatur et mandetur regimini nostro Crete et Capitaneo, quod debeat mittere Rethimum ad videndum ipsum portum illum ingenerium nostrum Johannem de Bunis et aliquos homines instructos de tali re, qui videant et examinent situm ipsius portus et laboreria que facere in-

1. *Amonitus* équivaut à *Amunitus*.

1414 tendit ipse Rector noster et considerent si id quod facere vult erit utile et fructuosum, sicut ipse Rector scribit; et visis et consideratis omnibus predictis, ad eos redeant de eorum parere et opinione circa ipsum opus plenissime informati. Quibus auditis si dicto Regimini videbitur opus illud esse utile et fructuosum; ex nunc sit captum et sic concedatur ipsi Regimini, quod possit ipsi nostro Rectori concedere posse expendere dicta iperpera mille in anno, ultra illa iperpera quingenta ut est dictum. Et pro votiva intentione nostri dominii scribatur ipsi Rectori quod super inde exequi et facere debeat in expendendo, sicut ab ipso Regimine sibi commissum fuerit. Cuius expense iperperorum mille medietas solvatur per nostrum comune, et alia medietas solvatur per Judeos, presbiteros, et alios abitatores ipsius loci nostri per ratam.

De parte 72 — de non 1 — non sinceri 2.

13 décembre. f° 184 r°

Renouvellement de l'autorisation d'exporter de Crète le blé qui n'aurait pas été acheté par le gouvernement [1].

Capta. — Cum propter resistentiam, quam faciunt et fecerunt Rectores nostri Insule Crete denegando licentiam extrahendi de dicta insula bladum pro conducendo Venetias et ad alia loca nostra, secundum mandatum factum ipsis Rectoribus, per nostrum Dominium, dubitetur quod pars capta noviter super denegalibus insule Crete, non haberet effectum, secundum intentionem terre, nisi provideretur, quia hi qui attendere videntur ad dictum donegale, timore sive ob dubium dictarum inobedientiarum se removerent a proposito; sitque propterea necessarium providere, ut dicta pars effectum habeat, ut optamus. Vadit pars quod ultra penas contentas in parte capta super facto ipsorum donegalium, que in totum remaneat firma et valida, prout iacet, si aliquis Rectorum nostrorum Insule denegabit ipsis nostris fidelibus licentiam extrahendi bladum, quod recolegissent cum donegalibus quodque non foret acceptatum, sive acceptum pro nostro dominio, sicut in alia predicta parte continetur, quod ex tunc in antea dictum frumentum, de quo licentia denegata fuerit, stet et remaneat ad periculum et risicum ipsorum Rectorum, sive Rectoris, denegantium licentiam predictam. Et ex nunc sit captum, quod nostri Advocatores comunis Venetiarum, cum nostris Consiliis ordinatis, debeant ipsis nostris fidelibus, contra dictos Rectores, qui licentiam denegassent, reddere et ministrare debitum rationis pro quantitate denegata, ad rationem unius iperperi, pro qualibet mensura, de qua licentiam denegassent, post redditum ipsorum Rectorum Venetiarum.

De parte 83 — de non 1 — non sinceri 3.

1. Voir les actes du 11 et du 14 septembre précédent.

4 février. f° 194 v° 45

Ordre au gouvernement de Crète d'armer, outre les deux galères qu'il arme tous les ans pour le Golfe, une troisième galère qui ira à Jadra.

6 février. f° 195 r°

Le duc d'Egeopelagi a demandé que, dans le cas où ses possessions seraient attaquées par les Turcs, le gouvernement de Crète le secourût. On répond à son ambassadeur qu'on en a déjà donné l'ordre. Il a également demandé d'enlever de Crète des bois de cyprès pour des fortifications et des réparations ; on lui répond que : *ob maximam quantitatem ipsorum lignaminum que hucusque extracta fuit de insula predicta*, *ipsa cupresa valde venerunt ad minus, ex quo nostra dominatio considerans damnum et interesse quod sequebatur ob defectionem talium lignaminum, fuit çohacta providere et vetare quod dicta lignamina de insula prefata nullo modo extrahi possent etiam pro portando ad loca nobis propria*, *ut cessent mala predicta et propterea si non condescendimus requisitioni sue*, *placeat habere nos merito excusatos quia similes concessiones cogeremur facere subditis nostris et aliis personis*, *quod fieret contra ordinem et intentionem suprascriptam* [1].

SEN. MISTI R. 51 1415-1416.

23 mars. f° 11 r°

Attaque des Turcs contre Négrepont.

26 mars. f° 12 v°

Ordre au gouvernement de Crète de livrer des bois de cyprès à Coron, Modon et Napoli ; et pour qu'il n'y ait pas de fraudes, d'exiger des reçus des gouvernements desdits lieux.

1er avril. f° 13 r°

Election des cinq sages de Crète.

1. Voir l'acte du 19 juillet 1414.

1415 19 avril. f° 17 v°

Mesures pour le transport des draps.

11 juin. f° 32 v°

Déclaration que les prêtres n'auront pas à participer, comme cela avait été d'abord décidé, aux frais de réparation du port de Rétimo.

Capta. — Cum quando captum fuit [1] quod concederetur Rectori nostro Rethimi posse expendere iperpera mille in anno, pro reparatione portus; quod medietas ipsius expense solveretur per habitatores ipsius loci, presbiteros et Judeos habitatores deinde. Et sicut notum est presbiteri deinde sunt pauperimi nec ullam utilitatem habeant de dicto portu, quia non faciunt mercantiam, et vix dietim vivunt, ut est notum, ex quo pro eorum subventione est humanum circa hoc providere, ita quod illi qui habent utilitatem habeant etiam onus. — Vadit pars quod ex nunc captum sit causa predicta quod dicti presbiteri sint absoluti a dicta solutione. Verum ordinetur quod dicta expensa solvi debeat per fideles nostros deinde per ratam sicut Rectori nostro justùm et conveniens apparebit.
De parte 79 — de non 3 — non sinceri 8.

21 juillet. f° 38 r°

Le recteur de Réthimo ayant eu de tout temps le pouvoir de distribuer les charges, il en est résulté des abus, car il y a fait participer ses amis seuls ; on propose, en conséquence, de ne conférer ces charges que pour six mois, sans que le dignitaire soit rééligible ; il y a exception pour les avocats, qui pourront exercer leurs fonctions pendant un an ; ils seront dix, âgés d'au moins 25 ans. On dresse aussi un règlement pour l'autorisation des plaidoiries et l'exécution des sentences. Les jugements sont sans appel.

Cum zo sia che per li Rectori de Rethemo, da certo tempo in qua el sia pratichado che tuti offitii como e Zudexi, Camerlengi, Zustixieri, Sorastimadori e Advocati e altri offitii che sono conducti a darse per mexi 6, segondo la forma de la loro commission per amistade over altra benivolentia che da i Rectori acatano cum alguni de quello luogo, voiando a queli compiaxer, li fano in li soprascritti offitii chi anno uno e chi per tuto el tempo del suo Rezimento, la qual cossa e molto exoxa, a queli de quelo luogo, chi per respecto de i puochi offitii che sono in quello luogo, come etiamdio, per che el ve son molti poveri che pretendeno a viver

1. Voir l'acte du 5 novembre 1414.

cum queli. E degna imo necessaria cossa el sia che a tuti queli 1415
fedeli e subditi nostri el sia observado e qualita, per modo che chadaun de queli senta la doluza de questa signoria, e che plui persone participi in li diti offitii. E landera parte che da qui in avanti per algun modo, via ne forma, queli tal Rectori che in futuro serano, possano ne debia fare alguna persona in algun de i diti offitii de Rethemo, salvo per mexi 6 segondo la consuetudine antiga. Non possando quelo che sera stado 6 mexi in quelo offitio, esser i altri 6 mexi soravignando per alguna condition, Salvo i avocati e li chavi de i avocati, i qual per voler esser homeni instruti e pratichi a questa facenda, dove solevano esser de 6 in 6 mexi, siano fati per anno uno, e non possa per algun muodo esser fato algun per plui cha per uno anno, e chi de sera stado uno anno non de possa esser laltro. E da caxo che al dito offitio el de sia fatto intendente e ate a la dita facenda. E in damo sia ordinado che chusi como se ne feva ale fiade, 20, e 25, tra zoveneti e ad altri, che mai non attendeno a pledare per algun in algun luogo decetero. Non tende possa elezer plui cha X cadaun anno, i qual molto ben bastera considerada la condition de quel luogo, i qual sia tegnudi e debia avocare si davanti el Rector chome etiam dio davanti zudexi e cum hofitiali de quelo luogo, e non possa haver mancho cha anni 25 per cadaun e per algun muodo per lo Rector non possa fer concesso adalguna persona a posser pledare per altri, Salvo a queli parenti i qual per parentado se dolesseno cazar de conseio, come se fava in questa terra, e questo a caxon che plui solemni homeni passano fer electi ad ocaxon anchor che quella utilita se partiva, in 25 fra in partida in 10, i qual porta tuto lincargo e la fadiga. Per mior execution de questa nostra intention, chomo e zusto e raxonevelle. E sia tegnudi i Rectori nostri che sera per i tempi observar, e far observar, chomo de sovra e dito e ordenado, soto pena de ducati V^C^ doro in li suo proprii beni per chadauna fiada che sera contrafato de la qual non se possa far alguna gratia per algun modo, ne la presente parte de revocare soto la dita pena. E sia questa parte azonta in la commission de i diti Rectori. E de tempo in tempo, quando se mandera sindici a le dite parte, li sia commesso expresse, che i debia inquirir et investigar se per algun Rettor sera contrafato. Debiando contra de queli proceder como i fa contra i altri che contrafa ale soe commission, per vigor de la libertade atribuida per questo conseio.

De parte omnes alii — de non 4 — non sinceri 3.

22 juin. f° 40 v°

Ordre au duc et aux conseillers de Crète de ne donner les deux charges de Rétimo qu'à des habitants de cette localité ou de son district, qui soient soumis aux services.

Capta. — Cum in districtu Rethimi insule nostre Crete non repe-

1415 riantur nisi duo offitia, videlicet Castellania Milepotomi et Judex Delamari, et duo scribani ipsorum duorum officiorum, que duo officia et scribanie deberent rationabiliter conferi et dari feudatis ipsius districtus, qui faciunt omnes angarias et factiones in dicto districtu occurrentes; et a certo tempore citra inceptum sit praticari quod tam aliqui ex dictis nobilibus et feudatis veteribus qui non habent de presenti nec feudum, nec habitationem in dicto districtu, existentes habitatores Candide, quam etiam aliqui alii, qui non sunt feudati Rethimi, eliguntur tam ad officia dicti districtus Rethimi, quam etiam ad omnes alias castellanias districtus Candide, quod est res maximi sui comodi et proficui, et per consequens vertitur ad damnum et detrimentum illorum qui habitant in Rethimo et districtu; et humanum ac pium sit premiare ac dare benefitium illis qui toto tempore vite sue subiacent oneribus et angariis occurentibus tam in Rethimo quam districtu. — Vadit pars quod respectibus suprascriptis rationabilibus et honestis in posterum Ducha et Consiliarii Crete, verum illi qui erunt in Regimine per tempora, non audeant ullo modo vel forma conferre nec dare dicta duo offitia nec scribanias Rethimi, nisi solummodo illis feudatis nobilibus et bonis hominibus latinis, qui faciant et agant firmam habitationem et residentiam in Rethimo, aut in districtu suo, aut etiam aliis personis que haberent possessiones proprias vel territoria in Rethimo vel districtu, per que vel quas subiaceret angariis aut factionibus loci, sicut subiacent alii ibidem habitantes. Aliis autem, aut habitantibus, aut non, non possit Regimen predictum confere, nec dare de duobus offitiis, vel scribaniis, sub pena ducatorum C. pro quolibet predictorum de Regimine qui consentiret ultra predicta, in suis propriis bonis. Et similiter sub pena Rectoribus Rethimi qui acceptarent aliquem vel aliquos, ultra continentia partis aliquo modo, vel forma, de qua pena, et qualibus ipsarum, non possit predictis nec alicui predictorum, fieri gratia sub eadem pena, que procedat usque in infinitum. Et debeat mitti et scribi presens pars Regimini Crete, ac poni in commissionibus Duche, consiliariorum et similiter Rectoris Rethimi, ac sindicorum qui mittentur ad partes Levantis, ut omnibus nota sit et inviolabiliter observetur.

29 juillet. f° 51 v°

Grains à transporter par vaisseaux désarmés.

3 août. f° 52 v°

Jean de Végla a des bénéfices en Crète; ordre au gouvernement de lui donner ce qu'on lui doit.

18 août. f° 55 v°

Les impôts sur les blés sont injustement répartis; cette situation

provoque des murmures ; le recteur de Réthimo interdit l'exportation des blés de Réthimo et de Candie, mesure qui a pour effet d'astreindre ceux qui ont créé cet impôt de garantir la quantité nécessaire à la consommation. Cependant, les propriétaires de domaines ont à rendre le blé qu'ils récoltent, et à se contenter d'une ration limitée. 1415

Per cason che da certo tempo in qua, et si molto agravado alguni zentilomeni, e boni homeni affedadi i qual anno de suo entrade, formenti nel destreto de Rethemo, in tanto che voiando el Rector del dito luogo de Rethemo fornir la sua munition, chomo e consueto, X over XII persone, si e non quelle che satozase a questo incargo, e lo resto di altri affedadi e persone che anno fromento de intrada, altra el suo viver da questa angaria siano asolti e liberi, la qual cossa in si non contegnia qualita, anzi summa iniustitia. Si amor per che el peni de le fiade, per ben e comodo de la terra de Rethemo e de quel destreto, lo rector a questi tal che anno la ditta angaria, non lassa trar fuora del dito luogo e destreto, ne ixola de Candia, quel che soravanza ultra el fornir de le munition e del viver per caxa soa, per modo che i diti afedadi, che anno fato la predita angaria sono astreti a convegnir butarde via bona quantitade, per esser que lo devastado, e marzo. E honesta cossa el sia a proveder per modo el sia uxada e qualita in tute persone. Andeva parte che da qui in avanti, tute persone de franchi, i qual su el destreto de Rethemo averano chavalarie, observantarie per le qual li habiano de rendedo fromento, oltra el suo raxonevale viver e de caxa soa, sia tegnudi e debia contribuit per vata si a la munition de miser lo retor. Come etiam dio ad altre quantita de formenti mandasse a tuor la signoria de quel destreto, pertando la dita angaria de la munition e de la quantita volesse, la soprascritta signoria, equalmente per le cavalarie de franchi che mostrano varnixion in lo dito destreto, e questa per seguir equalita in tuti, conzosia che se li diti afedadi anno la dolceza de la utilita de suo vini e formai, subsequenter etiamdio, sotozaxa a limargo che fano le altre persone per che partando tal imargo in 43 over 44 cavalarie de franchi che son in quel destreto pocho interesse tochera per cadaun.

19 août. f° 55 r°

Règlement pour les nominations aux diverses charges de la Canée.

Capta. — Cum in loco nostro Canee sint aliqua offitia videlicet Judices, Justiciarii, Camerarii et alia que per nostros Rectores deinde dari debent et in ipsis creari illi pheudati et persone que sibi viderentur pro bono nostro de sex in sex menses, prout in capitulo uno sue commissionis continetur, quod minime observatur sed creantur offi-

1415 ciales per ipsos per totum tempus sui Regiminis, aut confirmantur de sex in sex menses, in damnum aliorum qui gaudere debent etiam ipsis offitiis; et pium sit talem regulam apponere quod omnes qui ipsis gaudere possunt, de eis participent, ut fuit et est intentio terre. Vadit pars. . . . .

19 août. f° 57 v°

Les capitaineries de La Canée, de Rethimo et de Candie étant vacantes, les gouverneurs de ces villes y ont nommé leurs fils, ce qui est contraire à leur commission. On leur défend d'agir ainsi sous peine d'une amende de 1,000 ducats. De plus, les capitaines ne pourront s'absenter de l'île pendant plus d'un mois.

Même date. f° 58 v°

Ordre au gouvernement de Crète d'annuler toutes les décisions injustes prises contre certaines villes du district de La Canée.

Capta. — Cum retroactis temporibus, tam per nostrum dominium quam per provisores per illud missos ad partes Insule Crete, quam etiam per regimen nostrum Crete utiliter provisum fuerit pro bono et conservatione castrorum nostrorum Chisinii et Selini districtus Canee, in ipsis dando ordines per quos per Castellanos qui per tempora forent regerentur, qui ordines sancti et iusti sunt ac habitatoribus eorum placidi; sed per castellanos qui de Creta illuc mittuntur non observantur, in grave ipsorum habitatorum damnum et finalem consumptionem; augendo ipsis fidelibus penas et angarias et hoc solum quia habent dicti Castellani medietatem omnium penarum per ipsos exactarum in suo regimine, ob quas patriam relinquere coguntur; quibus omnino obviandum est. Vadit pars quod committatur regimini nostro Crete quod debeat cassare et annullare omnes ordines factos per rectores Canee et Castellanos ipsorum locorum, ita quod amplius nullius sit valoris, et quod de cetero per Castellanos predictos observentur ordines inserti in capitulari suo condito et facto per regimen Crete et provisores suprascriptos, sub pena librarum V^{C} pro quolibet contrafaciente, et qualibet vice exigenda, per advocatores habentes partem ut de aliis sui offitii. Et quia loca predicta et castrum Sancti Nicete sunt in loco extra manum, ita quod quasi numquam visitantur per regimen Crete, prout alia fortilicia insule; ex nunc sit captum ut predicti nostri fideles non graventur contra iuris debitum, et extorsientur, sed benigne prout nostre intentionis est tractentur. Quod scribatur et mandetur Regimini nostro Crete, etc., successoribus suis et in suis commissionibus iungatur quod de anno in annum, aut de duobus in duos annos, mittere debeat visitandum loca predicta unum ex advocatoribus Candide, per texeram aut per concordium ad sindicandum castellanos, offitiales et scribas, qui illic fuerint, cum illa plena libertate et auctoritate quam

ipsi advocatores habent de aliis sibi commissis, non derogando 1415
propterea libertatem quam haberent Sindici nostri qui de tempore in tempus hinc mittentur, videlicet in visitando loca predicta. Et hoc observare teneatur Regimen predictum sub pena librarum centum pro quolibet et qualibet vice, in suis propriis bonis, exigenda per advocatores habentes partem, ut de aliis sui offitii.

3 octobre. f° 71 r°

Le gouvernement de Crète doit faire payer tous les débiteurs de l'Etat que lui a signalés le cataver.

30 septembre. f° 76 r°

Election des cinq sages de Crète.

14 novembre. f° 78 r°

Décisions relatives au Concordat entre les juifs et leurs débiteurs.

Capta. — Cum hic Venetiis sint certi Judei facientes aliquas peticiones et querellas coram nostro Dominio, que tangunt feudatos nostros insule Crete, et utile et bonum sit quod hic sint aliqui ex parte illorum nobilium et feudatorum nostrorum Crete qui similiter defendant iura sua. Vadit pars quod scribatur Regimini nostro Crete in hac forma, videlicet :

Duche et consiliariis Crete.

Comparuerunt coram nobis multi Judei, iam bono tempore facientes aliquas peticiones et querellas que tangunt feudatos nostros insule nostre Crete; et volentes peticionibus predictis dare expeditionem, vestre fidelitati, cum nostris consiliis Rogatorum et addicionis, scribimus et mandamus quatenus, recepto presenti nostro mandato, esse debeatis cum illis nostris Nobilibus et feudatis de inde, qui vobis videbuntur, et eis dicere qualiter fiunt coram nostro dominio certe peticiones et querelle per aliquos Judeos, que eos tangunt, et essemus contenti ut aliqui nomine dictorum nobilium et feudatorum essent hic Venetiis ad defendendum et dicendum jura sua; et propterea, in casu quo sint contenti aliquos eorum parte mittere, debeatis vos elligere duos nobiles pro parte dictorum nobilium et feudatorum de illis quos cognoscetis dictis nostris nobilibus et feudatis esse magis gratos et acceptos, quos informatos de juribus dictorum nobilium et feudatorum et de aliis que viderentur dictis nobilibus et feudatis petere, tam pro factis eosdem tangentibus, quam pro bono insule nostre Crete et pro universali bono omnium fidelium nostrorum insule predicte, mittere debeatis ad presentiam nostram per mudam martis proximi, providendo quod expensa dictorum nobilium solvatur per varnitiones, videlicet per totam insulam, informando illos Rectores nostros de hoc, ut si vel-

1415 lent aliquid committere dictis nobilibus mittendis occaxione suorum Regiminum, hoc facere possint scribendo nobis per literas vestras quid in premissis terminabitur, pro nostra informatione.

De parte 75.

Ser Leonardus Victuri sapiens ordinum.

Vult quod scribatur in ac forma :

Cum multociens multi mercatores nostri, conversantes in insula Crete, querulose exposuerint nobis, et similiter pro parte universitatis Judeorum civitatis nostre Candide, iam bono tempore comparuerint ad presentiam nostri dominii duo Judei nuntii ipsorum Judeorum, qui inter alia devotissime exposuerunt quod de 1411, de mense Novembris, nostra dominatio cupiens quod fideles nostri ipsius insule qui erant fugitivi et vagabundi, nec audebant comparere timore debitorum suorum concordarentur cum suis creditoribus, ita quod reverti possent ad domos suas nec cogerentur stare exules a patria, fecit certum ordinem et provisionem, qui secundum verum sensum et intellectum ipsius ordinis erat bonus et utilis si observatus fuisset, secundum intentionem nostri dominii. Sed sicut notum est tam tempore quo durabit ordo ipse, qui factus fuit solummodo pro annis duobus, quam etiam post expirationem ipsius, multi fideles et cives nostri deinde qui erant debitores ipsorum Judeorum et similiter aliorum nostrorum civium et mercatorum, fecerunt se scribi pro impotentibus et licet eorum conditiones et facultates suffecissent habundanter ad solucionem cunctorum debitorum suorum, habuerunt tamen concordium et positi fuerunt et aptati ad solvendum annuatim per terminos, et primo et principaliter de dicta eorum facultate subtractum est id quod intrat in expensis varnitionum militiarum sive serventeriarum et id quod est necessarium ipsis talibus debitoribus pro expensis suis et suarum familiarum, et de residuo positi sunt ad faciendum pagas annuales ut est dictum. De quibus quidem concordiis et compositionibus sic factis maximum damnum et interesse sustinuerunt et sustinent, ut est notum. Et quia clare noscunt quod istud est contra intentionem nostri dominii, quod nil aliud unquam voluit quam id quod sit debitum et iustum, supplicarunt devotissime ut dignaremur superinde taliter providere quod de cetero similia minime committantur, sed observetur deinde, in facto dictorum debitorum aggravatorum, illud quod observatur in Venetiis, ut est iustum, nam eorum voluntas non est in illis qui forent potentes velle sibi solvi de carne. Et considerato quod suplicatio eorum est iusta et rationabilis, nam non est conveniens nec honestum quod illi qui accipiunt pecunias ipsorum iudeorum, aut res et mercationes nostrorum fidelium, de quibus faciunt facta sua, debeant postmodum, habendo facultates solvendi, concordari per terminos, ymo deberent compelli ad solvendum integraliter, sicut ius exigit, et sicut observatur hic Venetiis; considerato etiam quante utilitatis et

comodi est mansio ipsorum iudeorum in dicta terra nostra, ut omnibus est manifestum. 1415

Vadit pars quod offitium ipsorum fugitivorum qui de cetero erunt debitis pergravati, tam Judeis quam aliis specialibus personis, committatur officialibus de nocte in Creta, cum illa commissione, libertate et utilitate, quibus commissum est Venetiis nostris supraconsulibus, et ad cautellam debeat ad expensas Judeorum accapiare capitulare ipsorum supraconsulum et alias partes que sunt ad ipsum offitium, facientes ad factum ipsorum fugitivorum, resecando partes et ordines qui et que forent revocate et inutiles, sive impertinentes, sicut illis qui ad istud factum fuerint per dominium deputati videbitur esse necesse, et mittantur ipsis officialibus quod illas debeant observare prout iacent, cum modificationibus infrascriptis. Quod sicut supraconsules quando volunt affidare aut concordare aliquem vel aliquos fugitivos, veniunt ad consilium de XL sic ipsi officiales ire debeant ad collegium Duche et Consiliariorum et capitanei Crete, ac etiam Camerariorum deinde per texeram. In quo ponatur pars per ipsos officiales de affidando aut concordando illum vel illos fugitivos et sicut, per maiorem partem ipsius collegii fuerit captum, tam in affidando quam concordando, sic debeat inviolabiliter observari. Verum si officiales ipsi in aliquo contrafacerent dicto eorum Capitulari, aut quod aliquis se gravaret ne his que ipsi officiales de nocte facerent, vigore huius offitii, ordinetur quod Ducha et Consiliarii Crete sint superiores ipsorum officialium et faciat eos observare dictam formam sui capitularis, sicut faciunt de aliis commissis officiis predictis. Insuper ordinetur quod ipsi nostri fideles, pro aliquibus debitis quibus tenerentur ipsis Judeis, occaxione fenerationis sive uxure, non possint personaliter detineri, sed bona sua omnia que forent libera et non obligata, nec conditionata sive obligata pro satisfatione ipsorum debitorum, sicut est iustum et conveniens, ut ipsi Judei ad suam satisfationem pervenire possint. Et quia posset etiam occurrere quod tales debitores Judeorum occultarent bona sua, ita quod reperiri non possent, sit captum quod isto casu dictum collegium habeat libertatem faciendi detineri personaliter debitores principales et relaxandi pro veniendo in lucem predictorum, sicut dicto collegio vel maiori parti videbitur opportunum, expectando feudatos qui vigore certi ordinis antiqui carcerari non possunt, quousque tenent feuda, sive sunt feudati. — Ulterius ordinetur quod ad cautellam debeat similiter, ad expensas ipsorum Judeorum, transmitti unum simile capitulare Rectori Canee et unum aliud simile Rectori Rethimi, mandando eis et successoribus suis quod illud effectualiter debeant observare, habendo circa factum affidandi et concordandi fugitivos illammet libertatem quam habent et attribuitur per partem presentem collegio suprascripto Candide, ut superius continetur, et illasmet utilitates quas haberent dicti officiales de nocte.

1415 Ceterum ordinetur ut dicti Judei etiam faciant debitum suum quod de cetero, nullo modo, forma vel ingenio, aliquis Judeus vel Judea insule nostre Crete possit prestare ad usuram nisi ad XII pro C° et non ultra, sicut in parte capta super inde continetur, non possendo prestare sive pignorare nisi supra pignus mobile, nec possit accipere, nec accipi facere causa et occaxione dicte usure aliquod donum, presens, aut aliquam aliam rem. Et etiam dicti Judei vel Judee teneantur et debeant prestare ad usuram denarios solum et non aliam mercantiam, sive quamcumque aliam rem, et hoc propter damna et fraudes que committuntur per eos erga fideles nostros, sicut omnibus manifestum est, nec possint etiam vendere aliquam mercantiam alicui debitori suo, ullo modo vel forma. Que omnia predicta ipsi Judei et Judee teneantur observare sub pena perdendi quartum capitalis quod ad usuram darent. Cuius pene tertium sit accusatoris si fuerit, per quem habetur veritas, tertium sit dictorum officialium, quibus committantur hec inquirenda, et aliud tertium sit nostri comunis. Et si non fuerit accusator medietas sit dictorum officialium et alia medietas sit nostri comunis.

De parte 6 — de non 3 — non sinceri 7.

9 novembre. f° 79 r°

Plaintes et pétition des juifs de Candie.

31 décembre. f° 84 r°

Envoi des galères de Crète, qui se trouvaient dans le Golfe, à Modon et à Négrepont qui sont menacés par les Turcs.

Même date. f° 84 v°

Ordre au gouvernement de Crète de payer 3,000 ducats aux personnes mentionnées dans la lettre, et au besoin d'emprunter pour cela de l'argent aux juifs.

1416 25 janvier. f° 88 v°

Grains à transporter par navires désarmés.

16 février. f° 96 r°

Draps et soieries à transporter ; mesures à observer.

16 mars. f° 110 r°

Instructions pour l'élection de trois nobles, chargés de l'examen des registres de la Chambre des comptes de Crète.

Capta. — Cum libri camere nostre Crete, qui sunt dati ad videndum officialibus rationum veterum, non fuerint visi a pluribus annis citra, et hoc, quia libri sunt valde magni et involupati, et si dicti

officiales vellent intrare ad videndum dictos libros ipsi exirent de offitio, quod non complevissent de videndo unum, et ad istum partitum illi libri numquam videbuntur, quod nullo modo est volendum, quod de illis qui manizant havere nostri comunis non videantur rationes sue; et adhuc quia officiales rationum veterum, novarum et novissimarum et rationum plurium officiorum manizaverunt multos denarios de quibus (nullus) unquam vidit rationes suas, nec sit aliquod offitium deputatum ad videndum rationes illas; et ut rationes nostri comunis videantur et etiam ut bona nostra comunis non male ministrentur, et ut temporibus futuris illi qui ipsa manizant non presumant in illis manum ponere, sit superinde penitus providendum. Vadit pars, in bona gratia, quod eligantur tres nostri Nobiles in hoc consilio Rogatorum, per duas manus electionum, et unam per scruptinium in collegio dominii consiliariorum, capitum de XL, sapientum consilii, sapientum ordinum et sapientum ad recuperandum pecuniam, et illi qui habebunt plures ballotas aliis, transeundo medietatem consilii, sint firmi, quibus committatur ad videndum libros camere Crete et suprascriptorum officialium rationum, habendo soldos decem pro libra ab illis quos condenabunt, quos soldos partire debeant per eum modum quo dividunt alii officiales rationum. Et ut dicte rationes bene videri possint, et inveniantur persone sufficientes, qui vellint intrare dictum offitium et vive facere illud, debeant esse dicti officiales per tres annos et habere de salario ducatos sexaginta auri, pro quoque in anno, et sint cum omnibus aliis modis, conditionibus et libertatibus, quibus sunt officiales deputati ad videndum rationes officii advocatorum comunis et aliorum offitiorum, et cum intraverint dicti officiales non possint refutare sub pena librarum CC. Et quia est necesse habere scribas quadernerios sufficientes ad videndum dictas rationes, debeant dicti officiales habere duos scribas, qui habeant ducatos quinquaginta pro quoque in anno, ut dicte rationes bene videantur et habeantur, et duos famulos, quibus officialibus deputetur camera quam habebat ser Rugerius Mauroceno et Socii in Rivoalto. 1416

19 mars. f° 110 v°

Ordelaffus Faletro, citoyen crétois, est au service du prince de Morée ; on fait ordonner au gouvernement de Crète de le retenir à son retour, vu qu'étant excellent marin, il serait utile à la République. On lui offrira 60 hyperpères par mois, plus ses dépenses de bouche quand il prendra part à une expédition ; et on lui fera remarquer combien le gouvernement est bon et bien disposé en sa faveur.

26 mars. f° 115 r°

Délai jusqu'à la fin de mai, accordé au gouverneur de La Canée, pour son retour.

1416 2 avril. f° 117 v°

Election des cinq sages de Crète.

30 avril. f° 122 v°

Il n'y a plus de monnaies d'argent dans le trésor de Venise.

14 mai. f° 125 v°

Mesures pour le transport des draps.

5 juin. f° 133 v°

Ordre au capitaine du Golfe, si la paix est faite avec les Turcs, d'envoyer une des galères de Crète procéder à son désarmement en Crète, une autre à Venise, et de garder la troisième avec ses quatre autres pour la défense du Golfe.

11 juin. f° 134 r°

Ordre au gouvernement de Crète d'arrêter toute poursuite et l'exécution de toute sentence contre les *pheudati*, avant que leurs envoyés n'aient été entendus à Venise.

Cum ad notitiam nostri dominii sit deductum quod applicato mandato nostro in Creta, per quod ordinatum fuit quod venirent ad presentiam nostram duo Ambaxiatores nomine pheudatorum Crete, pro differentiis et negotiis Judeorum, ut possemus superinde providere secundum formam partis superinde capte in isto consilio, videtur quod predicti Judei habita noticia dicte partis, subito habuerunt recursum ad iudices Crete et obtinuerunt sententias contra multos ex pheudatis et quod Regimen Crete fecit intromitti sua pheuda et illa vult facere vendi, vigore dictarum sententiarum, de qua novitate, dicti pheudati multum sentiunt se gravatos et valde conqueruntur, ad quod est necessarium providere, considerata maxima importantia huius facti. Vadit pars. . . . .

30 juin. f° 141 v°

Crédit de 200 ducats d'or à Paul Trévisan, conseiller de Crète, pour la réparation de sa maison.

Même date. f° 143 v°

Ordre au gouvernement de Crète de veiller à la protection des vassaux, menacés par les Juifs.

Capta. — Cum propter novitates et infestationes factas per Judeos insule nostre Crete contra feudatos nostros ipsius insule, post receptionem mandati nostri scripti Regimini nostro Crete, per quod fuit ordinatum quod pro parte ipsorum feudatorum venirent huc ad pre-

sentiam nostram duo ex dictis feudatis, occaxionibus notis huic consilio, fuerit nuper captum et ordinatum quod omnes sententie quas ipsi Judei obtinuissent usque receptionem ipsius nostri mandati contra ipsos nostros feudatos suspenderentur quousque per nostrum dominium mitteretur deinde aliud nostrum mandatum, sicut in parte capta seriosius continetur. Verum cum in dicta parte non fiat mentio nisi solummodo de feudatis, et sint multi nostri fideles deinde ad similes conditiones quas erant et sunt ipsi nostri feudati, quibus est pium et humanum similiter subvenire. Vadit pars quod scribatur et mandetur iterato Regimini nostro Crete et aliis Rectoribus insule, quibus fuerit necesse, quod similiter debeant facere et observare erga omnes alios fideles et habitatores nostros de inde in totum et per totum, sicut de feudatis, eis scriptum est et mandatum, ad hoc ut omnes tractentur equaliter, sicut est debitum et conveniens. 1416

4 juillet. f° 144 r°

Ordre au gouvernement de Crète de fournir, contre l'envoi de 40 chevaux et mulets, du bois pour la défense et les fortifications d'Andros [1].

14 juillet. f° 145 v°

André Istrigo voulant mettre tout son avoir en bien a acheté : *aliquas cavalarias et pheuda insule nostre Crete, pro quibus obligatus fuit et obligatur tenere equos scutiferos ac servire personaliter et facere varnitiones et sustinere alias factiones et onera sicut tenentur alii pheudati Crete.* On lui demande encore de payer 2,500 livres d'imposition de guerre contre les Hongrois ; il refuse, et le sénat lui donne raison, exigeant qu'il soit traité comme les autres vassaux.

21 août. f° 154 v°

Les Juifs ont envoyé des ambassadeurs à Venise, et les vassaux deux nobles. On écrit au duc, aux conseillers, au capitaine et aux sages de Crète de faire nommer trois nobles qui devront examiner la condition, les ressources, les revenus des vassaux qui sont entre les mains des Juifs. Ils en feront trois catégories. Ceux qui pourront payer, obtiendront un délai de deux à cinq ans pour rembourser capital et intérêts, à raison de 5 % par an ; ceux qui en payant seraient presque ruinés, obtiendront un délai de douze ans avec des intérêts à 5 % ; et s'ils ne payent pas à temps, les intérêts

1. Andros ou Andro, île de l'archipel, près de laquelle fut battue la flotte turque par les Vénitiens, en 1697.

1416 s'élèveront au taux de 12 %. Quant à ceux qui ne peuvent pas payer du tout, ils auront un délai de vingt ans, aux mêmes conditions, ou même pourront être déchargés en totalité ou en partie de leurs dettes.

21 août. f° 155 r°

Les conditions précédentes sont faites aux marins et aux fermiers ; et on établit le même tribunal pour Réthimo et la Canée.

29 août. f° 155 v°

Comme on n'a pas trouvé en Crète les trois nobles qui devaient former le tribunal chargé de concorder les vassaux avec leurs créanciers Juifs, parce qu'il ne se trouvait pas de noble qui ne dût aux Juifs, on envoie en Crète trois proviseurs, avec les mêmes instructions.

Et quia sicut notum est per partem captam in isto consilio die XXI augusti, super factis feudatorum pro debitis que habent cum Judeis, provisum sit quod apud Ducham, consiliarios et Capitaneum eligi debeant per collegium tres nostri nobiles de inde ; et sicut est notum male poterunt reperiri de inde nostri nobiles, qui non sint obligati Judeis ; et ut ea que continentur in dicta parte melius adimpleantur ; ordinetur quod dicta pars revocetur, in tantum videlicet quod dicti tres provisores sint illi tres nobiles, qui esse debent cum Ducha, Consiliariis et Capitaneo Crete ad faciendum terminationes in dicta parte contentas, nec alia electio fiat. Verum ne in terminationibus fiendis deinde super illis feudatis qui esse debent prime sortis, secunde et tertie, differentia oriatur, committatur predictis deputatis ad faciendum divisiones predictas, quod illos qui erunt obligati Judeis iperperorum mille et habebunt valorem in bonis stabilibus et mobilibus iperperorum II^M et V^C esse debeant secunde sortis. Illi vero qui habebunt maiorem conditionem et maiorem facultatem esse debeant prime sortis. Et qui haberent inferiorem conditionem esse debeant tertie sortis. Et habere debeant dicti provisores de omnibus debitis que aptabunt a dictis Judeis tres quartos pro cento.

29 août. f° 156 r°

Fixation du taux de l'intérêt des prêts faits par les Juifs et interdiction aux hommes, tenant des fiefs, d'engager ceux-ci aux personnes qui leur auront prêté de l'argent.

Capta. — Provisiones et partes capte per adventum Ambaxiatorum feudatorum insule Crete spectantes Regimini Candide.

Cum Judei insule Crete consueverint usque nunc mutuare suas pecunias ad prode de XII pro C° in ratione anni, quod prode vide-

tur valde excessivum et nimium grave, inspecta conditione fidelium nostrorum dicte insule que debilis est et acta propter expensas que aucte sunt ultra solitum, sine quibus transire non possunt et propter viamina quibus omnino caret et utile sit et pium. Vadit pars quod Judei de cetero mutuare non debeant, secundum usum ad rationem de XII pro C°, verum cum pignore auri vel argenti aut aliarum rerum mobilium, debeant mutuare ad rationem de decem pro C°. Et si Judeus accipiet maiorem uxuram vel aliam manzariam, perdat totum capitale, cuius tertium sit accusatoris, tertium Rectorum et aliud tertium comunis. 1416

De parte 59 — de non 8 — non sinceri 6.

Die suprascripto.

Cum Judei insule Crete faciant se obligari in catasticis et actis curie feuda debitorum suorum pro spetiali signo et pignore suo, in quibus dicti Judei habent melius et potius Jus ceteris aliis creditoribus dictorum debitorum, quod redundat ad damnum et incomodum aliorum creditorum. Vadit pars quod feudati nostri insule Crete de cetero non possint obligare feuda sua alicui Judeo, nec aliis specialibus personis pro denariis quos mutuo acciperent, in catasticis vel aliis actis curie, nullo modo vel forma, et si hoc facerent obligatio nulla sit.

Ceux qui ont déjà un concordat avec les Juifs, ce concordat sera valable.

Les mesures prises seront étendues aux *calergi* et à tous les grecs qui ont des *cavallarias*.

On renouvelle le décret pour la concession à perpétuité de terrains, dans le bourg de Candie, pour y élever des maisons.

On recommande au duc et aux conseillers de Crète l'élection de deux patrons de l'arsenal, pour inspecter les travaux. Ils seront nommés pour un an, âgés d'au moins trente ans, habitant la Crète depuis au moins cinq ans. Ils devront avoir un secrétaire et tenir un compte exact des armes, des provisions, des munitions, etc.

On autorise les gens, ayant quitté le pays pour dettes, à y rentrer, et on leur donne deux ans pour s'arranger avec leurs créanciers ou pour se faire concorder avec eux.

On ordonne de nommer exclusivement les marins âgés ou infirmes aux places de peseurs et mesureurs de blé, qui existent en Crète.

. . . .

Item cum in insula Crete, ut notum est, fuerint multi marinarii probissimi qui servierunt comuni nostro iam longo tempore, alii tamquam comiti, alii tamquam patroni, nauclerii et scribe, et alii tamquam balistarii super galeis, sustinentes viriliter hono-

1416 rem et statum nostri dominii, et huiusmodi marinarii declinati in senium et etatem decrepitam non valentes amplius exercere personas suas in mari propter debilitatem suam, passi fuerint cum suis familiis usque ad mortem maxima incomoda et sinistra, et de ipsis visi fuerint aliqui qui ibant mendicando, quia non habebant comodum aut possibilitatem sustinendi se. Et presentialiter sint in dicta insula multi marinarii viri probissimi et aprobati qui serviunt continuo super galeis et navigiis terre, exponentes se libenti animo, ad honorem et statum nostri dominii, et de ipsis aliqui iam senescant et alii sunt percussi in servitio nostri comunis taliter quod non possunt amplius exercere personas suas in mari neque consequi ullam utilitatem, unde sustineant multa incomoda et sinistra, quibus nimium compatiendum est et subveniendum, attentis operibus suis laudabilibus et fidelibus suis portamentis, ut tempore senectutis et impotentie sue possint se comode substentare de benefitio nostri comunis, ex quo tempore juventutis et potentie sue satis faticati fuerunt in factis comunis. — Vadit pars prodando causam posteris ad perseverandum ardentius ad servitia comunis in mari et procurandum viriliter honorem nostri dominii, concepta fidutia quod tempore senectutis aut impossibilitatis sue persone non deficiet sibi provisio comunis ut possint vivere, quod pondera farine in quibus sunt constituti et constituuntur cotidie ponderatores homines artifices et alii alterius conditionis, qui non servierunt comuni, nec talia promerentur, quia sufficit sibi ars sua de qua vivere possunt, reserventur istis talibus marinariis impotentibus, tali modo quod illi qui ad presens sunt in dicto offitio qui non sunt marinarii, cassari debeant, et in dicto offitio esse debeant de cetero ponderatores XVI et non plures nec pauciores, et isti ponderatores esse debeant marinarii antiqui, qui non possint navigare et qui percussi fuerint in servitiis comunis, et debeant ponderare farinas venales, habendo premium consuetum. Et isti tales ponderatores debeant fieri per istum modum, videlicet: quod omnes illi qui intendunt et volunt esse in dicto offitio debeant facere se scribi in cancellaria et isti approbentur ad unum ad unum, ad bussulas et balotas, inter Ducham, consiliarios et capitaneum, et unum ex camerariis Candide, per texeram, et qui habuerit plures balotas sit firmus in offitio, et quicumque aliquis eorum deficiet, quod loco eius approbetur alius de dictis marinariis impotentibus aut percussis in facto comunis, per quas percussiones non possunt amplius exercere personas suas, ut per istum modum subditi et fideles nostri possint ducere vitam suam et non vadant amplius mendicando, et si per impotentiam persone non possent exercere offitium, possint dicti marinarii unum alium ponere loco sui. Et non possint Rectores ponere in dicto offitio nisi marinarii, sub pena ducatorum V^c pro quolibet eorum, quam penam exigant advocatores in Venetiis, habentes partem ut de aliis sui offitii.

Instructions au capitaine de Crète, relativement à la revue générale des hommes tenant fief, et à l'élection des *supracomiti*. 1416

Item cum capitaneus Crete, per suam commissionem, teneatur semel in suo Regimine videre monstram generalem feudatorum Candide, et a certo tempore citra, capitanei qui fuerunt, fecerint armari plures quingentis balistariis et ultra hos fecerint venire de casalibus ultra MV^C villanos armatos cum arcubus et friciis et spatis suis, et faciant de ipsis monstram pro maiori aparentia, et de tempore in tempus dicti capitanei faciant multiplicari numerum dictorum balistariorum, arceriorum, facientes armari plures balistarios et arcerios in maxima quantitate, et isti pedites armati intrant et exeunt per civitatem et monstra eorum non det aliquam utilitatem, sed potius posset esse dubia et periculosa, et bonum sit providere antequam aliquod periculum possit accidere, quoniam in talibus congregationibus dubietas est anteponenda potius quam securitas, etiam quia isti pedites propter multitudinem suam impediunt monstram equitum, quoniam capitaneus non potest ipsos videre singulariter et legere, propter multitudinem armatorum et brevitatem temporis, et pro auferendo omnem materiam scandali que posset accidere, quia minima scutilla regalii, quod nasceretur inter eos posset inducere magnum scandalum et errorem; Vadit pars quod scribatur et mandetur capitaneo Crete et successoribus suis quod de cetero in monstra generali feudatorum non faciant armari balistarios et arcerios ullo modo sed faciat solum videre monstram feudatorum suorum et stipendiariorum, sicut tenentur facere per suam commissionem, sub pena librarum V^C in suis propriis bonis.

Item cum supracomiti Candide fiant per scruptinium inter ducham et consiliarios et Capitaneum, et camerarios, Judices et dominos de nocte, qui sunt numero XVI, secundum formam partis capte superinde, per quam expresse stringuntur quod debeant eligere de sufficientioribus et melioribus terre, et in aprobatione dictorum supracomitorum sequantur multe inconvenientie, non servata propterea intentione nostri dominii. Vadit pars quod dicti supracomiti eligantur amodo in antea per scrutinium inter Ducham et consiliarios et capitaneum Crete et unum ex Camerariis per texeram, et inter istud collegium debeant approbari ad unum ad unum, et qui habuerit plures balotas, transeundo medietatem remaneant firmi, et teneantur nostro dominio scribere de tempora in tempus nomina supracomitorum qui eligentur et nomina pleziorum et nomina illorum qui remanserint et suorum pleziorum.

Autorisation aux possesseurs de fiefs sis à Réthimo de faire leurs services dans cette localité, et non à Candie.

Pro Rectimo.

Capta. — Cum in districtu Rethimi sint certa loca que sunt de

1416 pertinentiis feudorum Candide et patroni eorum qui morantur in Candida, propter longam distantiam raro et quasi numquam vadunt ad loca predicta, et ob hoc non percipiant ullam utilitatem quam possent consequi, si locis predictis intrarent, et illi de Rethimo libenter emerent dicta loca, sed propter onus varnitionis, quod tenerentur facere et supportare in Candida non audeant se exponere ad emendum, quia valde grave esset sibi ire ter in anno in Candidam ad faciendum varnitiones suas, sed consentiendo quod varnitiones dictorum locorum fiant in Rethimo, erit utile et comodum emptoribus et comuni, nam si dicta loca debebunt servire pro una serventaria vel pluribus, varnitio que fit Candida pro corpore feudorum quibus pertinent dicta loca Rethimi non diminuetur, sed varnitio Rethimi augebitur, nam si unus feudatus Candide habet unam cavalariam per quam tenetur ostendere equum unum ab armis et concessum unum, et dicta cavallaria habebit tantam partem de locis Rethimi, que sit sufficiens supportare onus pro una serventaria, dictus feudatus Candide non minorabit propterea suam varnitionem pro venditione dicti loci Rethimi, sed equos quos tenebat habendo dictum locum, habebit in vendendo illum, sed varnitio Rethimi augebitur ex eo quod pro dicto loco empto opportebit emptorem tenere unum ronzonum ad servitium comunis Rethimi, quod erit utile et bonum pro comuni, nam sicut notum est tempore necessitatis regimen Crete solet mittere continuo de Candida in Rethimum aliquos feudatos qui morantur ibi cum equis, armis et familiis suis certo tempore et mutantur de tempore in tempus, cum sinistro suo non modico, et si varnitio Rethimi augebitur non erit opus quod veniant amplius de Candida equites ad custodiam Rethimi, quia cives sui erunt sufficientes ad custodiam et salvationem dicti loci, dignetur Ducalis Serenitas consentire quod illi de Rethimo qui emerunt vel ement in posterum de dictis locis, possint facere varnitiones dictorum locorum in Rethimo sicut alias concessum fuit pro locis positis in Rethimo pertinentibus cavalariis Chanee, nam illi de Chanea habentes loca in Rethimo de ratione suarum cavalariarum, vendiderunt dicta loca illis de Rethimo, et 1356 die XVIII octobris, facta expositione ducali dominio, tempore felicis recordationis domini Johannis Delphino tunc incliti Ducis Venetiarum, per ser Georgium Semiteculo de Rethimo, fuit concessum quod, pro locis positis in Rethimo pertinentibus cavalariis Chanee venditis illis de Rethimo, fieret varnitio in Rethimo, et sic fit, declarando Vestre Serenitati quod dicta loca que sunt in pertinentiis Rethimi, que ostendunt varnitiones in Candida, non excedunt unam cavalariam.

Respondeatur quod sumus contenti facere sicut petunt exeuntibus dictis locis a duodecim serventariis infra.

Autorisation de la vente en Crète des vins de Réthimo.

Capta. — Item cum in Rethimo nascitur magna quantitas vini, et

ultra illud, quod est necessarium dicte terre, superhabundet multa 1416
quantitas, quam illi de Rethimo mittunt extra insulam et per insulam Crete, videlicet in Candidam et Chaneam, et ab annis duobus citra Rector Chanee fecerit baniri quod de vinis Rethimi et aliarum partium, non possit aliquid conduci Chaneam sub certa pena, et damnum non modicum et detrimentum civium Rethimi, quibus talis prohibitio fieri non debet quoniam ipsi reputant se fore unum et idem cum illis de Canea et subditi uni dominationi, rationabiliter introitus et exitus omnium locorum dicte insule deberet esse apertus indiferenter omnibus oriundis dicte Insule, supplicatur ducali dominio pro parte dictorum de Rethimo quod dignetur mandare Rectori Chanee quod permittat illos de Rethimo conducere Chaneam de vinis suis ad vendendum ea ibi ad grossum et minutum, sicut facere consueverunt temporibus retroactis, et quod non audeant prohibere sibi in posterum quod non conducant illuc vina sua predicta.

Respondemus quod sumus contenti quod possint conducere secundum usum, sed non possint illud vendere ad spineam in Canea nisi transacto mense Julii, singulo anno, et sic concessimus comunitati Canee.

Ordonnance pour l'élection de trois officiers de justice, chargés : *videre pondera et mensuras omnium personarum, cum quibus vendunt et emunt, et regulant plateam ubi venduntur fructus, et extimant carnes becharii, et alia facere.* Ils seront nommés pour six mois, et seulement rééligibles après un séjour de deux ans, hors de l'île.

Des marchands viennent à la Canée acheter tous les bœufs qui naissent dans l'île, à raison de 25 hyperpères environ par tête; ils vont ensuite dans les fermes les revendre 60 hyperpères; et comme on ne peut pas les payer au bout de l'année, ils les font saisir et les rachètent à bas prix. En conséquence on défend d'acheter, pour les revendre et pour en faire le commerce, les bœufs nés dans l'île, sous peine de confiscation.

Il y a des *misseti* qui vivent de leur travail, ayant le quart du profit des *missetariis* qu'ils font, pendant que les 3/4 sont pour le commun, qui n'a de ce fait que 6,000 hyperpères par an. On supprime cet abus.

Ordre aux Scribes et aux avocats du commun de se trouver à leur poste, à l'heure prescrite, sous peine de deux gros d'amende.

Mesures pour les locations des fiefs. Les *Casalia* et autres possessions de la république étant loués pour vingt-neuf ans, on pourra les relouer pour vingt-neuf ans, en cas de mort des locataires, ou en cas de non payement pendant trois ans, ou même si les locataires ne tenaient pas la terre en bon état.

1416 Les roncins des îles de la mer Egée ne peuvent être reçus pour le service de Réthimo, et pour cela beaucoup de pauvres vassaux se ruinent, ne pouvant acheter des chevaux soit en Turquie, soit dans les régions du nord. On repousse néanmoins toute innovation.

On demande d'améliorer le port de Réthimo : *cum locus Rettimi sit reductus in bono culmine et fulcitus bonis et sufficientibus civibus, dictus locus melius augeretur si portus esset aptatus pro conservatione navigiorum.*

Il est permis de transporter, sans payer de droit, les victuailles et autres objets originaires de l'île ; mais les recteurs s'y opposent quelquefois malgré les 500 ducats dont ils sont passibles en cas d'infraction. On tiendra la main à ce que les choses se passent régulièrement.

Devant la porte du *castrum* de Réthimo se trouve un terrain inoccupé dont on se servait comme *platea* ; on avait décidé qu'on n'en distrairait aucune partie pour l'usage des particuliers ; mais les recteurs en ont concédé une partie, au grand détriment du public, car en y faisant construire : *Omne edificium quod fieret in ea esset quasi bastita contra castrum.* On défend, sous peine d'une amende de 500 ducats, de faire dorénavant aucune concession.

Défense d'augmenter, sans ordres reçus de Venise, les salaires des officiers et des scribes de Crète, et révocation des augmentations accordées depuis le commencement du ducat de Léonard Trévisan, jusqu'au jour présent. Le capitaine d'un château fort des cités de Candie et de Sithie, ne pourra être de nouveau capitaine dans un autre château fort de Candie et de Sithie, pendant un espace de deux ans.

Autorisation aux habitants de la Canée de conduire leurs bois de cyprès dans tous les pays soumis à la république, en payant les droits ordinaires.

On repousse la demande de se procurer partout où l'on pourra en trouver des chevaux et des roncins, qu'on ne peut avoir de Turquie ni des îles de la mer Egée.

Comme l'autorisation existait de prendre pour deux *cavallarie* un mulet pour un roncin *in varnitione* ; mais qu'à la Canée on ne pouvait faire cette substitution que si le même homme possédait deux *cavallarie*, on étend à la Canée cette autorisation.

Défense d'imposer des corvées, pendant le temps des vendanges, pour les travaux du port de Réthimo, et autorisation de nommer un directeur des travaux de la ville et du port.

Capta. — Item cum pro laboreriis loci Rethimi et portus et pro

aliis servitiis dicti loci sepius angarizentur illi de burgo Rethimi et vilani de foris ut veniant ad laborandum tamquam manipulatim, et aliquando angarizantur tempore recollectionum et aptationum vinearum suarum, cum notabili damno suo, et istis operatoribus non detur ulla solutio. Dignetur ducalis Serenitas mandare Rectori Rethimi quod huiusmodi operariis debeat dari facere soldos II, quolibet die pro quolibet, ut libentius se exponant venire ad laboreria suprascripta. 1416

Respondemus quod committemus Rectoribus predictis quod predictos non debeant nullo modo angarizare pro laboreriis nostri comunis, tempore recollectionum vindemiarum, nisi in casu expresse necessitatis.

Item cum in Rethimo sint plura navigia et cotidie fabricentur alia de novo, quia omnes cives dicti loci libenter navigant, et non sit aliquis qui regulet dicta navigia et marinarios, sed unus quisque facit secundum voluntatem suam. Dignetur Ducalis Serenitas providere, quod constituatur unus massarius in Rethimo de nativis dicti loci, cum salario iperperorum C in anno, et ultra hoc habeat de navigiis venientibus illuc de extra insulam aliquam prerogativam, prout habet admiratus Chanee, mandando dicto Rectori, quod debeat eligere et constituere ad dictum officium massarie personam sufficientem, que debeat exercere offitium predictum, et quod dictus massarius teneatur instare ad laboraria comunis et portus et tenere contum de rebus arsenatus, et habere curam de plateis et aliis rebus dicti portus, ut dicta laboreria melius fieri possint, et cum avantagio comunis, et iste massarius debeat mutari de duobus in duos annos.

Respondemus, quod placet nobis, quod fiat dictus massarius qui sit superstans portus, et attendat ad plateas cum salario predicto, et aliis utilitatibus suprascriptis, et omnis alia expensa superstantis portus cessari debeat.

Défense aux Juifs de faire l'usure sur la vente des marchandises, et ordre de ne donner les deux charges de Réthimo qu'aux hommes de fief ou aux nobles qui habitent depuis cinq ans la localité.

Capta. — Item cum sepe ymo continuo contingat, quod Judei, morantes in Rethimo, vendunt aliquas merces videlicet *movieres*, pelles, ferrum, solamina et coramina laborata villanis et aliis incolis dicti loci pro certo pretio, et faciant sibi fieri cartas de solvendo sibi ad certum terminum, et si debitores in fine termini non solvant per suam negligentiam, de quo predicti Judei contentantur, pro reducendo dictum debitum ad prode; fit conventio de novo tali modo, quod dicti Judei dant dictis suis debitoribus aliquid aliud de suis mercibus pro certo pretio et reficitur eis carta, addendo precium

1416 ultime rei supra primum debitum, et debitores obligantur solvere totam summam predictam usque ad certum terminum ad prode de XII pro Cento, quod est pessime et male factum, quin isto modo predicti villani pauperes deseriuntur ex eo quod in processu temporis multiplicatur dictum debitum in tantam summam quod debitores non possunt resistere; dignetur Ducalis Serenitas providere et mandare, quod deinceps aliquod debitum contractum pro rebus venditis, non possit reduci ad usuram, ullo modo vel ingenio, sub illa pena que dominationi videbitur, sed completo termino faciant sibi solvi de suo credito, non reficiendo comuni ullo modo.

Respondeatur quod de talibus mercatis possint fieri carte debiti, secundum usum, sed dicta talia debita non possint reduci ad usuram, sub pena Judeis perdendi capitale et medietatem plus pro pena, cuius tercium sit accusatoris, tertium Rectoris et aliud tertium comunis.

Cum anno elapso die XXVII junii posita fuerit in isto consilio, quedam pars per ser Laurentium Donato, olim rectorem Rethimi, quod duo officia Rethimi, videlicet Castellania Millopothemi, et Judex Delamarri conferri debeant illis nostris feudatis nobilibus et bonis hominibus latinis, qui faciunt habitationem in Rethimo et etiam aliis personis que haberent possessiones proprias vel territoria in Rethimo, vel districtu, quod est contra formam partis alias posite in isto consilio per quondam nobilem virum ser Dominicum Bono olim Ducham Crete, per quam provisum est quod aliquis qui de cetero emet aliquod feudum in Chanea et Rethimo, qui non sit de nostro consilio Venetiarum, vel de consilio quod solebat esse de feudatis Crete, non posset per aliquem modum eligi in castellaniis predictis, que pars fuit utilis et bona, et pro honore dictorum feudatorum bonum sit providere. Vadit pars quod dicta pars posita per ser Laurentium Donato in tantum sit revocata quod castellania de Millepothemi et Judex Delamari non possit dari nec conferri nisi feudatis et aliis nostris nobilibus, qui licet non haberent feudum habitaverint quinque annos in locho Rethimi et aliis personis ullo modo, remanente in aliis dicta parte, posita per ser Laurentium Donato, in sua firmitate.

Autorisation au duc et au capitaine de Crète de dépenser certaines sommes pour les réparations du port de la Canée, qui seront jugées possibles, après visite.

Pro Canea.

Capta. — Cum portus Canee sit reductus ad talem conditionem quod navigia non possunt stare secura, quando est aliqua fortuna maris, quod redundat in evidens et manifestum damnum tam comunis quam spetialium personarum, quia per navigia et navigantes comune recipit utilitatem et hec terra melius habitatur, ymo sicut natum est anno preterito de mense januarii due chauche, onerate

frumento comunis naufragerunt, exeuntes armizate in dicto portu **1416**
per fortunam venti boree, quod cessit pluribus magnum damnum et ab illo citra omnes dubitant venire et carciare in hoc portu naves suas. Et ideo petitur quod de licentia et auctoritate ducalis dominii, Rector Canee presens et futuri possint facere aptari bene et sufficienter dictum portum, ita et taliter quod navigia et griparia caritate et discaricate possint in eo stare quieta et secura, possendo facere expensas pro reparatione et aptatione predictis, de pecunia que exigetur de condemnationibus et de disvarnitionibus tam presentibus quam futuris, quod fiet sine magno gravamine comunis, sed cedet ad utilitatem suam et omnium navigantium ad dictum portum.

Respondeatur quod scribemus Duche et Capitaneo nostris Crete quod alter ipsorum, qui primo ibit ad visitationem insule, ire debeat ad videndum et examinandum laborerium dicti portus, et si terminabitur per Ducham vel Capitaneum et Rectorem nostrum Canee dictum portum aptari posse, detur libertas rectori Canee et successoribus suis, quod pro reparatione et aptatione dicti portus, possint expendere de pecunia que exigetur de condemnationibus disvarnitionum feudatorum tam presentibus quam futuris.

Refus de l'autorisation d'organiser à la Canée deux troupes d'hommes de pied, pour la défense de la localité, à la suite des pertes causées par les épidémies; refus de modifier les conditions d'armement des galères de la Canée et de Réthimo; défense de vendre à la Canée, avant la fin de juillet, les vins provenant du dehors.

Capta. — Cum castrum Canee, propter epidemias preteritas, sit ita depopulatum gentibus quod in eo non reperiuntur persone ultra LXX ad defensionem huius castri, ubi homines CC non sufficerent ad custodiendum illud, ut omnibus Rectoribus qui fuerunt illic satis est manifestum, petitur et supplicatur quod huc possint teneri banderie due peditum de pagis viginti pro qualibet, et pro defensione et securitate dicti castri, nam page sue solventur de introitibus huius terre sine magno incomodo comunis, et totus dictus introitus nihilominus remanebit in comune.

Nichil fiat.

Item cum sit equum et rationabile quod nobiles et fideles ducalis dominationis habitatores Canee et Rethimi sentiant de beneficiis ipsius ducalis dominii, que sunt rationabilia et honesta, supplicantes quod quandocumque armari debent in Creta a duabus galeis supra, quod tertia galea armari debeat inter has duas civitates Caneam et Rethimum, elligente tamen Regimine Crete cum Collegio deputato, supracomitum de Nobilibus maioris Consilii, videlicet anno uno de habitantibus Caneam saltem a quinque annis supra, altero de habitantibus Rethimum a dicto tempore supra, et soldum et refusura

1416 dicte galee solvi debeant de introitibus harum duarum civitatum, videlicet quando armabitur de Canea, Canee, et quando armabitur Rethimum, Rethimi, ponendo quatuor nobiles pro balistariis prout fit Candide, et quod qui erit supracomitus anno uno stet extra annis duobus, et quod Regimen Crete teneatur accipere informationem a Rectoribus Canee et Rethimi de talibus eligendis, si sunt sufficientes pro tali supracomitaria.

Nihil fiat.

Quoniam burgus totus Canea sustinetur ex aptatione vinearum terre huius, et deficientibus vineis, dictus burgus dishabitaretur, quod accideret quia conducuntur vina de extra insulam et de extra districtum Canee, et venduntur ad spinam, pro quorum conductione vina terre non habent conditionem aliquam, ymo expanduntur in non modicum damnum habitantium vineas et laboratorum eorum, petitur et supplicatur, quod talia vina forensium et vina conducta de extra districtum Canee non possint vendi ad spinam, nisi primo vendantur vina terre, non possendo vendere illa ad maius pretium quam tor. VI pro bocali, per totum mensem augusti, nam sic faciendo homines disponent se ad majorem augmentationem dictarum vinearum, et non modicum proficuum totius huius terre.

Respondeatur quod sumus contenti concedere dicte comunitati, quod vina forensia non possint conduci Caneam pro vendendo ad spinam, usque per totum mensem julii quolibet anno, sed transacto mense julii anno quolibet, possint vina forensia conduci et vendi ad spinam.

On n'admet pas qu'un vilain, tenu en servage pendant trente ans, n'ait plus le droit de réclamer contre son état de servitude; et l'on repousse la réclamation des hommes de fief de la Canée, relativement à un payement.

Capta. — Cum plura et diversa scandala oriantur quotidie, inter feudatos Canee et vilanos, qui totis viribus conantur subterfugere a vinculo servitutis; pro evitando dicta scandala et errores, qui possent oriri, petitur et supplicatur, quod quandocumque aliquis vilanus, tam comunis quam feudi, possessus fuerit pacifice per annos XXX. Intelligendo, quod talis possessio sit inter ipsum et patrem suum sive avum, vel alium de ascendentibus suis, per lineam masculinam, quod per Rectores Canee non possit amplius tali vilano possesso ut supra, dari aliqua audientia quandocumque vellet se tueri a vinculo vilanutici.

Nichil fiat.

Et licet nobiles et feudati Canee fuerunt contenti solvere ducatos ducentos auri, pro provisione et expensis nobilis viri ser Antonii Zancharolo, electi pro mittendo Venetias cum provisionibus suprascriptis ultra illam aliam expensam de Candida de ducatis duobus

grossis septem auri pro cavalaria, quod quidem fecerunt pro obediendo mandatis ducalibus, ut semper fecerunt, tamen considerato quod de provisionibus que debent fieri per illos de Candida, nichil tangit ad eos de Canea, supplicatur quod aut feudati Canee absolvantur ab illa expensa de Candida, videlicet de ducatis duobus grossis VII, pro cavalaria, aut hec expensa de ducatis ducentis, quam faciunt pro electo Canee, ponatur ad montem in expensa Candide et fiat rata inter omnes cavalarias insule vestre Crete. 1416

Respondeatur, quod non videtur nobis justum, quod dicta expensa solvatur per varnitiones ut petunt, quod sicut per literas Rectoris Canee apparet fuerunt contenti solvere dictos ducatos ducentos inter feudatos Canee.

Le décret pour l'élection des capitaines des châteaux forts de la Canée, est étendue aux châtellenies de Réthimo.

3 septembre. f° 162 v°

Ordre au duc et aux conseillers de Crète d'employer les prisonniers turcs aux divers travaux publics de Crète; ils devront avoir les fers, et ceux qui s'évaderont seront pendus s'ils sont repris.

Capta. — Cum per istud consilium captum fuerit quod omnes captivi armate Turchorum qui remanserunt vivi, debeant ad insulam nostram Crete mitti, ut ibi sub meliori custodia teneantur, et sic scriptum et mandatum fuerit capitaneo nostro Culphi, sitque propterea necessarium providere per modum quod in ipsa nostra insula cum securitate possibili, quantum plus fieri poterit stent et remaneant neque aufugere valeant in futurum, et quod de ipsis extrahatur omnis utilitas possibilis, Vadit pars quod mandetur Duche, consiliariis et Capitaneo Crete quod, applicatis ipsis captivis in Cretam, debeant de ipsis accipere et eligere quotquot eis videbuntur necessarii pro operibus et laboreriis nostri comunis, tam portus quam aliorum laboreriorum deinde, quos tractare debeant et tractari facere tamquam Turchos, faciendo eosdem ire cum ferris, secundum consuetudines hactenus observatas. Similiter etiam debeant de ipsis deputare tot quot eis videbuntur necessarii, pro laboreriis portuum Canee et Rethimi, quos illuc mittere debeant, dando ordinem quod retineantur cum ferris et sub bona custodia, ut est consuetum de Turchis, et Corphoi mittere debeant quinquaginta de dictis captivis, scribendo regimini ipsius loci quod ipsos retinere debeant sub bona custodia et quod vadant cum ferris, residuum vero ipsorum captivorum dividere debeant inter omnes cavalarias insule, dando cuilibet cavalerie duos ex predictis, sicut eis vel maiori parti eorum videbitur, habendo tam circa etates cuiuslibet eorum, quam alias conditiones et esse predictorum, bonum respec-

1416 tum et considerationem, itaque nullo modo una cavalaria ab aliis sit avantazata, sed omnes equaliter quanto plus poterit fieri pertractentur, committendo feudatis nostris quod de ipsis captivis habere debeant et haberi faciant bonam custodiam, ita quod aufugere non possint, dando ipsis captivis de territoriis suorum feudorum ad laborandum ad bovariam seu aliter, prout faciunt aliis, qui laborant de talibus territoriis qui non sunt servi feudorum, ita quod ipsi captivi vivere e possint et laborare territoria predicta, cum utilitate et emolumento dictorum feudatorum, usque ad terminum annorum trium proximorum, in fine quorum providebitur postmodum sicut utilius videbitur, pro utilitate nostri comunis et securitate insule nostre predicte.

Et si aliquis ipsorum captivorum, qui volet aufugere, caperetur debeat suspendi laqueo, et sic debeat observari, et Regimen nostrum Crete faciat istud publice proclamari per insulam, ad terrorem ipsorum captivorum, et si aliquis patronus navigii seu aliquis alius deviaret aliquem predictorum captivorum et illum conduceret extra insulam predictam, stare debeat uno anno in carceribus, et baniatur perpetuo de insula nostra predicta.

De parte 25 — 32.

Même date. f° 163 r°

Ordre au duc et aux conseillers de Crète d'envoyer des prisonniers turcs à Candie, Modon, Coron, Corfou, Jadra, pour faire les travaux nécessaires; ils pourront être engagés par les particuliers pour huit ou dix ans et recouvreront alors leur liberté.

Ser Nimivera Georgio consiliarius.
Ser Hermolaus Dalmario caput de XL.

Capta. — Volunt quod, cum sit necessarium providere de illis captivis armate Turchorum qui secundum mandata nostra debent mitti in Candidam. Vadit pars quod mandetur duche et consiliariis Crete quod de ipsis captivis debeant elligere illos qui sibi videbuntur apti et necessarii pro operibus portus Candide et aliorum laboreriorum deinde, et similiter laboreriorum portuum Canee et Rethimi, quos illuc mittere debeant, non possendo accipere et retinere ultra captivos centum, inter omnes, pro omnibus ipsis locis nostris, quos debeant facere portare et ire cum ferris sicut observatur de Turchis captivis, qui conducuntur ad ipsam insulam, ulterius debeat ipsum nostrum Regimen de ipsis captivis mittere XX Mothonum, XX Coronum, quinquaginta Corphoi, et XX Jadram pro laboreriis nostri comunis, necessariis in ipsis locis, rectores quorum locorum de ipsis faciant haberi bonam custodiam et ire cum ferris ita quod aufugere nequeant. Residuum vero ipsorum captivorum mittere debeat Venetias, qui postquam applicuerint, debeant per nostra capita Sexteriorum, secundum mores eorum offitii, affictari ad annos octo in

decem illis personis, que illos accipere voluerint pro exercendo illos 1416
in servitiis et negotiis suis pro dicto tempore, in fine quorum postmodum, ipsi captivi sint franchi et liberi, et teneantur ille persone que voluerint de ipsis captivis solvere et contribuere ipsis capitibus de Sexteriis, ducatos decem pro quolibet quem habuerint, qui sint nostri comunis pro expensis que fient in conducendo illos hic Venetias, et si fideles nostri Padue voluerint de ipsis captivis, cum conditionibus suprascriptis, debeant eis dari de predictis sicut et aliis, ut superius dictum est.

De parte 20-18 — de non 10 — non sinceri 8-13.

14 septembre. f° 164 r°

Proposition de faire pendre ceux des captifs turcs qui auraient essayé de fuir de Corfou, repoussée par vingt-neuf contre vingt-deux et onze abstentions.

30 septembre. f° 165 v°

Election des cinq sages de Crète.

3 novembre. f° 167 v°

Ordre au gouvernement de Crète d'armer une galère et de choisir un capitaine pour la défense de Négrepont; il faut que cette galère parte avant la fin de janvier.

20 novembre. f° 169 r°

Dans le cas où les juges et les *officiales* de Crète demanderaient pour une affaire un plus ample informé, ils ne devront pas tarder plus de deux mois à rendre le jugement définitif.

22 décembre. f° 173 r°

Beaucoup d'étrangers vont en Crète et y chargent du vin et d'autres marchandises, *de ratione nostra Venetorum*, pour les conduire en Romanie ou ailleurs; on voulait défendre aux sujets vénitiens d'aider à charger sur ces vaisseaux, tandis qu'il y a là des vaisseaux de Venise avec même destination; mais cette défense est repoussée par 61 contre 14 et 13 abstentions.

31 janvier. f° 185 v° 1417

On a conduit à Candie une galère prise aux Turcs; mais comme elle n'est plus propre à servir, on prend la résolution de la mettre à l'arsenal de Venise, pour perpétuer le souvenir de la récente

1417 victoire [1], et on charge le gouvernement de Crète de la mettre *ad incantum* pour la conduire à Venise.

Même date. f° 186 v°

Les vassaux sont autorisés à vendre au gouvernement de Crète ou, sur son refus, à d'autres personnes, le blé qui n'aurait pas été tout d'abord vendu, pendant l'année du dépôt et les trois mois suivants.

Capta. — Cum consuetum sit, pro ubertate civitatis nostre Candide et pro comuni bono totius insule nostre Crete, quod Regimen nostrum Crete facit fieri descriptionem bladorum omni anno, et facta dicta descriptione, facit banniri quod omnes feudati debeant conduci facere in civitatem, usque ad certum terminum, tertiam vel quartam partem aut medietatem suorum bladorum, sub certa pena secundum quantitatem bladorum que reperiuntur, dicti vero feudati pro obediendo faciunt conduci in civitatem blada predicta, secundum mandatum regiminis, que blada dicti feudati tenent ad voluntatem regiminis, conducto autem dicto blado, Regimen facit precipi, quibus sibi placet ex feudatis predictis, quod de blado suo conducto faciant poni et vendi super platea, secundum cursum terre, illam quantitatem que videtur dicto Regimini ponenda unicuique, et sic dicti feudati faciunt, et scriba comunis, ad hoc deputatus, notat in uno quaterno quantitatem quam unusquisque feudatorum predictorum facit vendere in platea, et occurrat quod in illo anno omnia blada conducta per feudatos non possunt vendi super platea et supravenit novum anni sequentis et iterum fit simile mandatum et bannum per regimen nostrum Crete, et nihilominus in manibus dictorum feudatorum restat adhuc de frumento anni precedentis, quod vendi non potuit propter bonam conditionem temporis, et sic de anno in annum remanent obligati pro quantitate eis limitata quam non vendiderunt, et si occurret casus, impossibile foret dictam quantitatem presentare pro tempore elapso quia frumentum dicte insule non potest conservari sicut omnibus est manifestum, et bonum et necessarium sit adhoc providere, Vadit pars quod omnes feudati insule nostre Crete teneantur et debeant, secundum mandatum eis fiendum, per regimen nostrum Crete, et sub illis penis que dicto regimini videbuntur, conducere in civitatem illam quantitatem bladorum que fuerit per dictum Regimen unicuique limitatum, et ad illud terminum qui fuerit terminatus per Regimen predictum, quod bladum teneantur et debeant vendere super platea, secundum mandatum et terminationem quod eis fiet per regimen nostrum predictum. Verum transacto illo anno et mensibus tribus anni sequentis, si tota quantitas limitata

1. La victoire de Gallipoli, remportée le 29 mai 1416, sur la flotte turque, à laquelle les Vénitiens prirent cinq galères et plusieurs autres bâtiments.

feudatis predictis ad conducendum in civitatem non fuerit vendita, sit in libertate feudatorum quantitatem dicti bladi restantem in manibus suis de anno preterito, dare regimini nostro Crete pro pretio secundum cursum terre, vel vendi super platea de die in diem sicut potuerunt. Si vero consideratis conditionibus temporis, non videretur dicto nostro Regimini de accipiendo bladum predictum, tunc possint dicti feudati de quantitate predicta eis restante de anno preterito disponere, et facere prout eis videbitur, et ad tenendum dictam quantitatem ulterius nec ad presentandum illam ullo modo sint astricti, insuper ordinetur et comittatur Regimini Crete predicto quod si de cetero occurreret quod Regimen predictum pro utilitate nostri comunis terminet distribuere et dispensare inter fideles nostros deinde de frumento nostri comunis, quod dictam talem distributionem facere debeat inter feudatos et alios fideles nostros deinde et inter Judeos, sicut per clapsum consuetum est fieri et observari. **1417**

15 février. f° 189 r°

Envoi de deux galères de Crète pour la sûreté du Golfe.

SEN. MISTI R. 52 1417-1419.

18 mars. f° 3 r°

Envoi de vaisseaux en Sicile, à Cérigo et à Modon, pour la destruction des pirates.

26 avril. f° 9 r°

Ordre aux gouvernements de Crète, de Corfou et de Négrepont, de laisser tous les fidèles et sujets vénitiens charger le blé de ces pays pour l'amener à Venise, sous peine d'une amende de 1,000 ducats.

16 mai. f° 14 v°

Le gouvernement de Crète ne pouvant faire de dépenses pour combattre la piraterie, on l'autorise à armer des vaisseaux, aux frais de la république, toutes les fois qu'il saura que des pirates font la course dans le Levant, à charge par lui d'en avertir le gouvernement de Venise. Il s'agit surtout de l'extermination de Nicolas Sampier, corsaire redouté.

1417 6 juin. f° 23 r°

On donne jusqu'à la fin de mars 1418 au gouvernement de Crète pour concorder les juifs avec leurs débiteurs; les trois nobles resteront en fonctions jusqu'à ce moment.

11 juin. f° 26 v°

Les évêchés d'Agia [1] et d'Archadie [2], en Crète, étant vacants, beaucoup de dignités et de prélatures le sont aussi. Ordre est en conséquence donné au gouvernement et aux recteurs de Crète de séquestrer les revenus afférents à ces dignités; on choisira deux fidèles qui les recueilleront et répartiront aux prêtres latins l'argent ainsi perçu, pour l'employer à l'achat d'objets du culte. Ils tiendront un compte exact des dépenses, et, tous les quatre mois, le présenteront aux recteurs.

17 juin. f° 27 r°

Les officiers des comptes pour la Crète seront élus, comme les autres, *ad quatuor manus electionum.*

19 juillet. f° 36 r°

Tous les *provisionati et soldati* ne peuvent avoir une part quelconque dans les redevances des localités appartenant à Venise, sous peine de la privation perpétuelle du bénéfice.

1er septembre. f° 44 r°

Mesures pour le transport et le commerce des draps.

6 septembre. f° 44 v°

Ordre au capitaine du Golfe de renvoyer à Candie deux galères à désarmer; aussitôt le gouvernement de Crète enverra une galère à Négrepont, et il en armera deux pour février; elles devront aller à Coron, Modon et le Golfe.

30 septembre. f° 50 r°

Elections des cinq sages de Crète.

1. Agia, ancienne Cydonia, ville épiscopale de Crète, mais qui cessa de l'être sous la domination grecque. Les Vénitiens en firent de nouveau un évêché latin, ayant son siège à La Canée.
2. Une des plus anciennes villes de Crète, soi-disant la patrie de Jupiter; siège épiscopal sous les Grecs et les Latins.

9 novembre. f° 53 r° 1417

On envoie au gouvernement de Crète, avec prière de faire une enquête, une pétition sur une dette contractée par ledit gouvernement envers Dimitrius Cosme de Coron.

Même date. f° 53 v°

Autorisation accordée au gouvernement de Crète de prendre les mesures qu'il jugera nécessaires, pour empêcher la fuite des prisonniers turcs, établis à Candie.

Capta. — Quia sicut scribit regimen nostrum Crete, illi captivi armate Turchorum, qui de nostro mandato missi fuerunt in Candidam et divisi per cavalarias insule, diversimode aufugiunt ita quod, nisi aliter provideatur, in brevi spatio temporis omnes exirent de insula, quod esset valde periculosum et damnosum illi insule, respectu quod didicerunt loca, passus et portus insule, et ex hoc sit utilissimum adhibere salutiferum remedium pro vitandis inconvenientiis que sequi possent. Vadit pars quod respondeatur regimini nostro Crete quod intelleximus id quod nobis scripsit super hoc, et quia sumus certi quod ipsi sunt presentes factis, tanquam sapientes bene sciunt invenire remedia opportuna, itaquod ipsi Turchi aufugere nequeant in futurum, volumus et eis damus libertatem quod, pro obviando ad hoc, possint facere illam provisionem et ordinem qui ipsi videatur utilis et fructuosus ad obtinendum intentionem nostram suprascriptam.

22 novembre. f° 57 v°

Autorisation accordée au nouveau conseiller de Crète de dépenser tout ce qui est compris dans le crédit de 100 ducats d'or, alloué à son prédécesseur pour la réparation de sa maison.

18 janvier. f° 68 r° 1418

Ordre au gouvernement de Crète d'envoyer de suite, à titre de subvention, à Coron et à Modon, 6,000 hyperpères en tournois, à raison de 20 sous par hyperpère. Coron en recevra 2,000.

24 janvier. f° 69 v°

Mesures pour le transport et le commerce des draps.

Même date. f° 71 v°

Ordre au gouvernement de Crète d'envoyer une galère passer huit jours à Négrepont, pour la sécurité de l'île, avant de se rendre au Golfe.

1418 30 mars. f° 84 r°

Election des cinq sages de Crète.

22 avril. f° 89 r°

Autorisation accordée au gouvernement de Crète de prendre telle décision qu'il lui plaira, au sujet des prisonniers turcs, ledit gouvernement désirant permettre aux dits prisonniers de s'établir en Crète avec leurs femmes, ou d'y contracter mariage.

Capta. — Cum sicut noviter[1] scripsit Regimen nostrum Crete vigore libertatis ei date de mense Novembris per istud consilium, dictum Regimen fecerit certas provisiones et ordinem super factis omolatorum qui capti fuerunt super armata Turchorum et missi in Candidam, qui diversimode fugiebant, que provisiones prout scribit dictum regimen fuerunt sine expensis comunis nostri, et ulterius dictum regimen scribat quod iam in Cretam venerunt quamplures uxores et familie dictorum omolatorum, qui videntur dispositi ibi perpetuo remanere, quodque si apparet nostro dominio providere quod illi omolati quorum uxores et familie iam venerunt, et etiam qui facerent conducere in Cretam uxores et familias suas, vel quod illi qui non habent uxores possent eas accipere, cum conditione quod deberent esse et remanere villani comunis, prout sunt alii villani insule Crete, quod hec provisio iuxta eorum apparere esset sufficiens, non solum ad arcendam eorum fugam, sed ad faciendum eos fideles nostros, cum magno fructu dicte Insule, quodque maior pars eorum de hoc essent contenti prout credunt, et dicta provisio sit bona, Vadit pars quod scribatur dicto regimini quod dictas suas literas intelleximus et notantes provisionem predictam per eos recordatam, damus eisdem cum nostris consiliis, auctoritatem et bayliam [2] quod simul cum capitaneo nostro Crete debeant conferre et terminare super ipsam provisione fienda, secundum quod eis, vel maiori parti eorum videbitur, et quicquid per eos vel maiorem partem eorum in facto confirmandi vel non confirmandi dictam provisionem et eam mittendi executioni factum et terminatum fuerit, sit firmum et validum, ac si esset per istud consilium terminatum, et sic inviolabiliter debeant eorum successores imposterum observare.

De parte 113 — de non 18 — non sinceri 15.

28 mai. f° 92 v°

Le terme pour les concordats avec les juifs est passé, et, sur les 1,970 personnes inscrites, le gouvernement de Crète n'a pu en

1. Voir l'acte du 9 novembre 1417.

2. *Baylia, Bajulia* : « pouvoir, autorité, concession. »

concorder que 138, on lui renouvelle ses pouvoirs et on lui donne un délai de deux ans. 1418

Même date. f° 93 r°

Le gouvernement de Crète n'a pu envoyer à Coron et à Modon les 6,000 hyperpères demandés.

11 juin. f° 94 v°

Crédit de 100 ducats au duc de Crète, pour mettre en état les bâtiments de son palais, qui sont délabrés et en mauvais état.

18 juin. f° 99 r°

Dispositions prises à l'égard des juifs et de leurs débiteurs.

Capta. — Cum zosia che in MCCCCXVI di V zugno fo prexa parte in el conscio de pregadi che la nostra Signoria scrivesse e comandasse al Rezimento de Crede che tute le sententie fate in favor de Zudei de Candia dal di del recever de un altro comandamento fato al dito rezimento i devesse sospender E non mandar ad execution fintantoche per la Signoria fosse sovra de zo fato provision, et altra questo fasse comandado a tutti i Zudesi de Candia che lor non devesse aldir alguna lite ni in pazarse de alguna causa de prediti Zudii, per che la intention de la Signoria era azo a proveder e dar spazamento, e da puo adi XXI avosto che immediate segui in el conseio de pregati fosse preso e provezudo chel dito rezimento de Candia con tre deputadi apresso dessi devesse far tre partide di debitori de Zudei dagando termine ac debitori de la prima partida da do in fin. V. anni, et a quelli de la segonda fin. XII. A quelli de la terza fin. XX. anni a pagar ai diti Zudei i suo debiti cum certe-condition como in la dita parte se contien, e mo da nuovo la dita libertade e comandamento adi XXVIIII mazo proximo passado sia stado prolongado e renovado per anni do proximi, et in questo tempo passado i diti Zudii nen habia possudo domandar i suo debiti in haver alguna cossa da i suo debitori, ma siando lor debitori de grande suma de deneri a malti zintilomeni et altri a qual i a tolto a scavazacolo molte mercadantie per conveguir imprestar a Comun per armamento de galie, per comprar formento, e per pagar i suo datii oltra iperperi L, i vogia da i suo crededori esser constreti a pagar i suo debiti non possando lor alguna cossa smoder da i suo debitori I qual debitori de Zudie za anno scosso tre intrade, senza haver pagado alguna parte de soi debiti, I qual debiti seria molto menuidi se le dicte intrade fosse stade sfalcade intro i prediti debiti, et el sia conveniente e zusta cossa che da puo che i diti Zudii da i prediti sue debitori non puo sco der anche lor non sia astreti in preson in de la soa roba non sia inganzadi altra el poder, ma che da puo chel

1418 se sovien ai debitori de Zudie anche ai diti Zudii sia fato alguna honesta provixion e sovention si che lun cum laltro se possa passar oltra, consideranbo che plui longi termeni che se podeva far etiamdio a quelli che fosse plui poveri serave fin ad anni XX. L'andara parte che per auctoritade de questo conseio el sia stato e comandado al rezimento nostro de Crede, e al capitanio e successori suo, che elli over la mazor parte de lor quatro, primo et ante omnia debia cognoscer e termenar i debiti i qual de dar quelli debitori de i diti Zudii, i qual non sono stadi acordadi si per pro como per cavedal fin al presente per vigor de carte et instrumenti, segondo la soa continentia, over altramente, e de tutto quello che per lo dito rezimento el capitanio over la maior parte de lor i sera cognosudi esser debitori ai prediti Zudii debia esser constreti per el dito rezimento e capitanio over per la maior parte a pagar del dito debito tanta rata quanta tocherane a raxon de anni XX, per questi do anni proximamente passadi, si como al dito tempo de XX anni i fosse stadi accordadi segondo la parte, debiandossi puo seguir in tuto e per tuto per el dito Rezimento e capitanio soli, over la maor parte, quello el qual e stado prexo en el dito conseio de pregadi de acordar i prediti Zudii cum i suo debitori per la forma de la parte prexa adi 21 avosto 1416 si per pro como per cavedal fin el di sera conzadi, segondo la parte soprascritta prexa.

16 juillet. f° 110 v°

Mesures pour le transport des étoffes.

22 août. f° 117 r°

Autorisation aux capitaines des galères d'Alexandrie, en raison de l'épidémie qui règne en Crète, de prendre les mesures qu'ils jugeront convenables pour le déchargement des marchandises et la sécurité des hommes.

Capta. — Cum, sicut omnibus notum est, in presenti viget epidemia in Insula nostra Crete, et bonum sit providere quod galee nostre viagii Alexandrie, que ibidem debent capitare, sive zurme in eis existentes non recipiant detrimentum. Vadit pars quod relinquatur in libertate capitaneorum dictarum galearum quando applicuerint in dictam Insulam possendi intrare intus molum Candide et ibidem stare vel non et providere ad caricandum et discaricandum mercationes cum illo meliori et securiori modo, qui sibi videbitur pro bono et salute zurme et mercatorum ac galearum sibi commissarum.

5 septembre. f° 121 r°

La galère de Crète qui est allée, avec deux autres, accompagner celle de Romanie, devra, à son retour de Négrepont, être licen-

ciée. Le gouvernement de Crète nommera alors deux capitaines **1418**
et armera deux galères, qu'il enverra, pour le premier janvier, à Jadra.

30 septembre. f° 124 v°

Election des cinq sages de Crète.

24 octobre. f° 128 r°

Autorisation accordée au gouvernement de Crète de dépenser 600 ducats, pris à Venise, comme emprunt, pour acheter les objets nécessaires à l'armement d'une galère.

Même date. f° 128 v°

Ordre au gouvernement de Crète de prendre les mesures nécessaires pour le rétablissement du clergé latin, dont les membres avaient quitté l'île, à la suite de la séquestration de leurs revenus.

Capta. — Cum temporibus elapsis in castris tocius insule Crete esse solebant capellani latini qui administrabant divina officia et modo a modico tempore citra, quia accepte fuerunt regalie ipsis capellanis, quas habere solebant per consuetudinem observatam, sicut est manifestum, ipsi capellani nequeuntes resistere, a dictis capellis sive castris recesserunt, quod est maximum detrimentum castellanis, nobilibus et aliis personis latinis in ipsis castris et casalibus existentibus, qui et que non possunt habitare in civitate, quoniam ipsi non habentes capellanos latinos, propter necessitatem, dicti faciunt baptizari et sepeliri et alia officia celebrari, modo sive more greco, et hoc modo quotidie latini greci efficiuntur, que res multum displicet Deo et humane rationi, quod fides catholica spetialiter in locis latinis defficiat, unde pro honore et fama nostri dominii utiliter sit providendum. Vadit pars quod mandetur, auctoritate huius consilii, Regimini nostro Crete et similiter aliis Rectoribus insule predicte, quod omnino providere debeant, mittere vel mitti facere ad omnia castra et loca dicte Insule, capellanos latinos necessarios et opportunos, qui capellani debeant habere sua salaria omnesque alias regalias consuetas, secundum antiquas consuetudines, et si dicte regalie non sufficerent debeant providere, per illos modos bonos et necessarios, sic quod dicti capellani habeant causam remanendi contenti, et standi in ipsis locis, redeuntibus nichilominus in possessione illis capellanis, qui recesserunt a dictis castris propter dictas regalias sibi ablatas in eum locum proprium, ubi prius erant.

1418 Même date. f° 128 v°

Crédit de 200 ducats pour des réparations aux maisons des conseillers de Crète.

26 novembre. f° 132 v°

Envoi de la galère de Crète en Dalmatie.

Même date. f° 133 r°

Les 3,000 ducats que le gouvernement de Crète recevra, par change sur Venise, devront être envoyés à Coron et à Modon. On ordonne aussi au gouvernement d'envoyer une galère à Négrepont, et, si elle n'y est pas nécessaire, de la faire rester dans le Golfe.

15 décembre. f° 136 v°

Mesures pour le transport et le commerce des draps.

1419 15 janvier. f° 145 r°

Fixation de l'escorte du duc et des conseillers de Crète quand ils font des tournées dans l'île, ainsi que des sommes qu'ils peuvent dépenser par jour.

Capta. — Cum in MCCCCVII, de mense martii, captum fuerit in isto consilio quod quando Capitaneus Crete equitat per insulam Crete, debeat equitare cum certa sotietate sibi limitata, sicut in ipsa parte continetur, et nulla facta fuerit mentio de Ducha et consiliariis Crete, qui quando vadunt et equitant per ipsam Insulam ducunt secum maximam sotietatem, cum nimis excessiva expensa nostri comunis, super quo etiam est utile providere pro bono nostri comunis. Vadit pars quod de cetero ordinetur, quod, quando Duche Crete equitabit per Insulam, secundum quod per sue commissionis formam tenetur, non possit ducere secum nisi personas quadraginta cum suis equis, non possendo expendere pluria iperpera XV in die de pecunia nostri comunis, non computatis agotiis equorum et someriorum. Et similiter quilibet consiliarius non posset ducere secum ultra numerum personarum XX, non possendo expendere ultra iperpera octo in die, non computatis agoziis equorum et someriorum. Intelligendo etiam quod si consiliarius equitaret cum ipso nostro ducha, dictus ducha et consiliarius non possint ducere inter ipsos plures equos XL et expendere pluria yperpera XV, sicut superius continetur. Et presens pars iniungatur in commissionibus Duche et consiliariorum Crete, ut eam observare debeant.

26 janvier. f° 147 r° 1419

Ordre au gouvernement de Crète d'armer pour le Golfe trois galères, au lieu de deux.

2 avril. f° 161 v°

Election des sages de Crète.

26 mai. f° 170 r°

Crédit de 100 ducats sur la trésorerie de Crète pour la réparation du palais du duc de Crète et de sa citerne.

18 juillet. f° 186 v°

Prescriptions au sujet de la vente à crédit des marchandises, et défense aux créanciers de faire prendre de corps leurs débiteurs.

Capta. — Cum, sicut notum est, in Insula nostra Crete sint multi qui vendunt fidelibus et habitatoribus nostris deinde pannos de retalio et alias res, ad terminos, multo pluri pretio quam valeant dicti panni et res, et faciunt multas extorsiones et stocha que sunt intollerabilia dictis nostris fidelibus, qui sunt impotentes ad solvendum, ob quod multi ex nostris fidelibus aliquando carcerantur et numquam exeunt de carceribus nisi cum totali suo preiuditio et desertatione, aliquando deserunt dictam insulam aufugientes per diversa loca, quod cedit ad maximum incomodum et desolationem dicte Insule, et bonum sit providere superinde, ymo penitus necessarium pro bono nostri dominii et dicte Insule. Vadit pars quod de cetero ordinetur quod, si aliquis, in nostra insula predicta, venderet aliquem pannum de retalio aut aliquam aliam rem ad terminum, sive in credentia, sive accomodaret aliquem denarium alicui fideli vel habitatori dicte Insule, aut haberet aliquem debitorem quocumque modo, exceptis debitoribus de fictibus domuum et territoriorum, non possit ullo modo intromittere nec intromitti facere personaliter talem suum debitorem, ab iperperis centum infra, sed solum habet regressum in bonis suis mobilibus et immobilibus. Et ad similem conditionem sint Judei dicte Insule, qui accomodarent a centum iperperis infra.

Même date. f° 187 r°

Les débiteurs chrétiens, n'osant se montrer, quittent l'île. Tous devront comparaître après la proclamation du présent édit, et dans le délai d'un an, devant les recteurs, et leur donner l'état exact de leur situation. Les avocats de la république, envoyés

1419 par les recteurs, devront faire à ce sujet une enquête et arranger des concordats, pour lesquels on fera comme d'habitude.

Même date. f° 187 r°

Ordre aux galères de Crète et du Golfe d'accompagner celles de Romanie jusqu'à Gallipoli.

SEN. MISTI R. 53 1419-1421.

1er septembre. f° 1 r°

Par suite de l'épidémie qui sévit en Crète, le capitaine des galères d'Alexandrie pourra entrer dans le port ou rester hors du bassin, en prenant toutes les précautions nécessaires dans le chargement et le déchargement des marchandises pour la sécurité de son équipage [1].

2 octobre. f° 4 v°

Election des cinq sages de Crète.

1er novembre. f° 9 v°

Décret autorisant l'élection de deux autres nobles *per duas manus electionum*, pour examiner les comptes de Crète, en remplacement des deux qui sont morts.

11 novembre. f° 12 v°

Crédit de 900 ducats, accordé au gouvernement de Crète, pour l'achat des objets qu'il jugera nécessaires.

28 novembre. f° 15 r°

Autorisation pour le transport des draps et l'importation à Venise de *octo capitia condati torti plurium colorum.*

1420 9 janvier. f° 19 v°

Un édit du 27 août 1356 avait ordonné que tous les *officiales* dépendant des recteurs de la Canée, devaient être *de illis qui sint*

[1] Voir l'acte du 22 août 1418.

de consilio Venetiarum vel Canee, exceptis scribanis et extimatoribus bladorum; comme on n'observe pas cet édit et qu'on donne les places : *rusticis et aliis vilibus personis, quod male factum est*, *et contra honorem et intentionem nostri domini*, on impose une amende de 200 ducats pour toute infraction reconnue. 1420

3 février. f° 27 r°

Ordre au gouverneur de Réthimo d'envoyer tous les ans à Coron 5,000 mesures de froment et 2,500 hyperpères de Crète, comme subvention.

Capta. — Cum per consuetudinem Rectores Canee omni anno emant a suis feudatis certam quantitatem frumenti a XX usque XXV^M mensuras, quod frumentum ipsi Rectores emunt pro dando illis qui faciunt de pane, et etiam pro ubertate ipsius loci Canee. Et subsequenter in complemento anni illud frumentum quod sibi restat, ut non remaneat, novo superveniente, concedunt illud extrahi posse pro Venetiis vel pro Corono et Mothono, ad quod est necessarium providere, considerata magna necessitate quam patitur locus Mothoni, ut est notum propter guerras et novitates quas passus fuit et habuit, quia locus ipse non habet suas intratas sicut habebat ante. Vadit pars quod scribatur et mandetur Rectoribus Canee presentibus et futuris quod recepto nostro presenti mandato reperiendo se de presenti in habundantia frumenti, debeat (*sic*) mittere Mathonum mensuras V^M frumenti, non debentes solvere dictis de Mothono aliquid pro dicto frumento quam possint illud mittere, ut est dictum, mittere debeant loco dicti frumenti Mothonum iperpera II^MV^C, ad ratam iperperorum Crete, verum ordinetur et sic de cetero debeant observare ipsi rectores Canee, quod, facta singulo anno de mense septembris scriptione bladorum, debeant et teneantur mittere ad dictum locum nostrum Mothoni predictas mensuras V^M frumenti, si erunt in abundantia, et si non erunt, mittere teneantur predicta iperpera II^MV^C pro ubertate dicti loci. In casu vero quod non deliberarent mittere frumentum sed denarios, non possint ipsi rectores ullo modo concedere aliquibus extrahere posse frumentum de dicto loco Canee vel districtu, post deliberationem predictam, sub pena ducatorum mille in suis propriis bonis. Et duret hec pars donec fuerit revocata. Et committantur inquirenda hec advocatoribus comunis, habentibus partem, ut de aliis sui officii. Et addatur in commissione Rectorum Canee.

Même date. f° 27 r°

Proposition de donner 25 hyperpères de salaire pour les six mois que siègent les *Judices petitionum Canee*, afin de les recruter plus facilement, repoussée par 46 contre 37 et 4 abstentions.

1420 1er avril. f° 39 r°

Election des cinq sages de Crète.

19 avril. f° 40 r°

Lettre à l'empereur de Constantinople pour se plaindre de ses vexations contre Coron et Modon.

20 avril. f° 40 r°

Crédit de 300 ducats pour la réparation du plafond de la salle du palais ducal, qui menace ruine.

17 juin. f° 56 v°

Le gouvernement de Négrepont n'a pu se procurer du blé ni en Turquie, ni dans les îles de l'Archipel. Ordre est donné aux gouverneurs de Crète de permettre d'enlever pour Négrepont 500 setiers de froment, moyennant un prix convenable.

26 juillet. f° 63 v°

Instructions relatives au prix du blé, et aux conditions auxquelles ceux qui l'auront récolté devront le présenter aux gouverneurs de Crète, et pourront vendre ce qui n'aura pas été acheté par ces derniers.

Capta. — Cum ut Insula nostra Crete esset, omni bono respectu et causa, copiosa frumento, tam pro ubertate ipsius insule, quam ut in casu necessitatis possemus de illa inde habere pro ubertate terre nostre, et etiam pro subventione locorum nostrorum si foret necesse, provisum fuisset per hoc consilium de 1414, die XIIII septembris de dando de frumento seminato et collecto ad donegale iperpera triginta octo de quolibet C° mensurarum, cum conditionibus in dicto ordine contentis, que quidem provisio effectum non habuit tum quia operarii habentur cariori pretio solito, tum quia ubi dabantur iperpera II in tria pro ducato, nunc valet ducatus iperpera 4, et etiam quia animalia recuperantur et inveniuntur cum magna difficultate ob nimiam penuriam illorum, ob quod etiam ipsa animalia emuntur cariori pretio solito, et sit superinde penitus providendum omni bono respectu et causa, Vadit pars, consideratis considerandis, ut effectus dicte provisionis tam fructuose et bone considerationibus satis notis, habeat executionem quod ubi per partem predictam fuerat provisum de dando de frumento seminato et collecto ad donegale iperpera XXXVIII de quolibet C° mensurarum, ordinetur in hunc modum, videlicet : quod dari debeant de dicto frumento iperpera quadraginta quinque de quolibet C° mensurarum ad mensuram Crete, et duret ista limitatio precii per decem annos

proximos, et tantum plus donec fuerit revocata, cum his modis et 1420
conditionibus, videlicet: quod omnes qui de cetero seminabunt in dicta nostra Insula sive recolligent frumentum seminatum ad donegale in insula prefata, teneantur usque per totum mensem Augusti cuiuslibet anni successive offerre illud regimini nostro Candide, seu aliis rectoribus nostris insule, sub districtu et iurisdictione quorum recollectum fuerit predictum frumentum, qui quidem Rectores teneantur de presentationibus sibi factis advisare Regimen nostrum Crete. quod quidem Regimen et Rectores prefati dare debeant sacramentum dictis presentantibus, quod ipso anno recollegerint tantam quantitatem frumenti cum donegalibus quantam obtulerunt, et ipsum Regimen Crete usque per totum mensem septembris proximi tam de frumento ei presentato quam de illo quod presentabitur aliis rectoribus Insule teneatur respondere utrum illud sive partem eius voluerit pro nostro comuni vel non, et acceptando ipsum sive partem eius debeant de illo facere solutionem usque ad duos menses proximos, post acceptationem factam, ad rationem iperperorum quadraginta quinque pro quolibet C° mensurarum, ad mensuram Crete, ut dictum est. Ente ipso frumento illius anni bono et mercadante, et acceptando partem ipsius frumenti accipiat ipsam partem per ratam a presentantibus sicut est iustum, et non acceptando debeat illud sive partem quam non acceptaret permittere extrahi pro portando Venetias et ad alia loca nostra et non alio, ullo modo, dando subito ipsis quorum erit frumentum non acceptatum bulletam pro extrahendo illud de Insula pro portando Venetias et ad alia loca nostra, et accipiendo plezariam sufficientem ab extrahentibus quod apportabunt contraliteras ab illo nostro Rectore illius loci, ad quem dictum frumentum fuerit delatum, ut alio non portetur. Non possendo dictum Regimen et alios Rectores Insule denegare dictam licentiam extrahendi pro conducendo Venetias et ad loca nostra, nollendo illud, sive partem eius, sub pena ducatorum quingentorum pro quolibet, in suis propriis bonis, quam exigant Advocatores comunis, habentes partem ut de aliis sui officii. Verum si aliquis presentabit frumentum non recollectum illo anno seu si non recolligisset tantam quantitatem frumenti cum donegalibus, quantam presentaverit, perdat illud frumentum in quo contrafecisset, de quo medietas sit Regiminis Crete, seu aliorum Rectorum ipsius Insule quibus presentaretur, et alia medietas sit nostri comunis, et si de hoc fuerit accusator, per quem sciatur veritas, habeat medietatem et teneatur de credentia, et alia medietas dividatur ut superius dictum est. Ulterius si aliquis predictorum extraheret de dicta Insula in casu predicto ultra quantitatem recollectam cum donegalibus sive illud portaret alio quam Venetias, vel ad alia loca nostra, cadat ad valorem dicti bladi, que pena dividatur ut supra. Ceterum ordinetur quod totum frumentum predictum quod infra annum extractum non fuerit de dicta Insula non possit ab inde in antea extrahi

1420 ullo modo sub pena predicta, et debeat presens pars in locis solitis insule publice proclamari, ut omnibus nota sit.

De parte 62 — de non 3 — non sinceri 6

30 juillet. f° 64 v°

Prorogation, pour six mois, du délai pour concorder les débiteurs.

1er août. f° 65 r°

Les motifs qui peuvent faire accorder un concordat aux débiteurs doivent être remis aux syndics, d'accord avec le capitaine de Crète; les syndics devront avoir deux séances par jour et rester en Crète jusqu'à la fin d'avril, ils devront être élus *per 4 manus electionum* et recevoir un salaire.

9 août. f° 66 r°

Instructions relatives à trois proviseurs chargés d'examiner la nature et l'origine des dettes contractées envers les juifs, et de prendre les mesures nécessaires pour établir l'entente entre les créanciers et les débiteurs.

Capta. — Perche le daver molto cara lisola nostra de Crede la conservacion de laqual sie a conservar i afidadi et i altri puovoli, i qual chi per esser agravadi de debiti a i Zudii, e questo per usure et altre magnarie fate per lor, et altri fugitivi de lixola per esser agrevadi de debiti a spizial persone cristiani, le qual dite caxon, chi non remediasse seria distrution de tuti i subditi nostri e per consequente dequel isola, et necessario sia a far solenissima provision per conforto de queli, Andara parte chel se eleza per scruptinio in questo conscio de pregadi tre soleni providedori ala dita nostra Isola de Crede et sia tegnudi de andar cum le prexente galie d'Alexandria e possasse elezer de ogni luogo et officio e del zudegado de petizion e di Aldidori de le sentenzie, habia tre famei per cadann, a so salario e spexe, et uno mogo, et sia per un anno, et debia star de compagnia et debia responder fra terzo di e non possa refudar soto pena de ducati 100 per cadann, e non se possa elezer de queli che pia stadi Retori da anni 10 in qua in quel Isola et habia i dicti Provededori la libertade infrascripta.

Che zonto che i sera in Candia, debia diligentemente examinar le condizion di agrevadi di debiti di subditi nostri fosse assentadi de lixola infin al zonzer so in Candia, iqual son tegnudi a christiani, siando i ditti de fin danno affidadi per do mexi da puo che i zonzera in Candia, possando i ditti Provededori slongar la fida de tempo in tempo como i parera, e simelmente di fugitivi che fosse in Candia al so zonzer i qual fosse soto fida, e non fosse sta accordadi per lo

rezimento, anchor debia examinar la condizion di tuti agrevadi debitori de i Zudii, si de queli che son in lixola, chomo de queli che fosse fuor de lixola i qual tornasse per cazon de la fida, e considerar ben la condizion de queli si del mobel, como del stabel, e le lor fameie, e la natura del debito, lorigine so, el tempo e metandosse dio davanti i ochi debia tal debitori per la so pura e neta conscienzia cum i suo crededori achordar per quelli tempi e per quella quantita, siando tuti tre dachordo, chomo a le so sapienzie parera esser zusto et honesto, si che i crededori habia so raxon e i debitori non sia desfati, ma che pagando per i tempi debiti et honesti possa conservarsse ne lixola nostra, habiando eciam libertade de absolver quelli che i paresse extremamente impotenti et in quello instesso accordo sie i piezi ai Zudie che sera fato ai principal. 1420

Veramente e da saver che avanti el vegnir di ambassadori de Crede, che fo del 1416, per el rezimento fo acordado molti debitori, per el qual acordo i diti debitori non incore ad algun pro, el qual tal acordo fo confermado per el conseio de pregadi, non intendemo de quello i diti nostri provededori se debia impazar.

Apresso perche da puo se fato una altra maniera dachordo, per el qual achordo i debitori incore a 5 per 100, de pro, del qual pro, i diti debitori se tien agrevadi e cumzosia chel non sia observado equalita, volemo che se algun di diti debitori se rechiamera ai diti nostri Provededori, debia da nuovo esser examinada la so condition, et accordarli chomo i altri diti de sora intendando che de tuti acordi i fara, non debia i debitori incorer ad algun pro, cum questa veramente condition, che se i debitori non attendera ale so paghe, caza del quarto de cadanna paga lor non fesse, delqual quarto la mitade sia de chomun, e laltra mitade de i zudexi de proprio iqual, e, superiori a smoder queste pene, et debiasse fari raxon per lo rezimento, et per ialtri officii de Crede integralmente ali crededori, ela execuzion del pagamento cum effeto in tuti beni mobeli e stabelli del debitor ela persona in carcere.

Et perche el non resta, che cum effetto questa nostra volunta habia execuzion, e da remuover tute le cosse poria impazar, volemo che sel occorresse che algun di diti tre Provededori non se podesse impazar, per caxon de parenta che se cazasse, over per malatia, o per non esser in opinion di compagni, debia in questi casi intrar misser lo Capitanio, per esser men occupado che ialtri Rettori, e driedo el Capetanio, entra misser lo Ducha, e subsequentemente i conseieri, siche in ogni caso el sia termenado per tre almen, et sia tegnudi de sentar ogno di non festivi da doman e da puo disnar, per spazamento de la dita caxon sia tegnu lo rezimento de putar li nodari e comandadori necessarii, e camera, e tutte cosse necessarie, per exercicio del officio, e tutto quello sera definido sia fermo, senza alguna reclamazion chomo sel fosse fatto per el conseio de pregadi.

1420 Et perche le zusta cossa meritar la fadiga e dar materia che cadann solene zitadin, vada de bon anemo nel exequir questa nostra volunta, debia haver per so affano per cadann de lor da la camera nostra de Crede ducati V^C^III oro. Et azio chel comun nostro non habia tanta spesa, sia tegnudi si i credidori chomo i debitori iqual sera acordadi pagar al nostro comun meza pro C°, per cadann, la qual scuoda i camerlengi nostri de Crede.

Debia i deti Provededori andar a Rethemo et ala Cania, ad acordar simelmente i debitori cum i crededori, dela natura suprascritta, cum la liberta dita de sovra. Et debia i Retori de quelli luogi entrar al zudegar in luogo de quel Provededor che non potesse zudegar, per la caxon dite de sora, ut supra.

Et perche el poria occorer, che da puo zonti i nostri provededori in l'ixola, el se asenterave de lisola di altri agrevadi de debiti, volemo che in questo caso, a zo che plui tal afani non vegna a la nostra Signoria da ladi de qua, chel Rezimento nostro de Crede e simelmente i Retori de la Cania, e Rethemo, abia libertade, e, mo et per lavegnir, de affidar quelli et acordar, per lo muodo se osserva, al officio nostro di Soraconsoli.

Non possa i ditti Proovededori far o far far de merchadantia, en per si ne per altri, per algun muodo over inzegno, ne rezever prexente, ne algun don, e comenzi el so termene azonti in Candia.

De parte 46 — de non 11 — non sinceri 14.

Electi provisores dicto die : Ser Bulgarus Victuri maior, refutavit; ser Johannes Carisino.

Die 13 augusti : Ser Bartholameus Mauroceno q^m^ ser Pauli miles; ser Thomas Michael q^m^ ser Laurentii, refutaverunt.

Die 19 augusti : Ser Leonardus de Priolis q^m^ ser Laurentii; ser Paulus Truno q^m^ ser Donati.

Même date. f° 67 v°

On n'observe pas le décret du 21 août 1416, pour confier les charges de peseurs et de mesureurs de blé aux marins pauvres et âgés ; on renouvelle ce décret, et on crée 32 de ces charges au lieu de 16.

19 août. f° 69 r°

On donne jusqu'au 20 août, *ad tercias,* aux proviseurs pour se rendre au bateau qui les portera en Crète.

22 août. f° 70 r°

Décret sur les mariages.

Capta. — Cum inter cives nostros pessima consuetudo orta sit, et quotidie augeatur in matrimoniis fiendis, propter importabiles

sumptus dotium, corredum, donorum atque rerum inutilium, que **1420**
omnia ascendunt ad tantum numerum, quod non est possibile, quod multi nobiles nostri possint eorum filias maritare, ac etiam divitum substantia attenuatur in maximum damnum et preiudicium suorum heredum, et quamquam maximam quantitatem pecunie expendant, tamen minima pars est que in utilitate virginum ponatur in dotem, propter quod aliqui eorum filias coguntur in monasteriis carcerare cum dignis lacrimis et planctibus ipsarum, aliqui tenent ipsas innuptas cum rubore et periculo, nec in aliqua parte mundi talis est consuetudo, nec spes aliqua est, ut corrigatur propter emulationem ipsorum qui quotidie conantur alios vincere in expensis, quasi reputando se victores, quo magis tribuunt, vel potius abiiciunt in simili causa. Et neccesse sit tales corruptiones corrigi per Regimen nostrum, quia alio modo non posset removeri. Vadit pars quod de cetero in matrimoniis fiendis per cives nostros cuiusque condicionis, omnia quecumque virgo dabit, portabit, vel eius parentes promittent, et res, et denarios et dono illata, viro et attinentibus eius, et omne id quod apreciari possit, non possit ascendere ultra ducatos mille sexcentos, de quibus omnino intelligatur tertium pro corredis, reliqui pro dote. Et si aliqui presumerent accipere in denariis, et rebus, et donis, et promissionibus, sicut dictum est, et in omni re que apreciari possit ultra dictam quantitatem de ducatis mille sexcentis in totum, tunc intelligatur illam virginem esse nuptam secundum hunc ordinem, videlicet — quod tempore dissolutionis matrimonii per mortem viri, vel mulieris, totum id quod inveniretur in condicione viri tam mobile quam stabile quod obligatum non foret per testamenta aliquorum, equaliter dividatur inter virum et mulierem, seu eorum heredes, cum juribus et oneribus suis, et ea que invenientur obligata per testamenta alicuius remaneant viro seu mulieri, cum sua obligatione secundum formam testamentorum. Et liceat mulieri superstiti viro, vel eius heredibus eligere infra tres menses, post obitum viri sui supradictam condicionem, seu suam dotem, videlicet omne id quod clare factum fuerit judicio dedisse vel secum portasse, seu suo nomine promissum fuisse dicto viro suo, et dona illata causa nuptiarum, detractis corredis, nec valeat pactum, obligatio, concordium pene imposite, nec actus ullus factus inter parentes, seu inter virum et mulierem quod imaginari possit quod possit frangere dictum ordinem de quantitate, et divisione dottis, et corredum. Sed interveniente casu dissolutionis matrimonii, si clare factum fuerit judicio, quod ipsa virgo dederit seu suo nomine promissum fuerit, ultra ducatos MVI centos in totum, per modum supradictum, sive sint in carta, sive sint ultra cartam manifeste vel occulte, dirrecte vel indirrecte, in rebus, denariis, donis, vel promissionibus, vel in omni re, que apreciari possit, judicari debent esse coniunctos dicta lege, dona vero illata parentibus et aliis, que non forent in notitia et

1420 assentione viri non habeant obligare virum, sed illi qui receperunt dona, teneantur in facto dissolutionis matrimonii ad restitutionem in duplo mulieri seu heredibus, etc.

De parte 51 — de non 27 — non sinceri 20.

Et sicut terminus est in virginibus omnium civium ducatorum MVI centum, sic in popularibus sit ducatorum duorum milium parentelam contrahentibus cum nobilibus.

De parte 44 — 48 — 54.

Ser Albanus Capello caput de XL[ta].

Vult quod virgines populares parentelam contrahentes cum nobilibus sint in sua libertate dandi pro dote illud quod eis placuerit.

De parte — 39 — 35 — 38.

De non — 15 — 15 — 12.

Ille vero virgines civium nostrorum cuiuscumque condicionis, que pro aliqua hereditate sive dimissoriis invenientur habere ultra dictos terminos precii, non possint tamen nubere nisi supradicto modo, sed parentes earum qui habebunt eas commendatas, teneantur ponere id totum quod invenietur de mobili suo, ultra precium hic terminatum ad imprestita, remanendo capitale imprestitorum et sua stabilia obligata, que non possint vendi nec tangi ullo modo durante tempore coniunctionis earum, et post dissolutionem remaneant in ea condicione in qua erant ante quam nuberent, de prode imprestitorum et proventu possessionum valeat dicta nupta disponere ad libitum sue voluntatis, omni tempore.

De parte 62 — de non 23 — non sinceri 9.

Et ad supradictos ordines non teneantur vidue nec etiam intelligantur virgines annorum XXIIII[um], sed libere remaneant, sicut ad presens sunt.

De parte 66 — de non 21 — non sinceri 7.

Et non possint partes suprascripte nec aliqua in eis contenta, revocari, suspendi, declarari, nec permutari, nec aliquo modo aliter interpretari nisi per duas partes istius consilii.

De parte 55 — de non 41 — non sinceri 3.

2 septembre. f° 73 r°

Commission aux syndics du Levant.

Capta. — Quod fiat commissio Sindicis ituris ad partes Levantis et ad alias partes, in hac forma.

Nos Thomas Mocenigo, dei gratia, dux Venetiarum, etc. Committimus vobis viris nobilibus Zacharie Trivisano, et Paulo Aurio dilectis civibus et fidelibus nostris, quod pro bono hortamine', salute et conservatione locorum nostrorum Insule Crete, Nigropontis, Neapolis Romanie, Coroni et Mothoni, Corphoy, Albanie, Dalmatie, et Istrie, et ut fideles et subditi nostri dictarum partium sentiant dulcedinem et benignitatem nostram in nolendo, aut permittendo, quod

aliquis eorum oblique, vel indirrecte tractetur, et contra debitum rationis, de nostro mandato ire debeatis in nostros solemnes provisores et Sindicos ad partes antedictas, eundo primo in Cretam et postea cum prima galea Crete, que exibit ad Gulfum ire Nigropontem, et sic successive ad alia loca nostra partium suprascriptarum, sicut melius et prestius vobis videbitur, et in quolibet dictorum locorum conferre debeatis cum Rectoribus nostris deinde, cum quibus habita collatione insimul, quando vobis utile apparebit faciatis publice proclamari, quod omnes volentes conqueri, et gravare se de extorsionibus, gravaminibus, violenciis, vel aliis insolenciis, seu malis, que quomodolibet recepissent a Rectoribus, vel officialibus nostris qui in partibus illis extitissent a decem annis citra, debeant comparere coram vobis ad deponendum querelas suas ordinate, et ad dandum et producendum testificationes, probationes et oppositiones suas, assignando eis illum terminum vel terminos super hoc, quos videbitis competentes. Et volumus, et sic vobis mandamus, quod provideatis omnino tali tempore vos expedire de insula Crete, quod cum prima galea que exibit ad Culphum, possitis cum ea ire Nigropontem, sicut superius est expressum, et cum applicueritis Nigropontem, licentiare debeatis dictam galeam. 1420

Omnes autem querelas cuiuscumque condicionis existant, testificationes et probationes per modum predictum, quas conquerentes volent producere, faciatis ordinate poni in scriptis si vobis videbitur, observando modum in requisitionibus et querelis quem faciunt et observant nostri advocatores comunis in Venetiis, et omnia que examinaveritis et feceritis, tenemini ordinate in reditu vestro Venetias portare, et cum applicueritis Venetias, tenemini omnino infra menses decem octo expedivisse et placitasse in nostris consiliis ordinatis, cum illa utilitate, libertate et auctoritate, sicut habent et faciunt, et facere possunt nostri Advocatores comunis, omnia intromissa per vos, que consilia debeant vobis dari secundum formam creationis vestre, et teneantur esse consiliarii in dictis consiliis, sub pena sacramenti. Et ut Rectores et officiales, quos repperietis in culpa, qui forent in illis partibus, non possint se excusare, tenemini dictis Rectoribus et officialibus, vestris literis significare, et committere, ac sibi imponere penam et penas, quod debeant mittere Venetias suum procuratorem legitimum, ad defendendum jura sua, aut dirrecte venire Venetias, alioquin procedetis contra eos, sua absentia non obstante. Et non possit dictis Rectoribus et officialibus ultra terminum primo per vos sibi datum amplius elongari, nisi propter licitas causas, sicut dominio nostro videbitur, in probando quid vellent, ad sui deffensionem, denotando eis capitula super quibus debent fieri procurationes et commissiones ad respondendum.

Et non possitis usque ad dictos decem octo menses eligi ad aliquod regimen, officium, vel beneficium intus et extra, nisi expediveritis intromissiones et alia que agere habebitis vigore dicti Sindicatus,

1420 sed si ante dictos decem octo menses expedivissetis predicta, tunc et eo casu possitis eligi ad dicta regimina, et officia et beneficia, declarando, quod si post dictos decem octo menses aliqua restarent expedienda, tunc ea committantur Advocatoribus comunis, ut illa debeant expedire.

Insuper quia per ultimos Sindicos et provisores nostros destinatos ad dictas partes Levantis fuerunt aliqui processus formati, et accepte nonnulle testificationes, quas omnes assignarunt nostris advocatoribus comunis, et sic remanent suspense, et utile sit, quod omnes tractentur equaliter, committimus vobis, quod accipere debeatis a dictis nostris Advocatoribus comunis scripturas eis presentatas per ipsos Sindicos, et ipsas portare vobiscum, ut si vobis videbitur super ipsis de novo accipere alias testificationes et formare alios actus, possitis facere, ut potestis de aliis vobis commissis, et sic teneantur dicti Advocatores comunis eas vobis dare et assignare.

Insuper quia in locis nostris Crete, Coroni, et Mothoni, et aliorum locorum nostrorum predictorum a bono tempore citra alique rationes frumenti ac aliorum bladorum, et quamplurium aliarum rerum et diversarum nostri comunis, non fuerunt vise et examinate, et sit bonum et utile, pro bono et utilitate nostri comunis, quod generaliter omnes rationes nostri comunis per vos videantur et examinentur, committimus vobis, quod debeatis diligenter videre et examinare omnes rationes frumenti et aliorum bladorum, ac omnium aliarum rerum spectantium nostro comuni, cuiuscumque condicionis existant et de quocumque tempore, ut vobis videbitur fore necesse, habendo super hoc illammet libertatem quam habetis de aliis vobis commissis.

Insuper debetis inquirere si damna, fraudes et extorsiones facte sunt per dictos Rectores et officiales ac alias personas contra nostrum comune, cum illa libertate, modisque omnibus quos habetis de aliis vobis commissis.

Verum si quis Rector, officialis, vel alius commisisset tale quid, et sic enorme, quod suspicaremini quod non veniret Venetias, iuxta preceptum sibi factum per Vos, propter gravitatem delicti, tunc in isto casu, vos Sindici, et provisores, et Rector loci, existente ipso Rectore de hac opinione vobiscum, possitis ipsum officialem vel alium personaliter facere detineri et mitti Venetias, sicut vestre discretioni videbitur, considerata eius culpa.

Verum si aliquis vestrum non posset se impedire propter parentelam vel aliam causam, tunc et eo casu, alter vestrum simul cum Rectore ipsius loci, si erit in opinione, possitis intromittere huiusmodi officialem et Rectorem et illos personaliter facere detineri, ut supra dictum est.

Insuper quia fertur quod in insula Crete, Nigropontis, et omnibus aliis locis facta fuit et fit mala administratio bonorum et pecunie nostri comunis, vos duo, et quilibet vestrum habeatis libertatem

plenariam inquirendi, examinandi, et diligenter investigandi, tam 1420
per viam inquisitionis quam per testificationes, querelas et scripturas contra omnes qui vobis viderentur suspecti et male administrasse vel occupasse bona et pecuniam nostri comunis, et omnes tales quos culpabiles inveneritis condemnare et compellere possitis ad restituendum totum illud quod cognoveritis illos indebite administrasse, et male accepisse, et occupasse, per illum modum, et cum illa libertate quam habent et observant officiales nostri rationum in Venetiis, contra male administrantes bona et havere comunis, ita quod, in isto casu, sitis officiales rationum, habendo decem soldos pro libra a contrafacientibus, sicut habent officiales deputati ad videndum rationes Crete, sic quod capitale sit et remaneat semper in nostro comuni. Verum possitis illos, in casu quo vobis videretur esse enorme quid, placitare pro parte furantium, habendo partem, ut habent Advocatores. Et scribatis, et mandetis Regiminibus Crete, et aliorum dictorum locorum quod dare vobis debeant auxilium et favorem, tam de notariis, quam de omnibus aliis quotiens ab eis requisiveritis, pro dicta executione, contra quoslibet per vos et quemlibet vestrum condamnatos, facienda, quam executionem si complere non poteritis ante discessum vestrum de partibus in quibus fueritis, committere debeatis illam faciendam Rectoribus locorum, ubi illam complere non poteritis, quibus Rectoribus commisimus et efficaciter mandavimus ut sibi commiseritis debeant observare. Verum si condamnati per vos de condamnationibus quas feceritis per sententiam contra eos, conqueri voluerint, habeant libertatem recurrendi ad nostrum ducale dominium vel ad alia loca ad que recurrere possunt illi, qui conqueri volunt de officialibus rationum, et prosequi jus suum contra vos provisores et Sindicos. Et si fueritis convicti male condamnasse, et a condamnatis exegisse, debeatis totum quod exegeritis et habueritis restituere et quartum plus pro pena.

Verum quia in locis nostris Crete, Nigropontis et aliis locis superius specificatis, sunt multi debitores nostri comunis a 1416 retro, qui sunt veri debitores nostri comunis sine ulla contradicione, vobis committimus quod, quando eritis in ipsis locis, et essent similes debitores, debeatis facere fieri proclamationes, quod debeant infra illum terminum qui vobis videbitur, secundum moram vestram in dictis locis, persolvisse capitale, sine pena, et si non solvent ad ipsum terminum, tunc exigere debeatis capitale, et soldos duo pro libra pro pena, que pena sit vestra.

Insuper, licet per suprascripta capitula sit vobis data libertas contra omnes generaliter, qui fuissent in partibus et locis supranominatis a decem annis citra, tamen vos advisamus quod non potestis vos impedire de illis processibus, qui iam forent abinati et intromissi per nostros Advocatores comunis, qui Advocatores tenentur dictos tales processus et intromissiones dare vobis in scriptis, ut sciatis, quid debeatis observare, intelligendo quod potestis sindi-

1420 care omnes Rectores et officiales qui habuissent et haberent regimina vel officia per gratiam.

Insuper tenemini et debetis pro possendo melius habere informationem et veritatem rerum, que non forent bene facte per officiales et Rectores nostros illarum partium, convocare et interogare separatim de nostris fidelibus dictorum locorum usque ad numerum XII, ad minus, pro quolibet locorum, tam grecis quam latinis, et plures si vobis videbuntur, et illas personas que vobis videbuntur, et dare eis et cuilibet eorum sacramentum, quod dicent et propalabunt omnia que sciverint vel audiverint esse acta per aliquem Rectorem vel officialem loci unde erunt, contra honorem nostrum, et contra Ius et Iustitiam, vel in damnum nostri comunis, vel alicuius persone indebite et iniuste ut vos clarius possitis procedere et facere officium vestrum secundum formam vestre commissionis, et simile sacramentum detis, si scietis per aliquem bona nostri comunis fuisse male administrata seu occupata. Insuper possitis facere fieri omnes alias proclamationes solitas fieri pro inveniendo furta que ibi committuntur, ut veritatem de omnibus habere possitis.

Item sciatis quod de aliqua condamnatione vel sententia que fiet per placitare vestrum, vel alicuius vestrum non potest fieri aliqua gratia, donum, remissio, recompensatio, termini elongatio, nec aliqua declaratio nisi per sex consiliarios, tria capita de XL, XXXV de XL, et tres partes maioris Consilii.

Insuper pro transitu vestro de uno loco ad alium, scribimus per nostras literas Baiulo et Capitaneo Nigropontis, et consiliariis suis, quod ad omnem vestram requisitionem existentibus vobis in Nigroponte, nostram galeam deinde exeuntem armatam, vel aliud sufficiens navigium et tutum vobis consignare faciant. Et insuper mandavimus omnibus Rectoribus insule Crete, Nigropontis, et omnium aliorum suprascriptorum locorum quod vobis subvenire debeant de pecuniis neccessariis, pro expensis vestris et familie vestre, sicut duxeritis requirendum.

Et similiter scribimus Capitaneo et supracomitis nostris Culfi, et aliis capitaneis nostrorum navigiorum armatorum, quod in casu quo se repperirent in illis partibus insule Crete vel Romanie, vel aliis locis ibi prope, et fuerint requisiti a vobis tam oretenus quam per literas, debeant vos levare et conducere prout duxeritis ordinandum pro celeri expeditione agendorum vobis commissorum, dummodo non essent aliis nostris maioribus occupati. Et tunc quando non possetis per dictum modum habere passagium vos providere debeatis de transitu vestro prout vobis melius videbitur, et cum quam minori expensa poteritis nostri comunis.

Insuper scribimus potestati et capitaneo nostro Neapolis Romanie, quatenus pro passagio vestro, de Neapoli Mothonum, vel alio, ubi esset expediens, debeat providere, pro celeri expeditione ves-

tra et agendorum vobis commissorum, de navigiis sufficientibus seu de galea sibi commissa. Ita quod possitis venire secure et sequi mandata nostra Vobis commissa. Et similiter scribimus Regimini Tinarum et Michonarum, quod debeat observare predicta. 1420

Item observabitis partem alias captam in Rogatis, videlicet, cum sint multa loca, territoria, et possessiones nostri comunis, que debent incantari, et deliberari in insula Crete, et Nigropontis, et aliis locis nostris, de quibus est utile providere, ita quod non decipiatur nostrum comune, capta fuit pars, quod stringatur et prohibeatur, quod cancellarii, scribe, vel notarii camerariorum Crete, vel aliorum locorum, vel alii pro eis, vel eorum nomine, non possint de cetero accipere ad incantum ullo modo de territoriis illis et locis, vel possessionibus nostri communis, sub pena perdendi totum quod acciperent. Et sic scriptum fuit duche et consiliariis Crete, et aliorum locorum et sic iniunctum fuit in suis commissionibus, quod sic teneantur et debeant observare.

Item ordinetur, quod supracomites galee Nigropontis presentes et futuri, et filii sui non possint accipere ad incantum de illis territoriis, locis et possessionibus nostri comunis, sub omnibus penis et stricturis contentis in capitulo suprascripto. Et sic mandavimus Regimini Nigropontis, quod debeat observare.

Quia per suprascriptam partem de inquirendo contra illos qui male administrassent pecuniam comunis, non videtur vos provisores et Sindicos habere libertatem, in aliquo casu, inquirendi contra aliquam specialem personam, et sicut fertur publice aliqui cives et habitatores ipsorum locorum Crete, Romanie, et aliorum locorum suprascriptorum, pro neccessitatibus arduis et magnis nostri comunis in partibus illis mutuaverint multam pecunie quantitatem Rectoribus nostris, nomine nostri comunis, pro furniendo, et solvendo ubi extiterat opportunum, quam pecuniam non valentes rehabere aliquo modo in totum vel in partem, fecerint venditionem de dicta pecunia vel denariis forte pro medietate, vel minori quantitate, aliquibus ementibus, quibus emptoribus statim solutum fuit de bonis denariis integraliter pro tota quantitate dictorum denariorum, seu pecunie nostro comuni mutuate, quod fuit cum onere maximo nostri comunis, quia dicti emptores nihil de bursa sua solverunt nec aliquid mutuaverunt, et tamen lucrati fuerunt medietatem, propter quod solvi non potuit, nec dari, ubi magis necessarium erat dari et solvi, sicut erant soldati qui compleverant pagas suas per longum tempus, et alie res multum opportune, cum maximo periculo status nostri. Ex nunc vobis committimus quod quando eritis in partibus Crete, Romanie, et aliorum locorum suprascriptorum, debeatis diligenter inquirere et examinare, contra omnem personam quam senseritis talia fecisse incanta per modum predictum, et quos noveritis emisse de talibus denariis et pecunia, ac lucratos fuisse, ut supra dicitur, faciatis totum illud lucrum

1420 quod exinde percepissent restitui, et poni in nostrum comune. Verum, ut Vos provisores et Sindici sitis magis soliciti ad inquirendum de predictis mercatis et lucris, habere debeatis de toto eo quod inveneritis et poni feceritis in comune, soldos duos pro libra. Et si vobis Sindicis et provisoribus constiterit aliquem Rectorem vel officialem nostrum fuisse participem emptionis vel lucri, debeatis procedere contra eos, vel eum, sicut in parte de male administrantibus pecuniam plenius continetur, vobis commissa in illa parte, videlicet, que tetigisset illum Rectorem vel officialem de dicta emptione vel lucro solum. Et si de predictis vel aliquo predictorum fuerit accusator, per quem veritas habeatur, habere debeat soldos duos pro libra de parte tangente comuni, et teneatur de credentia.

Item ponantur partes in presenti commissione de furantibus de bonis et havere comunis, etc.

Item ponatur pars de eundo vel mittendo infra unum mensem, postquam applicuerit Venetias ad officiales rationum ad faciendum rationem cum eis, etc.

Insuper quia bonum est declarare libertatem quam habetis super factis, pro quibus facti estis Provisores, vobis committimus, quod quando eritis in locis nostris Crete, Nigropontis, Coroni, Mothoni, Neapolis Romanie, Corphoi, et aliorum locorum superius specificatorum, debeatis esse, et conferre cum Rectoribus ipsorum locorum, et secum inquirere, et diligenter examinare de omnibus que vobis videbuntur esse utilia, et necessaria pro commodo et conservatione ipsorum. Et facta diligenti examinatione, debeatis requirere ipsos Rectores, quod poni faciant suas opiniones et consilium in scriptis quas suas literas inclusas debeatis Venetias apportare, et nobis presentare. Verum sit licitum vobis et cuilibet vestrum venire postea ad consilium Rogatorum et addicionem infra sex menses post adventum vestrum Venetias, et consulere, et ponere partem super omnibus que videbuntur vobis, vel alicui vestrum commoda et necessaria, pro bono, et conservatione, et utilitate locorum predictorum. Et si eritis de consilio possitis ponere ballotam, et ultra predictam generalem libertatem, si placebit dominio nostro aliquid vobis specificare, super quo debeatis habere advertentiam, et examinationem, non derrogando propterea, quod ultra illa que specialiter vobis commissa fuerint, possitis generaliter examinare et providere, ut superius dictum est.

Debeatis insuper, postquam applicueritis Venetias, sub pena librarum mille, pro quolibet vestrum, que sit nostrorum Advocatorum comunis, presentare ipsis nostris Advocatoribus unam copiam omnium et singularum intromissionum, querelarum, testificationum, capitulorum ac omnium aliorum actuum, et scripturarum per vos factarum et factorum, similem illi quam penes vos retinebitis. Et teneatur notarius vester dictam copiam presentare, et dare ipsis

nostris Advocatoribus, si vos Sindici illam dare nolletis, et similiter 1420
manifestare ipsis Advocatoribus si per vos non fuerit integraliter data copia omnium scripturarum, et aliorum, ut supra, sub pena privationis cancellarie et Notariatus Venetiarum, si non esset ad cancellariam. Et non possitis auctoritate propria absolvere aliquem ex capitulatis per vos, seu quemlibet vestrum, sed veniatis ad consilium de XL, vel collegium, in quo lectis scripturis, possitis ponere partem, quod sint expediti a vobis. Et ulterius teneamini in quolibet locorum suprascriptorum, ubi sindicaveritis, dimittere in manibus Rectorum nostrorum quorum libet ipsorum locorum unam copiam scripturarum, querelarum et testificationum, ac quorumlibet aliorum actuum acceptorum et factorum in quolibet locorum prefatorum bullatam vestra bulla, et Rectores nostri dictorum locorum teneantur post recessum vestrum de dictis locis dictam copiam mittere Venetias ad manus domini Ducis per primum navigium Venetias accedens, quam quidem copiam ipse dominus Dux debeat penes se conservare.

Ordinetur etiam sicut debitum est et iustum, quod si aliquis vestrum intromiserit aliquem, et postmodum non fuerit ad placitandum illum ad consilia, ille talis vestrum, qui non fuerit illum ad placitandum non debeat habere partem penarum ad quas ille placitatus fuisset condemnatus, sed sint dicte pene solummodo illius qui placitabit, habendo illas, sicut superius continetur, salvo semper iusto impedimento quod cognoscatur per nostrum dominium.

Et teneamini infra duos menses post reditum vestrum Venetias dedisse copiam capitulorum omnibus intromissis per vos et quemlibet vestrum, et illam similiter copiam mittere dictis qui forent extra Venetias in regimine vel aliter infra dictos duos menses, ut illi quibus dicta capitula fuerint missa valeant respondere, et ad terminum suprascriptum possit finis imponi.

Et non possit terminus mensium decem octo in superioribus capitulis specificatus infra quem debetis omnia placitasse et expedivisse per aliquem prorogari, nec condemnationes, ut superius dictum est vobis aliter dari, sub pena ducatorum mille cuilibet ponenti partem in contrarium, de qua pena non possit fieri aliqua gratia, etc., sub dicta pena, et sic procedatur de pena in penam, usque in infinitum.

Verum ordinetur quod si vos, vel quilibet vestrum venire volueritis ad aliquod consilium, seu collegium, pro expediendo a vobis aliquem ex capitulatis per vos, debeat, tunc, et in isto casu, Dominium mittere ad accipiendum scripturas illius cause, que erunt in manibus nostrorum Advocatorum comunis, et illas facere absccultari cum aliis scripturis, quas vos pro dicta causa legi facietis, ut omnia magis ordinate procedant.

Habere debetis de salario ducatos quadringentos auri pro quolibet, videlicet, hic in Venetiis ducatos ducentos, et alios ducatos

1420 ducentos a camera nostra Crete, pro primis sex mensibus et abinde in antea ducatos triginta in mense, pro quolibet. Et debeatis ducere vobiscum duos famulos pro quolibet, unum notarium cum uno famulo, et unum cochum, possendo expendere ducatos duos auri in die non computatis nabulis navigiorum, et agociis equorum.

Item Vobis committimus, quod dare debeatis circumspecto viro Ieronimo de Nichuola notario nostro vobiscum venienti, ducatos triginta de pecunia nostri comunis, sicut per elapsum est solitum aliis dari, ultra alias utilitates, quas sibi dabitis.

De parte 67 — de non 1 — non sinceri 2.

Même date. f° 75 r°

Ordre au gouvernement de Crète d'annuler le décret interdisant les payements en ducats d'or.

Capta. — Cum per ea senciuntur et habentur, Regimen nostrum Crete, quod est ad presens, fecerit quemdam ordinem per quem vetat mercatoribus et aliis fidelibus nostris ementibus caseum, gothonos, granas et linum, ac alia, a villanis, dare eis in solutionibus suis quas faciunt ducatos auri, sub pena iperperorum XXV et villanis recipientibus sub pena standi in berlina, quod nihil aliud est quam bannire quod ducati nostri expendi non possint, quod est male factum, et contra id quod est arbitrii dicti nostri Regiminis. Vadit pars quod auctoritate huius consilii mandetur dicto regimini, quod ex toto cassari et annullari facere debeat dictum ordinem, et permittere quod expendantur ducati nostri Veneti, sicut semper expenditi sunt.

30 septembre. f° 79 v°

Election des cinq sages de Crète.

11 octobre. f° 82 r°

Ordre au capitaine du Golfe d'aller, avec une des galères de Crète, à Coron et à Modon.

14 novembre. f° 85 r°

Ordre au gouvernement de Crète de payer 80 ducats d'or à chacun des trois proviseurs.

28 décembre. f° 93 r°

Ordre au gouvernement de Crète d'armer deux galères pour le Golfe; l'une d'elles pourra passer par Négrepont pour y déposer les syndics.

Même date. f° 93 v° 1420

Les *condemnationes disvarnitionum* ne suffisant pas pour la réparation du port de La Canée, on autorise le gouvernement de Crète à prendre l'argent provenant des autres condamnations.

14 janvier. f° 101 r° 1421

Malgré le décret général, rendu la veille, on autorise les navires de Candie et de Réthimo à faire leurs voyages comme il leur plaira.

10 février. f° 108 v°

Après le départ des proviseurs, le gouvernement de Crète devra expédier une galiote à Réthimo, la Canée et Modon.

Même date. f° 109 v°

Zanachius Zampani, assassin contumace, doit à des sujets vénitiens; ordre au gouvernement de Crète d'envoyer le montant de ses dettes, pris sur les biens dudit Zanachius.

15 février. f° 110 v°

Permission à un marchand de charger en Crète des *monovasia* pour la Flandre, bien que ce soit contraire à l'*incantus* des galères de Flandre.

22 février. f° 114 v°

Ordre d'envoyer, pour la sécurité de l'Albanie, une des deux galères de Crète qui doivent venir en Romanie.

13 mars. f° 119 v°

Les Crétois protestent contre le décret qui les force à faire des concordats avec leurs créanciers, disant que c'est le moyen de les faire tous fuir. On annulle le décret, mais on recommande au gouvernement de faire faire des concordats, autant qu'il pourra y arriver, à ceux qui iront par l'île, et aux fugitifs après le départ des proviseurs.

2 août. f° 174 r°

On a conduit à Gaëte les galères de Crète, et on a dépensé pour elles 728 ducats; on enjoint au gouvernement de Crète de payer cette somme aussitôt les lettres de change reçues, et s'il n'a pas assez d'argent, d'en emprunter aux Juifs.

1421 5 août. f° 176 r°

Autorisation à Masimbey, envoyé en Crète par la république, et qui s'y est bien comporté depuis treize ans, de venir à Venise, pendant un an, pour y régler ses comptes avec son frère, chargé de l'administration de ses biens.

11 août. f° 178 r°

Ordre au gouverneur de Réthimo de faire rendre justice à trois nobles contre un Juif.

Capta. — Cum ad presentiam nostram comparuerint viri nobiles Ser Nicolaus et Ser Franciscus Corrario fratres, pro se, et nobile viro Ser Paulo Corrario, eorum fratre exponentes quod habent pro suo debitore, quendam Judeum, nomine Chersen, filium Salamonis, habitatorem in Rethimo, de magna quantitate pecunie et est sequitum quod cum nobilis vir Ser Georgius Barbadico, Rector Rethimi, recessisset de Rethimo propter epidimiam, dictus Rector dimisit loco eius quemdam Ser Johannem Busenago, qui Ser Johannes post recessum dicti Rectoris affidavit dictum Judeum, qui est ditissimum ultra modum, pro uno anno, realiter et personaliter, que est res inaudita et iniustissima *apud deum et mundum*, et in grave preiuditium predictorum nostrorum civium et aliorum habere debentium ab eodem Judeo, et sit honor nostri dominii non permittere rem istam sic transire absque provisione. Vadit pars quod auctoritate huius Consilii scribatur et mandetur efficaciter Rectori nostro predicto, et successoribus suis quantum casus iste est nobis molestus, et factus contra omne juris debitum, et honorem nostrum. Et propterea mandamus ei strictissime, quod debeat facere revocari omnem fidem, quam ipse Ser Johannes Bussenago fecisset dicto Judeo, ymo debeat dictis nostris nobilibus, seu procuratoribus suis, contra dictum Judeum ministrare et facere juris debitum et exspeditum complementum.

De parte 70 — de non 3 — non sinceri 3.

30 septembre. f° 187 r°

Election des cinq sages de Crète.

2 octobre. f° 188 v°

Recommandation adressée au pape en faveur de Donat, archevêque de Crète.

Capta. — Quia est manifestum cum quanta fide, caritate Reverendus Pater dominus Franciscus Donato, archiepiscopus Cretensis adoperatus fuerit, et incensanter adoperetur pro agendis tangentibus honorem, statum et commodum nostri comunis et specialium

personarum pro quibus quotidie sibi scribimus, unde obligamur ad 1421
omnia nobis possibilia que concernant honorem Sue Reverende Paternitatis, Vadit pars quod in recommendationem prefati domini Archiepiscopi et honoris sui, possint scribi litere Summo Pontifici, Cardinalibus et aliis sicut dominio videbitur.

De parte aliis — de non 6 — non sinceri 1.

10 octobre. f° 190 v°

Ordre au capitaine de la galère de Crète de venir à Subrinum, pour y prendre des arbalétiers et les conduire ensuite à Scutari, pour la défense de la ville.

27 octobre. f° 192 v°

Envoi de vaisseaux contre les pirates.

29 novembre. f° 196 r°

Instructions pour l'élection du capitaine du Golfe.

Capta. — Cum galee nostre Crete, quas mittimus de anno in annum ad Culfum, requirant penitus supracomitos sufficientes, et aptos ad faciendum honorem nostrum, et sicut omnibus notum est, a pluribus annis citra, facti fuerunt de illis, qui sunt inapti, et insufficientes, ob quorum deffectus multa inconvenientia occurrerunt in damnum et dedecus nostri dominii. Et ulterius occurrerit, quod illi qui sunt valentes et docti, non remanent ad dictas supracomitarias propter deffectum electorum. Et ad tollendum huiusmodi inconvenientias et ad reformandum electiones huiusmodi supracomitorum, ut illi qui sunt sufficientes eligantur, et sint ad dictas supracomitarias, sit bonum ymo neccessarium, pro bono agendorum nostrorum, debite providere. Vadit pars, quod de cetero ad electionem dictorum supracomitorum debeat interesse collegium, Duche, Consiliariorum, Capitanei, Camerariorum, Iudicum, et offitialium de nocte Crete, qui omnes insimul debeant secrete in uno loco congregari in palatio Duche predicti, quibus congregatis, ducha noster Crete debeat cuilibet ex predictis dari facere sacramentum quod eliget supracomitos sufficientes, et, dato ipso sacramento, quilibet predictorum palam eligere debeat suum de quo sit, et intelligatur esse plezius non nominando nec accipiendo aliquem duplicem, sic quod sint sexdecim diversi nominati et electi, annorum triginta vel inde supra, sub pena ducatorum ducentorum pro quolibet nominante et accipiente, in suis propriis bonis. Et ipsis electis debeant ad unum ad unum probari in ipso collegio, et illi qui habuerint plures ballotas aliis, transeundo duo tertia dicti collegii, sint firmi usque ad numerum deputandum et ordinandum. Et nullus de dicto collegio audeat ullo modo, forma, vel ingenio dare aliquam ballotam palam in favorem alicuius, sub pena perpetue privationis regi-

1421 minis, vel offitii in quo esset, et tallis ballota ponatur ad damnum illius in favorem cuius posita fuisset. Et non possit dictum collegium nec aliquis de ipso collegio, sub pena predicta pecuniaria et privationis regiminis vel offitii, recedere de loco ubi erit congregatum dictum collegium, donec fuerint in totum electi, probati et facti dicti supracomiti, sicut observatur in electionibus nostri maioris consilii. Et ut dictus ordo sit notus illis de dicto collegio, debeat regimen nostrum Crete semper antequam fiat electio dictorum supracomitorum legi facere dictum ordinem. Et etiam dictum regimen, de anno in annum, debeat significare nostro dominio electiones supracomitorum, ut nostrum dominium videre possit si fuerit facta bona electio vel non. Remanentibus firmis omnibus aliis ordinibus et partibus mentionem agentibus de dictis supracomitis, qui et que non repugnant ordini suprascripto. Et ultra dictas penas teneantur predicti et quilibet eorum omnia suprascripta et quodlibet suprascriptorum observare et adimplere, sub penis et stricturis contentis in parte nova contrabannorum. Et committantur hec inquirenda et examinanda Advocatoribus nostri comunis Venetiarum et etiam Sindicis nostris, qui in temporibus futuris, ibunt ad dictas partes, in quorum commissionibus predicta ponantur per eos inquirenda et examinanda.

De parte 65 — de non 22 — non sinceri 7.

29 novembre. f° 197 v°

Ordre au gouvernement de Crète d'armer les deux galères du Golfe et de les envoyer, dans le courant de février.

Ordre au gouvernement de Crète de rembourser 8,000 ducats, donnés comme subvention à la galère Mudazia de Candie.

2 décembre. f° 198 v°

Ordre au gouvernement de Crète de rembourser les sommes qu'il a reçues pour payer du blé.

Capta. — Cum propter penuriam et indigentiam frumenti, que anno presenti fuit et est in insula nostra Crete, Regimen nostrum de inde cum instantia requesiverit, quod aliunde habere non potest de dicto frumento, ut providere vellimus quod illuc mittatur de frumento, nam habet denarios paratos pro solutione ipsius. Et habito respectu quantum Insula predicta debet esse nobis cara, ac quantum importat factum istud, commissum fuit per Dominium nobilibus viris Ser Vito de Canali. et Ser Marco Justiniano, sapientibus super terris de novo acquisitis, ut predicta de causa accipiant ad cambium ducatos 1861 denarios 13/2 ad aurum pro stariis 1989 frumenti longi computi. Vadit pars quod predicti ducati 1861 denarii 13 ÷ accepti ad cambium per dictos ser Vitum de Canali et ser Marcum Justiniano mitti debeant ad solvendum per regimen nos-

trum Crete, cui regimini comittatur quod dictos ducatos 1861 denarios 13 $\div$ subito, receptis literis cambii, solvere debeant, et si non haberet denarios illos recipere debeat a Judeis, vel per alium modum, ita quod omnino solvantur, declarando sibi quod si dictos denarios non solvet, omnia bona ipsius regiminis sint obligata, tam pro capitali, quam pro omni damno et interesse, quod exinde sequeretur; et ex nunc sit captum quod omne damnum quod sequeretur si ipsum regimen non solveret predictos ducatos 1861 denarios 13 $\div$ solvi debeat per Regimen predictum de suis propriis denariis. Similiter solvi debeat per ipsum regimen nabulum frumenti predicti, quod nabulum est pro quibuslibet sex stariis cum dimidio ducatus I. auri, remanente obligato mercatore, qui vendidit caseum, ad dandum residuum ad beneplacitum nostri dominii iuxta formam mercati. 1421

9 février. f° 218 v° 1422

Les capitaines de Crète conduisent toujours avec eux en Crète deux compagnies de pied et une à cheval; on autorise le nouveau capitaine, Marcus Gustinianus, à emprunter de l'argent pour les payer; le gouvernement de Crète remboursera jusqu'à la concurrence de 144 livres de gros, dépense ordinaire.

28 février. f° 222 v°

Personne ne voulant prêter la somme dont il s'agit plus haut, on autorise le capitaine à la faire payer par n'importe quelle personne qu'il pourra trouver, à qui le gouvernement de Crète remboursera.

SEN. MISTI R. 54 1422-1423.

12 mars. f° 11 r°

On a acheté du « *canapus laboratus* » à la destination de l'arsenal de Crète, pour la somme de 75 livres de gros; on ordonne au gouvernement de Crète de payer cette somme, sous peine d'une amende de 200 ducats.

27 mars. f° 16 v°

Ordre au capitaine du Golfe de pousser jusqu'à Rhodes; il trouvera en revenant à Modon les galères de Crète, et il ira avec elles en Dalmatie.

1422 17 mai. f° 31 r°

Les charges que confèrent le gouvernement de Crète et le gouverneur de La Canée doivent être données à ceux qui font partie du grand conseil, ou du conseil de Candie et de La Canée; on ordonne d'observer cette mesure à Réthimo, sous peine d'une amende de 200 ducats pour chaque contravention; il y a cependant une exception faite en faveur des scribes et des estimeurs des blés.

8 juin. f° 33 r°

Prorogation, jusquà la fin de septembre, du délai fixé aux syndics pour la présentation de leurs *capitula*.

Même date. f° 33 r°

Annulation des condamnations prononcées par les syndics de Crète contre des nobles qui ont été armateurs et capitaines des galères de Crète pour le Golfe. Les syndics devront s'expliquer devant le Conseil. Ils accusaient les armateurs d'avoir occupé pour leurs travaux des hommes déjà payés pour les galères.

9 juillet. f° 39 r°

Ordre au gouvernement de Crète de rembourser des sommes prêtées, pour le payement des blés.

Capta. — Cum nobiles viri ser Vitus de Canali q^m ser Francisci et ser Marcus Justiniano q^m ser Orsati alias acceperint ad cambium, nomine nostri dominii, certam quantitatem denariorum pro solutione frumenti quod missum fuit, pro subventione locorum nostrorum Crete ac Coroni et Mothoni, et fuerit limitata quantitas frumenti que in quolibet dictorum locorum dari debebat, et quod regimina dictorum locorum solverent pro quantitate quam habere debebant, sed videtur quod castellani Coroni et Mothoni retinuerint maiorem quantitatem quam debebant, que ascendit ad summam ducatorum 77, g° 3 p^i 22 ad aurum, quos denarios regimen Crete solvere recusat, dicens nolle solvere frumentum quod illi de Corono et Mothono habuerunt, et propter hoc, dicti nostri nobiles pro serviendo nostro dominio recipiunt impedimentum, et sit iustum et debitum eis subvenire, Vadit pars quod scribatur et mandetur regimini nostro Crete quod subito, receptis presentibus, solvere debeat dictos ducatos LXXVII g° 2 p^i 22 dictis ser Vito et ser Marco, aut qui pro eis erunt, ponendo illos ad computum regiminis Coroni et Mothoni et retinendo eos de denariis, quos illuc mittere debent de nostro mandato.

De parte alii — de non 2 — non sinceri 1 die 9 Julii facta fuit litera Regimini Crete.

17 juillet. f° 39 v° 1422

Ordre au gouvernement de Crète d'envoyer 4000 hyperpères à Coron et à Modon.

18 août. f° 46 v°

Permission accordée au capitaine de Crète d'avoir deux chevaux de plus que le nombre réglementaire, à condition qu'il ne pourra les vendre que comme ceux auxquels il a droit.

Même date. f° 47 r°

On avance 400 ducats pour la subvention des galères de Crète, mais on ordonne au gouvernement de Crète de restituer cette somme, à l'arrivée des galères d'Alexandrie.

30 septembre. f° 55 v°

Election des cinq sages de Crète.

4 octobre. f° 57 r°

On a avancé 1000 ducats pour les galères du Golfe; mais cette somme est destinée uniquement aux hommes, et non aux capitaines; on informera le gouvernement de Crète, qui doit rembourser ces fonds et rendre compte de l'emploi qu'on en a fait.

16 octobre. f° 58 v°

Fixation des droits qu'auront à payer les vendeurs et les acheteurs de certaines marchandises en Crète.

Capta. — Cum, sicut notum est, multi conantur exercere mercantiam per mare et ad omnem utilitatem se convertere, quod si tolleraremus infra parvum tempus redundaret ad maximum damnum mercatorum nostrorum et Dominationis nostre introituum. Vadit pars quod captum et ordinatum sit quod omnes forenses, cuiuscumque conditionis existant, teneantur et debeant de granis et pulvere grane, seta, cera et melle, quas ement in Insula nostra Crete, in Insula nostra Nigropontis, in locis nostris Coroni et Mothoni et eorum districtibus et in Insula nostra Corphoy, solvere XX pro centenario et alia XX solvere teneantur venditores, et similiter ordinetur quod de panis, qui per forenses ad loca predicta conducentur, solvi debeant XX pro centenario, et emptores dictorum panorum solvere debeant alia XX pro centenario. Et si contrafieret parti nostre suprascripte, tam per nostros vendentes quam per forenses ementes, aut pannos ad loca suprascripta conducentes, amittere debeant res suprascriptas emptas vel venditas, et ultra hoc, solvant

1422 datium suprascriptum, et teneantur Rectores nostri locorum suprascriptorum, supradictam partem mittere executioni, prout in ea continetur.

2 novembre. f° 61 r°

Autorisation accordée au duc de Crète [1] de dépenser, pour réparations et travaux, ce qui reste des 100 ducats alloués à son prédécesseur, à cet effet.

17 novembre. f° 62 v°

Même autorisation accordée au conseiller Caucho.

Même date. f° 62 v°

Crédit de 150 ducats, accordé à un conseiller, pour réparations et travaux dans sa maison.

10 décembre. f° 69 r°

On envoie, pour la somme de 300 ducats, des objets nécessaires à l'arsenal de Candie. Le gouvernement de Crète devra rembourser cette somme, à raison de 142 sous « *de illa moneta* » par ducat.

19 décembre. f° 72 r°

Mesures d'après lesquelles les galères d'Alexandrie devront s'arrêter deux jours en Crète, en allant.

Même date. f° 74 v°

Délai, jusqu'à la fin de février, accordé à un capitaine et à un conseiller de Crète, pour revenir à Venise.

23 décembre. f° 74 v°

On fait observer au gouvernement de Crète que celui qui a été capitaine d'une galère dans le Golfe, ne peut le redevenir pendant un certain temps.

Même date. f° 75 r°

Vu l'insuffisance de la solde des équipages des galères de Crète, on ordonne au gouvernement de donner 8 hyperpères par mois au lieu de 6 $^1/_2$ aux hommes « *a remo* », deux hyperpères de plus

1. Le duc de Crète était alors Laurentius Bragadenus, 108me duc de Crète, qui mourut au moment de l'expiration de sa charge et fut enterré dans l'église cathédrale de Saint-Tite, à Candie.

aux hommes « *de pede* », et aux « *comitis*, *naucleris*, *portolatis, et perderiis* », 10 hyperpères au lieu de 9 par mois. 1422

24 février. f° 85 r° 1423

Délai de deux mois accordé à Antonin Michel, membre du gouvernement de la Canée, pour donner ses « *provisiones* », et autre délai jusqu'au mois d'avril à un autre conseiller.

18 mars. f° 94 r°

Comme il n'y a qu'un seul officier pour examiner les Comptes de Crète, on en nomme deux autres pour que tout soit en règle.

30 avril. f° 102 v°

Instructions pour le payement, par le gouvernement de Crète, d'une certaine indemnité, à la suite d'un vol d'animaux commis par l'équipage d'une galère; recours devant avoir lieu contre les auteurs du vol.

Capta. — Cum parte comunitatis et fidelium nostrorum Liesne [1] fuerit cum querela nostro dominio expositum quod, per galeam nostram Culphy Candide, cuius erat supracomitus vir nobilis ser Petrus Polani, in insulis suis, derobata fuerunt et ablata et mortua animalia minuta centum vel circa, supplicari faciendo quod provideretur indemnitate dictorum pauperorum (sic) quorum erant. Et quia per literas Comitis nostri Liesne constavit (sic) nobis datum predictum factum fuisse, iuxta testificationes quas ipse Comes accepit, sitque bonum providere ne subditi nostri derobentur;

Vadit pars quod possint accipi ad cambium et mitti ad solvendum per Regimen nostrum Crete de pecunia camere de inde ducatos XL, pro solucione animalium predictorum, et ex nunc sit captum quod regimen predictum dictos ducatos XL solvi faciat per dictum ser Petrum Polani, verum eidem ser Petro Polani idem regimen ministrare debeat ius et iustitiam adversus illos dicte galee, qui invenirentur, et fuissent illi qui ipsa animalia accepissent et derobassent, et pro meliori informatione, ser Petri Polani predicti mittantur testificationes predicte, accepte cum literis Comitis Liesne predicti.

21 mai. f° 110 v°

Autorisation d'importer deux pièces de velours.

4 juin. f° 118 r°

On oblige les patrons des galères d'Alexandrie : « *portare in*

1. Liesna, probablement Lesina ou Lezina, île de Dalmatie, conquise en 1420, par Pierre Lorédan, capitaine du Golfe.

1423 *Cretam remigium, sartiam et alias res si opporteret in Creta, sine aliquo nabulo.* »

8 juin. f° 119 r°

Délai, jusqu'à la fin de juin, accordé à l'ex-gouverneur de la Canée, pour son retour à Venise.

2 juillet. f° 128 r°

Demande de réparations pour le port de la Canée.

Capta. — El fo supplicado ala nostra Signoria per parte de la comunita de la Cania se degnase comandare al rezimento de quel luogo dovese proveder a reparation del porto de la dita terra a zo che i suo navilii in el dito porto dal mar cum segurta se podesse conservar in el qual porto da le fortune de buora estremamente vegniva molestadi ali navilii di qual molti accidenti era segnidi, e per repararse da queli constreti convegniva redur i so navilii grossi in el porto de Candia, e tegnir queli alinvernada, e questo era loro importabele graveza. Unde che per autorita de questo conseio a quelo rezimento fo comandado dovesse proveder in reparar e conzar quelo porto per modo che cum segurta se podese conservar i so navilii en el dicto porto, per execution del qual comandamento dal 1419 fin 1422 molti repari et hedificii fo fato in quelo porto e reduto su termene che essendo scrado alguna parte de la bova de quelo porto i navilii en el dito porto, cum gran segurta senza bota de mar sera conservadi, e cum zo sia la dita boca sia larga passa 80 per la qual cum fortuna de bora el mar imboca per quella cum grando impeto essendo astreta manchera el stimolo del mar ali navilii la qual boca non po esser reparada se in quela non si a fundado una nave la qual nave in questa terra se comprara e trovera cum plui avantazo del nostro comun. Andera parte che per autorita de questo conseio sia commesso ali provededori de comuni debi comprar una nave vechia de portada de botte 300 in 400 toiando quela per quelo memor priesio ipora haver laqual sia mandada in la Canea e quela per lo Rector de quelo luogo sia fata affundar in la boca del dito porto, da quela parte a lui aparera sia plui utele in el strenzer, de quella lamontar de la dita nave e la spesa seguira per esser mandada a quelo luogo sia talto i dinari a cambio et al Rector de la Cania sia comandado queli el debia pagar de li dinari del nostro comun, segondo chomo a lui sera notificado per i diti provededori, e azo chel dito porto perpetualmente sia conservado damo el fia comanda per autorita de questo conseio al Rector de la Cania, et ali suo successori debi pretender e vigilar a reparar, de tempo in tempo, el geto fato in quela porto per modo chel non possa manchar, posando spender in repparation de quelo de i dinari limitadi a tal repparation, per autorita de le parte prese in questo conseio.

19 juillet. f° 129 v° 1423

Avance d'argent au gouvernement de Crète pour les dépenses des trois galères de l'île, dont deux devront accompagner les galères de Romanie, et l'autre attendre les ordres.

19 juillet. f° 129 v°

Autorisation au duc d'Egeopelagus et à Ser Petro Geno de faire transporter en Crète cinquante chevaux et mulets, par an, pendant cinq ans.

Capta. — Quod concedatur Magnifico Domino Duche Egeopelagi et nobili viro ser Petro Geno, domino Insule Andres, posse conduci facere, de suis Insulis ad partes Crete, equos et mullos quinquaginta, pro quolibet anno singulo, usque quinquennium, solvendo datia consueta, et quod saltem medietas dicti numeri sint mulli.

22 juillet. f° 130 r°

Ordre à la troisième galère de Crète d'aller dans le Golfe.

28 août. f° 141 v°

On a molesté des marchands crétois à Rhodes; ordre est donné au consul de Damas, se rendant à son poste, de faire des représentations.

30 août. f° 142 r°

Vote de 600 ducats pour l'envoi d'une *cocha* à La Canée, à charge au recteur de rembourser cette somme.

26 septembre. f° 147 v°

Interdiction aux Juifs de posséder des biens fonds, et obligation pour eux de vendre, dans le délai de deux ans, ceux qu'ils posséderaient.

Capta. — Cum alias scilicet 1394, die XXVII mensis augusti, captum fuerit in consilio Rogatorum quod *Ebrei* non possent nec deberent fenerari nec stare Venetiis, nisi diebus XV, *portando tamen super veste superiori unum O. magnitudinis unius panis*, *ut cognoscerentur ab aliis*, quod, et secundum Deum et bene vivere, fuit optime factum, sed secutum sit quod in terris et locis nostris, tam a parte terre, quam a parte maris, reducti sunt et habitant multi Judei, qui non solum fenerantur et fenerati sunt, sed emerunt et possident multas domos, possessiones et territoria, et quotidie emunt quod est contra divinum mandatum et in onus ac infamiam nostri dominii, et quod peius est, nisi de salubri remedio provideretur, ipsi in brevi

1423 tempore, pro maiori parte, possiderent in aliquibus terris et locis nostris plures domos et possessiones quam christiani, Vadit pars et pro Dei reverentia et pro utilitate et comodo civitatum et locorum nostrorum, quod cridetur publice, in locis solitis, et sic scribi debeant et mandari Rectoribus nostris omnibus, ubi fuerit expediens et in eorum commissionibus addi, quod, de cetero, nullus Judeus vel Judea possit emere vel acquirere, in aliqua terra vel loco nostro, aliquam possessionem vel domum alicuius manerici, vel sortis, vel aliquod aliud stabile, sub pena perdendi dictam possessionem, domum et aliud stabile sic emptum seu aliter acquisitum, quod veniat in nostro comune, et si accusator fuerit per quem sciatur veritas, habeat medietatem et teneatur de credentia, et reliqua medietas sit nostri comunis. Preterea quia omnino est providendum quod in terris et locis nostris Judei seu Judee nullum stabile habeant, statuatur et sic captum sit quod omnes Judei et Judee, qui in aliqua terra vel loco habeant aliquam possessionem, domum, seu aliud stabile teneantur et debeant dictas possessiones, domos, seu aliud stabile vendidisse et alienasse infra biennium a die qua presens pars publicata fuerit, in locis illis ubi habent dicta bona, quod si non observabunt et negligentes fuerint executioni mittere infra tempus predictum, amittere debeant omnia dicta bona, stabilia que non alienassent que veniant in nostro comune. Reservato tamen ipsis Judeis omni eo quod sibi appareret promissum esse per nostra privilegia et scripturas, dumtaxat in Judaicis terrarum nostrarum maritimarum, et si accusator fuerit per quem sciatur de predictis veritas, habeat medietatem, et reliqua medietas sit nostri comunis. Et de predictis vel aliquo predictorum non possit fieri gratia, donum, remissio, recompensatio, nec aliqua declaratio, aut presentis partis revocatio, vel suspensio, sub pena ducatorum V^C pro quolibet consiliario, capite sapiente, vel alio ponente, vel consenciente partem seu gratiam in contrarium. Et predicta committantur inquirenda et exequenda Rectoribus locorum et Advocatoribus comunis, habentibus parte mut de aliis sui offitii.

12 octobre. f° 150 v°

Autorisation, accordée au capitaine d'une galère de Candie, de venir à Venise, avec sa famille, quand une galère ira désarmer en Crète ; il se fera remplacer par un arbalétrier noble.

14 octobre. f° 151 v°

Election des cinq sages de Crète.

Même date. f° 151 v°

Ordre au gouvernement de Crète d'armer, pour la garde du

Golfe, deux galères, et deux aussi pour Salonique [1], d'où on renverra les deux galères qui s'y trouvent déjà. 1423

18 novembre. f° 158 r°

Les officiers de Crète nommés par les conseillers, *per quatuor manus electionum*, seront désormais nommés dans le grand conseil, *per duas manus electionum.*

Même date. f° 158 r°

Mesures relatives à l'élection et au traitement des gouverneurs de Rethimo.

Capta. — Cum per Dei gratiam locus noster Rethimi pervenerit ad optimam conditionem, et de bono in melius dietim perventurus est, cui pro contentamento fidelium nostrorum de inde, qui vehementer desiderant quod ad eum locum mittantur de nobilibus sufficientibus pro rectoribus ipsius loci, est bonum et optimum providere super bona electione dictorum Rectorum. Vadit pars quod rectores nostri Rethimi, de cetero eligendi, debeant eligi in maiori consilio per quatuor manus electionum, prebendo electos ad unum ad unum secundum usum, et ut reperiantur persone que libentius vadant ad ipsum regimen, ex nunc captum sit quod ipsi Rectores, sicut habebant ducatos quingentos ad yperpera tria pro ducato, que sumant yperpera mille quingenta in anno, ita habere debeant yperpera duo millia, habendo familiam et omnes alias conditiones quas habet presens rector Rethimi.

18 novembre. f° 158 r°

Réthimo ayant besoin de deux magasins, l'un pour le blé, l'autre pour le sel, on ordonne que la première fois que soit le duc, soit le capitaine, accompagné d'un conseiller, fera une tournée dans l'île, de se rendre à Réthimo et de conférer avec le gouverneur de la ville pour s'étendre sur l'emplacement à choisir pour un magasin, pouvant contenir trente mille à quarante mille mesures de froment, et pour un autre pouvant contenir vingt à vingt-cinq mille mesures de sel. Une fois la chose décidée, on devra commencer de suite les travaux.

18 novembre. f° 158 r°

Le gouvernement de Crète n'ayant pas de galère pour les cas

1. Salonique venait d'être cédée aux Vénitiens par l'empereur grec Jean Paléologue.

1423 extraordinaires, on lui en procure deux rapides de l'arsenal de Venise.

Même date. f° 158 v°

Ordre aux galères de Salonique d'aller, en temps utile, désarmer en Crète.

13 décembre. f° 163 v°

L'amiral de Rhodes a comparu devant les Sages du Conseil, au sujet des marchandises dérobées à des Crétois, dans le port de Rhodes [1], et il accorde la restitution de tout ce qui a été enlevé.

18 décembre. f° 165 v°

Ordre au gouvernement de Crète d'envoyer quatre galères à Salonique ; on lui enverra pour les remplacer deux galères légères.

1424 13 janvier. f° 169 v°

Privilèges accordés à Pierre Damaschini, pour le transport de draps et d'étoffes.

23 février. f° 183 v°

Lettre aux cardinaux en faveur des frères mineurs de Saint-Nicolas de Candie [2].

Capta. — Quod in favorem fratrum minorum de observantia Sancti Nicolai de Candida possint scribi litere, tam Summo Pontifici quam dominis cardinalibus, in illa forma que videbitur dominio.
De parte — omnes.

SEN. MISTI R. 55. 1424-1425.

14 mars. f° 4 v°

Crédit de 144 livres de gros, pour deux compagnies de fantassins

1. Voir au 28 août précédent.
2. Le monastère de Saint-Nicolas était le moins important des deux couvents que les Franciscains de l'Observance possédaient à Candie. Il n'est pas cité dans la *Creta Sacra*.

et une compagnie de cavaliers, que le capitaine de Crète emmène 1424
avec lui [1].

1er avril. f° 10 r°

Election des cinq sages de Crète.

15 avril. f° 17 r°

Le duc de Crète reçoit comme prêt 200 ducats d'or pour payer un médecin qui va en Crète.

17 avril. f° 17 r°

Mandat, envoyé au capitaine du Golfe, d'aller à Constantinople pour y faire des plaintes au sujet de violences commises contre le baile vénitien et des marchands de la république.

17 juin. f° 34 r°

Crédit de 200 ducats accordé au duc de Crète pour des réparations à son palais et à sa citerne.

13 juillet. f° 40 v°

Avance de 2,500 à 3,000 ducats pour les galères de Crète, à charge au gouvernement Crétois de rembourser cette somme. Les galères de Crète sont dirigées vers Salonique.

6 septembre. f° 52 v°

On réitère à Rhodes la demande de restitution des marchandises enlevées aux sujets crétois [2]. Entente avec l'amiral de Rhodes.

Capta. — Cum facta de anno preterito responsione per nostrum dominium Reverendo patri domino Admirato Rodi, super facto damnorum illatorum nostris fidelibus Crete, qui, inter cetera, ob dictam causam, venit ad presentiam nostram, dictus Admiratus dixisset excusando causam, conventum Rodi non teneri ad emendam, et satisfactionem predictam et quod placeret nostro dominio de dicto facto velle stare iuri, etc., qua sua requisitione audita et intellecta, fuerit postea, die XXX decembris 1423, captum et deliberatum per istud consilium, quod dicto domino Admirato responderetur quod audiveramus et intellexeramus requisitionem predictam suam, et respondebamus quod cognoscimus manifeste quod, si deliberaremus stare iuri nil aliud importaret nisi rem in longum ducere, et cum detrimento iurium tam suorum quam nostrorum, consideratum quod, si

1. Voir au 22 février 1422.
2. Voir au 28 août et au 13 décembre 1423.

1424 in favorem nostrum terminaretur, multum preiudicaret iuribus suis contra castellanos, et si contra nos terminaretur nil aliud importaret nisi prebere causam castellanis in portu suo posse nostros cives et subditos damnificare, sed nichilominus considerantes quod, dicta damna illata fuerunt per castellanos, qui quotidie declinant ad portum suum, cum suis mercationibus et bonis, et bene possent satisfactioni nostrorum providere, commiseramus notario nostro...

30 septembre. f° 56 r°

Election des cinq sages de Crète.

Même date. f° 59 r°

Ordre au capitaine du Golfe de se rendre à Candie et d'y rester tant que les mers voisines ne seront pas sûres ; il devra détacher de temps en temps des galères pour inspecter les côtes.

17 octobre. f° 62 r°

Augmentation de la remise faite aux fonctionnaires, chargés du recouvrement des dettes dans la chambre des comptes.

Capta. — Quia ad cameram nostram Crete sunt multi debitores in magna et parva quantitate pecunie, a quibus camerarii nostri de inde non curant exigere, eo quia solum habent grossum unum pro yperpero, si exigunt totum capitale, et si haberent unum grossum pro yperpero, de toto eo quod sibi esset possibile exigere ab ipsis debitoribus, nostrum comune maximum exequeretur commodum, quia dietim exigentur denarii nostri comunis, Vadit pars quod camerarii nostri Crete de debitis veteribus creatis a. 1420 que exigent, et sibi erit possibile exigere, debeant de cetero habere grossum unum pro yperpero, de toto eo quod exigerent, non obstante quod non exegissent seu non exigerent totum capitale.

24 octobre. f° 63 v°

Quand le capitaine du Golfe jugera qu'il n'y a plus de danger pour les galères revenant des marchés du Levant, il devra renvoyer celles de Crète pour désarmer, aller ensuite à Modon et à Salonique, où il licenciera encore les galères de Crète, à charge au gouvernement de l'île d'en armer une nouvelle et de l'envoyer à Salonique avant le 20 février prochain, puis deux autres ensuite à la destination du Golfe, en choisissant un capitaine pour chaque galère.

18 novembre. f° 67 r°

Autorisation accordée aux gouverneurs de Réthimo de dépenser

1,000 hyperpères par an, pendant cinq ans, pour les travaux du port. 1424

Capta. — Cum per gratiam Dei civitas nostra Rethimi multum multiplicaverit, et de die in diem multiplicet, quia in ea est magna quantitas populi, et multi marinarii et etiam multa navigia et, ultra dicta navigia, multa alia de novo fabricarentur si portus deinde fieret et compleretur, quia esset cum magna securitate dictorum navigiorum, et nisi dictus portus compleatur dicta navigia subiacent magno periculo, et pro constructione dicti portus, deputata sit pecunia condemnationum Rethimi, que pecunia non est sufficiens ad fabricam dicti portus, et utile et necessarium sit providere quod dictus portus compleatur.

Vadit pars quod ultra pecuniam dictarum condemnationum, deputatam ad fabricam dicti portus, Rectores nostri Rethimi, qui se repeperiunt ad regimen Rethimi, de introitibus Rethimi possint expendere omni anno yperpera mille, usque quinque annos solum, quibus Rectoribus committatur quod debeant solicitare, cum omni diligentia possibili, ad faciendum per complere portum predictum, pro securitate navigiorum nostrorum de inde.

Même date. f° 67 v°

Crédit de 400 hyperpères au duc de Crète, pour des réparations à son palais.

Même date. f° 68 r°

Résolution prise au conseil d'écrire au pape [1] et de lui demander un pasteur, pour l'église de Crète.

Même date. f° 69 r°

Crédit de 650 ducats devant servir à l'achat d'objets nécessaires à l'arsenal de Candie, et à des travaux au port de Réthimo.

4 décembre. f° 72 r°

On a confisqué, au profit du gouvernement, tous les biens du juif Josteff Cassan, sur lesquels les avocats devaient percevoir 500 ducats. Comme cela paraît trop onéreux, on charge le gouvernement de Crète de faire lui-même les formalités, en retour desquelles il aura 1/2 sou par livre, et les officiers de la trésorerie 1/2 sou aussi.

1. Martin V.

1424 30 décembre. f° 76 v°

Envoi d'une galère de Crète avec une autre galère vénitienne pour la garde de Salonique.

1425 13 janvier. f° 80 r°

Armement de quatre galères en Crète pour la défense de Salonique, toujours menacée par les Turcs.

14 janvier. f° 81 r°

Comme il n'y a pas de passage actuellement pour Candie, et qu'il est nécessaire que le gouvernement de Crète envoie du blé à Salonique, on ordonne au patron de la *cocha* de Salonique de faire notifier au capitaine de Modon, sans descendre à terre, l'ordre d'envoyer en Crète, à cet effet, un brigantin.

22 janvier. f° 82 r°

Autorisation aux capitaines des vaisseaux d'Alexandrie de conduire des cotons d'Alexandrie en Crète, en payant la moitié de l'impôt qu'ils auraient à payer à Venise.

29 janvier. f° 84 r°

Délai, jusqu'à la fin de mai, accordé à l'ancien duc [1] et à l'ancien capitaine de Crète, pour leur retour à Venise.

5 février. f° 88 r°

Délai d'un mois pour acquitter les droits, accordé pour les marchandises venant de Crète.

8 février. f° 89 r°

Ordre de remboursement en faveur de Georges Quirini, qui, au temps de la disette à Salonique, y a fait passer du blé et de l'orge.

13 février. f° 90 r°

On envoie un ordre au gouvernement de Crète pour expédier au consul d'Alexandrie des lettres du Sénat, en faisant partir un brigantin, mais en inventant un prétexte pour son départ, ces lettres devant rester secrètes. Il s'agit d'une flotte de vingt-cinq galères

1. Le duc sortant devait être François Lauredan ou le capitaine de Crète, Laurent Capellus, qui exerça les fonctions de duc, à la mort de Laurent Bragadenus.

envoyée contre le Soudan, qui maltraite les vaisseaux vénitiens. **1425**

26 février. f° 93 r°

Autorisation aux vaisseaux de Beyrouth et d'Alexandrie de rester trois jours en Crète, pour chargement et déchargement.

2 mars. f° 95 r°

Ordre au gouvernement de Crète de se procurer un navire de deux cent cinquante tonneaux, au moins, pour se rendre à Alexandrie, y rester huit jours, non compris les jours d'arrivée et de départ, afin d'y charger des épices et d'autres marchandises appartenant à des sujets de la République et de les amener à Candie, moyennant 3 ducats par *collo* d'épices, pour le transport; il sera obligé de recevoir toutes sortes de marchandises jusqu'à complément de sa charge.

8 mars. f° 98 r°

Ordre au gouvernement de Crète de rembourser, dans les six jours, les 800 ducats prêtés pour l'achat de certains objets nécessaires à Modon et à Coron.

Capta. — Cum, diebus elapsis, captum fuerit, quod pro emendis certis rebus pro Candida et Mothono accipi deberent ad cambium ducati octingenti, qui mitti deberent ad solvendum in Candidam de pecunia Camere nostre Crete, et quia debitum et conveniens est quod illi qui dederunt denarios predictos prestissime deinde illos rehabeant, ut futuris temporibus non sit nobis difficile reperire de aliis per hunc modum, Vadit pars quod mandetur Regimini Crete, quod, a die receptionis presentis nostri mandati, usque ad sex dies, debeat solvisse dictos denarios, sub pena ducatorum V^{C} pro quolibet, in suis propriis bonis, que pena committatur exigenda advocatoribus comunis, dividenda ut de aliis penis sui officii.

31 mars. f° 105 v°

Election des cinq sages de Crète.

21 avril. f° 108 r°

Règlement pour le transport des étoffes.

18 mai. f° 114 v°

Imposition de la résidence aux évêques du Levant [1]. Dans le

1. Le même décret est cité dans la *Creta Sacra*, t. II, p. 375.

1425 cas de refus, les gouverneurs devront faire administrer les prélatures et veiller à l'exacte célébration des offices.

Capta. — Quia in terris et partibus nostris Levantis fides catholica multum diminuatur, et sismatici de die in diem multiplicent, et hoc procedat propter absentiam prelatorum qui non morantur in prelaturis suis, et pro reverentia Dei, et celebratione divini cultus, et pro augmento fidei christiane et diminutione sismaticorum, sumus debitores ad hoc facere provisionem pro honore nostri dominii et pro bono terrarum et locorum nostrorum, Vadit pars quod omnes prelati terrarum et locorum nostrorum partium Levantis, de extra Culfum, teneantur usque per totum mensem martii proximi de 1426 ivisse ad prelaturas suas, et ibi residentiam facere, et ex nunc captum sit et mandetur omnibus rectoribus nostris, quod si prelati terrarum et locorum nostrorum, in quibus sunt Rectores non iverint ad prelaturas suas usque per totum mensem martii, dicti nostri rectores intromittere debeant omnes reditus et proventus prelaturarum sub suis regiminibus existentium, deputando duas sufficientes personas, pro qualibet prelatura, que exigant dictos redditus et proventus et alia quecumque spectantia dictis prelatis, et de omnibus teneant computum ordinatum, de quibus redditibus et proventibus et aliis spectantibus dictis prelatis vigore dictarum prelaturarum, dicti rectores faciant divina officia celebrare, ecclesias repparare, et emere paramenta, calices et alia ad divinum cultum necessaria, faciendo similiter de predictis tenere computum ordinatum, et si aliquid superhabundaret, faciant totum quod superhabundaret debite conservari, non dando de eo quod superhabundaret aliquid alicui sine mandato nostri dominii. Et non possit presens pars revocari, suspendi, vel aliter declarari nisi per tres partes istius consilii congregati centum et ab inde supra.

De parte 106 — de non 3 — non sinceri 2.

Misse fuerunt litere 1425, die XXVI maii :

Castellanis Coroni et Mothoni, Duche et consiliariis Crete, Rectori Retimi, Rectori Canee, Rectori Sitie, et successoribus suis.

23 mai. f° 115 v°

Délai accordé au capitaine de Crète, jusqu'à la fin de septembre, pour son retour avec ses provisions.

Même date. f° 116 r°

Ordre au gouvernement de Crète d'envoyer son ingénieur à Modon, pour la réparation du port. Après inspection, l'ingénieur pourra venir chercher les objets nécessaires aux travaux.

Même date. f° 116 r°

Ordre au gouvernement de Crète d'envoyer 4,000 hyperpères

aux châtelains de Coron et de Modon, 3000 au gouverneur de la Canée et 2000 à celui de Réthimo. Ces sommes seront fournies par la trésorerie de Crète ou empruntées aux Juifs, et envoyées de suite, sous peine d'une amende de 500 ducats. 1425

4 juin. f° 121 r°

Liberté laissée aux galères de Beyrouth et d'Alexandrie, pour les marchandises de Crète.

2 juin. f° 122 r°

Refus de défendre aux patrons des vaisseaux de Crète de quitter Rhodes ou la Crète, pour aller en Syrie ou à Alexandrie, durant tout le mois de juillet, par 54 voix, contre 40 et 5 abstentions. Toutefois les vaisseaux ne pourront partir qu'après réception de l'avis du consul d'Alexandrie.

13 juin. f° 125 v°

Les Castillans ont causé des dommages aux marchands crétois à Rhodes; si l'ambassade envoyée au roi d'Aragon n'amenait aucun résultat, le gouvernement de la république les indemniserait lui-même.

18 juin. f° 129 r°

Les fonctionnaires qui négligeront leurs charges, pour s'occuper de leurs affaires personnelles, seront privés de traitement pendant tout le temps de leur absence.

Capta. — Quia ab aliquo tempore citra ductum est in consuetudinem quod Rectores et alii officiales nostrarum terrarum petunt et obtinent licentiam standi per multos dies, pro negotiis suis, extra regimina et officia sua, quod est cum magno incomodo Regiminum et officiorum sibi commissorum, Vadit pars quod si de cetero concedetur licentia alicui, vel aliquibus rectoribus et officialibus nostris, standi per aliquod tempus extra sua regimina et officia, ex nunc declaratum et statutum sit, quod dicti rectores et officiales perdere debeant salarium sui regiminis, per totum illud tempus quo stabunt extra dicta sua regimina et officia, et non possit eis aliter concedi quam cum dicta conditione perdendi salarium, sub pena ducatorum centum pro quolibet ponente vel consenciente partem in contrarium, exceptis illis rectoribus per quos per nostrum dominium mitteretur pro factis nostri comunis, non intelligendo de illis reetoribus, quibus, vigore suarum commissionum concessum est posse venire Venecias. Et teneantur Rectores et Officiales predicti, antequam exeant de regiminibus et officiis suis, ponere in comune nostrum totum id

1425 quod deberent restituere, dicta occasione, sub pena perdendi duplum eius quod deberent restituere, que omnia committantur exequenda nostris advocatoribus comunis et officialibus rationum, qui habeant medietatem pene, et alia sit nostri comunis, et si fuerit accusator pena dividatur per tercium. Et non possit presens pars revocari suspendi vel declarari nec aliter concedi nec fieri aliqua gratia contra hoc, sub penis et stricturis contentis in parte nova contrabannorum. Et sic procedatur de pena in penam usque in infinitum.

De parte 95 — de non 7 — non sinceri 0.

1er juillet. f° 133 r°

Délai pour la *Muda* partant de Crète pour Venise; ordre lui est donné d'attendre le vaisseau venant du Levant avec les cotons de Syrie.

12 juillet. f° 137 r°

Ordre au gouvernement de Crète de faire conduire à Coron, par une galiote, les deux syndics extraordinaires qui sont arrivés par les galères d'Alexandrie et de Beyrouth, après un séjour de vingt-huit jours dans l'île.

17 juillet. f° 142 r°

Ordonnance regardant les prisonniers, à la subsistance desquels le gouvernement de Crète doit veiller, sans les laisser venir à Venise.

18 août. f° 155 v°

Interdiction de la vente des draps étrangers, en Crète, à Coron, à Négrepont, à Modon et Corfou.

Capta. — Cum dominatio nostra fecerit multas provisiones et multos ordines ad obstandum ne panni forinseci conducantur ad Insulam nostram Crete, Corphoum, Nigropontem, Mothonum et Coronum, et tamen dicte provisiones et ordines non vivant, quoniam dietim conducuntur de pannis forinsecis, in grave damnum civium et mercatorum nostrorum, qui non possunt costizare cum illis qui conducunt dictos pannos forenses. Et non solum utile sed necessarium sit salubriter providere superinde. Vadit pars quod de cetero sit ordinatum quod ad dicta loca nostra nullo modo, forma vel ingenio conduci possint aliqui panni forenses, exceptis tamen illis qui secundum ordines nostros conducerentur per viam Veneciarum, sub pena amittendi huiusmodi pannos contra ordinem presentem sic conductos. et ulterius tam conductores, venditores, quam emptores debeant solvere quinquaginta pro centenario, que quidem pena committatur exigenda et executioni mittenda Rectoribus et officialibus dictorum

locorum, qui inquirere et procedere debeant contra tales contrafacentes, habentes medietatem dicte pene et alia medietas sit nostri comunis, et si fuerit accusator pena dividatur per tercium; quod si non facerent et accusati fuerint Advocatoribus comunis, quibus etiam hec committantur debeant solvere quinquaginta pro C° dictis advocatoribus, qui dividant ut de aliis penis sui officii, de quibus omnibus penis vel aliqua earum non possit fieri aliqua gratia, donum, remissio, recompensacio vel aliqua declaratio, sub penis et stricturis contentis in parte nova contrabannorum. Exceptando ab hac strictura pannos, qui per nostrates mitterentur ad partes Levantis et per transitum conducerentur in Candidam. Et in hoc casu sub omnibus dictis penis et stricturis huiusmodi panni debeant presentari Regimini Crete et sub eius clavibus conservari donec extrahentur de Candida pro portando ad partes Levantis. Qui quidem panni non possint ullo modo in Candida nec in aliqua parte insule Crete vendi nec alienari, sub penis et stricturis omnibus predictis. Et hec pars publicetur in illis locis ut omnibus nota sit. 1425

Même date. f° 156 r°

Autorisation de vendre des propriétés, à perpétuité, dans le bourg de la Canée ou en dehors; mais si au bout de trois ans le tenancier n'a pas payé sa redevance, on revendra sa propriété a ses risques et périls; les officiers de la trésorerie devront en donner avis sous peine d'une amende de 100 hyperpères.

23 août. f° 156 v°

Prescriptions relatives à la visite des navires et aux obligations qui incombent, de ce chef, aux patrons de ces navires.

Capta. — Cum patroni navigiorum nostrorum Crete et de hinc que recedunt de Candida et de aliis locis Crete, postquam fuerint examinata et visa per consiliarios aut rectores, ut non carricentur ultra signa ordinata, audeant carricare, ad quod sit bonum providere. Vadit pars quod quando erit deputatum ut ipsa navigia examinentur, teneantur patroni dictorum navigiorum posuisse in dictis navigiis aquam et barchas navigiorum et navium et ferros salvo quam unam barcham et ferros quos haberent in portu, et elevant vexillum Sancti Marci, qua examinacione facta, non possint dictas res deponere quousque non fecerint velam, sub pena ducatorum centum patrono talis navigii(s) aut navis in suis propriis bonis, et ut aliquis non audeat carricare post examinationem factam, ordinetur quod totum quod carricabitur post factam examinationem, tam in cohoperta quam subter cohopertam, amittatur et de tantumdem cadat patronus, et accusator si fuerit habeat tercium, regimen Crete tercium et comune tercium, et si accusa fiet in Candida exigendo penas predictas nostri Camerarii habeant grossum unum pro yperpero,

1425 et ita observetur in aliis locis Insule, et si non erit accusator, pena dividatur per medium, et non possit sub debito sacramenti aliquid restitui patrono predicto, et intelligatur etiam hic Venetiis, si accusa fieret hic, et debeat semel in anno publicari in platea Candide et ad molum.

Même date. f° 156 v°

De Sithia on pourra faire escale à Candie, et non plus à Cérigo, ce qui mettra fin aux extorsions.

Même date. f° 157 r°

On décrète des mesures prohibitives contre les étoffes étrangères, à la destination du Levant.

29 août. f° 157 v°

On a reçu une lettre de change sur Alexandrie pour une somme de 700 ducats, destinée aux voyages des syndics; ordre est donné au gouvernement de Crète d'en envoyer le montant en or, à Alexandrie.

3 septembre. f° 162 r°

Envoi de vaisseaux en Crète, à Coron, Modon et Corfou, pour amener à Venise des marchandises, épices, etc., arrivées du Levant.

Même date. f° 162 v°

On avise le gouvernement de Crète qu'une grosse galère viendra chercher toutes les marchandises de Syrie et d'Egypte, et si elle ne peut prendre tout, que la galère de Modon l'aidera. On recommande de tenir un compte exact de la quantité et de la qualité des marchandises chargées, afin d'éviter les fraudes et la contrebande.

18 septembre. f° 165 r°

Ordre au gouvernement de Crète de tenir un compte exact des cotons de Syrie et de les envoyer à Venise, en novembre.

30 septembre. f° 168 r°

Election des cinq sages de Crète.

Capta. Cum terminus Sapientum ordinum expiraverit. Vadit pars quod elligantur per scruptinium, in hoc consilio, quinque Sapientes ordinum, qui possint eligi de corpore Venetiarum et a Grado ad Caput Aggeris, et debeant de per se, et non cum Sapientibus consilii,

examinare agenda a parte maris et super facto navigiorum armatorum et disarmatorum, mercatorum et mercationum et super factis insule Crete, Coroni et Mothoni, Nigropontis, Corphoy, Durachii, Sclavonie et Scutari et aliarum terrarum Romanie, Albanie et Dalmatie nec non aliorum locorum a parte maris, et super omnibus et singulis ad predicta et predictorum quodlibet pertinentibus, et cum eorum consilio, et opinionibus veniant ad dominum Consiliarium et Capita de XL, et faciant legi secundum usum, et postea veniant ad istud consilium, et quilibet eorum possit ponere partem super rebus spectantibus officio suo, et quocienscumque vocabitur consilium, ad petitionem eorum, legi et poni debeant partes sue antequam ponantur partes aliorum, qui ponere possunt partes et sint per totum mensem martii proxime futuri, et non possit remanere nisi unus pro domo, et non possint refutare sub pena librarum centum, et aliquis Judex officialis aut aliquis advocatus non possit esse nec eligi ad dictum officium, et teneantur venire omni die de mane, et tantum plus quantum erit necesse, et stare in omni collegio ubi possunt stare Sapientes consilii, et si aliquis ipsorum non venerit per octo dies, ita quod veniret esse extra secundum ordines nostros, cadat ad penam predictam ac si refutasset, et non valeat eis excusatio nisi de persona, et sint annorum triginta vel inde supra. 1425

De parte 132.

Ellecti Sapientes ordinum :

Ser Nicolaus de Molino, quondam ser Andree.

Ser Michael Donato, quondam ser Bartholomei ; refutavit.

Ser Petrus Bembo, quondam ser Andree.

Ser Andreas Griti, quondam ser Marini refutavit.

Ser Antonius Gradonico, quondam ser Luce.

29 octobre. f° 170 v°

On fait, pour 25 livres de gros, un achat destiné à l'arsenal de Candie, l'administration de l'arsenal devra, sous peine d'une amende de 500 ducats, rembourser la somme aussitôt la réception des objets.

11 novembre. f° 172 v°

Autorisation accordée à Nicolas Georges, soldat de Cariste [1], de faire venir ses chevaux de Cariste en Crète.

13 novembre. f° 173 r°

Ordre à la galère de Crète, qui se trouve en Dalmatie, d'aller désarmer en Crète.

1. Cariste ou Caristo, ville de l'île Eubée ou de Négrepont.

1425 30 novembre. f° 174 v°

On constate à Corfou une augmentation des églises grecques, au détriment des églises catholiques.

1426 29 janvier. f° 186 r°

Crédit de 100 hyperpères pour les réparations à faire à la maison d'un conseiller de Crète.

5 février. f° 191 r°

Exception faite, en faveur des vaisseaux crétois, à la défense de reconduire en Crète les vaisseaux hors de service, sur la demande du patron.

28 février. f° 193 v°

Autorisation pour les navires, équipés avant le 15 mars, de partir pour la Crète, Coron, Modon et Corfou.

Capta. — Cum, diebus preteritis, ordinatum fuerit quod nulla nostra navis possit recedere de Venetiis, et expositum fuerit dominio nostro quod sunt alique naves preparate pro Creta, Mothone et Corono, Ymolaus, Corphoy et Patrassio, et pium sit subvenire nostris civibus qui naulizaverunt naves predictas pro dictis locis, Vadit pars, sicut pridie concessum fuit aliquibus navibus de Creta, quod omnibus navibus, que erunt preparate usque diem XV mensis martii futuri pro dictis locis, concedatur licentia eundi ad dicta loca sed non possint ire ad alia loca quam ad suprascripta, sicut dicti cives naulizaverint, sub pena amittendi dictas naves, super quibus non possit caricari aliquod havere capse, nec subtile, sub pena amittendi illud. Et committantur hec inquirenda omnibus officialibus contrabannorum, habentibus partem penarum ut de aliis penis suorum officiorum, Et de predictis penis non possit fieri aliqua gratia, donum, remissio, recompensatio, suspensio, nec aliqua declaratio sub penis et stricturis contentis in parte nova contrabannorum.

SEN. MISTI R. 56 1426-1428.

4 avril. f° 4 v°

Election des cinq sages de Crète.

16 mai. f° 12 r° **1426**

Ordre au gouvernement de Crète de « *poni facere in tenutam et corporalem possessionem* » de l'archevêché de Crète [1], à Fantin Valaresso [2], nommé par le pape à la place de Pierre Donat [3], qui est élu archevêque de Venise.

25 mai. f° 17 v°

Prescriptions relatives aux élections des capitaines.

Capta. — Cum in electionibus que fiunt in Candida de supracomitis galearum Crete, fiunt et servantur alique contaminationes et inhonestates, in tantum quod illi qui attendunt eligi supracomiti, licet non sint sufficientes, sciunt ducere dictas electiones in longum pro possendo remanere supracomiti. Et hoc procedat propter dictas contaminationes que fuerint inter officiales collegii deputati ad dictas electiones. Et sit bonum et utile providere ad hoc ut dicte electiones bene procedant, et, sicut notum est, dominatio nostra se amplissime confidit de ducha et Capitaneo et consiliariis Crete. Vadit pars quod de cetero electio dictorum supracomitorum debeat fieri per Collegium duche, Capitanei et Consiliariorum Crete, habendo ad minus de quatuor ballotis tres ballotas, et similiter observetur in electionibus Castellanorum et aliorum officialium, qui fiunt per insulam, exceptis advocatis, qui debeant eligi secundum usum. Et teneantur Regimen Crete, de tempore in tempus, quando eliget dictos supracomitos mittere electionem eorum et nomina pleziorum per suas litteras nostro dominio.

16 juin. f° 23 v°

Augmentation de traitement accordée au duc et au capitaine de

1. Ce décret est cité dans la *Creta Sacra*, t. II, p. 73.

2. Fantin Vallaresso, noble Vénitien, homme d'un grand savoir, docteur de l'Ecole de droit de Padoue, évêque élu de Parentino ; il succéda à Pierre Donat, lorsque celui-ci fut nommé évêque de Castellana, et mourut sur le siège de Candie, en 1443, honoré du titre de Légat du Saint-Siège, pour la réunion des églises, consentie au concile de Florence. Il fut chargé par le pape Eugène IV de plusieurs ambassades, notamment auprès de Charles VII, roi de France, auprès des ducs de Bourgogne et de Sigismond, roi des Romains, et il assista aux conciles de Bâle, de Ferrare et de Florence.

3. *Pierre Donat*, archevêque de Crète en 1418, un des trois présidents du concile de Sienne, administrateur-intérimaire de l'archevêché et de la province de Pérouse, pendant la légation du cardinal de Bologne, nommé, en 1426, à l'évêché de Castellana, il fut en grande faveur auprès des papes Grégoire XII et Martin V, et prit dans les affaires ecclésiastiques de ce temps une part importante. Quelques auteurs le font aussi archevêque de Padoue.

1426 Crète, avec autorisation de vendre leurs chevaux, dans certaines conditions.

Capta. — Cum ducha et Capitaneus nostri Crete habeant de salario in anno, ducatos mille, ad rationem soldorum nonaginta sex pro ducato, qui ad rationem iperperorum, ascendunt ad summam iperperorum triummillium vel circa. Et considerata conditione dicti Regiminis, ut reperiri possint nobiles sufficientes et apti, qui illuc accedere vellint et non expendant de suo. Vadit pars quod ducha et Capitaneus Crete nunc elligendi, et alii qui de cetero elligentur ad ducatum et Capitaneatum Crete, habere debeant iperpera quatuor mille de salario, in anno et ratione anni, recipiendo salarium suum in iperperis. Et sit cum omnibus aliis modis utilitatibus et conditionibus que continentur in sua commissione.

Et possint dicti Ducha et Capitaneus vendere suos equos vel eos mittere extra Insulam, per unum mensem ante complementum suorum regiminum, et non ante, sed non possint ratiocinari pro pratichare, nec rationamentum aliquod habere de vendendo dictos suos equos toto tempore suorum regiminum, nisi per unum mensem ante complementum dictorum suorum regiminum, nec aliquam promissionem recipere vel facere, sub aliquo colore vel modo, de equis suis predictis, sub pena perdendi dictos equos et tot alios denarios quot valebunt equi predicti. Et quam penam exigunt Advocatores comunis in Venetiis, habentes partem ut de aliis sui officii. Et ad similem penam cadat quilibet alius qui aliquam promissionem praticam vel rationamentum haberet, cum dictis nostris Rectoribus, vel cum aliquo alio, eorum nomine, de emendo dictos equos toto tempore suorum regiminum, nisi per unum mensem ante complementum Regiminis Rectorum nostrorum predictorum. Et si dicti nostri advocatores erunt negligentes in exigendo penam predictam, priventur officio advocarie.

Et ad similem penam et conditionem sint consiliarii Crete, qui de cetero eligentur, in facto suorum equorum. Et ut hoc habeat effectum, teneantur Consiliarii Crete, statim cum ducha Crete exiverit de Regimine, mittere pro illis qui emissent equos dicti duche, et eis dare sacamentum si tempore Regiminis dicti duche habuerint, fecerint, vel fieri fecerint aliquam praticam de emendo equos predictos et a quanto tempore citra, et si invenient aliquem contrafecisse ordini suprascripto, scribant totum quod invenerint advocatoribus comunis. Et istud idem observare debeant ducha et consiliarii Crete, quando Capitanei exibunt de Regimine, in faciendo examinationem predictam. Et quando Consiliarii exibunt de consiliaria, dicta examinatio fieri debeat per ducham et capitaneum Crete de equis consiliariorum, per modum suprascriptum.

De parte 77 — de non 25 — non sinceri 0.

13 juillet. f° 34 r° 1426

Précautions à prendre contre les fraudes qui se commettent dans l'*incantus* des galères.

Même date. f° 35 v°

Les galères d'Alexandrie sont tenues de transporter en Crète, sans frais, les draps et autres choses nécessaires au gouvernement.

22 juillet. f° 38 r°

Ordre au gouvernement de Crète d'envoyer, de suite, à Salonique, le plus de froment qu'il pourra.

30 juillet. f° 40 r°

Election d'un proviseur de Crète, qui devra, dans les deux jours, notifier son acceptation et partir par les galères d'Alexandrie, sous peine d'une amende de 200 ducats. On lui accorde 4,000 hyperpères de salaire annuel et on lui attribue le même train qu'au duc de Crète, excepté les chevaux. Sa charge est d'une année. L'élu est Fantin Dandolo.

16 août. f° 45 v°

Itinéraire de la galère de Beyrouth, appartenant à Jérôme de Canalie. Elle devra rejoindre les galères de Beyrouth et d'Alexandrie à son retour, et aller d'abord au cap de Candie, puis à Rhodes, puis à Alexandrie, et s'y mettre à la disposition du capitaine.

3 octobre. f° 58 r°

Election des cinq sages de Crète.

12 octobre. f° 58 v°

Crédit de 2,000 ducats pour l'achat d'objets indispensables à l'armement des galères du Golfe; le gouvernement de Crète prendra cette somme sur les 3,000 hyperpères qu'il doit envoyer à Modon au capitaine du Golfe, mais il devra la rembourser et la renvoyer à Modon le plus tôt possible.

19 novembre. f° 63 r°

Les capitaines des galères, les castellans et les autres officiers, doivent être nommés par un collège composé du duc, du capitaine, des conseillers, et avoir au moins trois voix. Cette année, le duc n'assistait pas à l'élection, et le gouvernement a demandé au sénat

1426 si l'élection était valable. On répond qu'il faut que le collège ait au moins quatre membres, et que si plusieurs des membres sont absents, il faut les suppléer par les officiers de la trésorerie.

1427 22 janvier. f° 72 r°

Le procurateur de Rhodes est chargé d'informer le gouvernement de Crète et les castellans de Coron et de Modon des progrès et de la condition de l'armée du Soudan ; on lui recommande de ne pas épargner la dépense pour l'armement des brigantins nécessaires à cet objet [1].

19 mars. f° 86 r°

Le décret du 26 juillet 1420, *super facto donegalium insule Crete*, n'est pas observé ; on décide de le mettre dans la commission des recteurs de Crète. Outre les peines contenues dans ce décret, on ajoute que tout Crétois ou autre fidèle qui viendra à Venise pour se plaindre, sur ce point, de la conduite des recteurs, et dont les accusations seront reconnues justes par les avocats du commun, recevra le prix de son voyage du recteur accusé, lequel devra, en outre, lui payer du froment à raison de *60 hyp. pro centenario mensurarum.*

29 mars. f° 86 r°

Les recteurs, sortant de charge, sont tenus de vendre leurs chevaux à des cavaliers vénitiens seulement.

31 mars. f° 88 r°

Election des cinq sages de Crète.

7 avril. f° 89 v°

Le gouvernement de Crète ayant écrit que Mannus Faletro s'est offert pour armer, à ses frais, une galère, et que, dernièrement, il s'est distingué déjà en armant une galère pour aller contre les Turcs qu'on disait venir attaquer Candie, le sénat lui vote des remerciements, et révoque en sa faveur les règlements sur le *supracomitat;* de sorte que Faletro pourra être, cette année, un des capitaines, s'ils sont encore à élire, ou l'année prochaine, s'il sont déjà élus.

1 Le soudan d'Egypte, en 1426, avait fait une descente en Chypre; il ruinait le commerce vénitien et faisait éprouver aux marchands les vexations les plus arbitraires et les plus onéreuses.

22 avril. f° 92 v° 1427

Autorisation accordée au capitaine de Crète d'avoir deux chevaux de plus que le nombre réglementaire, à condition de ne pouvoir les vendre qu'aux mêmes conditions que ses autres chevaux.

20 juin. f° 105 r°

Le capitaine des neuf *coche* d'Alexandrie, en arrivant dans les eaux de Crète, détachera deux petites *coche* pour aller à Candie. Elles y séjourneront deux jours, les jours d'arrivée et de départ non compris, et chargeront toutes les marchandises à la destination d'Alexandrie. Il est de plus permis de prendre en Crète, à Modon, Coron et Corfou *caseum et mela saponum et alias merces* pour les pays du Levant, soumis au Soudan. On révoque toutes les entraves au commerce avec les sujets du Soudan.

27 juin. f° 107 r°

On donne un ducat d'or par amphore de vin de Crète ou de Grèce apportée, avec l'autorisation du capitaine, à l'armée du roi[1], durant le mois de juillet.

Même date. f° 107 v°

Ordre au gouvernement de Crète de choisir un noble, comme castellan du château fort *de Sancta Maria de Salonicho*, et de lever 50 arbalétriers, pour les envoyer de suite audit château. On devra aussi envoyer du blé à Salonique et payer au capitaine la solde qui sera convenable.

2 août. f° 117 r°

Le capitaine de la galère *Quirina*, de Candie, qui se trouve en ce moment en Istrie, demande qu'on la change, parce qu'elle ne peut plus tenir la mer. On la change, en conséquence, contre une de l'arsenal.

8 août. f° 117 r°

Interdiction aux amiraux de faire le commerce des matières premières, nécessaires à l'entretien de l'arsenal.

Capta. — Cum non solum utile sed etiam necessarium sit, pro bono

1. Il s'agit du roi de Chypre ou peut-être du capitaine général. Les Vénitiens étaient alors en guerre avec Philippe-Marie, duc de Milan, et en pleines hostilités, car ils se préparaient à la reprise de Castel-Maggiore, qui eut lieu le 6 juillet.

1427 et comodo nostri comunis et munitionum nostrarum arsenatuum maritimarum providere de admiratis nostris. — Vadit pars quod omnes admirati terrarum nostrarum a parte maris, nullo pacto audeant nec presumant, per se vel alios, facere mercationem, nec habere partem in aliquibus rebus, pertinentibus ad munitiones arsenatuum, videlicet : in lignamine, ferro, laborerio de canapo, tam laboratis quam non laboratis, pegula, armis et omnibus aliis rebus pertinentibus ad arsenatum, sub pena librarum V^C cuilibet dictorum admiratorum, et perdendi officium admirarie, cuius pene pecuniarie tercium sit Rectoris illius terre nostre, cui facta fuerit conscientia de predictis, tercium, si fuerit per quem veritas habeatur, et reliquum tercium sit nostri comunis. Et ultra hoc, sit talis admiratus contrafaciens perpetuo privatus officio admirarie talis terre vel loci, et per quinque annos omnium officiorum et beneficiorum comunis Venetiarum intus et extra. Et de predictis non possit fieri aliqua gratia, donum, remissio, neque recompensatio ullo modo. Et in Venetiis committantur hec nostris advocatoribus comunis, habentibus partem ut de aliis sui officii. Et mittatur hec pars omnibus nostris Rectoribus a parte maris, in locis Regiminum, quorum sunt admirati, ut illam faciant singulis annis in locis suorum regiminum publice proclamari, et addatur in commissionibus suis. Qui admirati debeant exivisse et se expedivisse de dictis mercationibus et rebus, si haberent de illis infra quatuor menses proximos, a die qua presens pars fuerit proclamata in locis predictis.

11 août. f° 118 r°

Envoi de quatre galères, de la mesure de celles de Flandre, à Modon, Rhodes et Candie. Chacune devra porter deux arbalétriers nobles et dix arbalétriers du peuple ; elles prendront de plus à Modon soixante arbalétriers des galères de Beyrouth. Il leur est accordé six jours pour charger les marchandises en Crète ; elles devront ensuite revenir à Modon. Elles auront le même « *nabulum* » que pour Beyrouth et Alexandrie, mais, à leur retour de Crète, seulement les $^3/_5$. La date de leur départ est fixée au 12 septembre.

Même date. f° 118 v°

Itinéraire pour trois des galères dont il est question plus haut : Elles devront aller chercher toutes les épices de Candie ; se rendre de Coron à Candie, y rester six jours, puis revenir à Modon.

17 août. f° 119 r°

Même décret, lors de l'*incantus* des trois galères, dont il s'agit plus haut.

20 août. f° 120 v° 1427

Prescriptions aux gouverneurs, sur la manière de porter le deuil de leurs parents.

Capta. — Cum, pro omni bona causa et respectu, sit bonum providere quod Rectores terrarum et locorum nostrorum, donec sunt in regiminibus suis, non portent vestes lugubres sed de colore et alacres. Vadit pars quod auctoritate huius consilii prohibitum sit omnibus Rectoribus civitatum et locorum nostrorum vestire vestes lugubres pro aliquo vel aliqua ex affinibus suis, quando diu erunt in regiminibus suis, sub pena ducatorum centum in suis propriis bonis, salvo quod possint pro patre, matre et filio vel filiis portare vestes lugubres, diebus octo et non ultra, et similiter pro fratre vel fratribus et pro uxore, non portando clamidem ullo modo. Et ad hanc conditionem, sint omnes Rectores nostri qui presentialiter sunt in Regiminibus, et iniungatur in Commissionibus futurorum.

De parte 48 — de non 20 — non sinceri 1.

Scriptum fuit locis notatis, posito in fine quod significent predicta omnibus Rectoribus sui districtus per literas suas — Padue, Vincentie, Verone, Tarvisio, Feltro, Locumtenenti Brixie, Lendenarie, Crete.

13 septembre. f° 125 r°

La date du départ des galères est remise du 12 septembre au 18.

4 janvier. f° 154 v° 1428

Amende infligée à Marinus de Molino, capitaine d'une galère.

Capta. — Si videtur vobis per ea que dicta et lecta sunt quod vir nobilis ser Marinus de Molino q^m ser Philippi, olim patronus unius galearum, que presenti anno venerunt de Candida, propter caricasse in Canipa Scandolario Pizolo et loco a respectibus sue galee, contra formam partis capte in isto consilio, posite in incantu ipsarum galearum que incipit : Ceterum ordinetur quod extra glavas non possint caricari alique mercationes, etc. Incurerit ad penam dicte partis, aut non, et quod nabula spetiarum caricatarum in Canipa, Scandolario Pizolo et loco a respectibus dicte galee, veniant in nostram comune.

1° Quod incurerit ad dictam penam 52 — 56.

2° Quod non 15 — 11.

3° Non sinceri 44 — 44.

23 mars. f° 174 v°

Ordre au duc, aux conseillers et au capitaine de Crète, de con-

1428 voquer les hommes de fief et les nobles, pour l'élection de délégués à envoyer à Venise, afin d'y régler un différent.

Capta. — Cum nostra dominatio, inter alia, bonam considerationem et advertentiam habere debeat ad quietem et pacificum subditorum suorum, et istam talem considerationem potissime habere debet circa quietem fidelium et subditorum nostrorum Candide et aliarum terrarum nostrarum Insule Crete, et ad noticiam nostri dominii pervenerit Regimen nostrum de inde non bene stare cum nobilibus et aliis feudatis nostris de inde, occasione frumenti quod tenentur dicti feudati nostro dominio presentare, et necessarium sit bonis et utilibus remediis ad hoc providere, pro bono nostri dominii et quiete fidelium nostrorum predictorum. Vadit pars quod scribatur Duche et Consiliariis et Capitaneo Crete in hac forma :

Fuimus informati inter vos et pheudatos nostros Crete subortam esse differentiam, occasione frumenti quod dicti nostri pheudati tenentur presentare ; et quia disponimus dicte differentie finem quietum imponere, volumus et sic, cum nostro consilio de centum, vobis scribimus et mandamus quatenus convocare debeatis illos nobiles et alios pheudatos nostros Candide, in illo numero qui vobis videbitur, et eis dicere quod mittere debeant ad presentiam nostram tres vel duos ex dictis nobilibus pheudatis, informatos de eorum intentionibus super facto dicti frumenti et de provisionibus que eis viderentur fiende super hoc, pro bono et comodo suo et comunitatis ac fidelium nostrorum Candide, et dicta nostra intentione pheudatis nostris predictis; volumus quod vos Ducha Consiliarii et Capitanei, inter quos sensimus magnam divisionem et differentiam esse, quod certe nobis displicuit et displicet, cum esse debeatis exemplum pacifice vivendi omnibus subditis nostris, quod non obstantibus dictis differentiis et divisionibus inter vos existentibus, esse debeatis insimul, et bene discussis et examinatis provisionibus necessario fiendis super facto dicti frumenti, debeatis provisiones que vobis viderentur fiende et parere vestrum per vestras literas nostro dominio denotare, ut auditis provisionibus vestris et similiter auditis dictis nostris feudatis, possimus debitam provisionem facere pro comuni bono omnium.

31 mars. f° 176 v°

Election de sept sages de Crète.

22 avril. f° 182 r°

Ordre au gouvernement de Crète d'envoyer à Négrepont deux galères, sous les ordres du capitaine du Golfe, à cause de la guerre avec les Turcs.

31 mai. f° 192 r° 1428

Ordre au gouverneur de Corfou de laisser emporter le blé acheté par l'envoyé du gouverneur de Crète.

Capta — Cum Regimen nostrum Crete, per suas literas, denotaverit nostro dominio quod miserunt Corphoy nuncium suum pro emendo frumentum pro ubertate insule nostre Crete, quod frumentum emptum Baiulus et Capitaneus nostri Corphoy extrahere non permisit, et oportuit quod navigia redirent in Cretam vacua et habuerunt nabula sua, cum magno damno nostri comunis, que nabula deberet solvere dictus Baiulus, postquam eius defectu processit, et cum naulizaverint Johannem Androni pro carricando frumentum, in Corphoy per dictum suum nuncium emptum, dignemur mandare dicto nostro Baiulo quod permittat nuncium suum frumentum, per eum emptum, super dicto navigio carricari, Vadit pars quod scribatur dicto nostro Baiulo et Capitaneo Corphoy, quod multum nobis displicet modus per eum servatus, in non permittendo nuncium Regiminis nostri Crete frumentum emptum in Corphoy carricare, et permiserit navigia vacua in Cretam redire, quibus oportuit nabula sua de vacuo solvere, que ipse Baiulus solvere deberet, postquam defectu suo hoc processit, quod, sub pena ducatorum quingentorum in suis propriis bonis, permittat nuncium Regiminis nostri Crete caricare, super dicta navi Johannis Androni, vel super alio navigio frumentum per eum emptum, ut dicta navis non redeat in Cretam vacua, pro comodo nostri dominii.

SEN. MISTI R. 57 1428-1430.

7 juin. f° 4 v°

Comme le capitaine de Crète qui a été élu, n'a pas accepté, on en nomme un autre qui devra partir au mois d'août, par les galères d'Alexandrie, si elles s'en vont en ce temps-là. Dans le cas où, après avoir accepté, le nouveau capitaine refuserait sa charge, sans y être autorisé par la majorité du Conseil, on prononce contre lui une amende de 500 ducats.

9 juin. f° 6 r°

Le gouvernement de Crète nomme le patron de l'arsenal et le surintendant des blés. Comme ces fonctionnaires ont en main de

1428 grandes sommes d'argent et ne rendent pas leurs comptes, bien qu'ils dussent les rendre au gouvernement de Crète, on ordonne de leur faire savoir qu'ils auront à les présenter, dans les deux mois, au gouvernement de Crète, sous peine d'une amende de 100 ducats et de la privation de leur charge. A l'avenir, on devra veiller à ce qu'ils envoient leurs livres, au moins deux fois par an, avec ceux des officiers de la trésorerie de Crète.

Même date. f° 6 v°

Remise à trente-six pauvres archers de Crète du quart de leurs dettes envers les Juifs, un délai de dix ans leur étant accordé pour payer les trois autres quarts.

Capta. — Cum XXXVI pauperes fideles nostri Crete, qui nuper venerunt pro arceriis ad serviendum nostro dominio, humiliter nobis supplicaverint quod cum ipsi sint pauperimi et familiis onerati, nec audeant comparere propter debita in quibus tenentur Judeis dicte insule, que ascendunt, sicut in supplicatione sua distincte cavetur, ad summam ducatorum VII^CL, vel circa, dignaremur sibi subvenire, maxime considerato quod omnes pecunie in quibus tenentur dictis Judeis sunt *prode prodium et usure usurarum*. Vadit pars, consideratis predictis et prefatorum subditorum nostrorum fidelitate, quod concedatur eisdem pauperibus et cuilibet eorum, quod libere absolvantur a quarta parte pecuniarum, in quibus dictis Judeis tenentur, ut inferius ordinate patebit, et reliqua tria quarta pecuniarum, in quibus restant debitores Judeis prefatis solvere debeant in annis decem proximis, videlicet omni anno decimam partem, donec integre solverint dicta tria quarta Judeis predictis.

De parte 92 — de non 14 — non sinceri 15.

Nomina autem predictorum arceriorum et eorum debita sunt hec, videlicet :

Primo Michali Rodi de casale Curte, districtus Candide, yperpera viginti.

Michali Sclavo de Castro Novo, yperpera sexaginta.

Georgius Gimino de Ruffa, yperpera triginta.

Costa Carzi de Castro Novo, yperpera quadraginta.

Costa Pirasino de Castro Novo, yperpera quindecim.

Michali Crussocapo de Castro Novo, yperpera quadraginta.

Janni Aiufandi de Castro Bonifacii, yperpera tresdecim.

Xeno Sclavo de dicto loco, yperpera vigintiseptem.

Janui Calogera de Castro Novo, yperpera septuaginta.

Nicola Parasino de dicto loco, yperpera vigintisex.

Janui Vilisima de dicto loco, yperpera vigintiquinque.

Michali Surian de districtu Candide, yperpera vigintiquinque.

Antonius Viaco de dicto districtu, yperpera centum octuaginta.

Georgius Suriano in specialitate sua, yperpera sexdecim. 1428

Item sibi Georgio et Michalio fratribus petuntur per Zadech Judeum tamquam heredibus patris eorum, si forte sucumberent in ea, sint ad conditionem suprascriptorum, yperpera quingentis

Jani Sten de districtu Candide, yperpera trecenta.

Georgius Avonal, dictus Lullo, yperpera triginta octo.

Petrus Vurgari, yperpera centum septuaginta septem.

Nicola Sclavo, yperpera centumquatuor.

Jani Amorgino, yperpera triginta quatuor.

Stamati Fengi, yperpera viginti novem.

Costa Trachino, yperpera viginti ÷

Item de Canea et districtu.

Manoli Vlatudi de Canea, yperpera quadraginta.

Costa Melisino de districtu, yperpera triginta.

Petrus Gavala de Canea, yperpera centumseptuaginta quinque.

Stamati Trachino, yperpera quinquaginta novem.

Michali Undiano, yperpera octuaginta quatuor.

Monoli Armeni, yperpera ducenti quinquaginta duo.

Manoli Varani, yperpera quadraginta duo.

Manoli Ocuridi, yperpera centum.

Item de Rethimo.

Nicola Satroca, yperpera quindecim.

Leo Varuca, yperpera triginta.

Xona Sclavo, yperpera nonaginta septem.

Manolius Fodele, yperpera viginti ÷.

Nicola Calisima, yperpera nonaginta unum ÷.

Sunt yperpera duomilia noningenta quatuordecim ÷.

26 juin. f° 12 v°

Les galères d'Alexandrie porteront en Crète : *sartias et alias res sine nabulo*, et elles en rapporteront : *speties et res que sunt et erunt in dictis locis*, *exceptis mercationibus et rebus obligatis galeis viagii Romanie.*

Même date. f° 15 r°

Même règlement que le précédent, pour les galères de Beyrouth.

19 juillet. f° 21 r°

Ordre aux galères de Romanie d'attendre, au passage, le capitaine du Golfe, se rendant à Candie avec ses galères, avant le 8 octobre, et d'y laisser : *galeas eis commissas et cum zurmis et omnibus hominibus*, *super duabus galeis nostris grossis*, *quas ibi reperient*, sur lesquelles on chargera les épices et les autres marchandises, se trouvant à Candie.

1428 24 juillet. f° 21 v°

Concession, pour dix ans, à Marc de Zanono, du privilège de la plantation de la canne à sucre et de la fabrication du sucre.

Capta. — Quia Marcus de Zanono, civis noster, cogitavit et habet animum plantandi super Insula nostra Crete canas zuchari, et in spacio temporis, faciendi de zucharis in dicta insula in bona quantitate, que res, si habere posset effectum, esset cum magna utilitate et commodo nostri dominii ac civium et subditorum nostrorum et totius Insule, propter multas causas et respectus, qui per omnes intelliguntur. Vadit pars quod, volente ipso nostro cive summere hanc impresiam et faciente eo, seu reducente hoc misterium zucharorum super dicta insula nostra Crete, fiant sibi concessiones infrascripte, que ex nunc sint valide et firme, videlicet : quod aliqua alia persona, cuiuscumque nationis, qualitatis et conditionis existat, non possit plantare nec plantari facere canellas zuchari, nec facere, nec fieri facere zucharos super dicta insula usque ad annos decem, qui anni decem incipiant et incipere intelligantur a prima cocta zucharorum, que fiet per suprascriptum civem nostrum super dicta Insula. Et si aliquis alius presumeret plantare canas zuchari aut facere vel fieri facere zucharos super dicta Insula, usque ad complementum dictorum decem annorum, ipso facto perdat quicquid plantaverit et quicquid fecerit aut plantari et fieri fecerit contra predicta, cuius medietas sit accusatoris, si fuerit per quem veritas habeatur, et alia medietas sit Rectorum sub quorum regiminibus istud erit. Et si non fuerit accusator, medietas sit comunis nostri, et alia medietas Rectorum predictorum. Et non possit concedi per gratiam aut alio modo alicui alteri contra predicta, ante complementum dictorum decem annorum, sub pena ducatorum mille pro quolibet consiliario, Capite, sapiente, aut alio ponente vel consenciente partem in contrarium, et similiter pro quolibet Rectore faciente vel concedente aut ordinante contra predicta. Que pene committantur exigende advocatoribus comunis, habentibus partem, sicut de aliis sui officii, de quibus penis non possit fieri gratia, remissio, donum, suspensio, declaratio, termini elongatio, nec presentis partis revocatio sub eadem pena, et sic procedatur de pena in penam usque in infinitum.

Et habeat suprascriptus civis noster terminum duorum annorum a die presenti accipiendi suprascriptam intromissionem, et si in dicto termino non inceperit facere plantari de dictis cannis zuchari, ex nunc sit captum quod ista concessio sit annullata et revocata.

Insuper captum sit quod dictus civis noster possit mittere seu navigare dictas zucharos, quos fieri faceret, cum quocumque navigio, et omni tempore, et non obligentur ad mudam, sicut de zucharis insule Sicilie observatur, solvendo datia in Venetiis, sicut solvitur de zucharis Sicilie, et in Creta datia solita.

Item si aliqui ex hominibus quos habebit ad suum stipendium sive salarium, pro coquendo seu laborando dictos zucharos, fugerent, possit et liceat sibi hos tales fugitivos ubique in terris et super Insula intromittere et capere, et illos ponere in manibus Rectorum nostrorum, qui fugitivi tractentur et puniantur eodem modo, quo tractantur faliti galearum, et Rectores nostri faciant sibi ius contra dictos fugitivos suos, sicut facere tenentur pro faliti galearum. Sed idem Marcus teneatur advisare dictos suos salariatos quando eos accipiat de ista conditione. 1428

Item concedatur sibi, et quinque personis apud eum, licentia armorum de die et de nocte, in omnibus terris et locis Insule Crete, pro securitate personarum et rerum suarum.

Item quod libris suis, quos tenebit pro pagis salariatorum suorum pro dicto misterio, detur plena fides, nisi reprobarentur.

De parte 100 — De non 4 — Non sinceri 2.

30 juillet. f° 23 v°

Ordre au gouvernement de Crète de rembourser l'argent prêté au capitaine, pour les compagnies de fantassins et de cavaliers qu'il emmène en Crète avec lui.

3 août. f° 25 v°

Mesures pour assurer l'exécution du privilège accordé à Marc de Zanono, pour la plantation de la canne à sucre et la fabrication du sucre.

Capta. — Cum pridie in concessione facta et capta in hoc consilio, Marco Zanono civi nostro quod posset plantare canas zucheri in insula Crete, etc., contineatur, inter alia, quod nullus possit plantare canas zuchari nec facere zucharos usque decem annos, sub penas perdendi quiquid plantaverit vel fecerit, etc. Vadit pars quod pro meliori executione dicte partis addatur dicte parti quod, ultra penam predictam, ille qui plantaret seu plantari faceret de dictis canis aut faceret aut fieri faceret de zucharis, cadat ad penam ducatorum ducentorum pro qualibet vice, cuius pene medietas sit illius Rectoris cui primo facta fuerit accusa, et alia medietas sit accusatoris, de qua pena non possit fieri aliqua gratia, ullo modo, sub penis et stricturis contentis in parte nova contrabanorum Preterea, pro meliori executione dicte concessionis, mandetur Regimini nostro Crete et aliis nostris Rectoribus dicte, Insule presentibus et futuris, quod debeant dicto Marco Zemono alivellare de territoriis nostris comunis, pro illo precio quo aliis possent alivellari. Et quia opus est dicto Marco pro facienda certa que erunt necessaria pro misterio zuchari, deferre secum formas lapideas a zucharo, calderias, lapides coctos, tabulas, trabes et alias res minutas, quarum omnium rerum datium ascendet ad summam ducatorum. 60. in 80. Ex nunc captum

1428 sit quod omnes dictas res possit mittere in Cretam, pro causa predicta sine aliquo datio.

12 août. f° 27 r°

Vu la quantité considérable des marchandises à emporter, on enverra, avec les deux grosses galères destinées au transport, un patron du peuple et un scribe pour chaque galère, avec un certain nombre d'hommes. Les scribes auront les clefs et surveilleront les chargements.

17 août. f° 30 v°

Le droit de *nabulum* pour ces vaisseaux est abaissé jusqu'au lundi suivant de 8 à 7 ducats. Le fret était composé d'épices à envoyer à Candie.

19 août. f° 31 r°

On revient sur la décision précédente, et l'on accorde seulement, sur le tout, une diminution d'un ducat.

22 août. f° 32 v°

Ordre au gouvernement de La Canée et de Réthimo d'envoyer au gouvernement de Crète tout l'argent qu'ils pourront.

Capta. — Cum Regimen nostrum Crete nobis scripserit habere magnam pecunie necessitatem, quodque requisivit pluries Regigina nostra Canee et Rethimi ut ei subvenirent, qui nichil aut parum ei miserunt et bonum sit providere. Vadit pars quos scribatur Rectoribus nostris Rethimi et Canee et... successoribus suis in hac forma videlicet.

Scripsit nobis nuperrime regimen nostrum Crete pluries vobis requisivisse ut ei subveniretis de pecunia, prout per predecessores vestros suis predecessoribus fieri solebat, ut possent exequi nonnulla nostra mandata et alias facere provisiones ipsi Regimini occurrentes, quodque vos nichil aut minimum quid ei misistis, de quo miramur cum, ut scitis, camera illa vestri Regiminis sit solita multas exigere pecunias per elapsum, que de tempore in tempus mitti debet nostro Regimini Crete et ita etiam vos mittere poteritis denarios in bona quantitate, si solicitabitis ad exigi faciendum a debitoribus de inde, quare ne facta per nos predicto Regimini commissa et alie provisiones ei occurrentes incomodum defectu pecunie patiantur, fidelitati vestre, cum nostris consiliis rogatorum et additionis stricte scribimus et efficaciter mandamus quatenus, recepto presenti nostro mandato, mittere debeatis Regimini nostro Crete omnem quantitatem vobis possibilem, et ultra hoc, omni diligentia et solertia vobis possibili, attendere et solicitare ad exigen-

dum introitus nostros de inde, ac quicquid a debitoribus camere vobis commisse exigi debet, et de tempore in tempus, omnes denarios vobis super habundantes ab expensis, predicto Regimini Crete destinare, circa quod quantum plus possumus vos oneramus. 1428

De parte omnes.

2 septembre. f° 37 r°

Ordre aux gouverneurs de Crète de fournir à l'ambassadeur vénitien, auprès du grand amiral des Turcs, tout l'argent dont il aura besoin.

16 septembre. f° 38 v°

Ordre au gouvernement de Crète d'inscrire ce qu'on n'aura pas pu charger sur les grosses galères, et de l'envoyer sur les vaisseaux désarmés.

28 septembre. f° 41 v°

Règlement pour le transport des draps.

30 septembre. f° 45 v°

Election des cinq sages de Crète.

10 décembre. f° 62 r°

Délai de trois mois accordé à un fonctionnaire de Réthimo, pour se présenter avec ses provisions.

16 mars. f° 84 v° 1429

Concession, pour dix ans, à Pierre Quirino et ses associés, du privilège de l'extraction de l'alun.

Capta. — Cum nobilis vir Petrus Quirino quondam ser Francisci et socii cogitaverint et habent modum reperiendi super Insula nostra Crete lumen omnis sortis, et in spacio temporis, faciendi de alumine in dicta Insula, in bona quantitate, que res si habere posset effectum esset cum magna utilitate et comodo nostri dominii et civium et subditorum nostrorum et totius insule, propter multas causas et respectus, qui per omnes intelliguntur. Vadit pars quod, volentibus ipso ser Petro cive nostro et sociis, sumere hanc impressiam, et faciente eo et reducentes hoc misterium luminis super Insula nostra Crete, fiant eis concessiones infrascripte, que ex nunc sint valide et firme, Videlicet : quod aliqua alia persona cuiuscumque nationis, qualitatis et conditionis existat, non possit cavare nec cavari facere alumen, nec facere, nec fieri facere alumen super dicta Insula usque ad annos decem, qui anni decem incipiant. et incipere intelligantur a prima cavatione aluminis, que fiet per suprascriptum civem nos-

1429 trum super dicta Insula. Et si aliquis alius presumeret cavare alumen aut facere vel fieri facere alumen super dicta Insula, usque ad complementum dictorum decem annorum, ipso facto perdat quicquid extraxerit et quicquid fecerit, aut cavari et fieri fecerit contra predicta, cuius medietas sit accusatoris, si fuerit per quem veritas habeatur et alia medietas sit Rectorum sub quorum regiminibus istud erit, et si non fuerit accusator medietas sit nostri comunis et alia medietas sit Rectorum predictorum, et non possit concedi per gratiam, aut alio modo, alicui alteri contra predicta, ante complementum dictorum decem annorum, sub pena ducatorum mille pro quolibet Consiliario, Capite, Sapiente aut alio ponente vel consenciente partem in contrarium, et similiter pro quolibet Rectore faciente vel concedente aut ordinante contra predicta, que pene committantur exigende Advocatoribus comunis habentibus partem, sicut habent de aliis sui officii. De quibus penis non possit fieri gratia donum, remissio, suspensio, declaratio, termini elongatio, nec presentis partis revocatio, sub eadem pena, et sic procedatur de pena in penam usque in infinitum.

Et habeat suprascriptus civis noster terminum duorum annorum a die presenti accipiendi suprascriptam intromissionem, et si in dicto termino non inceperit facere cavare de dicto alumine, ex nunc sit captum quod ista concessio sit annullata et reserata.

1er avril. f° 88 v°

Election des cinq sages de Crète.

6 mai. f° 97 v°

Autorisation accordée à Mustapha, fils de Bajazet, d'aller à Salonique[1], où il doit aider puissamment les Vénitiens.

15 mai. f° 101 v°

Le gouvernement de Crète a dirigé sur Venise, comme suspects, trois des habitants de Salonique sur les quatre qu'avaient envoyés les recteurs de Salonique. Vu la nécessité qu'il y a à ce qu'ils ne retournent pas à Salonique, on décide de les interner à Padoue et on alloue 6 ducats d'or, par mois, pour leur subsistance.

4 juin. f° 109 r°

Ordre de payer sans délai, à François de Lege, 137 ducats d'or, reçus par la trésorerie de Salonique.

1. Depuis la cession de Salonique aux Vénitiens par Jean Paléologue, le sultan Amurah II ne cessa d'inquiéter les Vénitiens et d'essayer de prendre la ville, dont il s'empara, en effet, en 1429.

Même date. f° 111 r° 1429

Interdiction, de la part du pape[1], aux patrons de navires, de prendre à bord des Juifs ou leurs marchandises.

Capta. — Cum per venerabilem virum fratrem Johannem Belocho, guardianum conventus fratrum minorum Montis Sion, presentata fuerit nostro dominio quedam appostolica bulla, in qua, inter cetera, continetur qualiter perfidi Judei existentes in partibus Terre Sancte, ex suburnatione facta admiratis et aliis officialibus Soldano subiectis, fecerant subtrahi a dicto monasterio capellam David et aliorum Regum et prophetarum, querentes illam ad usum Judaice superstitionis convertere. Ob quod Summus Pontifex inhibuit omnibus qui mare navigant, sub pena excomunicationis, quod non possint super eorum navigiis Judeum aliquem levare neque eorum res, pro conducendo ad dictas partes, et requirit per ipsas bullas nostrum dominium sicut etiam requisivisse asseritur alios navigantes ad dicta loca, quod talem inhibitionem etiam a parte nostra velimus facere et mandare omnibus nostris subditis, quod eam observent sub illa pena, que nobis videbitur. Vadit pars quod auctoritate huius consilii mandari debeat omnibus patronis navigiorum nostrorum iturorum ad partes Soldano subiectas, quod non possint nec debeant Judeum aliquem neque bona et havere suum conducere ad dicta loca, sub pena ducatorum centum in propriis bonis suis, et privationis perpetue patroniarum omnium navigiorum nostrorum armatorum et disarmatorum, et predicta committantur inquirenda et exequenda Provisoribus nostri comunis, habentibus partem de penis pecuniarum ut de aliis sui officii, et sic mandetur etiam Rectoribus nostris partium Levantis, quod observent et faciant observari habendo partem de pena pecuniarum prout haberent Provisores comunis.

De parte 82 — de non 2 — non sinceri 3.

Facte fuerunt litere de continentia partis prescripte Regiminibus infrascriptis. Mandando quod partem observent et faciant observari, Videlicet : Corphoy, Mothoni et Coroni, Crete, Canee, Rethimi, Nigropontis et successoribus.

20 juin. f° 118 v°

Les deux galères d'Alexandrie devront aller ensemble à Candie et y rester deux jours, non compris le jour de l'arrivée.

23 juin. f° 119 v°

Prescriptions relatives aux provisions de blé.

Capta. — Cum inter cetera que possent confusionem et inconve-

1. Martin V, 1417-1431.

1429 nientias maximas in Civitate et insula nostra Crete inducere, principaliter foret novas facere provisiones circa factum frumenti, ut multi facere vellent, et ob hoc utilissimum sit aliquid non innovare, sed regulare tantum modum hucusque servatum.

Vadit pars quod sicut hucusque provisiones, que fieri occurrebant circa factum frumenti, fiebant per ducham et Consiliarios, ita de cetero fieri debeant per ducham, Capitaneum et Consiliarios, et similiter circa factum extrahendi frumentum, et quicquid de tempore in tempus per maiorem partem eorum terminabitur, fieri et exequi debeat. Et habeant dicti ducha, Capitaneus, et Consiliari libertatem providendi tam de frumentis clericorum quam laicorum et tam exemptorum quam non exemptorum, prout consideratione temporis et locorum condictione, eis vel maiori parti eorum, melius videbitur.

Et quotiens occurreret quod in aliqua provisione fienda, circa factum frumenti predicti, ipsi ducha, Capitaneus, et Consiliari forent duo unius opinionis et duo alii unius alterius. In hoc casu intervenire debeat unus ex Camerariis Crete per texeram et esse cum dictis ducha, Capitaneo et consiliariis, et quicquid per maiorem partem eorum quinque terminabitur, sit firmum et mitti debeat executioni, facta autem terminatione, circa ipsam provisionem de qua predicti ducha, Capitaneus et Consiliarii fuissent differentes, per modum superius expressum non se habeant predicti Camerarii in reliquis, de quibus ipsi Ducha, Capitaneus et Consiliarii non forent per modum suprascriptum differentes, impedire.

Verum sit expresse prohibitum ipsis duche, Capitaneo et Consiliariis ac omnibus eorum officialibus, ceterisque omnibus officialibus nostris, quod aliquo modo vel ingenio non audeant neque possint emere nec emi facere pro se, vel pro aliis, nec per alium modum habere de frumento, quod facerent ponere per pheudatos ad plateam, sub pena cuilibet contrafacienti perdendi frumentum seu eius precium et tantumdem de suo proprio, pro pena, ac sub pena perpetue privationis omnium Regiminum et officiorum insule, ac per annos quinque consiliorum Venetiarum, quas penas, pecunias exigere debeant advocatores nostri comunis, si ad eorum devenerit noticiam, et exequantur ut superius dictum est, habentes partem ut de aliis sui officii, de quibus penis vel aliqua earum non possit fieri gratia, donum, remissio, recompensatio, vel subventio sub penis et stricturis contentis in parte nova contrabannorum. Sed debeant dicti Rectores et officiales omnes emere seu emi facere de frumento specialium personarum, quod vendetur in plateis, aut alibi, sicut eis melius videbitur.

De parte 66.

Cum venerint ad presentiam nostri dominii Viri nobiles Nicolaus Dandulo, Petrus Cornario et Georgius Quirino, nomine suo ac reliquorum nobilium pheudatorum nostrorum Crete, supplicantes

ut per nostrum dominium provideatur circa factum bladorum tali modo, quod ipsi contra possibilitatem et debitum non graventur, quodque etiam satisfiat intentioni nostri dominii et generali comodo illius Civitatis, et circa hec proposuerint aliquas provisiones. Et sit non solum utile, sed etiam necessariam super his negotiis providere pro Universali quiete et comodo illius Civitatis ac Civium et subditorum nostrorum. — Vadit pars quod omnes pheudati, ac reliqui omnes tam clerici quam laici quique sint habentes frumentum de redditu, teneantur et debeant dare singulo anno Regimini nostro Candide mensuras L^M frumenti per ratam frumenti, quod unusquisque habebit de redditu, quod frumentum detur per unumquemque per ratam, de sex in sex menses, aut in aliis brevioribus aut longioribus terminis, sicut Regimini nostro videlicet duche, Capitaneo et Consiliariis, vel maiori parti, videbitur, considerata conditione rerum et temporum, quod quidem frumentum reponi et conservari debeat in granariis comunis, et de eo teneri ordinatus computus, tam de receptione, quam de dispensatione sive vendicione, per officiales ad hoc deputatos. Et ut hoc melius fieri possit per Regimen Crete, deputari debeant duo officiales ad hoc, videlicet ille qui est ad presens et unus alius, cum salario yperperorum. CC. pro quolibet, in anno et ratione anni, cum aliis conditionibus, que dicto Regimini videbuntur, qui officiales teneant claves dictorum granariorum, videlicet unam pro quolibet, debeatque hoc frumentum vendi ad plateas aut in frumento, aut in farina, aut in pane, pauperibus personis de tempore in tempus, sicut Regimini nostro predicto videbitur opus esse, pro ubertate civitatis et comodo pauperum subditorum nostrorum, vendaturque eo precio quod dicto Regimini videbitur conveniens et honestum, consideratis conditionibus rerum et temporum. Sed illis pheudatis et aliis qui dederint dictum frumentum solvatur per nostrum comune, ad rationem yperperorum quadraginta pro quolibet centenario mensurarum. Et ab hac quantitate mensurarum L^M ultra, dicti pheudati et alii habentes frumentum de redditu, non possint gravari ad dandum aliud frumentum nostro comuni, sed platee sint libere. Ita quod ipsi pheudati et omnes alii quicumque sint, possint ponere frumentum suum ad plateas et illud vendere ad eorum beneplacitum. Verum si videretur dicto Regimini nostro, videlicet duche, Capitaneo et consiliariis, vel maiori parti, superveniente forte deficentia vel penuria bladorum, quod ultra predicta fienda esset alia provisio pro ubertate civitatis, possint accipere mutuo pecunias a quibuscumque eis videbitur, sicut per tempora retroacta facere consueverunt, ac facere illas provisiones, que eis necessarie et utiles videbuntur pro habendo blada, tam de insula quam extra insulam, sicut fuerit oportunum, teneaturque dictum Regimen, quanto citius possibile fuerit, restituere pecunias, quas acceperint mutuo illis a quibus eas habuerint.

1429 Sed ex nunc sit ordinatum et expresse prohibitum duche, Capitaneo et consiliariis ac eorum officialibus, ceterisque omnibus officialibus nostris, quod aliquo modo, vel ingenio non audeant, neque possint emere nec emi facere, pro se vel pro aliis, nec per alium modum habere de dicto frumento quod venditur pro nostro comuni, sub pena cuilibet contrafacienti perdendi frumentum, seu eius precium, et tantumdem de suo proprio, pro pena ac sub pena perpetue privationis omnium Regiminum et officiorum Insule Crete, ac consiliorum Venetiarum per annos quinque, quas penas pecuniarias exigere debeant advocatores nostri comunis, si ad eorum noticiam devenerit, et exequantur, ut superius dictum est, habentibus omnibus predictis partem, sicut de aliis sui officii, de quibus penis vel aliqua eorum, non possit fieri gratia, donum, remissio, recompensatio vel subventio, sub penis et stricturis contentis in parte nova contrabannorum, sed debeant dicti Rectores et officiales omnes emere seu emi facere de frumento specialium personarum, quod vendetur in plateis aut alibi sicut melius eis videbitur.

De parte 5.

Ser Leonardus Mocenigo procurator, vult partem suprascriptam trium Sapientum per totum, dicendo inter duo paragrafa suprascripta ut hic infra.

Eo precio quo vendetur nomine nostri comunis, detractis expensis que facte erunt in venditione dicti frumenti.

De parte 8.

Quod creari debeat de novo in Candida unum officium bladorum sicut est Venetiis, ad quod ultra illum provisorem seu officialem, qui ad presens est super facto bladorum, eligi debeat etiam unus alius, ita quod sint duo qui eligatur per scrutinium in collegio duche Capitanei et Consiliariorum Crete, de nostris nobilibus Crete, qui sit etatis annorum triginta vel inde supra, et habeat iste eligendus, et alii imposterum eligendi yperpera CC de salario, in anno et ratione anni, et sint ambo per duos annos, in quorum fine eligantur duo alii cum salario modis et conditionibus suprascriptis, et subsequenter de duobus in duos annos, verum illi qui fuerint in dicto officio non possint reeligi, nec esse in ipso officio usque ad alios duos annos postquam exiverint, et non possint refutare sub pena ducatorum centum pro quolibet, habeant que ad dictum officium unum scribam et unum famulum, sicut sunt ad presens, cum salario et conditionibus quibus nunc sunt. De penis autem ad quas incurrerent illi qui contrafacient ordinibus dicti officii, et de aliis utilitatibus extraordinariis, que provenient ad ipsum officium, dicti provisores habeant medietatem, de qua tamen dare debeant quartum Scribe et famulo, et alia medietas sit nostri comunis, et non possint eligi nec esse in ipso offitio aliqui qui vel eorum patres, filii vel fratres habeant frumentum de redditu, ultra quantitatem mensurarum centum singulo anno. Et quotienscumque videbitur Regimini Crete quod fienda sit

aliqua provisio super facto bladorum, tam pro Civitate quam pro Insula, aut si dicti provisores commemorabunt aliquam provisionem circa facta bladorum, que consonet dicto Regimini, debeat convenire in unum ducha, Capitaneus et Consiliarii, et id quod providebitur et deliberabitur per dictum collegium, vel maiorem partem, scilicet per tres eorum quatuor, ad bussolos et ballotas in facto bladorum, sit firmum et debeat executioni mandari per dictos provisores bladorum et officium suum. Possitque dictum collegium providere secundum occurentia rerum et temporum, ad habendum blada tam de insula quam de extra insulam, non possendo tamen mittere ad emendum frumentum extra insulam pro nostro comuni, sed possint emere et facere mercata ac promittere et dare dona, sive provisiones sicut poterunt esse concordes cum mercatoribus aut aliis, qui se obligarent conducere et conducerent frumentum in Candidam ad eorum sumptus, risicum et periculum, sicut observatur per provisores nostros bladorum et per collegium bladorum in Venetiis. 1429

Insuper quod omnes feudati ac ceteri omnes, tam clerici quam laici, quique sint habentes frumentum de redditu, exceptis solum affictuariis comunis, teneantur dare et contribuere singulo anno, per ratam secundum facultatem et possibilitatem uniuscuiusque, mensuras XL^{m} frumenti ad dictum officium bladorum, quod vendi debeat super platea pauperibus personis de tempore in tempus, eo precio ac per illos modos et ordines, quod et qui deliberabuntur per dictum Collegium duche, Capitanei et Consiliariorum, seu per maiorem partem ipsorum quatuor, secundum conditionem rerum et temporum. Non possendo tamen solvere illud illis qui dederint frumentum, nec limitare sibi precium a soldis duodecim infra pro qualibet mensura. Pretium autem dicti frumenti singulis annis detur et restituatur illis qui dederint frumentum, unicuique per ratam, secundum quantitatem frumenti quod quilibet dederit, detractis expensis factis pro venditione dicti frumenti, ut successive omnes continuare possint, et dare singulo anno dictum frumentum ad suprascriptum officium bladorum, pro comodo et ubertate civitatis et pauperum subditorum nostrorum, sicut superius dictum est.

Ulterius, ut in omni casu opportunitatis fieri possint debite provisiones, ad universale bonum civitatis et fidelium nostrorum, secundum exigentiam rerum et temporum, ordinetur quod fieri debeat una impositio, sive imprestitum, ad dictum officium bladorum, de yperperis triginta millibus, hoc modo, videlicet : quod omnes feudati pro vinis et aliis redditibus quos habebunt ultra frumentum, etiam si omnino non haberent frumentum, teneantur mutuare et contribuere tercium, videlicet yperpera X^{M}. Judei autem mutuare debeant alia yperpera X^{m}. Et per universitatem aliorum civium et popularium habentium facultatem ab iperperis mille supra, mutuentur reliqua yperpera X^{m}. De quibus pecuniis quando videbitur dicto Collegio bladorum, videlicet Duche, Capitaneo, et Consiliariis, quod

1429 providendum sit in facto bladorum, observentur modi et ordines suprascripti, contenti in capitulo creationis officii bladorum, et quum posset occurrere quod consumptis dictis XL^{m} mensuris, antequam fieret provisio ad habendum de alio frumento aliunde, illa Civitas pateretur incomodum, ut hoc non possit occurrere, habeant libertatem dicti Rectores in casu quo frumentum valeret a soldis viginti supra pro mensura, possendi astringere illos qui habebunt frumentum ad ponendum ad plateam illam quantitatem, que eis videbitur opportuna, possendo illud vendere sicut eis videbitur.

1er juillet. f° 124 v°

Délibération au sujet de l'envoi en Crète de trois navires devant naviguer de conserve, et des mesures à prendre pour leur sûreté. On leur ordonnne de ne pas quitter le Golfe, par 67 voix contre 57 et 7 abstentions.

11 juillet. f° 127 r°

Ordre au capitaine de Crète de s'occuper, avec le duc et les conseillers, du payement de diverses sommes dues.

Capta. — Cum in omnibus terris et locis nostris, in quibus pro Rectoribus vadunt Potestates et Capitanei, observetur quod exactiones pecuniarum nostri comunis, et solicitare de exigendo ipsas pecunias pro nostro comuni, nec non solutiones que fiunt ex pecuniis nostri comunis, fiunt per ipsos Potestates et Capitaneos dictarum terrarum simul. Et in Creta et Insula nostra Crete observatur quod exactiones pecuniarum nostri comunis et solicitare de exigendo ipsas pecunias ac solutiones que fiunt, solummodo fiunt per Ducham et Consiliarios, et Capitaneus non se impedit, ex quo secutum est quod stipendiarii nostri de inde habere debent pagas de mensibus sex et ultra, et etiam multe reparationes et alia necessaria incomodum patiuntur quia Capitaneus, ad quem pertinet facere solutiones ipsis stipendiariis, non se impedit ut supra continetur, et sit bonum providere, Vadit pars quod de cetero observetur quod Capitaneus noster Crete, in exactionibus et solicitationibus exigendi pecunias nostri comunis, ac in solutionibus que fient de pecuniis nostris, sit et esse debeat insimul cum Ducha et Consiliariis Crete, sicut in aliis terris et locis nostris, a parte terre, observatur quod faciunt Potestates et Capitanei simul. Et teneatur Capitaneus, qui est et erit per tempora, ire quam sepius poterit, quia habet pauca agere ad solicitandum exactionem pecuniarum nostri comunis, ut possit solvi et dispensari sicut fuerit oportunum, bullando ipsum Capitaneum bulletas sicut facit Ducha, scilicet quod bullete bullentur sigillis amborum. Et Camerarii Crete non possint dare extra pecunias dicte Camere, nisi bullete fuerint bullis duche et Capitanei ut supra-

scriptum est, sub pena ducatorum ducentorum cuilibet Camerario 1429
contrafacienti in propriis bonis suis.

14 juillet. f° 134 v°

Les épices, envoyées de Beyrouth en Crète et arrivées après le départ des galères de Crète pour Venise, devront être mises en magasin et ne pourront être expédiées que par les galères qui font ce service habituellement, sous peine d'être regardées comme marchandises de contrebande.

17 juillet. f° 135 r°

Dispositions pour l'envoi des galères de Crète : l'une ira à Salonique, une autre restera dans le Golfe, et la troisième ira désarmer en Crète.

Le capitaine général de la mer reviendra sur les grosses galères envoyées en Crète, et y laissera les autres. Les galères qui resteront occupées devront recevoir, du gouvernement de Crète, une paye suffisante pour trois ou quatre mois.

19 juillet. f° 136 v°

Envoi de deux galères en Crète et à Modon, pour en ramener les épices, avec les $^4/_5$ du nabulum que l'on payerait, si on les prenait dans le Levant.

Même date. f° 138 r°

Les galères susdites auront chacune à bord 25 arbalétriers, dont deux nobles; elles iront avec les galères de Beyrouth et d'Alexandrie, et elles seront laissées dans les eaux de Crète, à l'endroit qui paraîtra le plus sûr, pour continuer leur route vers la Crète et Modon.

25 juillet. f° 140 v°

La défense d'acheter le blé, apporté par les vassaux sur le marché, est étendue à tous les employés ayant quelque charge dans le gouvernement de Crète.

30 août. f° 150 v°

Interdiction de lancer des myrtes, du blé, etc., sous les pas des gouverneurs au moment de leur élection ou de leur départ.

Capta. — Cum servata sit atque servetur quedam consuetudo non bona neque honesta, in civitate nostra Candide et aliis terris Insule Crete, quod ad complementum Rectorum nostrum quando recedunt,

1429 ac etiam quando fiunt laudes et in quibusdam aliis diebus et actibus, existentibus eis in Regimine, proiiciuntur per viam, super capitibus eorum, per plebem, mirtus, aqua rosacea, frumentum, sal et alia similia et fiunt multe expense per subditos nostros, que omnia sunt res simulate et quodammodo violente, que non bene conveniunt tali facto, nam huiusmodi actus et cerimonie potius competunt processionibus et aliis rebus divinis. Vadit pars quod talis consuetudo proiiciendi dictas res super dictos Rectores omnino removeatur, et de cetero nullatenus fiat neque servetur. Et si quis contrafaciet vel proiiciet aliquid contra predicta, incurrat ipso facto in penam iperperorum viginti quinque pro quolibet contrafaciente et standi mensibus sex in carceribus. Et Rectores nostri tam presentes quam futuri non consentiant, neque ordinent fieri talia, sub pena ducatorum quingentorum pro quolibet, in suis propriis bonis, que pena exigatur per Advocatores comunis, habentes partem, sicut de aliis sui officii, debeantque dicti Rectores facere hanc partem, seu eius effectum, ad omnium intelligentiam publice proclamari. Et addatur in commissionibus omnium Rectorum Insule, ut inviolabiliter observetur.

De parte 85 — de non 20 — non sinceri 3.

Facte fuerunt litere : Regimini Crete, Rectori Canee, Rectori Rethimi et Rectori Sithie et .. successoribus suis.

14 septembre. f° 156 r°

Interdiction, faite aux divers fonctionnaires, de s'associer des étrangers pour l'exécution de leurs offices; mais cette interdiction ne vise pas les étrangers qui auront épousé des Vénitiennes.

Capta. — Cum dignum sit fideles cives et subditos nostros in nostris officiis exercere, et ipsos preponere omnibus forinsecis tum pro eorum comodo et utilitate tum etiam quia, ob eorum fidelitatem, de ipsis nostra dominatio secure poterit confidere. Et sicut in 1419 provisum fuerit quod aliquis noster Rector non possit secum conducere aliquem pro Cancellario, Cavalerio, sive Socio, qui non esset civis originarius Venetiarum, vel per privilegium, aut civis originarius terrarum et locorum nostrorum, sicut in dicta parte continetur. Que pars utilis est, sic etiam necessarium est providere de Vicariis et Judicibus, qui vadunt cum Rectoribus nostris, ut dicti Judices et Vicarii ad comodum et statum nostrum sint cum fidelitate promptiores. Vadit pars quod aliquis noster Potestas, Capitaneus, Comes, Rector, Provisor, sive alius cuiuscumque conditionis existat, non possit de cetero secum conducere aliquem Vicarium, Judicem vel Judices qui non sint nati in terris et locis nostris, aut cives Venetiarum, per privilegium de jure tantum et non per gratiam, sub pena librarum ducentarum pro quolibet Rectore contrafaciente, cuius pene medietas sit Advocatorum comunis, quibus

hec committantur, et alia medietas sit nostri comunis. Et si fuerit accusator pena dividatur per tercium. Verum non subiaceant huic ordini illi forinseci, qui de terris et locis nostris accepissent uxores et cum ipsis uxoribus et eorum familiis haberent domicilium in terris et locis nostris. Nec illi qui cum eorum familiis et uxoribus habitassent per quinquennium in aliquibus ex terris et locis nostris. Et si aliquis Vicarius aut Judex contrafecerit presenti ordini nostro, privetur in perpetuum omnibus officiis et beneficiis comunis Venetiarum. Et presens pars revocari non possit, nec alicui contra predicta fieri gratia, sub pena ducatorum ducentorum pro quolibet ponente seu consenciente partem seu gratiam in contrarium. Et iniungatur in commissionibus omnium Rectorum ut omnibus nota sit. 1429

Et ad similem conditionem sint Comestabiles Baroeriorum qui vadunt cum Rectoribus nostris.

De parte 102 — de non 7 — non sinceri 0.

24 septembre. f° 158 v°

Une galère chargée de blé, se rendant en Crète, a été prise par deux galiotes castillanes ; on écrit au roi d'Aragon pour lui demander des explications.

30 septembre. f° 160 v°

Election des cinq sages de Crète.

20 novembre. f° 168 v°

Précautions à prendre pour que les vaisseaux vénitiens, allant de Venise ou de Crète en Romanie, ne tombent plus entre les mains des Turcs, comme cela est souvent arrivé déjà.

17 décembre. f° 176 r°

Défense faite au gouvernement de Crète de recommander qui que ce soit pour les évêchés grecs vacants, et, à tous les Crétois, de recevoir l'investiture, comme *papas*, des évêques grecs de Marina[1] et de Coron, sous peine d'une amende de 200 ducats.

Capta. — Cum noviter per Castellanos nostros Mothoni et Coroni scriptum fuerit nostro dominio quod, per despotum Amorce, creatus fuit unus Episcopus Maine grecus, prope loca nostra Mothoni et Coronis, quem Episcopum dicitur esse creatum per patriarcham grecum Constantinopolis, per sinodum, de consensu Imperatoris et ad petitionem papatum Candide, qui sicut videtur, vellent consecrari

1. Maina-Marina, ville de Morée, bâtie par les Turcs, sur les ruines de l'ancienne Cersapolis.

1429 per dictum Episcopum Maine, et non per episcopum Coroni, qui Episcopus Maine volebat vetare aliquos papates cretenses, qui venerant Coronum, accepturos sacrum ab Episcopo Coroni, non debere consecrari nisi per Episcopum Maine, et etiam per despotum, scripte fuerint alique litere de huiusmodi prohibitione, asserentes hoc esse de jurisditione ipsius Episcopi Maine, et valde velle quod talis res exinde trahatur, sicut in illis litteris continetur, et attento magno numero papatum qui multiplicaverint in insula, tam pro honore Dei et sacrosancte fidei catholice, quam pro evitando scandala, que propter hoc faciliter possent occurrere, sit necessarium habere super predictis bonam advertentiam et considerationem. Vadit pars, quod scribatur et mandetur Regimini nostro Crete, et omnibus Rectoribus insule, quod, quousque per hoc consilium aliud fuerit provisum, ipsi seu aliquis eorum non possint nec debeant ullo modo dare licentiam alicui subdito nostro, vel habitatori insule nostre Crete, eundi ad faciendum se papatem vel ad accipiendum sacrum ab Episcopo Maine nec Coroni, nec ab alio quovis prelato ullo modo sub pena ducatorum ducentorum, pro quolibet Rectore vel alio qui contrafaceret et pro qualibet vice, que pena committatur nostris Advocatoribus comunis, habentibus partem sicut de aliis sui officii.

De parte 102 — de non 1 — non sinceri 1.

17 décembre. f° 177 r°

Défense faite aux navires vénitiens, à cause des courses organisées par les Turcs, de naviguer vers la Romanie, sans la permission du conseil des pétitions.

1430 10 janvier. f° 182 v°

Permission, accordée aux officiers du catavér, de tirer, par lettres de change sur le gouvernement de Crète, la somme due pour la capitation.

Capta. — Cum alias per officiales nostros de Catavere scriptum fuerit Regimini nostro Crete, quod exigere deberent a quibusdam de inde pro cadutis, capitale et penam et mittere ipsis officialibus. et Regimen predictum misserit eisdem solummodo penam predictam et capitale deinde detinuit. Et illi a quibus ipsum Regimen taliter exegit requirant poni capitale suum ad cameram nostram imprestitorum, et iustum sit ad hoc providere. Vadit pars quod detur libertas, auctoritate huius consilii, predictis nostris officialibus de catavere accipiendi nomine nostri dominii tot denarios ad cambium, quot sufficiant pro capitale predictorum. Et quia est necesse quod litere cambii scribantur per speciales personas, committatur predictis officialibus quod debeant ipsas literas scribere et in illis se subscribere iuxta consuetudinem. Et ex nunc sit captum quod man-

detur Regimini nostro Crete, quod debeat ipsas literas cambii acceptare ac solvere iuxta continentiam illarum, sub pena ducatorum quingentorum in suis propriis bonis. Et quod ad solutionem predictorum denariorum ipsum Regimen, simul et in solidum, sit obligatum, qui denarii dari debeant per officium de catavere nostris Provisoribus bladorum pro ordeo. 1430

7 février. f° 189 r°

Ordre aux proviseurs de s'occuper, avec le notaire, qui jusqu'alors en était seul chargé, de l'instruction des affaires criminelles.

Capta. — Cum ubi reperitur provisa seu usitata posse reformari in melius, iustum sit superinde debite providere, propterea cum ex quadam consuetudine usitata in loco nostro Canee, in casibus maleficiorum et excessuum criminalium, accipiantur et notentur querele solum per unum notarium, qui etiam simili modo examinat testes, scribit testificationes superinde et format tales processus, quos abinatos presentat Rectori nostro qui inde inducat, sicut per leges nostras est sibi commissum super quibus, que sunt tante importantie quia omnis substantia et effectus scripturarum dictorum processuum consistunt et fiunt solum per illum notarium, sit omni bono respectu et causa, ut huiusmodi res fiat solemniori provisione, superinde debite providendum; propterea vadit pars quod ad omnes dictos actus maleficiorum et excessum criminalium, soliti fieri solum per dictum notarium, debeat imposterum interesse, omni ebdomada una cum dicto notario unus ex duobus provisoribus, qui per tempora eliguntur in loco nostro Canee, declarando quod sit in libertate Rectoris Canee interesse dictis examinationibus et testificationibus, secundum importantiam casuum. Ulterius, quando ex talibus excessibus acciderit dari tortura debeat dictus Provisor interesse, ut si ex dictis et auditis per prius, in formatione scripturarum esset quicquid dicendum, possit id dicere eidem nostro Rectori, sicut fuerit expediens pro sua informatione et declaratione eius, quod fieri debebit in excessibus. Insuper et maleficiis contingentibus per tempora fieri per districtum dicti regiminis, debeat per dictum notarium et provisores dictus ordo in omnibus observari, cum hoc quod expense quas facient pro eorum itinere, per districtum, ad executionem predictorum solvi debeant de bonis malefactorum et delinquentium si poterunt reperiri. Si vero de bonis suis haberi non posset, debeat solvi pecunia dictarum expensarum, sive id quod defuerit, de pecunia nostri comunis. Et cum dignum sit, sicut dictis Provisoribus additur labor, eis etiam providere de premio, et laudabile sit, quando habiliter fieri potest, providere et facere hoc sine expensis nostri dominii, propterea ordinetur quod de iperperis 216 solitis dari pro salario Castellano Castri nostri Bicorne in anno et

1430 ratione anni, yperpera centum dentur dictis Provisoribus, pro suo salario in anno et ratione anni, causa huius laboris eis additi. Et Castellanus dicti Castri Bicorne, qui ex dicta castellania ultra salarium, lucratur alia yperpera sexcenta, et ultra sit cum reliquo dicti salarii, quod est iperpera centum sexdecim, et cum omnibus aliis utilitatibus solitis et consuetis, cum quibus valde bene poterit stare, sicut omnes clare cognoscunt. Et si fuerit per dictum notarium et provisores contrafactum predictis vel alicui predictorum, incurat dictus notarius ad privationem dicti officii, et provisor, qui contrafecerit, ad penam iperperorum quinquaginta, solvendam singula vice qua per eum fuerit contrafactum. Et teneatur Rector noster Canee, qui per tempora fuerit sub debito sacramenti, dictam partem et contenta in ea observare et facere inviolabiliter observari. Et hec pars habeat vigorem post complementum Rectoris presentis.

De parte 56 — De non 37 — Non sinceri 13.

13 février. f° 190 r°

Envoi en Crète de syndics extraordinaires.

2 mars. f° 199 v°

Il y a, dans les compagnies qui sont à Modon, des grecs qui touchent la même solde de douze livres, comme s'ils étaient latins ; ordre de les ramener à la solde de huit livres, et de ne pas remplacer les latins par des grecs.

14 mars. f° 201 v°

Prescriptions relatives à l'élection de deux syndics en Crète. On ne doit pas les choisir parmi ceux qui, depuis dix ans, ont occupé un emploi quelconque, dans l'île ou dans le Levant, ou parmi ceux qui ont eu, depuis cinq ans, leur père, leurs frères ou leurs fils syndics; mais on refuse d'exclure ceux qui auraient quelque relation en Crète.

21 mars. f° 203 r°

Révocation du décret du 18 juillet 1419, qui défendait de mettre en prison les débiteurs de 100 hyperpères et au-dessous.

Capta. — Cum captum fuerit in isto consilio, 1419, die XVIII Julii quod cives et habitatores Insule Crete non possent pro aliquibus debitis carcerari, ab iperperis centum infra, et dicta pars male responderit et fuerit in grave damnum mercatorum ibi conversantium, et pauperum personarum dicte Insule cupientium bene vivere, et etiam intratarum nostrarum, ex rationibus omnibus notis. Et necessarium sit super hoc providere, habito respectu, quod ex debito

unicuique ministrari debet Justicia in omni quantitate pecunie. 1430
Vadit pars quod dicta pars capta. 1419. revocetur et pro revocata habeatur. Et scribatur et mandetur Regimini nostro Crete et omnibus Rectoribus et officialibus Insule predicte, quod, de cetero, de quibuscumque debitis per quascumque personas contractis, ipsi facere debeant ius unicuique in omni quantitate pecunie, sicut eis videbitur esse secundum Deum et honorem nostri dominii, habendo bonam consideracionem et advertenciam ad uxurarios et illicitos contractus. Verum de debitis contractis tempore dicte partis ab iperperis centum infra, Regimen Crete et ceteri Rectores Insule possint et debeant videre et bene examinare condicionem debitorum predictorum, et si reperient eos esse potentes ad solvendum de presenti debita predicta, faciant solvere de presenti. Si vero reperient debitores non esse habiles et potentes ad solvendum de presenti, debeant Regimen et Rectores Insule concordare tales debitores ad solvendum usque, duos annos et non plus, sed bene minus, sicut dicto Regimini et Rectoribus melius et utilius videbitur, et non solventibus predictis debitoribus ad terminum duorum annorum vel minus eis datum per Regimen, in isto casu possint et debeant Regimen Crete et Rectores Insule ipsos astringere in havere et in persona. Et debeat Regimen et Rectores Crete facere publicare effectum presentis partis, pro informatione omnium.

1er avril. f° 206 r°

Election des cinq sages de Crète.

11 avril. f° 208 v°

Autorisation à tous les vaisseaux des pays soumis à Venise, d'aller dans les détroits et en Romanie, en ne passant toutefois à Gallipoli que si les grands vaisseaux vénitiens s'y trouvent.

2 mai. f° 211 v°

Refus d'autorisation de poursuites contre d'anciens capitaines des galères de Candie, dans le Golfe, et ordre de remettre en liberté un de ces capitaines, prisonnier à Candie.

18 mai. f° 214 v°

A cause des vexations dont sont victimes les marchands vénitiens, commerçant dans le Levant, on écrit aux gouverneurs de Crète, de Modon, de Corfou et de Coron, d'empêcher toute navigation vers les terres du Sultan, de Rhodes et de Chypre, sous peine d'une amende de 500 ducats d'or pour les contrevenants, et de la confiscation des marchandises embarquées.

1430 30 mai. f° 215 v°

Même défense par la Syrie et Alexandrie.

2 juin. f° 216 r°

Le gouvernement de Crète a envoyé une galiote qu'il a armée pour la sécurité de deux navires revenant d'Alexandrie, et comme il n'a pu se faire rembourser par les *extraordinarii*, la lettre de Candie n'ayant pas été envoyée à temps, on ordonne de payer au gouvernement de Crète ce qu'on lui doit.

f° 218 r°

Le gouvernement de Crète a oublié de dire à qui appartiennent les vaisseaux dont il est question précédemment, de sorte que les *extraordinarii* ne savent à qui réclamer. On fait, en conséquence, proclamer la chose au Rivoalto, avec une amende pour qui ne viendrait pas se déclarer.

17 juin. f° 221 r°

Itinéraire pour les *coche* d'Alexandrie; elles doivent aller à Modon, s'arrêter deux jours en Crète, puis enfin gagner Alexandrie.

17 juin. f° 122 r°

Interdiction aux sujets vénitiens de naviguer vers les terres du Sultan.

. . . .

Capta. — Et ut omnes se intelligant in facto navigandi, ex nunc captum sit quod cridetur publice in scallis Rivoalti quod nulla nostra navis possit ire, a presenti die in antea, ad dictas partes, sub pena ammittendi eas naves et res caricatas. Et ulterius mandetur Rectoribus nostris Crete, Coroni et Mothoni, Corfoy et Nigropontis, quod publice faciant proclamari in locis solitis, quod nullus subditus vel fidelis noster audeat, sub pena predicta, ire cum aliquo navigio ad partes subiectas Soldano. Et similiter prohibeatur omnibus civibus et subditis nostris quod non audeant, sub aliquo colore, forma, vel ingenio, mittere cum aliquo navigio forensi aliquod havere capse subtile, merces, nec alias res sub pena dupli. Et ulterius ille qui haberet tale havere vel res, possit in se retinere, nec fiat jus contrafacientibus contra illos qui in se retinerent huiusmodi res et havere Et committantur hec inquirenda omnibus Rectoribus nostris et Capitaneis, consulibus et viceconsulibus, et omnibus officialibus nostris in Venetiis, habentibus medietatem dicte pene, et alia medietas sit nostri comunis, et si fuerit accusator, pena dividatur per tercium, et teneatur de credentia, de quibus omnibus

et singulis penis predictis, vel aliqua earum, non fieri [possit] aliqua gratia, donum, remissio, vel recompensatio, vel aliqua declaratio, nec exigi pro parte, nec presens pars revocari, vel suspendi donec dicte naves deputate pro dictis viagiis rediverint Venetias, sub penis et stricturis contentis in parte nova contrabannorum, pro quolibet contrafaciente. Declaretur etiam si Capitanei presentium navium et Consules et Viceconsules reperti fuerint habuisse noticiam de aliquo contrafaciente, et non processissent contra ipsum, sint privati perpetuo omnibus patroniis, Capitaneriis navigiorum armatorum et disarmatorum, et consulatibus et viceconsulatibus et per quinquennium omnibus consiliis, officiis et regiminibus tam intra quam extra Venetias, quibus non possit fieri gratia, nec aliquid de predictis sub penis et stricturis predictis. Et committantur hec inquirenda Advocatoribus comunis qui nihilominus ultra penas privationis predicte possint procedere contra dictos Capitaneos, Consules et Viceconsules, sicut sibi videbitur. **1430**

21 juin. f° 224 r°

Crédit de 1,100 ducats accordé au nouveau capitaine de Crète.

1er juillet. f° 230 r°

Décisions diverses sur la navigation :

Autorisation aux vaisseaux frétés pour la Crète de faire leur voyage; défense aux vaisseaux de Crète d'aller en Syrie ou en Egypte, et autorisation de déposer sans droits, à Venise, à Candie ou à Modon, les marchandises à destination de l'Egypte ou de la Syrie.

f° 232 r°

On permet cependant aux navires de Crète et de Modon de naviguer vers le Levant et de porter : *vina*, *mel*, *pelomina et caseum ac susimanos, et vendere et facere facta sua, ità tamen, quod non possint portare havere capse, merces nec aliquas alias res, sub pena contrabanni, et sub aliis penis contentis in ordinibus datis galeis Baruti et Alexandrie.*

11 juillet. f° 234 r°

Ordre aux patrons de l'arsenal d'expédier en Crète 500 rames et 1,000 gaffes.

Capta. — Cum Regimen Crete scripserit nostro dominio per infinitas literas, requirendo remigium pro galeis, et ad minus stellas remorum mille, quas ibi ipsi facerent laborari duobus magistris salariatis, qui frustra ibi morantur. Et Capitaneus noster generalis maris, qui vidit galeas, que nuper in Creta fuerunt armate,

1430 scribat quod multi homines in ipsis galeis non remigant, defectu remorum, quos etiam in Nigroponte habere non potuit, cum etiam ibi non sint. — Vadit pars quod precipiatur Patronis Arsene quod, sub pena ducatorum centum, ipsi debeant mittere in Cretam remos quingentos laboratos, et stellas mille, per primum passagium quod ibit ad illas partes, ne defectu remorum agenda nostra pati possint incomodum. Sed scribatur Regimini Crete quod sub pena ducatorum ducentorum mittere debeat Venetias ad solvendum denarios, quibus empti fuerunt remi predicti, sicut a patronis arsene sic erunt advisati.

1er août. f° 234 v°

On construit à Réthimo des navires et des bateaux, mais, *defectu portus et mandrachii,* beaucoup périssent, ce qui occasionne des plaintes. En 1424, on a décidé que le gouvernement de Réthimo pourrait dépenser 5,000 hyperpères, dont 1,000 par an, pour les travaux du port, et cependant rien n'a été fait; on réitère donc l'ordre au gouverneur de Réthimo de prendre conseil d'ingénieurs habiles et de dépenser, en deux ans, les 5,000 hyperpères alloués pour creuser et améliorer le port, de façon à ce qu'il n'y ait plus désormais de naufrages à redouter.

19 juillet. f° 236 v°

Ordre au gouvernement de Crète d'envoyer, de suite, la paye de ses deux galères, qui sont dans le Golfe.

23 juillet. f° 237 r°

Commission aux syndics de Crète : ordre leur est donné de se faire montrer les comptes du blé; de voir si, comme on l'a dit, l'argent de la république est mal administré, et de faire payer les débiteurs de l'Etat dans le délai qu'ils jugeront convenable.

25 août. f° 246 r°

La mer n'étant pas sûre du côté de Candie, on fait naviguer plusieurs vaisseaux de conserve.

1430

SEN. MISTI R. 58 1430-1433.

7 septembre. f° 1 v°

Envoi à Candie et à Modon de deux grosses galères pour le chargement des marchandises, et indications relatives aux droits à percevoir.

Capta. — Quod pro observatione partis et ordinis capti in hoc consilio, mittendi in Cretam duas galeas grossas ad navarescham pro levando species. Vadit pars quod mittantur in Candidam et Mothonum ad navarescham due galee grosse, sicut ordinatum et captum est, sed omnes qui habent seu credunt habere species in Candida et Mothono teneantur et debeant, infra octo dies, depositare et mutuare nostro comuni apud extraordinarium, ducatum unum pro quolibet miliari specierum, quas habent vel credunt habere in Candida vel Mothono, et qui non depositabunt, ut dictum est, solvent in redditu integrum nabulum, ac si de Alexandria, aut de Siria fuissent conducte Venetias, quod plus nabuli sit nostri comunis. Si vero dicte galee habebunt caricum suum pro tanto quantum fuerint denarii mutuati aut pro pluri, dicti denari mutuati debeant restitui de nabulo predicto illis, qui mutuaverint. Si vero habebunt minus nabuli denariorum mutuatorum id quod habebitur de nabulo restitui debeat per ratam illis qui mutuassent ut supra, nec comune nostrum ad aliam restitutionem teneatur propter hcc.

9 septembre. f° 3 r°

Approbation de l'achat d'un navire et du projet de brûler des vaisseaux turcs.

Capta. — Cum Capitaneus generalis maris scripserit nostro dominio quod pro comburendo naves Turchorum, que olim fuerunt nostre, tractavit dare ducatos V^C patrono unius navis de Candida, et cum dictus patronus requireret ducatos VII^C, et propter hoc non potuerit cadere cum eo ad pactum, ordinavit negotium Regimini Crete. Et quia si hoc sequeretur esset honor nostri dominii, et propterea capitaneus requirat quod, in casu quo dicta navis habeatur ex combustione suis vult experiri comburere illas naves Turchorum, expensa propter hoc facta acceptetur. Vadit pars quod auctoritate huius consilii expensa que fiet, et forte nunc facta est, in emendo dictam navem, et similiter omnis expensa que fiet et facta est pro combustione ipsarum navium Turchorum, ex nunc acceptari debeat per officiales nostros ad hoc deputatos.

30 septembre. f° 8 v°

Election des cinq sages de Crète.

1430 9 octobre. f° 12 r°

Ordre à Jélina, qui va en Crète, de dire au gouvernement de l'île qu'aussitôt le retour des galères à désarmer, il en expédie une légère pour la défense de Négrepont.

11 octobre. f° 12 v°

Le gouvernement de Crète se plaignant de manquer de rames pour les galères qu'il doit armer pour le Golfe, au point qu'il y a sept hommes par galère qui ne peuvent ramer, faute de rames, on ordonne de lui faire parvenir 1,200 *stelle remorum* par Jélina, qui devra, pour cela, hâter son départ.

27 octobre. f° 14 r°

Renouvellement de l'ordre donné, le 28 décembre 1424, aux officiers des comptes, d'examiner si les droits à percevoir à l'entrée et à la sortie de Venise, ont été exactement payés.

Capta. — Cum 1424 die 28 mensis decembris, captum fuerit et commissum officialibus rationum Crete quod, pro inveniendo si nostrum comune defraudabatur in solutione datiorum rerum et mercationum que conducuntur Venetias et de Venetiis extrahuntur, ipsi possent mittere ad omnes terras nostras, a quarnario citra, pro libris datiariorum, et cum ipsis examinare si datia, in introitu aut in exitu de Venetiis, fuissent soluta vel non, et dictum officium fuerit revocatum et examinatio talium rerum non fiat, quod cedit ad damnum nostri comunis, Vadit pars quod executio dicte partis, in omnibus et per omnia, ex nunc sit commissa omnibus officialibus nostris rationum, et etiam omnibus officialibus contrabannorum et omnibus aliis officialibus nostris, quibus per sua officia poterit cognosci et videri de introitu vel de exitu nostri comunis quod, per conscientias et per viam inquisitionis, accusationis et aliter huiusmodi, possint inquirere et videre si datia nostra, in introitu aut exitu, fuerint soluta, possendo et debendo circa hoc facere omne quod facere poterant dicti officiales rationum Crete, vigore partis predicte.

7 décembre. f° 19 v°

Ordre au gouvernement de Crète d'armer deux galères pour la défense du Golfe et de les expédier, au plus tard le 8 février, pour Jadra et Corfou.

7 décembre. f° 19 r°

Prescriptions relatives au recouvrement des sommes dues à la République, au règlement des comptes des marins, et à l'emploi des sommes perçues.

Capta. — Cum sit penitus necessarium providere Camere nostre

Crete, que, sicut sumus informati, tendit totaliter in ruinam, cum magno damno omnium pauperum marinariorum, qui solutiones suas nullo modo unquam habere possunt, sed coguntur eas et refusuras suas vendere, emendo pannos et alias res in duplum eius quod dicte res valent, scribendo denarios in camera illis personis que dare debent nostro dominio, qui denariis contantur in debito suo, et hoc modo parum exigitur pro comuni, et si quid exigitur datur huiusmodi venditionibus inhonestis, scriptis in camera pro creditoribus, et sit honor nostri dominii huic rei providere. Vadit pars quod de cetero statuatur et ordinetur quod omnes, cuiuscumque conditionis et qualitatis sint, qui solvere tenentur et tenebuntur, quacumque causa, Camere nostre Crete, solvere teneantur de denariis contatis, preterquam condemnationes pro quibus potest excomputari, et etiam si quis marinarius esset obligatus communi pro affictu aut terratico quod non solvisset ante receptionem suarum refusurarum, possit excomputari sibi id solum quod in sua specialitate teneretur comuni pro affictu vel terratico, pro tanto numero seu quantitate quantum capiunt dicte sue refusure, et non ultra ullo modo, et omnes denarii qui exigentur, dispensari debeant primo et ante omnia in armatis galeis et refusuris earum fiendis, et postea in solutionibus stipendiariorum, et solutis predictis, de residuo denariorum fiant expense et solutiones que erunt fiende per Cameram Crete, sicut de tempore in tempus occurreret, nec possint ullo modo dari aliqui denarii illis, quibus scripti sunt et scribentur in Camera, nisi prius fuerit satisfactum dictis pauperibus hominibus, marinariis de refusuris suis et stipendiariis, et si ducha, Consiliarii, Camerarii, aut alii dictas nostras pecunias exigerent aliter quod contatos, aut darent aliter quod superius est naratum, cadant de ducatis V^C in suis propriis bonis, et solvant comuni totidem de suo quod dedissent extra, aut recepissent contra ordinem suprascriptum, que pene exigende ex nunc sint commisse Advocatoribus nostri comunis et omnibus Sindicis nostris et officio rationum veterarum, qui de predictis partem habeant sicut habent de aliis penis sui officii. 1430

11 janvier. f° 24 r° 1431

Autorisation accordée à Marcus de Zanano, sur sa demande, de faire des achats ou des locations de terres, et de construire deux moulins pour la fabrication du sucre.

Capta. — Cum Marcus de Zanono, civis et fidelis noster, qui artem zuchari se obligat ponere in Insula nostra Crete, comparuerit coram nostro dominio petens infrascripta capitula, et considerato quod si hoc magisterium reducetur super Insula, erit res ultra modum utilissima nostro dominio, et nostris fidelibus illarum partium et generaliter omnibus nostris mercatoribus, et ideo necessarium est pro tam comuni et utili bono omnium nostrorum facere illas provisiones,

1431 que huic magisterio sunt utiles et profuture, attenta honestate et necessitate petitionum suarum, que iustissime sunt, Vadit pars quod ad capitula per eum porrecta respondeatur, et primo ad primum huius tenoris videlicet.

Cum ego laborem sub Bicornia et Castellanus Bicornee non potest facere ius ab iperperis decem supra, et michi et hominibus meis, et aliis qui mecum habent agere, esset nimis gravissimum de Bicorna ire Caneam pro omni parva differentia, supplico, quod dictus Castellanus michi et hominibus meis et omnibus qui mecum habebunt agere, ratione artis et misterii zucherorum et pertinentibus predictis, possit facere ius dei perperis centum et inde infra, eo modo et conditione qua potest de iperperis decem, et si quis volet conqueri compareat coram Rectore Canee, secundum usum aliarum sententiarum.

Respondeatur, quod sumus contenti, quod Castellanus Bicornee presens et futuri, possint facere ius de iperperis quinquaginta, et inde infra pro arte zuchari et dependentibus ab ipsa sicut petit.

De parte 64 — de non 19 — non sinceri 8.

Die XXIIII novembris.

Item quia cane Zuchari faciliter devastantur, et in eis fieri potest magnum damnum multis modis et viis, tam per homines quam per animalia, supplico quod provideatur, quod si reperiretur aliquem vel aliquos intrasse dictas canas sine licentia, cadere debeat pro pena iperpera III pro quolibet, et reficere omne damnum factum, Et similiter si aliquod animal vel animalia reperirentur in dictis canis, dominus illius animalis debeat reficere damnum, quod dictum animal vel animalia fecissent, et pro pena solvat pro quolibet animali iperpera tria, et si non reperiretur, cuius essent dicta animalia, ipsa animalia vendantur, et de ipsis reficiatur damnum, et si quid soluto damno superabundaret, id dividatur inter Castellanum et comune, et de damnis datis stari debeat sacramento fide dignarum personarum, que de hoc magisterio zuchari, se intelligent, et de predictis penis medietas sit Castellani, alia medietas comunis.

Respondeatur, quod fiat, quod homines pro se et pro animalibus cadant solum de iperperis tribus, sicut curit ducatus, reficiendo damnum cum aliis, sicut petit, et si maior pena est in hoc, stetur illi maiori pene.

De parte 49.

Nota quod suprascriptum capitulum iterum positum fuit die XI Januarii presentis, et fuerunt de parte 82 — de non 32 — non sinceri 16.

Capta die XXIIII novembris prefati.

Quod differrantur ballotari hec capitula, ut possint legi in Collegio et mature examinari.

De parte 67 — de non 1 — non sinceri 1.

Die XI Januarii. **1431**

Insuper cum vestra dominatio sive Regimen Crete, aut vestri Rectores insule, nomine vestri dominii, dederint ad certum tempus uni monasterio Calogerorum, nominato el Stil, aliqua terrena, que terrena dictum Monasterium affictat villanis et aliis personis ad certum tempus, supplico, quod concedatur michi quod de dictis territoriis vestri dominii, que per dictos Calogeros affictantur aliis personis, statim complectis temporibus affictuum presentium talium personarum, dicti Calogeri teneantur dare michi ad affictum illam partem, que michi erit opus, solvendo illum affictum quod dicta terrena solverunt et solvunt monasterio et decem plus pro C°.

Fiat de terrenis a bladis tantum et solum per tempus gratie sue, solvendo illa X pro C° de pluri, vel illud plus, quod videretur Rectori esse iustum et rationabile pro bono utriusque partis. De parte 71 — de non 35 — non sinceri 16.

Item liceat michi posse emere de terrenis cavalleriarum sive serventeriarum ab illis personis, que ea tenent ad livellum in perpetuum vocatum gonicho, illo precio de quo ero concors cum predictis cum condicione et obligatione solvendi ipsummet livellum quod solvebatur pro dictis terrenis et meliorandi ipsas possessiones et terrena. Et vollo obligari ultra predictam solutionem livelli annualis, dare domino terreni viginti pro centenario de pluri in anno cum ista condicione, quod usque duos menses post publicationem huius concessionis in eis locis, domini terrenorum possint et valeant emere quotquot terrena sibi placebunt et videbuntur. Et transacto termino dictorum duorum mensium illa terrena, que ego emam remaneant michi pacifice et quiete, et absque aliquo impedimento, nec a me possint accipi a dominis dictorum terrenorum.

Fiat sicut petit de terrenis a bladis tantum. Et cum aliis omnibus conditionibus, quibus villani vel alie persone tenent ad affictum aut livellum.

De parte 89 — de non 22 — non sinceri 9.

Item quia multa terrena dantur ad affictum diversis personis ad certum tempus, per diversas personas Insule, supplico, quod pro arte et laboreriis zuchari, completo termino affictuum dictorum terrenorum, dicta terrena statim affictari et dari debeant michi per dominos eorum, cum condicione quod solvere debeant illud precium quod dicta terrena, solverunt et solvunt et decem plus pro C°.

Fiat ut petitur de terrenis tantum a bladis et duret hoc capitulum quousque durabit gratia sua, solvente ut petit, et illud plus quod videbitur Rectoribus iustum et honestum et rationabile pro utraque parte.

De parte 69 — de non 35 — non sinceri 10.

Item peto quod consuetudines que sunt in Tarvisana et Paduano mihi observari debeant in Bicorna et districtu Canee, videlicet quod si fieret in domibus meis damnum aliquod vel ignis imponeretur,

1431 aut comburerentur michi edificia, ordinamenta et alia laboreria mea, quod damnum, quod cum sacramento meo affirmarem coram Rectore fuisse passum, illi de Bicorna, vel districtu Canee, solvere debeant sine contradicione, sed in casu quo malefactorem in manibus Rectoris Canee, vel castellani Bichorne consignent, tunc et eo casu predicti absolvantur a damno predicto.

Fiat sicut petit in damno violento et igne posito voluntarie et non casualiter evenienti, videlicet, quod illi sub quorum districtu fiet damnum damnum solvant et non alii.

De parte 75 — de non 3 — non sinceri 8.

Item ne pro omni sentencia cogar venire Venecias cum expensis et damno, supplico provideri quod si per Rectores Canee michi fiet aliqua iniusticia, liceat michi posse appellari in Creta, coram Ducha et Consiliariis qui terminent et finem imponant appellationi mee, sicut eis iustum videbitur.

Fiat sicut petit pro sentenciis artis sue zuchari et dependentibus a predictis zuchari, a duchatis quinquaginta et inde infra.

De parte 80 — de non 27 — non sinceri 7.

Item quia michi minatur mortem publice per inimicos meos, qui me nulla alia causa odiunt, nisi propter artem zuchari predictam, ut non patiar penam mortalem pro benefaciendo vestro dominio, et Insule vestre, supplico quod provideatur quod ultra penam limitatam proditoribus et assassinis, banna illorum qui assassinarent, sive assassinari facerent, aut essent causa assassinationis mee, venire debeant in comune Vestrum, et hoc strictissime committatur nostris Rectoribus et Advocatoribus comunis, ut hac pena perteriti mei inimici tam ab opere quam a verbis mortalibus cessent. Fiat.

De parte 91 — de non 17 — non sinceri 6.

Item peto quod michi concedatur quod in fluminibus que sunt sub districtu Bicorne, ego possim fabricare duo molendina, pro magisterio zuchari, non faciendo damnum aliis molendinis qui essent super dictis flumariis. Fiat ut petit.

De parte 87 — de non 18 — non sinceri 1.

16 février. f° 35 r°

Règlement sur l'armement des galères, en cas de guerre; applicable aussi à la Crète.

26 février. f° 38 r°

Révocation de l'ordre, donné au gouvernement de Crète, d'envoyer une galère légère pour la défense de Négrepont, parce que la paix est faite. On licenciera donc cette galère, et les vingt-cinq hommes, qui devaient l'accompagner, ne partiront pas.

13 avril. f° 48 v°

Ordre au gouvernement de Crète de bien s'assurer que les mers

sont sûres, avant de laisser partir les vaisseaux actuellement en Crète. 1431

Même date. f° 49 r°

Ordre au gouvernement de Crète d'armer de suite deux galères, pour les envoyer à Corfou, dans les mêmes conditions que celles qu'il arme pour la garde de l'île, c'est-à-dire aux frais du clergé, des vassaux et des juifs, en répartissant la dépense aussi également que possible.

7 mai. f° 52 v°

Il est fait exception à la mesure précédente, concernant les frais d'armement, en faveur des clercs qui, grâce à leurs bénéfices, font des prêts à la république.

6 juin. f° 56 v°

Ordre aux capitaines des galères de Crète, qui sont à Coron et à Modon, d'aller à Sasnum se mettre aux ordres du capitaine général de la mer.

9 juin. f° 57 r°

Ordres aux officiers extraordinaires de prélever, sur le navire et les marchandises de Barthélemy de Canali, les dépenses des deux galères qui lui avaient été envoyées pour le mettre en sûreté contre les Génois [1].

Capta. — Quia Regimen Crete scribit quod ut navis nobilis viri ser Bartholamei de Canali, que cum speciebus veniebat de Alexandria, non capitaret in quandam navim Januensem, que iam dudum steterat in portu Sude, ipsi expediverunt duos grippos, unum per viam levantis alterum per viam ponentis, cum literis ad significandum illi navi Canalis ut evitaret portum Sude et navem Januensium que in illis partibus se reperiebat, in quibus duobus grippis expendiderunt ducatos viginti quinque et grossos decem auri, et astrinxerunt patronum ad solvendum eos. Idcirco considerato quod hec expensa facta est pro securitate navis et mercationum. Vadit pars quod mandetur extraordinariis quod dictam expensam ducatorum viginti quinque et grossorum decem ad aurum, ponere debeant ad *vaream* navis et mercationum et illos exigant per ratam, sicut tangit unicuique et exactos restituant patrono predicto, ut iustum est.
De parte 140 — de non 0 — non sinceri 0.

1. Alors en guerre avec Venise.

1431 3 juillet. f° 63 r°

Pour le voyage du Levant, on décide que les *ramina* de Modon et de Candie payeront deux ducats *pro quolibet milliari grosso.*

6 juillet. f° 65 r°

Les vaisseaux conduisant des pèlerins en Terre-Sainte ne pourront se charger de marchandises.

13 juillet. f° 66 r°

Renouvellement du privilège concédé à Marco de Zanono, le 24 juillet 1428, de la plantation des cannes à sucre et de la fabrication du sucre.

Capta. — Quod ista pars posita per Sapientes ordinum et capta in consilio rogatorum in 1428, die 24 Julii, per quam concessum est inter cetera Marco de Zanono quod volente ipso sumere impresiam. et faciente eo seu reducente misterium zucharorum super dicta Insula Crete, quod aliqua persona cuiuscumque conditionis, nationis et qualitatis existat non possit plantare nec plantari facere canellas zuchari, nec fieri facere zucharos super dicta Insula usque decem annos, qui decem anni incipiant et incipere intelligantur a prima cocta zucharorum que fiet per suprascriptum ser Marcum super dicta Insula. Et si aliquis presumeret plantare canas zuchari, aut facere vel fieri facere zucharos super dicta insula usque ad complementum dictorum decem annorum, ipso facto perdat quicquid plantaverit et quicquid fecerit aut fieri fecerit contra predicta, etc., prout in ipsa cavetur, tamquam posita contra id quod fieri poterat et debebat in damnum et preiudicium feudatorum insule Crete et contra concessiones per dominium nostrum eisdem pheudatis factas, incidatur, cassetur, revocetur et annulletur in tantum videlicet quantum preiudicat, concernit contra virum nobilem ser Anthonium Zancharolo pheudatum insule Crete, qui ser Antonius ante captionem predictarum partis et concessionum predicto Marco factarum per multum tempus inceperat plantari facere canellas zuchari, et fieri facere zucharos cum maximis suis expensis. Ita quod ipsa pars et concessio non preiudicet aliquid predicto ser Anthonio.

Et nota quod in primo consilio quod fuit die 14 Juniie fuere de parte 42 — 44 — de non 73 — 77 — non sinceri 31 — 25.

De parte 34 — 38 — de non 47 — 50 — non sinceri 41 — 33.

21 juillet. f° 68 v°

Par suite de la guerre, on a retenu à Venise des vaisseaux de Modon et de Crète ; leurs patrons demandent à ce qu'on les laisse partir, vu qu'ils ne peuvent plus suffire aux dépenses. Considérant que la mesure a été prise en vue surtout de la sécurité des marins,

on décide que les patrons ne seront plus tenus qu'à les nourrir, 1431
jusqu'au moment de leur départ.

3 août. f° 70 r°

A la faveur du départ de la flotte vénitienne, on permet aux navires de Crète et autres de prendre la mer, mais on leur défend de dépasser l'Istrie, sans les ordres ou la permission du capitaine de la flotte, et cela, sous peine d'une amende de 500 ducats.

14 août. f° 74 r°

Le capitaine général de la mer fait savoir que deux galères de Gênes, qui sont à Piombino, doivent entrer dans le Golfe. Afin d'assurer contre elles les galères de Crète, on nomme un *provisor*, avec un salaire de 50 ducats par mois, et on ordonne au gouvernement de Corfou d'armer une galiote et de la mettre à sa disposition ; on recommande en outre aux galères de Crète de se munir d'arbalétriers; le gouvernement de Corfou devra leur en fournir de cinq à dix par galère, avec une solde de trois mois.

18 août. f° 75 r°

Recommandations faites à Georges Lorédan, proviseur des galères de Crète, de veiller exactement aux ordres donnés et de procurer la sûreté des vaisseaux de la République qui se trouvent dans le Golfe. Il devra traiter les hommes et les biens des navires gênois qu'il pourra rencontrer, comme ennemis de Venise.

26 août. f° 76 v°

Rappel que le privilège accordé à Marco de Zanono, pour la fabrication du sucre, a une durée de dix ans.

Capta. — Cum per istud consilium facte sint plurime concessiones Marco de Zanono civi nostro, pro reducendo et faciendo misterium zuchari super Insula nostra Crete, cum conditione quod usque ad annos decem, a die quo principiaverit, aliquis alius non possit plantare canas zucharinec facere zucharum, sub certis penis et stricturis in dicta parte contentis. Et licet sit res clarissima quod, transactis dictis decem annis, omnes possunt plantare canas zuchari ac laborare et facere, seu fieri facere zucharum in dicta Insula Crete, tamen ad maiorem certitudinem, et ut detur materia quod illud misterium zuchari augeatur in dicta Insula, et ut illi qui habent animum, ad hoc factum, liberius possint ponere se in ordine pro laborando ad dictum tempus. Ex nunc declaretur et captum sit quod, elapsis dictis annis decem, sit in libertate omnium posse plantare seu plantari facere, ac facere et laborare, seu fieri et laborari fa-

1431 cere zucharum et exercere misterium zuchari ad beneplacitum suum, absque aliqua contraditione vel impedimento cuiuscumque persone, que licentia non possit revocari nec aliter impediri, sub eisdem penis et stricturis contentis in parte concessionum Marci de Zanono.

1er septembre. f° 77 v°

Ordre de ne pas accepter, comme arbalétriers, des hommes qui n'auraient pas vingt ans accomplis.

30 septembre. f° 82 r°

Election des cinq sages de Crète.

1432 12 janvier. f° 93 v°

Mesures concernant le transport de pièces de velours.

26 janvier. f° 94 r°

On avait ordonné de ramener à Venise les *gothoni* de Crète, avec la *muda*, mais on autorise les marchands à les ramener sur les vaisseaux, sur lesquels ils sont chargés.

2 avril. f° 107 v°

Ordre au gouvernement de Crète, en vue de la guerre contre les Gênois, d'armer deux galères le plus rapidement possible, aux frais du clergé, des vassaux et des juifs, et d'élire les capitaines qu'on enverra avec leurs galères à Modon.

10 avril. f° 109 v°

Dérogation à la décision du 17 décembre 1429, qui interdisait aux recteurs de Candie et des autres ville du Levant, d'autoriser la création de prêtres grecs pour les églises grecques, en faveur de Nicolas Mauromati, qui expose qu'il a *jus patronatus* sur l'église de Sainte-Anne de Candie et sur celle de Saint-Michel du bourg de Candie, et qui demande l'autorisation d'en être fait *papa*. Cette faveur ne lui est cependant accordée qu'à la condition qu'il se fasse nommer par les évêques grecs de Coron ou de Modon.

26 avril. f° 110 r°

Les navires de la *muda* de Crète ayant été retenus, les habitants de Monovaxia n'ont pu vendre leurs vins à temps; ils demandent un délai pour payer leurs impôts, qui leur est accordé.

9 mai. f° 114 v°

Précautions à prendre contre les Génois.

17 juin. f° 125 r° **1432**

Envoi de six navires en Crète pour le transport des vins et autres marchandises, à destination de Venise. On leur recommande de prendre leur charge complète et on leur fixe leur prix de transport : 3 ducats par tonneau de vin, ou pour *singuli mustati 55*, faisant un tonneau ; 3 ducats par *milliarium* de fromage ; 5 ducats pour *milliarium* de *gothoni*, et 10 ducats pour les grains. Chaque navire devra avoir, outre l'équipage ordinaire, quatre hommes de plus par cent tonneaux de charge, ce qui fait dix hommes par cent tonneaux. Ces six galères devront conduire en Crète : *buttas, circlos, storias et alia necessaria pro chabanis illorum qui nauligaverint.* Leur départ est fixé au 25 juillet. Toutefois, les autres vaisseaux crétois actuellement à Venise pourront charger eux aussi à destination de la Crète ; mais en Crète, d'autres vaisseaux ne pourront emporter des marchandises tant que ces six galères envoyées n'auront pas leur charge complète. Le gouvernement de Crète devra faire une proclamation, dans ce sens, vingt jours à l'avance. Ces six galères iront de conserve. Si, par hasard, avant l'avis, donné en Crète, on avait chargé des marchandises sur d'autres vaisseaux, ces marchandises devront payer, outre le *nabulum* convenu, le *nabulum* fixé pour les six galères envoyées. On décrète, en outre, que les *gothoni* venus de Crète avec ces six navires ne pourront être *stivari.* On alloue 15 gros au capitaine pour tout le voyage, et on lui permet d'avoir trois serviteurs qui restent à sa charge. Le personnel est fixé à quatre-vingts hommes sur la galère du capitaine et soixante sur les autres. Pour assurer l'exécution de ces diverses mesures, on fait défense d'expédier de Crète à Venise, pendant les six mois suivants, ni vins, ni marchandises, sous peine de les voir traiter comme objets de contrebande.

28 juillet. f° 133 v°

Autorisation accordée aux vaisseaux de Crète, de Modon, de Coron et de Corfou, de quitter Venise et de s'en retourner.

19 août. f° 139 v°

Proposition de l'envoi de cinq vaisseaux de quatre cent quatre-vingts tonneaux et au-dessus, pour la sécurité du voyage de Crète à Venise, lesquels vaisseaux transporteraient toutes les marchandises, à destination de Crète, avec les mêmes tarifs que précédemment, en pouvant, au retour, compléter leur charge avec du blé.

1432 Cette proposition est repoussée par 64 voix contre 27 et 20 abstentions.

19 septembre. f° 145 v°

Ordre au gouvernement de Crète de rembourser immédiatement les 1,000 ducats prêtés, en 1427, par Nicolas de Bugnis et qu'il réclame depuis longtemps.

30 septembre. f° 147 r°

Election des cinq sages de Crète.

13 octobre. f° 150 r°

Le roi d'Aragon demande 4,000 ducats pour une galère, prise, en 1431, dans le port de la Canée, par deux navires vénitiens. Le rapport du gouvernement de Crète établit que cette galère avait peu de valeur; on envoie au roi copie de ce rapport.

10 novembre. f° 155 r°

On poursuit Secundus de Cha de Pesaro, ancien conseiller de Crète, pour *multas et infinitas magnarias, trabulationes, et subornationes, tam in vendendo jus et justitiam, officia et beneficia nostri dominii insule Crete, quam etiam pro consentiendo fieri facere scontum de denariis camere communis Crete, mediantibus premiis, nec non in accipiendo dona et exenia.* On le condamne à la privation de toutes ses fonctions, à une amende de 796 ducats et à un an de prison.

18 novembre. f° 155 v°

Poursuites, pour les mêmes motifs, contre Dominique Bembo, ancien conseiller de Crète.

3 décembre. f° 159 r°

Incantus des galères de Beyrouth et d'Alexandrie.

8 décembre. f° 162 r°

Poursuites contre Laurent Davanzago, ex-conseiller de Crète.

Capta. — Quod pro habenda veritate istorum premiorum, magnariarum et subornationum diversimode factarum et commissarum per virum nobilem ser Laurentium Davanzago, olim Consiliarium Crete, dum esset in dicto regimine, contra Deum, ius et iusticiam et honorem nostre dominationis, idem ser Laurentius Davanzago retineatur et examinetur per Sindicos. Et in casu quo nolet fateri veritatem

fiat collegium secundum usum, quod per maiorem partem eorum habeat libertatem examinandi et tormentandi predictum ser Laurentium Davanzago, et retinendi et examinandi, ac tormentandi quoscumque alios culpabiles, nominatos in presenti processu, pro habenda veritate predictorum, et cum eo quod postea habebitur, venietur ad istud consilium et fiet sicut de iure videbitur. Et in casu quo iste ser Laurentius non posset haberi usque octo dies proximos, quod publice debeat proclamari in scallis Rivoalti, secundum usum, quod se debeat presentare, infra terminum aliorum octo dierum, quo termino transacto et ipso non comparente, procedatur contra eum, sua absentia aliqualiter non obstante. 1432

9 décembre. f° 162 v°

Autorisation de transport pour le sucre en poudre, resté en Crète.

15 décembre. f° 163 v°

Ordre d'armer trois galères, avec quatre arbalétriers par galère, l'une aux frais des vassaux et du clergé, et les deux autres aux frais du commun. Choix à faire de capitaines expérimentés.

16 décembre. f° 164 r°

Condamnation prononcée contre Dominique Bembo.

15 janvier. f° 170 v° 1433

Avance de 1,100 ducats, remboursables par le gouvernement de Crète, au nouveau capitaine de Crète, pour ses compagnies.

Même date. f° 170 v°

Condamnation prononcée contre Laurent Davazago [1].

7 mars. f° 184 r°

On a affermé les droits d'entrée et de sortie, à Candie, pour 1425 et 1426; mais celui qui avait cette ferme, vu l'interdiction du commerce avec le Levant, a beaucoup perdu et demande, en conséquence, une indemnité, comme on l'a fait à Réthimo et à la Canée. Cette indemnité, fixée à 5,000 hyperpères, payables en dix ans, est repoussée par 75 voix contre, 10 pour, et 14 abstentions.

1. Les trois condamnations précédentes : de Secundus de Pesaro, de Dominique Bembo et de Laurent Avazago ou Davazago, sont également rapportées dans la *Creta Sacra*, t. II, p. 377. La peine était : deux années de prison et la privation perpétuelle des charges publiques.

1433 19 mars. f° 185 v°

Ordonnance de poursuites contre l'ex-recteur de Réthimo, pour malversations.

23 mars. f° 187 v°

Selon une décision prise en février 1372, que les chanceliers de Crète seraient nommés par le Grand Conseil, on procède à l'élection d'un chancelier pour Réthimo.

30 mars. f° 189 r°

Ordre de poursuites contre un Juif, sur les instigations duquel quelques personnages s'étaient livrés à la vente des charges publiques.

Capta. — Si videtur vobis per ea, que dicta et lecta sunt, quod procedatur contra Ottavianum Bonaiuta, Judeum habitatorem Candide qui, postposito timore dominationis nostre, ausu temerario delinquendi, cum suis sagacitatibus et astuciis, ac cum suis verbis cautelosis, induxit viros nobiles ser Secundum de Cha de Pesaro, ser Dominicum Bembo, et ser Laurentium Davanzago, olim consiliarios Crete, ad vendendum ius et iusticiam, officia et beneficia nostri dominii Insule Crete, mediantibus premiis acceptis et subornationibus factis per suum medium, nec non induxit multos nobiles et cives ad dandum dicta premia et magnarias, etc., pro subvertenda iusticia, ut in processu suo superinde formato, lecto hinc consilio ordinate cavetur.

31 mars. f° 189 v°

Election des cinq sages de Crète.

4 avril. f° 192 v°

Les navires allant à Scio devront toucher une subvention du gouvernement de Crète, au moment de leur retour. Détail de ce qu'ils ont reçu.

23 mai. f° 206 v°

L'affaire de Pierre Dalmario, ex-recteur de Réthimo, ayant été examinée, on repousse les poursuites par 78 voix contre 45 [1].

5 juin. f° 210 r°

Ordre au gouvernement de Crète de rembourser avant tout les

1. Voyez au 19 mars précédent.

1,800 ducats, empruntés pour subvenir aux frais d'armement de plusieurs galères. **1433**

Capta. — Cum secundum consuetudinem, vigore ordinum nostrorum, qui volunt quod banderie equitum et peditum mittantur in Cretam, provisum fuisset per hoc Consilium, quod Capitaneus Crete acciperet denarios ad cambium necessarios banderiis predictis, et sicut habetur per literas Rectorum nostrorum, illa Camera nostra, ex armamento multarum galearum, plus solito armatarum pro guerra presenti, est adeo atenuata et penitus evacuata pecuniis, quod oportuit pignorare introitus futuros, si voluerunt habere pecuniam, ex quo, si cambium mittetur ad solvendum, solvi nullatenus possit, nisi aliter provideatur. Ideo Vadit pars quod scribatur et mandetur Regimini Crete, quod ducatos MVIII^{C} vel circa, acceptos ad cambium pro solutione banderiarum predictarum et aliquarum munitionum mittendarum in Cretam, et similiter nabulum predictorum, ante omnia alia debita solvere debeat, sub pena ducatorum ducentorum in suis bonis, de qua non possit fieri gratia sub dicta pena, que ex nunc sit commissa advocatoribus comunis, et si pars aliqua est in contrarium, sit suspensa quantum in hoc.

20 juin. f° 211 r°

Comme le nouveau duc de Crète a dû payer ses hommes d'armes, pendant les retards que la guerre a occasionnés pour son départ, le gouvernement de Crète reçoit l'ordre de le désintéresser.

Quand les galères de Beyrouth et d'Alexandrie passeront à Modon, pour revenir à Venise, les trois galères de Crète, qui s'y trouvent, iront désarmer.

SEN. MISTI R. 59 1433-1436.

22 septembre. f° 5 v°

Approbation du projet de deux conseillers, interdisant aux Juifs de servir de courtiers, et aux chrétiens de les employer comme tels.

Capta. — Cum nobiles viri ser Gaspar de Musto et ser Benedictus Victuri, consiliarii Crete, scripserint nostro dominio quod dignemur confirmare ordinem et terminationem quam fecerunt, et quod infra subscriptum est super Judeis, qui non possint esse Sansarii aut Missete alicuius mercati, et dictus ordo sit honestus et laudabilis Deo

1433 et mundo et utilis christianis, qui exercebunt illum officium. Vadit pars, considerato, quod per leges Dei, Judei perfidi sunt privati omni officio et beneficio christianorum, quod dicta terminatio sua, auctoritate huius consilii in totum et per totum confirmetur et approbetur cum additione, quod extendatur per totam insulam Crete. De parte omnes alii — de non 3 — non sinceri 5.

Tenor terminationis talis est videlicet :

Exemplum sumptum de memoriale M. d. Marci J. duche Crete et sui consilii [1].

Die XII Maii 1433.

Sacrarum constat attestatione scripturarum principes seculi, propter delicta populi, sepe divine animadversionis sententiam incurrisse, qua de re presidum magnopere interest ad correctionem sibi commissi populi attentius vigilare, ut et eundem populum ex sua correctione emendatum, Deo reddat acceptum, et ex negligentia nullatenus possint apud Deum et homines reprehendi. Ex dictis quoque Sanctorum lucide satis liquet quod, in excommunicationis crimine magisquam in aliquo alio, anime pereunt Christianorum. Ideoque, cum in hac civitate, per Antistitem Ecclesie consueverit annis singulis populum ammoneri, quod nullus audeat per medium Judei, sub pena excommunicationis, mercatum aliquod contrahere ullo modo, et nonnulli, sue salutis immemores, Dei timore postposito, ecclesie ammonitione contempta, et mundi verecondia postergata, audeant mercata contrahere per medium Judeorum, et hoc non sit multis respectibus tollerandum, tum quia Judeis Crucis inimicis, qui per leges et omnia iura ab omnibus honoribus, officiis et beneficiis sunt privati per principes catholicos, nullus honor, nullum beneficium conferendum est, tum quia evangelica ammonitione docemur non esse bonum sumere panem filiorum et dare canibus Judeis, scilicet, qui varios modos exquirunt ad suggendum sanguinem Christianorum, et eis videtur obsequium se prestare Deo, si consumpserint substantiam eorum, quos pro nomine Christi reputant inimicos, tum quoque quia indecens et incongruum est ac omni dissonum rationi, quod ex scriptura et testimonio infidelium Judeorum, qui per leges et omnia jura mondi, testes contra Christianos assumi non debent in Curiis et Judiciis fidelium et catholicorum, judicia fiant et sententie proferrantur. Per Egregios dominos Gasparum de Musto et Benedictum Victuri, Crete consiliarios honorabiles, Magnifico domino Marco Justiniano honorabili ducha Crete, nolente pro nunc impedire se in hoc facto, volentes indignationem Dei evitare possetenus, et saluti ani-

1. Marcus Justinian, duc de Crète depuis 1432, homme très estimé pour son courage et sa prudence : « Quem tanti fecit Philippus Maria Vicecomes Insubrum dux, ut plus negotii sibi assereret ex lanea Marci Justiniani veste exhiberi, quam ex ducentis cataphratis equitibus Venetis capere. » *Creta Sacra*, t. II, p. 376.

marum suorum civium salubriter providere, ut quos spiritalis pena non terret saltem pena temporalis coherceat ab illicitis et prohibitis abstinere, et ut de negligentia apud Deum et homines nequeant reprehendi, visis primo revocationibus prohibitionum alias editarum per Regimina Crete, quod Judei non constituerentur Sansarii, in quibus revocationibus specialiter continetur, quod Judei sunt aptiores et sufficientiores christianis, quod est quid absurdum et incredibile et veritati clarissime adversatur, nam de christianis sansariis magna pars nedum ad sansariam sed ad maiora sunt sufficientissimi et experti, ut patet manifestissime per effectum, et plures alii ad hoc se ponerent officium exercendum, si Judei carerent beneficio sancarie, imitantes quoque sancta et justa vestigia nostre excelse Civitatis Venetiarum, sub cuius umbra vivimus et gubernamur, in qua nedum officia eisdem Judeis non conferruntur, sed etiam habitatio protinus denegatur, dictum et terminatum est quod omnes gratie hactenus concesse Judeis quod sint sansarii, missete vel mezzani, in genere vel in specie, sint irrite et inanes et nullius prorsus valentie vel vigoris, et quod de cetero nullus Judeus, cuiuscumque conditionis existat, audeat vel presumat exercere missetariam sive sansariam, vel aliquam mezanitatem, nec se interponere in aliquo mercato tamquam sansarius, mezanus vel misseta ullo ingenio, modo, colore, vel forma, sub pena iperperorum centum, pro quolibet contrafaciente et qualibet vice, et mercatum quod faceret, ipso facto sit nullum, nullamque obtineat firmitatem, ac si factum non esset. Item quod aliquis Christianus, cuiuscumque conditionis existat, nullatenus audeat vel presumat, per medium Judei, aliquod contrahere concordium vel mercatum, sub pena yperperorum centum pro quolibet contrafaciente et qualibet vice, et ipsum mercatum vel concordium ipso facto nullum sit et nullius omnino roboris vel momenti, quarum quidem penarum tercium sit comunis, tercium Advocatorum comunis, quibus hec commissa sint, tercium accusatoris, si per eius accusationem veritas habeatur, et si non esset accusator, medietas sit comunis et medietas Advocatorum, qui teneantur in predictis solicite inquirere et contra delinquentes procedere diligenter, ut meritum apud Deum et, apud mundum, laudem valeant adipisci. 1433

22 octobre. f° 10 v°

Délibération pour l'armement d'une galère en Crète, afin de défendre le Golfe contre les incursions des corsaires turcs. Cette mesure est repoussée.

26 octobre. f° 10 v°

Sur la demande du gouvernement de Crète, on lui envoie *brochas pro toraciis nostri communis aptandis*, objets nécessaires pour l'armement d'une galère.

1433 10 novembre. f° 13 v°

Défense au gouvernement de Crète de donner désormais le salaire et la table à un capitaine d'une galère du Golfe, venant de Venise et armée à Venise.

13 novembre. f° 14 r°

Précautions recommandées pour la sécurité du grand navire qu'on a fait construire en Crète ; ordre au Conseil de décider ce qu'il faudra en faire.

21 novembre. f° 15 r°

Autorisation accordée à Dimitri Focha de faire nommer un prêtre pour la célébration des offices à Lemoniaria [1].

Capta. — Quod ad humilem supplicationem fidelis civis et subditi nostri Cretensis Dimitri Focha, qui habet ad afflictum, a nostro comuni, iam multo tempore certam afflctationem in loco vocato Lemoniaria, in qua sunt due Ecclesie, que carent presbiteris, quum presbiter seu papas qui officiabat in ipsis Ecclesiis, a modicis mensibus citra defunctus est, et sicut exponit idem Dimitri ac sicut scribit Regimen nostrum Crete, nisi in dicto loco seu casali esset unus presbiter sive papas, qui divina sacramenta ministrare posset colonis dicti casalis nostri, ipsi recederent et dictus locus remaneret destitutus et desolatus, cum damno nostri comunis et totali consumptione ipsius supplicantis. Concedatur ipsi Dimitri quod tenere possit seu promoveri facere ad sacerdotium unum papatem, qui in illis Ecclesiis officiare possit et ministrare divina sacramenta hominibus et colonis dicti casalis, sicut consulit et suadet Regimen nostrum Crete.

26 novembre. f° 15 v°

On ordonne au gouvernement de Crète d'armer de suite, contre les Génois, cinq galères rapides, et d'en expédier trois à Modon, avant la fin de février.

20 décembre. f° 16 r°

Ordre au gouvernement de Crète de payer, de suite, ce qu'il doit à un des capitaines des galères de Crète.

1434 15 janvier. f° 23 v°

Délai, jusqu'à la fin d'avril, accordé à l'ex-recteur de Réthimo, pour présenter ses provisions.

1. Village situé non loin de Réthimo.

16 février. f° 27 v° 1434

Poursuites contre l'ex-recteur de Réthimo et sa condamnation à deux ans de prison, pour corruption.

20 février. f° 28 v°

Crédit de 300 hyperpères pour des réparations à la maison d'un conseiller de Crète.

26 février. f° 32 v°

Crédit de 200 hyperpères pour la couverture de la maison d'un autre conseiller de Crète.

13 mars. f° 38 r°

Instructions relatives à l'affranchissement facultatif des tenanciers de la République, moyennant une somme à débattre pour chacun.

Capta. — Cum in Candida et districtu, Canea, Rethimo, Sithia ac tota Insula Cretensi, sit maxima quantitas villicorum nostri comunis, qui solvunt annuatim, pro angaria personali, iperperum unum pro quolibet, de quibus dominium nostrum recipit minimum emolumentum, nam opportet quod singulo anno Camerarius noster de inde vadat per Insulam, exigendo dictas contributiones, et expensa excedat introitum. Et, sicut informati sumus, dicti rustici pro franchando se, solverent pro quoque bonam summam denariorum. Vadit pars quod committatur Regimini et Capitaneo nostro Crete, quod faciant publice proclamari in Candida et districtu, ac scribant omnibus Rectoribus dicte Insule, quod similiter proclamari faciant in locis sibi commissis, quod omnes illi Rustici qui vellent se franchare, faciant se scribi ad cancellariam nostram Candide, quibus scriptis dictum Regimen et Capitaneus diligenter inquirere et examinare debeant, per eos aut maiorem partem, eos liberare cum hac conditione, quod aliquis non liberetur pro minori precio ducatorum quinquaginta. Sed inde supra relinquatur sue discretioni franchare dictos rusticos cum omni avantagio nostri comunis, attentis suis possibilitatibus, quum iuxta informationem habitam, sunt multi potentes, a quibus habebitur bona summa denariorum, et si aliquis predictorum voluerit immediate solvere totam quantitatem sue liberationis, ex nunc intelligatur ipsum fore liberum, declarando quod a die liberationis usque ad menses sex proximos solvere debeant primam pagam, et sic successive, de anno in annum, quousque compleverint. Solutiones vero omnium dictarum liberationum fieri debeant et exigantur ad Cameram nostram Candide, in ducatis auri. Quos denarios de tempore in tempus dictum Regimen, Capitaneus et

1434 successores mittere debeant Venetias ad officium nostrorum Gubernatorum Introituum, qui sint obligati ad diffalcationem Camere nostre Imprestitorum, cum omnibus et singulis penis et stricturis captis in hoc consilio, de aliis denariis ad dictam diffalcationem deputatis, qui sunt ad condictionem pecuniarum deputatarum ad reddendum prode imprestitorum. Et similiter Regimen et Capitaneus Crete et successores non possint nec audeant dictos denarios quovis modo dispensare aut aliter de eis disponere, nisi in mittendo ipsos ad manus dictorum Gubernatorum nostrorum, sub illismet penis superius expressis. Advisando nostrum dominium particulariter et distincte de nominibus omnium dictorum villicorum qui se francaverint, et pro quibus quantitatibus, ut de omnibus plenarie sit informatum, ut de ipsis teneri possit computus ordinatus per officium dictorum Gubernatorum, ne dominatio nostra ullo modo defraudari possit, remanentibus dictis rusticis continuo dominio nostro obligatis, quousque satisfecerint integraliter debitum suum. Exceptando villicos qui sunt obligati ad laborandum possessiones nostri dominii, declarando quod omnes filii dictorum villicorum qui non haberent etatem, et non solverent dictum yperperum, sint liberi simul cum patribus, qui se franchaverint. Reliqui vero qui solverint dictum yperperum subiaceant huic ordini franchandi se.

De parte 98 — de non 11 — non sinceri 7.

Quum pro presenti non est possibile de hoc tangere denarios aliquos, quod scribatur Regimini et Capitaneo nostro Crete, quod publice faciant proclamari per totam insulam et loca, ubi sibi videbitur, quod omnes rustici nostri comunis, volentes se franchare faciant se scribi ad Cancellariam nostram de inde et dicant, quod pro singulo voluerint solvere pro franchando se et filios, in annis quinque, et dictum Regimen examinare debeat eorum facultates et conditiones, et si possent solvere plus eo quod obtulerint, inducendo ipsos ad illam maiorem quantitatem que possibilis sit, et habitis dictis informationibus, quanto celerius fieri poterit advisare dominium nostrum particulariter et distincte, ut in hac materia possit provideri sicut melius videbitur, exceptando, etc., ut superius continetur. — De parte 25.

31 mars. f° 39 v°

Election de trois sages de Crète.

3 juin. f° 54 r°

Délai, jusqu'à la fin de septembre, accordé à un des conseillers de Crète pour présenter ses rapports.

10 juin. f° 55 v°

Dans un village nommé Isiazo, appartenant à Marino Faletro,

il y a soixante et dix familles et un monastère composé de quarante religieuses. Le village et le monastère étaient desservis par deux prêtres grecs ; ceux-ci étant morts, l'office ne peut plus être célébré. Deux candidats s'étant présentés et demandant à être examinés en vue de l'ordination comme prêtres grecs, on voulait charger le gouvernement de Crète de l'examen de l'affaire, mais la décision du conseil est négative par 48 voix contre 16 et 15 abstentions. 1434

13 juin. f° 56 r°

Autorisation, accordée au gouvernement de Crète, d'armer des vaisseaux contre les pirates et d'exécuter tous ceux qu'il saisira.

16 juin. f° 56 v°

Jean Suriano a obtenu l'investiture d'un village de la république, appelé Sclavovathea, avec toutes ses dépendances; comme il prétend avoir retrouvé une de ces dépendances actuellement occupée, il en demande la restitution. On charge le gouvernement de Crète de faire une enquête, de mettre en attendant sous sequestre les revenus de l'endroit contesté, et d'en tenir compte ensuite à Suriano, s'il y a droit.

18 juin. f° 56 v°

Incantus des galères d'Alexandrie.

30 juillet. f° 60 v°

Confirmation de l'affranchissement d'impôts, accordé par les proviseurs de Crète à Jean Pacunuti Candiani.

Capta. — Cum comparuerit ad presentiam nostri dominii Teodorus Candiani, filius quondam Johannis Pacunuti Candiani, fidelis nostri Cretensis, et presentaverit quoddam privilegium quondam virorum nobilium Petri Trivisano, Nicolai Justiniano et Marci Quirino tunc provisorum Insule nostre Crete, per quod constat quod eius avus et pater, tempore Rebellionis ipsius nostre Insule, fidelissime et laudabiliter se gesserunt, pro honore et statu nostri dominii, et quod in recompensationem suarum fidelium operationum, ipsum eius patrem, cum omnibus suis heredibus, predicti nostri provisores liberum et franchum fecerunt ab omni datio et angaria, et humiliter ac reverenter supplicaverit, ut dignemur dictum privilegium sibi confirmare. Vadit pars, attenta fidelitate et legalitate quondam avi et genitoris predicti Theodori, et ut sibi detur materia sequi vestigia progenitorum suorum, quod auctoritate huius consilii ipsum privilegium eidem confirmetur. Cuius privilegii tenor talis est videlicet :

In nomine Dei eterni amen. Anno ab Incarnatione domini nostri

1434 Jesu Christi MCCC sexagesimo quarto, mensis Junii die quarto, intrante indictione secunda, Candide. Nos Petrus Trivisano, Nicolaus Justiniano procurator Sancti Marci, et Marcus Quirino Baetio, de mandato illustris domini nostri ducis Venetiarum, provisores in partibus Crete, notum facimus universis quia, considerantes constantiam quam tu Johannes filius Pacunuti Candiani, villanus nobilis viri Francisci Caravello jure feudi de furni habes in obediendis preceptis dominacionis, et propter bona opera que fecisti, tempore rebellionis que nuper fuit in Creta, reducendo te in Castrum Mirabelli, tunc quando dictum castrum fuit captum et recuperatum nomine comunis Venetiarum et permanendo ibi inter, sub fidelitate et obedientia dicti nostri comunis Venetiarum, una cum dicto Pacunuti patre tuo, qui simili modo remanserat ad Castrum iamdictum, ad instantiam et requisitionem suprascripti Francisci Caravello, facimus te prefatum Johannem liberum et franchum, cum omnibus tuis heredibus ab omni datio, angaria et tello et quolibet alio vinculo servitutis, quibus hactenus subiacuisti, tum autem iurasti fidelitatem domino nostro duci Venetiarum, nobis et nostris successoribus, amicos Venetiarum pro amicis habere, et inimicos pro inimicis, et si quid tractari vel fieri sciveris contra honorem comunis Venetiarum, illud, quam cito poteris, dabis ad noticiam dominio, quod pro comuni Venetiarum erit in Creta. Hanc autem libertatem firmam et stabilem esse volumus, quousque dicto domino nostro duci, nobis et nostris successoribus obediens eris et fidelis. In cuius rei testimonium jussimus et nostri sigilli appositione muniri et in ea propriis manibus subscribentes.

Insuper quia idem Theodorus est clericus et cupit effici presbiter ad morem grecorum, nam Casale ubi habitat, nullum habet presbiterum, sibi concedatur quod possit fieri et effici presbiter grecus, secumdum ordines nostros superinde captos.

De parte omnes alii — de non 2 — non sinceri 1.

Facta fuit litera die 4 augusti 1434.

20 juillet. f° 64 v°

Refus de poursuites contre Sagredo, ex-recteur de la Canée.

24 juillet. f° 65 r°

Le gouvernement de Crète a séquestré quelques marchandises à un habitant d'Andros, sujet du duc d'Egropelage; on ordonne au gouvernement de Crète de rendre ces marchandises, à moins qu'elles n'appartiennent au duc d'Egropelage, lequel a une dette envers Florence, ex-duchesse d'Egropelage, pour le douaire de celle-ci.

14 septembre. f° 71 v°

Ordre aux galères de Beyrouth et d'Alexandrie d'aller de conserve jusqu'à Candie.

16 septembre. f° 72 r° 1434

Instructions relatives à la ferme des impôts et au payement des créanciers de la République.

Capta. — Cum alias captum fuerit in isto Consilio quod datia nostre civitatis Candide non deberent, de cetero, affictari alicui persone, ad excomputandum pro debitis nostri comunis, que pars ideo capta fuit, quum ipsa datia excomputabantur in debitis et sic comune nostrum de dictis datiis nullam vel parvam summam pecuniarum manualiter percipere poterat. Sed, sicut experientia docet, propter captionem dicte partis datia nostra dicte civitatis Candide valde diminuta sunt, in forma quod, quando ad publicum incantum affictantur, necessario opportet ut delivrentur multo minori precio quam antea fieri consuevisset, cum maximo damno et iactura nostri comunis. Et bonum sit super hoc taliter providere quod comune nostrum habeat debitum suum, tam in percipiendo pecuniam manualiter, quam in affictando ipsa datia ad bonum precium. Vadit pars quod scribatur et mandetur Regimini nostro Crete, presenti et futuris, quod a modo in antea, singulis annis, quando affictabuntur datia nostra, deinde affictari debeant cum conditione quod conductores eorum teneantur et debeant solvere tres partes pecunie manualiter, que tres partes, nullo modo vel ingenio, possint excomputari in creditoribus camere nostre Crete, sed ut dictum est solvi debeant in pecuniis manualiter numeratis, ut de ipsis pecuniis fieri possint facta nostri dominii. Quartam vero partem ipsorum datiorum possint conductores eorum excomputare in creditis ipsius nostre Camere, videlicet in illis creditoribus quos volent ipsi conductores, de tempore in tempus, pro quanto ascendet quarta pars ipsorum datiorum. Et similiter teneantur Camerarii nostri, qui per tempora erunt, facere ipsas excomputationes ad beneplacitum ipsorum conductorum. Et ante affictationem dictorum datiorum debeat predictum Regimen fieri facere proclamari hunc ordinem, ut illi qui pretendent accipere ipsa datia, sciant conditiones, quibus se intelligere valeant.

De parte 29.

Ser Laurentius Lauredano, sapiens ordinum, vult per totum, excepto quod excomputari possit solum tercia pars ipsorum datiorum.

De parte 71 — De non 8 — Non sinceri 5.

Revocata ad cartam 106 — Facta fuit litera die XVIII novembris 1434.

3 novembre. f° 77 r°

Délai, jusqu'à la fin de janvier, accordé, pour ses rapports, à l'ex-conseiller de Crète, Benoît Victuri [1].

1. Ce Benoît Victuri fut plus tard duc de Crète, en 1453.

1434 Même date. f° 77 v°

Marc de Candie se signale au combat de Padoue.

12 novembre. f° 79 v°

Les galères génoises allant désarmer, on renvoie également celles de Crète, dans le même but.

4 décembre. f° 82 r°

Ordre aux gouverneurs de Crète de faire payer aux condamnés, qui iront en appel, les taxations et les frais qui se produiront.

Capta. — Cum, per elapsum, facte fuerint et quotidie fiant multe condemnationes per Rectores Insule nostre Crete, pro rixis et aliis indebitis excessibus perpetratis, et qui dietim perpetrantur, et etiam alique sententie, sive actus in favorem nostri comunis contra speciales personas. Et illi tales condemnati prosequentes viam appellationis coram nostris Advocatoribus sententiarum, sepius taliter operentur quod, sicut experientia docet, plurimi eorum diversis modis obtinent eorum intentum, ita quod dicte sententie sive condemnationes, per placitare dictorum Auditorum in nostris consiliis et collegiis inciduntur, et exinde succedit quod, per Auditores predictos quotidie fiunt multe taxationes expensarum pro dictis sic condemnatis et absolutis, que mittuntur ad solvendum ad Rectores locorum, ubi tales condemnationes sive sentencie facte fuerunt, quod est alienum ab omni honestate et cum magno damno nostri comunis. Vadit pars quod de cetero ordinetur et captum sit, quod Rectores nostri predicti, amplius nullo modo, ingenio, seu forma acceptare aut solvere debeant taxationes, expensas factas per nostros Auditores predictos pro dictis condemnatis et absolutis, tam pro sentenciis et condemnationibus, quam pro aliis quibuscumque rebus spectantibus nostro comuni. Ordinetur etiam et mandetur quod Rectores predicti adhibeant diligentiam et studium ad exigendum a predictis sic condemnatis et absolutis, qui viverent, omnes pecunias, quas vigore dicte taxationis, per antea habuissent, omni causa et occasione remota. Et etiam intelligatur presens pars habere vigorem in omnibus terris et locis nostris, tam a parte terre quam a parte maris.

De parte omnes alii — De non 0 — Non sinceri 3.

Missa fuit copia Auditoribus novis sententiarum, die 7 presentis. Item die decimoctavo instantis facta fuit litera Duche, Consiliariis et Capitaneo Crete.

9 décembre. f° 83 v°

Zanachio Quirino, patron d'un vaisseau échoué dans les eaux

de Stampalia [1], a pu sauver la cargaison; mais, pour son indemnité, il en demande la moitié. On lui ordonne d'avertir le gouvernement de Crète de faire transporter le tout à Venise. 1434

16 décembre. f° 84 r°

Armement et envoi de deux galères de Crète dans le Golfe.

23 décembre. f° 84 r°

Refus de poursuites contre Cressone, juif de Rethimo, pour des extorsions et des vols.

13 février. f° 90 r° 1435

Les deux galères qui vont en Syrie, puis à Alexandrie, doivent passer par la Crète et demeurer quatre jours à Candie.

15 février. f° 90 v°

Ordre au gouvernement de Crète de rembourser à Georges Valaressa, vice-capitaine du Golfe, les 600 ducats qu'il a dépensés pour les galères de Candie.

19 février. f° 91 r°

Les vins de Crète et les autres marchandises, que l'on amène à Venise, sont d'abord mis en magasin et estimés, longtemps après; il résulte de là des fraudes; en conséquence, on ordonne que le déchargement n'aura lieu qu'en présence d'un officier de la douane, et qu'on fera l'estimation séance tenante.

Même date. f°s 100 et suivant.

Règlements sur les draps, les laines et autres articles.

31 mars. f° 102 r°

Ordre aux galères de Flandre d'aller de conserve, depuis la Crète jusqu'en Angleterre, et injonction au gouvernement de Crète de ne les laisser partir que s'il n'y a pas de danger de la part des Génois [2].

1. Astypalée, une des Sporades, entre Naxie et Rhodes; elle était possédée en fief par la famille Quirini.

2. Il n'y avait cependant pas de guerre en ce moment entre les Vénitiens et les Génois; mais seulement, de la part de ces derniers, un mauvais vouloir qui datait de loin.

1435 Même date. f° 102 v°

Election des cinq sages de Crète.

10 mai. f° 103 r°

Ordre au gouvernement de Crète d'envoyer à Alexandrie, avec une de ses galères de commerce, un brigantin pour prendre les les lettres du consul vénitien.

29 avril. f° 106 r°

Retrait des prescriptions du 16 septembre 1434, relatives à la ferme des impôts.

Capta. — Cum, de mense Septembris preteriti, captum fuerit in hoc consilio, quod mandaretur Regimini Crete, quod affictare deberet de cetero datia Crete, cum conditione quod conductores eorum possent excomputari facere in creditis Camere tertiam partem precii ipsorum daciorum, etc. Cumque nuperrime habite sint litere a Regimine predicto, per quas scribit quod data fuit dominio nostro non bona informatio circa hoc, et quod datia predicta potius sunt augmentata, quam diminuta, et quod si dicta pars debebit observari et mitti executioni, ac fieri tales excomputationes, sequentur maxima inconvenientia, enormitates et inhonestates, et in damnum nostri comunis, et preiudicium agendorum nostrorum, ac etiam in damnum multarum aliarum personarum; et pro evitandis huiusmodi inconvenientiis sit necessarium providere. Ex nunc ordinetur et captum sit, auctoritate huius consilii, quod pars supradicta revocetur et pro revocata habeatur, in totum et per totum, sic quod nullius sit efficacie vel vigoris. Et de hac revocatione advisetur Regimen nostrum Crete, sibique mandetur quod non debeat illam observare, nec executioni mittere, sed pro revocata teneat, et sic anotari faciat deinde, et procedat ad incantationem et affictationem datiorum de inde, de tempore in tempus, secundum morem consuetum. Observando circa distributionem et dispensationem denariorum illius Camere, ordinem alias in 1430 de mense decembris datum super hoc et captum per istud consilium, sub pena ducatorum V^C^ pro quolibet contrafaciente, et declarando quod, si quid contra formam ordinis predicti distributum, sive dispensatum fuerit, nullius sit vigoris.

De parte 90 — De non 11 — Non sinceri 10.

20 mai. f° 109 v°

Ordre de remboursement, envoyé au gouvernement de Crète, en faveur du capitaine de l'île, qui a dépensé 1400 ducats pour ses compagnies.

13 juin. f° 114 v° 1435

Crédit de 100 hyperpères accordé au duc de Crète [1], pour réparations à son palais.

25 juin. f° 117 v°

Vitus de Canali a été élu capitaine de Crète, et a accepté ; mais il a en Crète des marchandises, et, aux termes de ses obligations, il ne peut s'occuper de commerce ; le sénat consulté sur ce qu'il y avait à faire, refuse de l'autoriser à les expédier.

9 juillet. f° 120 v°

Incantus des galères d'Alexandrie.

11 août. f° 125 r°

Le 26 juillet 1420, on a décidé de donner, en Crète, 45 hyperpères par 100 mesures, pour le blé « *seminato et recollecto ad donegale* ; » on décide de donner désormais 50 hyperpères.

Même date. f° 125 r°

Ordre au gouvernement de Crète de faire une enquête sur la question du sel dans l'île.

11 octobre. f° 130 r°

Les Génois ont été victorieux [2]. Pour indemniser les Crétois de l'armement d'un brigantin, envoyé à trois vaisseaux vénitiens et aux consuls de Syrie, et de la levée et de l'équipement de cent arbalétriers, on décide de tirer la somme nécessaire « *per varean mercationum* », que l'on amènera à Venise de Syrie et d'Alexandrie.

25 octobre. f° 131 v°

Ordre d'accepter comme valables les ordinations des prêtres grecs, faites par l'évêque de Mayna, ce qu'on ne faisait pas jusqu'alors, à cause du patriarche de Constantinople, qui est revenu sur ses décisions.

1. Marcus Lippomanus, jurisconsulte célèbre, distingué aussi par sa connaissance des langues latine, grecque et hébraïque.

2. Les Génois s'étaient révoltés contre le duc de Milan ; ils étaient appuyés par la République de Venise.

1435 26 novembre. f° 133 v°

Interdiction au gouvernement de Crète de rembourser, sans l'avis du Conseil, les 20,000 ducats prêtés par les juifs.

Capta — Cum in 1431 de mense septembris fuerit captum in hoc consilio, quod Judei insule nostre Crete deberent mutuare nostro comuni ducatos XX^{M}, et propter maximas expensas, quas habemus in Creta, et propter alia debita prius solvenda. — Vadit pars quod Regimen Crete non possit facere bulletum alicui pro solvendis denariis predictis, nisi cum licentia huius consilii Rogatorum, sub pena restituendi de suo proprio quod dederint et totidem pro pena, que exigatur per officiales rationum, qui revident huiusmodi rationes. Et si quicumque solvi fecissent, statim faciant restitui, et si quid de predicta summa exigi restaret, faciant exigere.

26 novembre. f° 133 v°

Délai jusqu'au 31 mars pour rendre ses comptes, accordé à Justinian, ex-duc de Crète, pour raison de maladie.

10 décembre. f° 135 r°

Les navires arrivés de Crète ont annoncé que les mers sont sans danger ; on ordonne au gouvernement de l'île d'armer une galère et de l'envoyer à Corfou, pour y attendre les ordres.

1436 10 janvier. f° 139 r°

Les cent arbalétriers envoyés de Crète en Syrie, avec une solde de trois mois, ont été ramenés à Venise où ils sont depuis quatre mois. On convient de leur donner leur solde aux frais du commun, et de les renvoyer ensuite en Crète, par le premier bateau qui partira, mais sans frais de voyage.

21 janvier. f° 140 r°

Les patrons des navires, quelle que soit la forme de leurs « *naulisata*, » devront les prendre et les porter à Modon ou en Crète.

3 février. f° 141 r°

Pour les condamnations faites « *pro nocturnis casibus*, » le gouvernement de Crète devra s'en tenir à ce qu'il faisait avant les décrets de juillet et décembre 1434. Le capitaine de Crète aura « *Jurisdictionem et libertatem in illos qui, cum armis et sine lumine, de nocte reperientur*. »

15 mars. f° 147 v° **1436**

Ordre au gouvernement de Crète de veiller à ce que les sacs d'épices, que l'on charge, soient bien intacts, et de punir sévèrement les voleurs.

Même date. f° 148 r°

Les parents ne peuvent occuper en même temps le poste d'avocats de la république ; réduction à douze du nombre des notaires assistants.

Capta. — Cum in Candida, singulis sex mensibus, eligantur Advocati XII, qui supplent ad curiam Regiminis et ad alias Curias palatii in causis specialium personarum, et quum ad dictam Advocatariam sepissime eliguntur fratres aut coniuncti sanguine, qui ex forma nostrorum ordinum, in officiis simul esse non possunt; intentio terre non habet locum, neque speciales persone habent qui defendant iura sua. Et bonum ac necessarium sit providere quod observetur in Creta id, quod observatur in Venetiis, in tali officio. Vadit pars, quod de cetero, in officio Advocatarie Crete, esse uno eodem tempore non possint aliqui, qui secundum formam ordinum nostrorum se expellerent de consilio.

De parte omnes alii — De non 5 — Non sinceri 2.

Facta fuit litera die 29 presentis.

Die XV Martii.

Capta. — Cum, in nostra Cancellaria Candide, reperiantur apud Cancellarium notarii XVII, qui habent salarium a nostro comuni, et utile sit statuere in illa Cancellaria numerum notariorum qui suppleat agendis et non cum tanta expensa comunis. Vadit pars, quod de cetero, ad Cancellariam nostram Candide, aliquis notarius accipi de novo non possit, quousque illi XVII qui nunc sunt, aut deficientes aut decedentes, reducti fuerint in duodecim tantum. Ita quod in predicta Cancellaria apud Cancellarium non sint notarii ad palatium nostri comunis, ultra duodecim ullo modo. Verum si ex numero XII postea deficeret aliquis, tunc Regimen Crete, videlicet Ducha et ambo consiliarii, quibus tribus attributa est facultas posse expendere pecunias comunis, possint alium sufficientem notarium de novo accipere, ad supplendum numero XII, sicut ipsis tribus videbitur utile et necessarium. Declarando ex nunc quod teneantur accipere notarios homines latinos et non grecos ullo modo.

De parte 128 — De non 3 — Non sinceri 1.

Facta fuit litera die 29 presentis.

2 avril. f° 151 v°

Marc Leno, envoyé à Alexandrie, passe par Candie, où il reçoit des informations.

1436 27 avril. f° 155 v°

Autorisation accordée, au gouvernement de Crète, d'accepter la démission d'un officier de la Chambre des comptes, pour laquelle on avait demandé l'avis du sénat.

30 avril. f° 155 v°

Autorisation de donner sa démission accordée, à un autre officier de la Chambre des comptes, à cause de la mort de son père, qui l'oblige à venir à Venise.

26 mai. f° 160 v°

Autorisation accordée aux moines de Saint-Georges le Grand de Venise, de vendre tous leurs biens sis en Crète, à condition d'en employer le prix à l'achat de nouvelles terres.

Capta. — Cum monasterium nostrum Sancti Georgii Maioris de Venetiis, sicut expositum est nostro dominio, habeat, in Insula Cretensi, certas possessiones, magazena, domos et bona tam in civitate Candide quam alibi in Insula antedicta, quas Monaci dicti Monasterii, ob certas racionabiles causas, optant permutare in aliis bonis sibi commodioribus, et sic asserunt obtinuisse a Summo Pontifice cum certis conditionibus descriptis et appositis in bullis apostolicis superinde confectis. Et supplicent ipsi fratres sancti Georgii habere licentiam et auctoritatem nostri dominii ad hoc necessariam, cum consiliis ordinatis. Vadit pars quod auctoritate huius consilii concedatur licentia dictis fratribus et Monasterio sancti Georgii Maioris, possendi vendi facere dictas possessiones, domos, magazena et alia quecumque bona habent in Candida, et aliis quibuscumque civitatibus et locis Insule Cretensis illo quam meliori et maiori precio poterunt, cum expressa conditione et ordine, quod totum et integrum precium ipsarum domorum, magazenorum, possessionum acque bonorum quod ex eis et uno quoque ipsorum , vel ipsarum rerum habebitur, debeat integraliter pervenire ad manus Reverendi patris domini Episcopi Castellani, qui cum nobilibus nostris .. procuratoribus dicti Monasterii Sancti Georgii ipsum precium ponant in aliis possessionibus vel bonis utilioribus et comodioribus ipsi Monasterio, prout et secundum quod in predictis bullis apostolicis continetur et in ulla alia re expendi, vel quomodolibet poni non possint.

5 juillet. f° 165 r°

Autorisation accordée aux marchands étrangers d'importer en Crète des draps, de l'ambre et « *vari* », par n'importe quels vaisseaux, mais en payant les « *datia* » et le « *nabulum* », comme si ces marchandises étaient transportées par les galères de Crète.

20 août. f° 170 v° **1436**

Incantus des galères d'Alexandrie et de Beyrouth.

30 août. f° 172 r°

Un brigantin vient de Crète avec des lettres de l'ambassadeur près du Soudan de Babylone ; on le renvoie de suite en Crète avec une lettre pour le gouvernement de l'île et la défense expresse de prendre d'autres lettres, sous peine, pour le capitaine, d'une amende de 25 hyperpères et d'un emprisonnement de deux ans en Crète. La lettre au gouvernement contenait l'ordre d'armer une galère ou un brigantin, pour aller à Alexandrie et à Beyrouth prévenir les marchands de pourvoir à leur sûreté.

30 septembre. f° 178 r°

Election des cinq sages de Crète.

19 octobre. f° 179 v°

Ordre au gouvernement de Crète d'envoyer une galère à Modon ou Coron, pour remplacer celle qu'on doit renvoyer en Crète pour son désarmement.

18 janvier. f° 188 r° **1437**

Georges Torellus se dit l'héritier d'un chanoine de Crète, mort intestat ; on l'autorise à aller en Crète pour prouver ses droits, et on lui promet, s'il y parvient, de lui donner l'héritage, actuellement sous séquestre.

26 février. f° 192 v°

Envoi d'une galère nouvelle à Coron et Modon.

SEN. MISTI R. 60 1437-1440.

1er avril. f° 5 v°

Election des cinq sages de Crète.

1437 · 21 juin. f° 19 v°

Crédit de 200 hyperpères alloué au nouveau duc de Crète [1], pour réparations à sa citerne et à son palais.

24 juin. f° 19 v°

Ordre de remboursement de 1,600 ducats, avancés pour l'équipement des compagnies de Crète.

24 juin. f° 27 r°

Interdiction aux châtelains de Modon et de Coron et aux gouverneurs d'au delà du Golfe, de laisser exporter les soies, les grains et les cires, sauf à destination de Venise et sur des navires vénitiens.

Capta. — Cum faciat, pro nobis ac pro comuni utilitate omnium nostrorum civium, providere quod sete, grane et cere terrarum et locorum nostrorum de extra Culfum, non extrahantur de dictis locis cum navigiis forensium, nec pro aliquo alio loco quam pro Venetiis pro comuni utilitate omnium mercatorum venetorum. Vadit pars quod scribatur Castellanis nostris Mothoni et Coroni ac aliis Rectoribus de extra Culfum, quibus videbitur quod, sub pena ducatorum mille, in suis bonis, ipsi non debeant consentire quod de terris et locis Regimini suo commissis, extrahantur sete, grane et cere, nisi pro Venetiis et cum navigiis Venetorum vel subditorum dominio Venetiarum. Et nostri subditi qui contrafacerent vel venderent perdant valorem, de quo Rectores inquirant. Et habeant tercium, tercium accusator et aliud tercium comune.

De parte omnes alii — De non 2 — Non sinceri 2.

Corphoy — Tane — Neapolis romanie — Nigropontis — Castellanis Mothoni et Coroni — Crete duche et consiliariis — et successoribus, 28 julii presentis.

Même date. f° 27 v°

Ordre aux gouverneurs de Coron, de Modon et de Corfou d'envoyer en Dalmatie la galère de Crète, revenant de l'Archipel.

19 septembre. f° 37 r°

Election des cinq sages de Crète.

28 novembre. f° 45 r°

Les hommes de la galère de Crète, qui sont à Venise et vont partir pour la Barbarie, se trouvent dans une grande indigence.

1. Ce nouveau duc de Crète était Matthieu Donat.

La République avance pour eux 500 ducats, remboursables par le gouvernement de Crète. 1437

14 décembre. f° 47 r°

La République a encore avancé 300 ducats pour l'expédition de la galère de Crète ; ordre est donné au gouvernement de l'île de rembourser toutes les avances, qui forment un total de 800 ducats.

21 décembre. f° 48 r°

Ordre au capitaine du Golfe de licencier la galère de Crète, et d'en armer, de suite, une autre pour aller à Corfou.

23 janvier. f° 51 r° 1438

On envoie une grosse galère de Venise pour prendre en Crète quatre cent cinquante « *colli* » qui s'y trouvent. Son séjour devra être de six jours, non compris les jours de l'arrivée et du départ ; elle pourra emporter à l'aller des marchandises et devra être à destination le 14 février.

27 janvier. f° 52 r°

Election de deux syndics extraordinaires.

18 février. f° 59 r°

Mesures prises pour l'armement complet d'une galère, qui va en Crète.

19 mars. f° 60 v°

Interdiction au gouvernement de Crète de retarder le recouvrement, que font les officiers de la trésorerie, des sommes dues à la République.

Capta. — Quum Camerarii Crete, ex auctoritate sui officii, et ex forma ordinum et partium nostrarum, aliquando exigent a debitoribus comunis debita que recte et iustissime debent exigere, Regimen Crete, ex quadam auctoritate et licentia, quam sibi assummunt, interdicunt pignora per Camerarios accepta et suspendunt exactionem debiti nostri comunis, ad beneplacitum suum, quod non est benefactum, quia Regimen Crete, quod dare tenetur favorem et auxilium illis qui exigunt pecuniam nostri comunis, est illud quod impedit exactionem cum magno damno et interesse comunis. Vadit pars quod de cetero Regimen Crete non possit impedire, suspendere vel facere differri quando exigantur denarii nostri comunis a debitoribus comunis, debito tempore, sub pena ducatorum. C. Duche et cuilibet consiliariis, qui impediret, suspenderet vel iuberet differri

1438 ad exigendum pecuniam predictam nostri comunis. Cuius pene medietas sit Camerariorum, et alia medietas Sindicorum vel Advocatorum comunis, quibus primo fieret conscientia.

Verum si occurret aliquod dubium inter debitorem et camerarios, possit Regimen, pro declaratione veritatis, differri facere et suspendere per aliquot dies, non transeundo unum mensem ullo modo, sub pena predicta.

31 mars. f° 70 r°

Election des cinq sages de Crète.

7 avril. f° 75 r°

Ordre au gouvernement de Crète d'envoyer deux galères à Corfou.

3 mai. f° 77 r°

Antonio Michiel, capitaine de Crète, étant mort avant la fin de sa charge, on décide, par raison d'économie, que ses compagnies qui sont demeurées peu de temps en Crète, serviront sous son successeur.

8 mai. f° 78 v°

Par suite des entraves que le Soudan apporte au commerce, on décide que les vaisseaux qui conduiront les pèlerins en Terre Sainte, ne pourront emporter de marchandises ; ordre est donné, en conséquence, aux castellans de Crète et des autres endroits, de veiller, et de poursuivre toute infraction.

13 mai. f° 80 r°

Dans le cas ou le duc et les deux conseillers de Crète seraient d'avis différents, ils devront s'adjoindre le capitaine de Crète, afin d'avoir une majorité. Si, d'autre part, pour la justice, les officiers de la trésorerie appelés, ne peuvent pas siéger à cause de parenté avec les parties ou quelque autre motif, on invitera le capitaine à les remplacer.

13 mai. f° 80 r°

Instructions aux syndics extraordinaires.

Les syndics doivent commencer par la Crète, et tous ceux qui auront à se plaindre du gouvernement viendront déposer devant eux, dans un délai fixé.

Ils pourront convoquer les différents fonctionnaires et leur demander des comptes, et s'ils en trouvent de coupables, les assi-

gner pour comparaître à Venise ; mais si le délit était si considérable que les coupables puissent vouloir échapper, les syndics auront le droit de les faire mettre en prison et de les envoyer sous bonne garde à Venise. 1438

Ils examineront les comptes des blés et des grains.

Ils pourront assigner un terme pour le payement des dettes contractées envers la République, et si on ne paye pas dans le délai voulu, ils auront droit d'exiger le capital, plus deux sous par livre qui seront pour eux. Les débiteurs qui ne s'acquitteront pas à temps ne pourront être admis à aucune charge publique, sous peine, pour ceux qui les nommeraient, d'une amende de 500 livres. Ils pourront interroger jusqu'à douze habitants dans chaque localité, tant grecs que latins, pour savoir s'il y a des plaintes contre l'administration, en leur disant toutefois que s'il est prouvé qu'ils n'ont pas dit la vérité, ils seront privés, pendant dix ans, de l'éligibilité aux charges publiques ou à tout bénéfice, et payeront en outre 500 hyperpères ou feront six mois de prison.

Ils ne pourront s'enquérir de la conduite privée des individus.

Ils veilleront à ce que les chanceliers, les scribes et les notaires n'aillent jamais, selon les règlements déjà en vigueur, à la vente d'une possession quelconque de la république.

Les différences ou les points sur lesquels on appelle l'attention des syndics sont les suivants :

Capta. — Nos Franciscus Foscari Dei gratia dux Venetiarum, etc. Committimus Vobis nobilibus Viris Blasio Venerio et Bartholomeo Superantio, dilectis Civibus et fidelibus nostris, quod pro bono hortamine et salute nostrorum fidelium et subditorum, et pro utilitate nostri comunis, ire debeatis nostri solenes Sindici et Provisores ad insulam nostram Crete, Nigropontis, Tinarum et Michonarum et Cetherici, Neapolis Romanie, Coroni et Mothoni, Nepantum et Corphoum. Ut subditi, etc. . . . .

. . . .

Que consilia Vobis dabimus omni ebdomada, una vice, sicut a nobis requiretis, sub pena librarum X pro quolibet consiliario qui contrafaceret; in quibus consiliis nostri consiliarii esse presentes teneantur sub debito sacramenti. Et ut Rectores et offitiales quos reperietis in culpa, qui complevissent et forent in illis partibus, non possint se excusare, teneamini dictis Rectoribus et officialibus vestris litteris significare et committere ac sibi imponere penam et penas, quod debeant mittere Venetias suum procuratorem legitimum ad defendendum jura sua aut dirrecte venire Venetias. Alioquin procedetis contra eos, sua absentia non obstante. Et non possit dictis Rectoribus et officialibus ultra terminum, primo per vos sibi

1438 datum, amplius elongari, nisi propter causas que nostro dominio licite videbuntur, in probando quod vellent ad sui defensionem notando eis capitula, super quibus debent fieri procuratores et commissarii ad respondendum. . . . .
. . . .

Denotamus etiam Vobis, quod, usque decem octo menses, non potestis eligi ad aliquod offitium, beneficium, vel Regimen Comunis Venetiarum, intus et extra, nisi primo expediveritis intromissiones et alia, que agere habebitis vigore dicti sindicatus; sed si, ante dictos decem octo menses, expediveritis predicta, tunc et eo casu potestis, eligi ad Regimina et officia, et beneficia predicta. Verum si post dictos decem octo menses aliqua restabunt vobis expedienda, ex nunc ea sint commissa nostris auditoribus novis sententiarum, qui ea debeant expedire, cum illa libertate quam vos habetis. . . . .
. . . .

Insuper dari fecimus vobis in nota munitiones missas ad loca nostra ad que ituri estis, ut eas videre et examinare debeatis, et providere super ipsis, sicut pro bono comunis nostri vobis videbitur, reportando nostro dominio super uno libro in scriptis omnes munitiones quas in locis ad que ituri estis reperietis. Insuper debetis inquirere si damna, fraudes et extorsiones facte sunt per dictos Rectores et officiales ac alias personas contra nostrum comune, cum illa libertate et modis omnibus quos habetis de aliis vobis commissis. Et de omni loco, ubi fueritis, scribatis nostro dominio particulariter omnes introitus et expensas nostri comunis et similiter condictiones omnium locorum, reportando quoque ea in reditu vestro, super uno libro, particulariter notata, pro nostra informatione. . . . .

Verum, quia in locis Crete, Nigropontis et aliis superius nominatis, sunt multi veri debitores nostri comunis, sine ulla contradictione committimus vobis quod, quando eritis in ipsis locis, et essent similes debitores, debeatis fieri facere proclamationes, quod debeant infra illum terminum qui vobis videbitur secundum moram vestram, in dictis locis persolvisse capitale sine pena, et si non solvent ad ipsum terminum, tunc exigere debeatis capitale et soldos duos pro libra, que pena sit vestra. Et ulterius omnes debitores cuiuscumque condictionis, qui non solvent ad terminum per vos datum non possint eligi per Rectores de inde, ad aliquod offitium vel benefitium comunis Venetiarum ullo modo, sub pena librarum V^c illis Rectoribus, qui eligerent vel aliquo modo substituerent in aliquo offitiorum vel benefitiorum predictorum, aliquem debitorum predictorum; et si in Venetiis eligerentur ad aliqua Regimina vel officia, ex nunc declaretur quod sint extra, et solvant penam ac si refutassent.

De processibus autem, qui iam forent intromissi et abinati per nostros Advocatores comunis, non potestis vos impedire et tenean-

tur Advocatores illos vobis dare in scriptis, ut sciatis quid debeatis observare. 1438

Et quia sumus informati specialiter de Insula nostra Crete, aliquos propter timorem periurasse, et postea dixisse velle potius stare spei gratia Dei quam cadere in odium nobilium Venetiarum, committimus vobis quod declaretis omnibus quibus dabitis sacramentum in omnibus locis, ad que ibitis, quod si, aliquo tempore ipsi reperirentur periuri, et non dixisse punctaliter veritatem, privabuntur omni offitio et benefitio dominii nostri per annos decem, et cadent de yperperis quingentis, quorum medietas erit accusatoris, et alia medietas erit nostri comunis et Rectoris locis, et publicabitur periurus, et pacietur penam statutam periuratoribus, et qui non habuerit unde solvere, stabit sex menses in carceribus. Sed si vestro tempore reperientur periurii vos sitis executores penarum et habeatis partem Rectorum. Et simile sacramentum detis, si scietis per aliquem bona nostri comunis fuisse indebite occupata vel male administrata. Insuper possitis facere, et fieri facere omnes alias proclamationes solitas fieri pro inveniendo furta que ibi committuntur, ut veritatem de omnibus habere possitis.

De parte 38.

Ser Johannes Mauro sapiens ordinum, vult capitulum suprascriptum per totum, salvo quod non possint de fornicationibus et adulteriis ire per inquisitionem, ullo modo.

De parte 98 — de non 6 — non sinceri 1.

Quia per consilium Rogatorum prohibitum est Cancellariis, et scribis, ac notariis Camerariorum Crete, et Nigropontis, et aliorum locorum nostrorum, et aliis pro eis, et eorum nomine, non posse habere ad incantum ullo modo de territoriis et possessionibus nostri comunis, que ad incantum dantur, sub pena perdendi totum quod acciperent, mandamus vobis, quod etiam in hoc diligentiam habere debeatis, et inquirere, et procedere contra omnes qui contrafecissent. Et similiter prohibitum est Supracomitis galearum Nigropontis, et filiis suis, sub eisdem penis.

Et quia in stratis publicis et locis, per que habent transire illi qui gravari se volunt de nostris Rectoribus et offitialibus, stant aliqui ad petitionem Rectorum et aliorum, et quando conquerentes volunt venire ad Vos retinentur cum verbis minatoriis, et aliquando cum promissionibus et aliis multis modis, inducendo illos precibus, minis, et aliquando pretio, quod non veniant ad accusandum vel se gravandum, propter quod vos non potestis habere veritatem rerum sicut volumus; mandamus vobis quod, quando eritis in locis superius ennaratis, diligentem curam circa hoc habeatis et si reperietis aliquem talia perpetrasse, ipsum condemnare debeatis in pecunia, et ad carceres ad minus, pro tot diebus, quot ibi stare habebitis, sicut justum vobis videbitur.

Item sciatis quod de aliqua condemnatione vel sententia que fiet

1438 pro placitare vestrum, vel alicuius vestrum, non potest fieri gratia, donum, remissio, recompensatio, termini elongatio, nec aliqua declaratio, nisi per sex Consiliarios, tria Capita XXXV de XL[ta], et tres partes maioris Consilii.

De pecuniis autem necessariis pro expensis vestris et familie vestre, scribimus Rectoribus Insule Crete, Nigropontis et aliorum locorum nostrorum suprascriptorum, quod vobis subvenire debeant, sicut duxeritis requirendum et de transitu vestro de uno loco ad alium, scribimus Baiulo et Capitaneo Nigropontis, et Consiliariis suis, quod ad omnem vestram requisitionem, existentibus vobis in Nigroponte, aliquod sufficiens navigium et tutum vobis faciant consignare. Et similiter scribimus Supracomitis et aliis Capitaneis nostrorum navigiorum armatorum, quod in casu quo se reperirent in illis partibus et locis, ubi vos reperietis, et fuerint requisiti a vobis tam oretenus, quam per literas, debeant vos levare et conducere prout duxeritis ordinandum, pro celeri expeditione agendorum vobis commissorum, et si forte non possetis per dictum modum habere passagium, vos providere debeatis de transitu vestro prout melius poteritis, cum quam minori expensa poteritis nostri comunis. Scribimus quoque Potestati et Capitaneo Neapolis Romanie, quod, pro passagio vestro de Neapoli Mothonum vel alio, ubi esset expediens debeat providere, pro celeri expeditione vestra et agendorum vobis commissorum, de navigiis sufficientibus, seu de galea sibi commissa, ita quod possitis venire secure et sequi mandata nostra.

Quoniam per suprascripta capitula de inquirendo contra illos qui male administrassent pecuniam comunis non videtur vos Sindicos et provisores habere libertatem, in aliquo casu, inquirendi contra aliquam specialem personam, et sicut fertur publice aliqui cives et habitatores ipsorum locorum Crete, Romanie, et aliorum locorum suprascriptorum pro necessitatibus arduis nostri comunis, in illis partibus mutuaverunt multam pecunie quantitatem Rectoribus nostris, nomine nostri comunis, aut pro stipendio galee, aut ex alia causa, habere debebunt a nostro comuni, quam pecuniam non valentes rehabere aliquo modo in totum vel in partem, fecerunt venditionem de dicta pecunia, aliquando pro tribus quartis, et aliquando pro medietate, et aliquando minori precio aliquibus emptoribus quibus statim solutum fuit de bonis denariis, pro tota quantitate dictorum denariorum nostro dominio mutuatorum, quod fuit cum onere nostri comunis, quia dicti emptores nichil de bursa sua solventes nec aliquid mutuantes lucrati sunt tercium aut medietatem, propter quod solvi non potuit nec dari ubi magis necessarium erat dari et solvi, sicut sunt soldati qui compleverunt pagas suas, et alie multe res opportune nostro comuni, committimus vobis quod, quando eritis in partibus Crete, Romanie et aliorum locorum suprascriptorum, debeatis diligenter inquirere et examinare, contra omnem personam quam senseritis fecisse talia mercata, per modum

predictum, et quos noveritis emisse de talibus denariis ac lucratos fuisse, ut supradicitur, faciatis totum illud lucrum quod exinde percepissent, restitui et dari venditori. Verum ut sitis magis soliciti ad inquirendum de predictis mercatis et lucris, habere debeatis de toto eo quod inveneritis et restitui feceritis soldos duos pro libra. Et si vobis constiterit aliquem Rectorem vel officialem nostrum fuisse principalem vel participem emptionis vel lucri, debeatis procedere contra eos vel eum, sicut in parte de male administrantibus pecuniam comunis continetur, vobis commissa in illa parte, que tetigisset illum Rectorem vel offitialem de dicta emptione vel lucro tantum. Et si dictus Rector vel offitialis per amicitiam illos dedisset et consensisset his illicitis et inhonestis mercatis, possitis contra illos Rectores, vel offitiales procedere sicut vobis videbitur, cum illa libertate quam habetis de aliis vobis commissis. Et si de predictis, vel aliquo predictorum fuerit accusator per quem veritas habeatur habeat soldos duos pro libra de parte quam restitui feceritis, et teneatur de credentia. 1438

Item pars de furantibus.

Item pars de solidando rationes cum officialibus Rationum, infra quindecim dies in reditu.

Insuper ut sciatis libertatem quam habetis super factis, pro quibus estis provisores, vobis committimus, quod quando eritis in locis nostris Crete, Nigropontis, Coroni et Mothoni, Neapolis Romanie, Corfoi, et aliorum locorum specificatorum debeatis esse, et cumferre cum Rectoribus ipsorum locorum, et statim inquirere et investigare diligenter de omnibus que vobis videbuntur esse utilia et necessaria provideri, pro comodo et conservatione ipsorum. Et facta diligenti examinatione, debeatis simul cum ipsis Rectoribus poni facere vestras oppiniones et consilium in scriptis, quas vestris literis inclusas debeatis portare Venetias, et nobis presentare. Verum sit licitum vobis et cuilibet vestrum infra tres menses post vestrum appulsum Venetias venire ad consilium Rogatorum, quod nostri Consiliarii vobis dare debeant, quando illud pecieritis, sub pena librarum C, et consulere et ponere illas vestras provisiones omnes quas feceritis annotare.

De parte 112 — de non 2 — non sinceri 3.

Verum si vobis sindicis et duche et Capitaneo ac Consiliariis videretur fienda in Crete aliqua provisio utilis et necessaria pro bono nostri comunis, sumus contenti et placet nobis quod, per quatuor vestrum ad minus, in concordio, fiant ille provisiones que vobis videbuntur utiles et necessarie, que observentur quousque per hoc consilium Rogatorum fuerint revocate. Et hoc ipsum facere possitis in Rethimo, Canea et Sithia, si Rector loci erit in opinione vobiscum. Verumtamen in vestro reditu debeatis illas provisiones adducere Venetias et presentare nostro dominio. Et consiliarii teneantur sub pena librarum C pro quolibet, fecisse infra tres menses illas legi in

1438 consilio Rogatorum et ballottari. In quo quidem consilio semper vos debeatis esse presentes. Declarando tamen quod non possitis facere aliquam provisionem contra aliquam partem captam in consiliis nostris.

De parte 11.

Debeatis insuper, postquam applicueritis Venetias, sub pena librarum mille pro quolibet vestrum, que sit nostrorum Advocatorum comunis, presentare ipsis nostris Advocatoribus comunis unam copiam omnium et singularum intromissionum, querelarum, testificationum, capitulorum ac omnium aliorum actuum et scripturarum per vos factarum, similem illi quam penes vos retinebitis, et teneatur notarius vester dictam copiam presentare et dare ipsis nostris advocatoribus, si vos sindici illam dare nolletis et similiter manifestare ipsis advocatoribus, si per vos non fuerit integraliter data copia omnium scripturarum et aliorum actuum, ut supra, sub pena privationis offitii. Et non possitis auctoritate propria absolvere aliquem ex capitulatis per vos, seu quemlibet vestrum, sed veniatis ad consilium de XL[ta] vel collegium in quo, lectis scripturis, possitis ponere partem, quod sint expediti a vobis. Et ulterius teneamini in quolibet locorum suprascriptorum, ubi sindicaveritis, dimittere in manibus Rectorum nostrorum quorumlibet ipsorum locorum, unam copiam scripturarum, querelarum, et testificationum, ac quorumlibet aliorum actuum acceptorum et factarum, in quolibet locorum predictorum, bullatis bulla vestra, et Rectores nostri dictorum locorum teneantur post recessum vestrum de dictis locis, dictam copiam mittere Venetias ad manum domini ducis per primum navigium Venetias accedens, quam quidem copiam debeamus penes nos conservare.

Et si aliquis vestrum intromiserit aliquem, et postmodum non fuerit ad placitandum illum ad consilia, ille talis vestrum, qui non fuerit ad placitandum illum, non debeat habere partem penarum, ad quas ille placitatus fuisset condemnatus, sed sint dicte pene solummodo illius qui placitabit. Habendo illas, sicut superius continetur, salvo semper justo impedimento, quod cognoscatur per nostrum dominium.

Et tenemini insuper dare copiam capitulorum omnibus per vos intromissis, XV diebus antequam eos ducatis ad consilia.

Et non possit terminus mensium XVIII in superioribus capitulis specificatus, infra quem debetis omnia placitasse et expedivisse, per aliquem prorogari, nec condemnationes ut superius dictum est vobis aliter dari, sub pena ducatorum mille cuilibet ponenti partem in contrarium, de qua pena non possit fieri gratia, sub dicta pena.

Verum ordinetur, quod, quando vos, aut aliquis vestrum, voluerit venire ad aliquod consilium, vel collegium pro expediendo a vobis aliquem ex capitulatis per vos, debeat tunc et in isto casu, dominium mittere ad accipiendum scripturas illius cause, que erunt in mani-

bus nostrorum Advocatorum comunis, et illas facere auscultari cum aliis scripturis, quas vos, predicta causa, legi facietis ut omnia magis ordinate procedant. 1438

Habere debetis pro toto hoc sindicatu de salario ducatos quadringentos auri, vel valorem eorum, pro quolibet, habendo hic Venetiis ducatos ducentos pro quolibet, et alios ducatos ducentos pro quolibet habere debeatis in Candida, ad rationem Venetam. Et ducere debetis vobiscum duos famulos pro quolibet, unum notarium, et unum ratiocinatorem, cum uno famulo et unum cochum. Et possitis expendere ducatos duos et unum tercium in die, non computatis agotiis equorum et nabulis navigiorum.

Insuper dare debeatis Johanni de Zambertis, notario vobiscum venienti, ducatos triginta auri, de pecunia nostri comunis, sicut per elapsum est solitum dari aliis notariis Sindicorum, ultra alias utilitates quas sibi dabitis. Item dabitis ratiocinatori ducatos triginta. Et de quarto condemnationis medietas sit notarii vestri et alia medietas ratiocinatoris.

Sed ex nunc sit captum quod dicto notario, qui est ad officium de Catavere, reservetur officium usque reditum suum.

De parte 119 — de non 3 — non sinceri 1.

21 juillet. f° 97 r°

Ordre aux gouvernements de Modon et de Coron d'envoyer de suite à Venise, celle des galères de Crète qui sera le mieux armée, et ordre au gouvernement de Crète d'armer au plus tôt deux galères et de les envoyer en Dalmatie, outre les deux galères qu'il doit régulièrement armer.

18 août. f° 100 v°

Comme, vu les circonstances [1], les galères de Beyrouth et d'Alexandrie ne feront probablement pas leur voyage cette année, on autorise les marchands à transporter leurs marchandises en Crète, comme ils le trouveront opportun, en payant toutefois les droits ordinaires et la moitié du *nabulum*.

5 septembre. f° 103 r°

Avance de 500 ducats, remboursables par le gouvernement de Crète, pour les frais de la galère de Crète, qui doit aller à Padoue.

1er octobre. f° 105 r°

Election des cinq sages de Crète.

1. Les Vénitiens étaient en guerre avec le duc de Milan et le marquis de Mantoue.

1438 14 octobre. f° 105 v°

Délibération au sujet du transport de marchandises pour Candie, sur une galère de pèlerins. Le Conseil refuse la permission par 63 voix contre 53 et 8 abstentions.

Même date. f° 106 r°

Autorisation accordée à un marchand vénitien d'amener les épices de Crète.

20 octobre. f° 106 v°

Même autorisation aux galères d'Aigues-Mortes, qui recevront les $^4/_5$ du nabulum.

Même date. f° 106 v°

Autorisation accordée à un marchand vénitien de transporter à Venise les vins de Crète.

8 novembre. f° 110 r°

Les deux galères de Crète se trouvant à Zara, l'une reçoit l'ordre d'aller à l'embouchure du Pô, et l'autre de rester en Dalmatie.

10 décembre. f° 112 v°

On refuse à une galère de Crète le délai demandé avant de se rendre à l'embouchure du Pô.

31 décembre. f° 115 v°

Comme les vins de Crète s'expédient tous sur des navires étrangers, on exige pour les vaisseaux autres que les vaisseaux vénitiens ou crétois, outre les droits de sortie, 2 ducats $^1/_2$ pour chaque *buta mistatorum 42, qui sunt quarte XII*, quand les vins iront vers l'Occident; quant à ceux qui seront expédiés vers le Levant, on repousse par 90 voix contre 38 et 17 abstentions, un droit supplémentaire de 1 ducat, dans les mêmes conditions.

1439 2 janvier. f° 116 r°

Renvoi des deux galères de Zara en Crète, avec ordre au gouvernement d'en armer de suite deux autres.

11 janvier. f° 117 v°

Armement d'une galère contre les pirates.

12 janvier. f° 118 r° 1439

Avance de 1000 ducats, remboursables par le gouvernement de Crète, pour l'armement de deux galères.

21 février. f° 125 r°

Ordre de demander aux juifs de Crète, pour trois ans, une somme de 4000 ducats par an, pour subvenir aux frais de la guerre [1].

Capta. — Quum conveniens est et honestum ut terre nostre maritime sentiant aliquam honestam gravedinem de guerra presenti, et incipiendo primo ab Insula Cretensi. Vadit pars quod a Judeis Insule Crete, qui sunt multi et divites, accipiantur, pro tribus annis, ultra id quod solvunt ad presens, ducati quatuor mille in anno, qui denarii exigi debeant per Regimen Crete et mitti de tempore in tempus Gubernatoribus introituum, sub penis et stricturis aliorum denariorum ipsorum Gubernatorum.

De parte 113 — De non 2 — Non sinceri 3.

Item quod sicut messetaria in insula Crete erat media pro C° pro parte; ita sit a modo in antea una pro C° pro parte, quod augmentum medie pro C° veniat in nostrum comune et de ipsa teneri debeat computus separatus et de per se, et mittantur denarii ad gubernatores Introituum, sub penis et stricturis suprascriptis.

De parte 113 — De non 1 — Non sinceri 2.

Même date. f° 125 v°

Imposition de 4000 ducats, pour la guerre, aux habitants des cités et bourgs de Crète et de Sithie.

Capta. — Quod scribatur Regimini Crete in ea bona forma, que dominio videatur, ut convocari debeat ex illis nostris feudatis de inde in eo numero qui dicto Regimini videatur, et eis proponere quod, pro subventione presentis guerre, nobis videtur quod etiam ipsi debeant participare in contribuendo, inter ipsos et feudatos Crete et Sithie usque summam ducatorum quatuor millia in anno, per annos tres, videlicet tercium singulis quatuor mensibus. Et propterea audiant parere ipsorum et per eos modos, qui magis grati et acceptiores viderentur dictis feudatis, provideat dictum Regimen habere omnino a dictis feudatis Crete et Sithie dictos ducatos quatuor millia in anno.

1. Une ligue venait d'être signée entre le pape et les républiques de Venise, de Florence et de Gênes, pour faire la guerre au duc de Milan. Venise devait supporter les deux tiers des frais de cette guerre, et Florence y contribuer pour l'autre tiers.

1439 Et in eadem forma scribatur Rectori Canee de ducatis mille ducentum dividendis inter feudatos Canee.

Et inter feudatos Rethimi de ducatis octingentis.

De parte 75 — De non 17 — Non sinceri 15.

Même date. f° 125 v°

Monopole du sel entre les mains de la République. Tout le sel lui sera réservé ; elle le payera 12 tournois la mesure, aux *affidatores salinarum*, et sous peine de dévastation des salines, il leur est interdit de vendre du sel à qui que ce soit. Défense est faite de se servir en Crète d'autre sel que celui de la République, sous peine de six mois de prison et d'une amende de 1 ducat par mesure de sel introduit. Le *conductor* du *dagium* pourra faire *illas canipas que sibi videbuntur* en donnant le sel pour 12 sous la mesure, et faisant à ses frais toutes les provisions *pro dicto dagio.*

23 février. f° 126 r°

Avance de 450 ducats, remboursables par le gouvernement de Crète, pour l'envoi d'une galère.

9 mars. f° 131 r°

On recommande de s'en tenir à l'usage, où l'on est en Crète, de donner les bénéfices pour une ou deux années, et non pour toute la vie, afin de pouvoir être utile à plus de fidèles.

31 mars. f° 135 r°

Election des cinq sages de Crète.

16 juin. f° 151 v°

Avance de 1,400 ducats, remboursables par le gouvernement de Crète, au nouveau capitaine de l'île, pour le recrutement et l'équipement de ses compagnies.

30 juin. f° 155 r°

Deux galères de Crète reçoivent l'ordre d'accompagner, jusqu'à Ténédos, la galère qui va à Tana.

6 juillet. f° 157 r°

Envoi en Crète de 400 rames de galères, par les vaisseaux qui retournent dans l'île.

11 juillet. f° 157 v° 1439

Départ des galères d'Alexandrie, sur lesquelles se trouve avec sa famille le chancelier de la Canée, auquel on fournit le passage gratuit.

Même date. f° 159 r°

Permis de départ pour deux galères, se rendant à Candie afin d'y prendre des épices ; on fixe leur *nabulum : sint ad unum denarium de nabulis eundo, stando et redeundo.* Les patrons doivent donner aux patrons de l'arsenal 400 ducats; le capitaine reçoit 12 livres de gros et a droit à deux serviteurs. Il faut un *admiratus*, trente arbalétriers, dont trois nobles, à la solde de 20 ducats pour le voyage, par vaisseau. Les galères ne pourront partir que quinze jours après celles d'Alexandrie.

Même date. f° 160 r°

L'argent provenant des *incantus* précédents, devra être employé par l'administration de l'arsenal, à l'armement des galères et à l'achèvement de la préparation des galères qui doivent faire le voyage de Candie.

26 juillet. f° 162 r°

Ordre au capitaine du Golfe d'envoyer une galère de Crète procéder à son désarmement, en lui donnant du biscuit pour sa subsistance.

30 juillet. f° 163 v°

L'argent résultant des impositions faites aux Crétois [1], pour la guerre, sera tout entier employé à acheter du blé et des grains. Le gouvernement l'enverra aux *provisores bladi.*

1er août. f° 164 r°

Le gouvernement vénitien ayant appris que les syndics sont en Crète depuis sept mois et s'occupent peu de leurs fonctions, leur fait ordonner, par le gouvernement de Crète, de se rendre de suite en d'autres endroits.

21 août. f° 165 r°

Les scribes des vaisseaux qui vont chercher des épices, sont tenus de recevoir les marchandises à toute heure. Les sacs qui se-

1. Voir au 21 février 1439.

1439 raient déchirés seront acceptés à leur poids, *sine reservatione.*

28 octobre. f° 175 v°

Les patrons de l'arsenal n'ayant pas assez d'argent pour envoyer les galères de Crète charger les épices, on invite les marchands qui en attendent à se présenter devant les *extraordinarii* et à donner un ducat par *collo Alexandrie* et 42 gros par *collo de Damas.* On promet de restituer avec 8 % les sommes reçues en plus; mais ceux qui n'auront pas payé payeront la moitié en plus. Les galères doivent partir dans seize jours.

26 décembre. f° 182 r°

Le capitaine de Crète devra partir avec ses galères le 7 janvier; il ne devra faire la *bulleta pro onerando species Candide*, qu'à Candie même, et ne charger que là.

31 décembre. f° 183 v°

Crédit de 400 hyperpères, accordé au duc de Crète, pour des réparations à son palais.

1440 2 janvier. f° 184 r°

Ordre au gouvernement de Crète d'envoyer une galère dans le Golfe, contre les pirates.

11 février. f° 192 r°

Interdiction de transporter des marchandises du Levant en Occident.

Capta. — Cum per nostros qui mittunt vina de Creta in Ponentem, committantur multa contrabanna specierum, nam cum vegetibus vini mittunt vegetes specierum. Et nisi fiat debita provisio, eveniet quod mali et inobedientes erunt melioris condictionis bonis et obedientibus. Et licet sit prohibitum non posse mitti species de partibus Levantis vel Romanie ad partes Ponentis, et etiam cum navigio disarmato mitti Venetias, tamen videtur quod illa provisio que nunc est, non prohibet, quando contrafiat per omnes naves, quocirca necesse est facere superinde provisiones. Vadit pars quod salvis ordinibus et penis datis omnibus qui mitterent species de Levante in Ponentem, aut cum navibus Venetias, aut ad partes Italie, contra ordines nostros, addatur quod, si quis de cetero compertus fuerit mittere de Creta vel de Mothono, Romania vel Levante species cum aliqua navi, aut pro Ponente, aut pro Venetiis, stare debeat in carceribus duobus annis, et ille species vel valor earum sit perditus. Patronus vero navis, vel nauclerius, vel scriba, vel alius homo na-

vis, qui scienter illas levaret, similiter stare debeat uno anno in carceribus. Et quicumque accusaverit habeat medietatem specierum predictarum, vel valoris earum et teneatur secretus, et liceat cuique semper et omni tempore accusare, habendo medietatem, et Regimen Crete, aut Rectores Levantis, aut Viceconsules nostri Londre et Bruzes et Terrarum Ponentis, et similiter Advocatores comunis in Venetiis aliam medietatem, si sibi fiet conscientia, qui omnes teneantur, sub debito sacramenti, inquirere et investigare de predictis diligenter, possendo ponere personas ad sacramentum, sicut sibi videretur. Et liceat cuique patrono navis aut marinario, qui in navi reperiet species, tenere eas, quarum medietas illico sit sua, sine alia terminatione, et alia medietas sit Rectorum nostrorum baiulorum vel Viceconsulum Levantis aut Ponentis, aut Advocatorum comunis Venetiarum, aut aliorum nostrorum officialium, quibus primo fieret conscientia. Verum teneatur Baiulus Constantinopolis, Regimen Crete, et similiter Castellanus Mothoni, effectum presentis partis facere publicari super platea sui Regiminis et super qualibet navi, que de suo Regimine recederet, per IIIIor dies ante recessum cuiuslibet navis, que inde recederet. Et hoc addatur in commissione duche et consiliariorum Crete et Castellani Mothoni, et scribatur Consulibus et Viceconsulibus et aliis Rectoribus Levantis et Ponentis quibus videbitur. Et addatur in capitulari Advocatorum comunis. 1440

De parte 121 — De non 0 — Non sinceri 2.

19 mars. f° 201 v°

Le patriarche de Constantinople à donné à Manoli de Pilotis, pour une période de 29 ans, et par acte notarié, le *casale* de Calopacides, district de Candie ; Manoli l'a cédé à son frère Georges, ce qui est contraire à la loi, d'après laquelle les possessions ecclésiastiques ne peuvent être louées ou aliénées pour plus de trois ans. On a retiré, pour cette raison, le *Casale* à Manoli, mais on le lui rend, sur sa déclaration qu'il ignorait la loi.

1er avril. f° 204 r°

Election des cinq sages de Crète.

11 mai. f° 217 r°

Si les galères de Crète commettent quelque dommage à Corfou, le baile du lieu devra en avertir le gouvernement de Crète, qui en tiendra compte pour le payement des hommes.

18 mai. f° 217 v°

Des vaisseaux partant de Crète pour la Flandre, avec des vins et d'autres marchandises, on ordonne au gouvernement de les

1440 faire aller de conserve; et si d'autres vaisseaux crétois partent aussi dans le même temps, ils devront aller tous ensemble.

30 mai. f° 219 v°

Retrait de la décision, prise le 31 décembre 1438, sur le transport des vins.

Capta. — Cum Regimen Crete scripserit nostro dominio, quod provisio facta per partem captam in hoc consilio 1438 ultimo decembris de datio solvendo de qualibet buta vini, inde extracti per forenses, est per experientiam valde danosa, nam forensibus illuc non euntibus datia minus valent, et minus affictantur in damnum comunis, et lazium ducatorum iam ascendit multo plus solito, propter ducatos qui non portantur illuc a forensibus. Et nichilominus vina, que forenses levabant in Creta, portantur nunc a nostris ad loca forensium, cum damno nostri comunis et nostrorum subditorum generaliter, et feudati et alii fideles nostri, quibus nova angaria et solutiones fuerunt imposite, inceperunt conqueri. Ex quibus causis, cum necesse sit dictam partem revocare. Vadit pars quod dicta pars capta, respectibus predictis, in totum et per totum revocetur. Et observetur sicut primo ante illam partem observabatur.

29 juin. f° 226 r°

Ordonnance relative au produit des taxes, qui doit être mis en réserve pour les *provisores bladorum*, en vue de l'achat des grains.

13 août. f° 241 r°

Délibération ayant pour objet de permettre aux galères de Constantinople de charger, à leur retour, des épices en Crète, et, si elles n'avaient pas leur charge, à Coron et à Modon. La motion est repoussée par 62 contre 54 et 7 abstentions.

24 août. f° 242 v°

Prescriptions relatives à la ferme des impôts et aux garanties à exiger.

Capta. — Quum sicut ab ipsa experientia cognitum est, et in dies magis cognoscitur, comune nostrum sensit maximum damnum de datiis suis, que affictantur in civitate nostra Candide. Nam sub diversis pretextibus et fraudibus dominium nostrum debitum suum habere non potest. Et necessarium sit super hoc debite providere. Vadit pars, quod mandetur Regimini nostro Crete quod de omnibus datiis nostri comunis, que de cetero affictabunt, seu ad incantum publicum delivrabunt, iuxta consuetudines et modos qui illinc ser-

vantur, non possint modo aliquo, vel ingenio, dare, affictare, aut 1440
deliberare aliquod datium nostrum alicui, qui, per se vel per alium, sit aut appareret debitor nostri comunis pro datiis alias habitis, nisi prius facta fuerit Regimini nostro Crete sufficiens declaratio, ipsos tales non esse debitores nostri comunis. Et hoc sub pena ducatorum centum, in suis propriis bonis.

Preterea captum sit et mandetur ipsi Regimini nostro Crete, quod sub dicta pena ducatorum centum in suis propriis bonis, et similiter Camerarii Crete, sub ipsa pena, teneantur infra dies octo, postquam dederint, seu delivrarint aliquod dacium nostri comunis alicui, accipere ab eo sufficientes et idoneas plezarias, que placeant dicto Regimini pro illis talibus datiis sic acceptis, non possendo accipere plezium aliquem, qui sit debitor nostri comunis et pro quo non sit facta declaratio, eum non esse debitorem nostri comunis modo aliquo, vel ingenio, que quidem pene committantur inquirende et exigende Advocatoribus nostri comunis, habentibus partem sicut de aliis sui officii. Et si esset in premissis accusator habeat tercium.

Verum si, infra dictum terminum dierum octo, dicti tales non dederint plezariam, per modum predictum, teneantur dictum Regimen et Camerarii Crete, sub pena ducatorum CC pro quolibet, incantari facere illud tale datium, pro quo non esset data sufficiens plezaria, infra terminum X dierum, ad maleficium illius, qui illud accepisset, et ad beneficium nostri comunis. Et non possit presens pars revocari suspendi, vel aliter declarari, sub pena ducatorum III^{C} pro quolibet ponente, vel consenciente partem in contrarium.

Et hoc idem intelligatur et observari debeat per omnes terras et loca Insule nostre Crete ac in Nigroponte, Corono et Mothono.

De parte omnes alii — de non 14 — non sinceri 3.

Facte fuerunt litere.

Duche, consiliariis et Capitaneo Crete.

Rectori Canee — Rectori Rethimi — Rectori Sithie.

Regimini Nigropontis — Castellano Mothoni et Castellano Coroni — et successoribus.

4 septembre. f° 248 r°

Ordre au capitaine de Crète, qui se trouve à Zara, de se diriger vers les côtes de la Pouille, et de traiter en ennemis tous les vaisseaux qu'il rencontrera, parce qu'ils ont causé des dommages aux sujets vénitiens.

16 septembre. f° 251 v°

On s'est bien trouvé de donner à perpétuité les maisons de la cité de Candie, car les revenus de la République ont augmenté dans la proportion de 10 hyperpères à 20 et 25, par an. On con-

1440 seille de faire de même pour les *casalia et territoria de extra* et on l'ordonne pour les *casalia viridaria.* Le surplus de revenus ainsi obtenu sera envoyé *ad provisores communis* pour payer *prode imprestitorum.* On excepte les localités suivantes : Lasiti, Lephtenia[1], Lenopoli, Saint-Georges, Camaliote. On procédera par enchères publiques, et on adjugera au plus offrant.

27 septembre. f° 251 v°

Seconde délibération et adoption définitive de la mesure précédente.

28 septembre. f° 252 v°

Délai de trois mois, accordé à l'ex-gouverneur de Crète, pour rentrer à Venise et rendre ses comptes.

1. Ces cinq villages se trouvaient dans la plaine la plus fertile de Crète, et produisaient une quantité de froment si considérable qu'elle pouvait suffire à la subsistance de l'île.

FIN DES MISTI DEL SENATO.

SENATO-MAR. (Reg. 1-12)

SEN. MAR. R. 1 1440-1444.

4 octobre. f° 1 r° 1440

Election des cinq sages de Crète.

10 octobre. f° 1 r°

Ordre à une galère de Romanie, revenant de Chypre, d'enlever les épices de Crète. Elle devra avoir à son bord vingt huit arbalétriers, dont quatre nobles; on lui alloue 20 ducats pour le voyage, et son départ est fixé au 4 novembre. A son arrivée en Crète, elle devra être visitée par le gouvernement de l'île, qui fera remplacer les absents.

13 octobre. f° 1 v°

Ordre au capitaine de la galère de Crète, qui est à Corfou ou à Modon, de se rendre à Cataro.

29 octobre. f° 4 v°

Crédit de 200 hyperpères pour des réparations au palais d'un conseiller de Crète.

2 novembre. f° 6 r°

C'était la coutume que le gouverneur de Crète eût sous ses ordres une compagnie de soldats. Pour le moment, il y a lieu de changer cet état de choses, l'entretien de cette compagnie étant

1440 trop onéreux ; à moins que le gouverneur n'intervienne dans les frais.

Capta. — Cum zo sia ai tempi congrui el se fa el Capetanio de Candia, per consuetudine o per parte prexa et quel mena una bandiera da chavalo et do da pe, cum gran dano de la Signoria et interesso ; lundara parte decetero quelo Capetanio se fara non debia menar queste tal banderie al prexete, ma una muda si et laltra no comenzando fina da mo questo Capetanio che se fara a questa muda non mena queste tal bandiere, ma laltro se fara si la mena, et cussi successivamente de tempo in tempo. I qual denari che sovra avanza, da una volta alaltra, sono ducati 800, o piui, i qual ducati VIII^C de qui se deba tuor a cambio et mandar a pagar in Candia, a quel Regimento per tuti queli muodi se fevano quando el dito Capetanio menava le dite bandiere, la qual fazenda sia comessa ai officiali de le raxon Vecchie. I qual officiali su le raxon sia tegnudi de dar ala Camera de imprestedi per aida de pagar el pro, soto quele pene et stricture se contien, et che hano i altri denari che vano a si facta caxon.

De parte 62 — de non 42 — non sinceri 13.

6 novembre. f° 6 r°

Délai de départ, à cause du mauvais temps, accordé à la galère de Crète, jusqu'au 16 novembre.

18 novembre. f° 6 r°

Décret envoyant, pour le 1er mars, deux galères de Crète à Corfou et à Modon.

22 novembre. f° 7 r°

L'exportation du vin de Crète, par navires étrangers, devenant trop considérable, on veut mettre un impôt supplémentaire de 2 ducats 1/2 par *buta mistatorum* 42, *qui sunt quarte* 12; mais la mesure est repoussée par 74, contre 45 et 11 abstentions.

24 novembre. f° 7 r°

Comme il n'y a plus de galères dans l'arsenal de Crète, on ordonne d'en construire deux, et on envoie, à cet effet, *tria miliaria ferri*.

23 décembre. f° 11 r°

Il y a dans l'île de Crète onze compagnies pour maintenir l'ordre et monter la garde. Ces compagnies composées de dix-neuf hommes, plus tard portées à vingt-deux, seront réduites à quinze

hommes. Il y a en outre quatre escadrons de cavalerie de dix-neuf hommes chacun, qui seront réduits également à quinze cavaliers. Pour tous ces changements, ainsi que sur les hommes congédiés, le gouverneur fera des rapports au sénat. 1440

Capta. — In Chandia ne xe bandiere XI da pe, de queste in Sithia se munda do al Castel de San Nicheta[1] una et queste, per guarda de quei luogi cadanna de queste bandiere ha page 19. Vere apresso hano ragazi 3 per una in Serenissima page 22, queste al prexente sia redute a page 15 vero è cum do ragazi in Serenissima page 17.

Apresso de son bandiere 4 da chavalo cum page 19 per una, queste sia redute a page 15 per una, et tuto quel soravanza da la prima raxon a questa, facta de qui la raxon Sie ducati 1500 o plui queste de qui sia mandadi per quel Capetanio sa trovera per esser quel meio po veder queste raxion ai nostri officiali ale raxion Vecchie, fazando moto de questa caxion al Rezimento per cambio ho in ducati, chome meio al dito aparera, mandando de mexi sie in sie abiando persona segura, o passazo tuto a soa discricion, et de tuto faza tegnir bon conto ala Chamera azio da ogni tempo tuto ben se possa veder et questo per i diti officiali, subito sia dado noticia a quei da la Camera de imprestidi i qual vada a pagar el pro de imprestedi, sotto quele pene se contien a simel caxion.

De parte 39 — de non 80 — non sinceri 8.

21 janvier. f° 12 v° 1441

Il y a encore quelque chose à percevoir sur les 4000 ducats que les Juifs et les vassaux doivent payer pour la guerre ; on ordonne de faire rentrer ce reliquat et de l'employer à l'achat de grains. On ajoute qu'il faut faire de même pour les autres impôts.

12 février. f° 15 v°

Ordre au capitaine de Crète, revenant de Pouille, d'aller désarmer en Crète; le gouvernement de cette île devra aussitôt renvoyer dans le Golfe de nouvelles galères, et rembourser les 200 ducats, reçus en biscuits à Maufredonia.

17 mars. f° 24 v°

Sur la demande de la commune de Ravenne, Ostasius de Polenta[2] et sa famille sont exilés en Crète ; on fixe leur revenu à 4000 hyperpères, versés de six en six mois.

1. San Nicheta est, au témoignage de plusieurs écrivains, l'ancienne *Phœnix*, au sud de la Crète.

2. Ostasius de Polenta était prince de Ravenne, les auteurs ne sont pas bien fixés sur les causes de sa rélégation; le document qui est analysé ici

1441 31 mars. f° 29 r°

Election des cinq sages de Crète.

5 mai. f° 33 v°

Une galère légère de Crète, qui est en ce moment à Venise, est hors de service; on ordonne, en conséquence, à l'Arsenal de la remplacer par une bonne.

26 juin. f° 44 r°

On a acheté pour la Crète, la galère *Veneria*, au prix de 2300 ducats, payables moitié à Venise, moitié en Crète, selon les arrangements conclus avec le gouvernement de l'île.

12 juillet. f° 48 r°

Autorisation accordée au patriarche de Constantinople de louer. pour dix ans, à Baptista Zane, une propriété de son patriarchat, sise en Crète, dans le district de Pediada, diocèse de Chiron [1].

25 juillet. f° 49 v°

Pour la protection du commerce vénitien en Crète, on défend aux sujets de Venise de transporter, sur des navires étrangers, des vins de Crète dans l'Occident, sous peine d'une amende de 1000 ducats d'or et de la confiscation de ces vins; on défend également de recevoir, sous peine de la même amende, des vins apportés par des navires étrangers; enfin on met une taxe de 200 ducats par cent tonneaux de vin, sur les vaisseaux étrangers allant de Crète en Occident.

1er août. f° 51 v°

A cause des fraudes qui se sont pratiquées dans l'impôt de 1 pour % payé à Tunis sur les marchandises envoyées à Venise, on ordonne de faire payer à Venise cet impôt aux marchandises qui ne seront pas accompagnées d'un reçu délivré par les officiers de la république.

On ordonne au consul de Tunis de faire payer cet impôt de 1 pour % aux vaisseaux Crétois allant en Barbarie, et de leur en délivrer un reçu.

Capta. — Cum alias 1435 captum fuerit quod illa una pro C° que

paraît devoir l'expliquer; il est d'ailleurs d'accord avec ce qu'écrivait Marinus Sanutus dans sa chronique : *Rerum Italic.*, t. XXII, col. 1100.

1. Chiron, au nord de la Crète, non loin de Spina Longa.

ex antiquis ordinibus nostris solvebatur in Tunisio, solvi deberet 1441
in Venetiis, ad officium tabulle exitus; et quum nostrum comune decipitur in hac re diversis modis. Vadit pars quod salvo de cetero ordine et aliis captis in ipsa materia, addatur, quod omnes mercationes que discraricabuntur ubique locorum et Barbarie, si non habuerint bulletum officialium nostrorum tabulle de solutione dicte unius pro C°, in Venetiis teneantur omnino solvere dictam unam pro C° et unam aliam pro pena viceconsuli nostro, in loco ubi discarricabunt dictas mercationes, quam unam exigat consul ab illis. Item quia naves Crete euntes in Barbariam licet habent favores et auxilia Consulis, tamen non solvunt dictam unam pro C°... Ordinetur quod Consul Tunisii teneatur exigere aut exigi facere, per viceconsulem, ab omnibus qui conducent vel extrahent, dictam unam pro C°, faciendo sibi bulletum suum de solutione predicta, ne solvant bis...

5 septembre. f° 57 r°

Pour les impôts à payer aux *gubernatoribus introitorum*, beaucoup se font exempter, surtout des Juifs, sous prétexte qu'ils sont médecins ou qu'ils ont des lettres d'exemption de la république, de sorte que tout le fardeau retombe sur les pauvres; on révoque les exemptions, et on décide que tous devront payer.

7 septembre. f° 58 r°

Trois galères sont envoyées pour transporter les épices de Candie; leur départ est fixé au 10 novembre, et pour leur séjour à Candie, on leur accorde seize jours.

1er octobre. f° 61 v°

Election des cinq sages de Crète.

10 octobre. f° 61 v°

Autrefois on a ouvert la porte *Palea* de Candie, pour la commodité des bourgeois et des vassaux, on l'a fermée depuis; on ordonne au capitaine de la faire ouvrir, mais d'y avoir un poste de mercenaires. Après plus ample discussion, l'ordre est remis à plus tard.

10 novembre. f° 65 r°

Interdiction aux censiers de toucher quoi que ce soit, sur l'impôt de un et demi pour cent, établi *pro missetaria.*

Capta. — Cum alias provisum fuerit quod, in Creta, ultra mediam pro C°, que solvitur ibidem pro missetaria, solveretur alia media

1441 pro C°. Et sansarii deinde per consuetudinem accipiant unum quartum dicte prime medie. Vadit pars quod de cetero, a die primo mensis martii futuri in antea, nichil per predictos sansarios de dicta media pro C°, accipi possit, sed tota veniat in nostrum comune. Et ita scribatur Regimini Crete.

De parte 91 — de non 5 — non sinceri 7.

11 novembre. f° 65 v°

Ordre au gouvernement de Crète d'envoyer, dans le courant de janvier, deux galères à Corfou.

17 novembre. f° 66 v°

On continue, pour trois ans, l'imposition décrétée, en 1438, sur les Juifs et les vassaux [1].

30 novembre. f° 70 r°

Suppression d'un caporal par compagnie.

Capta. — Cum in Candida sint undecim banderie pedestres cum decem novem pagis pro qualibet, computatis comestabile uno et duobus caporalibus, cum suis ragaciis pro qualibet. Et non sit necessarium tenere duos caporales, quia unus est sufficiens pro singula banderia. Et utile sit scansare hanc expensam que est circa yperperorum mille in anno.

Vadit pars quod pro qualibet ipsarum banderiarum cassetur unus caporalis cum suo ragacio, et loco ipsius caporalis et ragacii ponatur una paga tamen cum stipendio aliarum pagarum. Et mandetur Capitaneo Crete et .. successoribus suis quod sic debeant observare.

De parte 94 — de non 6 — non sinceri 4.

22 décembre. f° 71 r°

Ordre au capitaine du Golfe de renvoyer une galère de Crète pour son désarmement.

1442 1er janvier. f° 71 v°

Ordre aux galères qui vont en Crète d'emporter 400 rames, des voiles pour deux galères, et 4,000 *rampegoni*, pour l'armement des galères de Crète.

15 janvier. f° 74 r°

Envoi au gouvernement de Crète d'une lettre de réclamation pour le grand maître de Rhodes, au sujet de marchandises vénitiennes retenues.

1. Voir plus haut, au 21 février 1439.

Même date. f° 74 v° 1442

Mesures prises pour faciliter le recouvrement des créances à Réthimo.

Capta. — Cum in Rethimo sit quedam consuetudo quod, pro exemtione sententiarum vel terminationum, executores nihil habent premii, nec debitores non solventes incurrunt aliquam penam, sequitur quod creditores numquam possunt consequi creditum suum, et cum alias in Canea similis consuetudo observaretur, fuerit provisum super hoc. Vadit pars quod similis ordo in executione sententiarum et terminationum servetur in Rethimo, qualis servatur in Canea.

De parte 32.

Quod hec opinio mittatur Regimini Crete et scribatur ei, quod informet nostrum dominium de eo quod servatur in Canea et similiter in Rethimo, et informet etiam dominium de opinione et parere suo, pro informatione nostra.

De parte 68 — de non 3 — non sinceri 9.

12 février. f° 77 v°

Ordre au capitaine de la galère de Crète, qui est en Dalmatie, d'aller désarmer en Crète.

29 février. f° 80 v°

Ordre au gouvernement de Crète d'armer deux galères pour le Golfe.

2 avril. f° 87 r°

Election des cinq sages de Crète.

20 avril. f° 89 v°

Ordre au gouvernement de Crète de garder avec soin Astasius de Polenta ainsi que sa femme, et, au besoin, de les placer en lieu sûr [1].

24 mai. f° 94 r°

L'église de Saint-Marc de Crète n'ayant pas d'ornements pour les processions et les cérémonies, on ordonne au gouvernement de Crète d'y consacrer le premier argent qu'il retirera de la vente des possessions de Lembari.

1. Voir plus haut, au 17 mars 1441.

1442 14 juillet. f° 103 r°

Mesures pour le transport des épices de Candie et de Modon ; les galères d'Alexandrie prendront les épices de Crète jusqu'à complément de leur charge, et les galères de Beyrouth les épices de Modon.

31 juillet. f° 110 r°

Privilège accordé à Thomas Quirino et ses associés pour l'introduction en Crète de l'arbre à mastic. Nulle autre personne, pendant vingt ans, ne pourra en planter ou faire planter dans l'île, sous peine de la confiscation des arbres, au profit, par moitié, de l'accusateur et des recteurs. Aucune concession ne pourra être faite, sous peine d'une amende de 1000 ducats. Quirino, en retour, devra avoir fait planter ses arbres dans l'espace de deux ans, sous peine de l'annulation de la concession; il ne pourra pas confisquer de terrains, mais en acheter à l'amiable.

2 octobre. f° 127 v°

Election des cinq sages de Crète.

Même date. f° 127 v°

Les galères d'Alexandrie ayant eu à Alexandrie leur charge complète, on ordonne au gouvernement de Crète de faire l'inventaire des épices, en indiquant la quantité et la valeur, et de l'envoyer à Venise par la première occasion.

15 octobre. f° 129 r°

Envoi d'un vaisseau pour aller chercher les épices de Crète.

26 octobre. f° 129 v°

Une galère de Crète surveille l'Albanie.

1443 2 janvier. f° 138 v°

Lettre au duc de Bourgogne [1] pour l'engager à soutenir Constantinople.

1. Philippe le Bon. L'empereur de Constantinople et son patriarche étaient venus à Venise, à Ferrare, à Florence, et, malgré le schisme, avaient reconnu la suprématie de l'Eglise romaine. C'est pourquoi les princes d'Occident résolurent de s'armer contre les Turcs et promirent de grands secours. Le roi de Hongrie fut chef de cette croisade, qui se termina malheureusement par la bataille de Varna, 10 nov. 1444.

8 janvier. f° 140 v° 1443

Ordre au capitaine du Golfe d'envoyer de suite deux galères désarmées en Crète ; si l'une d'elle n'était pas en bon état, il a le pouvoir de la changer contre la galère *Manra*, que, dans le cas contraire, il ramènera à Venise.

29 janvier. f° 140 v°

Il est arrivé malheur à une galère de Crète ; on la renvoie de suite pour la faire désarmer.

Même date. f° 141 v°

Ordre au gouvernement de Crète de préparer et de mettre en état deux galères, afin de les envoyer dans le Golfe, durant le mois de mars.

21 février.

Au lieu de deux galères, on en demande trois, pour la fin de mars.

6 mars. f° 147 r°

Réduction du nombre des hommes, formant les compagnies de fantassins et de cavaliers, afin de pouvoir constituer une somme à employer aux travaux de l'arsenal de Crète.

Capta. — Cum arsenatus noster Crete, iam pridem combustus, stat in tanto pessimo termino et condictione quanto peius stare non potest, et nisi fiat alia provisio, que duobus preteritis annis facta fuit, non est possibile quod rehedificari possit, propter maximas expensas que occurrunt in Creta, tam pro galeis armandis quam aliis expensis quotidie occurrentibus. Preterea nisi provideatur non est possibile quod laborari possit aliqua galea, quod quantum periculosum sit facile omnes possunt intelligere. Vadit pars quod pro recuperandis denariis pro arsenatu predicto, que hic Venetiis recuperari non possunt, ordinetur quod XI banderie peditum, que sunt in Creta cum pagis decem novem pro banderia, reducantur ad pagas XVI pro qualibet. Et similiter quatuor banderie equestres, que sunt equi decem decem novem pro banderia, reducantur ad equos XVI pro qualibet. Et omnes denarii qui ex huiusmodi scansatione recuperabuntur, expendi debeant in arsenatu fabricando, et postea fulciendo, sicut Regimini videbitur expedire. Et de predictis teneatur computus ordinatus et separatus.

De parte 82 — de non 12 — non sinceri 3.

27 avril. f° 166 v°

Le gouvernement de Crète a écrit qu'il est dans l'impossibilité

1443 d'armer désormais des galères, parce qu'il ne peut se procurer des *correda;* il demande à Venise de lui procurer des *correda, sartia et fulcimenta.* On vote dans ce but 500 ducats, remboursables, avant toute autre dette, par le gouvernement de Crète.

17 mai. f° 172 v°

On avance 1500 ducats au nouveau capitaine de Crète, pour la solde de ses compagnies; mais le gouvernement de Crète est tenu au remboursement de cette somme.

25 mai. f° 172 v°

On accorde quatre mois de délai, au lieu de deux, pour acquitter les droits, aux importateurs des vins de Calabre et de Pouille.

27 mai. f° 173 v°

On donne aux fermiers de l'impôt sur le vin, pour l'année présente, une compensation pour les pertes qu'ils ont subies l'année précédente, par suite de la défense, faite aux vaisseaux vénitiens, par le conseil des pétitions, de se rendre en Crète.

6 juin. f° 177 r°

Itinéraire des galères d'Alexandrie et de Beyrouth; celles d'Alexandrie doivent passer par la Crète.

30 juillet. f° 183 v°

Ordre au capitaine du Golfe de garder la galère de Candie, pour la défense de l'Adriatique.

21 août. f° 186 v°

Ordre au gouvernement de Crète d'envoyer de suite les comptes de la contribution, mise en 1439 sur les terres du Levant, et d'expédier aussi l'argent perçu.

23 août. f° 187 r°

Ordre aux galères de Beyrouth de passer par la Crète.

3 septembre. f° 189 v°

Ordre aux galères de Beyrouth de rester en Crète, si elles apprennent que la flotte ottomane est en mer; dans tous les cas, de ne pas toucher à Rhodes et à Chypre.

17 septembre. f° 191 v° 1443

On donne le même ordre que précédemment aux galères d'Alexandrie, mais on modifie, par 32 voix contre 28, et 13 abstentions, l'ordre qui défend aux galères de Beyrouth de toucher à Rhodes et à Chypre.

Même date. f° 192 r°

On confie aux deux galères d'Alexandrie, qui iront de conserve jusqu'en Crète avec celles de Beyrouth, les 6000 ducats apportés à Venise pour Rhodes, *religionis causâ*.

1er octobre. f° 194 r°

Election des cinq sages de Crète.

8 octobre. f° 194 v°

Ordre au capitaine du Golfe d'envoyer deux des galères de Crète procéder à leur désarmement, et d'aller avec les deux autres en Dalmatie, en veillant à ce qu'elles soient bien pourvues d'hommes.

2 janvier. f° 204 r° 1444

Délai d'un mois accordé, pour son retour, à l'ex-recteur de Réthimo.

31 janvier. f° 207 v°

Le gouvernement de Crète n'a pu préparer les galères demandées; comme il y a à Venise beaucoup d'hommes des galères de Crète, qui on échappé au naufrage et qui sont nécessaires en Crète pour l'armement des galères, on envoie pour les y reconduire une galère légère, avec *fulcimenta* et *corredu*; on avancera de plus 500 ducats, à charge de remboursement, par le gouvernement de Crète; le tout sera confié au commandement de Laurent Dandulo, capitaine de la galère de Crète qui a fait naufrage; il conduira en même temps les galéotes qui ont échappé au naufrage.

8 février. f° 211 r°

On accorde à Manoli Vassalo de Candie, pour services rendus, la basse paye d'un fantassin, sans qu'il soit tenu au service, que de temps en temps.

14 février. f° 211 v°

Même faveur pour Apostolus Theosalito de Candie, qui a fait

1444 naufrage avec la galère de Dandulo; on lui donnera une charge de peseur des farines ou de capitaine des prisons.

27 février. fº 213 rº

Ordre au gouvernement de Crète d'armer un brigantin et d'envoyer avec lui, au grand-maître de Rhodes, un notaire de la chancellerie, pour demander réparation de certains dommages.

Capta. — Quod scribatur Regimini nostro Crete in hac forma scilicet : Consiliariis et Capitaneo....

Per duas galeacias et unam navim, armatas per Religionem Rodi fuit de mense novembris intromissa quedam nostra navis supra Limisso, patronizata per virum nobilem Antonium Quirino, que improvisa erat, sed levavit insigniam nostram sancti Marci, ut eam viderent et cognoscerent nostram esse, et cognoscens eas galeatias et navim Rodianorum esse, nullam fecit defensionem, nec satis visum fuit ipsis Rodianis eam in potestatem eorum habere, quod etiam cohopertam totam derobaverunt et homines spoliarunt, eosque in camisia et pauci in duploide reliquerunt, et quod detestabilius est. postquam navim intrarunt, inhumane vulnerarunt homines duodecim, nullam facientes defensionem, quorum duo mortui esse dicuntur, et accepto predicto Antonio patrono cum duobus nostris in galea, iniunxerunt ceteris hominibus ut eos cum navi sequerentur, qui, superveniente certa maris tempestate, ipsas galeacias et navim reliquerunt, et cum predicta nostra navi versus loca nostra direxerunt viam. Ipse vero Antonius patronus comparuit coram Capitaneo generali Rodiane armate, se gravans de damno et novitate sibi facta, qui quidem Capitaneus editum publicare fecit, ut habentes de bonis ablatis de navi nostra suprascripta, sub pena furcarum, ea deberent assignari, quo facto, patronus galeacie in qua suprascriptus Antonius steterat detentus, predicto Antonio dixit, quod ipse volebat refeci, eo quod galea sua in aggressu facto navi predicte se desbundaverat, et accepta sibi veste, eum in terra in Cipro in duploide deponi fecit, qui Antonius venit Rodum et querellam deposuit illi Religioni, a qua habuit, quod ipse fuerat contra castrum Ruzium cum armata Maurorum, quod omni prorsus veritate caret. Et quia predicta nobis molestissima sunt, vobis deliberavimus scribere, mandantes cum nostro Consilio Rogatorum quatenus, receptis presentibus, armare debeatis unum grippum et cum eo ad Magnum Magistrum mittere, hac de causa, unum ex notariis Cancellarie nostre de indo ad hoc aptum et sufficientem, et ei committere ut de casu suprascripto, quem, pro clariori sua vestraque informatione describi fecimus in folio his incluso particulariter et distincte, ipsi Magno Magistro dare debeat noticiam et ipsum casum gravare, ut requirit natura ipsius, et dicere quod certi reddimur, quod, conside-

rata bona et antiquissima benivolentia, quam continue tenuimus et tenemus cum sua Reverendissima Paternitate et illa religione. talis novitas ei debeat esse molesta, cum processa sit contra debitum et honestatem et id quod requirit bona amicitia et benevolentia nostra, et propterea eam rogamus ut ei libeat providere, ut de damnis predictis debita fiat emenda et satisfactio. Nam nos semper hoc idem faceremus erga suos, si forte per nostros similia attentarentur, utendo in hoc illis prudentibus verbis que convenientia sint, et subiungat quod si huic nostre satisfaciet honeste requisitioni, honorem et debitum faciet suum, et quod requirit amicitia et benevolencia nostra, alioquin autem intelligere potest quod cogeremur, non libenter tamen, respectu amoris et dilectionis nostre erga religionem suam, illas pro indemnitate nostrorum facere provisiones que convenientes et oportune nobis vise fuerint. 1444

Ceterum ut per dictam Religionem fides nuncio nostro predicto adhibeatur, ipsi Religioni scribere deliberavimus per alligatas presentibus, prout per copiam his inclusam videre poteritis, quas literas ipse nuncius secum ferrat et illas cum literis vestris credentialibus presentet.

De parte omnes alii — de non 3 — non sinceri 1.

19 mars. f° 225 v°

Quatre caisses d'épices, appartenant à Nicolas Grimani, n'ayant pu trouver place sur les vaisseaux venant à Venise, on l'autorise à les faire transporter comme il voudra, en fournissant toutefois une attestation du gouvernement de Crète, constatant que les caisses ont été amenées en Crète, depuis plus d'une année.

27 mars. f° 227 r°

Prescriptions relatives à la solde des galères qui sont allées en Crète, et qui y ont attendu le désarmement de la flotte du Sultan.

Capta. — Cum captum fuerit in isto consilio quod galee viagii Baruti deberent ire in Cretam, et expectare ibidem quousque armata Sultani rediret ad disarmandum, cum hoc quod, ne patroni pro tali mora sentirent damnum in sua specialitate, fiat provisio super solutione stationis predicte, pro diebus quibus ibi steterint, et patroni obedientes dicto mandato iverint in Cretam et steterint prout fuit ordinatum, compareant coram dominio, supplicantes provideri stationi sue, ita quod, in sua specialitate, non sentiant damnum, sicut tunc fuit intentio terre, et sicut per suum incantum sentire propter istam causam non debent, quia sibi nichil debet innovari, et iustum sit super hoc providere. Vadit pars quod pro diebus quibus dicte galee Baruti steterunt in Creta, usque diem quo recesse-

1444 runt inde, non ponendo diem quo appulerunt nec diem quo recesserunt, habere debeant solutionem suam, ad rationem librarum L[ta] grossorum in mense et ratione mensis pro qualibet. Et ex nunc sit captum quod nabula predictarum galearum et omnes species ac omnes alie mercationes et res, que cum tribus galeis Baruti venerunt, et etiam omnes species et alie res obligate galeis, que cum navibus venient in muda presenti, solvere debeant duo tertia expense predicte, et aliud tercium solvat comune, et huiusmodi rei fiat varea per extraordinarium equaliter et quam iustius fieri poterit, ne quis habeat causam querelle, et ne quid ultra exigatur quam sit expensa.

8 avril. f° 229 r°

Autorisation accordée à la galère de Syrie de toucher à Rhodes, si la flotte du Sultan n'est pas en mer.

SEN. MAR. R. 2 1444-1447.

3 août. f° 25 r°

Autorisation au duc et aux conseillers de Crète d'accorder un sursis de huit ou quinze jours, au plus, aux débiteurs de la Trésorerie de Crète.

Capta. — Cum per ea que diversimode occursa sunt et occurrunt Camere nostre Crete, pro debitoribus nostri comunis, sepe accidat Regimini nostro Crete pro comodo civium nostrorum illius Insule, ipsos secundum casus occurrentes et personarum qualitates asevelare et accomodare in solutionibus suis per aliquot dies, maxime hoc tempore, respectu impositionum et novarum gravedinum que illi Insule nostre magis solito sunt imposite et renovate; et Camerarii nostri de inde ad id non respiciant neque curent de Regimine nostro predicto, cum Regimen predictum non nisi in premissis consuetudinem habeat, ex quo multe murmurationes plurimeque alie inconvenientie subsecuntur, et ad id omni bono respectu sit utile providere. Vadit pars quod detur auctoritas et licentia Duche nostro Crete et consilio suo pro debitoribus Camere nostre de inde, quod, secundum casus occurrentes et condictiones ac qualitatem personarum et debitorum, eos accomodent et accomodare possint et supportare in solutionibus fiendis, per octo aut decem quindecim dies vel plures, sine aliqua pena, prout ipsi Regimini nostro expedire vi-

debitur, non transeundo tamen terminum unius mensis ullo modo, 1444
sicut per consuetudinem factum est et fieri potuit.

De parte 73.

Ser Franciscus Mauro, sapiens ordinum, vult partem per totum, salvo in facto datiorum vel terraticorum, in quibus observetur quod fuit hactenus observatum.

De parte 22 — de non 2 — non sinceri 1.

1er septembre. f° 29 r°

Ordre aux galères de Beyrouth de prendre des informations en Crète sur la marche de la flotte du Sultan; si on apprend qu'elle se dirige vers Rhodes, de s'en écarter le plus possible. Si à Modon on reçoit avis de l'avance des Turcs, il ne faudra aller ni en Crète ni à Rhodes.

9 septembre. f° 30 v°

Ordre à la Trésorerie de Crète de s'arranger avec les débiteurs, en leur accordant des sursis, mais qui ne dépassent pas un mois. Même mesure pour Réthimo et la Canée.

Même date. f° 29 v°

Une grande partie du territoire de l'île de Crète étant restée inculte, faute de travailleurs, dont le nombre a diminué, soit par la peste, soit pour toute autre cause, la noblesse, par l'organe de Zorzi Quirini, fait à la République une pétition, tendant à ce que le gouvernement remédie à ce mal, en attachant des hommes salariés à la culture. De cette manière, le prix du blé, lequel est forcément très élevé, baissera sûrement. Le Sénat ratifie cette demande.

Capta. — Cum zosia chel sia comparso ala presentia de la nostra Signoria el nobel homo ser Zorzi Querini, exponando che la in lixola nostra de Crede certi territorii, la maor parte di qual stano et riman inculti, et questo è per chaxon, non son homeni da poderli investir, per non esser chultivadori elqual manchamento de homeni e per chaxon de le peste, et per altri diversi chaxi sono manchadi, ne possibel e che quelli possi far chultivar per via de cultivadori non ma a donegali zoe a boaria, et azo chel i possa far lavorar cum homeni salariadi e schiavi soi, per li qual territorii nostra de varnixon per una chavalaria e meza che e de spexa 3 cavali e 3 fameii geti e facion a la camera de Crede per più de perperi IIIIC alanno, lequal spexe i sono importabele e per ho piatoxo et honesto e che queli territorii non rimagnano inculti per i qual danno inextimabile ha portado e porta. Sperando adoncha in la nostra clementia, con-

1444 siderade tute le predite chaxon, ha constituido richorer a quella devotamente supplicando ala clementia nostra, laqual piu testo vuol la utilitade de i suo cittadini, et de i suo zintelomeni che el suo detrimento. Se degni che fazando lavorar i dicti suo terreni a boaria zoe a donegali I se concieda che quel formento chel recevera de tempo in tempo el possi far condur a Veniexia, et a tute altre terre et luogi subditi a la Signoria nostra senza alcuna condicion et composicion de alcun di nostri Rectori de Candia. E se chaxo occoresse, quod absit, chel fosse carestia over necessita in la cita de Candia che in tal chaxo el rezimento de Candia volesse del dito suo formento, possi tuor el dito formento per soldi vinti de quela moneda de tornexi per chadanna mexuria de Crede, che ascenderia per staro de Venetia lire 4 de ternexi per staro, che vigneria a esser de moneda darzento lire 3 denotando etiam, che per condur el dito formento ala citade se spende soldi XII per staro. Si che non vigneria ascender oltra el priexio de soldi 40 del staro, o circa, de bona moneda, per ho che a tutti e certissimo che a tegnir donegali a boaria, le son spexe excessive. E dimanda questa gratia per lui e per i suo successori.

Vadit pars quod, auctoritate istius consilii, concedatur eidem nostro nobili sicut petit et sicut superius continetur.

1er octobre. f° 33 v°

Election des cinq sages de Crète.

1445 11 février. f° 59 r°

Ordre au gouvernement de Crète d'envoyer deux galères, pour la défense du Golfe.

16 mars. f° 65 v°

Ordre au gouvernement de Crète de vendre aux enchères, pour dix ans, le privilège de tirer de l'alun dans l'île.

Capta. — Cum nobiles viri ser Matheus Calergi, quondam ser Georgii et ser Petrus Quirino, quondam ser Georgii, et filii quondam ser Marci Barbadico, nostro dominio supplicari fecerint ut, cum in possessionibus suis Crete, modum et occasionem habeant inveniendi materiam ex qua lumen de rocha conficere poterunt, dignemur ei concedere licentiam possendi predictum lumen de rocha conficere usque ad annos decem, ita ut nemo alius per illud tempus conficere possit, ad hoc ut, hac temporis diuturnitate, expensas quas facient recuperare possint. Sitque res utilima et dominio nostro et universe Insule nostre Crete, ut lumen predictum in ea confici possit. Vadit pars quod auctoritate huius consilii mandetur Regimini Crete, ut concessionem et licentiam predictam, possendi conficere lumen, ponant ad incantum, cum hac condictione, ut nemo alius quam qui ad

incantum acceperit ipsum lumen conficere, valeat in Insula predicta 1445
usque ad annos decem, et licentiam seu concessionem predictam deliberent plus offerenti; et si nichil ab aliquo reperirent, ex nunc sit captum ut predictis nobilibus supplicantibus concessio et licentia predicta detur et concedatur, ea conditione qua supplicarunt videlicet, quod nulli alteri, usque ad annos decem, licentia concedi possit conficiendi lumen predictum, sub pena ducatorum centum cuilibet ponenti vel consencienti partem in contrarium, cum hac conditione quod, si quis ad incantum acciperet licentiam predictam, et deinde non inciperet lumen confici facere usque ad unum annum, cadat de ducatis mille, quos exigat Regimen nostrum Crete, et ponat in nostrum comune. Et ille qui acceperit non possit ipsum lumen conficere nisi possessionibus et locis suis, aut in alienis, dummodo sit de voluntate et beneplacito illius cuius erunt possessiones seu terrena, ubi conficere voluerint.

3 avril. f° 69 r°

Election des cinq sages de Crète.

15 avril. f° 71 r°

Nicolas Truno a envoyé de Rhodes en Crète dix-neuf caisses d'épices de Damas, pour les expédier à Venise par Alexandrie; mais celles-ci ne s'étant pas arrêtées en Crète, on autorise le gouvernement à laisser partir les caisses, par n'importe quel vaisseau.

20 avril. f° 71 v°

Il y a en Crète des gens qui doivent aux officiers de l'octroi plus de 3400 ducats, et qui ne les payent pas; on leur enjoint de payer dans les huit jours, sous peine d'une amende d'un sou par livre.

22 juin. f° 85 r°

Les galères d'Alexandrie sont autorisées à passer par la Crète, comme d'habitude.

14 juillet. f° 89 v°

Ordre au gouvernement de Crète de fixer l'indemnité à laquelle a droit Georges Dandulo, en raison de pertes subies comme fermier d'un impôt.

Capta. — Cum fidelis noster Georgius Dandulo de Creta accepisset datium missetarie anni 1442, pro yperperis XIIII^M^VI^C^, cum conditionibus anni precedentis, et dicta conditio fuerit sibi mutata, quia per partem captam in isto consilio, omnis utilitas sansariorum posita fuit in comune, que utilitas erat octava pars lucri de quolibet

1445 incanto, quod fiebat per illos Sansarios, ex quo Sansarii privati sua utilitate non faciebant aliqua mercata, et dictus Georgius, videns manifestam iacturam suam, refutaverit in Creta datium predictum et impetraverit a nostro Dominio subventionem, et denique provisiones literarum dominii nichil valuerint ad damna sua, quia remansit et remanet perpetuo consumptus, et nunc supplicaverit sibi subveniri, et visis informationibus alias habitis a Regimine Crete dictum Georgium habuisse damnum, et de dicto datio missetarie quod fuerat affictatum dicto Georgio pro yperperis XIIII^{M}VI^{C}, anno sequenti, non fuisse reperta nisi yperpera VIII^{M} tantum. Vadit pars quod, pro restauro damni ex novo ordine et provisione dominii et huius consilii secuti dicto Georgio, scribatur et mandetur Regimini nostro Crete ut, habita bona informatione materie huius, viso prius et intellecto quantum de datio predicto tribus annis precedentibus antequam Georgius prefatus ipsum conduceret exactum fuit, et similiter post annum predictum 1442, quantum singulis annis de eodem datio, cum portione etiam Sansariorum posita in comune ut prefertur perceptum et exactum fuit, si perceperint Georgium predictum causa suprascripta damnum fuisse passum, restituant ipsi Georgio illam denariorum summam que, pro damno habito, maiori parti eorum conveniens et iusta fuerit visa, non pretereundo ullo modo summam yperperorum trium milium pro capitali. Insuper restitui faciant Georgio predicto penas ab eo exactas pro solutionibus non factis in tempore pro tanta parte capitalis, pro quanta eundem restaurandum esse censuerint.

De parte 46 — 44 de non 28 — 37 non sinceri 30 — 34.

Die XVI Julii 1445, iterum posita suprascripta parte, fuerunt de parte 88 — de non 7 — non sinceri 17.

Et ex nunc sit captum quod datium predictum missetarie affictetur de cetero per Regimen nostrum Candide, cum primis conditionibus, cum quibus videlicet ipsum conduxit Georgius predictus, et ille novus ordo, quia non utilis seu nocivus est comuni nostro revocetur, ita quod Sansarii habeant utilitatem quam habere soliti erant.

De parte 88 — de non 12 — non sinceri 13.

24 juillet. f° 92 v°

Ordre aux galères de Crète d'escorter, dans le Golfe, les galères allant en Romanie.

11 novembre. f° 109 v°

Reproches au gouvernement de Crète, qui n'a donné que 400 ducats pour la solde des équipages des galères du Golfe, pendant que le capitaine en avait demandé 800. A l'avenir, il devra envoyer ses comptes au Sénat.

Même date. f° 110 r° 1445

Ordre au gouvernement de Crète d'armer deux galères pour le Golfe ; elles devront partir pour Corfou, dans le courant de janvier ; on fixe la dépense pour leur armement à 1500 ducats.

30 décembre. f° 115 r°

Ordre aux patrons de l'arsenal de Venise de faire construire deux galères pour la Crète, l'arsenal de cette île ayant été endommagé par un incendie.

Capta. — Cum Regimen Crete scripserit nostro dominio quod, propter combustionem arsenatus Crete, non possunt fabricare galeas, et quod eveniente aliquo casu, cum magno labore et cum magna expensa vix possent obedire mandato nostro armandi galeas ; et quod, attento quod corpus solum unius galee subtilis ascendit ducatos mille et ultra, petit quod de Venetiis mittantur sibi galee subtiles, ipsi solvent precium earum. Vadit pars quod pro bono nostri comunis et quousque arsenatus predictus Crete fuerit cohopertus, mandetur patronis arsene quod, pro nunc fabricari faciant et complere cum solicitudine duas galeas novas sexti subtilis, pro mittendo illas in Cretam, et de illarum expensa teneri faciant computum ordinatum et separatum, et ex nunc sit captum, quod patroni arsenatus, pro possendo facere fabricari galeas predictas, accipiant ad cambium ducatos usque VIII^C pro galea, quam summam arbitrio patronorum pro nunc ascendere poterunt galee predicte, et mittantur ad solvendum in Creta. Corpora autem galearum predictarum completarum mittantur in Cretam, quantocitius fieri poterit, per illum meliorem et utiliorem modum qui videbitur dominio.
De parte omnes.

17 mai. f° 129 r° 1446

Itinéraire de la galère de Chypre ; elle passe par Corfou, Modon, Coron, Candie, et, si elle veut, par Rhodes.

17 mars. f° 134 r°

Georges de Portu, Crétois, a eu, en 1444, la ferme des salines, et il a perdu 1000 hyperpères, parce que le baile de Constantinople a retenu 12 navires crétois chargés de sel ; comme il reste débiteur envers la trésorerie de 583 hyperpères, on le décharge de cette dette, en dédommagement, parce que toute faveur faites aux fermiers des impôts est pour l'utilité du commun.

31 mars. f° 138 v°

Election des cinq sages de Crète.

1446 9 avril. f° 139 v°

Le gouvernement de Crète, sur l'autorisation que lui a accordée le conseil des pétitions, a examiné des sentences portées par le castellan de Cythère, et il a trouvé plusieurs usurpations des biens du commun, faites par le chancelier de Cythère, ainsi que des falsifications d'écritures. Un notaire a été envoyé à cet effet, et le castellan l'a chassé avec des injures, disant qu'il ne reconnaissait pas de supérieurs; or, dans les choses civiles, et dans les choses criminelles, il est soumis au gouvernement de Crète. On donne en conséquence, audit gouvernement, le droit d'infliger des punitions; et l'on décrète qu'aucun indigène ou habitant de Cythère, ne pourra à l'avenir y être castellan, scribe ou chancelier, sous peine d'une amende, dont la moitié sera pour le gouvernement, et l'autre moitié pour le commun.

17 mai. f° 143 v°

Démission acceptée du conseiller de La Canée, obligé de revenir à Venise pour affaires.

Même date. f° 143 v°

Les galères de Tana et de Romanie ne passent plus par la Crète, à cause des Turcs.

3 juin. f° 148 r°

Syndics envoyés en Crète.

27 juin. f° 155 v°

Instructions relatives à l'envoi, de l'arsenal de Venise, de l'armature de deux galères pour la Crète.

Capta. — Cum Regimen Crete scripserit paravisse duo corpora galearum et non habere aliquod fulcimentum corredorum, quibus possent armare illas, imo aliquod aliud navigiolum, quia non inveniuntur ibi talia fulcimenta, et si reperiuntur, ea emuntur a forensibus duplo precio, nec tamen sunt bona; et propterea requirat ut istinc provideatur, ut possint exequi mandata nostra, in casu quo sit opus armare. Vadit pars quod fulcimenta duarum galearum accipiantur ab arsenatu et mittantur in Creta, per has naves que nunc recedunt. Et ex nunc sit captum quod patroni scribant in Cretam precium predictarum rerum missarum. Et Regimen Crete teneatur mittere valorem dictarum rerum Venetias, ad manus patronorum arsene vel de eo facere voluntatem eorum, sicut scribunt velle facere.

De parte omnes.

5 juillet. f° 156 v° 1446

Ordre aux trois vaisseaux de Flandre de naviguer de conserve, en quittant la Crète.

12 septembre. f° 175 r°

Incantus des galères conduisant les pèlerins en Terre-Sainte.

21 septembre. f° 176 r°

Commission aux syndics allant en Crète, relativement à la surveillance de l'administration des deniers publics.

Capta. — Quod fiat commissio Nobilibus viris ser Antonio Gradonico et ser Laurentio Honoradi, ituris sindicis ad partes Levantis in hac forma.

Nos Franciscus Fossari Dux Venetiarum, etc. Committimus vobis nobilibus viris...

Quum per suprascripta capitula de inquirendo contra illos, qui male administrassent pecuniam comunis, non videtur vos Sindicos et Provisores habere libertatem, in aliquo casu, inquirendi contra aliquam specialem personam, et sicut fertur publice aliqui cives et habitatores ipsorum locorum Crete, Romanie et aliorum locorum suprascriptorum, pro necessitatibuis arduis nostri comunis in illis partibus, mutuaverunt multam pecunie quantitatem Rectoribus nostris, nomine nostri comunis, quam pecuniam non valentes rehabere aliquo modo in totum vel in partem, fecerunt venditionem de dicta pecunia aliquando pro medietate, et aliquando minori precio aliquibus emptoribus, quibus statim solutum fuit de bonis denariis, pro tota quantitate dictorum denariorum nostro dominio mutuatorum, quod fuit cum onere nostri comunis, quia dicti emptores nichil de bursa sua solventes, nec aliquid mutuantes, lucrati sunt medietatem, propter quod solvi non potuit nec dari ubi magis necessarium erat dari et solvi, sicut sunt soldati, qui compleverant pagas suas, et alie multe res oportune nostro comuni, committimus vobis quod quando eritis in partibus Crete, Romanie, et aliorum locorum suprascriptorum, debeatis diligenter inquirere et examinare contra omnem personam quam senseritis talia fecisse mercata, per modum predictum, et quos noveritis emisse de talibus denariis, ac lucratos fuisse, et supradicitur, faciatis totum illud lucrum, quod exinde percepissent, restitui et poni in nostrum comune. Verum ut sitis magis soliciti ad inquirendum de predictis mercatis et lucris, habere debeatis de toto eo, quod inveneritis et poni feceritis in comune, soldos duos pro libra. Et si vobis constiterit aliquem Rectorem vel officialem nostrum fuisse principalem vel participem emptionis, vel lucri, debeatis procedere contra eos vel eum, sicut in parte de male administrantibus pecuniam comunis continetur,

1446 vobis commissa in illa parte, que tetigisset illum Rectorem vel officialem de dicta emptione vel lucro tantum. Et si de predictis vel aliquo predictorum fuerit accusator, per quem veritas habeatur, habeat soldos duos pro libra de parte tangente comuni, et teneatur de credentia.

1er octobre. f° 179 r°

Election des cinq sages de Crète.

17 octobre. f° 179 v°

Deux galères de Crète sont déjà, depuis dix-huit mois, dans le Golfe, mal fournies d'hommes et de cordages ; ordre de les renvoyer aussitôt l'arrivée des deux galères que l'on prépare.

2 novembre. f° 181 v°

Le capitaine du Golfe doit aller en Albanie avec une galère de Crète; ordre au gouvernement de l'île d'armer deux galères pour le mois de mars et de les envoyer par Coron, Modon et le Golfe jusqu'en Dalmatie, avec deux capitaines, qui seront sous les ordres du capitaine du Golfe.

1447 10 janvier. f° 186 r°

Ordre au gouvernement de Crète d'envoyer une galère à Alexandrie, portant des lettres au consul, au sujet de déprédations commises contre les Vénitiens en Syrie ou à Damas. Ordre semblable pour Chypre.

15 janvier. f° 188 v°

On refuse de donner 1,000 ducats, par le gouvernement de Crète, à Angelo de Cha de Pisaro, qui a capturé un vaisseau avec quarante-quatre esclaves, lesquels ont été amenés en Crète, et de là mis, par le gouvernement, à la disposition du Soudan de Babylone, pour le remercier des facilités accordées au commerce vénitien.

SEN. MAR. R. 3 1447-1450.

16 mai. f° 18 r°

Défense à la galère de Chypre de rester plus d'un jour en Crète.

30 juin. f° 22 v° 1447

La femme de Marc de Ravenne, qui recevait 2,000 hyperpères de la Trésorerie de Crète, depuis la mort de son mari, désirant vivre et mourir à Venise, on ordonne de lui payer 20 ducats par mois, sur le revenu du sel.

Même date. f° 22 v°

Ordre à une galère de Crète d'aller jusqu'à Palerme, au devant des galères de Flandre.

7 août. f° 29 v°

Ordre aux galères de Crète d'escorter les galères de Romanie et les autres qui font le même voyage.

21 décembre. f° 37 r°

Envoi d'une galère de Crète à Venise, avec cinquante arbalétriers, plus ceux qu'aura fournis le capitaine d'Alexandrie; s'il y a un vaisseau allant à Venise, ils devront aller de conserve ensemble.

27 décembre. f° 37 v°

Instructions au gouvernement de Crète, relativement à la fourniture, par les juifs de Candie, de 5,000 ducats, pour l'armement de sept galères.

Capta. — Cum, his elapsis diebus, accepte fuerint mutuo a Judeis terre firme, certe pecunie pro armamento galeonorum Padi; et conveniens sit ut Judei a parte maris et presertim civitatis nostre Candide, qui sunt multi et potentes, contribuant ad expeditionem istorum VII galeonorum, qui ordinati sunt armari et pro aliis expensis occurrentibus ad Arsenatum nostrum. Vadit pars quod Judei civitatis Candide fenerantes, teneantur accomodare nostro dominio, pro dicta causa, ducatis quinque milia auri. Et ut impresentiarum haberi possint iste pecunie, committatur auctoritate huius Consilii Gubernatoribus Introytuum, ut accipiant per cambium cum eo quam minori damno fieri potest, dictas pecunias, quas mittant ad solvendum in Creta nostro Regimini Crete, de bonis dictorum Judeorum. Et ut illi qui exbursabunt de hinc dictas pecunias habeant certitudinem suarum pecuniarum, ex nunc captum sit quod si dicti Judei Crete non solverint cum effectu infra unum mensem, dictas pecunias, post presentationem literarum cambii in Creta, cadant absque remissione ad penam quarti, de qua pena tercium sit Regiminis Crete, tercium illorum qui fecerint cambia, et aliud tercium nostri comunis. Et nihilominus teneatur Regimen Crete in-

1447 fra dictum mensem, sub pena ducatorum V^C cuilibet eorum, in suis propriis bonis, providere cum effectu ad solvendum cambia, que mittentur de hinc ad solvendum de bonis Judeorum predictorum. Et si dicte pecunie reperiri non possent de hinc, pro mittendo ad solvendum in Cretam per cambium, provideat dictum Regimen exigere infra dictum mensem post receptionem literarum nostrarum, dictas pecunias, sub omnibus penis predictis, et exinde aut medio cambiorum aut aliter, provideat, quod infallanter habeamus quam celerius fieri potest de hinc integram summam ducatorum V^M ducatorum, non revocando propterea id quod die XXII presentis captum fuit in hoc consilio, de pecuniis accipiendis de quacumque ratione pro armamento et munitione galeonorum predictorum.

De parte 54 — de non 16 — non sinceri 4.

1448 7 janvier. f° 38 r°

Envoi de deux galères de Crète pour la sécurité du Golfe.

11 avril. f° 55 v°

Défense d'apporter en Crète des cotons de Syrie : il y a exception pour ceux qui sont transportés par des vaisseaux vénitiens.

20 avril. f° 56 v°

Démission acceptée d'un des conseillers de Crète, obligé de venir à Venise pour affaires.

29 avril. f° 57 v°

On demande au Pape d'envoyer dans le couvent des frères mineurs de Candie, un certain nombre de religieux, sur les instances des nobles et des citoyens Crétois.

15 mai. f° 59 v°

Les galères de Crète sont envoyées en Albanie pour en assurer la sécurité.

25 mai. f° 62 v°

La république de Venise refuse de secourir Durazzo contre Scanderberg, à cause de la paix avec les Turcs.

18 juin. f° 67 r°

Prêt de 500 ducats au capitaine de Crète, Nicolas Bono, pour la solde de deux compagnies de fantassins.

25 juin. f° 67 v° 1448

Autorisation accordée à l'ancien conseiller de Rhétimo, de devancer la date de son retour.

Même date. f° 68 r°

Jean Sguro offre de prêter, pour six mois, 2,000 ducats au gouvernement de Crète, pour le payement des cordages, rames, etc., que l'arsenal de Venise ne peut lui envoyer sans argent. Avis en est donné au gouvernement de Crète.

9 juillet. f° 70 v°

Défense de dépenser plus de 900 ducats pour la compagnie de cavaliers, qui doit aller en Crète.

15 juillet. f° 72 v°

Les galères de Chypre, tant à l'aller qu'au retour, touchent en Crète; elles doivent y prendre les épices venant d'Alexandrie, mais seulement avec le prix de transport convenu. Leur séjour est fixé à deux jours.

8 août. f° 75 r°

Poursuites contre Marc de Ugolino, notaire de la chancellerie de Crète; il est condamné à une année de prison et à 500 livres d'amende.

Même date. f° 76 r°

Ordre au gouvernement de Crète de faire rentrer de suite l'argent dû aux officiers de l'octroi, sous peine d'une amende de 200 ducats pour chaque délinquant.

Même date. f° 78 r°

Condamnation, par contumace, d'André Donato [1], ex-duc de

1. Cette condamnation contient probablement les raisons qui firent poursuivre André Donat et que les historiens ne connurent pas clairement. Voici ce que dit l'auteur de la *Creta Sacra* : « De imputati criminis genere dissentiunt scriptores : sunt enim qui de mala ærarii publici procuratione in Patavina Pretura insimulatum esse aiunt, ubi legimus in chronico, quod ex nobilium, in quorum possessione est, familiae nomine Venerium nuncupatur, quodque ex clariss. viri Apostoli Zeni judicio, ab Antonio equite Andreae hujus filio concinnatum esse creditur. Porro sunt chronici verba : « Nel 1446 (*error est in oppositione anni*) fu creato Duca in Candia essendo nel qual Uffizio gli fu formato in Venezia un processo di mala amministratione de publici denari fatta da lui nel tempo della sua Podestaria di Pa-

1448 Crète, à un an de prison et 3,000 livres d'amende, plus deux ans d'exil hors du district de Venise. On le menace de doubler la peine s'il ne se présente pas dans le courant du mois d'août.

12 octobre. f° 82 r°

Ordre au gouvernement de Crète de continuer à lever la contribution, imposée précédemment dans l'île.

27 octobre. f° 82 v°

Assignation devant le Conseil des Quarante, de Ser Antonius Granedico, qui a fait incarcérer injustement le juif Yoste de Réthimo.

Capta. — Cum capita de XL fuerint, quemadmodum obligantur per capitulare eorum, ad visitationem carcerum, in eisque reppererint inter ceteros, Yoste, hebreum de Rethimo, se gravantem per unum nobilem Antonium Gradenico, sindicum partium Levantis, teneri carceratum iam octo mensibus, contra id quod de iure facere potest cum sic disponentibus legibus et ordinibus nostris, introducto casu suo ad consilium eum expedire teneretur infra tres menses, ultra quem terminum, eum minime de iure tenere poterat, subiungitque ipse Joste quod idem Ser Antonius, hoc tempore, eum multotiens permutavit de carcere ad carcerem, et diversis variisque modis

dova, la qual fu nel 1439 onde adi 3 Aprile 1447, fu armata di publico ordine una galera, acciocche andasse a levarlo in Candia, la qual cosa diede una gran passione al Doge Foscari dicui il Donato era Genero. Il Donato giunse in Venezia li 28 maggio, e fu posto in priggione, indi messo al tormento confesso, e fu condannata dal Consiglio di X, al pagamento di ducati 1500, e di star due anni in priggione. Indi finiti i due anni, fu sbandeggiato dal Consiglio di Venetia onde portossi a Roma dove dal Pontifice fu fatto senatore del 1449. » Concordat in Cretensi Chron. Andreas Cornelius... Gravioris autem culpae reum apud Decemviros Capitales insimulatum fuisse Andream notant Sabellicus et Petrus Justinianus in Historiâ Veneta, et Alneas Sylvius Picolominus, postea Pius II, eidem Andreae arcta necessitudine conjunctus, qui in oratione quam habuit eodem condemnati Andreae anno 1447, coram Friderico Romanorum rege de morte Eugenii IV et coronatione Nicolai V, ut videre est T. VII, Miscell. Stephani Baluzii, ita de Andrea Donato scribit : « Nullum de proditione licet arguere, qui pacta servavit. Sed aperiendi sunt in conventionibus oculi. Licere Francisco Sfortioe sine violatione foederum Ducem repetere rumor erat. Jamque conclusum ferebant dum captus est apud Venetos unus ex cancellariis ejus, qui tormentis adactus secreta Comitis pandere, quamplures cives senatorios fassus est pecunia Francisci corruptos. Atque inter hos Andreas Donatus, dux Candiae nominatus est. Ad quem intercipiendum missum retinere ferebat nonnullos alios salutem fuga quoesisse. » *Creta Sacra* : t. II, p. 379-380.

quesivit eum inducere, ut diceret suo modo, et videns non posse ab eo habere, nisi ut mera est rei veritas, non curat ipsum expedire. Et ipse Ser Antonius quater casum suum introduxerit ad hoc consilium, et minime potuerit suum obtinere intentum, et sit quibuscumque et sint quique velint, jus penitus ministrandum. Vadit pars quod dictus Ser Antonius teneatur infra unum mensem venisse ad hoc consilium, et expedivisse casum predicti Yoste. Et ex nunc captum sit, quod nisi ad dictum terminum eum expediverit, ipso elapso, idem Juste e carceribus liberetur, remanente tamen firma fideiussione per, ipsum Yoste data, de yperperis mille. 1448

Et ex nunc captum sit quod Consiliarii teneantur, sub pena librarum decem, pro quolibet, auferenda per Advocatores comunis, vocare hoc consilium quandocumque ipse Ser Antonius illud requiret, pro causa suprascripta.

De parte omnes alii — de non 2 — non sinceri 1.

25 novembre. f° 85 r°

Envoi de deux galères de Crète dans le Golfe.

20 janvier. f° 90 v° 1449

Ordre au capitaine du Golfe d'envoyer en Crète les galères de l'île, qui doivent désarmer.

13 février. f° 98 r°

Autorisation accordée pour l'expédition d'un sac de soie de Crète, en payant les droits ordinaires.

2 mars. f° 102 r°

L'orateur, envoyé au Sultan, par la République, doit passer par la Crète, et y recevoir 300 ducats.

17 mars. f° 103 r°

Ordre au gouvernement de Crète de bien faire délimiter les possessions de la République à Témène, et de les mettre en vente, aux enchères, en quatre lots.

Capta. — Quum in insula nostra Crete, districtus Candide, est quoddam castrum nostrum nuncupatum Temene, cum certis possessionibus, videlicet domibus, viridariis, vineis, et campis nostris, ibi prope, de quibus Camera nostra Crete alias habere solebat annuatim mensuras II^M frumenti et ultra, sed quum, ab aliquo tempore citra per alios occupata sunt, per indirectum, illa territoria nostra in bona parte, secutum est quod comune nostrum in presenti de possessionibus ipsis modicam utilitatem percepit, cum damno et iactura nostra. Et super hoc sit debite providendum.

1449 Vadit pars quod ordinetur et mandetur Regimini nostro Crete quod mittere debeat, per primum, unum ex Consiliariis et unum ex Camerariis nostris Crete ad castrum predictum ad examinandum et bene intelligendum dictas possessiones et territoria spectantia nostro comuni, statuendo et ponendo confinia per modum, quod possessiones nostre imposterum nequeant occupari, de quibus quidem possessionibus et confinibus fieri faciant scripturas autenticas, unam copiam quarum cum eis deferant ad Cameram nostram Crete, ibi conservandam, aliam vero copiam conservent in Cancellaria nostra Crete. Verum ex nunc captum sit, quod per Regimen nostrum Crete, de prefatis possessionibus fieri debeant quatuor partes. Et exinde Regimen ipsum eas sic divisas ad incantum plus offerentibus affictare, vel ad pecunias, vel ad frumentum, sicut eis melius videbitur, accipiendo plezarias idoneas, ut comune nostrum ex hoc damnum habere non possit.

De parte 83 — de non 2 — non sinceri 4.

18 mars. f° 108 v°

Ordre au capitaine des navires armés de s'emparer de tous les vaisseaux catalans qu'ils rencontreront, et de les envoyer en Crète.

3 avril. f° 110 r°

Ordre au capitaine du Golfe de renvoyer en Crète, pour leur désarmement, les deux anciennes galères, aussitôt l'arrivée des deux nouvelles.

12 mai. f° 115 v°

Ordre de réunir, le vendredi 16 mai, le conseil du gouvernement, sous peine de 10 ducats d'amende pour les absents, pour l'élection des capitaines présentés par Philippe Cornario et Nicolas Dandolo, orateurs des vassaux, et Constantin Talasino, orateur du peuple crétois.

27 mai. f° 119 r°

Défense aux sujets vénitiens d'acheter des navires et des embarcations étrangers, à cause du dommage que cela cause à la métropole; la pénalité imposée est de 500 ducats.

16 mai. f° 119 v°

L'île de Crète continuera pendant trois ans, à cause des guerres, à payer la contribution imposée : *ut membra subveniant corpori.*

A la suite d'une enquête faite sur la question de la suppression

de l'impôt pour ceux qui achètent les vins de l'île, on vote cette suppression et on ramène les choses à l'état où elles étaient avant le 25 juillet 1441. 1449

Même date. f° 119 v°

Réponses aux réclamations des vassaux de Candie et de Sithie, relativement au prix du blé et à la concession des charges publiques.

Capta. — Quod ad quinque capitula porrecta parte universitatis pheudatorum Candide et Sithie, ac earum districtuum, quorum tria prima etiam porriguntur per oratorem populi, sed ad quartum de frumento contradixit, respondeatur in hac forma. . . . . . .

Ad quartum quo gravantur de extremo precio, quo coguntur frumentum vendere in platea, respondeatur, quod dispositi omnia facere que ad eorum comoda cedere possint, contentamur et volumus, quod Regimen nostrum Crete, ut captum fuit sub die XXIII° Junii 1429, de tempore in tempus, examinata condictione et pretio frumenti faciat illas provisiones, tam in Candida quam in Sithia, que convenientes ei videantur, ita tamen, quod ipsum Regimen non possit eos pheudatos astringere ad dandum ipsum frumentum minori precio soldorum XV de qualibet mensura, sed habeat dictum Regimen advertentiam limitare tanto magis precium vendendum in Sithia quam in Candida quanto mensura maior est in Sithia.

Et deliberamus, et volumus et mandamus, ut Rectori et officiales Sithie nullatenus possint per se emere vel accipere, vel emi vel accipi facere, aut aliqualiter habere de frumentis, que feudatarii conduci facere debebunt ad plateam deinde, sub illis penis et stricturis quibus per partem captam in isto consilio, die 2 novembris 1429. Regimen Crete de similibus frumentis accipere non possunt, sed detur ipsum frumentum stipendiariis et pauperibus personis tantum, et teneatur dictus Rector tenere computum de per se ordinate de frumento, quod per pheudatos conducetur ad plateam dicti loci Sithie, et quibus vendetur; et si pheudatarii se reputarent gravatos de dicto Rectore ob ea, que faceret circa dicta frumenta, Regimen nostrum Crete eos audiat et ius eis ministret.

De partes omnes alii — de non 1 — non sinceri 3.

Ad ultimum; de officiis Crete concessis per nos, de gratia, contra concessiones et leges nostras, dicatur, quod, si qua gratia facta fuit contra concessiones, ipsis pheudatis factas, hoc inadvertenter processit, ob multa nobis occurrentia, sed intendentes eis in cunctis convenientibus complacere, deliberamus ut illis, quibus concessimus officia Capitanei, Castellanarie, vel aliud ad vitam, vel ad beneplacitum, sive pro annis duobus, vel inde supra, si non compleverint, compleant terminum duorum annorum, et illi, qui iam in predictis stetissent, per dictum terminum duorum annorum, cassi remaneant,

1449 et in Creta fiat electio eorum loco. Et ex nunc captum sit, quod de cetero huiusmodi Capitanarie, Castellanarie, vel aliqua alia officia Crete, dari non possint alicui, per gratiam vel aliter de hinc, sub pena ducatorum mille pro quolibet ponente, vel contrafacente partem vel gratiam in contrarium, de qua non possit fieri gratia, donum, remissio, recompensatio, sive partis presentis revocatio, sub eadem pena, et sic procedatur de pena in penam usque in infinitum. Et si forte aliqua gratia contra hanc nostram fieret intentionem, teneantur Regimen predictum, sub pena suprascripta, ipsum talem, qui habuisset contra presentem partem gratiam, non recipere, et committantur pene suprascripte exigende sine alio consilio nostris Advocatoribus comunis, habentibus partem, ut de aliis sui officii, et hec pars addatur in commissionibus Regiminis nostri Crete.

De parte omnes alii — de non 0 — non sinceri 1.

5 juin. f° 121 r°

Sur les plaintes des vassaux crétois, se disant opprimés par les usuriers, on nomme deux proviseurs nobles pour examiner les choses. Ils devront partir au mois de juillet ou avec les galères d'Alexandrie; ceux qui auront eu un emploi en Crète depuis huit ans, ne pourront être élus. Les créanciers et les débiteurs qui feront un concordat payeront $^1/_2$ pour $^0/_0$ aux trésoriers de Crète; les juifs ne pourront plus faire l'usure *super cartis sed super pignoribus mobilibus*; de pleins pouvoirs seront accordés aux proviseurs pour faire des concordats.

14 juin. f° 121 v°

On décide de nommer trois proviseurs au lieu de deux; mais de ne leur allouer que 600 ducats au lieu de 800.

14 juillet. f° 132 v°

Ordre d'armer deux galères pour le Golfe.

17 juillet. f° 133 v°

Les marchandises, à destination de Candie, ayant déjà payé les droits, on ne leur fera plus rien payer à leur débarquement. Elles étaient transportées par les galères de Flandre.

27 septembre. f° 145 r°

Le capitaine du Golfe a retenu, dans les eaux de Modon, un vaisseau marchand de Messine; on accorde des indemnités à ce vaisseau.

15 octobre. f° 148 v° 1449

Instructions à Marcus Geno, André Foscolo et Zacharie Valaresso, proviseurs devant aller en Crète [1].

Capta. — Quod viris nobilibus... Provisoribus ituris in Cretam fiat commissio in hac forma.

Nos Franciscus Foscari, Dei gratia dux Venetiarum, etc. Committimus vobis viris Nobilibus Marco Geno Militi, Andree Fuscolo et Za-

1. Il est aussi question de ces instructions aux proviseurs dans la *Creta Sacra*, t. II, p. 382. Les Juifs montraient alors en Crète une grande mauvaise volonté à l'égard des chrétiens, les accablant par une usure intolérable, et même allant jusqu'à crucifier leurs agneaux. Voici ce que rapporte l'auteur de la *Creta Sacra*. T. II, p. 382-383 : « Non satis quidem habuit perfida Judaeorum natio Cretae degens Christianos iniquis adeo molestiis divexare, sed ut religioni etiam illuderent, teneros agnos (fortasse quia fideles pueros captare nequiverant) in Jesu-Christi contumeliam cruci affixerunt, cujus facinoris nuntium cum Venetias delatum esset, Consilium XL virorum ad Criminalia, Cretensi regimini mandavit, ut omni studio in impios, qui adhuc ignoti erant, inquireret, publico etiam praemio iis proposito, quorum opera scelesti homines detegerentur.

« Franciscus Foscari, Dei gratia Dux Venetiarum, etc... nobilibus et sapientibus viris Bernardo Balbi de suo mandato Duchae et consiliariis suis, nec non Bernardo Bragadeno capitaneo Cretae et successoribus suis fidelibus dilectis salutem et dilectionis affectum. Significamus vobis qualiter in nostro consilio de quadraginta ad Criminalia, propter intromissionem et placitum Viri nobilis Antonii Gradonico, auditoris nostri novi sententiarum, et in hàc parte Sindici a parte Levantii capta fuit pars tenoris infrascripti, videlicet :

« Che per autorita di questo Conseglio sia scritto al Regimento del Candia, che per haver al futto la verità degli agnelli crocifissi in qualunque si fosse, sia proclamato in la Piazza et in Giudaica di Candia, que se alcuno accusera, o denonziera, dara indizio overo segno, per il quale se habbia la verità, non essendosi avanti del recever queste lettere ricavata la verita, debla aver in qualunque modo facesse venir in luce il detto caso ducati domille d'oro delli beni delli colpovelli, e se queli non havessero da pagar sia dati delli beni della Giudaica in Candia, e se il denontiante havesse havuto parte o colpa nelli predetti peccati sia liberamente assolto, e gli fara creduto. Et se alcuno sapesse del predetto caso delli agnelli cocifissi, e lo tacesse sin al fine di sei mesi dopo fatti li proclami sudetti, e che fosse conventi d'averlo saputo, tutti li suoi beni siano messi in Commune di Venetia, e lui sia condamnato a finir la sua vita in una prigione serrata all'obcuro, e per questa causa possa esser preso in tutti li luoghi della signoria nostra cosi da Mare, come da terra, e non se possa far gratia, dono, o remission... etc...

Quare cum dicto Consilio nostro de Quadraginta, fidelitati vestre scribimus et mandamus, ut dictam partem observetis et observari faciatis, exequatis et executioni mandari facere debeatis inviolabiliter, facientes has nostras litteras in actis vestri regiminis ad futurorum memoriam registrari. »

1449 charie Valaresso, dilectis civibus et fidelibus nostris, quod in bona gratia vadatis Provisores nostri in Insula Crete...

Declaramus insuper vobis esse firmissime intentionis nostre quod Judei de cetero fenerari non possint super cartis sed super pignoribus mobilibus tantum, sub pena perdendi totum id fenerati fuissent quod sit nostri comunis, et tenere non possint in domibus pignora predicta ultra unum annum, sub pena predicta; sed transacto anno in termino unius mensis post annum, teneantur ipsa presentare Judicatui de proprio, per quod ipsa pignora vendi debeant, cum modis et conditionibus observatis Venetiis, ad officium nostrum supraconsulatus. Et habeant Judices proprii duo pro C° de rebus quas vendent et non plura. Tales igitur ordines et modos apponatis, ut hec nostra intentio de cetero inviolabiliter observetur.

En outre, les débiteurs pourront rentrer, en toute sécurité, en Crète, pendant un mois, après l'arrivée des proviseurs. Ceux-ci devront faire une enquête sérieuse, voir s'il s'agit de dettes envers des chrétiens ou des juifs, reviser même les concordats déjà faits. Dans le cas où les proviseurs ne pourraient pas, à cause de parenté ou pour toute autre raison, siéger comme juge, le duc et les conseillers les remplaceraient. Le gouvernement devra leur donner libre accès dans les livres, papiers, etc; et les proviseurs devront empêcher toute négociation illicite, et se garder bien de se laisser gagner par de l'argent. Quant au payement des impôts, il leur est défendu d'y faire quelque innovation.

15 octobre. f° 148 v°

Ordre aux galères d'Alexandrie et de Beyrouth de faire route ensemble jusqu'à Candie.

8 décembre. f° 153 v°

Acceptation de la démission de Jehan Gabriel, conseiller de Crète, et de Daniel Lauredano, officier de la Trésorerie, le premier à cause de la mort de son père, le second pour affaires.

1450 30 mars. f° 179 v°

Election des cinq sages de Crète [1].

23 avril. f° 182 v°

Ordre au capitaine de Crète de commencer immédiatement une

1. On ne donne plus dans les registres la destination de ces officiers.

enquête au sujet d'un trésor, trouvé à Réthimo, et dont se serait 1450
emparé François Donato, conseiller de cette localité.

Capta. — Insuper etiam committatur dicto Capitaneo Crete quod diligenter inquirere debeat factum monetarum, seu medalearum auri, ac petiarum auri et argenti repertarum, per quandam mulierem de Rethimo, quc venit Venecias ad officium Advocatorum nostri comunis ad denunciandum hoc factum et conquerendum quod nobilis vir ser Franciscus Donato, consiliarius Rethimi, accepit sibi et habuit totum illud aurum et argentum, exceptis aliquibus medaleis, quas ipsa mulier dedit duobus vel tribus aliis hominibus, ct mittantur dicto Capitaneo omnes scripture, quas Advocatores comunis habent ad officium suum super ista materia, et mandetur dicto Capitaneo quod provideat omni modo recuperare omncs illas medaleas, aurum ct argentum, sint in manibus cuiuscumque velint, et totum illud habere, simul cum examinationibus, inquisitionibus et scripturis ad illud negotium pertinentibus, deferat in Candidam et exinde mittere debeat Venetias ad manus nostri dominii, per primum securum passagium, ut dcliberari et provideri possit sicut videbitur, scribatque et declaret nobis numerum, pondus, qualitatem et quantitatem dicti thesauri, quanto clarius poterit, pro informatione nostra.

3 mai. f° 183 r°

Don de six livres par mois à Laurent Scondidi de Candie, qui a navigué avec les galères vénitiennes et brûlé des galères du roi d'Aragon à Messine et en Syrie.

25 mai. f° 187 r°

Le vaisseau *Mantella*, qui conduit en Terre-Sainte le duc de Clèves, pourra, à son retour, charger en Crète des vins et d'autres marchandises.

13 juillet. f° 199 r°

Incantus des galères de Beyrouth et d'Alexandrie.

23 juillet. f° 200 v°

Incantus des galères de Chypre.

SEN. MAR. R. 4 1450-1453.

1450 3 octobre. f° 9 r°

Départ des galères d'Alexandrie et de Beyrouth; d'après leur itinéraire, elles doivent s'arrêter à Candie, où le gouvernement de Crète lèvera, avec les deniers de la trésorerie, 10 arbalétriers pour chacune d'elles. Ces hommes seront ensuite débarqués à Corfou, puis rapatriés par les soins du gouvernement de Crète.

5 octobre. f° 10 r°

Ordre au gouvernement de Crète de s'entendre avec les marchands de Rhodes, pour réunir le plus grand nombre possible de prisonniers sur les galères de Crète et de Corfou.

Capta. — Quod scribatur et mandetur Regimini nostro Crete ut se intelligat cum viro nobile Stephano Barotio, et prudente viro Johanne Martini, mercatoribus nostris in Rodo, et procuret, per omnem modum possibilem, habere illum quam maiorem numerum, qui possibilis sit, nostrorum Captivorum et maxime hominum captorum super galeis nostris Crete et grippo de Corphoy, usque pro ducatis duodecim pro quolibet homine a remo, et pro quolibet nauclerio, ballistario, vel alio homine a pede, ducatis XVIII, et hoc faciant quanto secretius possibile sit, et provideat omnino dictum Regimen recuperare et tenere predictos ser Stephanum Baroico et Johannem Martini fulcitos pecuniis, quod ipsarum defectu non retardetur executio huius nostre intentionis.

Et sicut dictum est, quod se intelligant cum predictis ser Stephano Barocio et Johanne Martini, ita etiam se intelligant et faciant cum domino Fantino Quirino et Baiulo nostro, ituro in Ciprum.

6 octobre. f° 10 v°

On modifie les mesures du 3 octobre précédent, et l'on ramène à 5 ou 6, le nombre des arbalétriers crétois par galère, pour les galères d'Alexandrie [1].

Même date. f° 11 v°

Ordre d'armer une galère en Crète.

9 octobre. f° 12 v°

On modifie l'arrêté du 6 octobre, et l'on revient au nombre de

1. La République était alors en guerre avec les Castillans.

10 arbalétriers pour chaque galère d'Alexandrie, à lever en Crète, comme il avait été convenu le 3 octobre. 1450

Même date. f° 13 r°

Ordre au gouvernement de Crète de fournir de biscuit les galères d'Alexandrie, de Beyrouth et de Romanie.

10 octobre. f° 14 r°

Ordre au gouvernement de Crète d'armer une galère pour la sûreté des mers et de l'envoyer à Modon; en outre de donner une paye aux galères du Golfe, qui viendront passer deux jours en Crète, après avoir escorté les galères d'Alexandrie.

2 novembre. f° 19 r°

Défense de transporter les blés de Négrepont, de Crète, d'Argos, de Napoli, de Corfou, de Lépante, etc., ailleurs qu'à Venise, sous peine d'une amende de 1,000 ducats et d'un an de prison.

19 novembre. f° 20 v°

Isolo Capuano a obtenu un sauf-conduit, au temps de la guerre avec l'Aragon, pour conduire des blés à Candie. Il y en a eu 200 ducats et 7 livres de poivre; on met le poivre sous sequestre.

16 janvier. f° 28 v° 1451

Mesures contrariant l'exportation des vins de Crète en Flandre, sur des vaisseaux étrangers.

1er mars. f° 36 r°

Abrogation de l'autorisation accordée en 1449 aux étrangers d'acheter et d'emporter les vins de Crète sans payer de droits, et remise en vigueur de la loi du 25 juillet 1441.

Capta. — Statutum fuit, in 1441, sub die XXV Julii, ex deliberatione istius Consilii, quod aliquis civis noster, aut forensis, habitator Venetiarum, vel subditus nostri dominii, nabulizare non possit aliquam navem forensium pro portando vina Crete ad ullas partes Ponentis, sub stricturis et penis in ea parte contentis. Que quidem provisio, sicut ab ipsa experientia cognitum est, tam pro comodo rei publice nostre et introituum nostrorum quam pro universali bono, necessaria et utilissima fuit, quoniam ante ipsam partem fere in totum in hac urbe nostra, naves magne defecerant, solum quia naves forenses, cum minori expensa quam nostre conducebant vina Crete ad partes Ponentis, nam cum vadant cum parvis expensis, nostre autem maioribus expensis et angariis, prout notum est, gravate

1451 sint, certum est quod in nabulis et aliis multis rebus, cum navibus forensibus se sustinere non poterant. Nunc vero per Dei gratiam, mediante provisione predicta, repperiuntur quam plures magne et notabiles naves, que ab eo tempore citra constructe fuerunt, cum aviamine marinaricie et universali comodo omnium. Que quidem naves quantum utiles et necessarie fuerint ac sint experientia harum novitatum preteritarum, satis omnibus fuit et est documento. Cum autem isto anno nuper decurso, videlicet de 1449, per adventum ad presentiam nostri dominii aliquorum oratorum comunitatis Crete, revocata fuerit pars predicta, quoniam concessum fuit omnibus forensibus, absque solutione datii per nos impositi, iuxta formam suprascripte partis eos posse emere et trahere vina Cretensia, non est dubium quod ex hoc naves magne hic in brevi defuture sunt, securataque sunt reliqua omnia inconvenientia antedicta, quibus necessario providendum est.

Vadit pars quod concessio facta prefatis oratoribus Crete, quantum in hac parte, auctoritate istius consilii revocetur et retractetur, ita quod suprascripta pars, capta de 1441, in isto consilio, in sua remaneat firmitate, ac inviolabiliter observetur.

De parte 37.

19 mars. f° 40 v°

Aucune charge ne peut être donnée qu'à des nobles, ou à des personnes désignées par les $^2/_3$, au moins, du conseil, après examen de leurs mérites.

Capta. — Sunt in insula nostra Crete plurimi nobiles nostri et alii boni et notabiles cives, qui participant de officiis et beneficiis illius insule; et tamen multociens et per viam gratie, et per alias vias sublevantur de aliis abiectis et villibus personis, fiuntque habiles ad partecipandum de beneficiis predictis, qui non solum equaliter participant cum nobilibus et aliis benemeritis civibus, sed etiam per multos privatos favores, quos percipiunt, preponuntur et consecuuntur id quod volunt, cum magna inequalitate et contumclia bonorum. Ad quam inconvenientiam providere necesse est; et propterea.

Vadit pars quod aliquod officium vel beneficium insule nostre Crete dari non possit per gratiam alicui, quisquis fuerit, neque per gratiam de novo habilitare et facere dignum partecipandi de officiis et beneficiis predictis aliquem, qui non sit nobilis, aut talis condicionis quod, per eius vel suorum merita, consuetus sit de ipsis officiis et beneficiis participare, nisi prius ponatur in hoc consilio pars de possendo concedere talem gratiam, que pars capta esse non intelligatur nisi habuerit duo tertia huius consilii. Et in ea fiat expressa mentio de persona petente, et de conditionibus et qualitatibus, ac meritis suis et suorum, ac de re que petitur, ut intelligi

possit quid fit et cui talis gratia concedi debeat, sub pena cuilibet 1451
consiliario et Capiti XL ponenti, consulenti, vel consentienti in contrarium, ducatorum V^{C} auri, in suis propriis bonis, exigendorum per Advocatores comunis, sine alio consilio. Et presens pars revocari, suspendi, vel aliter impediri, aut interpretari non possit, nec poni de aliter faciendo, sub penis et stricturis contentis in parte nova contrabannorum. Et si qui alii ordines sunt magis stringentes rem istam, remaneant firmi et validi.

De parte 65 — de non 11 — non sinceri 7.

31 mars. f° 44 r°

Ordre au gouvernement de Crète de s'occuper activement de l'affaire des débiteurs de l'Etat, d'en dresser une liste et de l'envoyer à Venise, dans les quinze jours, avec une appréciation pour chaque dette.

14 mai. f° 53 v°

En réponse à des lettres de Crète du 23 février, on ordonne de faire ouvrir une porte de la ville de Candie, à charge de la faire garder par les mercenaires des compagnies.

On décrète ensuite de ne rien changer provisoirement.

31 mai. f° 56 r°

Ordre d'envoyer une galère de Crète en Dalmatie.

27 juin. f° 60 r°

Remise de 400 hyperpères, provenant des octrois, à Jean Vatace, pauvre Crétois.

28 juin. f° 60 v°

On fait grâce de 10,000 hyperpères à Georges Mercato, fermier des impôts de Candie, à cause des pertes qu'il a éprouvées lorsqu'on a arrêté le commerce avec Alexandrie et pendant la guerre avec les Catalans.

13 juin. f° 63 r°

Incantus des galères de Beyrouth.

8 juillet. f° 65 v°

Ordre au gouvernement de Crète de payer avant toute autre dette, en espèces, ce qui est dû aux rameurs des galères.

Capta. — Cum in 1430, die septimo decembris, captum fuerit et provisum in isto consilio, ut pauperes galeati Crete reciperint re-

1451 fusuras suas, et non cogerentur illas vendere accipiendo pannos, et alias res pro duplo precio eius quod valent, quod de pecuniis camere Crete primo solverentur refusure galearum subtilium, ut in illa parte continetur, et dicta pars iusta et honestissima minime servetur, quia galeati, qui suas refusuras habere non possunt, coguntur illas vendere, et alienare pro medietate eius quod habere debent, et faciat pro honore nostri dominii providere quod dicti galeati recipiant solutiones suas, sicut provisum et deliberatum est per istud consilium.

Vadit pars quod, pro bona execucione dicte partis, Regimen et Capitaneus, ac Camerarii Crete teneantur et debeant, sub pena ducatorum II^C auri pro quolibet in bonis suis propriis, exigenda per Advocatores nostri comunis, vel per sindicos quando mittentur ad partes illas, solvere et dare refusuras galeotorum primo et ante omnes alias solutiones, sicut iustum et honestum est. Et si aliquis presumeret dare pannos vel aliquas alias res sive mercationes dictis galeotis, et accipere refusuras in solutum, liceat galeotis denegare sibi dictas pecunias, etiam quod in camera illas scribi fecisset, et non possit fieri jus creditoribus galeotorum de ratione suprascripta, sed teneantur Regimen, capitaneus et camerarii, sub pena suprascripta, dare et solvere galeotis quicquid habere debent, non obstante aliqua alienatione, vel translatione, quam alicui, ut supra fieri fecisset. Et de cetero non possit aliquis galeotus scribere, vel transferre pecunias refusurarum suarum alicui persone, et si aliquis camerariorum consentiret, quod dicti galeoti, vel aliquis eorum scribi vel transferri faceret suas refusuras in alios, cadant de ducatis C. auri, pro quolibet galeoto, exigendis per sindicos, quando mittentur ad illas partes, et scribe camere, qui notarent partitam, priventur perpetuo dicta scribania, et cadant de ducatis XXV pro qualibet partita, exigendis per Advocatores Crete vel per sindicos quando mittentur ad partes illas.

De parte 96 — de non 3 — non sinceri 5.

Suprascripto die, facta fuit litera.

Même jour. fo 65 vo

Ordre au gouvernement de Crète de construire tous les deux ans une galère légère.

Capta. — Occurrit singulis annis quod in Insula nostra Crete armari necesse est galeas, et ad presens quasi nulla reperitur que exerceri possit, estque in civitate nostra Candide unus optimus et sufficientissimus magister provisionatus, et bonus numerus maistranze. Unde cum ad multos respectus sit utilissimum habere in Arsenatu nostro aliqua corpora galearum, que in occurrentibus armari et exerceri possint, etiam pro dando adiuvamen maistranze ne disperdatur.

Vadit pars quod, auctoritate huius consilii, scribatur et mandetur 1451
Regimini Crete et successoribus suis, quod, sub pena ducatorum centum in suis propriis bonis, singulis duobus annis, videlicet tempore unius cuiusque regiminis, levari et perfici faciant unam galeam subtilem vel bastardam, sicut ipsi Regimini videbitur, prosequanturque ad laborandum, et fieri faciendum de ipsis galeis donec aliud sibi ordinaverimus.

De parte 221 — de non 1 — non sinceri 0.

Même date. f° 66 v°

La galère *Barbadica*, de Crète, est chargée de conduire l'orateur de la République, Laurentius Mauro, auprès du grand Turc.

30 juillet. f° 79 v°

Décisions sur la solution des appels interjetés par les habitants pauvres de la Crète.

Capta. — Tanta est expensa quam subeunt pauperes persone veniendo ex insula Crete Venetias, ad appellandum pro omni minima re, quod pocius volunt carere suffragio appellationis et perire iure suo, quam novas subire expensas eis importabiles, et sit providendum pro reverentia Dei, honore nostri dominii et pro debito justicie, quod pauperes fideles nostri Cretenses habeant locum appellationis sine tanta expensa sua. — Vadit pars quod appellationes omnium sententiarum et causarum civilium, que de cetero fient per Rectores nostros Insule Crete, ab yperperis centum infra, commisse sint collegio regiminis, Capitanei et Camerariorum nostrorum Crete, per quos seu maiorem partem eorum, dicte appellationes audiantur, terminentur et diffiniantur ad bussulos et ballotas, et illud quod per dictum collegium terminatum fuerit, firmum et irrevocabile sit. Et si aliquis expelleretur per parentellam, loco expulsorum intrare debeant primo Judices proprii, deinde Judices petitionum, et postea domini de nocte, ita ut in dicto Collegio semper sit numerus septem, pro meliori deliberatione eorum, que iudicari habebunt.

Rectores vero qui fecerint sentencias si voluerint, donec erunt in regimine, et postquam exiverint regimen et erunt in Creta, ire vel mittere ad defendendum sententias suas, hoc facere possint. Si vero ire vel mittere nollent, et in suo recessu non dimittent commissionem, teneantur suprascriptum Collegium audire et diffinire dictas appellationes, cum partes ad quas principaliter spectat possint tueri et sustinere iura sua.

Sentencie autem et actus civiles, ab yperperis C, qui fient per Judices et dominos de nocte Crete, audiantur et terminentur ut supra.

Cause vero omnes a ducatis L infra, que judicabantur per Regimen Crete, commisso sint, et de cetero judicentur per Judices

1451 Crete, cum illa auctoritate, cum qua iudicantur ad presens, per dictum regimen. Et appellatio sententiarum que fient per dictos judices de causis predictis, commissa sit suprascripto collegio, prout sunt commisse alie appellationes suprascripte. De causis vero et sentenciis criminalibus, nullatenus se impedire possint, sed remaneat appellatio ad illos, ad quos hactenus commissa fuit.

Et ex nunc captum sit, et firmiter statutum, quod si aliquis habere debebit ab yperperis C supra, et petierit yperpera C et abinde infra pro parte, appellatio illius sentencie, que erit pro parte, non possit audiri per dictum collegium Crete, sed nostris auditoribus commissa sit, ne petendo pro parte, contrafiat intencioni et deliberationi huius consilii.

De parte 76 — de non 17 — non sinceri 17.

18 septembre. f° 87 r°

Le capitaine du Golfe ayant dû avancer 25 ducats à Marco Capello, capitaine d'une des galères de Crète, qui se trouvait dans la nécessité, on lui écrit de continuer à l'occasion à subvenir aux besoins de ce capitaine.

25 septembre. f° 87 v°

Ordre au gouvernement de Crète d'employer annuellement 1,000 hyperpères à l'achat de matériaux pour la réparation des murs de Candie; et prescriptions pour l'exécution de ces travaux par les paysans et de leur surveillance par les nobles.

Capta. — Cum muri civitatis nostre Candide in multis partibus presertim a parte maris, sint corrosi et ruinosi, ita quod non reparando eos ut convenit, oportebit in futurum cum maxima et excessiva expensa illos renovare. Vadit pars quod Ducha, Capitaneus et Consiliarii Crete teneantur sub debito sacramenti, singulo anno in reparatione et aptacione murorum civitatis predicte, expendere mille yperpera, ubi sibi videbitur magis expedire, hoc ordine videlicet : quod dicta mille yperpera in anno expendantur in magistris, calce et lapidibus tantum. Operarii autem sint rustici comunis, et huiusmodi angaria rusticorum equaliter et iuste dispartiatur, ita quod nemo iuste possit conqueri, et ut denarii utiliter dispensentur et operarii faciant debitum suum, ex nunc sit captum quod dictum regimen debeat eligere de tribus mensibus in tres menses, tres de nobilibus Candide feudatis, qui sine salario tribus mensibus supersint operi, et teneant computum magistrorum et expense, ac etiam operariorum, et juxta mandata regiminis et Capitanei faciant laborari ad muros predictos. Et duret ista provisio per annos quinque tantum.

De parte 117 — de non 0 — non sinceri 0.

1er octobre. f° 90 r° 1451

Election des cinq sages de Crète.

6 octobre. f° 90 v°

Autorisation à un conseiller de Crète de venir à Venise, avant l'expiration de ses pouvoirs.

14 octobre. f° 90 v°

Beaucoup de débiteurs de la Trésorerie de Crète se disent incapables de payer, et viennent à Venise, où ils obtiennent facilement la remise de leurs dettes. On décide qu'on ne pourra plus dorénavant accorder aucune remise, sans avis préalable des recteurs.

Capta. — Sicut habetur per litteras Regiminis nostri Crete, multi debitores nostri Dominii, potentes ad solvendum, quotidie fingendo se impotentes et fugitivos, veniunt Venetias, et formatis supplicationibus suis narrando ea que vera non sunt, obtinent gratias, locupletando se de bonis nostri Dominii, et sit providendum quod hujusmodi gratie non concedantur nisi impotentibus personis.

Vadit pars quod, de cetero, alicui vel aliquibus debitoribus Camere nostre Candide et aliorum locorum insule Crete, non possit fieri gratia, terminus aut dilatio vel suspensio solutionis debiti sui, nisi prius habita fuerit recensio rectorum, qui de tempore in tempus erunt in regiminibus locorum de quibus erunt debitores, sub pena ducatorum CC pro quolibet ponente vel conscenciente in contrarium ; et tamen si aliquid alicui concederetur, antequam haberetur recensio dictorum rectorum, nullius sit vigoris et mandetur Regimini Crete et aliorum locorum auctoritate hujus consilii, quod dictas gratias et concessiones, que contra hunc ordinem fierent, nullo modo observari debeant.

Et istud idem servetur de graciis omnium debitorum nostrorum a parte maris.

De parte 118 — de non 3 — non sinceri 4.

24 décembre. f° 97 v°

Les trois ans pour la contribution imposée en Crète étant expirés, et beaucoup de Crétois n'ayant pas encore payé, on accorde au gouvernement de Crète trois autres années, en lui recommandant de bien répartir les impositions.

Même date. f° 98 r°

Ordre au gouvernement de Crète d'armer un brigantin pour

1451 aller voir ce qu'est devenue la galère confiée à l'orateur de la République, se rendant en Caramanie.

Même date. f° 98 r°

Ordre au gouvernement de Crète de réclamer de suite les arriérés des impositions, afin d'armer au plus tôt deux galères.

1452 7 janvier. f° 99 r°

Ordre d'emprunter aux Juifs de Crète 3,000 ducats d'or, que l'on déduira de leurs impositions. Cet emprunt devra être fait dans le courant du mois qui suivra la réception de cet ordre; le montant en sera envoyé aux gouverneurs des octrois; et il est défendu d'accorder à aucun Juif quelque dispense.

30 janvier. f° 106 v°

Envoi de deux galères de Crète dans le Golfe.

27 mars. f° 112 r°

Envoi d'un capitaine d'arbalétriers à Candie, en remplacement de celui qui est mort.

3 mai. f° 116 r°

Un crétois doit 250 hyperpères pour location de pauvres cabanes; on lui accorde de s'acquitter en trois fois.

26 juin. f° 132 v°

Mesures prises au sujet de l'élection d'un prothopape à Candie, en remplacement de celui qui venait de mourir.

Capta. — Cum dominium nostrum cognoscens quanti momenti et importantie ad statum nostrum sit officium protopapatus Candide, semper quesiverit pro honore Dei et comodo status nostri, quod ad illud officium promoveretur vir catholicus et statui nostro fidus, et dicto respectu noviter dominium nostrum, habito consilio et parere plurimum notabilium nostrorum nobilium, elegerit prothopapam venerabilem virum papam Marcum Paulopulum, loco prothopape Candide defuncti, tamquam virum catholicum et predicatorem unionionis, senem, literatum, et statui nostro fidelissimum, qui in dicto officio non fuit admissus, sed per ducham et unum ex Consiliariis Crete, contradicentibus Capitaneo et altero Consiliario, fuerit electus quidam papa Zaninus, qui nedum scismaticus sed concitator est omnis heresis, vir juvenis et statui nostro non bene fidus. Et sit providendum pro honore Dei, et Catholice fidei, ac pro comodo status nostri, quod electio facta per dominium nostrum cum consilio et suasione tot nobilium nostrorum locum habeat.

Vadit pars, quod electio facta ita consulte per dominium nostrum 1452
de prothopapa Marco Paulopulo, auctoritate huius consilii approbetur et confirmetur, mandeturque Regimini et Capitaneo Crete, quod dictum venerabilem papam Marcum, sub pena ducatorum V^{C} auri in propriis bonis suis, admittere et constituere debeant ad prothopapatum Candide, cum honoribus, preheminentiis, et conditionibus omnibus, cum quibus fuit et erat ultimus prothopapa defunctus, cassando et penitus annullando electionem factam de papa Johanina.

De parte 46 — 53.

Ser Leo Venerio sapiens ordinum.

Vult quod scribatur et mandetur auctoritate huius consilii Regimini et Capitaneo Crete quod revocare, annullare et cassare penitus debeant electionem dictorum pape Marci et pape Zanini, procedendo ad electionem unius alterius tercii prothopapa, qui sit catholicus, sufficiens, et dominio nostro bene fidus, sicut melius et utilius ipsis vel maiori parti eorum videbitur.

De parte 30 — 56.

Ser Victor Capello Consiliarius.

Vult quod, pro observatione partis capte in isto consilio in 1402, que non potest revocari, etiam per istud consilium, quod stetur super terminatione facta per Regimen Crete, et quod prothopapa electus remaneat firmus. Verum si aliquid sibi opponeretur de scisma vel aliter, procedatur per nostros Advocatores comunis, secundum formam ordinum nostrorum.

De parte 29 — de non 2 non sinceri 9 — 8.

27 juin. f° 134 r°

Incantus des galères d'Alexandrie et de Beyrouth.

26 août. f° 146 v°

L'autorisation de transporter sans droits des vins de Crète sur des navires étrangers, ayant donné de mauvais résultats, on propose de mettre un droit de 2 ducats par tonneau sur les navires à destination de la Flandre et de l'Occident, et de renouveler la loi du 25 juillet 1441. On veut aussi défendre aux Crétois de vendre leur vin pour Chio, car on le conduit de là en Occident.

Après délibération on renvoie la décision à un autre conseil.

26 septembre. f° 151 v°

Deux vaisseaux vénitiens ayant été attaqués par des pirates, dans les eaux de Cérigo, on ordonne aux galères de Beyrouth, si lesdits pirates sont signalés dans les environs de Modon, d'aller en Crète et avec des vaisseaux armés par le gouvernement de l'île,

1452 de leur faire la chasse; dans le cas contraire de poursuivre leur route vers Beyrouth.

28 septembre. f° 153 r°

Envoi en Crète de deux syndics extraordinaires.

3 octobre. f° 154 r°

Ordre au capitaine de Crète de faire construire, aux frais de Venise, un vaisseau de 1,000 à 1,200 tonneaux, selon la profondeur du port de Candie.

On enverra pour cela de Venise tous les matériaux nécessaires que l'on ne trouverait pas à Candie.

9 novembre. f° 159 v°

Ordre au gouvernement de Négrepont de renvoyer la galère de Crète pour procéder à son désarmement.

Même date. f° 159 v°

Ordre au gouvernement de Crète d'armer deux galères pour le Golfe et de choisir deux capitaines pour les commander.

11 novembre. f° 160 v°

Prescriptions faites au gouvernement de Crète relativement aux réparations du port de La Canée.

Capta. — Quoniam portus civitatis nostre Canee ita apertus est quod naves et navigia, occurrente aliqua maris tempestate, in illo nullo modo stare possunt, alias provisum fuit mittere, et missa fuit una navis buttarum IIII^C, ut fundaretur ad bucham dicti portus, et quoniam in via navis predicta naufragium passa est, provisio predicta utillima effectum habere non potuit. Et nisi cito et debite provideatur aperietur et devastabitur portus predictus, per modum quod in illo nullum navigium stare audebit, cum damno universali illius civitatis et introituum nostrorum.

Vadit pars quod mandetur auctoritate huius Consilii Regimini Crete quod ad omnem requisitionem regiminis nostri Canee, mittere debeat illuc prothomagistrum nostrum Candide, cum duobus vel tribus aliis intelligentibus ad examinandum, si afundando ad bucham dicti portus unam galeam, getum quod fieret super illa esset forte vel non. Et si terminabitur quod sit, ex nunc captum sit, quod mandetur auctoritate huius consilii potestati et Capitaneo Neapolis Romanie, quod galeam nostram veterem, que illic est, consignare debeat nuncio regiminis nostri Canee, et mandetur dicto Regimini, quod mittere debeat ad accipiendum dictam galeam

expensis omnium illorum de Canea, qui habent naves, navigia, 1452
gripparias et barchas. Et postquam dicta galea illuc fuerit conducta, afundetur ad bucham portus, sicut terminabitur per dictos prothomagistrum et alios, melius et utilius esse.

Si vero terminaretur quod afundandum galeam non esset opportune provisum illi portui, examinare debeant et providere ac deliberare de laboreriis et reparationibus faciendis ad portum predictum, ita ut in illo naves et navigia secure stare possint omni tempore, et sicut fuerit deliberatum, sic procedatur per Regimen cum omni solicitudine ad fabricam et reparationem illius. Et quoniam est providendum de recuperando pecunias ad opus dicti portus necessarias; et sint multi condemnati pecunialiter, qui, propter eorum paupertatem, stant exules, a quibus numquam aliquid haberi poterit. Ex nunc captum sit quod mandetur Regimini nostro Canee, quod omnes condemnationes pecunialiter solummodo, qui volent exbursare tercium suarum condemnationum in illis terminis, qui videbuntur dicto Regimini, et laborare ad opus dicti portus tot diebus, quot ad precium honestum excomputent aliud tercium, debeat absolvere ab alio tercio, et eos accordare, quod ad proprias domos libere ac impune redire et stare possint. Possendo etiam expendere in opere predicto pecunias omnium condemnationum et disvarnitionum, sicut alias captum fuit in isto consilio; et duret ista provisio donec dictus portus fuerit aptatus.

De parte 125 — de non 0 — non sinceri 1.

8 décembre. f° 161 v°

On fait les avances ordinaires au capitaine de Crète pour l'équipement de ses compagnies.

16 décembre. f° 163 r°

On accorde à un vassal de La Canée les privilèges et bénéfices des autres vassaux.

24 février. f° 170 v° 1453

Envoi de deux galères de Crète à Négrepont.

2 mars. f° 173 r°

Autorisation accordée à Pierre Manolesso d'exploiter les salines qui se trouvent sur ses terres, et d'en vendre le sel, au prix fixé, à ceux qui sont chargés de l'exploitation générale, au nom de la république.

Capta. — Cum consiliarii Rethimi scribant quod daciarii salis Crete, qui obligantur tenere fulcitam totam insulam sale quem conduci faciunt de extra Insulam, sepius habeant carentiam salis, quem

1453 conduci facere non possunt, propter tempora contraria, et alias causas, ex quo fideles nostri Rethimi et aliorum locorum patiuntur incomodum et sinistrum, quod non sequeretur si in insula Crete fieret de sale; et nobilis vir Petrus Manolesso dixerit dictis consiliariis quod habet locum aptum ad faciendum tot salinas quod de illis posset fulcire daciarios nostros absque eo quod habeant mittere pro sale extra Insulam; sed vellet quod daciarii tenerentur accipere salem suum ad precium, quo emunt salem, quem ipsi conduci faciunt, et faciat pro dominio nostro dare modum quod in insula nostra fiant dicte saline, pro evidenti comodo omnium fidelium nostrorum Crete.

Vadit pars quod concedatur auctoritate huius consilii dicto Ser Petro Manolesso quod fieri facere possit salinas in illo loco suo, quem dicit ad hoc aptum esse, cum hoc quod dare teneatur decimam nostro dominio perpetuis temporibus a tercio anno ultra. Et ordinetur ac statuatur quod daciarii nostri salis teneantur accipere dictum salem illo honesto et convenienti precio, quod limitabitur et statuetur per Regimen nostrum Rethimi. Et de hac concessione fiant litere nostre patentes dicto Ser Petro Manolesso.

De parte 14 — de non 1 — non sinceri 0.

Ser Paulus Truno, procurator, sapiens consilii. — Ser Nicolaus Basadona, Ser Petrus Barotio, Ser Zacharias Barbaro, sapientes ordinum. — Volunt quod peticio, seu pars suprascripta mitti debeat Regimini et Capitaneo Crete, quibus committatur quod super ea nobis dare debeant veram informationem, ac dicere eorum opiniones, que materia, postquam habita fuerit responsio, non possit deliberari nisi per hoc consilium.

De parte 104.

22 mars. f° 180 r°

Le gouvernement avait envoyé des arbalétriers avec un vaisseau allant en Orient; dix-sept d'entre eux sont de retour à Venise sur un vaisseau chargé de marchandises; pour les indemniser, on met sur les marchandises les taxes suivantes : $^1/_3$ de ducat par caisse d'épices ; 1 ducat par *balla boccasinorum* ; 1 ducat $^1/_2$ par sac de fil ; 1% sur l'alumine, et 1 ducat par ballot de fil.

10 avril. f° 183 r°

Envoi de matériaux pour l'armement des galères de Crète.

12 avril. f° 184 r°

On recommande au pape les frères de l'Observance de La Canée.

Même date. f° 184 r° 1453

L'arsenal de Venise n'ayant pas assez d'argent pour exécuter le décret du 10 avril, on lui ordonne d'en emprunter aux officiers des octrois.

11 mai. f° 188 r°

Une galère de Crète se tient dans les eaux de Négrepont et de Ténedos, pour surveiller les progrès des Turcs contre Constantinople.

1er juin. f° 192 v°

Commission aux syndics du Levant. C'est la même formule que précédemment [1], contenant les mêmes recommandations et donnant de pleins pouvoirs.

14 juin. f° 195 r°

Un vaisseau a fait naufrage dans les eaux de Crète ; on organise des secours.

Même date. f° 198 r°

Convocation au Conseil pour une décision relative à la protection des Crétois, contre les manœuvres des vaisseaux marchands génois.

Capta. — Cum ab uno anno citra per naves Januenses extracte fuerint butte III^{M} et ultra vini ex Insula nostra Crete, qui Januenses illuc conducunt dogas, caviaras, et multas alias res, et accipiunt adviamina illis subditis nostris, quod redundat in eorum maximum preiudicium, atque damnum, et similiter in damnum comunis nostri. Et sit omnino providendum, quia ista materia est maxime importantie.

Vadit pars quod auctoritate huius consilii, omnes illi qui possunt ponere partem, debeant venisse ad hoc consilium, in pena ducatorum centum pro quolibet in suis bonis propriis, die Jovis proximo XXI Instantis, cum opinionibus suis, ut hoc negotium tante Importantie debite reformetur et reguletur.

De parte 100 — de non 11 — non sinceri 1.

30 juin. f° 198 r°

Envoi de l'Arsenal de Venise au gouvernement de Crète de tout ce qu'il faut pour armer deux galères.

1. Voyez au 13 mai 1437.

1453 2 juillet. f° 198 r°

Ordre au gouvernement de Crète de restreindre ses dépenses, autant que possible, et de faire une réserve d'or.

Capta. — Quoniam ex his que habentur, summe necessarium est quod provideatur. — Vadit pars quod scribatur et mandetur Duche, Capitaneo et Consiliariis Crete ac Camerariis nostris ibidem, quod recepto presenti nostro mandato, nullo modo, forma, vel ingenio dispensare debeant ullas pecunias quomodocumque spectantes illi camere nostre, ultra expensas ordinarias, quas etiam modis omnibus restringere debeant. Et similiter dispensare non debeant ullas pecunias de ratione gubernatorum Introituum et thesaurariorum novorum, et aliarum quarumcumque rationum nostrarum, nec etiam dare pecunias ad cambium, nec solvere pecunias ullas cambii, sed omnes eas, sic conservare et ponere in deposito de ebdomada in ebdomadam, ad ordinem et mandatum nostri consilii rogatorum, procurando etiam retinere et conservare quot plures pecunias in auro poterunt. Et si forte fecissent bulletas ullas, eas retractare debeant, ut omnino exequantur quantum superius dictum est; et hoc sub pena ducatorum mille pro quolibet eorum contrafaciente in propriis bonis suis, exigenda per Advocatores nostri comunis. Hoc tamen declarato, quod solvere possint refusuram galearum Crete, que illuc venissent, seu venirent ad disarmandum. Et etiam declaretur, quod non intelliguntur subiacere huic ordini nostro illi ducati mille quingenti, qui pro rebus missis, seu mittendis in Cretam solvi debent per Regimen nostrum deinde, iuxta deliberationem istius consilii, seu etiam remitti debent per ipsum Regimen huc ad solvendum per cambium. Nec etiam intelligantur pecunie accepte ad cambium per virum nobilem Ser Franciscum Bono, nunc proficiscentem Capitaneum Crete, pro solutionibus stipendiariorum, quos accepit pro Creta; et similiter pecunie sartiarum acceptarum per Regimen Crete ex navi Gasparini Faxano.

De parte 139 — de non 4 — non sinceri 4.

9 juillet. f° 200 r°

Tissus de soie à conduire à Venise.

12 juillet. f° 200 v°

Ambassade à Constantinople.

Capta. — Omnes intelligunt quantum necessarium sit quod orator noster iturus ad Teucrum, qui remansit in Nigroponte, vadat ad presentiam ipsius Teucri, quanto celerius esse possit, et ipse orator secum portaverit dona solummodo ad valorem duc. V^{C}, que dona parva sunt respectu rerum occursarum et que gerrenda sunt apud dictum Teucrum; propterea vadit pars quod augeantur dona pre-

dicta de aliis duc. VII^c, ita quod in totum dona ipsa sint pro valore duc. MCC in illis rebus que collegio videbuntur, que mittantur ad manus oratoris nostri cum presenti galea, et accipiantur per illum modum et sicut factum fuit de donis predictis duc. V^c, et obligari ob hoc possint illa officia que videbuntur, tam de impositione quam de omni alio loco. 1453

De parte 106 — de non 7 — non sinceri 1.

SEN. MAR. R. 5 1453-1456.

28 mars. f° 29 v° 1454

Jean Venier a fait, avec une galère, le voyage de Crète pour y porter : *balle tres pannorum quarantinorum, de ratione nobilium virorum S. Mafey et S. Ambrosii Contareno, que evaserunt in amissione Constantinopolis.*

Même date. f° 30 v°

Ludovicus de Medio, nommé juge en Crète, obtient un sursis pour se rendre à son poste.

2 avril. f° 31 r°

Décret pour le rachat des captifs faits par les Turcs à la prise de Constantinople.

5 avril. f° 31 v°

Amnistie aux condamnés crétois, moyennant une période de service militaire.

Capta. — Cum insula Crete sint multi baniti pro puro homicidio et aliis delictis qui, habitant in montibus et aliis locis remotis, et sint causa multorum malorum in insula illa, et dicti tales libenter servirent dominio nostro, ubi opus esset, ut eximerentur a banno et, omnibus bene consideratis, sit super hoc providendum.

Vadit pars, quod mandetur Regimini Crete quod si, ad receptionem presentium, non haberent noticiam de aliqua conclusione pacis inter nostrum oratorem et Teucrum, debeant publice proclamari in regimine suo et in omnibus principalibus civitatibus et locis insule, quod omnes banniti de quibuscumque terris et locis illius insule, pro quocumque delicto, exceptis rebellibus et assassinis, qui se offerent servire dominio nostro, in Nigroponte, menses XVIII, sump-

1454 tibus suis, vel in Durachio anno uno, cum arcu vel callista, et post oblationem factam regiminibus, vel rectoribus locorum nostrorum illius insule, recedent, infra mensem unum, pro eundo Nigropontem vel Durachium ad serviendum, ut supra, et in fine temporis reportaverint litteras, a rectoribus Nigropontis vel a baylo Durachii, cancelletur eorum bannum et stare ac habitare de cetero possint in omnibus civitatibus terris et locis insule, sicut poterant ante dictam condenationem (*sic*) et mandetur regiminibus suprascriptis, quod talem advertentiam in hoc habere debeant, quod dominium nostrum decipi vel defraudari non possit. Et mittatur hec pars in Cretam per viam Mothoni, et mandetur illi Regimini quod eas subito mittere debeat per primum passagium.

De parte 122 — de non 13 — non sinceri 10.

16 août. f° 49 v°

Instructions données par le doge Foscari à son ambassadeur en Turquie, Barthelemy Marcellus.

1455 19 mai. f° 88 r°

Désordres et assassinats à Scutari.

Cum comes noster Scutari pluribus litteris suis scripsit, et omni die scribat Dominio nostro, quod post mortem nostri vayvode, multa homicidia, furta et infinita delicta committuntur in partibus illis, quibus obviare non potest, cum non habeat aliquem cui committere possit aliquod negotium rectè exequendum.

Le Sénat nomme un nouveau vayvode.

29 mai. f° 88 v°

Décret pour l'envoi de troupes à Réthimo et à La Canée.

12 juin. f° 96 r°

Réclamations des vassaux crétois et réponses qu'y fait le Sénat.

Capta. — Quod ad capitula porrecta per nobilem virum Antonium de Medio, oratorem nobilium pheudatorum Crete, respondeatur; et primo. Cum tota hec insula Crete senciat et patiatur maximum damnum et detrimentum in eo videlicet quo substentacio eius universalis consistit, videlicet in expeditione vinorum, in quibus tota facultas et generalis respiratio omnium in est, propter ruinam et captionem Constantinopolis, eo quod inde deferabatur huc maxima copia lignaminis dogarum, quibus butarii nostri continuo anno laborando butas conficiebant, et tempore vindemiarum, habita magna copia butarum, habiliter vina locabantur. Privati itaque presenti hac commoditate lignamis et subsequenter, tempore debito, butis, tota universaliter hec insula patitur maximum damnum et incomodita-

tem. Unde pro huius tante necessitatis evitatione supplicatur pro ducali dominio, quod inde de Venetiis ubi maxima copia huiusmodi lignaminis de facili habetur, et de aliis locis Culphi, unde huiusmodi lignamen haberi potest, et per dominium vetatum esset abstrahi, possit et liceat lignamen tale extrahi, et ad hanc insulam conduci, solvendo inde pro datiis quinque pro C°, cum hic in introitu solvuntur alia quinque, ut ipso in his partibus conducto, et per butarios nostros laborato, possit huius insule immense necessitati subveniri. 1455

Responsio. Inclinati ad comoda illius civitatis et insule, sumus contenti et concedimus quod, a Pulmentoriis ultra, extrahere possint dogas de quibuscumque locis, et illas conducere in Cretam cum navibus et navigiis venetis.

Quoniam misterium butarum est magnum, et huic civitati valde utile habenda est diligens advertentia ne quid fiat quod in desolationem vel detrimentum ipsius misterii esse possit, et propterea. Vadit pars quod capitulum pertinens ad dogas et circos suspendatur pro nunc; et teneantur provisores communis mittere pro gastaldionibus misterii butarum, cum quibus habeant collationem et informationem; et postea veniatur ad hoc consilium, ut consultius deliberare possit.

De parte 69 — de non 2 — non sinceri 8.

Die XVIII Julii in Collegio ex auctoritate Consilii rogatorum.

Sumus contenti quod de omni loco, a Quarnario sive promontoriis ultra, possint extrahere de lignaminibus pro dogis faciendis, et conducere in Candidam, solvendo solummodo consueta datia.

De parte 16 — de non 0 — non sinceri 0.

Ad secundum. Cum ducale dominium aperte, ex propria experientia rei, incomoditatem civium huius insule persenserit in facto appellationum, que hinc fiunt Venetiis, salutifera provisione ordinaverit, per partem nuper captam in Consilio rogatorum, quod pauperes persone et alii cives huius insule, tam propter expensarum occasionem, quam propter laborum evitacionem que sufere non poterant, potius volebant carere auxilio appellationis in Venetiis et perire jura sua, quam subire expensas eis importabiles et maris pericula, et ob hoc statuerit pro huismodi appellationibus collegium hic Candide maxime reputationis, videlicet ab yperperis C. infra in mobili et a ducatis L^ta infra in stabili, quod collegium satis facit multum omnibus universaliter, quibus maxime propter eorum incomoditatem in huiusmodi appellationibus succurrendum erat; et hic numerus iperperorum C. sit infimus, et sit maxime necessarium modicum sublevari in expressam sublevationem pauperum; quod supplicetur pro ducali dominio, quod, ubi in dicta lege contineatur yperpera C. continuetur ducati C. tam in mobili quam in stabili, remanentibus omnibus aliis constitutionibus in dicta parte contentis firmis et validis, cum tante dificultatis sit unicui-

1455 que appellandi se Venetiis tam pro yperperis C. quam ducatis C. prout omnibus qui condicionem huius insule cognoscunt satis est notum.

Responsio. In facto dictarum appellationum sumus contenti quod sicut, in parte capta die XXX Julii 1451, appellationes causarum yperperorum centum commisse sunt collegio Duche, consiliariorum, capitanei et camerariorum, sic cause omnes yperperum V^C et ab inde infra commisse snnt dicto collegio, cum omnibus modis et condicionibus contentis in dicta parte. Cause vero que judicabuntur per Regimen, sicut commisse sunt per dictam partem a ducatis L^ta infra Iudicibus Crete, sic de cetero commisse sint a ducatis C. infra dictis Iudicibus, et appellatio eorum ad dictum collegium cum aliis condicionibus dicte partis. Et ut in dicto collegio semper sit numerus septem, volumus quod si aliquis de dicto collegio expelleretur per parentelam, vel alia quacumque causa, aut propter infirmitatem, absentiam vel aliam causam, non posset esse in collegio, loco dictorum expulsorum, infirmorum, absentium aut non valentium esse in collegio, intrent per texeram primo Iudices petitionum, deinde Iudices proprii, et successive domini de nocte, ut in dicto collegio sit semper numerus septem. Volumus preterea et ordinamus, quod omnes illi qui intrabunt in dicto collegio, loco illorum qui quomodolibet expellentur, vel deficient, esse et stare debeant donec causa illa recipiet finem. Et si aliquo casu aliquis ex septem ordinariis dicti collegii erit in primo consilio alicuius cause, et non esset in secundo vel tercio, et eius loco intrabit alius ordinarius, quod secundum consilium habeatur pro primo, et sic servetur in aliis, ut per tria consilia septem non mutatorum omnes cause diffiniantur.

Ad tercium. Item habito respectu in condicione et augmentacione huius terre et insule plura sunt providenda ad conservationem et comodum eius, que Regimen Crete plurimis et arduis negociis occupatum ad plenum providere non potest, et sit maxime utile et necessarium ordinari et constitui provisio per quam comode possit satisfieri huic saluberrime intencioni, ad publicum comodum et proficuum huius terre, et utilitatem huius terre et insule, dignetur ponere per partem quod eligantur nobiles sive provisores quinque per Magnificum Regimen Crete et M. Dominum Capitaneum, de anno in annum, ad videndum et speculandum inter se diligenter que sint necessaria huius terre et insule, ad conservationem honoris et status dominii et utilitatem universitatis, et qui bis in mense saltem vel plus, secundum quod opportunatites causarum et negotiorum requirent, sint cum Regimine ad recordandum ea que ipsi, pro bono et proficuo status dominii et utilitatis universitatis, civitatis et insule, speculaverint, ut dominium, habitis eorum opinionibus, valeat perficere quod eis videbitur conveniens. Et his qui fuerunt in offitio non obstet relegi de novo.

Responsio. Quamquam ad omnia comoda et utilitates illius civita-

tis et insule sumus inclinatissimi, attamen, bonis et honestissimis 1455
causis, non videtur nobis posse aliqualiter in hoc eis complacere.

Ad quartum. Item cum sit quod antiquo Illma ducalis dominatio providerit, quod omnia officia et benefitia, que per Rectores Crete conferebantur, non possint dari Venetiis per gratiam neque per aliquem alium modum; et hoc modo nuper requirendo nostri ambassiatores, per benignitatem prelibate nostre dominationis fuerit, ita sanccitum et corrobaratum cum penis et stricturis magnis; et adhuc de novo per malitiam illorum, qui vadunt Venetias ad petendum huiusmodi officia, hec leges antique et moderne pluries fuerint violate et interrupte, in magnam inaptitudinem ipsorum officiorum propriorum et damnum personarum huius insule talium officiorum dignarum et displicentiam generaliter omnium. Supplicetur benignitati predicti ducalis dominii quod eius clementia dignetur taliter providere, quod dicta provisio ultimatim facta ad requisitionem nostrorum ambassatorum, habeat locum, et observationem, vel per auctoritatem magni consilii, vel per alium modum, ita et taliter quod omnia offitia et benefitia, cuiucumque conditionis et nominis sint, que per rectores Crete solent conferi, non possint aliquo colore vel velamine, inde impetrari contra predictam legem dignam et utilem generaliter omni huic sue insule Crete.

Responsio. Volumus, sicut alias concessimus, quod omnia officia Crete solita dari et conferri per Regimen et capitaneum Crete, non possint hic aliqualiter dari vel concedi de cetero per gratiam vel aliter, sub omnibus penis et stricturis contentis in concessionibus et partibus superinde captis, quas ex nunc volumus, decernimus et declaramus quod omnino observari debeant et executionem habere, hoc specialiter addendo, quod si aliquis presumeret a dominio nostro hic petere et impetrare aliquod officium vel beneficium Crete, solitum conferri per Regimen et Capitaneum nostrum de inde, cadat de ducatis IIIC, et privetur omnibus officiis et beneficiis Crete per annos duos, et gratia ei facta nullius sit vigoris.

Ad quintum. Item exponatur et humiliter supplicetur per partem feudatorum et civium fidelium castri loci Sithie, quod cum sit maxime utile et necessarium ad extirpationem omnis inconvenientie, que per rectores Sithie possint committi, cum sint soli in Regimine, dignetur benignitas ducalis dominii, ad conservationem jurium subditorum suorum Sithie, constituere, quod sicut est pars capta in consiliis, quod omnes actus et sententie dictorum rectorum sint in appellatione coram Magnifico Regimini Crete, ita ex nunc in antea dicti rectores possint et debeant sindicari, et sint suppositi sindicatui et condemnationibus huius Magnifici Regiminis Crete et Mci domini Capitanei, sub illis omnibus modis et condicionibus quibus Rectores Citherici subiacent.

Responsio. Sumus contenti quod appellationes sententiarum et actuum criminalium, pecunialium Rectoris nostri Sithie, commisse

1455 sint Collegio Regiminis, Capitanei et camerariorum nostrorum Crete, cui commisse sunt alie appellationes causarum civilium Crete, et quod in Cancellaria Crete de dictis omnibus sententiis et actibus teneatur speciale registrum et exemplum, ut venientibus illuc sindicis nostris, possint exercere officium suum contra dictum rectorem.

Ad sextum. Cum per Regimen Crete michi commissum sit quod supplicare debeam Illo ducali dominio, ut dignetur providere circa sententias et terminationes factas et fiendas per consulem nostrum de Chio in civilibus, ob casus inter nostros occurrentes. Supplico et humiliter rogo Illmam dominationem prefatam, ut dignetur per expeditionem talium causarum coram predicto consule occurrentium, quod appellationes earum terminationum et sententiarum factarum et fiendarum per dictum consulem et successores eius, que inter Cretenses facte sunt vel fient, ipse tales appellationes audiri et terminari debeant per Collegium Candide. Et similiter que inter Cretenses et forinsecos fient, earum appellationes per eundem Collegium Candide expediantur. De appellationibus vero que inter venetos habitentur (*sic*) videlicet Venetiis erunt, provideat Exma dominatio ut sibi videtur et placet.

Responsio. Volumus et ordinamus quod de sententiis, actibus et terminationibus que facte sunt et fient per consulem nostrum Chii de yperperis quingentis et ab inde infra, spectantes ad fideles nostros Crete, Nigropontis, Egeopelagi, Mothoni, Coroni, Neapolis Romanie, Corphoy et aliarum terrarum et locorum partium illarum, appellationes commisse sint audiende, terminande et decidende per suprascriptum Collegium Regiminis, Capitanei et Camerariorum Crete. De sententiis autem, actibus et terminationibus dicti consulis, in quibus interveniant veneti et alii fideles nostri locorum nostrorum a Corphoo citra, volumus quod appellatio fiat, ad nostros auditores sententiarum in Venetiis. Et de hac deliberatione nostra dabimus noticiam Consuli nostro Chii.

Ad septimum. Item supplicetur Excellme dominationi quod dignetur declarare Regimini Crete quid habeant observare et sequi debeant de pace facta cum domino Teucrorum, ut, habita noticia, possint observare et observari facere que observanda sunt. Et dignetur mittere sibi pacis capitula, cum declarationibus infrascriptis, que tales sunt.

Responsio. Mittemus Regimini nostro Crete copiam capitulorum omnium pacis ultimate concluse cum Teucro, que omnia capitula volumus quod per ipsum Regimen observentur, donec aliud mandatum a nobis habuerit.

Ad octavum. Ut declaretur scilicet ipsi Regimini Crete per ducale dominium, qualem ordinem habent observare versus grecos Constantinopolis in rebus mercatoriis que portant Candidam, et que extrahuntur de Insula, si tractandi sunt veluti veneti aut veluti forinseci,

et precipue illi greci, qui per privilegium reputabuntur per baiulum nostrum sicut veneti, in omnibus occurrentibus. 1455

Responsio. Volumus quod veneti albi Constantinopolis tractentur in Creta, in omnibus suis negotiis, sicut tractabantur quando civitas illa erat sub Imperatore greco.

Ad nonum. Quoniam, propter quandam consuetudinem positam per aliquos rectores preteritos, solemnitates plurimorum sanctorum in Candida observantur, in quibus non audetur operari, quia Regimen Crete constringit tam latinos quam grecos observare. et sint plures quam hec que Venetiis observantur, et ultra has greci etiam habent observare suas, et observando nostras, que plurime sunt, et suas similiter, hoc eis revertitur in maximum damnum. Ideo humiliter supplicatur pro ducali dominio, quod clementer dignetur providere quod Cretenses debeant observare solummodo dies festos que Venetiis observantur, et non amplius, et reliquos dies opperari possint; et quod ad nos de Venetiis mittentur dies festos sanctorum que solent Venetiis observari, ut ipsi eodem modo illas inde observari queant.

Responsio. Quoniam per celebrationem multarum festivitatum fideles populi nostri Crete multa damna et jacturas patiuntur, volumus et ordinamus quod, ultra festivitates ordinatas celebrari per Romanam Ecclesiam, nemo compelli possit per Regimen Crete vel aliorum locorum ad celebrationem alicuius festivitatis, nisi quantum pro devotione sua quilibet celebrari voluerit.

Ad decimum et ultimum. Item cum M^cum^ Regimen et M^cus^ dominus Capitaneus Crete, considerando quod civitas Candide est alia civitas Venetiarum apud Levantem, et est consonum et rationabile ut sicut imitatur Venetias in legibus, ita et in omnibus moribus faciat per debitum conformitatis quoniam a Venetiis dependentiam habet; et ita agendo, maximam gloriam dominatio nostra assequitur, ob quas quidem considerationes predictum M. Regimen et M^cus^ dominus Capitaneus providerint ut civitas Candide, que maxime fuit immunda, ut omnibus notum est, furet (*sic*) et teneatur ab omnibus munda et clara continue ab omni immundicia, sub expensis eorum quibus videbitur dominium imponere, non tangendo de denariis communis. Ideo recordetur pro ducali dominio ut dignetur mandare Regimini Crete, quod de mundicia incepta dicte civitatis debeant procedere, sicut inceptum est, non videndo voluntates civium aliquorum qui minime de bonis moribus delectantur, ut ita a bono in meliori procedatur usque ad finem necessarium, ita quod dicta civitas teneatur munda ut supra dictum est; et hoc mandatum intelligaturpresenti Regimini et successoribus eius, qui similiter facere debeant.

Responsio. Quoniam quanto civitas Candide erit magis munda ab omni sorde et immundicia tanto erit magis sana et libera ab omni infectione et egritudine; volumus et ordinamus quod Regimen et

1455 Capitaneus Crete possint facere illas provisiones et ordines que et qui eis videbuntur utiles et necessarie, imponendo etiam illas penas que eis videbuntur, et illi ordines et provisiones que facte sunt et fient per dictum Regimen et Capitaneum circa mundiciam civitatis ita observari debeant, et pene statute et statuende ita exigi, ac si per dominium nostrum cum Consilio rogatorum facte fuissent.

De parte 92 — de non 1 — non sinceri 19.

30 juin. f° 99 r°

Décret pour le renouvellement d'un privilège en faveur de l'église Saint-François de Candie.

Quod, in complacentiam nobilium et pheudatorum Canee, scribi possit in Romana curia, ut in monasterio fratrum conventualium Sancti Francisci, reducantur fratres observantie ipsius ordinis.

Et similiter, in complacentiam nobilium et pheudatorum Candide scribi possit pro renovatione cuiusdam privilegii indulgentie ecclesie Sancti Francisci Candide.

De parte 100 — de non 3 — non sinceri 1.

7 juillet. f° 101 r°

Avis au capitaine du Golfe. On lui recommande de veiller exactement à la garde des territoires vénitiens, tout en ayant soin d'observer les articles de la paix avec le Grand Turc, qui marche contre Scanderberg.

16 septembre. f° 112 v°

Mesures pour réunir la somme nécessaire au payement de Népante au Grand Turc et aux dépenses de la femme de Marcellus, baile à Constantinople.

Capta. — Cum tesaurarii nostri novi, de ordine istius concilii, mittunt unum ex suis in Cretam ad exigendas nonnullas pecunias spectantes officio suo, faciatque pro nostro dominio dare operam solvendi domino Teucro id quod sibi dare debemus pro Nepanto, pro concordio alias secum facto.

Vadit pars, quod ordinetur et mandetur quod, de primis pecuniis que exigentur in Creta, de ratione ipsorum tesaurariorum, accipi debeant duc. IV^C, qui mittantur Const. pro solutione predicta fienda Domino Teucro. Omnes vero alie pecunie que quandolibet (?) exigentur de ratione predicta, mitti debeant de tempore in tempus Mothonum, que illic remaneant et solummodo dispensentur in subventionibus et refusuris galearum nostrarum, sub pena duc. V^C cuilibet ponenti, dispensanti vel facienti quolibet in contrarium. Preterea ex nunc captum sit quod dari debeant quod primum uxori viri Nobilis Barth. Marcello Baiuli nostri Const. duc. C, pro suis ex-

pensis, ad computum salarii dicti baiuli, quos duc. C de omnibus pecuniis, que quolibet dispensari possunt, consiliarius noster omnino dari debeat, sub pena duc. C., in suis propriis bonis exigenda per advocatores communis. 1455

De parte 103 — de non 5 — non sinceri 4.

23 septembre. f° 114 r°

Décret pour la nomination des capitaines de vaisseaux.

Capta. — Cum per Regimen Crete eligi soleant supracomiti galearum nostrarum armandarum ibi, et ut plurimum dicti supracomiti eligantur juvenes et inexperti, ita quod nec ipse galee bene armantur, nec quando sunt foris utiliter gubernantur, prout honor nostri dominii et suorum negotiorum opportunitas exigit, et quod deterius est, hujusmodi supracomiti eliguntur per annum et duos, antequam hinc habeatur mandatum aliquam galleam armandi, et utile imo penitus necessarium sit superinde taliter providere quod omne inconveniens tollatur, ut res dom. nostri utiliter et salubriter procedant.

Vadit pars, quod committatur Regimini et capit. Crete, tam presenti quam futuris, ut de cetero non debeant aliquo modo eligere aliquem supracomitum, nisi prius habuerint mandatum nostri dominii ad armandum unam seu plures galleas; que electio, ut diligentius et maturius procedatur, fiat per ducham deinde conciliarios et capitulum et tres camerarios, et eligantur per scruptimum, nec inteligatur aliquis electus nisi ad minus habeat quinque ballotas ex VII predictis, qui in dicto scruptinio adesse debent, et ille vel illi qui habuerint plures ballotas, a quinque supra, sint firmi ad nostrorum supracomitorum eligendorum. Et si aliquis esset electus, sit omnino revocatus nec possit aliquis eligi supracomitus, nisi legitime probaverit illi Regimini complevisse etatem annorum XXX. Tempore autem suspicionis et opportunitatis possit dictum Regimen et capitulum, per modum suprascriptum, eligere supracomitos et procedere ad armantentum gallearum, secundum consuetudinem.

De parte 83 — de non 22 — non sinceri 6.

6 octobre. f° 115 v°

Il y a en Crète une grande disette, par suite de la mauvaise récolte de l'année ; le gouvernement de l'île demande une avance de 1,500 ducats, pour acheter du blé en Sicile, en s'engageant à les rembourser dans un délai de trois mois ; on fait droit à sa demande ; mais comme, le même jour, un bateau crétois donne des nouvelles plus favorables, on remet à plus tard la décision à prendre, afin d'être mieux au courant de la situation.

1455 20 novembre. f° 118 v°

Décret pour l'armement de galères en Crète.

1456 10 janvier. f° 126 v°

Décret en faveur de Georges Sguno de Candie et de son neveu, qui ont beaucoup souffert au moment de la prise de Constantinople; on demande au gouvernement de les protéger, afin qu'ils ne soient pas forcés à mendier.

27 février. f° 132 r°

Autorisation de poursuites contre Vinciveran Justinianus, ancien vice-conseiller de Crète. Il est condamné à six mois de prison et à 300 livres d'amende.

Capta. — Ser Jacobus Pizamano, Ser Dominicus Frivisanus, Sindici partium Levantis.

Si videtur vobis per ea que dicta et lecta sunt, quod procedatur contra nobilem virum Ser Vinciveram Justiniano, olim Viceconsiliarium Crete, corruptum et subornatum a nobilibus viris Ser Peratio Gradonico, quondam Ser Georgii, et Ser Johanne Bono, quondam Ser Stamati, absentem, contumacem et legitime citatum in scalis Rivoalti.

De parte 72 — de non 15 — non sinceri 39.

Eo die.

Sindici suprascripti :

Volunt quod idem Ser Vinciveras stare debeat uno anno in carceribus et solvere libras mille, et nisi solverit non incipiat terminus carceris, et quod sit privatus per quinquennium omnibus officiis, beneficiis et regiminibus communis Venetiarum intus et foris, et in perpetuum omnibus officiis, beneficiis et regiminibus Insule Crete. Quodque restituat omnes denarios quos pro subornatione habuit, et totidem pro pena, qui denarii veniant in commune. Et de premissis non possit fieri gratia, donum, remissis nec aliqua recompensatio nisi per sex consiliarios, tria capita de XL^{ta}, XL^{ta} de XL^{ta} et quatuor partes Maioris consilii.

De parte 0.

Même date. f° 132 r°

Autres poursuites.

Ser Hector Pasqualigo, Ser Andreas Marcello, Ser Laurentius Lauredano, Ser Petrus Mocenigo, Ser Paulus Barbo miles, consiliarii.

Volunt quod suprascriptus Ser Vinciveras stare debeat mensibus

sex in carceribus, et solvat libras quingentas, et sit privatus... 1456
(*come sopra*).

De parte 44.

Ser Federicus Cornario caput de 40.

Vult partem consiliariorum in totum et per totum, preter quam in libris quingentis, sed vult quod solvat libras CCC^{tas}.

De parte 50 — non sinceri 34.

Ser Jacobus Pizamano, Ser Dominicus Trivisanus, Sindici partium Levantis.

Ut veritas haberi possit eorum que huic consilio lecta sunt, opponuntur et habentur contra Jose de Mayr, hebreum de Rethimo, contra honorem huius Ill^{mi} dominii, retineatur idem Jose ad requisitionem suprascriptorum Sindicorum, et examinetur. Et casu quo veritatem fateri recusaret, fiat collegium secundum usum, maior pars cuius habeat libertatem ipsum cum tortura examinandi, pro habenda clariore informatione et veritate omnium suprascriptorum; et postea cum his que habebuntur, veniatur ad hoc consilium et fiat sicuti ipsi videbitur.

De parte 92 — de non 4 — non sinceri 14.

Suprascripto die.

Suprascripti sindici :

Ut veritas haberi possit, eorum que huic consilio lecta sunt et opponuntur viro nobili Ser Bernardo Fuscareno, olim consiliario Rethimi, contra honorem huius Ill^{mi} dominii, retineatur idem Ser Bernardus ad requisitionem suprascriptorum sindicorum, et examinetur, et casu quo veritate fateri recusaret, fiat collegium secundum usum, maior pars cuius habeat libertatem ipsum cum tortura examinandi, pro habenda clariore informatione et veritate omnium suprascriptorum ; et postea cum his que habebuntur veniatur ad hoc consilium et fiat sicuti ipsi videbitur; et si perquisitus suprascriptus Ser Bernardus haberi non posset, publice proclametur super scalis Rivoalti quod personaliter comparere debeat coram ipsis sindicis et officio suo, ad faciendum de suprascriptis suam defensionem; assignato ei termino dierum octo ad comparendum, ad quem si non comparuerit, procedatur contra eum, absentia sua non obstante.

De parte 48-5 — de non 20-21 — non sinceri 44-40.

Iterum, posita suprascripta parte, in secundo consilio fuerunt :

De parte 75 — de non 12 — non sinceri 36.

19 mars. f° 139 v°

Sursis accordé à François Contareno, pour se rendre à La Canée, comme conseiller.

8 avril. f° 142 v°

Crédit pour la réparation du palais du duc de Crète.

1456 24 avril. f° 144 r°

Nomination de Laurent Vituri, comme baile à Constantinople, en remplacement de Barthelemy Marcellus.

11 mai. f° 148 r°

Poursuites contre Bernard Fuscarenus, ancien conseiller à Réthimo; on abroge les actes de son gouvernement.

13 mai. f° 149 r°

Secours accordé à Antoine Marc de Candie, victime de la prise de Constantinople.

18 juin. f° 155 r°

Envoi de vaisseaux en Crète.

28 juin. f° 157 v°

Décret pour les fortifications de Candie, qui se trouvent en mauvais état.

26 avril. f° 165 v°

Autorisation de poursuites contre Barthélemy Marcellus [1], à propos des affaires de Négrepont.

5 août. f° 168 r°

Dans la crainte de la peste à Réthimo, on permet au gouverneur de quitter la ville, en y laissant son père pour le remplacer.

Capta. — Quod nobili viro S. Paulo de Priolis, rectori Rethimi, concedatur quod, in casu quo pestis esset in illa civitate, sicut multum dubitatur, possit exire civitatem et stare in districtu sui regiminis, dimittendo loco sui, donec stabit extra, nobilem virum Ser Jacobum de Priolis patrem suum qui ibi est.

31 août. f° 169 r°

Par suite de la peste en Crète, on n'a pu armer les trois galères que l'on devait fournir; mais comme le fléau s'apaise, on ordonne d'armer deux galères et de fournir 500 ou 600 ducats.

26 novembre. f° 173 v°

Par suite de la disette en Crète, on permet de tirer du blé de la Pouille.

Capta. — Quod, considerata multa penuria frumentorum quam

1. Barthélemy Marcello avait été le négociateur de la paix entre la République de Venise et le sultan Mahomet II, après la prise de Constantinople.

patitur insula nostra Crete, quia prudentes viri Antonius et Marcus 1456
Filomati fratres se obligarunt regimini nostro Crete deferre sibi, de partibus Sicilie, mensuras XL^{M}, et impossibile eis est facere cum Serenissimus rex Aragonum, ut notum est, clauserit tractam Sicilie, et sit necessarium predicte insule providere ac subvenire et dare modum quod dicti Antonius et Marcus frumenta habere valeant, et ipsum deferre ad suprascriptam nostram insulam. Vadit pars quod suprascripti Antonius et Marcus, fratres, possint dicta frumenta extrahere, pro hac vice tamen, de locis Apulee sitis intra Culphum, et si consilium est contra, sit, quantum pro hac vice et re, tamen revocatum.

De parte 76 — de non 3 — non sinceri 3.

15 janvier. f° 181 v° 1457

Ordre aux trésoriers de Crète de faire rentrer, sans délai, les arriérés des impôts.

SEN. MAR. R. 6 1457-1460.

7 mars. f° 2 r°

Sursis accordé à Georges de Milan, Crétois, victime de la prise de Constantinople, pour s'acquitter de ses dettes envers les Juifs.

12 mai. f° 19 r°

Même faveur accordée à Etienne Cavalanti, de Candie, marchand de vin.

14 juillet. f° 28 r°

Décret relatif à des fournitures pour Constantinople.

23 juillet. f° 28 r°

Mesures ordonnées aux vaisseaux de Chypre, à cause des pirates.

7 août. f° 34 r°

Crédit de 30 ducats pour des réparations au palais du duc de Crète [1].

1. Gérard Dandulo, 124e duc de Crète.

1457 6 septembre. fº 35 rº

Crédit affecté à l'achat de vêtements, pour un cadeau à Jacques, médecin du Grand-Turc, qui s'est toujours montré favorable aux Vénitiens.

11 octobre. fº 37 vº

Envoi d'argent de Crète à Modon.

8 novembre. fº 42 rº

Décret pour l'armement de quatre galères en Crète.

Même date. fº 42 vº

Suppression de traitement au prêtre Jean de Pola, par suite de la pénurie de la trésorerie de Crète.

Capta. — Est camera nostra Candide gravatissima expensis tam ordinariis quam extraordinariis, que quotidie occurrunt, et omnis alienatio que fieret, tam magna quam parva, non nisi utilis et convenientissima est, et earum presertim que penitus sunt inutiles; et propterea. Vadit pars quod provisio yppr LXXXI[ni] anno quam habet presbiter Johannes de Pola, pro dicendo missam interdum consiliariis cassetur penitus, et per regimen illius civitatis, deputetur ad dicendum missam predictis consiliariis unus ex presbiteris S. Marci capelle duche, qui sunt quinque sine alio salario quam presenti, aliter habeat vel aliter observetur, sicut antiqua provisio predicta daretur illi presbitero Johanni de Polla observabatur, per quam dominium nostram nullam habeant expensam pro dicendo missam predictam.

1458 16 février fº 54 vº

Envoi au gouvernement crétois d'une note, lui demandant d'élire deux capitaines de galères, capables et expérimentés.

Même date. fº 55 rº

Autorisation accordée à Jérôme Diedo, conseiller de Réthimo, de rentrer à Venise, avant la nomination de son successeur.
Même faveur à Benoît Erizo.
Envoi en Crète de deux galères armées.

20 mars. fº 62 vº

Envoi d'une grande galère à La Canée, sur la demande du gouvernement local.

14 avril. f° 64 v° 1458

Remise d'une dette à Stephano Granzopolo, dont on a déjà vendu préalablement les biens.

25 mai. f° 68 r°

Envoi à Candie, sur une galère, d'un ingénieur, d'un capitaine de pinasse, d'un maître de l'arsenal, pour examiner le port.

2 juin. f° 73 r°

On envoie à Tunis, une galère de Crète, sous les ordres de Laurent Lorédan.

4 août. f° 80 v°

Sur la demande du duc de Crète, on permet d'ouvrir une porte de la ville de Candie, mais à la condition qu'elle sera gardée nuit et jour.

22 septembre. f° 88 r°

Remise de leurs dettes à Nicolas de Porto et à Manolius Sclavus, fidèles Crétois.

3 novembre. f° 97 v°

Envoi en Crète d'une pinasse pour charrier des pierres, en remplacement de celle qui a sombré.

9 avril. f° 119 r° 1459

Notification de l'élection de frère Jacques de Cataro, comme supérieur du monastère de Sainte-Claire de La Canée.

25 mai. f° 129 r°

Réclamations au gouvernement de Crète, au sujet des 840 ducats avancés pour la pinasse, envoyée en Crète, le 3 novembre dernier, et que l'on n'a pas encore payés.

Même date. f° 129 r°

Remises de plusieurs dettes :

Quod viro nobili Marco Diedo, qui pauper est et gravatus familia et debitor nostrorum gubernatorum, possit cum consiliis ordinatis, fieri gratia que conveniens videatur; et similiter possit fieri gratia Manoli Calotari vel Georgio de Porto, debitoribus Camere nostre Crete.

1459 16 juin. f° 130 r°

Vote de matériaux nécessaires pour l'arsenal de Crète et l'armement des galères.

Même date. f° 130 v°

On accorde une indemnité à un nommé Vitali Lando, pour un vol de peaux d'agneaux qu'il chargeait sur la galère de Jehan de Rhodes, demeurant à Candie.

18 juin. f° 131 r°

Ordre au gouvernement de Crète d'armer deux galères pour le Golfe, en remplacement des galères « Fuscharena » et « Geza, » *que propter temporis diuturnitatem sunt male in ordine.*

Même date. f° 131 r°

Délibération pour accorder à Donatus Garigo et à ses fils, fidèles Crétois, les mêmes avantages qu'aux vassaux; la réponse est négative.

17 septembre. f° 141 r°

Remise de dettes à Constantin Talasenus, pauvre et chargé de famille.

1460 4 mars. f° 156 v°

Envoi d'un ingénieur à Candie.

Significavit nuper litteris suis nostro Dominio Capitaneus noster Crete, portum Candide adeo amunitum esse, quod galee in illum vix et nisi cum summo periculo ingredi possunt; cavationi cujus, nisi cito provideatur, adeo amunietur quod galee ipse neque alia minora navigia in eo se amplius recipere poterunt; que res quam periculosa sit, clare intelligitur; supplicans de uno ingenario providere.

29 mars. f° 163 r°

Ordre d'armer au plus tôt deux galères.

Même date. f° 163 r°

Ordre de laisser Jacques de Cataro prendre en paix possession de son couvent, *cum nonnulli sint qui videntur dare impedimentum et molestiam ipsi fratri Jacobo et a possessione ipsarum ecclesiarum deturbare, contra ipsarum bullarum intentionem.*

20 avril. f° 165 r° 1460

Mesures pour la défense de Négrepont contre les Turcs [1].

6 mai. f° 169 r°

On a annoncé le naufrage de la principale galère de Crète et le mauvais état de deux autres; on décide en conséquence l'envoi de deux nouvelles galères, sous le commandement de Nicolas Corboli.

On ordonne au gouvernement de Crète de faire préparer, après la récolte, cinquante mille biscuits; on lui envoie en retour un maître charpentier, un maître faiseur de rames et des matériaux pour la construction des galères.

20 mai. f° 173 v°

Demande au gouvernement de Crète d'envoyer à Négrepont trois cents arbalétriers, si l'île est menacée par les Turcs.

Capta. — Regimini nostro et capitaneo Crete. — Etsi de prudentia diligentiaque vestra plurimum confidamus, quod in omni casu pro salute conservationeque civitatis nostre Nigropontis sitis omnes provisiones vobis possibiles facturi, tamen ut in ea re mentem nostram intelligatis, volumus vobisque cum nostro consilio rogatorum mandamus ut, si Thencer, sicut hic varie intelleximus, contra ipsam nostram civitatem esset, quanto studio quantaque diligentia poteritis in ordine ponatis ac parari facere debeatis ballistarios trecentos quos quam primum et sine ulla temporis intermissione Nigropontem mittere debeatis, pro defensione et conservatione illius civitatis nostre, que quantum statui nostro importat, pro vestra prudentia peroptime intelligere debetis, ideo que super hoc, quantum plus possumus, vos oneramus.

De parte 162 — de non 0-1 — non sinceri.

19 juin. f° 181 r°

Ordre au gouvernement de Crète de se procurer 6,000 ducats pour des armements touchant la défense de Négrepont.

Capta. — Quod, receptis presentibus, accumulare debeat ducatorum VI^{M}, de quibuscunque pecuniis, undecunque eas habere poterit, et tam de spectantibus gubernatoribus nostris introituum quam de aliis, et advisare Dominium nostrum, qui denarii, cerciorato dominio nostro eos accumulatos esse, restitui debeant de pecuniis officii nostri salis sub pena duc V^{C}. . . . . et servari debeant predicti denarii in illa camera nostra Crete, et occurrente

1. Cette île était sans cesse en butte aux incursions des Turcs.

1460 casu, dispensari pro hac opportunitate, nec possint per aliquem hujusmodi pecunie tangi nec dispensari in aliqua alia re quam in armamento galearum et in hujusmodi necessitate, sub penis contentis in parte furantium. Nec possit presens pars revocari, suspendi, declarari vel aliquo modo interpretari sub penis, ligaminibus et stricturis, etc., contentis in parte nova contrabanorum.

20 juin. f° 183 v°

Défense aux gouverneurs de donner des lettres de change, à moins d'en avoir en main la valeur.

Capta. — Vadit pars quod gubernatores amplius, nullo modo vel forma, facere seu fieri facere debeant alicui litteras ullas cambii, vel aliter quoquo modo dari facere de pecuniis suo officio pertinentibus, nisi prius habuerint in manibus eorum tot pecunias, quot faciunt ille, quas dari jusserint.

27 juin. f° 183 v°

A cause du mauvais état des fortifications de Candie et des dépenses qu'elles vont occasionner, on décide :

Capta. — Quod publice proclamari faciant et omnibus debitoribus quorum termini ab uno anno supra essent elapsi, statuere terminum mensium duorum ad solvendum sine aliqua pena, infra quem terminum, si non solverint, ab eis postea exigant quanto diligentius poterunt, cum pena solita sui officii, ut pecunie domini nostri tantopere necessarie exigantur.

10 novembre. f° 201 v°

Ordre au gouvernement de Crète d'accepter la démission de Nicolas Capello, conseiller, qui veut revenir à Venise, à cause des malheurs de son fils, occasionnés par le naufrage de galères.

21 novembre. f° 202 v°

Ordre au gouvernement de Crète de lever et d'expédier à Négrepont deux cents arbalétriers.

Capta. — Vadit pars quod scribatur et mandetur quam primum Regimini nostro Crete, quod solicitam operam dare debeat habendi et ponendi bene in puncto ballistarios C., quos sub uno capitano nobile, viro sufficienti et experto, mittere debeat Nigropontem cum illo stipendio et modis quibus alii isti ballistarii missi fuerunt. Accipiendo que ob hoc pecunias ex omni loco; committatur eidem regimini, quod mandare debeat capitaneo ballistariorum predictorum, quod ex Nigroponte discedere non debeant absque mandato istius consilii.

3 janvier. f° 207 v° 1461

Décret pour l'envoi à Venise des marchandises du Levant, en magasin à Modon et en Crète.

SEN. MAR. R. 7 1461-1464.

30 mars. f° 4 r°

On décide de recommander au pape le prêtre Jean Plagudino et douze autres prêtres, qui sont molestés par les schismatiques.

Capta. — Comparuit coram dominio nostro presbiter Johannes Plagudino Cretensis, qui una cum aliis XII presbyteris, ex universa illa insula, tempore unionis, effecti fuerunt Catolici et continue prestiterunt et persistunt, ob quam causam a ceteris presbiteris sismaticis illius insule ab omni emolumento excluduntur, unde vivere non possunt, et instituit idem presbiter Johannes se conferre in curiam ad Summum Pontificum. Propterea; vadit pars quod in favorem suum scribi possit et ad Romanum pontificem et ad alios, sicut visum fuerit collegio.

28 juillet. f° 10 v°

Le baile de Chypre étant obligé de séjourner en Crète, on lui paye la moitié de son traitement.

8 mai. f° 11 v°

Injonction aux gouverneurs des possessions vénitiennes de l'Orient pour le bon emploi des munitions, envoyées par la république, et le compte exact à en rendre.

Capta. Misse sunt et quotidie mittuntur multe munitiones ad civitates et loca nostra orientis pro magno pecuniarum valore, que uti decet non gubernantur et custodiuntur, imo dissipantur, cum gravissima jactura nostri domini. Quamobrem; vadit pars, quod mandetur omnibus Rectoribus suprascriptarum terrarum et locorum nostrorum, qui in dispensandis munitionibus ipsis hunc modum servari facere debeant, scilicet; quod deputati in custodias et gubernationem ejusmodi munitionum, eas dispensare non possint, nisi cum bulleto Rectorum, quod registrare et postea infilzare et custodire teneantur sub pena privationis officii, si offensam haberent, ac solvendarum munitionum earum quas contra formam hujusce partis dispensas-

1461 sent, que pena sit sindicis commissa. Et Rectores ipsi teneantur, in fine regiminum suorum, diligenter videre munitiones ipsas ac earum computum minutum examinare. Et si contrafactum esse invenerint, hujusmodi partem contra transgressores penitus exequantur; et que supererunt munitiones, successoribus suis consignare debeant, juxta formam commissionum suarum, sub pena due V^{c}, ut supra, exigendum.

23 juin. f° 22 r°

Crédit de 600 ducats pour les réparations du palais de Léon Duodo, duc de Crète.

Même date. f° 22 v°

Crédit de 300 ducats, à prendre sur l'impôt du sel, pour creuser le port de Candie.

Même date. f° 23 r°

Donation du château de Stillo aux douze prêtres grecs, passés au catholicisme.

Capta. — Post celebratum consilium causa uniendi Ecclesiam Orientalem cum Sancta Ecclesia Romana Catolica, in universa insula nostra Cretensi, XII tamen presbysteri greci remansserunt obedientes ecclesie Romane, qui a presbysteri grecis maximas persecutiones patiuntur et non sinuntur ut aliqualiter ipsi XII participent in aliquo minimo emolumento ecclesiastico, et quum moriuntur fame, sit eis favendum ut conservari valeant in bona obedientia ecclesie latine, et potius multiplicent quam diminuantur, sicuti jam visum est huic consilio, in quo captum est scribi in eorum favorem in romana curia, ut ad eorum victum provideatur, ipsique pauperes sint nec possent sine maxima difficultate accedere et stare in Romana Curia, et in districtu et territorio Canee insule Crete sit quoddam casale nostrum, nuncupatum Stillo, concessum aliquibus caloyaris et icomino (*sic*) sancti Johannis Blinaye, subditis Teucri, quod longe melius staret in manibus dictorum XII presbysterorum Catolicorum quam dictorum caloyarorum. Vadit pars quod mandetur auctoritate hujus consilii regimini nostro Canee et successoribus suis ut, recepto presenti nostro mandato, licentiet de dicto casali Stilli suprascriptos Caloyaros et ipsum consignet suprascriptis XII presbyteris qui obediunt Romane Ecclesie, per eos cum usufructibus et redditibus suis tenendum et possidendum, quousque perseveraverint in obedientia Romane Ecclesie. predicte.

De parte 92 — de non 9 — non sinceri 11.

31 juillet. f° 26 r°

Mesures prises pour la restitution des avances faites par Ludo-

vicus Gabriel, pour l'équipement de sa compagnie, et vote d'un crédit pour des réparations à son palais et à sa citerne. 1461

Capta. — Consuetudo ferre solet quod Rectores Canee conducunt unam banderiam novam, et pecunias pro expeditione illius ad cambium accipiunt, que postea pecunie, per illam Cameram nostram, eis solvebantur ; et nobilis vir Lodovicus Gabriel de proximo profecturus rector ad illam Civitatem nostram, offerrat accomodare pecunias que in suprascriptam impensam intrabunt, conveniens atque honestum sit quod eas pecunias suas, sine nimia temporis intermissione, habere possit. Vadit pars quod, quando idem Ser Ludovicus ad regimen suum applicuerit, accipere possit ab illa camera nostra tot pecunias quot in expeditione ejusdem banderie errogaverit; et mandetur auctoritate hujus consilii illi consiliario qui erit ad Capsam quod, sub pena ducatorum II^C in suis propriis bonis, quod eas pecunias ei dare penitus debeat, sicuti conveniens et debitum est. Preterea quod necessarium est reparare nonnullas cysternas, pro commoditate civitatis ipsius ac palatium habitationis sue quod reparatione indiget, ut in eo cum aliqua commoditate stare possit, captum sit, quod in reparationibus tam cysternarum quam palatii ejusmodi expendere possit ducatos circiter L^ta, de pecuniis illius Camere nostre.

De parte 129 — de non 2 — non sinceri 0.

31 juillet. f° 26 v°

Ordre au gouvernement de Négrepont de passer en revue les deux cents arbalétriers envoyés de Crète, et de les renvoyer dans leurs foyers, avec armes et bagages, sur des galères fournies par le capitaine de la mer, mais à leurs frais, attendu qu'ils ont reçu une solde en conséquence.

1er août. f° 29 r°

Crédit de 200 ducats pour la réparation du palais de François Gradanicos, gouverneur de Réthimo.

5 septembre. f° 33 r°

Ordre au capitaine de la mer, Victor Capello, d'envoyer de Crète, où ils ont été expédiés, des prisonniers mameluks au sultan d'Egypte.

Capta. — S. Victori Capello capitaneo nostro maris. Expectabamus magna attencione litteras vestras, per reditum ad hanc urbem nostram galee peregrinorum, que novissime huc appulit, ut intelligere possemus casum occursum novitatis tentate per galeas nostras contra illas triremes, super quibus repperiebatur S^a regina Cipri [1].

1. Hélène, femme de Jean III de Lusignan, roi de Chypre, de Jérusalem

1461 Cum autem, inter cetera, a patrono dicte galee peregrinorum intelleximus super predictis galeis interceptos fuisse nonnullos Mamaluchos, quos sicut accepimus, in Cretam mittere statuistis, has nostras scribendas ad vos duximus, declarantes vobis quod statuimus et ordinamus Regimini nostro Crete quod omnes Mamaluchi predicti quam primum mitti debeant in Alexandriam cum galeis nostris illius viagii, ut inde ad D. Sultanum conducantur. Quocirca volumus et mandamus vobis cum nostro consilio rogatorum, quod, si forte aliquis ex Mamaluchis predictis deficeret de toto eorum numero, super qua re diligentissimam inquisitionem facere debeatis, provideatis, et omnimodam operam detis, habendi immediate illos Mamaluchos qui defficerent, sub pena indignationis nostre, contra illos qui occultarent, seu retinere presumerent illos Mamaluchos, quos omnes in Cretam mittere curabitis, ut simul cum aliis mitti possint ad D. Sultanum, juxta deliberationem nostram.

Même date. f° 33 v°

Ordre au gouvernement de Crète d'envoyer les prisonniers mameluks à Alexandrie, par les galères ordinaires, et de les bien traiter. La République s'engage à payer leurs frais, et elle envoie en même temps un ambassadeur au sultan [1].

21 septembre. f° 34 r°

Instructions au commandant de la flotte, au sujet de l'affaire de la reine de Chypre.

1462 11 janvier. f° 42 r°

Délai accordé à Léonard Marcellus, ancien gouverneur de La Canée, pour se rendre à Venise.

22 janvier. f° 42 v°

Ordre au gouvernement crétois de donner des secours à Paul Zancharolo, qui a subi des pertes à cause du naufrage de ses vaisseaux.

11 février. f° 48 r°

Assignation du tiers de l'impôt sur le vin vendu *a spina*, pour la restitution d'avances faites par Antoine Zancharolo.

Capta. — Per nobilem virum Ser Antonium Zancharolum reposita

et d'Arménie. Elle était alors en guerre avec Jacques, archevêque de Nicosie, fils bâtard de Jean III de Lusignan, qui, fort de la protection des Vénitiens et du Soudan, suzerain du royaume de Chypre, voulait supplanter sa sœur Charlotte de Lusignan, héritière légitime et veuve de Jean de Portugal.

1. En ce moment les Vénitiens entretenaient de bonnes relations avec le Soudan d'Egypte, avec lequel ils venaient de faire un traité.

fuit in camera nostra Canee certa pecuniarum quantitas, nomine nobilis viri Andree Calergi, in quibus pecuniis nobilis vir Benedictus de Mulla, quondam rector ipsius civitatis nostre, pro necessitatibus dominii nostri, manus imposuit, sicuti littere presentis rectoris civitatis ipsius testantur, quas pecunias nobilis vir Georgius Zancharolus, filius suprascripti Ser Antonii repetit. Et suprascriptus rector noster dicat eas dare non posse ob tenuitatem camere ipsius, sitque honestum et debitum providere quod idem nobilis noster pecunias suas in nostri domini negociis expenditas habeat. Vadit pars, quod mandetur regimini nostro Canee, et successoribus, quod de pecuniis, que de dacio vini a spina exiguntur, solvi facere debeat singulo anno eidem Ser Georgio Zancharolo terciam partem suprascripti crediti sui, ita ut in tribus annis debitam satisfactionem consequatur. Et auctoritate hujus consilii ex nunc captum sit, quod daciarii ejusmodi dacii teneantur, ad omnem requisitionem ipsius Ser Georgi dare, de anno in annum, terciam partem ipsius crediti, ut sicuti equum est sibi integre satisfiat. Et regimen ipsius civitatis nostre teneatur hujusmodi mandatum nostrum exigere, sub pena duc II^C cuilibet eorum. 1462

10 mars. f° 50 r°

Remise de dettes pour impôts, à Michel Filippe et Jean son fils, Crétois.

6 mars. f° 50 v°

Permission de recommander à la curie romaine les douze prêtres grecs, devenus catholiques.

Quod scribi possit in Romanam Curiam quemadmodum fuerit necessarium, in commendationem XII presbiterorum Grecorum Cretensium, qui obediunt Romane Ecclesie et servant catholicam fidem.

18 mars. f° 54 r°

Abrogation de l'exemption de la garde, accordée à un grand nombre de Grecs de La Canée.

Capta. — Consueverant superioribus temporibus universi greci habitantes in civitate nostra Canee, facere custodias nocturnas, sed a certo tempore citra, sunt exemptati ab hujusmodi onere ultra CL^ta, quorum aliqui habuerunt hujusmodi exemptionem a rectoribus, qui per tempora fuerunt, aliqui a consiliariis, alii a sindicis, et nonnulli per litteras advocatorum communis impetratas non faciendi hujusmodi custodias, donec per eos advocatores res sua decideretur, qui sic stant et non curant expeditionem cause sue, et tamen interim eas custodias non faciunt, cum murmuratione et displicentia aliorum, et ad hoc omnino sit providendum. Vadit pars quod mandetur rec-

1462 tori nostro Canee et successoribus suis, ut quamprimum retractet, anullet omnes exemptiones predictas, et de cetero nec rector nec consiliarii aut aliquis alius possit, sub pena duc. IIC pro quolibet, in suis propriis bonis, aufferenda per advocatores communis, sine alio consilio, aliquem eximere ab hujusmodi onere, et tamen exemptio facta non teneat nec valeat, sed omnes greci indifferenter habitatores ipsius civitatis obligentur facere custodias suprascriptas, ut in preterito facere consueverant.

26 mars. f° 55 v°

Décret pour la vente d'une propriété, sise sur le territoire de Candie, aujourd'hui sans affectation, mais autrefois appartenant à Victor Paradiso.

30 mars. f° 56 v°

Délai de deux mois, accordé à Léonard Marcellus, ancien gouverneur de La Canée, pour venir à Venise.

22 avril. f° 58 v°

Crédit de 200 ducats, accordé à Laurent Mauro [1], duc de Crète, pour des réparations à son palais.

24 mai. f° 60 r°

Délai accordé à Georges Avonali de Réthimo, pour le payement de 500 ducats, dûs par lui pour impôts.

2 mai. f° 60 r°

Nomination de Jean Dedo à l'office de chancelier du duc de Crète, avec un salaire annuel de 400 hyperpères, en remplacement de Pierre Thomasio, envoyé en Hongrie.

11 juin. f° 66 r°

Remise de 800 hyperpères d'impôts à Victor Paradiso, et une autre à Jean Contarini.

Même date. f° 68 r°

Autres remises d'impôts à Pierre Barbadico, et Laurentius de Crète.

12 juillet. f° 70 v°

Nouveau décret pour la nomination du chancelier du duc de Crète.

1. 126e duc de Crète (1462-1464).

29 juillet. f° 71 v° 1462

Envoi pour 100 ducats de matériaux au gouvernement de Crète, afin de creuser le port de Candie.

14 août. f° 74 v°

Demandes diverses des Crétois, présentées par les orateurs des nobles et des vassaux, Marcus Mauro et Mathieu Mudatius, et réponses du Sénat.

Capta. — Quod ad Capitula nostro dominio porrecta per nobiles viros Marcum Mauro et Matheum Mudatio, Oratores nobilium et pheudatorum civitatis nostre Candide et Sithie.

Serenissime Princeps et Excellentiss^e domine. Nos fidelissimi vestre Dominationis Nobiles et pheudati Candide et Sithie, servitores vestri, cupientes statum huius insule Crete, sub iustissimo atque felicissimo D. V. semper vigere, florere ac conservari, mittimus Oratores nostros ad pedes Excellentie vestre, supplicaturos aliqua necessaria in hoc periculosissimo tempore, que impetraturos faciliter non dubitamus, quod et justicie et equitatis et utilitatis plena sint, et ad bonum statum rei publice magnopere pertinent. Neque enim ignoramus D. V. summum habere consilium in providendo, egregiam industriam in agendo, laudabilem celeritatem in conficiendo, prout tante Dominationis par est et condignum. Nam ut quondam Roma, que ob virtutem bellicam et justicie defensionem orbis imperium tenebat, sic autem nunc Venetia, illam immitata, maritimarum urbium marisque imperium tenet. Quam ob rem quoniam tranquilla et placita erant omnia ante, nunc vero concussa et turbata ab hoc potentissimo et fidei Christiane atrocissimo hoste, ellato jam tantis victoriis gentium, tantis urbibus prostratis, tot ducibus devictis, atque in servitudinem redactis, ut se iam invictum putet, ruens per fas nefasque. Ad hos novos casus Ser^me Princeps, providendum est quam diligentissime fieri potest omnibus civitatibus maris, et potissime Cretensis insule, que sine dubio est firmamentum stabilimentumque omnium aliarum; per eam enim insulam faciliter imperium huius maris orientis tenetur; eoque magis providendum est, quod hostes habemus non solum extraneos istos Teucros, verum etiam, proh dolor, intrinsecos atque domesticos, et qui pro summis beneficiis mori pro statu notro iure debebant, inventi sunt hostes nephandi atque omnium hominum sceleratissimi; et quamvis plura sint oportuna ac necessaria, tamen nos pro illis que maxime incumbunt hoc difficillimo tempore, impresentiarum animo libero atque fidelissimo supplicamus; ad alia vero maiora, sapientia Vestre inclite Dominationis providebit, prout rerum et temporum indigentia postulabit. Que vero impresentiarum occurrunt per brevia capitula distinximus, amplificanda et latius

1462 enarranda Illmo D. V. ab Oratibus nostris : quos et ut nostros nobiles et viros probos nostrosque legatos, presertim de rebus ad statum publicum pertinentibus relaturos, benigne a dominatione vestra suscipi, benigne audiri, affabiliter alloqui, et in fine omnia impetrare non dubitamus. Primum itaque capitulum hoc est :

1. Quia menia, id est civitatis vestre Candide, muri ac turres omnes sunt debilissimi, in tantum quod maior pars et murorum et turium manifestam minantur ruinam; ne igitur hoc accidat et totaliter corruantur, que res non erit sine periculo. sed cum magno certoque damno, ideo fideliter et summa cum reverentia supplicamus Illmo vestro dominio ut ei placeat quam cicius et quam diligentius fieri potest, scribere et expresse committere his dominis Rectoribus et successoribus eorum, quod, omni adhibita diligentia, debeant reparare et restaurare et fortificare dictos muros et tures, et evacuari facere fossas, addendo etiam alia edificia que ad fortificationem et ad propugnationem oportuna videbuntur, ad expensas solitas et consuetas.

Respondeatur : Primo, ad primum : Dominium nostrum civitatem ipsam Candide plurimi facere, eamque et merito multis rationibus caram habere, esseque dispositum pro salute et conservatione sua queque possibilia semper facere; ideoque esse contentum eis satisfacere, quod muri civitatis ipsius et turium reparentur et fortificentur, impensa quorum murorum solvatur juxta antiquas consuetudines servari solitas in fabricandis et reparandis muris et turibus civitatis eiusdem; fovearum vero impensa fiat ad publicum.

De parte 98 — de non 0 — non sinceri 1.

2. Ut provideatur quod burgum muretur circum circa : que res si facta fuerit fortificabitur et defensabitur maxime civitas Candide, quoniam burgenses videntes se securos, et familias et facultates suas, poterunt, uniti cum civibus, stare. Virtus vero ac potentia unita, ut vetus dicit sentencia, fortior est quam se ipsa divisa. Erunt igitur burgenses hoc modo forciores atque fideliores : cum qua unita defensione sperandum erit resisti posse hostibus, si modo maritimis etiam auxiliis succursi erimus, quod semper speramus. Alioquin si aliquid inordinatum acciderit, quod Deus avertat, civitas tota, a qua speratur totius insule recuperatio, erit in magno manifestoque periculo, quia vexabitur intus et extra : erit preterea ista burgi muratio inclite vestre dominationi utilissima, quoniam ultra securitatem et stabilitatem status, erit augmentatio datiorum, amplificatio terraticorum, multiplicatio livellorum, denique edificiorum novorum construendorum, quasi altera civitas renovabitur. Expensa vero fieri debeat per medietatem, id est a comuni medietas et reliqua medietas a pheudatis, civibus, burgensibus, ecclesiasticis, qui habent introitus, a judeis etiam et a contadinis per angariam; ita tamen quod dicta expensa non excedat in anno ducatos V^{M}, videlicet II^{M}V^{C} a communi istius camere Candide, et alios II^{M}V^{C} ab omnibus

suprascriptis. Et quoniam ex opposito civitatis Candide est templum S. Dimitri edificatum, a quo monte posset maxime offendi civitas Candide. Supplicatur ut mandetur huic magnifico Regimini, quatenus possit providere de illo loco, prout oportunum arbitrabitur pro salute civitatis. 1462

Ad secundum de muratione burgi : Respondeatur quia reparatio murorum civitatis et turium nobis magis necessaria videtur, volumus ut ab ea primum incipiatur; ad cuius reparationis absolutionem omnis diligentia adhibeatur. Qua absoluta, detur initium murationi burgi. Impensa cuius operis solvatur medietas per phcudatos, cives, burgenses et alios in ipso suo capitulo nominatos, non computatis in hac portione judeis. De alia vero medietate, medietas, que est unum quartum, solvatur per cameram Crete, et alia, scilicet aliud quartum, per judeos. De monasterio vero mandabitur regimini quod, habita optima consultatione, faciat quidquid sibi melius videbitur pro civitatis tutela.

De parte 89 — de non 7 — non sinceri 4.

3. Quoniam in bello gerendo arma sunt necessariissima ante omnia, ut et nos defendere et hostes offendere valeamus, supplicamus ut huc nobis mittantur arma, id est curatie mille fulcite, dispensande civibus et burgensibus, ab ipsismet solvendis, sed cum aliqua temporis comoditate. Et quoniam per litteras ducales habuimus inclitam et providentissimam vestram Dominationem nobis mittere curatias V^c, ideo petimus reliquas V^c, ex quibus trecente erunt civibus dispensande et persolvende; ducente vero in munitione communis locande, et a comuni solvende. Eadem ratione supplicando, petimus alia armamenta, prout sunt bombarde, sclopeti, lancee cum suis ferris, spingarde, javarine, baliste cum suis molinellis, pavesii et alia instrumenta bellica que oportuna videbuntur Ill^me N. D., que omnia in armentario (*sic*) communis erunt locanda, ad civitatis defensionem; pro galeis vero armandis, alia arma providenda sunt per inclitam vestram dominationem.

Ad tercium, de armis respondeatur : quod sicuti sciunt, misimus eis superioribus mensibus thoracas V^c, deque aliis mittemus eo convenientiore numero, qui possibilis fuerit : Ad partem vero munitionum pro civitatis defensione et galearum armamento, superioribus temporibus multas munitiones missas fuisse; deque tempore in tempus dominium nostrum dispositum esse de aliis mittere, iuxta temporum et rerum exigentiam.

De parte 98 — de non 0 — non sinceri 1.

4. Quoniam in hac civitate Candide sunt pauci Nobiles veneti et alii latini nominis pauciores, respectu judeorum, sclavorum et aliorum, quibus plenaria fides danda non est; ideo supplicatur Ser^mo N. D. quod si hoc tempore amplior provisio facta non fuerit, saltem hoc in presenti provideatur, ut videlicet banderie stipendiariorum tam pedestrium quam equestrium, reducantur ad numerum XXV pro

1462 qualibet banderia, sicut antiquitus erat constitutum, et superioribus temporibus observatum, et quod quilibet dominus Capitaneus in adventu suo conducat ad minus duas banderias, id est equites quinquaginta cum equis et armis suis, et pedites centum, incipiendo ex adventu domini Capitanei nuper creati, augendo ipsorum stipendio, quia cum tam modico stipendio non poterunt se substentare. Hoc ut dicimus pro presenti tempore, quoniam si bellum interciderit non dubitamus quin per D. V. amplissime ac sufficentissime providebitur tam de gente italica, quam de aliis rebus ad bellum oportunis; in quorum stipendiariorum equitum numero, sit unus vel duo periti et exercitati in re bellica, ut in committendo prelio instruere ordinareque sciant acies, id est squadras. In peditum vero numero sit aliquis peritus in curandis equis, id est probus marescalcus, qui ultra stipendium quod habebit, etiam habere debeat illa yperpera II^C que pheudati solvere solent, et nunc ignaris et imperitis solvunt cum non parva eorum jactura; qui teneatur appotecam tenere vel teneri facere uti marescalcus, ut hic semper observatum fuit. Supplicamus preterea quia maxime necessarium est, ut nobis mittatur peritus aliquis magister bombarderius, pro aliis preterea oportunis faciendis, ut sunt revellini et alia huiusmodi.

Ad quartum, de bombarderiis, respondeatur nostro dominio videri velleque quod pedites de cetero mittendi remaneant XVI pro qualibet banderiarum, uti ad presens sunt, et sint latini, quorum quilibet habeat de stipendio in mense yperpera VIIII. Equites vero, ut supra de cetero mittendi, reducantur ad numerum XX, pro qualibet ipsarum banderiarum, et sint latini, habeantque pro quolibet equo yperpera XV in mense. Qui pedites equitesque conducantur de tempore in tempus per Capitanos Crete iuxta antiquas consuetudines. De ingeniario quoque et bombarderio eis satisfiat, conducanturque eo stipendio quod dominio et collegio videbitur. De marescalco itidem dicimus qui ultra yperpera II^C que a pheudatis habet, habeat unum equum et stipendium illius.

De parte 98 — de non 0 — non sinceri 0.

5. Providendum est pro castellis insule, que recte admodum antiqui prudentes oppida appellaverunt, quoniam opem et auxilium civitatibus ferunt : quoniam per castella dominium totius insule facile retinetur, providendum est ad reparationem et conservationem illorum; precipue vero providendum est de castello Themeni pluribus de causis, et quod vicinum est civitati, et in omni casu succurrere poterit civitati, et quod natura munitum est, ut si quasi inexpugnabile, conservarique vero debet cum gente italica et latini nominis, ut etiam esse possit refugium contadinorum qui apparebunt esse fideles Ill^me N. D, pro locandis familiis facultatibusque suis ; cetera vero castra Insule, per latinos tenenda defendendaque esse debebunt tempore belli.

Ad quintum : quod pro rebus, que ad presens occurrunt, videtur

nostro dominio esse providendum et attendendum rebus que maioris ponderis sunt, scilicet reparationi civitatis et muratione burgi, quibus quidem castellis, si casus aliquis necessitatis accideret, quem Deus avertat, faciemus omnes necessarias provisiones. 1462

De parte 93 — de non 0 — non sinceri 0.

6. Ut monstra pheudatorum fiat, omni anno, cum equis et armis suis, cum antea fieri solebat in spacio duorum annorum, quod spacium ad desidiam et negligentiam armorum adducit. Item cum reliqui cives etburgenses antiquis temporibus solebant facere monstram, et iam multis annis cessaverint, que res causa fuit ut arma civium ac burgensium dissiparentur, et disperderentur. Ideo supplicamus ut monstra pheudatorum fiat cum equis, famulis et armis suis quolibet anno similiter, et varnitio semel in anno : Reliqui etiam cives pedites cum burgensibus eadem die cum pheudatis monstram faciant eo modo eaque forma qua videbitur magnifico regimini et Capitaneo, que res erit utilissima et ad armorum conservationem et ad virorum exercitationem, incitando homines iam longa pace, ita ut dicamus, effeminatos, ad armorum virilitatem.

Ad sextum, de monstris, respondatur non videri nostro dominio aliquam innovationem facere de burgensium monstra, nec velle quod fiat; de pheudatorum vero monstra velle quod singulo anno fiat sicuti supplicatur.

De parte 99 — de non 0 — non sinceri 1.

7. Quoniam portus Candide est quasi anima et civitatis et insule, quoniam per illum alimenta suscipit, et quasi civitas vivificatur, supplicamus omnibus precibus ut provisio pro ipso facta perseveret, ut profundari possit eo usque fuerit oportunum. Que res pertinet non solum ad conservationem civitatis et totius insule, verum etiam ad conservationem atque amplificationem mercimoniorum, mercantiarum et datiorum Ill^me vestre dominationis, quocienscumque acciderit in partibus orientalibus navigari, quod semper contigit, et necessario. Quas ob res necesse est ut cum omni diligencia profundetur, ad expensas solitas ac ordinatas, pro ipsius portus profundatione ac concavatione.

Ad septimum de cavatione portus, nostrum dominium per primum passagium lignamina, que regimen Crete requirit, esse penitus missurum, ut opus ipsum tam necessarium perficiatur, sicuti magnopere cupimus.

De parte 99 — de non 0 — non sinceri 0.

8. Cupientes remedium afferre penuriis, que ab aliquo citra tempore hanc vestram Cretensem insulam vexant, necesse est commemorare causas huiusmodi penuriarum, ut remotis causis removeatur effectus : Itaque, cum antea partes rei frumentarie, capte in Consilio rogatorum, recta intelligentia observate, multis temporibus fuerint causa abundantie; postea vero interpretatio non recta earum subvertit bonas provisiones, unde principium et statum habuisse videntur;

1462 Supplicamus Cel. Serenitatis D. N. ut dicte partes inviolabiliter et recta interpretatione observentur, et precise circa tria. Et primo partes capte solemniter mandant et ordinant iuste et utiliter de frumentis feudatorum et aliorum, qui dant frumenta pro vendendis in platea, ut Mag^{cum} Regimen Crete, examinata condicione temporum, et precio frumenti de tempore in tempus, faciat illas provisiones, tam in Candida quam in Scithia, que convenientes eis videbuntur, etc. Et quoniam ab aliquibus annis citra, relicta reali descriptione frumentorum, fit descriptio territoriorum investitorum id est affictatorum, et non frumentorum vere excusorum; quare sepe accidit quod, propter anni sterilitatem, tota summa frumentorum excusorum desit sufficere tercie parti summe descriptionis territoriorum affictatorum : quam partem M^{cum} Regimen assumere consuevit : ideo res in impossibilitate redacta, non solum iniusta dici potest, sed etiam penurie esse causa, experientia quidem docente. Nam M^{cum} Regimen fidens in hac falace descriptione territoriorum affictatorum, falitur innocenter et ad frumentorum extra insulam conductorum cessant tempestive provisiones mercatorum, et navium conductores negligentes efficiuntur, et omnes in eiusmodi descriptione territoriorum affictatorum decipiuntur, et fames inopinate convalescit.

Secundo, pars suprascripta dicit quod de tempore in tempus, secundum temporum conditionem, debeat limitari precium frumentorum, non possendo illud minori precio soldorum XV pro mensura : et quia aliquibus, retroactis temporibus, Rectoribus precium frumentorum tanxatum fuerit soldis XV, et juste secundum temporum conditionem, cum postea evenerint plurimum tempora calamilosa, et M^{ci} Rectores, vestigia precessorum imitantes eodem precio, soldorum XV pro mensura, frumenta tanxaverint, uti precessores tempore habundantie fecerint, id non solum iniustum dici potest, ut quando valent sol. 40, 50 vel 60, feudatorum frumenta, suis expensis in civitate reducta, sol. XV aprecientur; verum etiam suboriri facit penuriarum occasiones. Nam feudati fidelissimi D. N. cum non possint magna agriculture onera tollerare, scilicet subvenire villanis, vel pro bovibus emendis, vel denariis pro methacherisum subventione dandis, vel ceteris denique necessitatibus adiuvandis, cura georgice artis utilissima omnibusque anteponenda, derelicta est; ad alia enim sese dederunt exercitia contadini et villani pheudatorum, timentes iuxta illud dictum : cum labor est in damno mortalis crescit egestas. Tercio, consuetudo fuit antiqua et quasi in legem redacta, quod, transacto anno, si aliqua pars frumenti restaret dari a feudatis, absolverentur de resto illius anni; et quoniam ab aliquibus annis citra requiruntur resta frumentorum transacta, et sepius accidit quod frumenta predicta, tempore ubertatis et abundantie non ablata, Rectores Mag^{ci} velint ea extremis temporibus rehabere, contingit quod, non solum unius anni frumenta a pheuda-

tis excusa eo tempore, sed etiam duorum et trium annorum tempore, penurie ad satisfactionem rectorum predictorum sufficere et supplere non possint; expoliatis pheudatorum granariis, fames valide insurgere videntur occasione multiplicationis restorum predictorum; nam ab ipsis granariis frumentorum procedit copia farine venalis, panis habundantia, que sunt terrarum alimenta necessaria. Procedit enim panis biscoti largitas galeis et navibus alimentum, ac ipsismet cultivatoribus terre nutrimentum et seminum copiositas ministratur, qua deficiente non solum instantis temporis, sed etiam futurorum temporum minantur penurie calamitatem. Et quia manifestum est quod, extirpatis suprascriptis tribus inconvenientibus, pars suprascripta solemniter capta iuste ac utiliter observabitur; et pristina habundantia elapsorum temporum renovabitur, et hec vestra Cretensis insula copiosis alimentorum fructibus florebit undique. Idem (*sic*, *ideo?*) supplicamus excell^me D. V. ut huic tante necessitati remedium dignetur afferre sua clementia atque benignitate. Et hoc quidem Capitulum ad feudatos Candide pertinet remedium querendo et iustam interpretationem. Quod autem sequitur ad feudatos Scythie pertinet. 1462

XX suprascripti mensis.

Ad octavum, dominium nostrum nolle aliquid innovari. Ad secundam partem capituli ipsius itidem velle. Ad terciam vero partem restorum frumentorum eis satisfacere velle, scilicet : quod si uno anno per abundanciam que eo tempore esset, per Regimen frumentum in platea ponere requisiti non fuerint, nichilominus anno sequenti sint obligati ad omnem requisitionem Regiminis ipsius frumentum anni illius preteriti in platea ponere. Quo anno secundo transacto, ad nullam temporis ipsius angariam cogi possint, exceptis inobedientibus, qui omni tempore semper cogi possint.

De parte 50 — de non 52.

Ad octavum, quod responsio ultimo Oratoribus suis facta de 1449 penitus exequatur et observetur iuxta tenorem et formam illius. Ad secundum vero partem ipsius capituli, nihil innovare velle. Ad tertiam restorum, ut supra.

De parte 58 — de non 67.

Ser Nicolaus Trivisano, Sapiens Ordinum. — Vult quod, considerata importantia huius rei, precium frumenti ipsius non possit poni minus soldis XV mensura illius, iuxta formam suprascripte partis. Tempore vero penurie sit in arbitrio Regiminis, diligenter temporum conditionibus consideratis, precium ipsum de tempore in tempus augere, non excedendo sol. XX pro mensura.

De parte 5 — de non 6 — non sinceri 7.

De parte 1.

9. Cum ordinatum fuerit antiquitus ut pheudati Rethimi et Scithie solverent XX mensuras frumenti pro qualibet serventaria, et ita Rethimi ad presens usque observetur, quamvis illa civitas aucta

1462 et amplificata sit in numero habitantium, et Scithie sit totum contrarium, quoniam diminutus est numerus habitatorum, et quamvis ita sit, non solum non est diminuta hec frumenti impositio mensurarum XX pro serventaria, ymo magis aucta et plusquam duplicata, solventes nunc XL et XLV mensuras ab aliquibus serventariis. Quod gravamen est intollerabile penitus illis feudatis Scithie; eoque magis atque magis, quod ille serventarie et cavalarie sunt aride, infertiles, steriles et mortuose (*sic*), denique pre sterilitate miserrime, et ultra sterilitatem sepe a piratis turchis depredate, ita quod opus sit in continua semper esse custodia. Unde etiam accidit his nuperrimis annis elapsis summa penuria et extrema calamitas, propter quod minime panem suorum redituum excutere potuerunt. Tamen coacti a rectore, ut ei obedirent, se ipsos spoliaverunt, et totum eorum frumentum rectori dederunt. Illi quidem ordaceum panem comedentes, villani vero eorum ad herbas silvestres conversi, multi perierunt, solvendo illis soldis XVIII pro mensura, cum comuniter L^ta et LX valeret; et qui dare non poterat emebatur a rectore ad precium extremum, prout comuniter valebat. Ex quo acciderit quod feudati non possendo dare suis vilanis subventiones oportunas, magna pars vilanorum, tam ascriptium quam liberorum, derelictis villis Scithie, se suasque familias traduxerunt, et in districtu et in burgis Candide; et hoc inconvenienti addito, magna pars agriculture deserta, vix remansit in districtu Scithie medietas frumenti quod habere solebant. Quod ita esse verum evidentissima res probatur, quia in 1450 per M^cum Regimen Crete determinatum, limitatumque fuit ut pheudati Scythie darent frumenti mensuras quinque milia, et computata ratione rate, inventum fuit solvisse illos decemseptem pro C^o. Deinde cum suprascripti pheudati conquesti fuissent quod minimam quantitatem frumenti solvissent ultra quam necesse fuerat, reducta fuit summa ut solum quatuor milia et quingenta solverent; et similiter computata ratione rate istius anni presentis, inventum fuit tetigisse XXIII pro C^o. Ex quo evidentissime apparet defecisse circa medictatem frumenti de reditibus illius districtus : hoc vero accidit ex inopia pheudatorum, quoniam oportunas subventiones non potentes dare suis villanis, et agricultura deserta, acciderunt penurie miserabiles. Cum igitur sancte ordinatum sit antiquitus, et multa deinde inconvenientia sint secuta, propter que secuta sit agriculture desercio, ex consequentia frumentorum penurie : Supplicatur Ser^me D. V., ne ille cavallarie penitus destruantur, ut ad pristinum statum reducantur, ut videlicet XX mensure frumenti solvantur pro qualibet serventaria, prout antiquis temporibus fuit observatum, et Rethimi ad presentem usque diem observatur, limitando illud frumentum de tempore in tempus, ut pars ordinat capta in 1449. Et quamvis omnes cavalarie Scythie, ut dictum est, sint steriles propter locorum ariditatem, tamen una est magis sterilis altera, et consequenter minus frumentum producit;

propterea humiliter et cum justitia petimus, ut frumentum quod accipi debet ad rationem XX mensurarum pro serventaria, accipiatur per ratam a dictis serventariis prout sunt, magis et minus fertiles, et plus et minus producunt frumenta. Et si acciderit, quod Deus avertat, tanta penurie extremitas, ut elapsis annis accidit, in quibus minimam vel potius nullam frumenti quantitatem excuserunt, in huiusmodi miserrimis casibus, se subiciunt stare in arbitrio Mci Regiminis Crete, et secundum quantitatem quam excuserint, limitetur illis dare domino rectori, pro substentamento Castelli Scythie, tanxando illud secundum temporis condictionem; et quod denarii, ex tractu frumentorum venditorum, reponantur in una capsa ut pheudatis dispensari possint, prout antiquitus erat constitutum, similiter denarii comuni spectantes, ut dispensari debeant rebus oportunis et necessariis, prout Regimini Candide videbitur, ut multa inconvenientia cessari possint, idem Scythie pheudati supplices orant ut rectores eorum debeant sindicari a Regimine Crete, prout sindicantur ceteri rectores, que res erit causa ut multi errores multaque inconvenientia cessare possint. 1462

XXVII suprascripti mensis.

Ad nonum, quod mensure 4500te reducantur ad mensuras 4000, per ratam dividendas inter ipsas cavallarias juxta bonitatem, quantitatem et conditionem uniuscuiusque earum, sicuti Regimini nostro Crete videbitur. Et ut frumentum ipsum debito modo, iuxta formam legum nostrarum dispensetur, non possit Rector Scythie alicui alii de ipso dare nisi stipendiariis et aliis ad excubias et civitatis custodiam deputatis, sub pena yperperorum duorum, pro qualibet mensura aliter dispensata, cuius tercium sit accusatoris, tercium Regiminis, et tercium ipsorum pheudatorum. Insuper teneatur idem rector bene fideliterque ministrare pecunias quas ex eo frumento exiget, sub omnibus stricturis et penis in partibus captis contentis. Et ut rectores Scythie et in hac et in omni alia re debitum suum faciant, subiaceant sindicatui Regiminis Crete, quemadmodum subiacent rectores Cederici.

De parte 62 — de non 5 — non sinceri 24.

10. Et quoniam ante omnia, ut dictum est, de fame providendum est, cum sepissime occurrat in hac insula, propter siccitatem locorum, sitque periculosum multis et inopinatis casibus intervenire solentibus. Ideo supplicatur Ill. V. D. ut placeat in hac insula mittere milii mensuras XM ad minus. Et quod committatur Mco Regimini ut dispensare possit in cives habentes territoria ad hoc apta, mensuras mille, dando cuilibet unam vel duas mensuras, ut tale semen introducatur in hac insula, que provisio erit utilissima et toti insule et precipue pauperibus. Item (*sic*, Ita?) necessitatibus occurrentibus remedium afferretur.

Ad decimum, de mileo mittendo, quod consideratis aliis magnis

1462 impensis, quas pro civitate et burgo facere oportet, iuxta petitiones suas, non videmus modum eis satifacere posse.

De parte 88 — de non 1 — non sinceri 7.

11. Cum per antiquos nostros fuerit provisum conducere medicos tam phisicos quam cyrugicos, ad sanitatis conservationem, ad pheudatorum salarium; eligebantur vero medici ab ipsis pheudatis, vel ab omnibus, vel a maiori parte eorum, et juste, quoniam illi per suam pecuniam conducunt, et iam quidam francus comunis medicus cyrugicus, homo parvi precii et prorsus insufficiens, quoniam in salario pheudatorum receptus non fuit tanquam indignus, subreticie obtinuit a Vestra Serma Dominatione ducale ut in salario pheudatorum poneretur pro yperperis III^C, que quamvis et antea habuisset, tamen frustra et inaniter, propterea quia iam tandem cognitus est nullam artis medicine habere periciam, est insuper imbecilis et valetudinarius. Quamobrem supplicatur D. V. ut cassetur a dicto salario, non obstantibus litteris ducalibus quas subreticie obtinuit, quoniam neque iustum neque conveniens est ut contra voluntatem omnium pheudatorum sit eorum medicus ascriptus tantum, nec ab aliquo exercitatus propter imperitiam eius et insufficientiam, propter quod conductus est alius sufficiens medicus de voluntate omnium pheudatorum cum salario yperperorum CC, gratus acceptusque omnibus ob artis periciam. Supplicamus insuper ut de cetero nullus medicus eligatur contra voluntatem pheudatorum, sed ab ipsis pheudatis eligatur et cassetur ad bussulos et ballottas in presentia Regiminis, cum ipsi pheudati dent salaria sua dictorum medicorum de sua propria pecunia, ut et equitas et ratio vult, et antiquitus semper observatum.

Ad XI, quod committemus rem huiusmodi officio advocatorum comunis.

De parte 36.

Ad XI, quia gratia ipsa in Maiori Consilio capta est, ideo proficiscantur ad officia ad hec deputata, juxta civitatis instituta.

De parte 46 — de non 6 — non sinceri 4.

12. De sale institutum est, per partem captam, quod totum sal confectum in salinis huius insule accipiatur ab illis qui datium conduxerunt, solvendo salinariis soldos tres pro mensura : et quoniam huius precium trium soldorum et infimum et quasi nullum ad tot labores totque expensas salinariorum, relicte et deserte sunt quasi omnes saline insule; et propterea sit necessarium sal conducere ab extra insula, et accidant sepe naufragia naliorum (*sic*), ut anno preterito contigit, propter quod tota insula maximum damnum substinuit. Ut igitur amplius tale damnum taleque inconveniens accidere non possit, supplicatur Serme V. D. quod de cetero solvi debeant salinariis soldi V pro qualibet mensura, declarando D. V. quod mensura salis culma et calcata accepta a salinariis, continet pro duabus mensuris qua sal venditur per datiarios. Quo impetrato,

sperare licet insulam per se posse sufficere : que res ad nullius damnum, imo utilitatem omnium pertinet, et salinariorum, ac feudatorum qui habent salinas, et datiariorum, ut non sint in damno periculoque exterius sal conducere, et utilitate maxima comunis quia datium plus augebitur, propter quas res supplicamus ut sal solvatur salinariis soldis quinque pro mensura culma atque calcata. 1462

Ad XII de sale, non videri nostro dominio aliquid in ea re innovare.

De parte 81 — de non 6 — non sinceri 3.

13. Cum temporibus elapsis mitterentur huc ab Illma V. D. sex judices qui jura omnia reddebant, et cum solerent mitti viri prudentes atque sufficientes ad huiusmodi officium, et iam a multis annis citra acciderit quod nemo venetus venerit, tum propter alia honorificentiora exercicia illius gloriose civitatis, tum vero propter tenuitatem utilitatis, quas ob res nemo audet transfretare ad tam longinquam provinciam, committendo se tanto maris periculo; itaque neglecto huiusmodi officio, ab omnibus Venetiis habitantibus, cum multi juvenes et quasi adolescentes Candidam habitantes se posuerunt ad huiusmodi questum, ut ita dicamus, qui sunt imperiti juris et inexperti. Considerantes itaque causarum et litium ac controversiarum difficultatibus que in hac civitate versari solent, consideratisque damnis que ob hoc patit hec civitas; Supplicatur Illme V. D., et hoc de gratia speciali, ut de cetero velit concedere quod dicti sex judices eligi possint ab hoc Mco Regimine ac domino Capitaneo cum conditionibus et jurisdictionibus consuetis, qui esse debeant nobiles probati de Consilio maiori, habentes etatem maturam, scilicet annos XXXVI, cum sit quod iam diu ab annis XXV citra, ut per libros officii apparet, non veniant nisi judices Candidam habitantes. Hoc vero penitus (*sic*, *petimus?*), inclitam justiciam cupientes, que cum observatur civitates beatas reddere solet. Verissima est enim illa Platonis pervulgata sententia : Tunc demum beatas fore civitates cum aut sapientes, id est justi, eas rexerunt, aut earum rectores sapere ceperint, justiciam scilicet observando, quoniam, ut ille inquit, ablata justitia, quid sunt regna nisi latrocinia? Veram admodum esse antiquam sententiam nemo dubitat, justiciam animam esse civitatis, et sine justicia civitates esse non posse : hoc itaque pro ratione judiciorum et justicie defensionem petimus, nisi ab Illma et justissima V. D. provisum fuerit, salaria judicum augere ut maturi viri veneti veniant, quod etiam omnibus precibus supplicamus.

Ad XIII, de judicum electione, Dominium eis satisfacere non posse, quia esset contra leges et instituta civitatis nostre.

De parte 93 — de non 1 — non sinceri 1.

14. Cum damnum maximum paciantur non solum mercantie, verum magis atque magis introitus redditusque totius insule et feu-

1462 datorum, et aliorum omnium, et potissimum comune Candide, totiusque insule, et ita ut, nisi provideatur, ne ducatum ascendat ad precium extremum, successurum sit damnum intollerabile publicum et privatum. Que res magnopere est omnino advertenda. Quod inconveniens principaliter sit processum, propter infinitum quemdam numerum tornesiorum in hac insula conductorum, tum ab aliis locis huius Orientis, tum vel maxime a Morea et aliis locis a Theucro subiugatis. Cum igitur necessarium sit super hoc providere, quoniam nummi commutatio necessaria est ad vite humane substentationem. Ideo supplicatur Serᵐᵒ nostro dominio quod, ultra provisiones que spectant huic Mᶜᵒ Regimini, ut est purificatio tornesiorum, clamando per publica edicta, sub maximis penis, ne ab extra conducantur, ut alias provisum fuit; supplicatur in presentiarum pro remedio oportuno, quod placeat stabilire et limitare ducatum usque ad annos tres ad yperpera V et grossos sex. Item ut nemo audeat sub magna pena, conducere tornesiorum monetam falsam.

Respondeatur. Dominium nullo pacto videre modum, nec posse eis satisfacere, velleque quod ducatus currat sicuti ferunt temporum conditiones. De tornesiis vero qui de extra insulam conducuntur, nullo modo quod de cetero conducantur, sub pena amittendorum eorum et totidem pro pena. Cuius quidem pene medietas sit accusatoris, et alia regiminis.

De parte 54 — de non 27 — non sinceri 8.

15. Et, quoniam elapso tempore maximum et intollerabile facinus perpetratum fuit ab maligna, temeraria et scellesta quadam audatia aliquorum juvenum, quod atrox facinus quoniam ut merebatur punitum non fuit, singulis annis crescit multiplicando. Nam aliqui scelerati juvenes sine aliquo vel Dei vel dominii timore, aggrediuntur puellas virgines per vias publicas obsculari, ut ad despectum parentum tali infamia peracta, possint illas uxores habere. Cum ergo sit scelus nephandum et nulli umquam genti tam fere tam barbare usitatum, imo omnibus seculis inauditum ut virgines ingenue rapiantur quasi e matrum amplexu, vi, despectu, infamia, a lupis rapacibus; ex qua re facilime oriri potest maxima tocius civitatis perturbatio. Ideo supplicatur Illᵐᵉ Dominationi nostre, quod placeat ei providere in huiusmodi atrocibus casibus, quod si aliquis deinceps, motu temerario vel furioso, tale facinus perpetraverit, ut ambe eius manus abscindantur, ut asperitatis pene, cessare possint; que provisio erit omnibus grata et causa securitatis et pacificationis; et quod nulla conventione possint matrimonio coniungi, de qua condemnatione nulla gratia vel remissio possit talibus nephandis fieri.

Respondeatur. Quod id profecto turpissimum nephariumque nostro dominio videtur, nulloque pacto tantum dedecus pati velle, deceteroque statuere : Quod si quis temerarius ad tale detestandum facinus se labi permiserit, ei abscindantur ambe manus, sine aliquo

respectu aut remissione, quemadmodum supplicatur, quibus gratia nullo modo fieri possit[1]. 1462

De parte 27.

Ser Guillielmus Quirino sapiens Consilii. — Vult quod abscindatur manus dextra, nec possit fieri gratia ullo modo, si osculabitur in viis publicis, sicuti ipsi oratores in ipso capitulo dicunt.

De parte 29 — de non 42.

Ser Matheus Victuri procurator, sapiens Consilii.

Ser Candianus Bollani, sapiens Terre firme.

Ser Nicolaus Trivisano, sapiens Ordinum. — Volunt quod suspendatur, adeo quod vitam penitus amittat.

De parte 42 — 52 — de non 0 — non sinceri 2 — 5.

16. Item, quod cum Judei maliciose, sub quodam pretextu honestatis, supplicaverint Illme dominationi vestre et impetraverint ab ea litteras, in forma ducali, circa factum pignerum que ipsi habent a christianis in mutuo fenerationis, que, transacto anno, infra mensem tenentur presentare judicibus proprii et vendi, quod non obstante hoc, volentibus ipsis Judeis, creditoribus, ad comoditatem christianorum, huiusmodi presentationem ultra annum et mensem differre, liceat ipsis Judeis impune hoc facere. Et per dominos Advocatores huic Regimini fuerit imposita pena ducatorum centum pro quoque eorum, pro observatione ipsarum litterarum. Exponimus reverenter Illme Dominationi vestre quod, cognita malicia horum Judeorum, revocari dignetur hanc declaracionem, contentam in ipsis litteris ducalibus, factam in preiudicio partis solemniter capte in Consilio rogatorum 1449, quoniam judices plurimum, ymo, quasi semper in eorum petitionibus conantur interpretare eorum intentiones et privatas voluntates, et in aliquo eorum cogitationes non versantur nisi in dissipando substantias christianorum, sub aliquo velamine honestatis. Hoc enim firmiter est tenendum, nullum judeum velle dimittere denarios suos stare in manibus christiani debitoris sui, ultra tempus fenerationis, et dormire sine aliqua utilitate, sed intentio eorum est hanc cogitationem, quam ipsi vocant comoditatem christianorum, convertere ad eorum propriam utilitatem et expressum damnum christianorum, ut, transacto anno, conveniat adhuc cum creditore suo caute, sub hac spetie comoditatis sue, induciandi ipsum per unum alium annum, et accipere prode dicti anni in primis, et inducere ipsum, et sic in secundo et tercio, clam, inter se, caute, prout benefacere sciunt. Et cum hoc sit maxime perniciosum christianis, quod, sub hac honestate comoditatis, rodentur substantie eorum a

1. Ce fait est aussi rapporté dans la *Creta Sacra*, t. II, p. 390. Christophe Mauro, doge de Venise, ratifia la peine infligée à ceux qui seraient reconnus coupables, par une lettre du 7 septembre 1462, adressée au duc et au gouvernement de Crète. V. *Creta Sacra*, t. II, p. 390-391.

1462 Judeis : Petitur quod hec declaratio comoditatis plena fraude Judeorum, removeatur.

Respondeatur. Quod fiat ut petitur, et littere per ipsos Judeos impetrate penitus revocentur et sint, in eaque re pignerum servetur pars capta quam in ipso capitulo allegant.

De parte 84 — de non 1 — non sinceri 5.

17. Item, cum captum fuerit in Maiori Consilio Venetiarum, sub die septimo aprilis nuper elapsi, quod in alienationibus et donationibus rerum stabilium, de cetero per notarios cretenses observari debeant quod Venetiis observatur, in huiusmodi cartis, per eos fiendis, juxta formam legis in Majori Consilio capte in 1288, cum clamoribus, correctis et solemnitatibus ac scriptione judicum in ea plene contentis, etc., sub penis et stricturis contentis in dicta parte nova, etc. Quod reverenter exponere debeatis Illmo ducali dominio nostro, quod, consideratis conditionibus et consuetudinibus antiquis et semper consuetis in hac insula, dignetur dominatio sua revocare hanc partem novam, et debere sequi consuetudo antiqua et approbata, qua nihil inconvenientis secutum est et omnia ordinate procedebant, et jura alicuius nequeunt perire. Nam in venditionibus stabilium et donationibus modus congruus observabatur; nam habita prius licentia a dominis judicibus, cum reservatione jurium communis et aliarum omnium specialium personarum, acordia et conventiones partium notabantur, et partes contrahentes ligabant se cum subscriptione dictorum dominorum judicum, deinde in dando catasticum sive noticiam de eis, fiebant stridores in quibus quis habebat jus contradicebat, et purgabantur contradiciones et omnes respectus qui haberi debent pro dando catasticum liberum et absolutum, in hoc modo jura alicuius non peribant. Sed modo per illam partem novam in omni minima re et concessione sive alienatione alicuius territorii vinee vel domuncule debere fieri stridores, et solemnitates contentas in dicta parte veteri esse maxime confusionis et interesse, tam venditorum quam emptorum, et explicare dominio nostro has confusiones quibus bene estis informati, et supplicare reverenter dominio ut hec confusiones removeantur. Cum in una patria, iuxta conditionem eius, una provisio sit bona, et in altera, permutationem conditionum et consuetudinem continuam observatam, sit damnosa.

Die quinto Septembris, in Collegio auctoritatem habente a Consilio rogatorum.

Respondeatur. Nichil fieri posse, quia lex ipsa in Maiore Consilio capta est.

18. Item cum sit, per diversas occasiones vestri pheudati sint reducti in tantam paupertatem, quod vix de istis suis introitibus possessionum vel feudorum suorum possint ducere vitam suam et eorum familie multiplicantur dietim, nec habent modum nec viam maritandi filias, suas propter impotenciam eorum, propter quod invete-

rantur in domo cum magnis langoribus mentis et corporis, quia privati omnibus remediis et non possunt habere refugium interducendi eas in aliquo devoto monasterio, sicut fit in aliis civitatibus dominationis vestre; et sit in hac vestra terra Candide quoddam magnificum monasterium intitolatum sancta Caterina monialium ordinis S^ti Benedicti, dotatum amplis possessionibus et electis introitibus, que omnes, proh dolor, ingorgantur a quinque vel sex feminuciis monialibus, commorantibus in eodem monasterio, male morigeratis, indoctis, ignobilibus et male instructis ab aliquibus hominibus modice fidei et caritatis, et sit sanctum et pium ad laudem et gloriam Dei, quod dictum monasterium sit penitus reformandum, supplicamus nostre Ill^me Dominationi, quatenus dignetur sua solita clementia et prudentia perscruptari hanc devotam materiam et invenire modum, vel per medium Sanctitatis Summi Pontificis, vel alterius dignissimi prelati sufficientis auctoritatis, vel per aliam dignam auctoritatem, quod deinde eligantur quatuor vel quinque venerabiles domine moniales laudabilis religionis et devote observantie, instructe et docte ac sufficientes ad regendum et gubernandum prefatum monasterium et moniales ibidem commorantes et conservandum possessiones et introitus ipsius monasterii. Quoniam, dato hoc sancto et catolico principio, crescet devotio christianorum latinorum et catholicorum in eodem monasterio, et in eo possent suas attinentes et parentes ad serviendum Deo, et frequentabitur illic magnus cultus divinus de tempore in tempus, et etiam satisfiet necessitatibus occurrentibus, ut superius dictum est, et prout per nostros oratores fuerit recordatum et consultum. Et hoc petitur de gratia speciali. 1462

Respondeatur quod alloqui faciemus R^dum dominum Patriarcham nostrum, sueque R^de Paternitati instantissime persuadebimus hortarique faciemus ut requisitioni sue satisfiat. De qua re detur etiam notitia Rev^do domino Archiepiscope Cretensi, qui monasterium ipsum gubernat, ut assenciat pro comoditate monasterii ipsius et honore Dei.

19. Item cum sit necessitas pasculorum pro pasculandis equis, et sint hic apud civitatem Candide, per circa miliaria, duo aliqua territoria multum bona ut dimittantur effici prata et pascula, partim quorum sunt communis et partim specialium personarum. Et ea videlicet, que sunt comunis sunt affictata cuidam Simeoni Curazario, persone miserabili, pro iperperis 220 in anno, qui est in magna summe pecunie ratione dictorum affictuum debitor, pro quibus territoriis antea solvebatur solum Iperp. 100 comuni, sed causa per quam auctum fuit affictum ipsius secutum fuit quia ipsemet Simeon tenebat ipsa territoria per antea, et semper erat debitor, et sine justa ratione habebat affectionem ad ea. Pro beneficio ergo equorum pheudatorum et stipendiariorum, Ser^ti Vestre humiliter et devote supplicatur, quatenus dignetur sua solita pietate et benignitate

1462 concedere nobis de gratia, quod ipsa territoria comunis et alia confinia cum eis, a certo flumine vocato Jofiro, usque ad aliud flumen vocatum Gasi, per longitudinem et a ripa maris usque ad viam publicam, ex qua itur ad molendina Armiro per latitudinem, dimittantur pro pratis et pasculis, et intus ea amplius non seminetur, ut equi pheudatorum et stipendiariorum solummodo ibi pasculari possint, pro quo fictu annuali futuro, Celsitudo vestra dignetur scribere et mandare dominis Camerariis vestris comunis Candide, quod cancellare debeant dictum Simeonem a posta affictationis dictorum territoriorum pro futuro, et intuitu et amore quem erga nos Exma Dominatio vestra semper gessit et gerit, ea territoria vestri comunis, dicta de causa, concedere gratis, et de aliis specialium personarum confinantibus cum ipsis, mandare quod extimentur et precium eorum solvi debeat per pheudatos patronis ipsorum. Et hoc quod cedet ad magnum comodum et beneficium dictorum feudatorum et stipendiariorum pro equis suis, qui tenentur et sunt pro statu comunis, petitur de gratia speciali.

Respondeatur. Nostro Dominio non videri conveniens neque honestum eis satisfacere, cum jamdiu affictata fuerint et per illorum conductorem possessa, et lege prohiberi in (*sic*) fieri posse. De rebus vero specialium personarum itidem dicimus non esse conveniens quod nostrum dominium se impediat.

De parte 85 — de non 0 — non sinceri 3.

20. Item cum sit, quod vigore et forma unius partis capte in consiliis Ill^me^ Dominationis vestre die XXVI Januarii 1458, magna pars nobilium venetorum, in hac isula Crete habitantium, sint astricti infra annos quinque ire Venetias ad probandum se de Magno Consilio, sub gravibus penis, que sunt in effectu ad admittendam nobilitatem, etc., sicut in dicta parte latius continetur. Qui terminus de brevi est expirandus cum evidenti periculo dictorum nobilium, qui sunt impediti diversis difficultatibus, quidam invalitudine suarum personarum, quidam indigentia pecunie, quidam aliis urgentibus necessitatibus que male per alios intelligi possunt nisi per eos proprios qui patiuntur. Et ideo dictis nobilibus difficillimum et quodammodo impossibile esset pro nunc transfretare Venetias, nec esset pium quod dicti nobiles, non occasione defficientie suarum rationum, sed occasione aliorum suorum miserandorum incomodorum essent privati tanto precioso privilegio. Supplicamus Ill^me^ vestre dominationi, quod dignetur sua singulari clementia differre et prolongare terminum dicte partis sive legis dicte probe, per alios annos quinque, post complementum aliorum primorum quinque annorum videlicet suprascriptorum. Et hoc petitur de gratia singulari.

Respondeatur. Referatur ad dominium ut ponatur in Maiore Consilio, super qua re opinio et sententia suprascriptorum omnium sapientium esset, quod per alios duos annos prorogetur.

De parte 79 — de non 4 — non sinceri 3.

21. Item, cum per partem nuper captam in Consilio rogatorum quod, de cetero piper et alie species, que partibus Levantis conducentur ac que conducte sunt in hac terra et aliis locis maritimis dominii nostri, reponi debeant in magazeno et teneri clausi sub clavi, et nullatenus extrahi possint nisi cum galeis sive navibus a rata, pro conducendo illas non alio quam ad civitatem Venetiarum sub pena contrabanni et amissionis ipsius piperis et specierum, et ducatorum centum pro quolibet colo, cum aliis penis et stricturis plene contentis in dicta parte, etc. Reverenter supplicatur dominationi vestre et memoratur quod forcium introitus huius terre dominationis nostre ac tocius insule est vinum, mel, caseum, fructus, quorum una bona pars conducitur ad partes Levantis et Syrie, per naviculas et gripparias huius terre et insule, cum quibus etiam conducuntur rasie et piliparie que hic laborantur, que omnes griparie et naves vadunt ad partes cum aliquibus pauperibus hominibus nautis, mercatoribus parve conditionis. In quibus locis Alexandrie et Syrie vendunt, baratant et expediunt eorum res cum pipere, speciebus et aliis rebus Syrie, quilibet pro modica quantitate, et condunt eas hic, et vendunt et traficant illud modicum quod habent, et solvunt creditoribus eorum a quibus hinc ad tempus emunt, et vivunt et substinent familias suas. Unde essendo obligati dictas eorum species reponere in magazeno sub clavi, et esse obligati illas mittere Venetias cum galeis, sequeretur eis maxima ruina, cum hii pauperes homines naute et alii boni cives, qui sic stricte mercantizant et traficant personas eorum, pro victu et substentatione eorum, non possent illam minimam sive paucam eorum partem ponere in magazeno, et mittere Venetias et habere ibi factores; et conveniret eis derelinquere hoc traficum, in expressum damnum et jacturam introituum et daciorum ac navigiorum huius civitatis Dominationis vestre et amissione artis marinariorum, quibus introitibus et navigiis ac arte marinariorum hec respublica gubernatur, et status ac honor dominationis vestre conservatur et crescit; evenitque exinde hoc inconveniens, quod debendo poni omnes species in magazeno clause, privaretur hec civitas Dominationis vestre et insula usu suo proprio specierum, quarum magna pars hic consumitur. Quare (*supplicatur?*) ut dignetur Illma Dominatio vestra imponere remedium, prout summe prudentie dominationis vestre videbitur. 1462

Respondeatur. Id fieri non posse, prohibente lege gravissimis penis pro enormitatibus et contrabannis, que sepe fiebant cum gravissima iactura introituum nostri dominii.

Et fuit capta ista responsio in Collegio, die quinto Septembris, habente a Consilio rogatorum auctoritatem.

Date die sexto Septembris 1462.

6 septembre. f° 82 r°

On fixe à 5 sous le prix de la mesure de sel pour la Crète.

1462 13 novembre. f° 87 r°

Dans la crainte de l'ambition et de la perfidie des Turcs, on ordonne de fortifier les possessions vénitiennes en Orient, et pour cela, on envoie de l'argent et des armes à Corfou et à Candie :

Duo corpora galearum subtilissime fulcitarum corredis et omnibus aliis rebus, cum quibus etiam mittantur correda et fulcimenta omnia pro aliis tribus galeis ; preterea quatuor arbores et totidem anthene, pro munitione arsenatus civitatis ipsius ; et si cum suprascriptis duabus galeis, tot res mitti non possent, patroni arsenatus eas cum primo passagio mittere teneantur.

Même date. f° 87 v°

Vu l'utilité du port de Candie et la nécessité de le terminer, on met un droit sur les navires qui viennent y charger ou y décharger, afin de réunir les sommes nécessaires aux travaux.

Capta. — Tam litteris Regiminis nostri Crete, quam relatione nobilium virorum Leonis Duodo [1] et Dominici Diedo, inde nuper duche et capitanci, redeuntium, habitum est opus cavationis portus ipsius civitatis nostre optimum principium habuisse, esseque optatum exitum habiturum, sicuti experientia ipsa apparet, si diligenter continuabitur ; nam naves que superioribus annis illum vacue vix ingredi poterant, hoc anno in eo onerate sunt cum magna mercationum mercatorum nostrorum securitate, faciatque pro honore nostri dominii dare modum habendarum pecuniarum pro absolutione tam comodi necessariique operis. — Vadit pars quod omnes naves, galee et quelibet alia navigia, tam nostra quam forensia, que de cetero in eo portu exonerabuntur aut in eis vinum seu quicquid aliud mercationis et rerum onerabitur, solvere debeant 1 ducatum pro singulo C° butarum portate earum, totiens quotiens onerabuntur aut exonerabuntur ; de quibus pecuniis regimen ipsum teneri faciat computum particularem et separatum, nec possit eas in aliquam aliam rem expendere nisi in opus portus ipsius, sub pena in parte furantium contenta, per advocatores seu sindicos exigendorum. Et quum magister Leo de Corono ingeniarius, qui artificio et industria sua opus ipsum perficiendum suscepit, supplicavit conventionem quam cum nostro dominio fecit, sibi per hoc consilium confirmari ut promptior diligentiorque ad illud perficiendum reddatur, captum sit quod ejusmodi pactum auctoritate hujus consilii confirmatum stabilitumque sit, cui per dominium scribatur in ea forma que conveniens videbitur, ut intelligendo industriam suam nostro dominio gratam esse, omni diligentia sine temporis intermissione pro dominio nostro utilitate utatur.

1. Léon ou Léonard Duodo, 125° duc de Crète (1459-1462).

18 novembre. fo 88 r° 1462

Permission à Pierre Quirino, à cause de sa santé, de revenir à Venise avant d'avoir terminé le temps réglementaire de sa charge de trésorier de Crète.

Capta. — Quia viro nobili Petro Quirino, qui est camerarius noster Crete et restat stare in ipso officio per menses solum 3 vel circa, et aer ille non est conformis nature sue et uxoris sue, docente experientia, quia ambo fuerunt infirmi, optat posse redire Venetias, concedatur ei quod, pro salute sua, idem S. Petrus possit repatriare non obstante quod successor suus, qui jam electus est, in Cretam non applicuerit.

24 novembre. f° 88 v°

A cause des préparatifs des Turcs, on hâte les fortifications de Candie, et on annonce l'envoi de deux galères.

Même date. f° 89 r°

Le doge de Venise ordonne au duc de Crète de faire creuser activement le port de Candie, et demande d'être mis régulièrement au courant des travaux.

4 décembre. fo 90 v°

Défense de laisser aller en Turquie des vaisseaux dépassant certaines dimensions.

Capta. — Sicuti omnibus notum est, Theucer hoc anno cum navibus nostris expugnavit insulam Mithelini, non sine dedecore nostri dominii ac maximo damno civium et subditorum nostrorum et ne simile inconveniens de cetero accidere possit. — Vadit pars quod nulla navis seu aliquod aliud navigium, tam nostrum quam subditorum nostrorum, a buttis CL supra, possit de cetero Constantinopolim aut ad quemlibet alium locum Theucro subjectum ire, ut Theucer ipse nullum in futurum a navibus nostris subsidium habere possit, et maxime adversus Christianos, pro reverentia Dei et honore nostri dominii. Et ex nunc captum sit quod scribatur Regimini nostro Crete et aliis rectoribus nostris Orientis, quod super hoc omnem diligentiam adhibeant illo prudentiore modo qui sibi videbitur, quod hujusmodi intencio nostra executionem penitus habeat.

Même date. f° 90 v°

Ordre donné au baile de Constantinople de s'occuper de la libération des vaisseaux vénitiens, détenus par le sultan.

1463 31 janvier. f° 100 r°

Règlement pour la préséance que le capitaine général de la terre doit avoir sur les gouverneurs.

8 février. f° 102 v°

Renvoi au collège des réclamations faites par des sujets vénitiens de Dalmatie, d'Albanie et de Crète.

26 février. f° 105 r°

Ordre au gouvernement de Crète de favoriser et de protéger Nicolas Pauli de Candie, qui a été ruiné par les Turcs.

Capta. — Compatiendum plurimum est fideli nostro Nicolao Pauli de Candida, qui in calamitate et amissione urbis Constantinopolitane una cum uxore et familia sua captivus remansit Teucrorum, et pro liberatione et redemptione sua et suorum coactus fuit solvere ducatos M. ultra manzarias ei factas, et postquam se reduxit in patria sua, scilicet in Creta, dum remansissent ei in Monchastro, in manibus fratris sui, nonnulla que erant residuum substantie sue, scripsit dicto fratri suo ut ea mitteret ad manus viri nobilis Baptiste Gritti qui erat vice consul ea civitate, que erant pro valore ducatorum II^{M} V^{C} et, dum ad noticiam dictorum Teucrorum pervenisset de dictis rebus suis quas suprascriptus S. Baptista habebat, eas habere voluerunt et abstulerunt, sicque idem Nicolaus in maxima paupertate remansit, et cupiens se aliqualiter restaurare et providere victui familie, habuit modum ab amicis suis recuperandi tam quam emit butas XXII piscium, pro summa ducatorum 440, et bene ex eis lucratus fuit, sed adversante ei fortuna, dum quedam gripparea conduceret gothonos et alia, que de tractu dictorum piscium emerat, fuit capta ab aliquibus fustis Caramani, et eam rationem totam amisit. Et tandem super navi Benedicti de Riva capta per galeas Castellanorum, tempore Cruciate apud Tenedos, amisit buttas CL^{ta} vini emptas et recuperatas ut melius potuit et remansit ob predicta debitis gravatus, adeo quod nisi subveniatur, ut nonnullis aliis factum fuit, necessarium ei penitus erit aut vagare et mendicare per orbem aut miserabiliter in carceribus mori, cum totali ruina et exterminio familie sue predicte. — Vadit pars quod scribatur auctoritate hujus consilii Regimini nostro Crete, quod diligenter examinata condicione et facultate dicti Nicolai, faciat ei illos terminos vel pagas ad solvendum creditoribus suis, id quod clare obligatur et debet, sicut justicia pietas et honestas ipsi Regimini suadebit, ne totaliter consumptus remaneat et mendicare cogatur.

4 mai. f° 115 v°

Décret pour faire payer par le gouvernement de Crète, au capi-

taine général de la mer, les 100 ducats que celui-ci doit avancer, comme solde, à l'ingénieur de Crète. 1463

7 juin. f° 122 v°

Pouvoir accordé aux conseillers de Crète d'élire un scribe capable et expérimenté, avec un salaire convenable, pour la trésorerie de Crète : *Cum deffectu unius scribi latini in magnas disordines tendunt pecunie nostre camere Crete.*

4 juillet. f° 125 r°

Crédit des 500 ducats nécessaires à l'achat de bois et de fer pour creuser le port de Candie.

18 août. f° 127 r°

Barthelemy Zaupani, Crétois, a perdu toute sa fortune à la prise de Constantinople, puis un vaisseau qui a été ensuite capturé par les Turcs. Comme il ne peut, à cause de ses dettes, habiter la Crète en sûreté, on ordonne au gouvernement de faire une enquête et de lui rendre service autant que possible.

12 septembre. f° 130 r°

Envoi de 3,000 ducats à la trésorerie de Crète, qui se trouve au dépourvu.

Capta. — Camera nostra Crete adeo pecuniis exhausta est, sicuti regimen ipsum litteris suis significat, quod pro subsidio ad expeditionem Peloponnesiam mittendo opus fuerit pecunias mutuo accipere, subventioni cujus camere penitus est providendum. Quamobrem vadit pars, quod mitti debeant illi Regimini, de ratione depositi et qualibet alia ratione, ducatorum IIII^m, ut rerum nostrarum necessitatibus providere possit.

Même date. f° 131 r°

Ordre au gouvernement de Crète de payer à André Contareno et à André Mauroceno, commandants de galères, les sommes qu'ils ont dépensées pour le transport d'arbalétriers de Crète en Morée.

4 novembre. f° 136 v°

Envoi d'un ambassadeur en Zarzanie, pour organiser une entente générale contre les Turcs.

1463 30 novembre. f° 138 v°

Ordre, en vue de la croisade prochaine contre les Turcs[1], de mettre en culture certaines localités, pour y ensemencer du blé.

Capta. — Reg. nostr. Crete, respondens litteris nostris superioris mensis sibi scriptis, suadet et hortatur, quod per viam affictationis aut cultivationis seminari faciamus loca Lasythi, Lephtenie, Anopoli ex quibus tanta frumenti quantitas colligetur quod non solum victui insule, verum omnibus aliis nostris necessitatibus affatim satisfiet; et sicuti omnes intelligunt, pro expeditione generali adversus Turchum, hoc anno futura, sit maximus hominum concursus futurus providendum est quam majorem frumenti quantitatem possibile fuerit cumulare, precipueque cum Turchus ipse scalesias omnes sui dom. claudi fecerit. — Quamobrem vadit pars, quod ipsi Regimini respondeatur nostro dominio admodum placuisse recordamenta sua, ideo velle sibique mandare quod loca ipsa, sicuti scribunt, per viam affectationis seu cultivationis seminari faciat, sicuti eis melius et utilius pro nostro dominio videbitur. Adhibentibus ipsis circa hoc omne studium, et accuratissimam diligentiam, facientibusque omnes illas provisiones que eis necessari videbuntur, quod per hujusmodi seminationem nullum statui nostro periculum accidat, quemadmodum de solita prudentia sua confidimus, quod nos certos reddimus, quod si quod periculum ab hoc statui nostro accidere posse intellexissent, id nostro dominio, non ita large persuasissent, et si ante seminari facere non posset, provideat penitus, quod hoc mense Martio seminentur suprascripta loca quanto abundantius fieri poterit. Et duret hujusmodi provisio per id tempus quod durabit confederatio icta inter Summum Pontificem, Illm ducham Burgondie et nostrum dominium, que per triennium sancita est[2].

3 novembre. f° 140 r°

Envoi d'une galère en Crète, pour en ramener le duc Laurent Mauro[3].

4 décembre. f° 140 r°

Ordre de fournir au cardinal de Nicée[4] et au patriarche d'Aquilée la galère demandée.

8 décembre. f° 141 r°

Envoi de 200 couleuvrines et autres armes en la cité de Candie.

1. Le pape Pie II, Philippe le Bon, duc de Bourgogne, et la république de Venise, venaient de conclure, pour trois ans, une ligue contre les Turcs.
2. Ce document se trouve aussi dans la *Creta Sacra*, t. II, p. 392.
3. 126e duc de Crète (1462-1464).
4. Le cardinal de Nicée était le célèbre Bessarion.

12 décembre. f° 141 v° 1463

Nouvel envoi d'armes à Candie.

30 décembre. f° 143 r°

Crédit de 100 ducats au nouveau duc de Crète [1], pour des réparations à son palais.

10 janvier. f° 143 v° 1464

Envoi en Crète de 1,000 rames et de 1,000 gaffes.

13 janvier. f° 144 v°

Défense absolue de conduire des vaisseaux au-dessus de 150 tonneaux dans les possessions turques; on prononce la peine de confiscation du vaisseau, plus une année de prison et l'inhabilité aux fonctions publiques, contre tous ceux qui enfreindront cette défense.

Capta. — Captum fuit per hoc consilium, ante susceptum bellum cum Turcho, ne aliqua navis nostra butarum CL^ta^ et inde supra ire posset in strictum, pro auferenda occasione et facultate Turcho offendendi Christianos, et tamen ausi sunt nonnulli cives et subditi nostri, presertim Cretenses, conducere seu mittere naves suas Chium ubi illas vendunt, que postea ad manus Turci capitant et possent esse alicui non mediocri incomodo rebus nostris. — Propterea vadit pars, quod aliquis quisquis sit civis, subditus et fidelis noster, tam hujus civitatis quam Crete et aliorum quorumcunque locorum dominio nostro suppositorum, non audeat vel presumat imposterum vendere navim aliquam alicui forensi, quisquis fuerit, sub pena perdendi precium illius et tantundem, et standi uno anno in carcere, perpetueque privationis possendi participare aut habere navim aliquam; quas penas exigant rectores nostri extra Venetias, et Venetiis advocatores nostri communis, habentes tercium penarum pecuniarum, tercium sit accusatoris, aliud tertium nostri dominii, et non possit alicui contrafacienti fieri gratia, donum, remissio vel alia recompensatio, sub eadem pena cuilibet ponenti vel consencienti in contrarium, exigenda per advocatores predictos. Non intelligendo tamen de Illmo domino duce Burgondie, vel aliis dominiis, dominationibus aut aliis volentibus ire cum eis, aut mittere in favorem et subsidium christianorum. Et publicetur hic ordo, mittaturque Regiminibus Corphoy, Mothoni, Coroni, Nigropontis et Candide, ut ad omnium noticiam perveniat.

1. Jacques Cornelio, 127e duc de Crète (1464-1466).

1464 24 janvier. f° 145 r°

Nouveaux envois d'armes et de munitions à Candie.

30 janvier. f° 146 r°

Envoi en Crète, sur la demande des habitants, de deux syndics extraordinaires, avec un salaire annuel de 700 ducats, payable la moitié à Venise et la moitié à Candie.

1er février. f° 148 v°

André Dandolo part pour la Crète avec un navire destiné à faire ensuite le voyage de Flandre.

4 février. f° 149 r°

Confirmation du décret du 13 mai précédent, portant que tout navire venant de Crète devait toucher à Modon.

26 mars. f° 163 v°

Ordre au gouvernement de Crète d'armer une troisième galère et de la mettre à la disposition du capitaine général de la mer.

13 avril. f° 165 r°

Les vassaux n'ayant pas donné leurs impôts de blé, ce qui a causé des dommages à la république, on leur en cède le tiers, mais on les oblige à livrer le reste et on ordonne au gouvernement de Crète d'en faire faire des biscuits.

Capta. — Non dantibus pheudatis nostris Candide tercianas suas frumentorum, juxta consuetudines et formam concessionum chavalariarum et serventariarum quas a nostro dominio habent, necesse fuit illi nostro Regimini de 1460 et 1461, ita efflagitantibus necessitatibus civitatis, emere mensuras XXXVIIIm frumenti non sine parva jactura nostri dominii, volenteque providere Regimine ipso quod ejusmodi damnum, sicuti equum erat, per ipsos pheudatos reficeretur juxta facultates unius cujusque, statuit nonnullos ordines, ultimateque proclamari publice fecit quod ejusmodi debitores solverent duo tercia debiti sui solum et a reliquo terčio essent absoluti, et qui integre non solverent, tenerentur totum debitum suum integre solvere, hoc est damnum suprascriptum quod camera nostra Crete per emptionem ejusmodi frumenti susceperat. Quorum nonnulli solvere non curarunt, ex quo dominatio nostra damnum suscipit mensurarum Xm, ad rationem soldorum XXII tornesio uno mensuram, sicuti per libros Camere apparet. Et pro satisfactione ejusmodi frumenti de 1463 iterum regiminis ipsius jussu publice proclamatum fuerit, quod debitores ipsi solverent, cujus frumenti solum solute fuerunt men-

sure VIIII^C, sitque penitus providendum quod dominatio nostra tantum damnum non habeat. — Vadit pars quod committatur Regimini Crete et successoribus suis, quod sub pena ducatorum CC in suis propriis bonis, per advocatores communis seu sindicos exigendorum, hoc est ad quos primum fiet consciencia, ut frumentum ipsum seu damnum cum effectu exigant, de quo quantum plus biscocti possibile fuerit fieri faciat. Nam si exigetur, habebuntur miliaria 180 biscocti, qui quantum his temporibus sit necessarius omnes intelligere possunt. Et similiter ipsum regimen observet de 1462 et 1463, diligenter advertens de fieri faciendo biscocto ipso, adeo mensurate quod non inducatur defectus farinarum pro pane, qui quotidie vendi solet ad plateam. 1464

Même date. f° 165 v°

Reproches au gouvernement de Négrepont, qui a expulsé de son monastère Jean de Rambaldis, ami de Bessarion, pour mettre à sa place : *feminas quasdam seu moniales, turpis et contaminatissime vite.*

17 mai. f° 169 v°

Comme il y a eu disette de pain à Candie, lors de l'approvisionnement de la flotte, on décide que tous ceux qui possèdent un cheval payeront : *septem saumas farine*, sept fois par an.

18 mai. f° 170 v°

Ordre à la trésorerie de Crète de faire rentrer de suite les arriérés du trésor.

2 juin. f° 175 v°

Appels déférés au gouvernement et au conseil de Crète, pour épargner les voyages à Venise.

Capta. — Captum fuit superiore tempore in hoc consilio, quod de sentenciis civilibus, a duc. C infra, per rectores seu sindicos nostros insule Crete latis, earum appellatio ad regimen nostrum Crete et collegium deduceretur, quod pro commoditate subditorum nostrorum bene factum fuit. Et quia, pro unaquaque condenatione criminali, si quis se appellare intendit, opus est quod Venetias veniat. Ex quo accidit quod multi ob magnam itineris difficultatem et impensam non veniunt, et qui veniunt magnam patiuntur jacturam. — Quamobrem vadit pars, quod appellatio sentenciarum seu condemnationum pecunialium tamen a ipperperis C et inde infra, suprascr. Reg. nostro Crete etiam sit commissa, pro commoditate subditorum nostrorum, ut justitia, sicuti par est, locum habeat.

1464 5 juin. f° 176 r°

Crédit alloué à André Marcello, capitaine de Crète, pour l'équipement de ses compagnies à pied et à cheval.

Même date. f° 176 r°

Election à l'archevêché de Nicosie, en Chypre, du frère Guillaume, de l'ordre des Augustins.

7 juin. f° 176 v°

On envoie en Crète du biscuit et du blé pour la flotte.

15 juin. f° 176 v°

Délai de trois mois accordé à Laurent Mauro, ex duc de Crète, pour son retour à Venise.

26 juin. f° 181 v°

Crédit de 100 ducats accordé à André Marcellus, capitaine de Crète, pour des réparations à son palais.

27 juin. f° 182 r°

Décret exigeant que la monnaie d'argent vénitienne soit reçue, au même taux, dans toutes les possessions de la République.

Même date. f° 182 r°

Décret pour une enquête à faire, par les syndics, sur la situation des chrétiens débiteurs des Juifs. On avait décidé que les débiteurs ne payant pas, dans les délais fixés, *caderent de grosso uno pro hyperpero* ; ce qui a amené des plaintes nombreuses.

3 juillet. f° 182 v°

L'archevêque de Crète s'est rendu à Ancône, en vue de la croisade.

19 juillet. f° 183 v°

Ordre au gouvernement de Crète de livrer 6,000 staros de froment pris sur les vassaux, et d'en envoyer aussitôt 3,000 à Modon, où arrive le comte de Recia, fils du duc de Bourgogne, avec la flotte des croisés ; il devra en outre faire faire des biscuits avec le reste, pour les envoyer aussi à Modon ; puis il exigera du clergé les décimes qu'il doit donner ; les Juifs payeront 1,000 ducats; on leur empruntera, en outre, la même somme pour acheter du blé, afin de bien pourvoir de vivres la flotte bourguignonne.

19 juillet. f° 184 v° 1464

Confirmation du décret précédent et annonce d'un envoi en Crète de 1,000 ducats tournois, pour l'achat de blé, à destination de Modon.

9 août. f° 185 v°

Décret contre Nicolas de Nicolao, qui ne revient pas de Crète, après l'expiration de ses fonctions.

26 septembre. f° 192 r°.

Décret pour un vaisseau envoyé en Crète [1].

SEN. MAR. R. 8 1464-1468.

8 janvier. f° 1 r°. 1465

Mesures en faveur des débiteurs molestés par des créanciers méchants.

Capta. — Servatur in insula nostra Crete ab aliquibus malignare volentibus certus mos, qui in grave damnum pauperum personarum cedit, videlicet..., quod nonnulli habere pretendentes a debitoribus suis, qui sunt in locis a civitatibus distantibus, illos citari faciunt, et in urbes venire, cum suis gravibus expensis et interesse, quo cum pervenerint... tales qui petunt non comparent, sed transacto termino, iterum debitores citari faciunt et vexant, donec ob gravitatem expensarum, dictos pauperes venire restantes absentes, sicut eis placet, sententiarum faciunt. Et sit conveniens huic nequitie obviare. — Vadit pars, quod scribatur et committatur auctoritate hujus consilii nostro regimini Crete et successoribus, quod in locis solitis proclamari faciat, quod quotiens acciderit quod aliquis habitans extra civitatum Candide et suburbia, citatus per creditorem ad comparendum in judicio in Candida comparuerit, et creditor non comparebit, si talis citatus ipsi regimini conqueretur, regimen sibi solvi effectualiter faciet omnes expensas pro tali adventu factas, et damnum ac interesse secutum de bonis creditoris, qui audiri non possit, nisi solutis prius expensis; et si antea ad summam procede-

1. Dans toute cette année 1464, on s'occupe très activement de la croisade, sous la direction du duc de Bourgogne.

1465 retur, nullius sit vigoris, et ultra secundam vicem qua fuerit citatus debitor, usque ad menses 4 amplius, citari non possit. Et ita observetur totiens comparente debitore citato, creditor non comparebit et regimen ipsum sub debito sacramenti exequi teneatur, limitando taliter expensas, quod nemo ultra debitum gravetur, et scribendo ceteris rectoribus et castellanis insule Crete, quod in regiminibus et locis sibi commissis hoc iddem (*sic*) publicari faciant et observent.

31 janvier. f° 3 r°

Crédit de 100 ducats alloué au capitaine de Crète, pour des réparations à son palais.

24 janvier. f° 6 v°

Jean Venier obtient le commandement d'une des galères de Barbarie.

18 avril. f° 6 v°

A cause de la prohibition faite par le roi de France, on révoque l'*incantus galearum Aquarum Mortuarum*.

15 février. f° 10 v°

Ordre au gouvernement de Crète d'armer et d'équiper deux galères, pour les mettre à la disposition du capitaine général de la mer.

21 mars. f° 16 v°

Reproches au gouvernement de Crète de n'avoir pas fait assez semer de blé à Lasithi, et ordre d'ensemencer la quantité voulue[1].

Capta. — Regimini Crete et successoribus suis. — Certiores per vestras litteras facti sumus vos seminari fecisse in locum Lasiti mensuras tantum CCCC frumenti, staria versus LXXX Veneta, quod displicibilius aut molestius esse non potuisset. Vobis enim notissimum est quam consulte quamque constanter et affectuose deliberatum est in nostro consilio rogatorum, ut locus ille seminetur, qui cum natura tum soli tum etiam aeris feracissimus sit et capacissimus sementis multarum milium mensurarum frumenti, nobis persuaseramus. Quinymo spem quodam modo certam conceperamus ex loco illo omnibus nostris necessitatibus orientis et aliis posse mirabiliter succurrere et subvenire. Vos vero, nescimus qua ratione ducti, spem et expectationem hujusmodi nostram frustrati estis. Unde mentis nostre displicentias non exprimere non possemus. Et cum

1. Ce décret se trouve également dans la *Creta sacra*, t. II, p. 393.

nostro consilio rogatorum vobis efficacissime et expresse mandamus 1465
quod quantum gratiam nostram charam habetis et honorem vestrum existimatis, locum suprascriptum Lassiti seminari totum faciatis quam primum tempus ad sementem faciendam idoneum advenerit, factis prius omnibus opportunis et necessariis provisionibus omnique adhibita cura, ut fructus conveniens ex impensa et semente percipi possit, et aut incuria aut negligentia aliqua, labor et impensa non amittatur, provideteque cum effectu, quod animalia cujusvis sortis, ob que bene intelligimus huic nostre voluntati esse ad versatum, locum ipsum non ingrediantur, sub illis penis que homines merito a contrafactione habeant continere. Nam si secus factum intelleximus, providebimus per modum, quod reipsa intelligetis quam moleste tulerimus talia et tanti momenti et importantie mandata nostra non habuisse illam reverentiam et observantiam, quam habere digna sunt. — Et in simili forma, mutatis mutandis, scribatur Regiminibus Canee et Rethimi pro locis Lephterni et Anopoli, sicut per hoc consilium deliberatum fuit, et per regimina ipsa minime observatum.

2 avril. f° 21 r°

Délai de deux mois, pour revenir à Venise, accordé à Aloisius Gabriel, ex-gouverneur de la Canée.

30 avril. f° 23 v°

Bessarion charge la seigneurie de toucher pour lui de l'argent à Négrepont, pour le lui remettre à Venise :

Capta. — Requisivit nos instanter R^mus D. Cardinalis Nicenus, ut cum sibi sit certa summa pecuniarum in civitate Nigropontis, placeat nobis, pro majori securitate, pecunias ipsas illic in Nigroponte recipere, et totidem hic Venetiis nunciis suis solvere. Et omnino complacendum sit prefato Domino affectissimo Dominio nostro, in hac presertim re perhonesta. Vadit pars. . . . .

20 juin. f° 31 r°

Concession de mines pour dix ans à Nicolas Genus.

Capta. — Nobilis vir Nicolaus Genus, filius Marini habitator Candide dicit in insula nostra Crete reperisse montaneam seu locum quemdam, in quo raminis mineram adinvenit, perque metali ipsius bonitatem sperat mineram etiam argenti et auri invenire, verum quod ad tale opus perficiendum multis variisque instrumentis opus est, non sine magna impensa sua, vellet, deque gratia humiliter petit, ut locus ipse per decennium ei concedatur, in quo nemo alius per milliaria decem prope ipsum fodere seu laborare facere non possit. — Quamobrem vadit pars, pro faciundo experimento, si res ipsa tam

1465 utilis effectum habere poterit, quod eidem nobili nostro concedatur sicuti supplicat, hac condicione quod, finito suprascripto temporis spatio annorum X, teneatur nostro dominio decimam dare cujuscunque metali quod inde effodi faciet.

27 juin. f° 31 v°

La peste sévit en Crète.

15 juillet. f° 33 v°

Semonce au gouvernement de Rethimo, qui n'a pas voulu recevoir une galère vénitienne :

Capta. — Quod auctoritate hujus consilii (sapientum) scribatur Regimini nostro Rhethimi, qui acceptare noluit galeam « Auram » eo, jussu Capitani nostri generalis proficiscentem, pro accipiendo biscocto, imò eam bombardis expulit, in eâ formâ que collegio conveniens et errori suo accomodata conveniens videbitur.

7 août. f° 35 v°

Abolition du droit que s'étaient arrogé les gouverneurs du Levant, de prendre $^1/_5$ des butins faits sur les ennemis.

Capta. — Servatur in civitatibus et locis nostris Orientis consuetudo quedam pessima, quod rectores nostri accipiunt pendimeriam, hoc est quintam partem cujuscumque prede, que in jurisditionibus regiminum suorum sit, pro quibus faciundis exire permittunt non cives solum verum etiam stipendiarios, non sine maximo status nostri periculo. — Quamobrem, vadit pars ut ejusmodi periculosissime consuetudini pro utilitate status nostri observetur, quod omnes rectores nostri partium supradictorum de predis, que in jurisdictionibus regiminum suorum de cetero quoque modo fient, nullam penitus partem habere debeant, sed sit eorum tota, qui eam facient. Et si quis rectorum suprascriptorum contrafaceret, cadat ad penam ducatorum M, per advocatores communis, sine ullo consilio exigendorum, quorum medietas sit accusatoris, et alia ipsorum advocatorum, et ulterius sint privati per quinquennium omni regimine, officio et beneficio nostris, intus et foris.

9 septembre. f° 38 r°

Secours accordé à un habitant de la Morée, qui peut être utile aux Vénitiens contre les Turcs.

19 septembre. f° 39 r°

Concordats accordés à plusieurs personnes avec leurs créanciers.

Capta. — Quod auctoritate hujus consilii (de 40) committatur

Regimini nostro Crete, quod concordare debeant virum nobilem Ser Marinum Venerio ac Ser Johannem Venerio, ejus fratrem et plezium, cum creditoribus eorum, ac etiam Bartholomeum Zampani et plezios suos, habito respectu ad infortunia et debilem condicionem eorum, non obstante concordio alias facto eis, quia pagis ipsis limitatis minime attendere possunt, sicut consulit vir nobilis S. Laurentius Mauro, qui fuit ducha Crete. 1465

13 novembre. f° 45 r°

Ordre au gouvernement de Crète de réclamer les arriérés des dettes pour la fourniture du blé, de 1460 à 1465.

Même date. f° 45 r°

Surintendance des cultures de blé à Lasithi, accordée à Charles Quirino, Castellan de Pediade, et moyens à prendre pour encourager la culture.

Capta. — Deliberatum est pluries per hoc consilium, et maximopere utile commodumque futurum est rebus nostris si perseverabitur, ut seminari debeat locus noster Lassiti in insula Cretensi, principium enim datum arguit proventus uberrimos ex agro illo, parva Dominii nostri impensa percipiendos. Et quum huic negotio superstes, et curator constitutus fuit prudens civis noster Carolus Quirino, qui castelanus Pediade illic satis vicini, optimam curam in exequenda hujusmodi deliberatione adhibere potuit, et in effectu adhibuit, et non est dubitandum, quod pro ejus fide et industria exitum reddet initio correspondentem. — Vadit pars, quod idem Carolus in munere et procuratione supradicta auctoritate hujus consilii confirmetur, prout a Regimine illo constitutus fuit. Et habeat in re illa omnem libertatem, cum scientia tamen et consensu Regiminis, faciendi omnes necessarias provisiones, ut universus locus predictus ad culturam et frumentorum productionem reducatur. — Ceterum, quum Carolus predictus affictavit ex agro illo bovinas respondentibus conductoribus terzarias suas dominio nostro, ex qua re sine ulla impensa duplex percipitur fructus, unus frumenti copia, que in primis queritur, alter et particulare emolumentum terzariarum dominii nostri, captum sit, quod affictationes hujusmodi approbentur et confirmentur committaturque, ut de residuo agri illius fiant similes affictationes conducere ex eo volentibus, dummodo non sint pariei, et si locari non poterit totum, id quod superit, per alias vias et modos, qui aptiores et commodiores fuerint, nomine nostri dominii colatur et seminetur, vestigata quam diligentissime majori dominii nostri utilitate. — Verum pro declinandis hominum malicia et comentis egre ferentium, ob eorum particularem utilitatem, culturam et seminationem supradictam, firmiter captum et statutum sit, quod rustici aut alii qui bovinas suprascrip-

1465 tas conduxerint, colere et seminare omnino teneantur, quod si non fecerint, solvant nilminus terzarias dominio nostro pro anno presenti. Transacto vero anno hoc, ultra solutionem debitarum terzariarum in frumento, cadant ad tantundem pro pena, quam exigat in frumento et non aliter Regimen supradictum, omnibus illis qui debito modo non coluerint et seminaverint nemini, fieri non possit gratia, sub pena contrafacienti solvendi de suo, etc...

Même date. f° 45 v°

Mesures contre ceux qui ne payent pas l'impôt du tiers de la récolte de blé.

Capta. — Sunt in insula nostra Crete, complures obligati solvere terzarias frumenti dominio nostro, qui maligne et dolose fugere volentes solutionem ...... locant terrena et molendina, que a nobis recognoscunt ad denarios. Quorum fraudibus est occurrendum ne dominium nostrum debito suo emolumento perperam fraudetur. Propterea vadit pars, quod omnes supradicti et alii omnesqui in posterum per viam supradicti, et aliam diversam viam et modum invenirentur evadere solutionem terzariarum, illas solvere dominio nostro penitus in frumento teneantur, et non valeat contra hoc aliqua affictatio vel locatio, quam fecissent ad denarios, vel aliter, sed omni remota contradictione, ad solutionem integrarum terzariarum suarum in frumento, et non in denariis aut alia re, per Regimen irremissibiliter temporibus debitis compellantur.

7 décembre. f° 49 v°

Les travaux des fortifications de Candie n'avançant pas assez vite, on vote des crédits, dont la moitié sera fournie par les vassaux et les contribuables, et l'autre moitié par la Trésorerie et les Juifs.

1466 10 janvier. f° 51 r°

Incantus des galères de Candie.

Capta. — Quoniam conductioni spetierum et rerum Levantis, factarum in presenti muta 1465, est providendum. Vadit pars quod, attento quod galee proxime incantate patronos non invenerunt.

In nomine Domini et in bona gratia, deputentur ad viagium Candide, quatuor galee, tres videlicet earum, que per proximum incantum deputate fuerunt, et galea, que rediit ex Anchona, loco Capitanee Barbarie, que innavigabilis est, dentur fulcite iuxta usum aliarum galearum Levantis, et deliberentur similiter per incantum iuxta consuetum, sintque ad unum denarium de naulis, euntes, stantes, et redeuntes.

Teneatur quilibet patronorum consignasse patronis Arsenatus

nostri, sub pena ducatorum CC pro quolibet, ducatos CCC auri, infra dies octo post acceptas galeas, qui eis in reditu restituantur de suis incantibus et mendis, et non supplentibus illis, de duabus et tribus pro C° nostri dominii. Infra quem terminum, si suprascriptam pecunie quantitatem non exbursaverint, cadant ad penam in capitulo primi incantus harum galearum contenta. Et teneantur consiliarii exequi quantum in illo continetur. 1466

Expendi non possint prefati denarii per patronos Arsenatus, nisi in expeditione ipsarum galearum, sub pena ducatorum V^C, et dare illas extra Arsenatum teneantur in termino, in ipso capitulo statuto, cum omnibus aliis condicionibus, et penis que in ipso continentur.

Portare teneatur quilibet patronorum cedulam de etate Cancellario nostro, quemadmodum per ordinem illum est statutum. Eligatur Capitaneus earum in primo maiore consilio, per quatuor manus electionum, qui habere debeat duo tertia tantum salarii dari soliti Capitaneis galearum Alexandrie. In reliquis, sit ad condicionem Capitaneorum prefatorum Alexandrie, excepto quod conducere secum non teneatur medicum, neque pifaros, sed solum tubetas duos. Et fiat per concordium, vel per texeras, super qua ipsarum quatuor galearum Capitaneus ipse ascendere habebit.

Et similiter nobiles a pupi, admiratus, homines consilii, comiti, patroni jurati, scribe, scribanelli, considerata brevitate viagii, habere debeant duo tercia tantum salariorum dari consuetorum galeis Levantis.

Ponere debeant banchum galee ipsi, sitque confinatus Capitaneus, et discedere teneantur ad illos terminos, et dies, qui per superiorem proximum incantum per hoc consilium deliberati fuerunt, et cum illis penis et stricturis omnibus, de quibus in ipso capitulo fit mentio.

Appulsis cum salute presentibus galeis in Candida, stare ibi teneantur diebus XII, non computatis diebus accessus et recessus, et onerare omnes speties, et alias res, que ex Alexandria conducte fuerint et conducentur ad ultimum usque diem sui recessus, in quo termino si galee nostre traffici non applicuissent, expectare habeant ipsarum adventum, et illis appulsis Venetias, venire unite facientes capitaneum ad septimanam. Hoc tamen declarato, quod casu quo presentes galee non haberent caricum suum in Creta, speties que conducentur per naves, aut navem a rata ex Baruto, sint obligate presentibus galeis pro quanto restaret ad onus suum, et non existente nave a rata, speties que conducentur per galeas traffici tam in locis Vetitis quam ordinariis, ex Baruto ad locum ipsum Candide obligate sint galeis ipsis pro quanto restabit ad caricum suum, pro quibus levandis ex Creta habere debeant iste galee medium naulum, sicut de aliis spetiebus Alexandrie ibi oneratis, per hoc consilium decretum fuit. Intelligendo quod omnes sete, que extracte

1466 erunt ex Baruto usque recessum harum galearum ex Creta, sint obligate presentibus galeis, solvendo medium naulum, ut de aliis rebus solvitur per presentem incantum. Cum aliis vero spetiebus, que superessent a carrico presentium galearum, galee nostre trafici venire debeant Venetias unite cum istis, ut supra fit mentio, habentes de naulo pro conductura ex Creta huc rerum et spetierum ipsarum medietatem medii nauli, et alia medietas sit nostri arsenatus. Itaque de toto naulo rerum conductarum ex Baruto in Cretam, et ex Creta Venetias, habeant tria quarta, et unum quartum sit nostri Arsenatus.

Si, oneratis galeis trafici, superessent in Baruto speties ad ratam, sit in libertate mercatorum accipere navem a rata, que conducere habeant ipsas in Cretam, cum naulo, et conditione circa tempus onerandi, sicut in capitulo proxime sequenti huius incantus continetur.

Et similiter, si forte alique speties, tam ab istis galeis, quam a galeis trafici, in Creta superessent, ad ratam mitti possint cum navi per Regimen illud nostrum et consilium XII accipienda, que habere debeat medietatem nauli illius quod habere solent naves Baruti et Alexandrie, et onerare non possit nisi diebus duobus proximis post recessum presentium galearum ex Creta. Habeant he galee pro spetiebus et rebus, quas ad hanc Urbem, ex Creta conducent, medium naulum tocius illius nauli, quod solvi consuetum est galeis Alexandrie.

Ire teneantur usque in Cretam per scalas consuetas, et stare dies limitatos, et similiter redire; et si quo casu carricum suum in Creta non habuissent, omnes speties, et res, quas Mothonum et Corphoum conductas invenirent in reditu suo levare habeant, habendo medium naulum ut supra; non possendo tamen in aliquo locorum ipsorum stare ultra dies limitatos.

Speties que ex Rhodo conducte fuissent in Cretam, et conducerentur usque recessum presentium galearum, levari possint per ipsas, et Venetias conduci cum naulo aliarum spetierum Crete.

Et similiter obligate sint omnes res Romanie Basse presentibus galeis, non habentibus carricum suum cum naulo consueto.

Cum omnibus aliis capitulis et ordinibus contentis in incantu galearum Alexandrie, huic non repugnantibus.

De parte 98.

Ser Philippus Corrario sapiens terre firme.

Vult incantum proxime captum cum hoc, quod casu quo presentes galee in Creta a colis sexcentis supra non haberent, ire debeant in Alexandriam, et ibi onerare diebus limitatis, et habentes ibi carricum venire debeant Venetias, relictis spetiebus, que in Creta essent cum navi ad ratam conducendis, sin carricum in Alexandria non haberent, redire teneantur in Cretam, Levantisque illic spetiebus inventis, Venetias reverti, habentes ex spetiebus ex Alexandria

oneratis integrum naulum, Candide vero medium naulum. Et galee nostre trafici sequi habeant viagium suum et redire Venetias, habentes tria quarta naulorum, sicut in parte proxime capta in incantu cavetur. 1466

De parte 5 — de non 30 — non sinceri 6.

Prima galea deliberata fuit nobili viro, Ser Jacobo Cocho, Ser Nicolai — pro libris vigintiseptem ducato uno.

Secunda galea deliberata fuit nobili viro, Ser Andree Bono condam Ser Nicolai — pro libris viginti ex ducatis novem.

Tertia galea deliberata fuit nobili viro, Ser Marco Justiniano condam Ser Nicolai — pro libris triginta.

Quarta galea deliberata fuit nobili viro, Ser Johanni Vallaresso condam Ser Ludovici — pro libris viginti octo ducato uno.

13 janvier. f° 54 r°

Ordre au gouvernement de Crète d'envoyer des vivres et des munitions à la citadelle de Monovasia, qui en est totalement dépourvue.

21 février f° 58 r°

Ordre au gouvernement de Crète de préparer ses galères pour le 25 mars.

14 mars. f° 64 v°

Le capitaine des galères de Crète n'a pu partir parce que ses vaisseaux n'étaient pas prêts.

23 mars. f° 66 r°

Ordre de payer une somme à Bessarion ou à son mandataire.

Capta. — Regimen Nigropontis scripsit habuisse a vicario et procuratore R^mi D^i Cardinalis Niceni, pro Constantinopoli, ducatos circiter 777 de introitibus ipsius dicti Cardinalis, causa faciendi biscoctum, vadit pars quod de pecuniis officii nostri solvi et satisfieri debeat summa pecuniarum procuratori R^mi D^ni Cardinalis prefati.

24 mars. f° 66 r°

On accorde à Antoine Cortaci, qui a rendu des services gratuits au gouvernement vénitien : *habere, uti et gaudere et participare de officiis et beneficiis civitatis Crete et insule, quemodmadum multis aliis concessum est.*

22 mars. f° 67 v°

Remise d'impôts faite à Angelo de Portu, de Candie.

1466 10 avril. f° 68 r°

Même faveur à Michaletus Filippi et à Jean, son fils, *ne cogantur vagari per orbem, sed vivere sub nostri Dominii umbra.*

15 septembre. f° 95 v°

Condamnation de Jean Dandolo : *ut conducatur in medio duarum columnarum sancti Marci et incidatur sibi caput a spatulis, itaque moriatur*; réparations à faire à Jean Venier; on prendra sur les biens de Dandolo la valeur : *totius carichi navis ser Johannis Venerii de Candida, exonerati in Nigroponte.*

Même date. f° 96 r°

Envoi en Crète de : *duo corpora galearum cum corredis et fulcimentis omnibus.*

4 novembre. f° 100 r°

Réclamation auprès du gouvernement de Crète de 220 ducats dépensés pour le déchargement ou le chargement des épices d'Alexandrie.

11 novembre. f° 101 v°

Crédit de 200 ducats accordé au duc de Crète, pour des réparations à son palais.

1467 28 février. f° 107 r°

Ordre au gouvernement de Crète de faire une enquête sur les dommages causés à Pierre Cornari, par Peracius Gradenigo, de Crète.

Même date. f° 107 r°

Crédit de 200 ducats accordé à Nicolas Caucho, gouverneur de La Canée, pour l'équipement de ses compagnies.

7 mars. f° 108 v°

Nouveau crédit de 120 ducats, pour des réparations au palais du duc de Crète [1].

1. Bernardin Donat, 128e duc de Crète (1466-1468), et non Bollanus, comme quelques-uns ont pu le penser; ce dernier n'était que capitaine de Crète. L'erreur est venue de ce que Bollanus, dans une préface à des commentaires qu'il fit sur la Genèse, a écrit : « Ores pro me, qui ad præturam Cretensem vocatus sum... Proficiscar usque ad dies octo decemve ad plus ad præturam Cretensem. Ex urbe, die 14 martii 1466 » (*Creta sacra*, t. II, p. 395-396).

27 mars. f° 112 r° 1467

Ordre au gouvernement de Crète de lever 100 arbalétriers, à la solde ordinaire, et de les envoyer à Négrepont ou à l'endroit le plus opportun.

7 avril. f° 121 r°

Ordre au gouvernement de Crète d'armer six ou huit vaisseaux et de les mettre à la disposition du capitaine du Golfe, ou du capitaine général de la mer.

Capta. — Quod Regimini nostro Crete scribatur et mandetur, quod cum omni diligentia et celeritate, si ad receptionem harum nostrarum litterarum, non expedivissent illum majorem numerum triremium quem possunt, ilico debeant expedire et mittere ad classem nostram, ad sequendum mandata vice capitanei aut capitanei generalis, quem missuri sumus, preterea armare debeant immediate accepto hoc nostro mandato, sex usque octo naves cum illa majore sollicitudine et celeritate, que possibilis sit, nisi ante jussu capitanei nostri ab eis hoc factum fuisset, et illas subito mittere ad classem cogendo, onerando et sollicitando illud Regimen quod, attenta importantia rei, quantum habent caram gratiam nostram et honorem suum, debeant die noctuque apponere omnem suam diligentiam et sollicitudinem ad exequendum dicta nostra mandata et ad faciendum illas alias majores provisiones quas poterunt et cognoscent requirere importantiam rei. Intelligendo se cum regiminibus Chanee et Rethimi circa predicta exequenda, ac diligentissime providendo panatice et aliis rebus necessariis pro classe nostra. — Preterea captum sit, quod scribi et mandari debeat in opportuna forma omnibus supracomitis classis nostre, quod, in pena facultatum et vite debeant esse obedientes ordinum et mandatorum Capitanei nostri Culphi, donec advenerit Capitaneus noster generalis maris.

15 avril. f° 122 v°

On ordonne de prendre sur le trésor une somme due à Pierre Quirino, pour les provisions de froment qu'il a fait réunir et envoyer.

Capta. — Provisores nostri bladorum convenerunt cum viro nobile Petro Quirino de certa quantitate frumenti conducendi in Cretam, et jam, ut asserit, fecit provisiones suas, sed quum promissum ei fuit soldos XX de subventione pro stario, quos dicti provisores non habent modum sibi dandi et sit providendum. — Vadit pars quod dicti denarii, pro expeditione dicti nobilis, accipiantur de denariis depositi, attento maxime, quod dominium nostrum ultra denarios predictos habere debet a dictis provisoribus magnam pecuniarum summam.

1467 26 avril. f° 122 v°

Remise de dettes au Crétois Georges Areolo.

25 juin. f° 134 r°

Crédit de 100 ducats accordé à Jacques Miani, pour la réparation de sa résidence.

Même date. f° 134 v°

Confirmation du choix de Jean Gesse, comme ingénieur des travaux du port de Candie, et fixation de son salaire à raison de 300 hyperpères.

17 août. f° 137 v°

Ordre aux gouvernements de Corfou, de Crète, de La Canée, de Réthimo et de Négrepont, de faire construire des ports et des arsenaux, pour y mettre les galères à l'abri.

Capta. — Sicuti potentia, virtute et experientia in re navali superamus perfidos Turcos, ita etiam astu et arte quibus ipsi maxime utuntur ludificari et deprimere eos oportet. Et ideo vadit pars, quod auctoritate hujus consilii mandetur Regiminibus nostri Corphoi, Crete, Channe, Rethimi et Nigropontis, ut, postposita omni mora, fieri et fabricari faciant quam celerrime locos et arsenatus, in quibus tuto et secure conservari possint triremes illese : Corfoy pro tribus triremibus, Crete pro 4 ultra illas, que per elapsum fieri et conservari consuevit, Chanee pro duabus, Rethimi pro duabus... Et ne dominium nostrum habeat expensam hujus rei, seu saltem sublevetur in parte... Regimini Crete, percipiatur quod pecunie exacte et exigende, pro instauratione murorum Crete, et ad hoc opus tam necessarium commutentur et conferantur, quandoquidem lignamina, calx, sabulum et lapides jam sunt preparata; Regiminibus Canee et Rethimi mandetur quod omnes pecunie obligate reparationi et instaurationi portus illarum civitatum, usque ad perfectionem hujus operis, accipiantur et ad hoc tamen expendantur, nec non calx parata per elapsum pro fabrica murorum Eximilii, ad hoc opus etiam ponatur, seu cogantur habentes illam restituere... Et committatur dictis Regiminibus, ut cum omni celeritate observent et exequantur presentem partem, et de tempore in tempus dert noticiam Dominio nostro de opera sua.

25 août. f° 138 r°

Remise de dettes au Crétois Thomas Abram.

27 août. f° 138 v°

On accorde à Jean Torcelli, ayant autrefois servi fidèlement

l'Empereur de Constantinople, les privilèges et les bénéfices des citoyens de Crète. 1467

9 septembre. f° 140 r°

Remise de dettes faite à François d'Arvi, Crétois.

14 mars. f° 163 v° 1468

Crédit de 50 ducats pour la réparation du palais du gouvernement de Crète.

29 avril. f° 168 r°

Ordre au gouvernement de Crète de faire exécuter un décret en faveur des héritiers de Georges Sguro.

Même date. f° 169 r°

Ordre au gouvernement de Crète de s'interposer entre Georges et Ange, frères de Jean Metrixoto, et leurs créanciers, en leur faisant des concordats, car ils ont été victimes de la prise de Constantinople et de plusieurs naufrages.

23 mai. f° 172 r°

Ordres pour le prompt départ des navires armés, à cause des pirates signalés.

Capta. — Quia noviter et certe habitum est, ultra primum piratam esse unum alium piratam, qui navem Mathei de Candida cepit, adeo quod omni celeritate expeditioni navium armadarum prospiciendum est. — Vadit pars, quod capitaneus ejusmodi navium, in hoc consilio eligendus, teneatur cras ad tercias respondere, ut naves ipse sine temporis intermissione expediri queant.

26 juillet. f° 181 r°

Remise de 800 hyperpères de dettes envers l'Etat, faite à Marc Torcello, ex-*fonticarius* [1] à Sithie.

8 août. f° 183 r°

Indemnité accordée à Jean Barbadico pour son navire, qui a été retenu au service de la République.

Capta. — Tempore expeditionis Examilii [2], per Regimen Crete ac-

1. *Fonticarius* ou *fundicarius*, préfet d'un office, chef de bureau.

2. Examili, Examilion, Dioclos, était une forte muraille qu'avait fait élever l'empereur Emmanuel, pour mettre le Péloponnèse à couvert de l'invasion des barbares. Elle avait six milles de longueur; elle commençait au port de

1468 cepta fuit navis nobilis civis nostri Johannis Barbadici, portate butterum circiter CCC, que partim retenta in Creta, partim eundo ad Examile et redeundo, operata fuit in nostro servitio diebus nonaginta, sicuti testificationibus per regimen nostrum Crete jussu nostri dominii acceptis, clarissime constat. Et quum convenientissimum et debitum est erga hunc nobilem virum servare quod in omnes alios, quorum naves navigiave pro ejusmodi expeditione accepta fuerunt, qui omnes satisfacti sunt. — Quamobrem vadit pars, quod mandetur Regimini nostro Crete, quod, pro satisfactione ejusdem nobilis viri, dari ei faciant ducatos CLX, de pecuniis illius camere nostre aut officio salis, sicuti melius videbitur.

15 novembre. f° 189 v°

Ordre de conduire jusqu'à Modon, sur une galère légère, le nouveau gouverneur de Crète, Jérôme de Molini, et, de là, il devra gagner son poste.

9 décembre. f° 191 v°

Ordre à Louis Falletro, capitaine de Crète, de se rendre à son poste.

SEN. MAR. R. 9 1469-1473.

1469 10 mars. f° 1 v°

Ordre aux patrons de l'arsenal de Venise d'envoyer de suite, en Crète, deux galères légères avec les cordages et les autres choses nécessaires à leur armement.

16 mars. f° 2 r°

A cause du brigandage, la loi d'amnistie pour les assassins est rapportée.

Capta. — Alias in hac impresia Amoree deliberatum fuit per nostrum dominium, quod omnes subditi nostri Cretenses, qui ex insula Crete, propter homicidium, exilium haberent et servirent certo tem-

Léchée, à seize stades de Corinthe et finissait au port de Cenchrée, vers le golfe d'Engia. En 1463, Louis Lorédan, général de la République, y débarqua ses troupes et, de concert avec Berthold d'Est, il releva cette muraille, démolie en 1424 par Amurath II.

pore in dicta impresia, suis expensis, liberati essent atque exempti de suprascripto exilio, et ad dictam insulam redire possent, et hac via multi homicide ab exilio dicte insule exempti fuerunt et quotidie eximuntur. Cumque hac de causa, prout retulit nostro dominio nobilis civis noster Antonius Basadona, qui fuit consiliarius Crete, quotidie multa homicidia committantur, necesseque omnino est, super hoc providere, ut predicti subditi nostri non moveantur tam facile ad patranda dicta homicidia, cum maxima offensione Dei et maximo dedecore nostri dominii. Vadit pars, quod de cetero nullus predictorum homicidarum suprascripta de causa liberari et eximi possit ab exilio dicte insule, sub pena contrafacientibus ducatorum M. in suis bonis exigenda, per nostros advocatores, sine alio consilio. 1469

27 mars. f° 2 v°

Jean Venier est nommé du conseil des sages.

Même date. f° 3 r°

Envoi de deux galères en Crète : l'une d'elle doit conduire à Modon le nouveau capitaine, André Quirino [1].

6 avril. f° 4 v°

Ordre au gouvernement de Crète d'armer deux galères, outre les deux qui sont déjà armées, à cause des préparatifs des Turcs.

8 mai. f° 7 v°

Mesures pour le ravitaillement de Croia.

25 mai. f° 8 v°

Ordre de ne rien charger que des cordages sur les deux galères qu'on envoie en Crète.

4 novembre. f° 22 v°

On vote la construction de *unum revellinum* [2] pour le port de Candie, et d'une tour sur l'angle du monastère de Saint-François, qui menace ruine. Jean de Ullanda est choisi comme ingénieur, avec un salaire annuel de 100 ducats et 3 mesures de froment par mois, plus le logement.

1er décembre. f° 25 v°

Crédit de 100 ducats pour la réparation du palais du capitaine de Crète.

1. Le duc de Crète était Jérôme de Molino (1469-1472).
2. Ce mot n'est pas dans Du Cange.

1470 7 mars. f° 35 r°

Ordre au gouvernement de Crète de payer la solde due à François Pizamano, gouverneur de Monovasie.

8 mars. f° 35 v°

Mesures pour envoyer en Crète des munitions :

Capta. — Timenda sunt ea que nuntiant de apparatu Turchorum, contra statum nostrum, et propterea providendum est et muniende civitates nostre Levantis. — Vadit pars, quod patronis nostri Arsenatus jubeatur quod dare de presenti debeant ducatos MD, quorum M expendere debeant in munitionibus mittendis in Cretam.

2 juin. f° 45 r°

On rembourse au gouvernement de Crète le 1,639 demi-staros de blé qu'il a achetés, pour la somme de 912 ducats VII gros, afin d'en faire du biscuit pour la flotte.

16 août. f° 55 r°

On envoie à Candie des vaisseaux chargés de froment et de biscuits.

24 septembre. f° 61 v°

Remise de dettes au Crétois Pierre Cacho.

22 octobre. f° 64 r°

Délai accordé, pour le payement de ses dettes, à Georges Vlachianos de Candie, ruiné par suite de malheurs sur terre et sur mer, et dernièrement victime d'un vol nocturne.

10 octobre. f° 66 r°

Convocation du collège pour délibérer sur les fortifications et la défense de la Crète.

Capta. — Attento quod importat dare modum fortificationi et conservationi insule nostre Crete, et non sit amplius differendum, presertim, quod pro certo intelligitur oratores Cretenses non sunt venturi tam cito. — Vadit pars, quod hoc consilium vocetur pro die sabbati proximi, ut omnes de collegio venire cum suis opinionibus, et ponere partes possint.

20 novembre. f° 70 v°

Envoi d'un contingent de cavaliers et de fantassins en Crète.

Capta. — Conditio temporum presentium nos astringit ut provi

deamus insule nostre Crete, et propterea vadit pars, quod mitti de- 1470
beant in Cretam armigeri C cum equis V^{C} versus? armigerum, famulum a coratia, et alios secundum ordinis banche, sub duobus conductoribus, qui videantur collegio. Qui armigeri ducant secum equos pro personis eorum et famulorum a coratio, de reliquis autem equis provideatur sicut videbitur huic consilio. — Mitti preterea debeant pedites V^{C} ...., et alii III^{C} ballistarii et sclopeterii et lanzaroli, sub illis comestabilibus qui collegio videbuntur. — Mitti et debeant duo bombarderii et duo ingeniarii cum eo stipendio quod eidem collegio videbitur, et ut res gerende per insulam illam habeant aliquam gubernationem, captum sit quod eligi debeat, per scruptimum in hoc consilio, unus noster nobilis provisor insule Crete, cum salario duc. VIII^{C} in anno et ratione anni, cum condicionibus partis solute salariorum; ducat secum famulos sex, ad expensas nostri dominii et vadat cum ea comissione que sibi dabitur per hoc consilium.

Même date. f° 70 v°

Nicolas Chaucho est revenu de son gouvernement de La Canée, et a donné une relation sur l'état de l'île; on décide, en conséquence, l'envoi de cent hommes d'armes avec des chevaux, des écuyers et des varlets. Les chevaux seront nourris aux frais des vassaux ; on ajoutera à ce contingent quatre cents fantassins, avec une solde de 3 ducats chacun par mois; un proviseur sera également envoyé, avec un salaire de 800 ducats par an, six domestiques, un notaire et son valet. Ce proviseur devra agir de concert avec le gouvernement de chaque ville. De plus La Canée et Réthimo fourniront chacune deux cents fantassins, deux bombardiers et deux ingénieurs. Paul de Priolis, élu proviseur, décline cet office.

31 novembre. f° 72 r°

Nicolas de Canali, ancien capitaine général de la mer, est condamné à donner une indemnité à Jacques de Valdeta et à Pascal Odoricos, citoyens de Gênes, pour avoir capturé un de leurs vaisseaux, en octobre 1669.

Même date. f° 72 r°

On décide que le proviseur, qu'on élira pour la Crète, ne pourra décliner cet office, sous peine d'une amende de 100 ducats.

1470 15 décembre. f° 74 r°

Autorisation de payement en faveur de Jacques Maripetro et de Marin Pisani.

Capta. — Cum regimen nostrum Crete, sicut ex litteris suis ad nostrum dominium clare apparet, traxerit ad solvendum hic per nostrum dominium, et primum nobilibus viris Jacobo Maripeto et fratribus libras 4217, et S. Marino Pisani libras 409 pro frumentis de ratione ipsorum nobilium nostrorum retentis et acceptis, pro necessitate illius loci. — Vadit pars, quod dicte pecunie solvantur per gubernatores nostros introituum dictis nobilibus, quemadmodum solutum fuit egregio Petro Guerucio et illis navis Bembe.

1471 4 février. f° 80 r°

Le gouvernement de Crète a reçu de Pierre Albaregne, citoyen de Venise, patron d'un navire, quatre mille cent quatre vingt sept mesures de froment, à 36 sous, de monnaie crétoise, la mesure, ce qui fait 673 ducats; il demande que le gouvernement central acquitte cette dette, et sa demande est acceptée.

5 février. f° 80 v°

Envoi immédiat de 5 trirèmes en Crète, et de 5000 ducats pour leur armement.

Capta. — Quia tempus labitur inutiliter et magnitudo necessitatis nostre indiget celeritate. Vadit pars, quod cum omni celeritate expediri et mitti debeant in Cretam quinque corpora triremium, fulcita omnibus necessariis, et insuper mittantur cum eis ducatos V^{m} regimini nostro Crete, cum ordine ut, cum illis et aliis pecuniis accipiendis a Camera illa nostra, pro more provideatur armationi earum, prout necessitas rerum nostrarum exiget.

27 février. f° 83 r°

Ordre au patron de l'arsenal d'expédier en Crète, dans les huit jours, cinq trirèmes, avec l'argent nécessaire à leur armement.

13 mars. f° 85 r°

Ordre d'équiper des galères, avant tout et par-dessus tout.

Capta. — Quia principale fundamentum salutis status nostri consistit in classe nostra. — Vadit pars quod, posthabitis omnibus aliis rebus, omni studio et diligentia attendatur ad expeditionem triremium in hac nostra civitate armandarum et Dalmatie, quibus expeditis, expediantur postea galee deliberate mitti Candidam diligenter.

22 mars. f° 86 r° 1471

Achat de 500 ducats de munitions pour Candie.

29 mars. f° 87 v°

Autorisation de venir à Venise, pour huit jours, accordée à Troïle Maripetro, comte de Pola.

4 avril. f° 89 r°

Envoi de 5000 ducats et de cinq galères légères non armées au gouvernement de Crète, avec ordre de les armer avant que la flotte Turque ne sorte l'été prochain, et si elle ne sort pas, de dépenser l'argent en fortifications.

Même date. f° 89 r°

Ordre de payer ce que l'on doit à Raphaël Salvadego, qui a fourni un vaisseau à la Crète, au moment de la prise de Négrepont[1].

19 avril. f° 90 v°

Ordre de verser 5000 ducats pour l'achat de munitions, à destination de la Crète.

13 mai. f° 94 r°

Ordre de payement pour des achats de blé, faits par les Crétois, lors de la prise de Négrepont.

1er juin. f° 98 v°

Condamnation de Nicolas de Canali à une indemnité de 800 ducats envers Antonius de Franchis, pour avoir intercepté des vins de Crète, chargés sur un vaisseau génois[2].

27 août. f° 108 r°

A cause de sa mauvaise santé, Barthélemy de Candie est remplacé comme amiral de la flotte.

6 septembre. f° 108 v°

Ordre à deux vaisseaux de charger des munitions pour la Crète.

Capta. — Quod naves « Bemba » et « Brevia, » que in Cretam navigature sunt, levare teneantur bombardas 5, spingardas XXX, arbores, anthenas, remos, ac alias munitiones, quas dominium nostrum

1. Par Mahomet II, le 12 juillet 1470.
2. Voir aussi au 31 novembre 1470.

1471 missurum est in Cretam, sub pena ducatorum CC cuilibet patronorum predictarum navium non obedienti.

27 septembre. f° 110 r°

Ordre aux deux navires précédents de se rendre en Flandre.

Même date. f° 110 v°

On décide, pour le mois de février prochain, l'envoi en Crète de cinq trirèmes non armées, avec 1,500 ducats pour l'armement de chacune. Les salaires sont : de 26 florins par mois pour les capitaines ; de 10 hyperpères pour les rameurs ; de 15 hyperpères pour les arbalétriers. On voulait élever le salaire des rameurs à 12 hyperpères, mais la motion fut repoussée par 79 voix contre 72.

28 septembre. f° 110 v°

Il avait été décidé, à la demande des Crétois, que les gouverneurs des villes de l'île ne pourraient plus avoir de chevaux ; on renouvelle cette décision et on ajoute une amende de 1,000 ducats pour ceux qui y désobéiraient.

11 octobre. f° 112 v°

Défense aux gouverneurs d'acheter ou de faire acheter les blés de l'impôt du tiers, que fournissent les vassaux.

Capta. — Provisum fuit per hoc consilium, tercio mensis octobris 1429 et utiliter quidem, super provisionibus frumentorum Candide et totius illius insule, que pars licet utilissima sit, ob vetustatem tamen non videtur eam observationem habere quam merito deberet. — Quamobrem vadit pars, quod rectores omnes insule nostre et eorum officiales non possunt, sub omnibus stricturis et penis in ea parte contentis, accipere emere seu accipi aut emi facere ullo modo, forma vel ingenio, de frumentis tercianorum, que pheudati poni facient in munitione.

Même date. f° 112 v°

Ordre nouveau pour la possession de chevaux en Crète.

22 octobre. f° 113 r°

Annulation des ordres donnés par le gouvernement de Crète, au sujet des 5,000 ducats dont il avait la disposition, si la flotte turque ne l'obligeait pas à armer des galères [1]. Le Sénat exige

1. Voir le document du 4 avril 1471.

que la totalité de cet argent soit employée aux fortifications, sous peine au gouvernement d'ajouter la différence. 1471

11 octobre. f° 114 v°

Réclamations des Crétois, présentées par les orateurs Mathieu Mudatius et Nicolas Grimani :

Capta. — Miserunt ad nostrum dominium fidelissimi nobiles et pheudati nostri Candide oratores suos nobiles viros Matheum Mudatis et Nicolaum Grimani, eorum, nobilium ac pheudatorum nomine, nonnulla Capitula exhibentium, perque primum supplicantium et requirentium munitiones, stipendiatos pro defensione et conservatione Civitatis ipsius.

Quoniam in hoc gravissimo et periculosissimo bello quod contra hunc truculentissimum et sevissimum et impiissimum, sed potentissimum hostem Theucrum gerimus, terraque marique, bellorum omnium que unquam gesta sunt atrocissimum ac crudelissimum; propterea quia non de fortunis solum agitur, sed etiam agitur de libertate, agitur de imperio, agitur de vita, denique agitur de summa rerum, egemus pluribus rebus bellicis, que omnino pernecessarie sunt ad nos nostramque civitatem Candide et totam insulam Crete tuendam ac defendendam, quoniam maris custodia potentissimo vestroDominio relinquitur cum galeis ac navibus defendendam. Ideo per istos nostros Oratores summa cum celeritate ac festinantia rogamus, supplicamus omnibus, ut aiunt, precibus, ut ista necessaria quam cito fieri poterit nobis mittatis, ut civitatem Candide et totam insulam Crete, a cuius salute dependet imperium maris, et consequenter totus status huius Orientis, defendatis omnibus viribus, totaque vestra invicta potentia. Est autem prudentissimum et necessarium huius temporis defensionis nostre consilium, consilia enim temporum sunt, ut, omnibus rebus derelictis, hoc pestifero bello durante, armis solum studeamus. Spes enim sola in armis, jam enim hoc iniquissimo tempore jura omnia et humana et divina perierunt. Jus in solis armis est. Arma igitur libertatem, arma provinciam, arma denique vitam defendent. Recte Romanus poeta; « arma tenenti omnia dat qui juste negat, » et grecus ystoricus; « omnia ex armis dependent et qui in eis valet necessarius dominus fit, et pro arbitrio necessarias leges dat. » Arma itaque hoc atrocissimo bello magis necessaria sunt quam panis, quam reliqua victualia. Est enim necessariorum omnium necessarissimum, et qui hoc non videt nihil videt. Studeamus igitur et nos arma tractare et juventutem nostram erudire more romano. Romani enim orbem terrarum armorum continua exercitatione prudenti ac justa devicerunt; « tantum enim vicerunt, ut ait Vegetius, quantum voluerunt vel quantum natura rerum passa est, et quousque romanum duravit Imperium quo armorum prudens exercitatio. » Sed quid vetera repetimus! Nefandi

1471 isti Theucri, genus rude ac barbarum, armorum continuo studio ad summam potentiam pervenerunt, et prius quidem excursionibus bellantes, nunc etiam instructa acie dimicare sciunt. Post captam illam imperialem urbem Constantinopolitanam, que nova Roma merito appellabatur, recte ystoricus ubi intenderis ingenium valet.

Jam enim nefanda armorum superbia, et tot tantisque viribus elevati, totum orbem terrarum subvertere et Christianitatem e libro viventium delere minantur. Ipse vero ille terribilis et horrendus, vel potius abhorrendus Teucer, quasi vacuo orbe terrarum armis et omnibus christianis exterminatis properat regnare mundo. Quoniam ut tragicus ait, « quod non potest, vult posse qui nimium potest, » quo quid autem iniquius aut miserius vel dici vel excogitari potest. Justa igitur et necessaria arma omnibus christianis sunt assumenda contra hunc atrocissimum hostem Christianitatis. Sed in primis nobis, qui in medio ardore belli versamur, ac ut ille ait, « sed arma felix teneat, infelix paret, » simus ex felicibus, et felices erimus usquequo felicissima Venetia imperium maris tenebit, que eternaliter tenebit.

Arma quibus egemus ista sunt : bombardas broncinas, bombardas ferreas, polvere pro bombardis, sclopetos, spinguardas, pulveres pro sclopetis, curatias pro ballistariis, bombardarios, balestras cum mundolenis, targetas, arcus, cordas pro archis, equites in armis exercitatos, pedites similiter exercitatos in armis, architectos ingeniossimos duos, quorum alter irreficiendos (*sic*) menia civitatis revelina fabricare possit, in quibus omnis defensio civitatis consistit, alter burgus murare possit (*sic pro toto*).

Primo. Respondeatur nos eos oratores leto vidisse animo cum ratione eos mittentium, tum ratione eorum spectabilitatum, quos omnes uti dilectos et nostri sanguinis nobiles amamus eorumque labores molestiores quam ipsi habemus. Verum imprimis in Dei Omnipotentis clementia sperandum est, ac in optima Summi Pontificis ac Sereniss[i] Pherdinandi Regis voluntate, quibuscum federe adversum impios Turchos juncti sumus, nec non aliorum principum Christianorum potentatuumque, qui ad ferrendum christianis rebus opem inclinatissimi esse videntur. Et quamquam, uti intelligunt, fundamentum eorum salutis in classi maritima consistat, quam et Summi Pontificis Ser[mique] Pherdinandi Regis ac aliorum christianorum potentatuumque ac nostris viribus potentissimam simus in mari habituri ; pro solamine tamen illorum fidelissimorum nostrorum sumus contenti de munitione cuiuscumque generis eis satisfacere, nec (non ?) de stipendiatis tam equestribus quam pedestribus, et in eo numero qui necessarius erit. Sed hoc unum eos monere volumus ut animadvertere velint quot quantisque gravissimis impensis terra marique impliciti sumus, quas difficillimum nobis est substinere. Ideo eorum solita precipua voluntate et fide quam in preteritis bellis laboribusque nostris prompte ostenderunt, eos hortari roga-

reque volumus, ut in hoc gravissimo communi periculo nolint ab eorum optima consuetudine discedere, proque impensa que in suprascriptos stipendiatos fiet ducatorum XI^{M} quotannis, sicuti in bello Lombardie, contribuere, et se, liberos, coniuges ac patriam, qua homini nihil carius esse debet, tueri. Pro qua non pecuniam modo, verum vitam propriam exponere non dubitarunt. 1471

2° Et quoniam equites in bello plus valent quam pedites, sine aliqua comparatione, et nos magna cum difficultate equos habere possimus, petimus Illma vestra dominatio concedat nobis pheudatis equas habere ad equos procreandos.

Respondeatur, circa equas ad propagandam equinam sobolem tenendas per pheudatos, quod fiat ut petitur.

3° Preterea petitur pratum a flumine Giofiri usque ad flumen Armiro, ad pasculandum equos tam pheudatorum tam illorum stipendiariorum, quos de novo conducet dominatio vestra.

Respondeatur, de prato ad flumine Giofiri, etc, pro equorum pabulo, quod fiat ut petitur. Hoc expresse declarato, quod equi stipendiatorum possint in eo quoque pabulari, sicuti consulit Regimen Crete, ad beneplacitum nostri dominii.

4° Supplicamus preterea et requirimus fortificationem civitatis vestre Candide et burgi, que indigent multis et variis hedificiis, cum quanta fieri potest celeritate. Et quoniam pars capta de muratione burgi fuit tempore pacis, que jubet ut omni anno expendatur quinque mille ducati, in longum nimium produceretur, et nunc tempore belli opus est celeritate, et nos propter nostram impotentiam et camere vestre suplere non possumus, ideo supplicamus ut Illma vestra dominatio provideat in re tam opportuna et necessaria, sine qua civitas vestra Candide salvari non potest.

De civitatis et suburbii fortificatione, que intermissa ab eis esse dicitur defectu maxime architectorum, pecuniarumque, respondeatur, quod mittemus duos aptissimos architectos et duos bombarderios, ut juxta eorum consilium ea fortificatio fiat. Declarantes nostre esse intentionis quod utraque fortificatio et civitatis et suburbii sine intermissione fiat pro omnium salute. Verum ut pecunie affatim habeantur, sumus contenti et volumus, sicuti id Regimen nostrum Crete dicit, illos fidelissimos nobiles et pheudatos nostros contentos esse, quod summa ducatorum V^{M} quotannis in ipsam fortificationem impendendorum ad X^{M} ducatorum reducatur, dividendos et per ratam solvendos, sicuti divisi et soluti sunt ducati V^{M}.

5° Item reparationem et fortificationem castellorum que per insulam sunt, ut villani nostri habere possint refugium ad locandas familias eorum in necessitatibus occurrentibus, prout particulariter declarabitur.

Respondeatur nobis honestum conveniensque videri quod eiusmodi fortificatio manuali fiat precio, sicuti consulit Regimen Crete.

6° Item ut Lasithi seminatio cesset, quoniam inutilis et periculosa

1471 est propter multas habitationes villanorum ibi factas. Quoniam villani in tempore opportuno, quando opus erit ut nobis succurrant, ibi confugient. Ideo propter multos alios respectus, maiores nostri prohibuerunt habitationem et seminationem dicti loci. Et similiter de Anapoli, prout latius declarabitur per oratores nostros.

Ut a seminatione Lasithi supersedeatur. Respondeatur quod fiat ut petitur et consulit Regimen Crete.

7° Et quoniam extirpare studemus penurias et calamitates que hanc insulam miserabiliter vexant, cause sunt elevande harum penuriarum. Que cause in summa sunt labores et gravamina frumentorum nostrorum nobis intollerabilia. Itaque non valentes studere et operam dare rei frumentarie, negligitur et deseritur agricultura; que res causam prebet penuriarum. Quis enim unquam mortalium damno suo studet? Et primum gravamen nostrum est, quod solebamus antea frumenta ad substentationem populi in platea exponere, et ab aliquo tempore citra, ducimus ad graneria vestre dominationis, cum maxima incomoditate nostra. Et secundum maius gravamen quod cum gravissimis penis cogimur afferre illam quantitatem quam non habemus, id est quam non excussimus a villanis. Que res ultra suam iniusticiam est omnino nobis intollerabilis, cum sit prorsus impossibilis. Quo modo autem dare possumus quod non habemus, et ad hanc iniusticiam etiam impossibilitatem accedit aliud maius inconveniens. Quando enim non habemus frumenta, cogimur solvere denarios cum maxima jactura et incomoditate nostra, vel potius desolatione nostra. Que res est contra intentionem dominationis vestre, ut nos qui sumus defensores insule destruamur. Itaque vix arma, equos, famulos tenere possumus. Tercium quia nostros denarios habemus quando Deo placebit; propter quam rem nemo agriculture studet. Ideo penurie et desolationes insulam devastant. Ideo ad cessanda omnia ista inconvenientia et ut ubertas introduci possit, supplicamus dominationi vestre ut nobis liceat frumenta nostra in platea exponere ad substentationem populi, prout antea fieri solebat. Secundo supplicamus ut illam partem in platea quam exponere debemus, sit illa tertia pars ex toto quod excusserimus, non ex debito secundum quantitatem seminatam, quoniam et iniquissimum est, et nobis impossibile ac prorsus intollerabile, ut dare cogamur quod non habemus excussum, alioquin agricultura totaliter deseretur, et hec misera insula substineri non poterit, ut omni anno adventitio frumento alatur. Et in hac parte plene et distincte ac singulariter informabitur dominatio vestra a nostris Oratoribus.

Super frumentorum terciariis, respondeatur nos velle servari quod usque ad presens servatum est, quodque Regimen a vendentibus sufficientem fideiussionem accipiat, adeo quod pecunie frumentorum venditorum restituant illis quorum erunt eisusmodi frumenta, et in diem dentur et solvantur, ut nemo fraudem queat, sed

quilibet habeat quicquid habere debebit. Et si qua suspensio hac in re per nostrum dominium facta esset, aut littere alique in contrarium scripte, auctoritate huius Consilii sint revocate. 1471

De parte 92.

Ser Andreas Bragadino, Ser Ludovicus Donato, sapientes ordinum.

Volunt quod, pro consulenda huiusmodi materia, supersedeatur usque diem sabati proximi, ut fiat optima conclusio, praticetur cum Oratoribus ipsis, quo die cum responsione ipsorum oratorum veniatur ad hoc Consilium, pro definitione materie ipsius.

De parte 59 — de non 1 — non sinceri 4.

Ser Antonius de Priolis, Ser Jacobus Mauroceno, Ser Stefanus Maripetro, Ser Bernardus Capello, sapientes Terre firme.

Ser Antonius Pizamano, sapiens ordinum.

Declarata Oratori Candide deliberatione huius Consilii super capitulo terciariarum frumentorum, respondit eiusmodi deliberationem nihil proficere, instantissime supplicans ut oportune prospiciatur. Quamobrem. Vadit pars quod Regimen teneatur tertiariarum frumentorum ab omnibus illis nobilibus et pheudatis nostris indifferenter quotannis accipere, jùxta consuetudines hactenus servatas, illudque in munitione ponere, et quemlibet eorum creditorem de frumento ab eis dato facere, illudque de tempore in tempus prefatis pheudatis solvere, et cuique per ratam satisfacere, prout pecunie eiusmodi frumenti exigentur. Et si per ministratores frumentorum ipsorum aut quampiam aliam causam pecunie deficerent, Regimen ipsum teneatur et omnino satisfacere debeat creditoribus de quibuscumque pecuniis illius camere nostre. Et ne iacturam aliquam inde accipiat dominatio nostra, accipiat idem Regimen sufficientem fideiussorem ab ipsis ministratoribus, hoc est ducatorum mille ab unoquoque eorum. Et si qua suspensio aut littere in contrarium huic rei scripte fuissent, auctoritate huius Consilii sint revocate. Quodque frumentum per prefatos pheudatos datum, detractis impensis, detrimento, sive ut dicitur callo, eisdem pheudatis solvatur eo precio quo per Regimen de tempore in tempus venditum erit.

De parte 132 — de non 1 — non sinceri 1.

Et ponatur post hanc responsionem pars equorum que est superius ad chartas 111.

MCCCCLXXI. Die XXVIII Septembris.

« Captum fuit superioribus mensibus in hoc Consilio pro amoven-
» dis querimoniis fidelissimorum nostrorum nobilium et pheudato-
» rum Insule nostre Crete, quod Rectores civitatum Insule ipsius
» equos de cetero tenere non possent. Que utilis deliberatio execu-
» tionem non habuit cum pars ipsa in Maiore Consilio, ut debebat,
» posita non fuerit, atque omnino providendum.

» Vadit pars, quod Rectores omnes Insule ipsius non possint de
» cetero tenere, emere, vendere, seu teneri, emi aut vendi facere

1471 » equos sub pena ducatorum mille cuique eorum, per Advocatores » communis seu Sindicos, quibus primum facta fuerit conscientia » exigendorum. Cuius pene tercium sit accusatoris, tercium ipso- » rum Advocatorum seu sindicorum, et tercium nostri dominii. Et » sicuti Ducha et Capitaneus Candide habent quilibet eorum ducatos » XVIII^C de salario in anno, ita de cetero habere debeat quilibet » eorum ducatos mille cum condemnatione partis. Augeantur quo- » que per ratam salaria aliis Rectoribus nostris Insule ipsius, qui » equos tenere solebant. Et si Rectores ipsi contrafecisse inventi » fuerint, sint privati per decennium omnibus regiminibus, officiis » et beneficiis intus et foris. Et ponatur presens pars in commissio- » nibus Rectorum insule Crete.

» De parte 78 — de non 27 — non sinceri 7. »

8° Quoniam, per malam informationem datam Illmo vestro dominio capta fuit pars in 1465 in Consilio Rogatorum de molendinis et territoriis affictatis ad denarios, ut solvant frumenta, que res est nova et inusitata et contra omnem justiciam, in maximum damnum et detrimentum insuportabile, ideo supplicamus ut revocetur, prout per nostros Oratores plenius declarabitur.

Respondeatur quod non debent molestam habere predictam nostram deliberationem, que ab honestis respectibus processit, et jam cursum suum sequitur, propterea nobis non videtur contra eam aliquid innovare.

9° Quoniam certa pars capta fuit, et huc missa, que privat vestros nobiles posse emere datia vestre dominationis, presuponendo quod quilibet etiam de vili plebe creatus, libere possit emere, hos vestros nobiles privando. Supplicamus ut huiusmodi pars deleatur, et quod sit in libertate vestrorum nobilium emere datia dominationis vestre, prout exponetur latius ab Oratoribus nostris.

Respondeatur quod propter honestos respectus qui tunc nos moverunt, ipsam partem, nobis non videtur in ea re, iam tot annos servata, aliquid innovare, immo velle antiquam consuetudinem et leges nostras servari, quod etiam in quibuscumque terris nostris servatur.

10° Item, cum per partem captam in Consilio Rogatorum de pipere et aliis speciebus conductis a Levante ad civitatem Candide, que jubet quod stent in magazenis clausis, et quod non possint extrahi nisi cum galeis et navibus de rata, et illas conducere Venetias, que res est in maximum damnum pauperum marineriorum qui navigant, non tamquam mercatores, sed ut pauperes marinarii, ad partes dividendas, quia habent aliquod alimentum ab hac eorum navigatione Levantis, traficando et baratando aliquas suas parvulas res de hac insula cum huiusmodi speciebus. Ideo supplicamus quod huiusmodi pars sit revocata, et quod huiusmodi species non remaneant in libertate eorum qui eas conducunt, sed remaneant dicte species subiecte antique parti, non possendo eas conducere in alio

loco quam Venetiis. Declarando Excell^me^ dominationi vestre, quod ex huiusmodi parte sequitur maximum inconveniens. Quia cum sint dicte species in manibus debilium personarum conducunt eas Rhodum ut possint eas libere vendere, in quo loco vadunt cum maximo periculo tam suorum navigiorum quam suarum personarum, prout distinctius ab oratoribus nostris declarabitur. **1471**

Respondeatur, quod unusquisque, conducens species in Cretam possit eas species vendere cui voluerit, sed teneantur ementes eas conducere Venetias cum navibus a rata aut galcis. Et ideo notentur in Cancellaria omnes species supradicte ac venditores et emptores.

11° Item, cum sit quod per totam Insulam Crete sit consuetudo quod creditores sententiando suos debitores, sit in eorum libertate ponere omnes caratos vel medietatem, qui carati sunt grossum unum pro iperpero, aut medium pro medietate, et in Sitia non sic observetur, que res est multum damnosa illis pauperibus; ideo humiliter supplicant omnes illius districtus ut deinceps sint in ea conditione, in qua sunt illi qui sunt Candide.

Item cum sit provisum per Ill^mam^ Dominationem vestram, quod suprascripti carati perveniant ad utilitatem Rectoris, supplicamus quod dicti carati veniant in Comune, sicut semper fuit consuetudo. Et hoc propter multa inconvenientia que sequuntur, prout informabitur Dominatio vestra ab Oratoribus nostris.

Respondeatur suprascriptis duobus capitulis. Nos esse contentos et velle quod in negotio eiusmodi caratorum servetur de cetero id quod in civitate Candide et districtu servatur, quodque in Commune ponantur.

12° Item supplicamus de Bucolea, ut ordines antiqui observentur propter multa inconventia que sequuntur, que sunt in damnum et destructionem illorum villanorum, prout clarius declarabitur Ill^me^ vestre dominationi ab Oratoribus nostris.

Respondeatur quod fiat ut petitur et consulit Regimen Crete.

13° Quoniam intentionem Ill^me^ dominationis vestre novimus perpetuam esse ut summa justitia ubique administretur, et sicut hoc tempore ab istis nostris justissimis Candide Rectoribus jus justissime administratur, ita per totam insulam Crete cupimus administrari. Itaque quoniam sententie civiles Rectorum Canee, Rethimi et Sithie in hac equissima trutina ponderantur, volentes aliqui rectores appellationem effugere in sententiis suis in causis mere civilibus, addunt etiam aliquod temporis, id est aliquibus diebus vel tres vel plus in carceribus condemnando, ut criminalis causa esse existimetur, et appellationem effugiat. Cupientes igitur nos cavilosas cautellas resecare, ne liceat illis sine examine appellationes facere quod reprehendendum et culpandum est. Ideo supplicamus ut huiusmodi sententie, quamvis videantur esse criminales propter carceris condemnationem, cum revera sint civiles, ut tamen appellari possint in hoc Magnifico Regimine Candide.

1471 Respondeatur, quod de qualibet sententia pecuniaria in qua pena carceris posita fuerit, non obstante eiusmodi pena carceris, sententie ipse ad appellationem duci queant, ut justitiam locum habeat ad Collegium Regiminis Crete.

14° Et, quoniam in civitate Candide in dies applicant naves et galee quamplurime dominationis vestre, quibus opus est alimentis, inter que sunt carnes; et ab Chanea sit prohibitum huc animalia conducere; supplicamus ut jubeat vestra Illma Dominatio, quod conduci ex Canee possint tam boves, quam oves, quam alia alimenta, quoniam numquam in hac Insula prohibitum fuit ne victualia portentur de loco ad locum. Et nunc per Rectores Canee sit de novo prohibitum; supplicamus ut libere omnia victualia de loco ad locum conduci possint.

Respondeatur, quod, cum propter multitudinem galearum et navium opus continue sit carnium et aliorum alimentorum, et Regimen Canee prohibuerit animalia quecumque bovina ac oves conduci Candidam; supplicatur ut talis prohibitio amoveatur pro nutrimento galearum et navium in Cretam accedentium. Ideo fiat ut petitur respectu potissimum maxime copie hominum, qui cum galeis et navibus ad illam civitatem Candide se reduxerunt.

15° Et quoniam huic vestro M^co^ Regimini data est libertas in Collegio suo, posse determinare et diffinire lites inappellabiliter ad bassulos et ballotas usque ad summam iperperorum quingentorum, que iperpera sunt minus ducati septuaginta; supplicamus ut dictum Collegium habeat diffinire inappellabiliter usque ad ducatos ducentos, propter comoditatem civium nostrorum.

Respondeatur, quod sicut ipsum Collegium habebat libertatem diffiniendi lites usque ad iperpera V^c^, ita de cetero possit diffinire ipsas lites, usque ad iperpera octingenta.

16° Et quoniam a pluribus annis citra nemo nobilis venetus, habitans Venetiis, venit judex in hac civitate Candide, neque dominus noctis, et fiunt nobiles iudices habitantes Candidam, et maior pars fit per commissionem quicumque voluerit, et per commissionem requisiverit; ideo ut fiant viri electi judices ad justiciam administrandam; supplicamus Ill. vestre Dominationi, ut detur libertas huic nostro M^co^ Regimini ut judices eligant dignissimos, et similiter dominos de nocte, sicut eligunt Advocatores communis, quod officium est maioris importantie, et officiales in Arsenatu, et provisores in re frumentaria et supracomitos galearum.

Respondeatur, nobis non videri consuetudini jam tot annos servate contrafacere, quia est contra ordines nostros.

17° Cum sit quod cavalarie districtus Sitie a principio huius belli sint graviter percusse a Teucris hostibus nostris, ita quod multe ville sint depredate, et multe totaliter destructe et dishabitate, que sunt iste, videlicet : Lithineas, Grea, Mancassea, Caredhi, Sacano, Lomnoni, Sacro, Ulighu, Adharavastu, Clisidhi, Anatoli, Sanctus Georgius, Sacro,

et omnia monasteria maritima. Que ville et monasteria sunt totaliter **1471** destructa et desabitata, et multe alie depredate, quamvis non in totum desolate, quas longum esset enumerare, ex quibus ultra trecenti captivi adhuc sunt in manibus inimicorum, sunt totaliter derelicta, disabitata, nec ab aliquibus cultivantur. Que loca solebant reddere magnam frumenti quantitatem; et etiam multi homines ab illo districtu, nolentes stare in manifesto periculo inimicorum, recesserunt ex illis partibus cum familiis et animalibus eorum, et venerunt ad habitandum in districtu Candide, propter maiorem securitatem. Ita quod cum veritate dici potest totum illud districtum esse in confusione et fuga, et insuper magna pars eorum qui remanserunt, oportet eos vendere sua animalia et totam suam substanciam, ut redimant suos captivos de Turchia. Unde pheudati illius districtus, videntes ruinam suarum villarum, conati sunt ultra vires suas conservare eas, et aliqui eorum fabricaverunt castella, turres cum maxima impensa, sperando per huiusmodi fabricas dare occasionem suis hominibus remanendi et habitandi in suis villis. Item oportet eos non solum aleviare ab eorum debitis, sed etiam subvenire eis in suis necessitatibus. Unde cum tot et tanta acciderint in illis partibus, clare existimari potest in quantam miseriam sint reducti illi pheudati. Unde cum huiusmodi gravamina sint nobis intollerabilia, omnis alia gravedo et impositio videtur gravissima. Cum ergo captum fuerit pro parte, in MCCCCLXII, in Consilio Rogatorum, quod dicte Cavalarie debeant contribuere ad fonticum Sitie frumenti mensuras quatuor millia, cum hac modificatione, quod de dicto frumento non possit dari nisi stipendiariis, et illis qui deputati sunt ad custodiam Castelli, sub pena iperperorum duorum pro quaque mensura aliter dispensata, ut in dicta parte plene continetur. Et quamvis pars faciat mentionem de mensuris quatuor milibus, tamen cum sit modificata quod aliis personis dari non possit nisi stipendiariis et deputatis ad custodiam, clare intelligitur quod non debeat accipi nisi tantum quantum sufficit predictis, qui numero sunt XXVIII in duobus banderiis, et servientes qui sunt quadraginta, quibus dari solet, quolibet mense, mensura una frumenti pro quolibet, ita quod sufficiunt in anno 716, sed superhabundantes sint mensure mille. Sed quoniam ab aliquo tempore citra, consuetum est scribere cives in stipendiarios nativos in Sitia, quorum maior pars sunt greci qui habent domos, vineas et possessiones in Sitia, qui etiam sine stipendio habitabant in illo loco, absque eo quod eis daretur aliquod frumentum, sed postquam scripti fuerunt in stipendium, secundum partem, oportet eis dari frumentum ex fontico. Nec solum sufficit dari illis tamquam stipendiariis, sed omnibus de domo sua, mensuram unam in mense. Ita quod aliqui eorum pro una mensura quam debent habere, accipiunt quinque, et aliqui octo, accipientes illud ad solvendum ad pagas. Et hoc gravamen hucusque telleravimus cum maximo incomodo nostro ad satisfaciendum quantitatem

1471 frumenti predicti, et aliquibus annis minus, secundum quod disponebat Mcum Regimen Crete; aliquibus vero temporibus calamitosis, non habentes satisfacere ex nostris introitibus, emebatur ad damnum nostrum extremo precio, videlicet ad soldos LX et LXX mensura, et nobis non computabatur in aliquo tempore nisi soldos XXXII pro maiori pretio, et illud dabatur supradictis deputatis. Que res in hac Insula non fit in aliqua parte, sed omnes provident sibi de frumento cum suis pecuniis. Unde dicimus cum sint reducte supradicte cavalarie Sitie in extrema miseria, non est possibile nobis pheudatis contribuere aliquam quantitatem frumenti ad castellum, immo potius egemus subventione, ut possimus sustinere et subvenire nostris villanis, ne ille cavallarie vadant in desolationem. Qui villani simul nobiscum in omni casu succurrere poterunt dicto castello. Ideo humiliter supplicamus Illme D. N. quod videndo necessitatem nostram, dignetur nos alleviare ab huiusmodi gravamine nobis intollerabile.

Respondetaur ob malas temporis presentis conditiones non esse possibile in ea re quicquam innovare. Verum ne pro pecuniis ipsorum frumentorum ullam querele causam habeant, volumus et statuimus quod eiusmodi frumenta de primis pecuniis Camere nostre Sithie omnino solvantur. In quibus pecuniis Rectores ipsius loci manus ponere nequeant, sub pena ducatorum VC cuique contrafacienti, per Regimen nostrum Candide exigendorum, et totidem ab eo Regimine per Sindicos Levantis, si in exequendo hoc ordine nostro negligentes fuerint. Et ponatur hec pars in commissionibus ipsius Regiminis, Sindicorum et rectorum Sithie. Et solutis eiusmodi frumentis integre, de reliquo quod supererit rectores ipsius loci possint sibi de salario solvere. Et si quid deficeret, solvatur per cameram nostram Candide, ne deficiant pecunie pro satisfactione predictorum frumentorum, de quibus frumentis rectores ipsi nec quisquam eorum officialium quicquam accipere possint, sub suprascripta pena.

De parte 144 — de non 3 — non sinceri 4.

18º Similiter et cupressima lignamina libere possint ex silvis conduci nec teneantur Chanee prius ire, ut optima queque retineantur et deteriora nobis relinquantur. Sed sit in libertate mercatorum vel Canee vel Candide conducere.

Respondeatur, quod Regimen Canee non possit de cetero retinere aliqua lignamina que eo comportarentur, sed sit in arbitrio eorum qui ea conducent illa Candidam importare. In ceteris vero serventur leges et ordines nostri.

De parte 131 — de non 2 — non sinceri 6.

19º Item quoniam aliqui nostri pauperes cives, non valentes alio modo se suasque pauperculas familias alere, se exponunt periculo eundi Constantinopolim cum navibus forensibus, quia nostre illic non conversantur, et conducebant illuc vina et aliquas mercantias non

prohibitas, quas emebant hic ad credentiam. Que res erat utilis toti Insule, quoniam emebant vina a pheudatis et afflctatoribus communis. Que quidem vina alia via non poterant expediri, quia illuc conducebantur musta et non vina travasata, nec unquam, nec per M^{cos} dominos Ludovicum Lauredano neque Jacobum Lauredano neque Victorem Capello, olim Capitanei generales, nec quemquam alium istud fuit vetitum, quinymo dabantur eis favores, quoniam dicebant prefati M^{ci} domini quod bonum erat quod tales pauperes sua industria se sustentarent et lucrarentur de pecuniis inimicorum. Cumque tempore M^{ci} domini Nicolai de Canali ab aliquibus supracomitis predicti pauperes fuerint expoliati bonis suis, quoniam abstulerunt omnia eorum vina et suas mercationes, ita quod gravati debitis coguntur per orbem ire vagando, et etiam nobiles vestri et alii quorum ipsi pauperes erant debitores, perdunt suum. Ex quo evenit toti insule damnum, et cessat dicta traficatio cum diminutione etiam datiorum Ser^{tis} Vestre; ideo humiliter supplicatur ut jubeat bona ablata restitui vel persolvi, sicut justum et conveniens est, et sicut de Celsitudine vestra omnes confidunt. 1471

Quod de eo quod constabitur supracomitibus galearum nostrarum pervenisse de bonis ipsorum fidelium nostrorum, ipsi supracomiti satisfaciant. Residuum autem solvatur de bonis ser Nicolai de Canali, qui causa damni fuit. Que res committatur cognoscenda nostris Provisoribus communis.

De parte 40.

Quod hoc capitulum committatur intelligendum officio Sapientum Ordinum, qui intellectis his que intelligenda erunt ad dilucidationem negotii huius, referrant Collegio, ut postea deliberari possit per hoc Consilium id quod justicie conveniens sit.

De parte 66 — de non 0 — non sinceri 5.

5 décembre. f° 118 v°

Décret motivé par les démissions des fonctionnaires, envoyés en Crète.

Capta. — Quoniam multi nobiles cives nostri, qui electi fuerunt ad Regimen Crete, acceptare noluerunt, providendum est quod reperiantur qui leto animo acceptent, et quod ad dictum Regimen accedant homines digni et sufficientes. Igitur vadit pars quod, per scrutinium Consilii Rogatorum et per quattuor manus electionum, in majori consilio eligantur unus ducha et unus Capitaneus Crete cum salario ducatorum M, ad soldos 124 pro ducato, pro quolibet, in anno et ratione anni, qui manere debeant in dicto Regimine annos duos, pro quolibet; sint liberi et absoluti ab omni angaria et contumatia, et si cogerentur solvere quicquam, dominium nostrum pro eis solvat. — Et similiter absoluti sint ab omni angaria et contumacia Rectores Rethimi et Canee, qui de cetero ibunt ad dicta

1471 loca, et si quicquam pro suo salario solvere cogerentur, dominium nostrum pro eis solvat. Et non valeat presens pars nisi capta fuerit in majori consilio.

28 décembre. f° 122 r°

On met une galère à la disposition de l'archevêque de Crète [1], pour le conduire de Chypre à Corfou.

1472 20 mars. f° 128 r°

Confirmation de Bernard Manolesso dans ses fonctions de capitaine de Crète, en remplacement de François Cornari et malgré l'opposition de la ville de Réthimo.

7 août. f° 141 v°

Les appels, autrefois déférés à la Cour de Négrepont, seront désormais déférés à la Cour de Crète.

13 août. f° 142 r°

Ordre aux proviseurs des blés de payer à Léonard de Monte le reste de ce qui lui est dû des 700 ducats, sur lesquels il n'a reçu que 100, pour fourniture de blé.

12 septembre. f° 144 r°

Crédit alloué à Nicolas Cauco [2], capitaine de Crète, pour l'équipement de ses compagnies.

22 octobre. f° 147 r°

Envoi en Crète de 2,000 ducats, par les galères d'Alexandrie, pour des constructions et autres usages.

27 octobre. f° 147 v°

Ordre au gouvernement de Crète pour l'armement de cinq galères.

Capta. — Scribatur et mandetur Regimini nostro Crete ut, ultra galeas tres solitas armare, debeat alias duas, ita quod in totum armentur Crete galee quinque; et pecunie necessarie ad armandum has duas mittantur illuc ex hac civitate nostra, mittanturque illuc corpora duo galearum subtilium, cum omnibus armamentis necessariis.

1. Jérôme Landus, originaire de Venise (1459-1493).

2. Nicolas Cauco exerça ensuite les fonctions de duc de Crète, à la mort de Benoît Grittus, qui arriva le 13 février 1473.

12 décembre. f° 150 r° **1472**

Envoi en Crète de : *Quatuor corpora galearum, subtilium, cum suis armamentis et preparamentis necessariis, onusta biscocto in classem vehendo et conducendo.*

28 janvier. f° 152 v° **1473**

Envoi en Crète de six galères non armées.

6 mars. f° 159 v°

Au lieu de six galères, on décide de n'en envoyer que quatre, dont une à Réthino et une autre à La Canée.

29 mars. f° 162 r°

Comme un navire génois doit aller chercher du vin en Crète, on décide qu'il sera mis sur tous les navires, autres que les navires vénitiens, un impôt de 5 ducats par tonneau, lequel impôt sera employé aux fortifications de Candie.

12 avril. f° 166 r°

Mesures diverses et envoi de deux syndics extraordinaires[1] pour le règlement de plusieurs questions.

La commission de ces syndics est la même quant à la formule que les commissions déjà citées. Il n'y a différence que pour les points suivants :

Capta... — Sindici nostri Levantis precessores vestri revocarunt in his Consiliis nonnullas concessiones factas aliquibus indebite, ad vendendum salumina ad minutum, super platea burgi nostri Candide in domibus et apothecis eorum, contra utilitatem nostri Dominii et antiquas constitutiones civitatis illius, et condemnaverunt illos pro utilitate indebite percepta per elapsum. Que res fuit bene et oportune facta. Sed quoniam in hac reformatione revelini, porte plathee Candide fuerunt destructe, multe de apothecis nostris, in quibus vendebantur salumina, que licet essent augustissime, affictabantur maximo precio duc. L, LX et centum in anno pro qualibet. Et sunt qui nacti hanc oportunitate, tentant usurpare beneficium illud; que res esset detrimento redditibus nostris. Propterea volumus et mandamus vobis ut sitis cum Rectoribus nostris et provideatis quod apotece destructe reficiantur, et alie de novo extruantur in illo habiliori loco qui vobis videbitur, et fiant lignee et faciles ad destruendum tempore necessitatis, propter propinquitatem muro-

1. Autrefois les syndics étaient envoyés tous les cinq ans; mais il y avait cette fois huit ans qu'on n'en avait pas envoyés en Crète.

1473 rum; quarum afictus sint nostri Dominii. In quibus et non aliis vendantur salumina ad minutum, juxta tamen consuetudinem ante destructionem dictarum apothecarum nostri Dominii observatam, sub pena librarum centum pro quolibet contrafaciente et qualibet vice. Nec per rectores nostros possit concedi alicui similis gratia, salvo quod pauperibus marineriis liceat in aliquo loco remotiori vendere portatas eorum, sicut antehac etiam observari consuetum est. Intentio enim et voluntas nostra est ut non amittatur utilitas et beneficium Dominii nostri affictuum predictorum, sed tamen res non stringantur plus quam antea stricte erant.

Multe nobis relationes facte sunt de mala gubernatione pecuniarum illius Camere nostre Crete et de scomputis que ibi fiunt contra leges nostras, cum diminutione honoris nostri et jactura rerum nostrarum et aggravatione subditorum nostrorum, quia in illa Camera non currunt amplius pecunie, sed panni et alia mercimonia, et quod tam debitores quam creditores indebite vexantur, et ille liber albus, qui tenetur pro vacheta est latibulus rerum indebite factarum. Propterea volumus et mandamus vobis, ut rem ipsam intelligatis, et maxime condicionem illius libri, et provideatis utilitati nostri Dominii et sublevationi subditorum nostrorum.

Sunt qui habuerunt officia popularium ad vitam in civitate nostra Candide. Et quia aliqui eorum sunt divites, et quidam habentes feuda, dedignantur illa exercere, et alii subrogaverunt alios, a quibus exigunt certam limitationem, et alii deputati scribe ad dacia non attendunt, et tamen percipiunt salarium, ex quo sequuntur multa inconvenientia et augmenta solutionum cum aggravatione subditorum nostrorum et damnum Dominii nostri, quod non potest intelligere facta sua. Propterea volumus, ut sitis cum Rectoribus nostris, et provideatis quod illi, qui sunt deputati, exerceant ipsimet officia illa, alioquin priventur ipsis, et dentur aliis civibus nostris egenis et volentibus illa exercere. Retractando illas auctiones et indebitas solutiones, per coruptelam introductas ut supra.

In civitate nostra Candide ex antiqua et laudabili consuetudine confirmata per leges nostras, conducebantur sub pondere Candide per rusticos ad mercatum, casei, bombices, lina, grana et relique res mercadantabiles, que nascebantur in insula. Que res ornabat illam nostram civitatem ex confluentia hominum et abundantia rerum, et Dominium nostrum exigebat debita datia, et mercatura exercebatur, et populares navigabant, faciebant bonam terram illam. Sed ab aliquo tempore citra contrafit ab aliquibus, qui vadunt extra per rura, et emunt res illas, et incanifiant extra, et defraudant dacia Dominii nostri, et obsident civitatem illam, quia vendere nolunt nisi per stochos, adeo quod mercatura est penitus deserta. Volumus ut sitis cum illis nostris Rectoribus, et visis legibus nostris, et intellecta huiusmodi re, provideatis quod dicte incanipationes fieri non possint extra mercatum civitatis, ut omnes indiferen-

ter emant honestis et convenientibus preciis, pro utilitate nostri Dominii et bonificatione illius civitatis nostre, et hoc idem fiat in reliquis civitatibus illius insule nostre. **1473**

Cancellarii Capitaneorum nostrorum Crete ex scribaniis stipendiariorum nostrorum tenentur dare certam portionem nostro Dominio, per commissionem Capitanei et per taxationem Provisorum nostrorum, quam rem ipsi non observant. Propterea volumus ut rem ipsam intelligatis et adhibeatis modum quod Dominatio nostra consequatur jus suum a presentibus et futuris. In reliquis vero solutionibus suis provideatis ut ipsi Cancellarii observent taxationem Provisorum nostrorum et ordinationem novam Consilii nostri Rogatorum. Opponendo talem obicem quod amplius extorsiones non comittantur et Dominium nostrum consequatur debitam portionem utilitatum suarum.

Prohibite sunt additiones salariorum, que fiebant per Rectores nostros in illa insula, et pro hoc excogitatum est novum genus aucupii, quia deficiente aliquo scriba, illius salarium confertur alii, et locus defunti aut extinguitur aut reducitur ad tam parvam quantitatem, quod nemo curat amplius ingredi. Et secutum est quod omnia salaria iam sunt collata uni, et Cancellaria nostra Crete, que semper erat munita bonis et sufficientibus scribis, nunc reducta est ad desolationem, quia deficientibus premiis nemo se inducit ad exercitium illud cum maximo incommodo illius civitatis et dedecore. Propterea volumus et mandamus vobis ut sitis cum Rectoribus nostris et provideatis quod poste ille notariorum restaurentur, ut habeantur homines utiles ad servicia nostra, quantum necessitas et utilitas rerum nostrarum requirit, et negotia civitatis fiant potius per plures quam per unum, pro meliori gubernatione rerum nostrarum et subditorum nostrorum. Et si propter augmentum ducatus (? *duc.*) vobis videretur quod aliquis aut aliqui aliquid mercantur de pluri, necessariumque id sit ad illius vel illorum vitam et nutrimentum, sine quo stare et servire non possent, provideatis insimul cum Rectoribus nostris, honeste tamen, ut ipsi vivere possint. Et hoc idem faciatis in Cancellaria Sithie, pro qua nobis scripsit Rector illius loci, inhibendo Cancellariis et ipsis notariis mercaturam secundum formam legum nostrarum.

Solutiones Cancellarii et scribarum nostrorum Crete taxate et limitate sunt particulariter et distincte in commissione Duche Crete. Contrafit tamen, ut dicitur, et fiunt inhoneste extorsiones. Propterea volumus et mandamus vobis ut, intellecta re hac, provideatis ad honorem nostri Dominii, pro sublevatione subditorum nostrorum.

Ex officio vestro videre et examinare debeatis omnes sumptus qui fiunt in illis partibus. Volumus tamen ut expresse videatis expensas fovearum et *meniorum* Candide que fiunt ex diversis contributionibus et attrectantur per multas manus, et intelligatis et

1473 reguletis rem illam, et inter cetera superfluas solutiones superstitum que sunt pro magna summa, ut audivimus, persuadeatisque una cum Rectoribus nostris illis nostris fidelibus ut ipsimet vicissim supersint ipsis operibus, sicuti faciunt cives nostri a parte terre, quia beneficium est proprium ipsorum, et presidentia eorum erit utilior ad perfectionem operis. Et resecate omnes expensas superfluorum superstitum, et ètiam illorum operariorum qui vobis viderentur habere mercedes nimias et inhonestas. Hoc idem examinate et facite in omni alia civitate, terra et loco nostro ubi fabricatur. Et quoniam in huiusmodi fabricis expensa est et expenditur maxima et pene incredibilis quantitas pecuniarum, et Deus novit quam fideliter et caste volumus ut, tam in ceteris omnibus quam in hac singulariter parte, habeatis singularem diligentiam, curam et sollicitudinem intelligendi pecuniarum nostrarum administrationem. Et quos inveneritis non fecisse debitum suum tam pro fabricis iam factis, quam que presentialiter fiunt, condemnate, intromittite et punite pro forma libertatis vobis attribute. Et hoc idem facite de illis quos inveneritis expendisse pecunias nostras in fabricis palatiorum et aliorum edificiorum, pro voluntate sua et preter formam libertatis eis concesse.

Rectores nostri Sithie, ultra augmentum eorum salarii, quod absorbet quasi omnem redditum ipsius loci, sibi usurparunt utilitatem caratorum, qui semper fuerunt nostri Dominii, sicuti videbitis in libris illius Camere nostre, per viam surrepticiam, nec non utilitates bucclearum, et reduxerunt cameram illam ad exterminium. Corruerunt muri illius castri et subditi nostri in illa extremitate insule periculosa jacent in aperto. Nec est modus reparationis defectu pecuniarum. Propterea volumus ut intelligatis rem ipsam, et si repperiretis usurpationes illas indebitas, reguletis res illas, pro indemnitate nostri Dominii et conservatione loci nostri predicti.

Locus ipse noster Sithie est carus et necessarius ad bonum statum illius insule, sed quoniam est remotus, indiget aliquibus provisionibus, et presertim circa rem frumentariam, de qua fiunt illis multe insidie a feudatis nostris, qui sunt de primeribus illius insule, contra quos reniti non possunt. Ideo, habito respectu ad conditionem temporum, provideatis ut incole dicti loci habeant frumenta necessaria ad usum eorum, juxta formam antique consuetudinis et ordinationum nostrarum et precessorum vestrorum, ut homines remaneant ad custodiam et conservationem loci predicti.

Videre et examinare debetis rationes spectantes Gubernatoribus nostris, pro portionibus nostro Dominio salariorum et emolumentorum quomodocumque contribuendis et officialibus rationum novarum in omnibus locis in que ibitis. Habendo illam auctoritatem, libertatem et utilitatem quam ipsi habent, et consulendo utilitati et indemnitati Dominii nostri.

Cancellarius Camere nostre Crete, vel fratres et filii eius se im-

miscent in daciis nostris, quod est male factum, quia illi qui incantant respectu eorum se abstinent, qui vadunt per manus eius, quem nollent habere infestum. Propterea volumus et mandamus vobis ut inhibeatis ipsi et reliquis scribis Camere nostre, quod per se vel per alios non se impediant in daciis nostris, ut in aliis rebus nostris que venduntur per illam Cameram, sub penis et stricturis contentis supra, de Cancellario et scribis cancellarie Crete, et privationis officii. Hoc idem exequamini in ceteris civitatibus et locis illius Insule nostre. **1347**

Insuper, ut sciatis libertatem quam habetis super factis pro quibus estis Provisores, vobis committimus, quod, quando eritis in locis nostris Crete, Coroni et Mothoni, Neapolis Romanie, Corphoi et aliorum locorum nostrorum, debeatis esse et conferre cum Rectoribus ipsorum locorum, et secum inquirere et investigare diligenter de omnibus, que vobis videbuntur esse utilia et necessaria pro comodo et conservatione ipsorum locorum. Et facta diligenti examinatione requirere debeatis ipsos Rectores, quod poni faciant suas opiniones et consilium in scriptis, quas suis litteris inclusas debeatis portare Venetias et nobis presentare. Verum sit licitum vobis et cuilibet vestrum pro commoda et necessaria conservatione et utilitate locorum suprascriptorum procurare, et si eritis de consilis, possitis ponere partem in predictis, et ultra generalem libertatem, si placebit nostro Dominio aliquid specificare vobis, super quo habere advertentiam debeatis, non derogando quod ultra illa que specialiter vobis commissa sunt, possitis examinare et providere sicut vobis ordinabimus.

Debeatis insuper, postquam applicueritis Venetias, sub pena librarum mille pro quolibet vestrum, que sit nostrorum advocatorum communis, presentare ipsis nostris Advocatoribus in aliqua cistella sive capsula clausa et sigillata, et claves penes vos sint, unam copiam omnium et singularum intromissionum, querellarum, testificationum et capitulorum ac omnium aliorum actuum ac scripturarum per vos factarum, similem illi quam penes vos retinebitis, et teneatur notarius noster dictam copiam presentare et dare ipsis nostris Advocatoribus, si vos Sindici illam dare nolletis, et similiter manifestare ipsis Advocatoribus, si per vos non fuerit integraliter data copia omnium scripturarum et aliorum actuum ut supra, sub pena privationis Cancellarie, et non possitis auctoritate propria absolvere aliquem ex capitulatis per vos seu aliquem vestrum; sed venietis ad consilia seu consilium, quod vobis magis placuerit, in quo, lectis scripturis, possitis ponere partem quod sint expediti a vobis. Et ulterius teneamini in quolibet locorum suprascriptorum, ubi sindicaveritis, dimittere in manibus Rectorum nostrorum quorumlibet ipsorum locorum unam copiam scripturarum, querellarum ac quorumlibet aliorum actuum acceptorum et factorum in quolibet locorum predictorum, bullatam bulla vestra, et in aliqua cistella

1473 vel capsula sub vestris clavibus clausa, que aperiri nec viciari possit. Et Rectores nostri dictorum locorum teneantur, post recessum vestrum, de dictis locis dictam capsam cum copiis mittere Venetias ad manus Dominii, per primum navigium Venetias accedentem. Quam quidem copiam idem Dominium debeat in Cancellaria facere conservari.

Et si aliquis vestrum intromiserit aliquem, et postmodum non fuerit ad placitandum illum, non debeat habere partem penarum ad quas ille placitatus fuisset condemnatus; sed sint dicte pene solummodo illius qui placitabit, illas habendo sicut superius continetur. Salvo semper iusto impedimento quod cognoscatur per Dominium.

Tenemini insuper dare copiam Capitulorum omnibus per vos intromissis, XV diebus antequam eos ducatis ad Consilia.

Verum ordinetur, quod quando vos aut aliquis vestrum venire voluerit ad aliquod consilium vel collegium, pro expediendo a vobis aliquem ex capitulatis per vos, debeat tunc in isto casu Dominium mittere acceptum scripturas illius cause, que erunt in manibus nostrorum Advocatorum communis et illas facere auscultare cum aliis scripturis, quas vos pro dicta causa legi faciatis, ut omnia magis ordinate procedant.

Item ponatur pars de furantibus.

Item ponatur pars de solidando rationem cum officialibus rationum, infra XV dies.

Et quoniam ob maximam distantiam locorum nostrorum suprascriptorum Orientis ad hanc nostram civitatem, et expensas maximas quas faciunt subditi et fideles nostri, qui venire volunt ad appellationem sententiarum et actuum factorum per Rectores nostros in civilibus; volumus ut omnes appellationes, que coram vobis venient, a ducatis centum infra, audire, incidere et laudare possitis prout justicia vobis convenire videbitur. Exceptis hiis que per leges nostras vadunt ad Collegium Crete.

Taxati fuerunt, per Provisores olim nostros insule Crete, fideles nostri Cretenses ad solvenda debita Judeis, in illis terminis qui eis honesti et convenientes visi fuerunt, juxta condicionem cuiusque eorum. In quibus terminis, qui non solvebat cadebat de grosso uno pro iperpero, et transacto termino temporis ipsius, Judei accedebant ad eos qui non satisfecerant, dicentes nos volumus vos pro cadutis dare. A debitoribus vero ne penam ipsam incurrerent largitionibus corruptionibusque eos tacitos reddebant. Et hoc versuto malitiosoque alius usure genere multisque aliis inhonestis illicitisque modis grandem ab eis pecuniam surripuerunt. Et quod peius est, tempus taxationum ipsarum labi permiserunt, adeo quod peior secutus est, quia capitale cum tanti temporis usura nunc exigere volunt, quod nihil aliud esset quam eos fidelissimos nostros destruere. Quamobrem committimus vobis quod debitores ipsos audire debeatis ac debitorum suorum qualitates minutim intelligere, qui-

bus diligenter examinatis intellectisque, ea taxetis per id temporis quod conveniens honestumque vobis videbitur, juxta naturam cuiusque debitorum. In qua quidem re habeatis eam auctoritatem et libertatem quam suprascripti provisores habuerunt, et eam utilitatem quam habuerunt Sindici precessores vestri. Et si concordes esse non possetis, intret tercius Ducha noster Crete. Et similiter Rectores Canee et Rethimi, quibus hoc etiam scribatur. 1473

Insuper vobiscum ducere debeatis unum ex notariis Cancellarie cum suo famulo, sicut habuerunt precessores, et non aliquem alium de extra Cancellariam nostram ullo modo, sub pena ducatorum ducentorum, sine expressa licentia huius Consilii. Cui dare debeatis ducatos sexaginta auri de pecunia nostri Dominii, ultra alias utilitates quas dabitis sibi.

Item habere debeatis unum Rationatorem cum uno famulo, cui dabitis pro suo salario ducatos sexaginta. Et de quarto condemnationum medietas sit notarii vestri et medietas rationatoris.

Item dabitis uni Coadiutori de pecuniis nostri Dominii ducatos XXV tantum, pro toto viagio.

Item volumus quod sindicare debeatis Sindicos, qui ad loca ad que vaditis, fuerunt a decem annis citra, cum ea libertate quam habetis contra Rectores.

Inter alias sanctissimas provisiones, quibus Dominium graviter et salutariter providit non tam dignitati et utilitati rerum suarum, quam justicie et sublevationi subditorum et fidelium nostrorum, fuit, quod de quadriennio in quinquennium mitterentur ad loca et terras Levantis sui solemnes Sindici. Et sunt elapsi jam anni octo ex quo tales Sindici non fuerunt missi. Quod si umquam fuit tempus mittendi eos, est impresentiarum. Vadit pars, etc..., per totum ut continetur superius C. 160, in parte capta pro Sindicis.

Pervenerunt ad manus nostri Dominii a certo tempore citra multe et diverse querelle de Rectoribus nostris Orientis, que commisse et demandate fuerunt officio Advocatorum communis, que usque in hodiernum diem videri et diffiniri non potuerunt. Idcirco vadit pars, quod Sindici suprascripti exercere possint officium suum contra quoscumque rectores et officiales predictos, sine impedimento alicuius alterius officii.

Similiter, quia ad Capitaneum nostrum generalem maris et Provisores classis multe etiam querimonie pervenerunt multorum Rectorum et officialium, scribatur et mandetur Capitaneo suprascripto et Provisoribus, quod omnes scripturas et alia que haberent contra suprascriptos, dictis Sindicis nostris dare debeant, ut exercere possint officium suum contra suprascriptos.

Volumus preterea et mandamus vobis ut inquirere debeatis de Rectoribus, Provisoribus et aliis officialibus nostris terrarum et locorum nostrorum qui acceperunt a stratiotis, stipendiariis nostris et ab aliis, sint quiqui velint, decimas predarum et utilitatum suarum

1473 sub quocumque colore seu velamine, contra leges et ordines nostros, quos placitare et condemnare possitis, et habere partem sicuti habetis de aliis rebus superius specificatis et vobis commissis.

Habetis libertatem providendi, ordinandi et regulandi omnia que cognoveritis utilia pro bono statu et honore nostri Dominii in omnibus locis ad que iveritis; que observari debeant ab omnibus, donec per nos et nostra Consilia fuerint forte revocata.

De parte 149 — de non 3 — non sinceri 3.

18 juin. f° 172 v°

On modifie le décret du 29 mars précédent, en faveur d'un navire génois, et l'on décrète que :

Capta. — Suspendatur fidejussio ducatorum quinque pro butta, quam dare tenentur quicumque extrahere volent ex Creta vina, causa navigandi illa a stricto Zibelterre [1] citra; de vinis autem que conducentur ad partes Ponentis a stricto Zibelterre ultra, auditis oratoribus Cretensibus, veniatur ad hoc consilium et opportune provideatur.

24 juin. f° 173 r°

Ordre au gouvernement de Corcyre d'acheter pour 4,000 ducats de froment, dont la moitié pour la Crète.

Capta. — Necesse est, propter ea que intelliguntur ex partibus Levantis, providere quod Corphoi et Crete sit bona summa frumenti nostri dominii, ut fieri possint biscocta, in alimoniam classis, et supplere aliis necessitatibus. Igitur vadit pars quod, de presenti, ex omnibus pecuniis nostri dominii sumendis ex omni loco et officio, mittantur ad Regimen nostrum Corcyre ducati 4000, cum mandato ut eos expendere debeat in emendis frumentis, prohibitionem faciendo, sub pena ducatorum V^C^, quod nemo illic frumenta emere aut incaparare possit, nisi pro usu civitatis, donec Regimen ipsum predictos ducatus IIII^M^ non investiverit. Dimidium quorum frumentorum Corcyre remaneat, et de eo fiant biscocta, et reliquum per dictum Regimen Cretam mittatur; utque dicta summa pecuniarum de presenti haberi possit, dicti ducati IIII^M^ mutuentur a banchis aut aliis, obligando eis id quod dominio nostro habere restat ex deposito salis.

7 septembre. f° 178 v°

Réclamation de Georges Avonal de Candie contre une confiscation de quarante sept barils de vin, dont il a été victime de la part de Nicolas de Canali, capitaine général. On lui promet justice.

1. Gibraltar.

10 septembre. f° 179 r° **1473**

On accorde au cardinal de Saint-Sixte la possession des biens et revenus qu'avait Bessarion en Crète, moyennant les mêmes redevances.

Capta. — Mortuo cardinali Niceno, collatus fuit inter cetera patriarchatus Constantinopolis Reverendissimo domino cardinali Sancti Sixti, ex cujus patriarchatus prediis et introitibus suis in insula nostra Crete, cetera enim Turchus occupat, Cardinalis Nicenus favebat certam annuam contributionem nonnullis presbiteris grecis catholicis. — Iccirco vadit pars, quod possessio hujusmodi prediorum, et introituum dari suprascripto R^mo dominio cardinali debeat. Et scribatur opportune Regiminibus Crete, sub cujus jurisdictionibus sunt introitus predicti, ut responderi illos faciant procuratoribus suprascripto R^mo Domino cardinali, qui contentissimus est, et se obtulit facere suprascriptam contributionem, juxta formam bullarum de ea apostolicarum, de quo detur particularis advisatio Regiminibus, ut ipsam contributionem servari faciant, sicut Nicenus faciebat.

17 septembre. f° 180 r°

On autorise Georges Avonal de donner aux avocats du commun le compte exact du vin qui lui a été enlevé par Nicolas de Canali, lequel sera ensuite contraint de le rembourser.

20 septembre. f° 181 r°

Circulaire pour la fixation du prix du vin et de l'impôt à prélever. Le vin valait environ 6 ducats la barrique.

30 novembre. f° 186 r°

Mesures pour la nomination des scribes :

Capta. — In omnibus Cameris terrarum et locorum nostrorum terrestrium et maritimorum exigentibus pecunias Dominii nostri, sunt duo scribe, alter quorum tenet scontrum [1] omnium scripturarum quas facit alter scriba, quod ideo factum est ut negotia nostri Dominii recte et rite administrentur.

On ordonne en conséquence à la trésorerie de Réthimo de ne pas choisir comme scribe le fils de l'autre scribe, ou quelqu'un qui aurait quelque intelligence avec un officier des impôts.

1. Extrait, livre de compte.

1473 23 novembre. f° 186 v°

On retire l'impôt de 5 ducats par tonneau de vin, à la demande des Crétois.

Capta. — Miserunt ad nostrum dominium fidelissimi nobiles pheudati ac universitas civitatis nostre Candide nobilem virum Marcum Paradicum, oratorem suum, graviter querentem partem XXVIIII martii preteriti captam, super novo datio ducatorum 5 pro buta vini, solvendorum a forensibus vina ex ipsa insula nostra exportantibus pro occidente, necnon fidejussione prestanda duc. V pro buta vini pro oriente exportando, etc., ad totalem eorum fidelissimorum nostrorum ruinam tendere, rationibus ab eo oratore prudenter adductis ab ipsaque experientia confirmatis, et per revocationem complurium partium diversorum temporum clarissime constat, humiliter supplicans ut tanto eorum detrimento succurrere dignemur, et quod utilitas et incommodum civium et subditorum nostrorum nostri quoque dominii dici potest. — V. p. quod ejusmodi pars isdem fidelissimis nostris tantopere nociva et damnosa revocetur, sicuti superioribus temporibus sepe factum fuit, ut prefati fidelissimi nostri in sua sint libertate vendendorum vinorum suorum eo modo quo melius poterunt, et sicuti ante ejusmodi partem facere poterant et libere faciebant..... Vult revocationem partis ejusdem hac conditione quod si quis forensis exportare voluerit vina ex insula nostra Crete cum navi forensi pro occidente, transeundo strictum Zibelterre, teneatur solvere ducatum 1 et dimidium pro butta mistatorum 48, et si cum navi Veneta ultra strictum ipsum Zibeltere exportarentur, sint ad conditionem aliorum vinorum que per forenses exportantur pro aliis locis, quam ultra strictum ipsum Zibeltere, omnia vero alia vina, que ex predicta insula per forenses exportabuntur pro aliis locis quam ultra strictum ipsum Zibeltere, solvere teneantur datium exitus, id est iperpera duo pro butta ultra solitum ; cives autem et subditi nostri solvere habeant iperperum unum plus solito. Que omnes pecunie convertentur tam in fabricam civitatis nostre quam alias insule ipsius necessitates, sicuti necessarium erit, presens vero pars executionem habere debeat a die qua Candide publicata erit in antea, declarando quod omnia mercata vinorum, data in nota officio missetarie ante publicationem hujus partis, sint ad eam conditionem ad quam erant ante presentem partem ; que pars revocari non possit sub pena ducatorum V^{C} cuique ponenti aut in contrarium consentienti, et pars huic contraria recitari et fieri in hoc consilio non possit, nisi soluta prius pena suprascripta, executio cujus sit nostris advocatoribus communis demandata..... Volunt quod stetur super parte capta in hoc consilio, die XXVIIII martii MCCCCLXXIII.

SEN. MAR. R. 10 1474-1478.

23 août. f° 16 r° **1474**

Ordonnance pour des provisions d'eau à faire dans la ville de Candie.

Capta. — Civitas nostra Crete, sicut est notum, patitur maximam penuriam aquarum, nec habet unde bibat nisi ex aqua Cazambe, que est extra urbem, quod est periculosissimum, et sit providendum ob ea que possent occurrere, proinde vadit pars quod, auctoritate hujus consilii, scribatur et mandetur regimini nostro Crete, quod cum omni celeritate fieri faciat 3 cisternas magnas et capaces, quanto magis fieri potest, intra urbem Crete, in illis locis qui eis videbuntur aptiores et capatiores, quas perfectas et absolutas ilico implere debeant aqua vel ex pluvia vel ex Cazamba, et stent continue clause, sub clavibus tenendis per ipsum regimen. Nec possit hauriri aqua ex illis ad usum aliquem, sed conservetur pro munitione. Preterea quod sunt multe cisterne in dicta civitate privatarum personarum, que ob comoditatem aque Cazambe negliguntur et dimittuntur vastari, et si instaurarentur, essent utilissime et copiose aquarum, mandetur illis civibus quibus sunt dicte cisterne, quod debeant illas infra XV dies implere aqua. Et si non fecerint, instaurari debeant per ipsum regimen sumptibus eorum quorum sunt. Et ita fieri et exequi debeat. Et presens pars addatur in commissione dicti regiminis.

16 septembre. f° 21 r°

Décret au sujet des galères équipées par les Crétois.

Capta. — Pro nostro dominio facit trahere ex Insula nostra Crete illum maiorem numerum galearum qui fieri possit, tum respectu impense que minor est quam galearum que armantur in hac Urbe, tum quia locus ille proximior est hosti nostro. Et quia nihil magis inducere posset homines dicte insule ad eundum in galeam quam solvere eis cito refusuras suas domum reversis, quod facile fieret quando dicte refusure essent paucorum mensium et non annorum, prout hactenus fuit; quoniam refusure ipse ascendunt ad tantam summam, quod numquam percipiunt suas pecunias; quam ob rem fit quod homines dicte insule reddunt se difficiles ad navigandum cum galeis; proinde, vadit pars, quod de cetero galee nostre, que armabuntur in Creta non possint teneri foris ultra menses sex; sed statim, transactis sex mensibus, mittantur ad exarmandum. Liceat autem semper Capitaneis nostris generalibus maris et provisoribus,

1474 in casibus importantie, tenere ipsas galeas foris, quantum eis necessarium visum esset pro salute rerum nostrarum.

De parte 142 — de non 0 — non sinceri 1.

25 septembre. f° 22 v°

Ordre de ramener à Venise des présents destinés au Sultan et qui se sont gâtés par un trop long séjour en Crète.

Capta. — Cum reperiantur in Creta, sicut notum est, munera que mittebantur per nostrum dominium Illmo domino Usuncassano, que ex diuturnitate temporis devastantur; panni scilicet inaurati et inargentati raminescunt, et lanea tinea roduntur; et non nisi utile et necessarium sit illa huc conduci facere, ut postea provideatur vel de remittendis illis, aut aliis, ad prefatum dominum.

Vadit pars, quod scribatur et mandetur Regimini nostro Crete quod omnia dicta munera argentea et pannos predictos mittere huc debeat per unam triremen. Consignando illa per pondus, mensuram et numerum diligenter supracomito triremis, cum ordine ut presententur et consignentur dominio nostro. Dando noticiam de tali consignatione per litteras suas ad ipsum Regimen.

Et ex nunc captum sit, quod scribatur et mandetur Provisori nostro classis, ad mittendum in Cretam tolendi causa dicta munera Virum nobilem Franciscum Justiniano supracomitum nostrum, qui deputatus est ad exarmandum, et illa huc conducere; et cum appulsus fuerit in Histriam, dare nobis debeat noticiam de appulsu suo, et nostrum expectet mandatum.

De parte 94 — de non 24 — non sinceri 2.

1475 8 février. f° 35 r°

On annonce de grands préparatifs de la part des Turcs ; une ambassade candiote est venue, à cette occasion, demander du secours. On décide la nomination d'un provéditeur de la cité et de la ville de Candie, avec un salaire de 200 ducats par mois, le ducat comptant pour 124 sous, et on statue que celui qui sera élu ne pourra refuser, sous peine d'une amende de 1,000 ducats, et qu'il devra partir de suite. On résout aussi l'envoi de trois cents à quatre cents chevaux à Candie.

Victor Superantio est élu provéditeur, mais il refuse.

4 mars. f° 39 v°

Georges Avonal, gouverneur de Tina et de Michone, reçoit pour son départ 100 ducats.

3 avril. f° 41 v°

Election de Jean François Vénier comme commandant des dix galères que l'on arme.

7 avril. f° 42 r° 1475

On donne une galère à Manuel Calafati, de La Canée.

20 avril. f° 43 r°

On ordonne à François Venier, de Candie, qui possède un vaisseau, de se mettre à la disposition du capitaine général de la mer.

14 juin. f° 49 r°

Ordre de payement pour 4,655 mesures de froment, vendues au gouvernement de Crète par Georges Grecopulus.

Capta. — Regimen nostrum Crete, ob penuriam rei frumentarie qua civitas illa nostra laborabat, cum Cretam appulisset Georgius Grecopulus, fidelis noster, cum onere quodam frumenti, convenit cum eo et emit mensuras 4655 frumenti, ad rationem soldorum XXXI tornesiorum pro mensura, causa faciendi biscoctum ad usum et necessitatem classis nostre, et sumant dicte mensure precium ducatorum V^cXLVI iperpera V par. 12, solvendum hic per nostrum dominum, sicut constat litteris ipsius regiminis, tam advisationis quam cambii, lectis in hoc consilio. Et sit honestum et justum ut dicto Georgio satisfiat. — Vadit pars, quod dictum precium ducatorum V^cXLVI iperpera V par. 12, contentum in litteris cambii Regiminis nostri predicti, solvatur de quibuscunque pecuniis nostri dominii, accipiendis de omni loco et officio.

18 septembre. f° 57 r°

Envoi de bois et de fer en Crète pour des constructions.

Capta. — Regimen nostrum Crete scribit nostro dominio in Creta magnam penuriam lignaminum et ferramenti esse, pro fabricis nostris, et id quod Venetiis habetur pro uno ducato in Creta constat ducatis 6. Et propterea vadit pars, quod mittatur in Cretam ad regimen nostrum, per prima passagia, lignamina et ferramenta, pro valore ducatorum M, secundum quod collegio videbitur, ut dicta fabrica fiat cum quam minori expensa nostri dominii fieri possit.

4 novembre. f° 60 v°

Crédit de 1,000 ducats pour les fortifications de La Canée.

21 novembre. f° 61 r°

Envoi d'une pinasse en Crète pour les constructions à faire à la ville et au port de Candie.

1475 12 décembre. f° 63 r°

Ordre de construire un vaisseau en Crète pour Manuel Calafatis.

30 décembre. f° 64 v°

Ordre pour la fabrication de biscuits en Crète.

1476 15 janvier. f° 66 v°

Ordre au gouvernement de Rethimo de choisir un deuxième scribe.

4 avril. f° 74 r°

Décret pour les fortifications de Candie et des autres territoires vénitiens en Orient.

7 mai. f° 75 v°

Jean-Robert Venier, vice-consul à Tunis, obtient la permission de revenir à Venise.

17 mai. f° 77 r°

Autorisation accordée au gouvernement de Crète de réclamer à Antoine Vénier une dette de 150 ducats, avec une amende d'un gros par hyperpère, s'il ne paye pas dans le délai de 20 jours, après son arrivée en Crète.

27 mai. f° 78 r°

Sursis accordée à Jean Pisani, duc de Crète, avant de se rendre à son poste.

1er août. f° 88 v°

On modifie le décret sur les débiteurs envers leurs créanciers, quand ceux-ci sont des marchands.

Capta. — Factus fuit per reg. Crete circa debitores suportandos et etiam liberandos certus ordo, bona et recta intentione, et tamen fraudulenter facta est, fitque illius observatio in gravissimum damnum creditorum. Et si qui senciunt ex eo incomodum et detrimentum, sunt complures mercatores cives et fideles nostri, qui hanc nostram habitant civitatem et mercaturas exercent cum magna utilitate, tam publica ob datia, quam privata ex emptionibus, venditionibus et permutationibus quas faciunt. Et nisi exigant ab suis debitoribus quibus ad tempus ipsi et negotiorum gestores sui facultatem credidere suam, non poterunt satisfacere nostro dominio neque etiam particularibus civibus nostris. Iccirco vadit pars, quod

ordo antedictus, auctoritate hujus consilii, declaretur non intelligi 1476
sive extendi ad cives et mercatores habitantes in hac nostra civitate, cum familiis suis et facultate fere universa, sed ad illorum instantiam et negotiorum gestorum suorum cogantur debitores sui ad satisfaciendum, non secus atque ordo predictus nunquam factus fuisset.

12 août. f° 89 r°

Jean de Canali, élu proviseur de Réthimo, sur le point de s'embarquer, reçoit un crédit de 150 ducats.

18 août. f° 89 v°

Décret ordonnant aux galères de Beyrouth de toucher en Crète.

27 août. f° 90 r°

Ordre au gouvernement de Crète, sous peine d'une amende de 500 ducats, d'envoyer de suite de l'argent à ses arbalétriers, qui sont à Napoli de Romanie, et de compléter leur nombre, s'il en manque.

5 septembre. f° 93 r°

Lettre aux agents de la république à Rome, pour recommander au souverain pontife douze chanoines de Crète et pour imposer la résidence aux ecclésiastiques.

Capta. — Comparentes nuper ad presentiam nostram aliqui ex canonicis Cretensibus, suo et reliquorum canonicorum nomine, exposuerunt cultum divinum in illa ecclesia Cretensi quotidie magis ire in desolationem, seseque pauperes canonicos facientes residentiam, non posse vivere cum animo quieto et securo, nec licere sibi illa animi tranquilitate, que decet sacerdotes et clericos, vacare rei divine, pervertentibus aliis et preocupantibus canonicatus illius Ecclesie per reservativas scilicet, quod nihil aliud est, quam viventibus se sue insidiari vite; supplicarunt que demum ut, pro evitandis hujusmodi inconvenientibus, et ne deseratur cultus divinus in illa insula remotissima, circumfusa gentibus barbaris et hereticis, scribere et supplicare vellimus Summo Pontifici, ut dignetur salutariter prospicere; nos vero qui cultum divinum ubique locorum nostrorum presertim in illa insula constituta in regionibus remotioribus haudquaquam negligi pati possemus, scribendum vobis duximus, volentes et cum nostro consilio rogatorum vobis mandantes, ut esse debeatis cum Pontifice Maximo, et enarrata Sanctitati ejus honestate petitionis ipsorum canonicorum, suppliciter petere, ut dignetur per decretum suum providere quod, de cetero, hujusmodi reservative gratie, viventibus canonicis, locum non habeant, sed jus commune

1476 servetur, aut indultum faciat, quod in futurum qui optinebunt beneficia qualiacunque et quocunque in illa Ecclesia, teneantur et debeant facere residentiam, aut redditus suarum prebendarum non recipiant, sed reserventur ad usum et necessitatem ipsius Ecclesie metropolitane, et, pro votiva expeditione hujus rei, omnem non tam operam vestram adhibeatis quam et favorem vestrum prestabitis nuncio ipsorum canonicorum.

23 septembre. f° 96 r°

On gratifie de 150 ducats Jean Mesurus de Candie, castellan d'Almissa, pour ses longs et loyaux services envers la République.

10 octobre. f° 100 v°

Ordre de payer les 350 ducats que l'on doit pour la pinasse envoyée l'année précédente à Candie.

1477 1er avril. f° 115 v°

Autorisation de pourvoir l'arsenal de Crète : *de azaliis et munitionibus quas petit regimen.*

29 avril. f° 118 v°

Décret relatif à Salpus de Baro, *comestabilis* en Crète.

29 décembre. f° 148 v°

Envoi en Crète de cinq galères avec les armements et l'argent nécessaire pour les équiper.

Capta. — Quod mittantur omni possibili celeritate in Cretam 5 corpora galearum subtilium, cum omnibus instrumentis et armamentis necessariis; que galee manere illic debeant parate et in ordine, ita ut ad omne mandatum capitanei nostri generalis maris, quotiens ei necessarium visum fuerit, armari possint; nec per capitaneum nostrem generalem maris nec per illud Regimen nostrum dari possit aliqua ex predictis galeis alicui supracomito in permutationem sue que male condicionata esset; et similiter dari non possint cuique armamenta et instrumenta dictarum galearum, sub pena indignationis nostri dominii, ducatorum IIm pro quolibet dictorum rectorum nostrorum, exigenda per nostros advocatores, sine alio consilio. Mittantur quoque ad predictum Regimen nostrum Crete pecunie nostre ad armamentum dictarum galeorum; que pecunie conserventur intacte per dictum Regimen. Et in nulla alia re expendi ac dispensari possint quam in armandis dictis galeis, quando mandabitur per Capitaneum nostrum predictum, sub pena indignationis nostri dominii et ducatorum IIm pro quolibet, exigenda per nostras advocatores sine alio consilio. Et quum sunt in Creta 5 corpora ga-

learum male condicionata, captum sit quod scribatur et mandetur 1477
Capitaneo nostro generali maris et Regimini Crete, quod corpora ipsa galearum quam primum reparari faciant, ita ut navigari possint; que corpora capitaneus predictus permutare possit cum galeis nostrorum supracomitorum, que male condicionate essent et navigari non possent. Et pro dictis 5 galeis mittantur in Cretam illa correda, remigia et munitiones, que collegio videbuntur.

13 janvier. f° 150 v° 1478

Ratification de la nomination de Jean de Methelin, comme chirurgien à Rethimo, avec un salaire de 130 hyperpères par an.

Capta. — Regimini Rethimi et successoribus. — Provisum fuit per predecessores vestros, de mandato nostro, fideli nobili magistro Joanni de Mithilini cyrurgico, qui tempore obsidionis Mithilini non solum confugit ad classem nostram cum personis CL^{ta}, relictis nonnullis ejus filiis in manibus illius Teucri, cum multis aliis, ac etiam ipse multa alia fecit pro dominio nostro in illa insula, quod poneretur ipse medicus cyrurgicus in ista civitate, cum salario yperperorum CXXX singulis annis, ab ista camera nostra Rethimi. Quare, considerata fide et meritis suis, cum nostro consilio Rogatorum, confirmavimus et ratificavimus, ac tenore presentium confirmamus et ratificamus predictuum salarium yperperorum CXXX, in ista camera nostra, singulis annis ad ejus vitam, de quibuscumque denariis nostris, ut cum ejus familia vivere et se sustentare possit tanquam fidelis noster. Iccirco mandamus vobis, cum nostro consilio rogatorum, ut hanc confirmationem nostram observare observarique facere inviolabiliter debeatis, facientes has nostras litteras in actis cancellarie de inde, ad futuram memoriam registrari.

20 décembre 1477. f° 170 r°

Mise en jugement d'Antoine Coppo, et exposition de ses méfaits.

Capta. — Si videtur vobis, per ea que dicta et lecta sunt, quod procedatur contra nobilem virum Ser Antonium Coppo, olim rectorem Lemni, qui, postposito timore et reverentia Dei, in damnum maximum nostri dominii, suspendit manibus propriis Georgium Mauriano prothogerum, sine processu vel scriptura aliqua. Item posuit Marinum, nobilem de Castri, in cisternam, ubi stetit per dies 40, sine cibo et potu, postea fuit repertus mortuus, sine processu vel scriptura aliqua. Item strangulavit in cisterna papatem Macarium Primatico, sine aliqua scriptura. Item suspendit Georgium Caulioti de Candia manibus propriis. Et incidi fecit nasum Eudachie Soranine sine aliqua scriptura vel processu. Item accepit res et bona omnia captorum in loco Chochini, et in maxima quantitate, et nichil aut parum affinibus suis dare voluit. Item torturavit et suspendit per testiculos Mandi Caludi pro habendis quibusdam denariis, quos ipse

1478 absconderat in loco Chochini. Item accepit denarios aliquibus hominibus, qui recuperaverant illos pro redimendis suis e manibus Turchorum. Item accepit a Condostefano ducatos LXXXX de facultate soceris sui et alias res. Item contra formas ordinum dedit licentiam faciendi certas nuptias Schala, et nocte Turchi abduxerunt animas 300. Item mala gubernatione sua capte fuerunt anime LXX de loco de Castri. Item fecit mercaturam de frumentis et faxolis de insula et eas mittebat Chium, cum damno maximo ipsius insule. Item stupravit molavitque multas feminas. Item relaxavit Lazarum de Condea, qui interfecerat filium Eudochie Soramine, sine aliqua condemnatione. Item expulsit camerarium et scribas, non permittendo eos exercere officium suum. Item per vim nubi fecit neptem Johannis Macripoliti nobilis Antonio Dorso de Sachis, contra ejus voluntatem. Item accepit gripariam Michali Cumola cum omnibus bonis in ea repertis, quam ob causam ipse Michali ivit in Turchiam et quotidie venit ad damna insule ipsius cum fustis Turchorum. Item accepit munitiones dominii nostri, utendo eis super fustis, maleque administravit denarios, cum damno maximo nostri dominii et aliis, ut dictum est.

27 janvier. f° 171 r°

Condamnation prononcée contre Louis Falletro.

Capta. — Volunt quod, inspecta gravitate et varietate extorsionum et pressurarum commissarum per virum nobilem ser Aloisium Falletro, olim capitaneum Crete, idem ser Aloisius sit perpetuo privatus omnibus regiminibus dicte insule et damnatus ad restitutionem omnibus tam per ipsum quam per suum generum, fraudatis, et solvere debeat sindicis ducatos C auri... stare debeat uno anno in carceribus inferioribus.

19 mai. f° 173 v°

Demande de mise en accusation de Pierre Delphin, repoussée par 102 voix contre 8 et 15 abstentions.

29 mai. f° 173 v°

Même chose pour Nicolas Caucho, ancien gouverneur de La Canée.

Même date. f° 174 v°

Mise en accusation de Jean-Jacques Theupulo, ancien gouverneur de Sithie [1].

1. Le 19 septembre il fut condamné à deux ans de prison, à dix ans de privation de toute charge et à la restitution de ce dont il avait fait tort à Nicoleto Monovariote.

17 juin. f° 186 r° 1478

Envoi en Crète, par Modon, de 1,500 gaffes, d'autant de rames, de toile et d'objets nécessaires à l'armement de cinq galères.

1er septembre. f° 191 v°

Autorisation de payement en faveur d'Antoine Baldesaris, pour fourniture de blé.

Capta. — Emit Regimen nostrum Crete a prudente cive nostro Antonio Baldesaris et sociis staria 3295 veneta frumenti, precio librarum 5 soldorum XII starium, in litteris cambii ipsius Regiminis, declarata pro conficiendo biscocto, ad usum classis nostre, quo tunc temporis magnopere indigebat, pro parte satisfactionis cujus crediti, ab ipso regimine habuerunt ducatos 670, restantque habere ducatos 2305, satisfactionem quorum creditores ipsi satisfieri efflagitant. Vadit pars.....

13 novembre. f° 194 v°

Demande du gouvernement de Crète pour le payement de 2,023 ducats 73 sous, à Nicolas de Cha de Pesaro, pour du blé acheté, sur l'ordre de Justus Mauroceno.

SEN. MAR. R. 11 1479-1483.

26 janvier. f° 10 v° 1479

Comptes du gouvernement de Crète avec Thomas Abramo, agissant au nom de Marc Foscoli et de Jean Vallaresso, pour fourniture de blé.

15 mars. f° 16 v°

Demande du gouvernement de Crète au sénat de Venise pour le payement de 198 ducats 48 sous, qui restent à valoir sur une somme de 398 ducats 48 sous, due par ledit gouvernement à Nicolas de Cha de Pesaro et à ses frères, pour la fourniture de 550 staros de blé, achetés à Alexandrie pour la Crète, à raison de 4 livres 12 sous le staro.

1479 26 mars. f° 17 r°

Envoi d'agrès pour équiper des vaisseaux en Crète, et fixation du prix de transport.

Capta. — Deliberatum fuit per antea, in hoc consilio, mitti Cretam arbores 8 et totidem antenas galearum subtilium, 1000 remos, III^{M} tabulas, C claves abietis et 10 bordonales. Et quum, si pro vectione dictarum rerum nabulizarentur aliqua navis seu alii marani, majoris precii esset nabulum quam res predicte valerent, propterea providendum est. — Vadit pars, quod quelibet navis nostra et maranum a butis CCC infra, que itura est Cretam, obligata sit accipere super ea remos C, et tabulas CC, et claves abieis III^{C}, supra remos CL^{ta} et tabulas III^{C}, habendo de nabulo a nostro dominio ducatos 2 pro quolibet C remorum, et ducatum I cum dimidio pro quolibet C tabularum. Et teneantur patroni nostri Arsenatus res suprascriptas super dictis navibus onerari facere. Quibus patronis sit commissa executio hujus nostri ordinis, committaturque scribis arsenatus, quod, sub pena ducatorum C, non faciant bulletinum alicui navi, pro discessu suo, nisi prius super ipsa navi onuste fuerint res predicte.

22 avril. f° 19 r°

Défense aux syndics d'emporter de Cerigo en Crète les papiers que pourraient leur donner les Castellans.

Capta. — Mitti solet singulis annis ex Candida Cedericum unus sindicus, juxta formam legum et ordinum nostrorum. Et quod sepius evenit, quod ipsi sindici accipiunt scripturas ab Castellanis nostris Cederici, eas Candidam exportantes, de quibus multe ex ipsis scripturis amittuntur, cum damno jurium nostri domini, participum et aliarum multarum personarum. — Et ideo Vadit Pars, quod, de cetero, sindici ex Candida Cedericum mittendi vel alii, non possint, ullo modo vel forma, habere scripturas aliquas in Cederico nec eas exportare, sed accipi facere possint exemplum ipsarum scripturarum tamen, sicut eis videbitur.

17 juin. f° 30 v°

Indemnité accordée à Alexis Calergi, Crétois, pour avoir perdu du temps en se mettant, d'après l'ordre du gouvernement de Crète, à la disposition de la reine de Chypre, au lieu de faire son chargement de sel dans le port de Spina-Longa.

25 juin. f° 31 r°

Autorisation de payement en faveur de Georges Pantabo, pour fourniture de blé.

Capta. — Regimen nostrum Crete scribit nostro dominio per lite-

ras datas 4 maii nuper elapsi, pro necessitatibus classis nostre, emisse a fideli nostro Georgio Pantabo mensuras frumenti 2014 1/2 venetas de duabus pro centenario, conducti ab Alexandria ad rationem soldorum 45 pro qualibet mensura. Quod frumentum ascendit ad summam ducatorum 358 et yperperorum 7. Quas pecunias per litteras cambii mittit tunc solvendas fidelissimo secretario nostro Joanni Dario, de quibus factus est creditor in officio nostro Bladorum. — Vadit pars, quod eidem Joanni fieri debeat solutio suprascripta ducatorum 358 iperperorum 7, ex omnibus pecuniis nostri dominii accipiendis ex omni loco et officio, exceptis pecuniis obligatis. 1479

26 juin. f° 31 v°

Ordre au gouvernement de Crète de pourvoir aux besoins de quarante familles réfugiées dans l'île.

Capta. — Contulerunt se Cretam, quemadmodum per litteras illius Regiminis nostri, diei 23 maii proximi decursi, facti sumus certiores, familie XL circiter, ex illis que ab insula Sta Herinis discesserunt, quibus dictum Regimen, prout scribit, providit de certa habitatione et de certa modica subventione farine, ne fame pereant, donec per dominium nostrum eis fuerit provisum. Quare, cum dicte familie in extrema calamitate et summa miseria reperiantur constitute, convenit et debito et honori nostro providere sue necessitati, presertim quod sub spe pollicitationum, sibi nomine nostri dominii factorum, ipsi miseri et pauperrimi, relicta insula illa, ad loca nostra se contulerunt. — Vadit pars quod, auctoritate hujus consilii, scribatur et mandetur regimini nostro Crete, quod de terrenis et possessionibus nostri dominii, que sunt in insula illa nostra, providere debeat, victui predictarum familiarum. Quorum quidem terrenorum nostrorum dictum regimen dare debeat cuilibet suprascriptarum familiarum eam partem, que necessaria videbitur prudentie sue ad se substentandas, habendo diligentissimum respectum et advertentiam ad faciendam suprascriptam provisionem pro necessario victu suprascriptarum, quod dominium nostrum minus gravetur et minorem impensam et incommodum patiatur quod possibile sit.

7 juillet. f° 34 r°

Don de 500 ducats aux héritiers de Manuel Calofati, pour l'armement d'un vaisseau.

13 août. f° 41 r°

Ordre au gouvernement de Crète de solder l'équipage et d'indemniser les propriétaires du vaisseau de Manuel Calofati, qui a souffert des dommages en restant à la Sude, parce qu'on l'y a retenu, craignant une attaque des Turcs contre Chypre.

1479 23 août. f° 44 r°

Décret au sujet des dettes d'Eustache Baldus envers le gouvernement de Crète.

2 septembre. f° 44 v°

Nouveau décret en faveur des héritiers de Manuel Calofati.

Même date. f° 44 v°

Envoi de galères à Constantinople.

25 octobre. f° 50 v°

Crédit de 1,000 ducats pour l'armement du vaisseau de Jean Calafati.

Capta. — Captum fuit in hoc consilio ut mitterentur in uno grippo ducati mille, ut armetur navis Joannis Calafati et huc conducatur, quum dicta navis est multum importans et rebus nostris potest esse valde utilis. Et quum nuper capta est pars in isto consilio, quod suspendantur omnes solutiones usque ad duos menses, et propterea dicte pecunie que sunt tantopere necessarie mitti non possunt, et est providendum, Ideo vadit pars, quod de omnibus pecuniis non obligatis accipiantur ducati M, et fiat unus grippus qui mittatur per galeas Alexandri ad regimen nostrum Canee, cum ordine quod solicitet quod dicta navis Calafati armetur et Venetias mittatur. Et si dictus Joannes dederit sufficientem fidejussionem ipsi regimini aut Regimini Crete de conducendo navim prefatam Venetias, tunc per dictum regimen ei dentur dicti ducati M, pro navi ipsa armanda, quam subito Venetias conducere teneatur, postquam fuerit armata, Et denarii predicti ponantur ad computum crediti dicte navis.

19 novembre. f° 52 r°

Licenciement des troupes étrangères en Crète.

6 décembre. f° 53 v°

Ordre de payer, d'après la lettre du gouvernement de Crète, à Dominique et Antoine Marino, ce qu'on leur doit pour des transports de blé et d'orge.

16 décembre. f° 54 v°

Vote pour le payement de mercenaires et de bombardiers.

Capta. — Provisionati Crete, quibus data fuit licentia, quique sunt in hac urbe, jam uno anno et amplius, nullum denarium habuerunt a nostro dominio et quotidie supplicant instantissime, ut dignemur sibi dare aliquam partem crediti sui quo sese sustentare valeant.

Idipsum et petunt et supplicant aliqui Bombarderii, qui fuerunt in patria forijulii... Vadit pars quod predictis provisionatis ex pecuniis domini nostri dentur in presenti page due, pro quolibet, predictis bombarderiis, que capiunt summam duc XXX, circiter, item captum sit quod peditibus nostris patrie forijulii detur una paga. 1479

10 mars. f° 64 v° 1480

Refus de faire entrer la Crète dans les contributions imposées aux territoires de la République.

21 mars. f° 65 r°

Le gouvernement de Crète est autorisé à payer 913 ducats, pour 5,492 mesures de blé, à 44 sous la mesure, à Melchior Trévisan.

3 avril. f° 67 r°

Crédit de 300 ducats pour l'exploitation du sel de nitre en Crète.

Capta. — Reperta fuit in insula nostra Crete magna quantitas salnitrii, et non est dubitandum quod in dies major quantitas reperietur, si facte fuerint provisiones de pecuniis pro instrumentis ad hoc necessariis, ut scribunt rectores Crete, quod certe erit utilissimum rebus nostris. Iccirco vadit pars, quod de omnibus pecuniis nostri dominii et de omni loco et officio accipiantur ducatos 300, qui mitti debeant ad ipsum regimen, pro dicto Salnitrio conficiendo, et pro necessariis instrumentis ad conficiendum illud, ut arsenatus noster illo abundet, ut est necessarium pro securitate rerum nostrarum.

28 avril. f° 69 v°

Il y a dans l'arsenal de Candie neuf galères légères; on envoie 3,000 ducats au gouvernement de Crète pour les armer en toute hâte et les tenir prêtes à toute éventualité.

4 mai. f° 70 v°

Ordre au gouvernement de Crète d'armer huit galères, et envoi d'argent dans ce but.

10 juin. f° 73 v°

Envoi de trois cents fantassins et de deux bombardiers en Crète.

Capta. — Quoniam insula nostra Crete propugnatoribus pessime munita est, convenit dominium nostrum, pro tutella et conservatione illius, opportune providere. — Iccirco vadit pars, quod ad dictam Insulam nostram, omni possibili festinantia, mitti debeant pe-

1480 dites CCC et bombarderii duo, sub illis probis comestabilibus, qui collegio videbuntur.

4 juillet. f° 78 v°

Remplacement de Troïle Maripetro comme capitaine de la flotte vénitienne.

22 septembre. f° 88 v°

Délai accordé à Jean Pisani, ancien gouverneur de Crète, pour se rendre à Venise.

1er septembre. f° 90 v°

On oblige Jean Aurio, patron d'une des galères d'Alexandrie, à accepter toutes les marchandises qu'on lui présentera pour la Crète.

1481 8 mars. f° 101 v°

Nouveau délai accordé à Jean Pisani, pour revenir à Venise.

30 mars. f° 104 r°

On dispense le monastère de Sainte-Catherine au Sinaï, pour ses possessions et revenus en Crète, des dîmes et de toutes les impositions, excepté celles pour les fortifications de Candie.

16 août. f° 120 r°

On met des garnisons d'étrangers dans les places fortes de Crète, au lieu de prendre des gens du pays et de les solder.

Capta. — Cum, in conservandis castellis et civitatibus nichil potest esse utilius quam, cum stipendio, ponere in illis homines fideles diversarum linguarum, et, e contra, nichil periculosius quam dimittere castella et civitates in propria manu civium et dare stipendium... quod quidem Dominium nostrum in Creta observavit.

1482 15 avril. f° 140 v°

Ordre au gouvernement de Crète d'armer quatre galères légères et d'en envoyer deux à Corfou, sous les ordres de Marc Venier, capitaine de Crète.

18 juillet. f° 146 v°

Ordre de nommer un patron de l'arsenal de Crète, comme cela se pratiquait autrefois.

Capta. — Solebat superiori tempore eligi singulis annis unus noster nobilis Cretensis, patronus arsenatus illius insule nostre, qui

tenere habebat rationes et computa omnium munitionum illinc, cum stipendio 40 ducatorum vel circa in anno, et, quum, a nonnullo tempore citra, interrupta fuit hec utilis et approbata consuetudo, et predicte munitiones restarunt sub gubernio et administratione admirati illinc, qui, et precipue ille, qui ultimo fuit ante presentem, administrarunt ipsas munitiones, prout eis visum fuit, non sine damno et interesse nostri dominii. 1482

10 août. f° 147 v°

Réclamation du crétois Nicolas de Porto, au grand maître de Rhodes, pour des dommages subis de la part d'un vaisseau de Rhodes.

20 janvier. f° 158 v° 1483

Délai accordé à Fantin Georges, ex-capitaine de Crète, pour revenir à Venise.

30 mai. f° 168 r°

Envoi en Crète de 3,300 ducats pour l'armement de trois trirèmes.

19 juin. f° 170 r°

Révocation de deux arrêtés des syndics de Crète.

Capta. — Sindici nostri, qui in Creta fuerunt, ordinaverunt quod loco duche aut capitanei Crete, qui nolet se subscribere bulletis, subscribant se consiliarii et sic solvantur, tanquam si subscripte fuissent per ambos rectores, prout attestantur littere Regiminis nostri Crete huic consilio; quod nullo pacto est tollerandum. Iccirco vadit pars quod, auctoritate hujus Consilii, ordo predictus in totum et per totum revocetur et observari de cetero debeat, quantum per elapsum servari consueverat; et quicquid hucusque factum fuisset et solutum penitus revocetur..... Quia, ut ejus litteris ad nos scribit Regimen nostrum Crete, per sindicos nostros, qui illic fuere, positus fuit quidam ordo, quod sit in libertate camerariorum excomputare duo quinta datiorum in polizis, quod est cum expressa jactura rerum nostrarum illinc .. Revocatur.

Même date. f° 171 r°

Décret pour réunir 2,000 hyperpères sur le désarmement des trirèmes et les distribuer aux équipages.

Capta. — Scribatur et mandetur Reg. n. Crete et successoribus quod, de cetero, in exarmatione cujuslibet triremis illinc, per omnem modum et viam possibilem, invenire debeant ippr IIM et illa dispensare inter turmas illius, de reliquo autem refusurarum notari debeant

1483 creditores super libris Camere, prout observatur hic ad cameram nostram armamenti; nec amplius levari permittant bulletas ullo pacto.

16 juillet. f° 173 r°

Election de Jean-Robert Vénier comme vérificateur des comptes de la trésorerie de Jadra.

6 août. f° 175 r°

Exil de Dominique Vénier et mise à prix de sa tête.

Capta. — Noti sunt isti consilio nefandi et insuportabiles excessus commissi in insula Crete per nobilem virum Dominicum Venerio, filium Antonii, habitatorem civitatis Canee, qui nunquam desinit verberare, offendere et vulnerare fideles civitatis nostre et incolas Canee, necnon alia nefandissima committere, et demum interfecit comestabiles rectoris nostri ipsius civitatis, sicut litteris ipsius regiminis lectis nunc isti Consilio omnes intellexerunt. Et quum necessarium est pro pacifico vivere ipsorum civium nostrorum providere taliter contra ipsum S. Dominicum, quod punitio sua cedat ad aliorum exemplum. — Igitur vadit pars, quod auctoritate hujus consilii detur facultas Regimini nostro Canee, ut prefato S. Dominico dare possit exilium insule nostre Crete, adeo quod nec per voces, nec alio modo reverti possit, et omnium terrarum et locorum nostrorum a parte terre et maris et istius civitatis nostre Venetiarum; nec permittatur quod vendere possit aliqua bona sua, in insula predicta existentia, et valeat prefatum Regimen, si unquam dictus S. Dominicus permiserit se reperiri in aliquibus terrarum sive locorum suprascriptorum, dare in taleam libras. M, solvende illi vel illis qui vivum ipsum in fortiam et manus nostri dominii presentabunt, et mortuum libras V^C; solvende ex pecuniis dominii nostri, si ex pecuniis ipsius delinquentis non reperirentur.

7 août. f° 175 v°

Décret pour choisir les capitaines de vaisseaux uniquement parmi les nobles vénitiens.

Capta. — Quoniam sicuti certa via certioratum est dominium nostrum, per regimen nostrum Crete, inducta quedam pessima consuetudo, quod in electione supracomitorum galearum, que illic armari habent, eliguntur affines et sanguine conjuncti duche, Capitanei, consiliariorum et camerariorum nostrorum illinc, quod de dirrecto est contra formam legum et ordinum nostrorum. et necessarium sit providere. — Iccirco vadit pars, quod suprascripto Regimini Crete, auctoritate hujus consilii, scribatur, quod, in electione suprascriptorum supracomitorum, observare debeant partes et ordines anti-

quos illius civitatis nostre, nec eligi possit aliquis, nisi ex nobilibus nostris Venetiarum illius insule, juxta ipsos ordines, et si jam electus aliquis aliter fuisset, removeatur penitus, sine ulla contradictione vel cunctatione, et alii eligantur ejus loco, secundum ipsos ordines. Et illi qui, sic electi, jam discessissent, teneantur reverti cum personis, et restituere pecunias quas tetigissent; nec liberent stipendium aut habeant utilitatem aliquam, neque etiam titulum supracomitorum, et eorum loco mittantur alii, eligendi ut supra, et illis applicitis super galeis, alii revertantur; qui si fecissent aliquas expensas, illi qui eos posuissent contra dictos ordines, solvant et resartiant ex propriis pecuniis suis et cogantur ad talem restitutionem. — Regimen vero predictum teneatur, cum omni diligentia et celeritate, exequi presentem partem, quantum charam habent gratiam nostram, quoniam aliter faceremus provisiones ad hoc, que essent cum eorum onere. 1483

SEN. MAR. R. 12 1484-1489.

2 juin. f° 13 v° 1484

Ordres aux syndics envoyés en Crète de redresser les abus, qui se sont glissés dans la transmission des privilèges et des biens de la république.

Capta. — Fuerunt in insulis Nostre Crete et Cypri et in aliis etiam locis ad que ituri estis, ut intelleximus, sublate et in alienas personas translate multe provisiones, feuda et etiam alia bona ecclesiastica ab illis qui potius conservare debebant, contra leges et ordines nostros. Volumus propterea ut, in hoc, uti possitis officio et libertate provisorie et sindicatus, sicuti potestis in ceteris ad cameras pertinentibus, sicuti justicie et equitati convenire judicaveritis.

19 février. f° 31 v° 1485

Envoi en Crète de quatre trirèmes, sous le commandement de Louis Quirini; on lui confie la somme nécessaire pour l'armement de six autres trirèmes, à cause des préparatifs des Turcs.

4 mars. f° 36 v°

Défense aux capitaines conduisant en Crète des munitions et des armes, d'embarquer sur leurs vaisseaux d'autres objets.

Capta. — Quoniam mittende sunt in Cretam multe munitiones et

1485 tormenta bellica, tam pro defensione civitatis nostre Candide quam pro armandis triremibus decretis per hoc consilium, est necessarium providere, quod omnia suprascripta conducantnr illuc impensa nostri dominii, propterea vadit pars, quod patroni designandi arsilium mittendorum in Cretam et Corphum, non possint levare nec levari permittere aliquam mercantiam alicujus sortis vel qualitatis super ipsis arsilibus, sub pena privationis per 3 annos cujuscumque patronii aut officii super triremibus et navigiis nostris. Et quecunque mercantie, que reperirentur, amisse sint, et ille vel illi cujus erunt solvant tantumdem pro pena, nec eis fieri possit gratia, donum vel remissio, sub omnibus penis contentis in partibus contrabanorum; ut ipsa arsilia vacua a suprascriptis mercantiis possint levare et ferre quascunque munitiones et tormenta suprascripta. Executio autem suprascripte partis committatur advocatoribus communitatis. Et scribatur Regimini Crete, Corphoy et Mothoni, quod, applicitis ipsis arsilibus illuc, debeant diligenter advertere si mercantiis exonerabuntur, quas omnes pro contrabanno, accipere debeant, ut supra, et ulterius committatur officialibus tabule exitus, quod, sub pena ducatorum M. pro quolibet, non permittant fieri aliquam bulletam dictis arsilibus, et scribis eorum officii, quod illas non scribant, sub pena privationis officii.

24 mars. f° 38 r°

Décret pour les sommes à employer aux fortifications de Candie.

Capta. — Quum ad fortificationem civitatis nostre Candide deputati sunt ducati X^M, singulis annis, quorum quartum illa nostra Camera exbursare debet, et reliquum inter pheudatos, cives et Judeos, qui omnes fere portionem contribuerunt, excepta camera predicta, que fuit causa retardationis fortificationis predicte, captum sit, quod subito, ante omnia, exbursari debeant per dictam cameram ducati 2500, expendendi in ista fortificatione, et ita singulis annis servari debeat, nec fieri possit aliqua partita dispensationis pecuniarum, nisi dicti ducati 2500 fuerint, tam impresentiarum quam quotannis exbursati, sub pena, regimini et camerariis contrafacientibus, privationis per decennium omnium officiorum, beneficiorum et regiminum nostrorum et solvendi cum totidem, pro pena, totum id quod contra hunc ordinem exbursassent. — Ceterum, quum reperiuntur in manibus Camerariorum nostrorum Crete et aliorum complurium personarum multe bullete subscripte et bullate, que adhuc solute non fuerunt, statuatur, quod nulla bulletarum predictarum solvi possit, nisi iterum subscribantur manu presentis Regiminis vel duce et Capitaneo, sub omnibus penis suprascriptis, et ita servetur imposterum de omnibus bulletis, tam levatis quam levandis, quod solvi non possint, nisi fuerint subscripte per ducam et Capitaneum, qui tunc erunt in Regimine, nec fieri possit aliqua partita dispensationis

pecuniarum per camerarios nostros Crethe, nisi presentibus ambobus rectoribus predictis, aut saltem altero eorum, sub omnibus penis et stricturis suprascriptis, exigendis per advocatores et sindicos sine ullo consilio. 1485

12 avril. f° 39 v°

On annonce au gouvernement de Crète l'envoi de 4,500 ducats pour l'armement de quatre galères, sous le commandement de Louis Quirini.

3 juin. f° 46 r°

Ordre pour l'armement de deux galères.

22 septembre. f° 60 r°

Rente de 3 ducats par mois et usage d'une maison accordés à Jacques de Tarvisio, pour services rendus.

Capta. — Cum per regimen nostrum Crete et alios provisores nostros, superioribus annis, concessa fuerit fidelissimo nobili Jacobo de Tarvisio, filio Bartholomei, provisio ducatorum 3 in mense nec non una domus, absque solutione affictus, pro habitatione sua, ob pericula et incommoda passa, tempore quo explorabat conditionem classis Turci, et alia concernentia honorem et commodum nostrum, nec non ob multa ejus bene gesta in ipso bello, cumque per partem captam in hoc consilio, disponentem concessiones et argumenta per ipsum non indulta, cassari et deleri suspensa videtur provisio predicta, honestum est et benignitati Dominii nostri decens, ut ratio aliqua habeatur fidelium operum ipsius Jacobi; Iccirco. Vadit pars, quod provisio supradicta ducatorum 3 et unius domus, auctoritate hujus consilii, confirmetur et approbetur tam in personam suam quam filiorum suorum, responderi que debeat per regimen nostrum Crete pro dicto Jacobo et filiis, cui quidem Regimini committatur executio presentis deliberationis nostre. quam observet et faciat inviolabiliter observari.

8 janvier. f° 65 v° 1486

Confirmation de l'exemption de la dîme en faveur du monastère de Saint-Jean de Pathmos, dans le district de Candie.

Capta. — Venere ad presentiam dominii nostri Calvieri duo S. Joannis Evangeliste insule Patmos, districtus Candide, et declarantes ipsorum paupertatem, nomine sociorum, supplicarunt quod cum nunquam decimam aliquam solverint pro quodam caxali testamento eis relicto, posito in districtu Canee, usque ad accessum nobilium virorum Dominici Bollani doctorum, et Hieronymi Marcelli syndicorum nomine, qui illos deputarunt ad decimas pro ipso

1486 caxali, qui etiam postea, melius intellecta paupertate et impotentia monasterii ipsius, per eorum privilegium absolverunt illos ab hujusmodi onere, quod privilegium absolutionis cum ab rectoribus non observetur, ob partem captam in hoc consilio, quod nulla exemptio ab decimis locum habuerit, nisi fuerit capta per ipsum, velimus privilegium ipsum confirmare liberareque ipsos et tribuendi falchonum unum quotannis duci Candide aut yperpera 20, quod absque ulla legitima obligatione solvunt, et ab obligatione dandi prandium aut comestionem aliquam rectoribus aut consiliariis Crete et Canee quum equitant; quibus omnibus intellectis visisque responsionem Regiminum Candide et Canee, considerataque paupertate monasterii ipsius, cujus misereri pium et meritorium est. — Iccirco vadit pars quod, auctoritate hujus consilii, privilegium supradictum exceptionis pro ipso caxali confirmetur et approbetur, ac si per hoc consilium concessum fuisset, libereturque in futurum monasterium illud ab solutione falchoni, yperperorum XX ac etiam ab obligatione dandi comestionem aliquam Rectoribus aut consiliariis Crete et Canee quum equitabunt, prout concessum fuit monasterio Sancte Marie Montis Sinaïs insule Crete. . . . , ...
. . . .
. . . .

Ici s'arrêtent les notes recueillies par le regretté Hippolyte Noiret, ravi, hélas ! trop tôt à ses travaux ! Et cependant d'illustres maîtres, des parents chéris, avaient fondé sur lui de si belles espérances ; sa carrière promettait d'être si féconde pour les lettres et l'histoire ! Mais la Mort vint briser la plume du jeune érudit et fermer d'une main impitoyable le livre, dans lequel il avait déjà écrit des pages destinées à perpétuer sa mémoire. Il semble qu'il ait pressenti ce malheur quand il écrivait le distique suivant sur la même page où il venait d'analyser un aride document :

Vivite felices, moneo, mors omnibus instat :
Exemplum a nobis sumite qui legitis !

APPENDICE

Liste des ducs de Crète sous la domination vénitienne.

Jacques Theupolo, 1208.
Paul Quirini, 1216.
Guido Michaele, 1218.
Dominique Delphin, 1220.
Paulus Quirini, 1223.
Marin Superantio, 1226.
Jean Michele, 1228.
Jean Storlado, 1230.
Nicolas Tonisto, 1231.
Barthélemy Gradonico, 1234.
Angelus Gradonico, 1234.
Etienne Justinien, 1236.
Thomas Dandulo, 1241.
Jacques Baroccio, 1243.
Jean Zane, 1245.
Marin Faletro, 1249.
Pierre Aurio, 1250.
Thomas Justinien, 1252.
Jean de Canali, 1254.
Angelo Mauroceno, 1256.
Jean Belegno, 1259.
Jean Delphin, 1261.
Nicolas Navigajoso, 1262.
Marcus Dandulo, 1263.
André Zeno, 1265.
Pierre Baduario, 1269.
Jean Belegno, 1271.
Marinus Zeno, 1272.
Marin Mauroceno, 1274.
Pierre Zeno, 1276.
Marin Gradonico, 1278.
André Gabriele, 1280.
Marin Gradonico, 1282.
Pierre Justinien, 1285.
André de Molino, 1287.
Albert Mauroceno, 1290.
Hermolus Zusto, 1293.
André Dandolo, 1294.
Jacques Theupolo, 1298.
Vital Michaele, 1300.
Jacques Baroccio, 1302.
Guido de Canale, 1304.
Frédéric Justinien, 1306
Guido de Canale, 1308.
Nicolas Sanudo, 1310.
Henri Dandulo, 1312.
Marin Baduario, 1313.
Fantin Dandolo, 1315.
Nicolas Leono, 1317.
Justinien Justinien, 1319

Thomas Dandulo, 1321.
Henri Michael, 1323.
Philippe Belegno, 1325.
Jean Mauroceno, 1327.
Marin Mauroceno, 1329.
Marc Gradonico, 1331.
Blasio Zeno, 1332.
Petrus Zeno, 1334.
Jean Sanudo, 1336.
Jean Mauroceno, 1338.
Nicolas de Priolis, 1339.
André Cornelio, 1341.
Pierre Emilien, 1343.
Marc de Molino, 1345.
Marcus Cornelio, 1347.
Marin Grimani, 1348.
Pierre Gradonico, 1349.
Marin Mauroceno, 1352.
Goffredus Mauroceno, 1355.
Philippus Aurio, 1357.
Pierre Baduario, 1358.
André Dandulo, 1359.
Marin Grimano, 1360.
François Mauroceno, 1361.
Léonard Dandulo, 1363.
Pierre Mauroceno, 1364.
Pierre Mocenico, 1366.
Jean Gradonico, 1368.
Pierre Cornelio, 1370.
François Mauroceno, 1372.
Jean Gradonico, 1374.
André Zeno, 1376.
André Dandulo, 1378.
Pierre Mocenico, 1381.
Donat Throno, 1383.
Marcus Zeno, 1385.
Donat Mauro, 1387.
Dominique Bono, 1389.
Matthieu Justinien, 1391.
Pantaleon Barbo, 1393.
Donat Mauro, 1395.
Guillaume Quirino, 1397.
Albanus Baduario, 1399.
Marcus Faletro, 1401.
Thomas Mocenico, 1403.
Jean Bembo, 1405.
Louis Mauroceno, 1407.
Léonard Trevisan, 1409.
Léon Dandulo, 1411.
François Foscari, 1412.
François Bembo, 1413.
Pierro Civrano, 1415.
Egidius Mauroceno, 1417.
Jacques Gaussonio, 1418.
Jean Lauredan, 1419.
André Cornelio, 1421.
Laurent Bragadeno, 1422.
François Lauredan, 1424.
Fantin Viaro, 1427.
Léonard Caravello, 1429.
Marc Justinien, 1432.
Marc Lippomano, 1435.
Matthieu Donato, 1437.
Lucas Throno, 1439.
André Mocenico, 1441.
Thomas Duodo, 1443.
André Donato, 1445.
Antoine Diedo, 1447.
Jean Justinien, 1449.
Bernard Balbo, 1450.
Benoît Victuri, 1453.
Gérard Dandulo, 1456.
Léonard Duodo, 1459.
Laurent Mauro, 1462.
Jacques Cornelio, 1464.
Bernard Donato, 1466.
Jérôme de Molino, 1469.
Benoît Gritti, 1472.
Eustache Balbo, 1475.
Jean Pisano, 1477.
Jacques Contareno, 1479.
Marc Justinien, 1480.
Luc Navagerio, 1482.
Marin de Garzonibus, 1484.

Nicolas Léono, 1487.
Bernard Bembo, 1490.
Laurent Venerio, 1492.
Dominique Bollano, 1494.
André Gabriele, 1496.
Priamus Throno, 1498.
Marcus Barbo, 1500.
Jean Mauroceno, 1502.
Cosmas Pascalico, 1503.
Jérôme Donato, 1506.
Louis Arimondo, 1508.
Paul-Antoine Emilien, 1510.
Louis Maripetro, 1513.
Louis Aymo, 1514.
Marc Aurio, 1516.
Antoine Lauredan, 1517.
Antoine Mauroceno, 1519.
Marc Minio, 1521.
Nicolas Georgio, 1524.
Bernard Superantio, 1526.
Jacques Cornelio, 1528.
Nicolas Nani, 1530.
Dominique Capello, 1532.
Pierre Boldu, 1534.
Antoine Amulio, 1536.
François Bernardo, 1538.
Charles Capello, 1540.
Matthieu Barbadico, 1542.
Marc-Antoine Contareno, 1544.
Denys Contareno, 1546.
Sébastien Venerio, 1548.
Louis Raynieri, 1550.
Louis Gritti, 1552.
Salvator Michaele, 1554.
Jérôme Ciconia, 1556.
Jérôme Taleapetra, 1558.
Antoine Calbo, 1560.
Marc Grimani, 1562.
Daniel Barbaro, 1564.
François Superantio, 1566.
Pascal Ciconia, 1567.
Marc Grimani, 1571.
Daniel Venerio, 1573.
Louis Justinien, 1574.
Marc Ciconia, 1576.
Hermolaus Theupulo, 1578.
Nicolas Salomonio, 1580.
Nicolas Donato, 1582.
Louis Memmio, 1584.
Bernard Navagerio, 1586.
Albert Lauredan, 1588.
Jérôme Capello, 1590.
Jean-Dominique Ciconia, 1592.
Marc-Antoine Venerio, 1594.
Pélerin Bragadeno, 1596.
Pierre-François Maripetro, 1598
Jacques Pisaure, 1600.
Jean Sagredo, 1602.
Jean-Baptiste Michaele, 1604.
Jean-Matthieu Girardo, 1606.
Delphin Venerio, 1608.
Augustin Michaelo, 1610.
François Mauroceno, 1612.
Bernard Venerio, 1614.
Charles Belegno, 1616.
Donat Mauroceno, 1617.
François Zeno, 1619.
Nicolas de Ponte, 1621.
Marin Pisaure, 1623.
Léonard Fusculo, 1625.
Marc Gradonico, 1627.
Lazare Mocenico, 1629.
Jean-Baptiste Fusculo, 1631.
Jean-Baptiste Grimani, 1634.
Jean de Ponte, 1635.
Paul Donat, 1537.
Nicolas Lippomano, 1639.
Bernard Marcello, 1641.
Bernard Mauroceno, 1644.
Cyprien Civrano, 1646.
Jacques Barbaro, 1648.
Luc-François Barbaro, 1649.
Joseph Mauroceno, 1650.
Antoine-Louis Marcello, 1653.

Jérôme Lippomano, 1655.
Georges Cornelio, 1657.
Zacharie Mocenico, 1659.
Jacques Lauredan, 1663.
François Battalea, 1665.
Jacques Contarino, 1667. — Ce fut sous ce dernier duc que la Crète tomba au pouvoir des Turcs, le 26 septembre 1669, par la prise de Candie, après une héroïque résistance.

INDEX

A

B

C

D

E

F

G

H

I

J

K

L

M

N

O

P

Q

R

R

S

S

T

T

U

V

U

V

Y

Z

FIN DE L'INDEX.

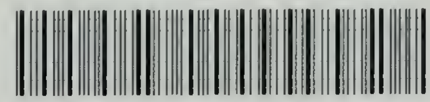
TOULOUSE. — IMP. A. CHAUVIN ET FILS, RUE DES SALENQUES, 28.

CARTE DE L'ILE DE CRÈTE
sous la Domination Vénitienne.



Gravé par Erhard F.res

Ernest Thorin, Editeur à Paris.


3 3125 00277 4863